INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

LAGRAND CASE

(GERMANY *v.* UNITED STATES OF AMERICA)

JUDGMENT OF 27 JUNE 2001

2001

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE LAGRAND

(ALLEMAGNE *c.* ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

ARRÊT DU 27 JUIN 2001

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

REPORTS OF JUDGMENTS,
ADVISORY OPINIONS AND ORDERS

LAGRAND CASE

(GERMANY *v.* UNITED STATES OF AMERICA)

JUDGMENT OF 27 JUNE 2001

2001

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

RECUEIL DES ARRÊTS,
AVIS CONSULTATIFS ET ORDONNANCES

AFFAIRE LAGRAND

(ALLEMAGNE *c.* ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

ARRÊT DU 27 JUIN 2001

Official citation:
LaGrand (Germany v. United States of America), Judgment, I.C.J. Reports 2001, p. 466

Mode officiel de citation:
LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique), arrêt, C.I.J. Recueil 2001, p. 466

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-070921-7

Sales number
N° de vente: **822**

27 JUNE 2001

JUDGMENT

LAGRAND
(GERMANY *v.* UNITED STATES OF AMERICA)

LAGRAND
(ALLEMAGNE c. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

27 JUIN 2001

ARRÊT

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

YEAR 2001

2001
27 June
General List
No. 104

27 June 2001

LAGRAND CASE

(GERMANY *v.* UNITED STATES OF AMERICA)

Facts of the case.

* *

Jurisdiction of the Court — Article I of Optional Protocol concerning Compulsory Settlement of Disputes to Vienna Convention on Consular Relations of 24 April 1963.

Jurisdiction of Court in respect of Germany's first submission — Recognition by United States of existence of dispute arising out of breach of subparagraph (b) *of Article 36, paragraph 1, of Vienna Convention on Consular Relations — Recognition by United States of Court's jurisdiction to hear this dispute in so far as concerns Germany's own rights — Objection by United States to Court's jurisdiction over Germany's claim founded on diplomatic protection — Objection by United States to Court's jurisdiction over alleged breach of subparagraphs* (a) *and* (c) *of Article 36, paragraph 1, of Convention.*

Jurisdiction of Court in respect of Germany's third submission concerning implementation of Order of 3 March 1999 indicating provisional measures.

Jurisdiction of Court in respect of Germany's fourth submission — Objection by United States — United States argument that submission seeking guarantees of non-repetition falls outside terms of Optional Protocol.

* *

Admissibility of Germany's submissions.

United States objection to admissibility of Germany's second, third and fourth submissions — United States argument that Court cannot be turned into ultimate court of appeal in criminal proceedings before its own domestic courts.

United States objection to admissibility of Germany's third submission —

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

ANNÉE 2001

27 juin 2001

2001
27 juin
Rôle général
n° 104

AFFAIRE LAGRAND

(ALLEMAGNE *c.* ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE)

Faits à l'origine de l'affaire.

* *

Compétence de la Cour — Article premier du protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends à la convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963.

Compétence de la Cour pour connaître de la première conclusion de l'Allemagne — Reconnaissance par les Etats-Unis de l'existence d'un différend résultant de la violation de l'alinéa b) *du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires — Reconnaissance par les Etats-Unis de la compétence de la Cour pour connaître de ce différend quant aux droits propres de l'Allemagne — Objection des Etats-Unis à la compétence de la Cour pour connaître de la prétention de l'Allemagne fondée sur la protection diplomatique — Objection des Etats-Unis à la compétence de la Cour pour connaître de la violation alléguée des alinéas* a) *et* c) *du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention.*

Compétence de la Cour pour connaître de la troisième conclusion de l'Allemagne relative à l'application de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 mars 1999.

Compétence de la Cour pour connaître de la quatrième conclusion de l'Allemagne — Objection des Etats-Unis — Conclusion tendant à l'obtention de garanties de non-répétition n'entrant pas, selon les Etats-Unis, dans les prévisions du protocole de signature facultative.

* *

Recevabilité des conclusions de l'Allemagne.

Objection des Etats-Unis à la recevabilité des deuxième, troisième et quatrième conclusions de l'Allemagne — La Cour ne pouvant s'ériger, selon les Etats-Unis, en juridiction statuant en dernier degré d'appel sur des questions pénales soumises à leurs tribunaux internes.

Objection des Etats-Unis à la recevabilité de la troisième conclusion de l'Alle-

United States challenging manner of Germany's institution of present proceedings before the Court.

United States objection to admissibility of Germany's first submission — Allegation of failure to exhaust local remedies.

United States objection to Germany's submissions — Allegation that Germany seeking to apply standard to United States different from own practice.

* *

Germany's first submission — Question of disregard by United States of its legal obligations to Germany under Articles 5 and 36, paragraph 1, of Convention.

Submission advanced by Germany in own right — Recognition by United States of breach of Article 36, paragraph 1 (b), *of Convention — Article 36, paragraph 1, establishing interrelated régime designed to facilitate implementation of system of consular protection.*

Submission by Germany based on diplomatic protection — Article 36, paragraph 1 (b), *of Convention and obligations of receiving State to detained person and to sending State.*

* *

Germany's second submission — Question of disregard by United States of its legal obligation under Article 36, paragraph 2, of Convention.

Argument of United States that Article 36, paragraph 2, applicable only to rights of sending State.

"Procedural default" rule — Distinction to be drawn between rule as such and application in present case.

* *

Germany's third submission — Question of disregard by United States of its legal obligation to comply with Order indicating provisional measures of 3 March 1999.

Court called upon to rule expressly on question of legal effects of orders under Article 41 of Statute — Interpretation of that provision — Comparison of French and English texts — French and English versions of Statute "equally authentic" by virtue of Article 111 of United Nations Charter — Article 33, paragraph 4, of Vienna Convention on Law of Treaties — Object and purpose of Statute — Context — Principle that party to legal proceedings must abstain from any measure which might aggravate or extend the dispute — Preparatory work of Article 41 — Article 94 of United Nations Charter.

Question of binding nature of Order of 3 March 1999 — Measures taken by United States to give effect to Order — No request for reparation in Germany's third submission — Time pressure due to circumstances in which proceedings were instituted.

* *

Germany's fourth submission — Question of obligation to provide certain assurances of non-repetition.

magne — Circonstances dans lesquelles, selon les Etats-Unis, cette dernière a introduit la présente instance devant la Cour.

Objection des Etats-Unis à la recevabilité de la première conclusion de l'Allemagne — Allégation de non-épuisement des voies de recours internes.

Objection des Etats-Unis à la recevabilité des conclusions de l'Allemagne — Allégation selon laquelle l'Allemagne chercherait à faire appliquer aux Etats-Unis une norme différente de celle qui prévaut dans la pratique allemande.

* *

Première conclusion de l'Allemagne — Question de la méconnaissance par les Etats-Unis de leurs obligations juridiques vis-à-vis de l'Allemagne au titre de l'article 5 et du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention.

Conclusion de l'Allemagne en son nom propre — Reconnaissance par les Etats-Unis de la violation de l'alinéa b) *du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention — Paragraphe 1 de l'article 36 instituant un régime aux éléments interdépendants conçu pour faciliter la mise en œuvre du système de protection consulaire.*

Conclusion de l'Allemagne fondée sur la protection diplomatique — Alinéa b) *du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention et obligations de l'Etat de résidence vis-à-vis d'une personne détenue et de l'Etat d'envoi.*

* *

Deuxième conclusion de l'Allemagne — Question de la méconnaissance par les Etats-Unis de leur obligation juridique en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 de la convention.

Paragraphe 2 de l'article 36 ne s'appliquant, selon les Etats-Unis, qu'aux droits de l'Etat d'envoi.

Règle de la « carence procédurale » — Distinction à établir entre cette règle en tant que telle et son application en l'espèce.

* *

Troisième conclusion de l'Allemagne — Question de la méconnaissance par les Etats-Unis de leur obligation juridique de se conformer à l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 mars 1999.

Cour appelée à se prononcer expressément sur la question des effets juridiques des ordonnances rendues en vertu de l'article 41 du Statut — Interprétation de cette disposition — Comparaison entre les textes français et anglais — Versions française et anglaise du Statut faisant « également foi » en vertu de l'article 111 de la Charte des Nations Unies — Paragraphe 4 de l'article 33 de la convention de Vienne sur le droit des traités — Objet et but du Statut — Contexte — Principe interdisant à une partie à une instance judiciaire de procéder à aucun acte susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend — Travaux préparatoires de l'article 41 — Article 94 de la Charte des Nations Unies.

Question du caractère obligatoire de l'ordonnance du 3 mars 1999 — Mesures prises par les Etats-Unis pour donner effet à cette ordonnance — Absence de demande en réparation dans la troisième conclusion de l'Allemagne — Contraintes de temps résultant des conditions de l'introduction de l'instance.

* *

Quatrième conclusion de l'Allemagne — Question de l'obligation de fournir certaines assurances de non-répétition.

General request for assurance of non-repetition — Measures taken by United States to prevent recurrence of violation of Article 36, paragraph 1 (b) *— Commitment undertaken by United States to ensure implementation of specific measures adopted in performance of obligations under that provision.*

Consideration of other assurances requested by Germany — Germany's characterization of individual right provided for in Article 36, paragraph 1, as human right — Court's power to determine existence of violation of international obligation and, if necessary, to hold that domestic law has caused violation — United States having apologized to Germany for breach of Article 36, paragraph 1, of Convention — Germany not having requested material reparation for injury to itself and to LaGrand brothers — Question of review and reconsideration of certain sentences.

JUDGMENT

Present: *President* Guillaume; *Vice-President* Shi; *Judges* Oda, Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal; *Registrar* Couvreur.

In the LaGrand case,

between

the Federal Republic of Germany,

represented by

Mr. Gerhard Westdickenberg, Director General for Legal Affairs and Legal Adviser, Federal Foreign Office of the Federal Republic of Germany,

H.E. Mr. Eberhard U. B. von Puttkamer, Ambassador of the Federal Republic of Germany to the Kingdom of the Netherlands,

as Agents;

Mr. Bruno Simma, Professor of Public International Law at the University of Munich,

as Co-Agent and Counsel;

Mr. Pierre-Marie Dupuy, Professor of Public International Law at the University of Paris (Panthéon-Assas) and at the European University Institute in Florence,

Mr. Donald Francis Donovan, Debevoise & Plimpton, New York,

Mr. Hans-Peter Kaul, Head of the Public International Law Division, Federal Foreign Office of the Federal Republic of Germany,

Mr. Daniel Khan, University of Munich,

Mr. Andreas Paulus, University of Munich,

as Counsel;

Demande de caractère général visant l'obtention d'une assurance de non-répétition — Mesures prises par les Etats-Unis en vue d'empêcher la répétition de la violation de l'alinéa b) *du paragraphe 1 de l'article 36 — Engagement pris par les Etats-Unis d'assurer la mise en œuvre des mesures spécifiques adoptées en exécution de leurs obligations au titre de cette disposition.*

Examen des autres assurances demandées par l'Allemagne — Qualification par l'Allemagne du droit individuel prévu au paragraphe 1 de l'article 36 comme un droit de l'homme — Pouvoir de la Cour d'établir la violation d'une obligation internationale et, si nécessaire, de constater aussi qu'une loi interne a été la cause de cette violation — Excuses présentées par les Etats-Unis pour la violation du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention — Absence de demande de l'Allemagne en réparation matérielle de son préjudice et de celui des frères LaGrand — Question du réexamen et de la revision de certaines condamnations.

ARRÊT

Présents: M. GUILLAUME, *président;* M. SHI, *vice-président;* MM. ODA, BEDJAOUI, RANJEVA, HERCZEGH, FLEISCHHAUER, KOROMA, VERESHCHETIN, Mme HIGGINS, MM. PARRA-ARANGUREN, KOOIJMANS, REZEK, AL-KHASAWNEH, BUERGENTHAL, *juges;* M. COUVREUR, *greffier.*

En l'affaire LaGrand,

entre

la République fédérale d'Allemagne,

représentée par

M. Gerhard Westdickenberg, directeur général des affaires juridiques et conseiller juridique du ministère fédéral des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne,

S. Exc. M. Eberhard U. B. von Puttkamer, ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne auprès du Royaume des Pays-Bas,

comme agents;

M. Bruno Simma, professeur de droit international public à l'Université de Munich,

comme coagent et conseil;

M. Pierre-Marie Dupuy, professeur de droit international public à l'Université de Paris (Panthéon-Assas) et à l'Institut universitaire européen de Florence,

M. Donald Francis Donovan, du cabinet Debevoise & Plimpton, New York,

M. Hans-Peter Kaul, chef de la division du droit international public du ministère fédéral des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne,

M. Daniel Khan, de l'Université de Munich,

M. Andreas Paulus, de l'Université de Munich,

comme conseils;

Mr. Eberhard Desch, Federal Ministry of Justice of the Federal Republic of Germany,

Mr. S. Johannes Trommer, Embassy of the Federal Republic of Germany in the Netherlands,

Mr. Andreas Götze, Federal Foreign Office of the Federal Republic of Germany,

as Advisers;

Ms Fiona Sneddon,

as Assistant,

and

the United States of America,

represented by

Mr. James H. Thessin, Acting Legal Adviser, United States Department of State,

as Agent;

Ms Catherine W. Brown, Assistant Legal Adviser for Consular Affairs, United States Department of State,

Mr. D. Stephen Mathias, Assistant Legal Adviser for United Nations Affairs, United States Department of State,

as Deputy Agents;

The Honourable Janet Napolitano, Attorney General, State of Arizona,

Mr. Michael J. Matheson, Professor of International Law, School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University; former Acting Legal Adviser, United States Department of State,

Mr. Theodor Meron, Counsellor on International Law, United States Department of State; Charles L. Denison Professor of International Law, New York University; Associate Member of the Institute of International Law,

Mr. Stefan Trechsel, Professor of Criminal Law and Procedure, University of Zurich Faculty of Law,

as Counsel and Advocates;

Mr. Shabtai Rosenne, Member of the Israel Bar; Honorary Member of the American Society of International Law; Member of the Institute of International Law,

Ms Norma B. Martens, Assistant Attorney General, State of Arizona,

Mr. Paul J. McMurdie, Assistant Attorney General, State of Arizona,

Mr. Robert J. Erickson, Principal Deputy Chief, Appellate Section, Criminal Division, United States Department of Justice,

Mr. Allen S. Weiner, Counsellor for Legal Affairs, Embassy of the United States of America in the Netherlands,

Ms Jessica R. Holmes, Attaché, Office of the Counsellor for Legal Affairs, Embassy of the United States of America in the Netherlands,

as Counsel,

M. Eberhard Desch, du ministère fédéral de la justice de la République fédérale d'Allemagne,

M. S. Johannes Trommer, de l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne aux Pays-Bas,

M. Andreas Götze, du ministère fédéral des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne,

comme conseillers;

Mme Fiona Sneddon,

comme assistante,

et

les Etats-Unis d'Amérique,

représentés par

M. James H. Thessin, conseiller juridique par intérim du département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique,

comme agent;

Mme Catherine W. Brown, conseiller juridique adjoint chargé des affaires consulaires au département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique,

M. D. Stephen Mathias, conseiller juridique adjoint chargé des questions concernant les Nations Unies au département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique,

comme agents adjoints;

l'honorable Janet Napolitano, *Attorney General* de l'Etat de l'Arizona,

M. Michael J. Matheson, professeur de droit international à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University, ancien conseiller juridique par intérim du département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique,

M. Theodor Meron, conseiller en droit international au département d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, titulaire de la chaire Charles L. Denison de droit international à la New York University, membre associé de l'Institut de droit international,

M. Stefan Trechsel, professeur de droit pénal et de procédure pénale à la faculté de droit de l'Université de Zurich,

comme conseils et avocats;

M. Shabtai Rosenne, membre du barreau israélien, membre honoraire de l'American Society of International Law, membre de l'Institut de droit international,

Mme Norma B. Martens, *Attorney General* adjoint de l'Etat de l'Arizona,

M. Paul J. McMurdie, *Attorney General* adjoint de l'Etat de l'Arizona,

M. Robert J. Erickson, chef principal adjoint à la section des recours de la division du droit pénal du département de la justice des Etats-Unis d'Amérique,

M. Allen S. Weiner, conseiller aux affaires juridiques à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique aux Pays-Bas,

Mme Jessica R. Holmes, attachée, bureau du conseiller aux affaires juridiques à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique aux Pays-Bas,

comme conseils,

THE COURT,

composed as above,

after deliberation,

delivers the following Judgment:

1. On 2 March 1999 the Federal Republic of Germany (hereinafter referred to as "Germany") filed in the Registry of the Court an Application instituting proceedings against the United States of America (hereinafter referred to as the "United States") for "violations of the Vienna Convention on Consular Relations [of 24 April 1963]" (hereinafter referred to as the "Vienna Convention").

In its Application, Germany based the jurisdiction of the Court on Article 36, paragraph 1, of the Statute of the Court and on Article I of the Optional Protocol concerning the Compulsory Settlement of Disputes, which accompanies the Vienna Convention (hereinafter referred to as the "Optional Protocol").

2. Pursuant to Article 40, paragraph 2, of the Statute, the Application was forthwith communicated to the Government of the United States; and, in accordance with paragraph 3 of that Article, all States entitled to appear before the Court were notified of the Application.

3. On 2 March 1999, the day on which the Application was filed, the German Government also filed in the Registry of the Court a request for the indication of provisional measures based on Article 41 of the Statute and Articles 73, 74 and 75 of the Rules of Court.

By a letter dated 2 March 1999, the Vice-President of the Court, acting President in the case, addressed the Government of the United States in the following terms:

> "Exercising the functions of the presidency in terms of Articles 13 and 32 of the Rules of Court, and acting in conformity with Article 74, paragraph 4, of the said Rules, I hereby draw the attention of [the] Government [of the United States] to the need to act in such a way as to enable any Order the Court will make on the request for provisional measures to have its appropriate effects."

By an Order of 3 March 1999, the Court indicated certain provisional measures (see paragraph 32 below).

4. In accordance with Article 43 of the Rules of Court, the Registrar sent the notification referred to in Article 63, paragraph 1, of the Statute to all States parties to the Vienna Convention or to that Convention and the Optional Protocol.

5. By an Order of 5 March 1999, the Court, taking account of the views of the Parties, fixed 16 September 1999 and 27 March 2000, respectively, as the time-limits for the filing of a Memorial by Germany and of a Counter-Memorial by the United States.

The Memorial and Counter-Memorial were duly filed within the time-limits so prescribed.

6. By letter of 26 October 2000, the Agent of Germany expressed his Government's desire to produce five new documents in accordance with Article 56 of the Rules.

By letter of 6 November 2000, the Agent of the United States informed the Court that his Government consented to the production of the first and second documents, but not to that of the third, fourth and fifth documents.

LA COUR,

ainsi composée,

après délibéré en chambre du conseil,

rend l'arrêt suivant :

1. Le 2 mars 1999, la République fédérale d'Allemagne (dénommée ci-après l'« Allemagne ») a déposé au Greffe de la Cour une requête introduisant une instance contre les Etats-Unis d'Amérique (dénommés ci-après les « Etats-Unis ») pour « violations de la convention de Vienne [du 24 avril 1963] sur les relations consulaires » (dénommée ci-après la « convention de Vienne »).

Dans sa requête, l'Allemagne fonde la compétence de la Cour sur le paragraphe 1 de l'article 36 du Statut de la Cour et l'article premier du protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends qui accompagne la convention de Vienne (dénommé ci-après le « protocole de signature facultative »).

2. Conformément au paragraphe 2 de l'article 40 du Statut, la requête a été immédiatement communiquée au Gouvernement des Etats-Unis ; et, conformément au paragraphe 3 de cet article, tous les Etats admis à ester devant la Cour ont été informés de la requête.

3. Le 2 mars 1999, jour du dépôt de la requête, le Gouvernement allemand a également déposé au Greffe de la Cour une demande en indication de mesures conservatoires fondée sur l'article 41 du Statut et les articles 73, 74 et 75 du Règlement.

Par lettre du 2 mars 1999, le vice-président de la Cour, faisant fonction de président en l'affaire, s'est adressé au Gouvernement des Etats-Unis dans les termes suivants :

> « Exerçant la présidence de la Cour en vertu des articles 13 et 32 du Règlement de la Cour, et agissant conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 74 dudit Règlement, j'appelle par la présente l'attention [du] Gouvernement [des Etats-Unis] sur la nécessité d'agir de manière que toute ordonnance de la Cour sur la demande en indication de mesures conservatoires puisse avoir les effets voulus. »

Par ordonnance du 3 mars 1999, la Cour a indiqué certaines mesures conservatoires (voir paragraphe 32 ci-après).

4. Conformément à l'article 43 du Règlement, le greffier a adressé la notification prévue au paragraphe 1 de l'article 63 du Statut à tous les Etats parties soit à la convention de Vienne, soit à ladite convention et à son protocole de signature facultative.

5. Par ordonnance du 5 mars 1999, la Cour, compte tenu des vues des Parties, a fixé au 16 septembre 1999 et au 27 mars 2000, respectivement, les dates d'expiration des délais pour le dépôt d'un mémoire de l'Allemagne et d'un contre-mémoire des Etats-Unis d'Amérique.

Le mémoire et le contre-mémoire ont été dûment déposés dans les délais ainsi prescrits.

6. Par lettre du 26 octobre 2000, l'agent de l'Allemagne a exprimé le vœu de son gouvernement de produire cinq documents nouveaux conformément aux dispositions de l'article 56 du Règlement.

Par lettre du 6 novembre 2000, l'agent des Etats-Unis a fait savoir à la Cour que son gouvernement acceptait la production des premier et deuxième documents, mais non celle des troisième, quatrième et cinquième documents.

The Court decided, pursuant to Article 56, paragraph 2, of the Rules, to authorize the production of the latter group of documents by Germany, it being understood that the United States would have the opportunity, in accordance with paragraph 3 of that Article, to comment subsequently thereon and to submit documents in support of those comments. That decision was duly communicated to the Parties by letters from the Registrar dated 9 November 2000.

7. Pursuant to Article 53, paragraph 2, of the Rules, the Court, after ascertaining the views of the Parties, decided that copies of the pleadings and documents annexed would be made available to the public at the opening of the oral proceedings.

8. Public hearings were held from 13 to 17 November 2000, at which the Court heard the oral arguments and replies of:

For Germany: Mr. Gerhard Westdickenberg,
Mr. Bruno Simma,
Mr. Daniel Khan,
Mr. Hans-Peter Kaul,
Mr. Andreas Paulus,
Mr. Donald Francis Donovan,
Mr. Pierre-Marie Dupuy.

For the United States: Mr. James H. Thessin,
The Honourable Janet Napolitano,
Mr. Theodor Meron,
Ms Catherine W. Brown,
Mr. D. Stephen Mathias,
Mr. Stefan Trechsel,
Mr. Michael J. Matheson.

9. At the hearings, Members of the Court put questions to Germany, to which replies were given in writing, in accordance with Article 61, paragraph 4, of the Rules of Court.

In addition, the United States, acting within the time-limit accorded it for this purpose, commented on the new documents filed by Germany on 26 October 2000 (see paragraph 6 above) and produced documents in support of those comments.

*

10. In its Application, Germany formulated the decision requested in the following terms:

> "Accordingly the Federal Republic of Germany asks the Court to adjudge and declare
>
> (1) that the United States, in arresting, detaining, trying, convicting and sentencing Karl and Walter LaGrand, as described in the preceding statement of facts, violated its international legal obligations to Germany, in its own right and in its right of diplomatic protection of its nationals, as provided by Articles 5 and 36 of the Vienna Convention,
>
> (2) that Germany is therefore entitled to reparation,
> (3) that the United States is under an international legal obligation not to

La Cour a décidé, en application du paragraphe 2 de l'article 56 de son Règlement, d'autoriser la production par l'Allemagne de ce second groupe de documents, étant entendu que les Etats-Unis auraient, conformément au paragraphe 3 dudit article, la possibilité de présenter ultérieurement des observations à ce sujet et de soumettre des documents à l'appui de ces observations. Cette décision a été dûment communiquée aux Parties par lettres du greffier en date du 9 novembre 2000.

7. Conformément au paragraphe 2 de l'article 53 de son Règlement, la Cour, après s'être renseignée auprès des Parties, a décidé que des exemplaires des pièces de procédure et des documents annexés seraient rendus accessibles au public à l'ouverture de la procédure orale.

8. Des audiences publiques ont été tenues du 13 au 17 novembre 2000, au cours desquelles ont été entendus en leurs plaidoiries et réponses:

Pour l'Allemagne: M. Gerhard Westdickenberg,
M. Bruno Simma,
M. Daniel Khan,
M. Hans-Peter Kaul,
M. Andreas Paulus,
M. Donald Francis Donovan,
M. Pierre-Marie Dupuy.

Pour les Etats-Unis: M. James H. Thessin,
l'honorable Janet Napolitano,
M. Theodor Meron,
Mme Catherine W. Brown,
M. D. Stephen Mathias,
M. Stefan Trechsel,
M. Michael J. Matheson.

9. A l'audience, des membres de la Cour ont posé à l'Allemagne des questions auxquelles il a été répondu par écrit, conformément au paragraphe 4 de l'article 61 du Règlement.

Dans le délai qui leur avait été fixé à cet effet, les Etats-Unis ont par ailleurs présenté des observations au sujet des documents nouveaux déposés par l'Allemagne le 26 octobre 2000 (voir paragraphe 6 ci-dessus), et ont eux-mêmes produit des documents à l'appui de ces observations.

*

10. Dans la requête, la décision demandée par l'Allemagne a été ainsi formulée:

> «En conséquence, la République fédérale d'Allemagne prie la Cour de dire et juger que:
>
> 1) en arrêtant, détenant, jugeant, déclarant coupables et condamnant Karl et Walter LaGrand dans les conditions indiquées dans l'exposé des faits qui précède, les Etats-Unis ont violé leurs obligations juridiques internationales envers l'Allemagne, en son nom propre et dans l'exercice du droit qu'elle a d'assurer la protection diplomatique de ses ressortissants, ainsi qu'il est prévu aux articles 5 et 36 de la convention de Vienne;
> 2) l'Allemagne a en conséquence droit à réparation;
> 3) les Etats-Unis ont l'obligation juridique internationale de ne pas appli-

> apply the doctrine of 'procedural default' or any other doctrine of national law, so as to preclude the exercise of the rights accorded under Article 36 of the Vienna Convention; and
>
> (4) that the United States is under an international obligation to carry out in conformity with the foregoing international legal obligations any future detention of or criminal proceedings against any other German national in its territory, whether by a constituent, legislative, executive, judicial or other power, whether that power holds a superior or subordinate position in the organization of the United States, and whether that power's functions are of an international or internal character;
>
> and that, pursuant to the foregoing international legal obligations,
>
> (1) the criminal liability imposed on Karl and Walter LaGrand in violation of international legal obligations is void, and should be recognized as void by the legal authorities of the United States;
> (2) the United States should provide reparation, in the form of compensation and satisfaction, for the execution of Karl LaGrand on 24 February 1999;
> (3) the United States should restore the *status quo ante* in the case of Walter LaGrand, that is re-establish the situation that existed before the detention of, proceedings against, and conviction and sentencing of that German national in violation of the United States' international legal obligation took place; and
> (4) the United States should provide Germany a guarantee of the non-repetition of the illegal acts."

11. In the course of the written proceedings, the following submissions were presented by the Parties:

On behalf of the Government of Germany,

in the Memorial:

> "Having regard to the facts and points of law set forth in the present Memorial, and without prejudice to such elements of fact and law and to such evidence as may be submitted at a later time, and likewise without prejudice to the right to supplement and amend the present Submissions, the Federal Republic of Germany respectfully requests the Court to adjudge and declare
>
> (1) that the United States, by not informing Karl and Walter LaGrand without delay following their arrest of their rights under Article 36 subparagraph 1 *(b)* of the Vienna Convention on Consular Relations, and by depriving Germany of the possibility of rendering consular assistance, which ultimately resulted in the execution of Karl and Walter LaGrand, violated its international legal obligations to Germany, in its own right and in its right of diplomatic protection of its nationals, under Articles 5 and 36 paragraph 1 of the said Convention;
>
> (2) that the United States, by applying rules of its domestic law, in par-

quer la doctrine dite de la «carence procédurale» (*procedural default*), ni aucune autre doctrine de leur droit interne, d'une manière qui fasse obstacle à l'exercice des droits conférés par l'article 36 de la convention de Vienne; et

4) les Etats-Unis ont l'obligation internationale d'agir conformément aux obligations juridiques internationales susmentionnées dans le cas où ils placeraient en détention tout autre ressortissant allemand sur leur territoire ou engageraient une action pénale à son encontre à l'avenir, que cet acte soit accompli par un pouvoir constitué, qu'il soit législatif, exécutif, judiciaire ou autre, que ce pouvoir occupe une place supérieure ou subordonnée dans l'organisation des Etats-Unis ou que les fonctions de ce pouvoir présentent un caractère international ou interne;

et que, conformément aux obligations juridiques internationales susmentionnées:

1) toute responsabilité pénale qui ait été attribuée à Karl et Walter LaGrand en violation d'obligations juridiques internationales est nulle et doit être reconnue comme nulle par les autorités légales des Etats-Unis;
2) les Etats-Unis devraient accorder réparation, sous la forme d'une indemnisation ou de satisfaction, pour l'exécution de Karl LaGrand le 24 février 1999;
3) les Etats-Unis doivent restaurer le *statu quo ante* dans le cas de Walter LaGrand, c'est-à-dire rétablir la situation qui existait avant les actes de détention, de poursuite, de déclaration de culpabilité et de condamnation de ce ressortissant allemand commis en violation des obligations juridiques internationales des Etats-Unis;
4) les Etats-Unis doivent donner à l'Allemagne la garantie que de tels actes illicites ne se reproduiront pas.»

11. Dans la procédure écrite, les conclusions ci-après ont été présentées par les Parties:

Au nom du Gouvernement de l'Allemagne,

dans le mémoire:

«Au vu des points de fait et de droit exposés dans le présent mémoire, et sans préjudice des éléments de fait et de droit et des éléments de preuve qui pourront être ultérieurement produits, ainsi que du droit de compléter et d'amender les présentes conclusions, la République fédérale d'Allemagne prie respectueusement la Cour de dire et juger que:

1) en n'informant pas sans retard Karl et Walter LaGrand après leur arrestation de leurs droits en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires, et en privant l'Allemagne de la possibilité de fournir son assistance consulaire, ce qui a finalement conduit à l'exécution de Karl et Walter LaGrand, les Etats-Unis ont violé leurs obligations juridiques internationales vis-à-vis de l'Allemagne au titre de l'article 5 et du paragraphe 1 de l'article 36 de ladite convention, tant en ce qui concerne les droits propres de l'Allemagne que le droit de cette dernière d'exercer sa protection diplomatique à l'égard de ses ressortissants;
2) en appliquant des règles de leur droit interne, notamment la doctrine

ticular the doctrine of procedural default, which barred Karl and Walter LaGrand from raising their claims under the Vienna Convention on Consular Relations, and by ultimately executing them, violated its international legal obligation to Germany under Article 36 paragraph 2 of the Vienna Convention to give full effect to the purposes for which the rights accorded under Article 36 of the said Convention are intended;

(3) that the United States, by failing to take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand was not executed pending the final decision of the International Court of Justice on the matter, violated its international legal obligation to comply with the Order on provisional measures issued by the Court on 3 March 1999, and to refrain from any action which might interfere with the subject matter of a dispute while judicial proceedings are pending;

and, pursuant to the foregoing international legal obligations,

(4) that the United States shall provide Germany a guarantee that it will not repeat its illegal acts and ensure that, in any future cases of detention of or criminal proceedings against German nationals, United States domestic law and practice will not constitute a bar to the effective exercise of the rights under Article 36 of the Vienna Convention on Consular Relations."

On behalf of the Government of the United States,

in the Counter-Memorial:

"Accordingly, on the basis of the facts and arguments set forth in this Counter-Memorial, and without prejudice to the right further to amend and supplement these submissions in the future, the United States asks the Court to adjudge and declare that:

(1) There was a breach of the United States obligation to Germany under Article 36 (1) (*b*) of the Vienna Convention on Consular Relations, in that the competent authorities of the United States did not promptly give to Karl and Walter LaGrand the notification required by that Article, and that the United States has apologized to Germany for this breach, and is taking substantial measures aimed at preventing any recurrence; and

(2) That all other claims and submissions of the Federal Republic of Germany are dismissed."

12. At the oral proceedings, the following submissions were presented by the Parties:

On behalf of the Government of Germany,

"The Federal Republic of Germany respectfully requests the Court to adjudge and declare

(1) that the United States, by not informing Karl and Walter LaGrand without delay following their arrest of their rights under Article 36, subparagraph 1 (*b*), of the Vienna Convention on Consular Relations, and by depriving Germany of the possibility of rendering con-

dite de la «carence procédurale», qui ont empêché Karl et Walter LaGrand de faire valoir leurs réclamations au titre de la convention de Vienne sur les relations consulaires, et en procédant finalement à leur exécution, les Etats-Unis ont violé l'obligation juridique internationale, dont ils étaient tenus à l'égard de l'Allemagne en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 de la convention de Vienne, de permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles sont prévus les droits énoncés à l'article 36 de ladite convention;

3) en ne prenant pas toutes les mesures dont ils disposaient pour que Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la Cour internationale de Justice n'aurait pas rendu sa décision définitive en l'affaire, les Etats-Unis ont violé leur obligation juridique internationale de se conformer à l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999 et de s'abstenir de tout acte pouvant interférer avec l'objet d'un différend tant que l'instance est en cours;

c) que, conformément aux obligations juridiques internationales susmentionnées,

4) les Etats-Unis devront donner à l'Allemagne la garantie qu'ils ne répéteront pas de tels actes illicites et qu'ils feront en sorte que, dans tous les cas futurs de détention de ressortissants allemands ou d'actions pénales à l'encontre de tels ressortissants, le droit et la pratique internes des Etats-Unis ne feront pas obstacle à l'exercice effectif des droits énoncés à l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires.»

Au nom du Gouvernement des Etats-Unis,

dans le contre-mémoire:

«Partant, sur la base des faits et moyens exposés dans le présent contre-mémoire et sans préjudice de leur droit de modifier et de compléter à l'avenir les présentes conclusions, les Etats-Unis prient la Cour de dire et juger:

1) qu'ils ont violé l'obligation dont ils étaient tenus envers l'Allemagne en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires en ce que les autorités compétentes des Etats-Unis n'ont pas informé sans retard de leurs droits Karl et Walter LaGrand ainsi que l'exigeait cet article et que les Etats-Unis ont présenté leurs excuses à l'Allemagne pour cette violation et prennent des mesures concrètes visant à empêcher qu'elle ne se reproduise; et
2) que toutes les autres demandes et conclusions de la République fédérale d'Allemagne sont rejetées.»

12. Dans la procédure orale, les conclusions ci-après ont été présentées par les Parties:

Au nom du Gouvernement de l'Allemagne,

«[L]a République fédérale d'Allemagne prie respectueusement la Cour de dire et juger que:

1) en n'informant pas sans retard Karl et Walter LaGrand après leur arrestation de leurs droits en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires, et en privant l'Allemagne de la possibilité de fournir son assistance consu-

sular assistance, which ultimately resulted in the execution of Karl and Walter LaGrand, violated its international legal obligations to Germany, in its own right and in its right of diplomatic protection of its nationals, under Articles 5 and 36, paragraph 1, of the said Convention;

(2) that the United States, by applying rules of its domestic law, in particular the doctrine of procedural default, which barred Karl and Walter LaGrand from raising their claims under the Vienna Convention on Consular Relations, and by ultimately executing them, violated its international legal obligation to Germany under Article 36, paragraph 2, of the Vienna Convention to give full effect to the purposes for which the rights accorded under Article 36 of the said Convention are intended;

(3) that the United States, by failing to take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand was not executed pending the final decision of the International Court of Justice on the matter, violated its international legal obligation to comply with the Order on provisional measures issued by the Court on 3 March 1999, and to refrain from any action which might interfere with the subject-matter of a dispute while judicial proceedings are pending;

and, pursuant to the foregoing international legal obligations,

(4) that the United States shall provide Germany an assurance that it will not repeat its unlawful acts and that, in any future cases of detention of or criminal proceedings against German nationals, the United States will ensure in law and practice the effective exercise of the rights under Article 36 of the Vienna Convention on Consular Relations. In particular in cases involving the death penalty, this requires the United States to provide effective review of and remedies for criminal convictions impaired by a violation of the rights under Article 36."

On behalf of the Government of the United States,

"The United States of America respectfully requests the Court to adjudge and declare that:

(1) There was a breach of the United States obligation to Germany under Article 36, paragraph 1 (*b*), of the Vienna Convention on Consular Relations, in that the competent authorities of the United States did not promptly give to Karl and Walter LaGrand the notification required by that Article, and that the United States has apologized to Germany for this breach, and is taking substantial measures aimed at preventing any recurrence; and

(2) All other claims and submissions of the Federal Republic of Germany are dismissed."

* * *

13. Walter LaGrand and Karl LaGrand were born in Germany in

laire, ce qui a finalement conduit à l'exécution de Karl et Walter LaGrand, les Etats-Unis ont violé leurs obligations juridiques internationales vis-à-vis de l'Allemagne au titre de l'article 5 et du paragraphe 1 de l'article 36 de ladite convention, tant en ce qui concerne les droits propres de l'Allemagne que le droit de cette dernière d'exercer sa protection diplomatique à l'égard de ses ressortissants;

2) en appliquant des règles de leur droit interne, notamment la doctrine dite de la «carence procédurale», qui ont empêché Karl et Walter LaGrand de faire valoir leurs réclamations au titre de la convention de Vienne sur les relations consulaires, et en procédant finalement à leur exécution, les Etats-Unis ont violé l'obligation juridique internationale, dont ils étaient tenus à l'égard de l'Allemagne en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 de la convention de Vienne, de permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles sont prévus les droits énoncés à l'article 36 de ladite convention;

3) en ne prenant pas toutes les mesures dont ils disposaient pour que Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la Cour internationale de Justice n'aurait pas rendu sa décision définitive en l'affaire, les Etats-Unis ont violé leur obligation juridique internationale de se conformer à l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999 et de s'abstenir de tout acte pouvant interférer avec l'objet d'un différend tant que l'instance est en cours;

et que, conformément aux obligations juridiques internationales susmentionnées,

4) les Etats-Unis devront donner à l'Allemagne l'assurance qu'ils ne répéteront pas de tels actes illicites et que, dans tous les cas futurs de détention de ressortissants allemands ou d'actions pénales à l'encontre de tels ressortissants, les Etats-Unis veilleront à assurer en droit et en pratique l'exercice effectif des droits visés à l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires. En particulier dans les cas où un accusé est passible de la peine de mort, cela entraîne pour les Etats-Unis l'obligation de prévoir le réexamen effectif des condamnations pénales entachées d'une violation des droits énoncés à l'article 36 de la convention, ainsi que les moyens pour y porter remède.»

Au nom du Gouvernement des Etats-Unis,

«Les Etats-Unis d'Amérique prient respectueusement la Cour de dire et juger:

1) qu'ils ont violé l'obligation dont ils étaient tenus envers l'Allemagne en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires en ce que les autorités compétentes des Etats-Unis n'ont pas informé sans retard de leurs droits Karl et Walter LaGrand ainsi que l'exigeait cet article et que les Etats-Unis ont présenté leurs excuses à l'Allemagne pour cette violation et prennent des mesures concrètes visant à empêcher qu'elle ne se reproduise; et

2) que toutes les autres demandes et conclusions de la République fédérale d'Allemagne sont rejetées.»

* * *

13. Walter LaGrand et Karl LaGrand étaient nés en Allemagne res-

1962 and 1963 respectively, and were German nationals. In 1967, when they were still young children, they moved with their mother to take up permanent residence in the United States. They returned to Germany only once, for a period of about six months in 1974. Although they lived in the United States for most of their lives, and became the adoptive children of a United States national, they remained at all times German nationals, and never acquired the nationality of the United States. However, the United States has emphasized that both had the demeanour and speech of Americans rather than Germans, that neither was known to have spoken German, and that they appeared in all respects to be native citizens of the United States.

14. On 7 January 1982, Karl LaGrand and Walter LaGrand were arrested in the United States by law enforcement officers on suspicion of having been involved earlier the same day in an attempted armed bank robbery in Marana, Arizona, in the course of which the bank manager was murdered and another bank employee seriously injured. They were subsequently tried before the Superior Court of Pima County, Arizona, which, on 17 February 1984, convicted them both of murder in the first degree, attempted murder in the first degree, attempted armed robbery and two counts of kidnapping. On 14 December 1984, each was sentenced to death for first degree murder and to concurrent sentences of imprisonment for the other charges.

15. At all material times, Germany as well as the United States were parties to both the Vienna Convention on Consular Relations and the Optional Protocol to that Convention. Article 36, paragraph 1 *(b)*, of the Vienna Convention provides that:

> "if he so requests, the competent authorities of the receiving State shall, without delay, inform the consular post of the sending State if, within its consular district, a national of that State is arrested or committed to prison or to custody pending trial or is detained in any other manner. Any communication addressed to the consular post by the person arrested, in prison, custody or detention shall be forwarded by the said authorities without delay. The said authorities shall inform the person concerned without delay of his rights under this subparagraph."

It is not disputed that at the time the LaGrands were convicted and sentenced, the competent United States authorities had failed to provide the LaGrands with the information required by this provision of the Vienna Convention, and had not informed the relevant German consular post of the LaGrands' arrest. The United States concedes that the competent authorities failed to do so, even after becoming aware that the LaGrands were German nationals and not United States nationals, and admits that

pectivement en 1962 et 1963 et étaient ressortissants allemands. En 1967, alors qu'ils étaient encore très jeunes, ils sont partis avec leur mère aux Etats-Unis pour y résider à titre permanent. Ils ne sont revenus en Allemagne qu'une seule fois, pour une durée d'environ six mois, en 1974. Bien qu'ils aient passé la plus grande partie de leur existence aux Etats-Unis et qu'ils aient été adoptés par un ressortissant des Etats-Unis, ils ont toujours conservé leur nationalité allemande et n'ont jamais acquis la nationalité américaine. Toutefois, les Etats-Unis ont souligné le fait que l'un comme l'autre avaient l'allure et la manière de parler d'Américains plutôt que d'Allemands, qu'à la connaissance générale ni l'un ni l'autre ne parlaient allemand et qu'ils semblaient à tous égards être des citoyens natifs des Etats-Unis.

14. Le 7 janvier 1982, Karl LaGrand et Walter LaGrand ont été arrêtés aux Etats-Unis par des officiers de police, qui les soupçonnaient d'avoir pris part plus tôt dans la journée à une tentative de vol à main armée dans une banque de Marana en Arizona, au cours de laquelle le directeur de la banque avait été tué et une autre employée grièvement blessée. Ils ont par la suite été traduits en justice devant la cour supérieure du comté de Pima en Arizona, qui, le 17 février 1984, les a reconnus tous deux coupables de meurtre aggravé, de tentative de meurtre aggravé, de tentative de vol à main armée et de deux chefs d'enlèvement de personne. Le 14 décembre 1984, ils ont été l'un et l'autre condamnés à mort pour meurtre aggravé et à des peines confondues d'emprisonnement pour les autres chefs d'accusation.

15. Lors des faits à prendre en considération, tant l'Allemagne que les Etats-Unis étaient parties à la fois à la convention de Vienne sur les relations consulaires et au protocole de signature facultative à ladite convention. L'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne dispose :

> «si l'intéressé en fait la demande, les autorités compétentes de l'Etat de résidence doivent avertir sans retard le poste consulaire de l'Etat d'envoi lorsque, dans sa circonscription consulaire, un ressortissant de cet Etat est arrêté, incarcéré ou mis en état de détention préventive ou toute autre forme de détention. Toute communication adressée au poste consulaire par la personne arrêtée, incarcérée ou mise en état de détention préventive ou toute autre forme de détention doit également être transmise sans retard par lesdites autorités. Celles-ci doivent sans retard informer l'intéressé de ses droits aux termes du présent alinéa.»

Il n'est pas contesté que, lorsque les LaGrand ont été reconnus coupables et condamnés, les autorités compétentes des Etats-Unis avaient omis de leur fournir les informations requises conformément à cette disposition de la convention de Vienne et n'avaient pas averti le poste consulaire allemand compétent de l'arrestation des LaGrand. Les Etats-Unis reconnaissent que les autorités compétentes ne se sont pas acquittées de cette obligation, même après avoir eu connaissance du fait que les LaGrand

the United States has therefore violated its obligations under this provision of the Vienna Convention.

16. However, there is some dispute between the Parties as to the time at which the competent authorities in the United States became aware of the fact that the LaGrands were German nationals. Germany argues that the authorities of Arizona were aware of this from the very beginning, and in particular that probation officers knew by April 1982. The United States argues that at the time of their arrest, neither of the LaGrands identified himself to the arresting authorities as a German national, and that Walter LaGrand affirmatively stated that he was a United States citizen. The United States position is that its "competent authorities" for the purposes of Article 36, paragraph 1 *(b)*, of the Vienna Convention were the arresting and detaining authorities, and that these became aware of the German nationality of the LaGrands by late 1984, and possibly by mid-1983 or earlier, but in any event not at the time of their arrest in 1982. Although other authorities, such as immigration authorities or probation officers, may have known this even earlier, the United States argues that these were not "competent authorities" for the purposes of this provision of the Vienna Convention. The United States has also suggested that at the time of their arrest, the LaGrands may themselves have been unaware that they were not nationals of the United States.

17. At their trial, the LaGrands were represented by counsel assigned by the court, as they were unable to afford legal counsel of their own choice. Their counsel at trial did not raise the issue of non-compliance with the Vienna Convention, and did not themselves contact the German consular authorities.

18. The convictions and sentences pronounced by the Superior Court of Pima County, Arizona, were subsequently challenged by the LaGrands in three principal sets of legal proceedings.

19. The first set of proceedings consisted of appeals against the convictions and sentences to the Supreme Court of Arizona, which were rejected by that court on 30 January 1987. The United States Supreme Court, in the exercise of its discretion, denied applications by the LaGrands for further review of these judgments on 5 October 1987.

20. The second set of proceedings involved petitions by the LaGrands for post-conviction relief, which were denied by an Arizona state court in 1989. Review of this decision was denied by the Supreme Court of Arizona in 1990, and by the United States Supreme Court in 1991.

21. At the time of these two sets of proceedings, the LaGrands had

étaient des ressortissants allemands et non des ressortissants des Etats-Unis, et ils admettent donc avoir manqué à leurs obligations au titre de cette disposition de la convention de Vienne.

16. Toutefois, la question de savoir à quel moment les autorités compétentes des Etats-Unis ont eu connaissance du fait que les LaGrand étaient des ressortissants allemands demeure un point litigieux entre les Parties. Selon l'Allemagne, les autorités de l'Arizona ont été informées de ce fait dès l'origine, et les agents de mise à l'épreuve étaient en particulier au courant de ce fait dès avril 1982. Les Etats-Unis allèguent que, au moment de leur arrestation, ni l'un ni l'autre des LaGrand ne se sont présentés aux autorités qui ont procédé à celle-ci comme des ressortissants allemands et que Walter LaGrand a déclaré qu'il était citoyen des Etats-Unis. La position des Etats-Unis est que leurs «autorités compétentes» au sens de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne étaient les autorités ayant procédé à l'arrestation et à la mise en détention, et que ces dernières ont eu connaissance de la nationalité allemande des LaGrand à la fin de 1984, ou peut-être vers le milieu de l'année 1983, voire plus tôt, mais qu'en tout état de cause elles ignoraient ce fait lors de leur arrestation en 1982. Bien que d'autres autorités, telles que les services de l'immigration ou les agents de mise à l'épreuve, aient pu en avoir eu connaissance à une date encore antérieure, les Etats-Unis allèguent qu'il ne s'agissait pas là d'«autorités compétentes» au sens de cette disposition de la convention de Vienne. Les Etats-Unis ont également laissé entendre que, au moment de leur arrestation, les LaGrand n'avaient peut-être pas eux-mêmes conscience qu'ils n'étaient pas des ressortissants des Etats-Unis.

17. Lors de leur procès, les LaGrand étaient représentés par des avocats commis d'office, car ils n'avaient pas les moyens de s'attacher les services de défenseurs de leur choix. Au cours du procès, ces avocats n'ont pas soulevé la question du non-respect de la convention de Vienne et n'ont pas pris eux-mêmes contact avec les autorités consulaires allemandes.

18. Les LaGrand ont par la suite contesté les verdicts de culpabilité et les peines prononcés par la cour supérieure du comté de Pima en Arizona dans le cadre de trois séries principales de procédures judiciaires.

19. La première série de procédures a concerné les appels interjetés devant la cour suprême de l'Arizona contre les verdicts de culpabilité et les peines prononcés; cette cour les a rejetés le 30 janvier 1987. La Cour suprême des Etats-Unis, exerçant son pouvoir discrétionnaire, a opposé, le 5 octobre 1987, une fin de non-recevoir aux recours en revision de ces décisions formés par les LaGrand.

20. La deuxième série de procédures a porté sur des recours ouverts après condamnation, rejetés par une juridiction de l'Etat de l'Arizona en 1989. La cour suprême de l'Arizona a refusé en 1990 de réexaminer cette décision et la Cour suprême des Etats-Unis a fait de même en 1991.

21. A l'époque où ont été engagées ces deux séries de procédures, les

still not been informed by the competent United States authorities of their rights under Article 36, paragraph 1 *(b)*, of the Vienna Convention, and the German consular post had still not been informed of their arrest. The issue of the lack of consular notification, which had not been raised at trial, was also not raised in these two sets of proceedings.

22. The relevant German consular post was only made aware of the case in June 1992 by the LaGrands themselves, who had learnt of their rights from other sources, and not from the Arizona authorities. In December 1992, and on a number of subsequent occasions between then and February 1999, an official of the Consulate-General of Germany in Los Angeles visited the LaGrands in prison. Germany claims that it subsequently helped the LaGrands' attorneys to investigate the LaGrands' childhood in Germany, and to raise the issue of the omission of consular advice in further proceedings before the federal courts.

23. The LaGrands commenced a third set of legal proceedings by filing applications for writs of *habeas corpus* in the United States District Court for the District of Arizona, seeking to have their convictions — or at least their death sentences — set aside. In these proceedings they raised a number of different claims, which were rejected by that court in orders dated 24 January 1995 and 16 February 1995. One of these claims was that the United States authorities had failed to notify the German consulate of their arrest, as required by the Vienna Convention. This claim was rejected on the basis of the "procedural default" rule. According to the United States, this rule:

> "is a federal rule that, before a state criminal defendant can obtain relief in federal court, the claim must be presented to a state court. If a state defendant attempts to raise a new issue in a federal *habeas corpus* proceeding, the defendant can only do so by showing cause and prejudice. Cause is an external impediment that prevents a defendant from raising a claim and prejudice must be obvious on its face. One important purpose of this rule is to ensure that the state courts have an opportunity to address issues going to the validity of state convictions before the federal courts intervene."

The United States District Court held that the LaGrands had not shown an objective external factor that prevented them from raising the issue of the lack of consular notification earlier. On 16 January 1998, this judgment was affirmed on appeal by the United States Court of Appeals.

LaGrand n'avaient toujours pas été informés par les autorités compétentes des Etats-Unis des droits que leur conférait l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne et le poste consulaire allemand n'avait toujours pas été informé de leur arrestation. La question du défaut de notification consulaire, qui n'avait pas été soulevée lors du procès initial, ne l'a pas été davantage lors de ces deux séries de procédures.

22. Le poste consulaire allemand compétent n'a été informé de cette affaire qu'en juin 1992 par les LaGrand eux-mêmes, qui avaient eu connaissance de leurs droits par d'autres sources et non par les autorités de l'Arizona. En décembre 1992, et à plusieurs reprises entre cette date et le mois de février 1999, un fonctionnaire du consulat général d'Allemagne à Los Angeles a rendu visite aux LaGrand dans leur prison. L'Allemagne allègue qu'elle a par la suite aidé les avocats des LaGrand à enquêter sur leur enfance en Allemagne et à soulever la question de l'omission de la notification consulaire lors de procédures ultérieures devant les juridictions fédérales.

23. Les LaGrand ont entamé une troisième série de procédures judiciaires en introduisant des actions d'*habeas corpus* devant le tribunal fédéral de première instance (*United States District Court*) pour le district de l'Arizona, aux fins de faire annuler leurs condamnations — du moins leur condamnation à mort. Lors de ces procédures, ils ont soulevé différents moyens qui ont été rejetés par des décisions de ce tribunal en date du 24 janvier et du 16 février 1995. L'un de ces moyens était fondé sur le fait que les autorités des Etats-Unis avaient manqué à leur obligation de notifier leur arrestation au consulat d'Allemagne, comme le prescrit la convention de Vienne. Ce moyen a été rejeté par application de la règle de la «carence procédurale». D'après les Etats-Unis, cette règle

> «[est] une règle fédérale qui oblige l'accusé traduit devant les tribunaux d'un Etat à soumettre ses moyens à un tribunal de cet Etat avant de pouvoir exercer un recours devant un tribunal fédéral. Si cet accusé veut soulever une question nouvelle lors d'une procédure d'*habeas corpus* devant un tribunal fédéral, il ne pourra le faire qu'en justifiant sa carence antérieure et en démontrant le préjudice porté par cette carence à sa cause. La justification doit être un élément extérieur qui a empêché l'accusé de faire valoir un moyen et le préjudice, lui, doit être à priori manifeste. L'une des fonctions importantes de cette règle est de garantir que les tribunaux des Etats auront eu l'occasion d'examiner les points concernant la validité des verdicts de culpabilité prononcés au niveau de l'Etat avant que les tribunaux fédéraux n'interviennent.»

Le tribunal fédéral de première instance a conclu que les LaGrand n'avaient pas démontré l'existence d'un élément extérieur objectif les ayant empêché de soulever plus tôt la question du défaut de notification consulaire. Le 16 janvier 1998, cette décision a été confirmée en appel par

Ninth Circuit, which also held that the LaGrands' claim relating to the Vienna Convention was "procedurally defaulted", as it had not been raised in any of the earlier proceedings in state courts. On 2 November 1998, the United States Supreme Court denied further review of this judgment.

24. On 21 December 1998, the LaGrands were formally notified by the United States authorities of their right to consular access.

25. On 15 January 1999, the Supreme Court of Arizona decided that Karl LaGrand was to be executed on 24 February 1999, and that Walter LaGrand was to be executed on 3 March 1999. Germany claims that the German Consulate learned of these dates on 19 January 1999.

26. In January and early February 1999, various interventions were made by Germany seeking to prevent the execution of the LaGrands. In particular, the German Foreign Minister and German Minister of Justice wrote to their respective United States counterparts on 27 January 1999; the German Foreign Minister wrote to the Governor of Arizona on the same day; the German Chancellor wrote to the President of the United States and to the Governor of Arizona on 2 February 1999; and the President of the Federal Republic of Germany wrote to the President of the United States on 5 February 1999. These letters referred to German opposition to capital punishment generally, but did not raise the issue of the absence of consular notification in the case of the LaGrands. The latter issue was, however, raised in a further letter, dated 22 February 1999, two days before the scheduled date of execution of Karl LaGrand, from the German Foreign Minister to the United States Secretary of State.

27. On 23 February 1999, the Arizona Board of Executive Clemency rejected an appeal for clemency by Karl LaGrand. Under the law of Arizona, this meant that the Governor of Arizona was prevented from granting clemency.

28. On the same day, the Arizona Superior Court in Pima County rejected a further petition by Walter LaGrand, based *inter alia* on the absence of consular notification, on the ground that these claims were "procedurally precluded".

29. On 24 February 1999, certain last-minute federal court proceedings brought by Karl LaGrand ultimately proved to be unsuccessful. In the course of these proceedings the United States Court of Appeals, Ninth Circuit, again held the issue of failure of consular notification to be procedurally defaulted. Karl LaGrand was executed later that same day.

30. On 2 March 1999, the day before the scheduled date of execution of Walter LaGrand, at 7.30 p.m. (The Hague time), Germany filed in the Registry of this Court the Application instituting the present proceedings against the United States (see paragraph 1 above), accompanied by a request for the following provisional measures:

la cour d'appel des Etats-Unis pour le neuvième circuit, qui a également jugé que le moyen soulevé par les LaGrand concernant la convention de Vienne était entaché de «carence procédurale», car il n'avait été soulevé dans aucune des procédures introduites auparavant devant les juridictions de l'Etat. Le 2 novembre 1998, la Cour suprême des Etats-Unis a refusé de réexaminer cette décision.

24. Le 21 décembre 1998, les LaGrand ont été officiellement informés par les autorités des Etats-Unis de leur droit de communiquer avec leurs autorités consulaires.

25. Le 15 janvier 1999, la cour suprême de l'Arizona a décidé que Karl LaGrand devait être exécuté le 24 février 1999, et que Walter LaGrand le serait le 3 mars 1999. L'Allemagne allègue que le consulat d'Allemagne a eu connaissance de ces dates le 19 janvier 1999.

26. En janvier et au début du mois de février 1999, l'Allemagne a effectué plusieurs démarches pour tenter d'empêcher l'exécution des LaGrand. Les ministres allemands des affaires étrangères et de la justice ont ainsi saisi leurs homologues respectifs aux Etats-Unis le 27 janvier 1999; le ministre allemand des affaires étrangères a écrit le même jour au gouverneur de l'Arizona; le chancelier de la République fédérale d'Allemagne s'est adressé au président des Etats-Unis et au gouverneur de l'Arizona le 2 février 1999; le président de la République fédérale d'Allemagne a écrit au président des Etats-Unis le 5 février 1999. Ces lettres faisaient état de l'opposition de l'Allemagne à la peine capitale d'une manière générale, mais ne soulevaient pas la question du défaut de notification consulaire dans le cas des LaGrand. Cette dernière question a été toutefois évoquée dans une lettre ultérieure, adressée le 22 février 1999, deux jours avant la date fixée pour l'exécution de Karl LaGrand, par le ministre allemand des affaires étrangères au secrétaire d'Etat des Etats-Unis.

27. Le 23 février 1999, la commission des grâces de l'Arizona a rejeté l'appel de Karl LaGrand à la clémence. En vertu de la législation de l'Arizona, cette décision signifiait que le gouverneur de l'Arizona n'avait plus la possibilité d'accorder une mesure de grâce.

28. Ce même jour, la cour supérieure du comté de Pima en Arizona a rejeté une autre demande de Walter LaGrand fondée notamment sur le défaut de notification consulaire, au motif que ce moyen était entaché de «carence procédurale».

29. Le 24 février 1999, certaines procédures judiciaires de dernière minute engagées au niveau fédéral par Karl LaGrand se sont avérées infructueuses. Au cours de ces procédures, la cour d'appel des Etats-Unis pour le neuvième circuit a de nouveau jugé que le moyen tiré du défaut de notification consulaire était entaché de carence procédurale. Karl LaGrand a été exécuté plus tard le même jour.

30. Le 2 mars 1999, la veille du jour fixé pour l'exécution de Walter LaGrand, à 19 h 30 (heure de La Haye), l'Allemagne a déposé au Greffe de la Cour la requête qui a introduit la présente instance contre les Etats-Unis (voir paragraphe 1 ci-dessus), accompagnée d'une demande en indication de mesures conservatoires tendant à ce que:

> "The United States should take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand is not executed pending the final decision in these proceedings, and should inform the Court of all the measures which it has taken in implementation of that Order."

By a letter of the same date, the German Foreign Minister requested the Secretary of State of the United States "to urge [the] Governor [of Arizona] for a suspension of Walter LaGrand's execution pending a ruling by the International Court of Justice".

31. On the same day, the Arizona Board of Executive Clemency met to consider the case of Walter LaGrand. It recommended against a commutation of his death sentence, but recommended that the Governor of Arizona grant a 60-day reprieve having regard to the Application filed by Germany in the International Court of Justice. Nevertheless, the Governor of Arizona decided, "in the interest of justice and with the victims in mind", to allow the execution of Walter LaGrand to go forward as scheduled.

32. In an Order of 3 March 1999, this Court found that the circumstances required it to indicate, as a matter of the greatest urgency and without any other proceedings, provisional measures in accordance with Article 41 of its Statute and with Article 75, paragraph 1, of its Rules (*I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 15, para. 26); it indicated provisional measures in the following terms:

> "(*a*) The United States of America should take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand is not executed pending the final decision in these proceedings, and should inform the Court of all the measures which it has taken in implementation of this Order;
>
> (*b*) The Government of the United States of America should transmit this Order to the Governor of the State of Arizona."

33. On the same day, proceedings were brought by Germany in the United States Supreme Court against the United States and the Governor of Arizona, seeking *inter alia* to enforce compliance with this Court's Order indicating provisional measures. In the course of these proceedings, the United States Solicitor General as counsel of record took the position, *inter alia*, that "an order of the International Court of Justice indicating provisional measures is not binding and does not furnish a basis for judicial relief". On the same date, the United States Supreme Court dismissed the motion by Germany, on the ground of the tardiness of Germany's application and of jurisdictional barriers under United States domestic law.

34. On that same day, proceedings were also instituted in the United

> «Les Etats-Unis prennent toutes les mesures en leur pouvoir pour que Walter LaGrand ne soit pas exécuté en attendant la décision finale en la présente instance, et qu'ils informent la Cour de toutes les mesures qu'ils ont prises pour donner effet à cette ordonnance.»

Par lettre datée du même jour, le ministre allemand des affaires étrangères a demandé au secrétaire d'Etat des Etats-Unis de «prier instamment le gouverneur [de l'Arizona] de surseoir à l'exécution de Walter LaGrand tant que la Cour internationale de Justice n'aura pas pris sa décision».

31. Le même jour, la commission des grâces de l'Arizona s'est réunie pour examiner le cas de Walter LaGrand. Elle s'est prononcée contre une commutation de sa condamnation à mort, mais a recommandé au gouverneur de l'Arizona d'accorder un sursis de soixante jours, compte tenu de la requête déposée par l'Allemagne devant la Cour internationale de Justice. Le gouverneur de l'Arizona a néanmoins décidé, «dans l'intérêt de la justice et eu égard aux victimes», d'autoriser l'exécution de Walter LaGrand, comme cela avait été prévu.

32. Par une ordonnance datée du 3 mars 1999, la Cour a jugé que les circonstances exigeaient qu'elle indiquât, de toute urgence et sans autre procédure, des mesures conservatoires, conformément à l'article 41 de son Statut et au paragraphe 1 de l'article 75 de son Règlement (*C.I.J. Recueil 1999 (I)*, p. 15, par. 26); les mesures conservatoires indiquées étaient libellées de la manière suivante:

> «*a)* les Etats-Unis d'Amérique doivent prendre toutes les mesures dont ils disposent pour que M. Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la décision définitive en la présente instance n'aura pas été rendue, et doivent porter à la connaissance de la Cour toutes les mesures qui auront été prises en application de la présente ordonnance;
>
> *b)* le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique doit transmettre la présente ordonnance au gouverneur de l'Etat d'Arizona.»

33. Ce même jour, l'Allemagne a introduit une action contre les Etats-Unis et le gouverneur de l'Arizona devant la Cour suprême des Etats-Unis aux fins, entre autres, de faire respecter l'ordonnance de la Cour portant indication de mesures conservatoires. Au cours de cette procédure, le *Solicitor General* des Etats-Unis, agissant en tant que conseil de l'autorité fédérale, a émis notamment l'avis qu'«une ordonnance de la Cour internationale de Justice en indication de mesures conservatoires ne revêt pas un caractère obligatoire et ne peut fonder un recours susceptible d'être exercé en justice». Le même jour, la Cour suprême des Etats-Unis a rejeté l'action introduite par l'Allemagne pour tardiveté et en raison d'obstacles en matière de compétence résultant du droit interne des Etats-Unis.

34. Ce même jour, des procédures ont aussi été engagées par Walter

States Supreme Court by Walter LaGrand. These proceedings were decided against him. Later that day, Walter LaGrand was executed.

* * *

35. The Court must as a preliminary matter deal with certain issues, which were raised by the Parties in these proceedings, concerning the jurisdiction of the Court in relation to Germany's Application, and the admissibility of its submissions.

* *

36. In relation to the jurisdiction of the Court, the United States, without having raised preliminary objections under Article 79 of the Rules of Court, nevertheless presented certain objections thereto.

Germany bases the jurisdiction of the Court on Article I of the Optional Protocol, which reads as follows:

> "Disputes arising out of the interpretation or application of the Convention shall lie within the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice and may accordingly be brought before the Court by an application made by any party to the dispute being a Party to the present Protocol."

Germany contends that the

> "proceedings instituted by [it] in the present case raise questions of the interpretation and application of the Vienna Convention on Consular Relations and of the legal consequences arising from the non-observance on the part of the United States of certain of its provisions vis-à-vis Germany and two of its nationals".

Accordingly, Germany states that all four of its submissions

> "are covered by one and the same jurisdictional basis, namely Art. I of the Optional Protocol to the Vienna Convention on Consular Relations concerning the Compulsory Settlement of Disputes of 24 April 1963".

*

37. The Court will first examine the question of its jurisdiction with respect to the first submission of Germany. Germany relies on paragraph 1 of Article 36 of the Vienna Convention, which provides:

> "With a view to facilitating the exercise of consular functions relating to nationals of the sending State:

LaGrand devant la Cour suprême des Etats-Unis. Ces procédures ont échoué. Walter LaGrand a été exécuté plus tard dans la journée.

* * *

35. La Cour doit à titre préliminaire examiner certaines questions soulevées par les Parties à l'instance concernant sa compétence pour connaître de la requête de l'Allemagne et la recevabilité des conclusions de celle-ci.

* *

36. S'agissant de la compétence de la Cour, les Etats-Unis, sans soulever d'exceptions préliminaires en vertu de l'article 79 du Règlement, ont cependant fait valoir certaines objections à cet égard.

L'Allemagne fonde la compétence de la Cour sur l'article premier du protocole de signature facultative, qui se lit ainsi:

> «Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la convention relèvent de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice, qui, à ce titre, pourra être saisie par une requête de toute partie au différend qui sera elle-même partie au présent protocole.»

Elle fait valoir que

> «[l]'instance introduite par [elle] en l'espèce soulève des questions relatives à l'interprétation et à l'application de la convention de Vienne sur les relations consulaires et aux conséquences juridiques découlant du non-respect par les Etats-Unis de certaines des dispositions de cet instrument à l'égard de l'Allemagne et de deux de ses ressortissants».

En conséquence, l'Allemagne affirme que les quatre conclusions qu'elle a présentées

> «relèvent [toutes] d'une seule et même base de compétence, à savoir l'article premier du protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends qui accompagne la convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963».

*

37. La Cour examinera tout d'abord la question de sa compétence pour connaître de la première conclusion de l'Allemagne. Celle-ci se prévaut du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne selon lequel:

> «Afin que l'exercice des fonctions consulaires relatives aux ressortissants de l'Etat d'envoi soit facilité:

> *(a)* consular officers shall be free to communicate with nationals of the sending State and to have access to them. Nationals of the sending State shall have the same freedom with respect to communication with and access to consular officers of the sending State;
>
> *(b)* if he so requests, the competent authorities of the receiving State shall, without delay, inform the consular post of the sending State if, within its consular district, a national of that State is arrested or committed to prison or to custody pending trial or is detained in any other manner. Any communication addressed to the consular post by the person arrested, in prison, custody or detention shall be forwarded by the said authorities without delay. The said authorities shall inform the person concerned without delay of his rights under this subparagraph;
>
> *(c)* consular officers shall have the right to visit a national of the sending State who is in prison, custody or detention, to converse and correspond with him and to arrange for his legal representation. They shall also have the right to visit any national of the sending State who is in prison, custody or detention in their district in pursuance of a judgement. Nevertheless, consular officers shall refrain from taking action on behalf of a national who is in prison, custody or detention if he expressly opposes such action."

38. Germany alleges that the failure of the United States to inform the LaGrand brothers of their right to contact the German authorities "prevented Germany from exercising its rights under Art. 36 (1) *(a)* and *(c)* of the Convention" and violated "the various rights conferred upon the sending State vis-à-vis its nationals in prison, custody or detention as provided for in Art. 36 (1) *(b)* of the Convention". Germany further alleges that by breaching its obligations to inform, the United States also violated individual rights conferred on the detainees by Article 36, paragraph 1 *(a)*, second sentence, and by Article 36, paragraph 1 *(b)*. Germany accordingly claims that it "was injured in the person of its two nationals", a claim which Germany raises "as a matter of diplomatic protection on behalf of Walter and Karl LaGrand".

39. The United States acknowledges that "there was a breach of the U.S. obligation . . . to inform the LaGrand brothers that they could ask that a German consular post be notified of their arrest and detention". It does not deny that this violation of Article 36, paragraph 1 *(b)*, has given rise to a dispute between the two States and recognizes that the Court has

a) les fonctionnaires consulaires doivent avoir la liberté de communiquer avec les ressortissants de l'Etat d'envoi et de se rendre auprès d'eux. Les ressortissants de l'Etat d'envoi doivent avoir la même liberté de communiquer avec les fonctionnaires consulaires et de se rendre auprès d'eux;

b) si l'intéressé en fait la demande, les autorités compétentes de l'Etat de résidence doivent avertir sans retard le poste consulaire de l'Etat d'envoi lorsque, dans sa circonscription consulaire, un ressortissant de cet Etat est arrêté, incarcéré ou mis en état de détention préventive ou toute autre forme de détention. Toute communication adressée au poste consulaire par la personne arrêtée, incarcérée ou mise en état de détention préventive ou toute autre forme de détention doit également être transmise sans retard par lesdites autorités. Celles-ci doivent sans retard informer l'intéressé de ses droits aux termes du présent alinéa;

c) les fonctionnaires consulaires ont le droit de se rendre auprès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi qui est incarcéré, en état de détention préventive ou toute autre forme de détention, de s'entretenir et de correspondre avec lui et de pourvoir à sa représentation en justice. Ils ont également le droit de se rendre auprès d'un ressortissant de l'Etat d'envoi qui, dans leur circonscription, est incarcéré ou détenu en exécution d'un jugement. Néanmoins, les fonctionnaires consulaires doivent s'abstenir d'intervenir en faveur d'un ressortissant incarcéré ou mis en état de détention préventive ou toute autre forme de détention lorsque l'intéressé s'y oppose expressément.»

38. L'Allemagne prétend que, en n'informant pas les frères LaGrand de leur droit de communiquer avec les autorités allemandes, les Etats-Unis l'«ont empêché[e] ... d'exercer les droits que lui confèrent les alinéas *a)* et *c)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention» et ont violé «les différents droits conférés à l'Etat d'envoi vis-à-vis de ses ressortissants en prison, en détention préventive ou en garde à vue, tels que prévus par l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention». Elle soutient en outre que, en méconnaissant leur obligation d'information, les Etats-Unis ont également violé les droits individuels que l'alinéa *a)* du paragraphe 1 de l'article 36, deuxième phrase, et l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 confèrent aux personnes détenues. L'Allemagne affirme qu'en conséquence elle «a subi un préjudice en la personne de ses deux ressortissants», grief qu'elle invoque «au titre de la procédure de protection diplomatique engagée au nom de Karl et Walter LaGrand».

39. Les Etats-Unis reconnaissent «avoir méconnu l'obligation ... d'informer ... les frères LaGrand de leur droit à demander qu'un poste consulaire allemand soit averti de leur arrestation et mise en détention». Ils ne contestent pas que cette violation de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 a donné naissance à un différend entre les deux Etats et recon-

jurisdiction under the Optional Protocol to hear this dispute in so far as it concerns Germany's own rights.

40. Concerning Germany's claims of violation of Article 36, paragraph 1 *(a)* and *(c)*, the United States however calls these claims "particularly misplaced" on the grounds that the "underlying conduct complained of is the same" as the claim of the violation of Article 36, paragraph 1 *(b)*. It contends, moreover, that "to the extent that this claim by Germany is based on the general law of diplomatic protection, it is not within the Court's jurisdiction" under the Optional Protocol because it "does not concern the interpretation or application of the Vienna Convention". The United States points to the distinction between jurisdiction over treaties and jurisdiction over customary law and observes that "[e]ven if a treaty norm and a customary norm were to have exactly the same content", each would have its "separate applicability". It contests the German assertion that diplomatic protection "enters through the intermediary of the Vienna Convention" and submits:

> "the Vienna Convention deals with consular assistance . . . it does not deal with diplomatic protection. Legally, a world of difference exists between the right of the consul to assist an incarcerated national of his country, and the wholly different question whether the State can espouse the claims of its national through diplomatic protection. The former is within the jurisdiction of the Court under the Optional Protocol; the latter is not . . . Germany based its right of diplomatic protection on customary law . . . [T]his case comes before this Court not under Article 36, paragraph 2, of its Statute, but under Article 36, paragraph 1. Is it not obvious . . . that whatever rights Germany has under customary law, they do not fall within the jurisdiction of this Court under the Optional Protocol?"

41. Germany responds that the breach of paragraph 1 *(a)* and *(c)* of Article 36 must be distinguished from that of paragraph 1 *(b)*, and that as a result, the Court should not only rule on the latter breach, but also on the violation of paragraph 1 *(a)* and *(c)*. Germany further asserts "that 'application of the Convention' in the sense of the Optional Protocol very well encompasses the consequences of a violation of individual rights under the Convention, including the espousal of respective claims by the State of nationality".

42. The Court cannot accept the United States objections. The dispute between the Parties as to whether Article 36, paragraph 1 *(a)* and *(c)*, of the Vienna Convention have been violated in this case in consequence of the breach of paragraph 1 *(b)* does relate to the interpretation and appli-

naissent que la Cour a compétence en vertu du protocole de signature facultative pour connaître de ce différend dans la mesure où ce dernier concerne les droits propres de l'Allemagne.

40. Les Etats-Unis en revanche jugent «particulièrement mal fondé» l'argument de l'Allemagne selon lequel il y aurait eu violation des alinéas *a)* et *c)* du paragraphe 1 de l'article 36, au motif que «le comportement critiqué est le même» que celui visé par l'allégation de violation de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36. Ils font en outre valoir que la prétention allemande, fondée sur le droit général de la protection diplomatique, ne relève pas de la compétence de la Cour en vertu du protocole de signature facultative, parce que cette prétention «ne concerne pas l'interprétation ou l'application de la convention de Vienne». Les Etats-Unis soulignent à cet égard la distinction qu'il faut opérer entre la compétence en matière conventionnelle et la compétence relative au droit coutumier, et font observer que, «[m]ême si une norme conventionnelle et une norme coutumière avaient exactement le même contenu», chacune aurait une «applicabilité distincte». Les Etats-Unis contestent l'affirmation selon laquelle le moyen tiré de la protection diplomatique invoqué par l'Allemagne «entre en ligne de compte par le truchement de la convention de Vienne» et soutiennent:

> «la convention de Vienne traite de l'assistance consulaire ... et non de la protection diplomatique. Juridiquement un monde sépare le droit du consul d'assister un ressortissant de son pays incarcéré et la question totalement différente de savoir si l'Etat peut endosser les réclamations de ses ressortissants au titre de la protection diplomatique. Le premier entre dans le champ de la compétence de la Cour, en vertu du protocole de signature facultative, non la seconde... L'Allemagne fonde son droit de protection diplomatique sur le droit coutumier ... la Cour est saisie de la présente affaire au titre non pas du paragraphe 2 mais du paragraphe 1 de l'article 36 de son Statut. N'est-il pas évident ... que quelques droits qu'ait l'Allemagne en vertu du droit coutumier, ils ne ressortissent pas à la compétence conférée à la Cour par le protocole de signature facultative?»

41. En réponse, l'Allemagne soutient que la violation des alinéas *a)* et *c)* du paragraphe 1 de l'article 36 doit être distinguée de la violation de l'alinéa *b)* du même paragraphe et qu'en conséquence la Cour doit se prononcer non seulement sur cette dernière violation, mais encore sur celle des alinéas *a)* et *c)*. L'Allemagne estime en outre «que «l'application de la convention», au sens du protocole de signature facultative, englobe bien les conséquences de la violation des droits que la convention reconnaît aux individus, y compris le fait pour l'Etat d'envoi de faire siennes les demandes y relatives».

42. La Cour ne saurait retenir les objections formulées par les Etats-Unis. En effet, le différend qui oppose les Parties sur le point de savoir si les alinéas *a)* et *c)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne ont été violés en l'espèce du fait de la violation de l'alinéa *b)* a

cation of the Convention. This is also true of the dispute as to whether paragraph 1 (*b*) creates individual rights and whether Germany has standing to assert those rights on behalf of its nationals. These are consequently disputes within the meaning of Article I of the Optional Protocol. Moreover, the Court cannot accept the contention of the United States that Germany's claim based on the individual rights of the LaGrand brothers is beyond the Court's jurisdiction because diplomatic protection is a concept of customary international law. This fact does not prevent a State party to a treaty, which creates individual rights, from taking up the case of one of its nationals and instituting international judicial proceedings on behalf of that national, on the basis of a general jurisdictional clause in such a treaty. Therefore the Court concludes that it has jurisdiction with respect to the whole of Germany's first submission.

*

43. The United States does not challenge the Court's jurisdiction in regard to Germany's second submission. Nor does it as such address the issue of the jurisdiction of the Court over the third submission concerning the binding nature of the Order of the Court of 3 March 1999 indicating provisional measures. It argues, however, that this submission is inadmissible (see paragraphs 50 and 53-55 below), and that the Court can fully and adequately dispose of the merits of this case without having to rule on the submission.

44. Germany asserts that the Court's Order of 3 March 1999 was intended to "enforce" the rights enjoyed by Germany under the Vienna Convention and "preserve those rights pending its decision on the merits". Germany claims that a dispute as to "whether the United States were obliged to comply and did comply with the Order" necessarily arises out of the interpretation or application of the Convention and thus falls within the jurisdiction of the Court. Germany argues further that questions "relating to the non-compliance with a decision of the Court under Article 41, para. 1, of the Statute, e.g. Provisional Measures, are an integral component of the entire original dispute between the parties". Moreover, Germany contends that its third submission also implicates "in an auxiliary and subsidiary manner . . . the inherent jurisdiction of the Court for claims as closely interrelated with each other as the ones before the Court in the present case".

45. The third submission of Germany concerns issues that arise directly out of the dispute between the Parties before the Court over which the Court has already held that it has jurisdiction (see paragraph 42 above), and which are thus covered by Article I of the Optional Protocol. The Court reaffirms, in this connection, what it said in its Judgment in the

trait à l'interprétation et à l'application de la convention. Il en est de même du différend sur le point de savoir si l'alinéa *b)* crée des droits pour les particuliers et si l'Allemagne a qualité pour faire valoir ces droits au nom de ses ressortissants. Ces différends entrent par suite dans les prévisions de l'article premier du protocole de signature facultative. Par ailleurs, la Cour ne peut accepter la thèse des Etats-Unis selon laquelle la demande de l'Allemagne fondée sur les droits individuels des frères LaGrand ne relève pas de sa compétence, au motif que la protection diplomatique serait une notion de droit international coutumier. Cela ne fait pas obstacle à ce qu'un Etat partie à un traité qui crée des droits pour les individus puisse prendre fait et cause pour l'un de ses ressortissants et mettre en mouvement l'action judiciaire internationale en faveur de ce ressortissant sur la base d'une clause attributive de compétence figurant dans un tel traité. La Cour en conclut qu'elle a dès lors compétence pour connaître dans son ensemble de la première conclusion de l'Allemagne.

*

43. Les Etats-Unis ne contestent pas la compétence de la Cour pour connaître de la deuxième conclusion de l'Allemagne. En outre, ils ne traitent pas en tant que telle de la question de la compétence de la Cour pour connaître de la troisième conclusion concernant le caractère obligatoire de l'ordonnance de la Cour du 3 mars 1999 en indication de mesures conservatoires. Ils affirment cependant que cette conclusion est irrecevable (voir paragraphes 50 et 53-55 ci-après), et que la Cour peut statuer pleinement et de manière adéquate sur le fond de l'affaire sans avoir à se prononcer sur ladite conclusion.

44. L'Allemagne affirme que l'ordonnance du 3 mars 1999 avait pour but d'«assurer le respect» des droits que la convention de Vienne confère à l'Allemagne et de «préserver ces droits dans l'attente d'une décision sur le fond». L'Allemagne prétend que le différend relatif à la question de savoir «si les Etats-Unis étaient tenus de se conformer à l'ordonnance, et s'ils s'y sont effectivement conformés», constitue donc bien un différend relatif à l'interprétation et à l'application de la convention et, partant, un différend qui relève de la compétence de la Cour. Elle avance en outre que des questions «relatives au non-respect d'une décision de la Cour prise aux termes du paragraphe 1 de l'article 41 du Statut, c'est-à-dire les mesures conservatoires, font partie intégrante de l'ensemble du différend initial entre les Parties». Enfin, l'Allemagne soutient que sa troisième conclusion relève aussi, «de manière accessoire et subsidiaire, de la compétence inhérente de la Cour pour connaître de demandes aussi étroitement liées les unes aux autres que celles dont elle est saisie en l'espèce».

45. La troisième conclusion de l'Allemagne porte sur des questions qui découlent directement du différend opposant les Parties devant la Cour, à l'égard desquelles la Cour a déjà conclu qu'elle était compétente (voir paragraphe 42 ci-dessus), et qui relèvent dès lors de l'article premier du protocole de signature facultative. A cet égard, la Cour réaffirme ce

Fisheries Jurisdiction case, where it declared that in order to consider the dispute in all its aspects it may also deal with a submission that "is one based on facts subsequent to the filing of the Application, but arising directly out of the question which is the subject-matter of that Application. As such it falls within the scope of the Court's jurisdiction . . ." (*Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany* v. *Iceland), Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1974*, p. 203, para. 72). Where the Court has jurisdiction to decide a case, it also has jurisdiction to deal with submissions requesting it to determine that an order indicating measures which seeks to preserve the rights of the Parties to this dispute has not been complied with.

*

46. The United States objects to the jurisdiction of the Court over the fourth submission in so far as it concerns a request for assurances and guarantees of non-repetition. The United States submits that its "jurisdictional argument [does] not apply to jurisdiction to order cessation of a breach or to order reparation, but is limited to the question of assurances and guarantees . . . [which] are conceptually distinct from reparation". It contends that Germany's fourth submission

> "goes beyond any remedy that the Court can or should grant, and should be rejected. The Court's power to decide cases . . . does not extend to the power to order a State to provide any 'guarantee' intended to confer additional legal rights on the Applicant State . . . The United States does not believe that it can be the role of the Court . . . to impose any obligations that are additional to or that differ in character from those to which the United States consented when it ratified the Vienna Convention."

47. Germany counters this argument by asserting that

> "a dispute whether or not the violation of a provision of the Vienna Convention gives rise to a certain remedy is a dispute concerning 'the application and interpretation' of the aforesaid Convention, and thus falls within the scope of Art. I of the Optional Protocol".

Germany notes in this regard that the Court, in its Order of 9 April 1998 in the case concerning the *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay* v. *United States of America)*, held that

> "there exists a dispute as to whether the relief sought by Paraguay is a remedy available under the Vienna Convention, in particular in relation to Articles 5 and 36 thereof; and . . . this is a dispute arising out of the application of the Convention within the meaning of Article I of the Optional Protocol concerning the Compulsory Settlement of Disputes of 24 April 1963" (*I.C.J. Reports 1998*, p. 256, para. 31).

qu'elle a dit dans l'affaire de la *Compétence en matière de pêcheries*, lorsqu'elle a estimé que, afin de considérer le différend sous tous ses aspects, elle pouvait aussi connaître d'une conclusion qui «se fonde sur des faits postérieurs au dépôt de la requête mais découlant directement de la question qui fait l'objet de cette requête. A ce titre, elle relève de la compétence de la Cour...» (*Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande), fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1974*, p. 203, par. 72.) Lorsque la Cour a compétence pour trancher un différend, elle a également compétence pour se prononcer sur des conclusions la priant de constater qu'une ordonnance en indication de mesures rendue aux fins de préserver les droits des Parties à ce différend n'a pas été exécutée.

*

46. Les Etats-Unis contestent que la Cour soit compétente pour statuer sur la quatrième conclusion de l'Allemagne, dans la mesure où cette conclusion tend à l'obtention d'assurances et de garanties de non-répétition. Ils affirment que «la compétence qu'aurait la Cour d'ordonner la cessation d'une violation ou d'ordonner une réparation n'englobe pas la question des assurances et des garanties ... [lesquelles] sont conceptuellement différentes de la réparation». Ils soulignent que la quatrième conclusion de l'Allemagne

> «va bien au-delà de toute mesure de réparation que la Cour peut ou devrait accorder, et qu'elle devrait par conséquent être rejetée. Le pouvoir qu'a la Cour de trancher des affaires ... n'englobe pas celui d'ordonner à un Etat de fournir une «garantie» visant à conférer des droits additionnels à l'Etat requérant... [L]es Etats-Unis ne croient pas qu'il appartienne à la Cour ... d'imposer des obligations qui viennent s'ajouter à celles qu'ils ont acceptées lorsqu'ils ont ratifié la convention de Vienne ou qui diffèrent de celles-ci.»

47. A l'encontre de cet argument, l'Allemagne fait valoir

> «qu'un différend portant sur la question de savoir si une disposition de la convention de Vienne donne droit à certains remèdes est un différend relatif à «l'application et à l'interprétation» de la convention susmentionnée, et entre ainsi dans les prévisions de l'article premier du protocole de signature facultative».

L'Allemagne relève à ce sujet que, dans l'ordonnance qu'elle a rendue le 9 avril 1998 en l'affaire relative à la *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique)*, la Cour a déclaré:

> «il existe un différend sur la question de savoir si la solution recherchée par le Paraguay figure parmi les mesures possibles en vertu de la convention de Vienne, en particulier au regard des dispositions des articles 5 et 36 de cette convention; et ... il s'agit là d'un différend relatif à l'application de la convention au sens de l'article premier du protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends du 24 avril 1963» (*C.I.J. Recueil 1998*, p. 256, par. 31).

Germany asserts also that its fourth submission arises under principles of State responsibility, according to which Germany is entitled to a "whole range of remedies" as a consequence of the particular violations alleged in this case and that these questions of State responsibility "are clearly within the ambit of the Optional Protocol".

48. The Court considers that a dispute regarding the appropriate remedies for the violation of the Convention alleged by Germany is a dispute that arises out of the interpretation or application of the Convention and thus is within the Court's jurisdiction. Where jurisdiction exists over a dispute on a particular matter, no separate basis for jurisdiction is required by the Court to consider the remedies a party has requested for the breach of the obligation (*Factory at Chorzów, P.C.I.J., Series A, No. 9*, p. 22). Consequently, the Court has jurisdiction in the present case with respect to the fourth submission of Germany.

* *

49. The United States has argued that the submissions of Germany are inadmissible on various grounds. The Court will consider these objections in the order presented by the United States.

*

50. The United States objects first to Germany's second, third and fourth submissions. According to the United States, these submissions are inadmissible because Germany seeks to have this Court "play the role of ultimate court of appeal in national criminal proceedings", a role which it is not empowered to perform. The United States maintains that many of Germany's arguments, in particular those regarding the rule of "procedural default", ask the Court "to address and correct . . . asserted violations of US law and errors of judgment by US judges" in criminal proceedings in national courts.

51. Germany denies that it requests the Court to act as an appellate criminal court, or that Germany's requests are in any way aimed at interfering with the administration of justice within the United States judicial system. It maintains that it is merely asking the Court to adjudge and declare that the conduct of the United States was inconsistent with its international legal obligations towards Germany under the Vienna Convention, and to draw from this failure certain legal consequences provided for in the international law of State responsibility.

52. The Court does not agree with these arguments of the United

l'Allemagne soutient en outre que sa quatrième conclusion relève des principes de la responsabilité des Etats, selon lesquels elle est en droit de faire valoir «toute la gamme des voies de droit» disponibles au titre des violations particulières alléguées en l'espèce, et que ces questions de responsabilité de l'Etat «entrent clairement dans le cadre du protocole de signature facultative».

48. La Cour considère qu'un différend portant sur les voies de droit à mettre en œuvre au titre d'une violation de la convention qu'invoque l'Allemagne est un différend concernant l'interprétation ou l'application de la convention et qui de ce fait relève de la compétence de la Cour. S'il est établi que la Cour a compétence pour connaître d'un différend portant sur une question déterminée, elle n'a pas besoin d'une base de compétence distincte pour examiner les remèdes demandés par une partie pour la violation en cause (*Usine de Chorzów, C.P.J.I. série A n° 9*, p. 22). La Cour a par suite compétence en l'espèce pour connaître de la quatrième conclusion de l'Allemagne.

* *

49. Les Etats-Unis font valoir que les conclusions de l'Allemagne sont irrecevables pour diverses raisons. La Cour examinera ces objections en suivant la présentation qui en a été faite par les Etats-Unis.

*

50. La première objection présentée par les Etats-Unis est dirigée contre les deuxième, troisième et quatrième conclusions de l'Allemagne. Selon les Etats-Unis, ces conclusions seraient irrecevables, motif pris de ce que l'Allemagne cherche à faire jouer à la Cour «le rôle d'une juridiction statuant en dernier degré d'appel sur des questions pénales soumises aux tribunaux internes», rôle qu'elle n'est pas habilitée à jouer. Ils font valoir que de nombreux arguments développés par l'Allemagne, en particulier ceux relatifs à la règle de la «carence procédurale», reviennent à demander à la Cour d'«examiner et de réparer ... de prétendues violations du droit des Etats-Unis et des erreurs d'appréciation qui auraient été le fait de juges des Etats-Unis» à l'occasion d'affaires pénales portées devant des juridictions internes.

51. L'Allemagne nie, pour sa part, qu'elle demande à la Cour d'agir comme une juridiction d'appel en matière pénale, ou que ses demandes visent d'une quelconque manière à s'immiscer dans l'administration de la justice des Etats-Unis. Elle prierait simplement la Cour de dire et juger que la conduite des Etats-Unis a méconnu les obligations juridiques internationales dont ils étaient tenus à son endroit en vertu de la convention de Vienne, et de tirer de cette méconnaissance certaines conséquences juridiques prévues par le droit international de la responsabilité des Etats.

52. La Cour ne souscrit pas à l'argumentation des Etats-Unis relative

States concerning the admissibility of the second, third and fourth German submissions. In the second submission, Germany asks the Court to interpret the scope of Article 36, paragraph 2, of the Vienna Convention; the third submission seeks a finding that the United States violated an Order issued by this Court pursuant to Article 41 of its Statute; and in Germany's fourth submission, the Court is asked to determine the applicable remedies for the alleged violations of the Convention. Although Germany deals extensively with the practice of American courts as it bears on the application of the Convention, all three submissions seek to require the Court to do no more than apply the relevant rules of international law to the issues in dispute between the Parties to this case. The exercise of this function, expressly mandated by Article 38 of its Statute, does not convert this Court into a court of appeal of national criminal proceedings.

*

53. The United States also argues that Germany's third submission is inadmissible because of the manner in which these proceedings were brought before the Court by Germany. It notes that German consular officials became aware of the LaGrands' cases in 1992, but that the German Government did not express concern or protest to the United States authorities for some six and a half years. It maintains that the issue of the absence of consular notification was not raised by Germany until 22 February 1999, two days before the date scheduled for Karl LaGrand's execution, in a letter from the German Foreign Minister to the Secretary of State of the United States (see paragraph 26 above). Germany then filed the Application instituting these proceedings, together with a request for provisional measures, after normal business hours in the Registry in the evening of 2 March 1999, some 27 hours before the execution of Walter LaGrand (see paragraph 30 above).

54. The United States rejects the contention that Germany found out only seven days before the filing of its Application that the authorities of Arizona knew as early as 1982 that the LaGrands were German nationals; according to the United States, their German nationality was referred to in pre-sentence reports prepared in 1984, which should have been familiar to German consular officers much earlier than 1999, given Germany's claims regarding the vigour and effectiveness of its consular assistance.

55. According to the United States, Germany's late filing compelled the Court to respond to its request for provisional measures by acting *ex parte*, without full information. The United States claims that the procedure followed was inconsistent with the principles of "equality of the

à la recevabilité des deuxième, troisième et quatrième conclusions de l'Allemagne. Par sa deuxième conclusion, l'Allemagne demande à la Cour d'interpréter la portée du paragraphe 2 de l'article 36 de la convention de Vienne; par sa troisième conclusion, elle prie la Cour de dire que les Etats-Unis ont violé une ordonnance qu'elle a rendue conformément à l'article 41 de son Statut; et, par sa quatrième conclusion, l'Allemagne demande à la Cour de déterminer quels sont les remèdes à apporter aux violations alléguées de la convention. Même si l'Allemagne s'est longuement étendue sur la pratique des tribunaux américains relative à l'application de la convention, ces trois conclusions visent exclusivement à prier la Cour d'appliquer les règles pertinentes de droit international aux questions litigieuses opposant les Parties à l'instance. L'exercice de cette fonction, expressément prévue par l'article 38 de son Statut, ne fait pas de cette Cour une juridiction statuant en appel sur des questions pénales soumises aux tribunaux internes.

*

53. Les Etats-Unis soutiennent également que la troisième conclusion de l'Allemagne est irrecevable compte tenu des circonstances dans lesquelles celle-ci a introduit la présente instance devant la Cour. Ils font valoir que les agents consulaires allemands ont pris connaissance en 1992 des affaires relatives aux LaGrand, mais que, pendant six ans et demi environ, le Gouvernement allemand n'a pas fait part de ses préoccupations aux autorités des Etats-Unis et n'a pas élevé de protestations à ce sujet. Ils font observer que c'est seulement le 22 février 1999, soit deux jours avant la date prévue pour l'exécution de Karl LaGrand, que l'Allemagne a soulevé la question du défaut de notification consulaire, dans une lettre adressée au secrétaire d'Etat des Etats-Unis par le ministre allemand des affaires étrangères (voir paragraphe 26 ci-dessus). L'Allemagne a ensuite saisi la Cour d'une requête introductive d'instance ainsi que d'une demande en indication de mesures conservatoires, dans la soirée du 2 mars 1999, après les heures normales de travail au Greffe, soit environ vingt-sept heures avant l'heure fixée pour l'exécution de Walter LaGrand (voir paragraphe 30 ci-dessus).

54. Les Etats-Unis rejettent l'argument selon lequel l'Allemagne n'aurait découvert que sept jours avant le dépôt de sa requête que les autorités de l'Arizona avaient été au courant dès 1982 de la nationalité allemande des frères LaGrand; selon les Etats-Unis, celle-ci avait été mentionnée dans des rapports de 1984 préalables au prononcé de la peine, dont les agents consulaires allemands auraient dû avoir connaissance bien avant 1999, à en croire les affirmations de l'Allemagne relatives au sérieux et à l'efficacité de son assistance consulaire.

55. Selon les Etats-Unis, le fait que l'Allemagne ait déposé sa requête aussi tardivement a contraint la Cour à répondre à la demande en indication de mesures conservatoires sans que le défendeur ait pu être entendu et sans qu'elle dispose de toutes les informations voulues. Les Etats-Unis

Parties" and of giving each Party a sufficient opportunity to be heard, and that this would justify the Court in not addressing Germany's third submission which is predicated wholly upon the Order of 3 March 1999.

56. Germany acknowledges that delay on the part of a claimant State may render an application inadmissible, but maintains that international law does not lay down any specific time-limit in that regard. It contends that it was only seven days before it filed its Application that it became aware of all the relevant facts underlying its claim, in particular, the fact that the authorities of Arizona knew of the German nationality of the LaGrands since 1982. According to Germany, it cannot be accused of negligence in failing to obtain the 1984 pre-sentence reports earlier. It also maintains that in the period between 1992, when it learned of the LaGrands' cases, and the filing of its Application, it engaged in a variety of activities at the diplomatic and consular level. It adds that it had been confident for much of this period that the United States would ultimately rectify the violations of international law involved.

57. The Court recognizes that Germany may be criticized for the manner in which these proceedings were filed and for their timing. The Court recalls, however, that notwithstanding its awareness of the consequences of Germany's filing at such a late date it nevertheless considered it appropriate to enter the Order of 3 March 1999, given that an irreparable prejudice appeared to be imminent. In view of these considerations, the Court considers that Germany is now entitled to challenge the alleged failure of the United States to comply with the Order. Accordingly, the Court finds that Germany's third submission is admissible.

*

58. The United States argues further that Germany's first submission, as far as it concerns its right to exercise diplomatic protection with respect to its nationals, is inadmissible on the ground that the LaGrands did not exhaust local remedies. The United States maintains that the alleged breach concerned the duty to inform the LaGrands of their right to consular access, and that such a breach could have been remedied at the trial stage, provided it was raised in a timely fashion. The United States contends that when a person fails, for example, to sue in a national court before a statute of limitations has expired, the claim is both procedurally barred in national courts and inadmissible in international tribunals for failure to exhaust local remedies. It adds that the failure of counsel for the LaGrands to raise the breach of the Vienna Convention at the appropriate stage and time of the proceedings does not excuse the non-exhaustion of local remedies. According to the United States, this

font valoir que la procédure suivie n'a pas respecté le principe de «l'égalité des Parties», ni le droit de chaque Partie à être entendue dans des conditions satisfaisantes, et que par conséquent la Cour ne devrait pas examiner la troisième conclusion de l'Allemagne, qui repose entièrement sur l'ordonnance du 3 mars 1999.

56. L'Allemagne reconnait pour sa part que le retard d'un Etat demandeur peut rendre une requête irrecevable, mais soutient que le droit international ne fixe aucun délai spécifique en la matière. Elle fait valoir que c'est sept jours seulement avant le dépôt de sa requête qu'elle a eu connaissance de tous les faits pertinents sur lesquels elle fonde son action, et en particulier du fait que les autorités de l'Arizona avaient été au courant dès 1982 de la nationalité allemande des frères LaGrand. L'Allemagne ne saurait, estime-t-elle, être accusée de négligence pour ne pas avoir obtenu plus tôt les rapports de 1984 préalables au prononcé de la peine. Elle soutient également qu'entre 1992, année où elle a eu connaissance des affaires relatives aux LaGrand, et le dépôt de sa requête, elle a effectué diverses démarches aux niveaux diplomatique et consulaire. Elle ajoute que pendant une grande partie de cette période elle était persuadée que les Etats-Unis finiraient par remédier aux violations du droit international en cause.

57. La Cour reconnait que l'Allemagne peut être critiquée pour la manière dont l'instance a été introduite et pour le moment choisi pour l'introduire. La Cour rappelle toutefois que, tout en étant consciente des conséquences de l'introduction de l'instance par l'Allemagne à une date si avancée, elle n'en a pas moins estimé approprié de rendre son ordonnance du 3 mars 1999, un préjudice irréparable semblant imminent. Dans ces conditions, la Cour estime que l'Allemagne est en droit de se plaindre aujourd'hui de la non-application, alléguée par elle, de ladite ordonnance par les Etats-Unis. En conséquence, la Cour conclut que la troisième conclusion de l'Allemagne est recevable.

*

58. Les Etats-Unis soutiennent aussi que la première conclusion de l'Allemagne, en tant qu'elle concerne son droit à exercer sa protection diplomatique à l'égard de ses ressortissants, est irrecevable parce que les frères LaGrand n'avaient pas épuisé les voies de recours internes. Les Etats-Unis font valoir que le manquement allégué concernait l'obligation d'informer les frères LaGrand de leur droit de communiquer avec leur consulat et qu'un tel manquement aurait pu facilement être réparé au stade du procès si la question avait été soulevée en temps opportun. Selon les Etats-Unis, quand, par exemple, une personne omet d'agir devant un tribunal national avant l'expiration des délais de forclusion, sa demande ne peut plus être examinée devant les juridictions nationales et elle est irrecevable devant les juridictions internationales pour non-épuisement des voies de recours internes. Ils ajoutent que le fait que les avocats des LaGrand n'avaient pas soulevé en temps opportun le moyen tiré de la

failure of counsel is imputable to their clients because the law treats defendants and their lawyers as a single entity in terms of their legal positions. Moreover, the State is not accountable for the errors or mistaken strategy by lawyers.

59. Germany responds that international law requires the exhaustion of only those remedies which are legally and practically available. Germany claims that in this case there was no remedy which the LaGrands failed to invoke that would have been available in the specific context of their case. This is so because, prior to 1992, the LaGrands could not resort to the available remedies, since they were unaware of their rights due to failure of the United States authorities to comply with the requirements of the Vienna Convention; thereafter, the "procedural default" rule prevented them from seeking any remedy.

60. The Court notes that it is not disputed that the LaGrands sought to plead the Vienna Convention in United States courts after they learned in 1992 of their rights under the Convention; it is also not disputed that by that date the procedural default rule barred the LaGrands from obtaining any remedy in respect of the violation of those rights. Counsel assigned to the LaGrands failed to raise this point earlier in a timely fashion. However, the United States may not now rely before this Court on this fact in order to preclude the admissibility of Germany's first submission, as it was the United States itself which had failed to carry our its obligation under the Convention to inform the LaGrand brothers.

*

61. The United States also contends that Germany's submissions are inadmissible on the ground that Germany seeks to have a standard applied to the United States that is different from its own practice. According to the United States, Germany has not shown that its system of criminal justice requires the annulment of criminal convictions where there has been a breach of the duty of consular notification; and that the practice of Germany in similar cases has been to do no more than offer an apology. The United States maintains that it would be contrary to basic principles of administration of justice and equality of the Parties to apply against the United States alleged rules that Germany appears not to accept for itself.

62. Germany denies that it is asking the United States to adhere to standards which Germany itself does not abide by; it maintains that its law and practice is fully in compliance with the standards which it invokes. In this regard, it explains that the German Code of Criminal

violation de la convention de Vienne n'excuse pas le non-épuisement des voies de recours internes. Selon les Etats-Unis, cette carence des avocats est imputable à leurs clients, puisqu'il est de règle qu'un accusé et son avocat constituent une seule et même entité au regard des positions juridiques qu'ils adoptent. De plus, un Etat ne saurait être tenu responsable des erreurs commises par des avocats, ni des stratégies inappropriées adoptées par eux.

59. L'Allemagne répond que le droit international exige seulement l'épuisement de celles des voies de recours qu'il est juridiquement et matériellement possible de mettre en œuvre. Selon elle, il n'existait en l'espèce aucun recours que les LaGrand pouvaient invoquer dans le contexte particulier de l'instance les concernant et qu'ils auraient négligé d'exercer. En effet, avant 1992, ils n'étaient pas en mesure d'exercer les recours qui leur étaient ouverts puisqu'ils n'étaient pas au courant de leurs droits, du fait que les autorités des Etats-Unis avaient manqué de se conformer aux prescriptions de la convention de Vienne; par la suite, la règle de la «carence procédurale» les a empêchés d'exercer tout recours.

60. La Cour note qu'il n'est pas contesté que les frères LaGrand ont cherché à se prévaloir des dispositions de la convention de Vienne devant les tribunaux américains après avoir pris connaissance en 1992 du droit qu'ils tenaient de ladite convention; il n'est pas davantage contesté qu'à cette époque la règle de la carence procédurale a fait que les LaGrand n'ont pu obtenir qu'il soit remédié à la violation de ce droit. Les avocats commis d'office pour les défendre n'ont pas soulevé cette question en temps voulu. Cependant les Etats-Unis ne sauraient se prévaloir aujourd'hui devant la Cour de cette circonstance pour faire obstacle à la recevabilité de la première conclusion de l'Allemagne, dès lors qu'ils avaient eux-mêmes failli à l'exécution de leur obligation, en vertu de la convention, d'informer les frères LaGrand.

*

61. Les Etats-Unis soutiennent également que les conclusions de l'Allemagne sont irrecevables au motif qu'elle cherche à faire appliquer par les Etats-Unis une norme différente de celle qui prévaut dans la pratique allemande. Aux dires des Etats-Unis, l'Allemagne n'a pas montré que son système judiciaire exigeait l'annulation de condamnations pénales en cas de manquement à l'obligation de notification consulaire et, confrontée à des affaires de ce genre, elle s'est bornée dans la pratique à présenter des excuses. Pour les Etats-Unis, il serait contraire aux principes fondamentaux de bonne administration de la justice et d'égalité entre les Parties d'appliquer à l'encontre des Etats-Unis des règles que l'Allemagne elle-même, en apparence, ne suivrait pas.

62. L'Allemagne se défend de demander aux Etats-Unis d'appliquer des normes qu'elle ne respecterait pas elle-même et soutient que, dans son droit comme dans sa pratique, elle respecte pleinement les normes qu'elle invoque. Elle précise à cet égard que le code de procédure pénale alle-

Procedure provides a ground of appeal where a legal norm, including a norm of international law, is not applied or incorrectly applied and where there is a possibility that the decision was impaired by this fact.

63. The Court need not decide whether this argument of the United States, if true, would result in the inadmissibility of Germany's submissions. Here the evidence adduced by the United States does not justify the conclusion that Germany's own practice fails to conform to the standards it demands from the United States in this litigation. The United States relies on certain German cases to demonstrate that Germany has itself proffered only an apology for violating Article 36 of the Vienna Convention, and that State practice shows that this is the appropriate remedy for such a violation. But the cases concerned entailed relatively light criminal penalties and are not evidence as to German practice where an arrested person, who has not been informed without delay of his or her rights, is facing a severe penalty as in the present case. It is no doubt the case, as the United States points out, that Article 36 of the Vienna Convention imposes identical obligations on States, irrespective of the gravity of the offence a person may be charged with and of the penalties that may be imposed. However, it does not follow therefrom that the remedies for a violation of this Article must be identical in all situations. While an apology may be an appropriate remedy in some cases, it may in others be insufficient. The Court accordingly finds that this claim of inadmissibility must be rejected.

⁂

64. Having determined that the Court has jurisdiction, and that the submissions of Germany are admissible, the Court now turns to the merits of each of these four submissions.

* *

65. Germany's first submission requests the Court to adjudge and declare:

> "that the United States, by not informing Karl and Walter LaGrand without delay following their arrest of their rights under Article 36 subparagraph 1 (*b*) of the Vienna Convention on Consular Relations, and by depriving Germany of the possibility of rendering consular assistance, which ultimately resulted in the execution of Karl and Walter LaGrand, violated its international legal obligations to Germany, in its own right and in its right of diplomatic protection of its nationals, under Articles 5 and 36 paragraph 1 of the said Convention".

mand prévoit un recours dans les cas où une norme juridique, y compris une norme de droit international, n'a pas été ou a été mal appliquée, et où il existe une possibilité que la décision en ait été altérée.

63. Point n'est besoin pour la Cour de décider si l'argument en question des Etats-Unis, à supposer qu'il fût exact, rendrait les conclusions de l'Allemagne irrecevables. En l'occurrence, les éléments produits par les Etats-Unis ne permettent pas de conclure que la pratique de l'Allemagne s'écarte des normes dont elle demande l'application en l'espèce de la part des Etats-Unis. Les Etats-Unis se sont fondés sur certaines affaires allemandes pour démontrer que l'Allemagne elle-même s'était contentée d'offrir des excuses lorsqu'elle avait violé l'article 36 de la convention de Vienne et que la pratique des Etats fait apparaître qu'il s'agit là d'un remède approprié en cas de violation. Les affaires citées concernaient toutefois des peines relativement légères et ne constituent pas des preuves de la pratique que suit l'Allemagne lorsqu'une personne arrêtée, qui n'a pas été informée sans retard de ses droits, risque une peine sévère, comme cela a été le cas en l'espèce. Sans doute l'article 36 de la convention de Vienne impose-t-il aux Etats des obligations identiques quelle que soit la gravité de l'infraction imputée à une personne et de la peine qui peut lui être infligée, comme le soulignent à juste titre les Etats-Unis. Mais il n'en résulte pas que les remèdes à retenir en cas de violation de cet article dussent être identiques dans toutes les situations. Si de simples excuses peuvent constituer un remède approprié dans certains cas, elles pourraient se révéler insuffisantes dans d'autres. Aussi la Cour estime-t-elle que ce motif d'irrecevabilité doit être rejeté.

* * *

64. Ayant établi qu'elle était compétente et que les conclusions de l'Allemagne étaient recevables, la Cour examinera maintenant au fond chacune des quatre conclusions en question.

* *

65. Dans sa première conclusion, l'Allemagne demande à la Cour de dire et juger que:

> «en n'informant pas sans retard Karl et Walter LaGrand après leur arrestation de leurs droits en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires, et en privant l'Allemagne de la possibilité de fournir son assistance consulaire, ce qui a finalement conduit à l'exécution de Karl et Walter LaGrand, les Etats-Unis ont violé leurs obligations juridiques internationales vis-à-vis de l'Allemagne au titre de l'article 5 et du paragraphe 1 de l'article 36 de ladite convention, tant en ce qui concerne les droits propres de l'Allemagne que le droit de cette dernière d'exercer sa protection diplomatique à l'égard de ses ressortissants».

66. Germany claims that the United States violated its obligation under Article 36, paragraph 1 *(b)*, to "inform a national of the sending State without delay of his or her right to inform the consular post of his home State of his arrest or detention". Specifically, Germany maintains that the United States violated its international legal obligation to Germany under Article 36, paragraph 1 *(b)*, by failing to inform the German nationals Karl and Walter LaGrand "without delay" of their rights under that subparagraph.

67. The United States acknowledges, and does not contest Germany's basic claim, that there was a breach of its obligation under Article 36, paragraph 1 *(b)*, of the Convention "promptly to inform the LaGrand brothers that they could ask that a German consular post be notified of their arrest and detention".

68. Germany also claims that the violation by the United States of Article 36, paragraph 1 *(b)*, led to consequential violations of Article 36, paragraph 1 *(a)* and *(c)*. It points out that, when the obligation to inform the arrested person without delay of his or her right to contact the consulate is disregarded, "the other rights contained in Article 36, paragraph 1, become in practice irrelevant, indeed meaningless". Germany maintains that, "[b]y informing the LaGrand brothers of their right to inform the consulate more than 16 years after their arrest, the United States . . . clearly failed to meet the standard of Article 36 [(1) *(c)*]". It concludes that, by not preventing the execution of Karl and Walter LaGrand, and by "making irreversible its earlier breaches of Art. 5 and 36 (1) and (2) and causing irreparable harm, the United States violated its obligations under international law".

69. The United States argues that the underlying conduct complained of by Germany is one and the same, namely, the failure to inform the LaGrand brothers as required by Article 36, paragraph 1 *(b)*. Therefore, it disputes any other basis for Germany's claims that other provisions, such as subparagraphs *(a)* and *(c)* of Article 36, paragraph 1, of the Convention, were also violated. The United States asserts that Germany's claims regarding Article 36, paragraph 1 *(a)* and *(c)*, are "particularly misplaced" in that the LaGrands were able to and did communicate freely with consular officials after 1992. There was, in the view of the United States, "no deprivation of Germany's right to provide consular assistance, under Article 5 or Article 36, to Karl or Walter LaGrand" and "Germany's attempt to transform a breach of one obligation into an additional breach of a wholly separate and distinct obligation should be rejected by the Court."

70. In response, Germany asserts that it is "commonplace that one

66. L'Allemagne soutient que les Etats-Unis ont violé l'obligation que leur imposait l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 «d'avertir sans retard un ressortissant de l'Etat d'envoi de son droit d'informer le poste consulaire de son Etat d'origine de son arrestation ou de sa détention». Plus précisément, elle fait valoir que, en n'avertissant pas «sans retard» les ressortissants allemands Karl et Walter LaGrand des droits qu'ils tenaient de cette disposition, les Etats-Unis ont méconnu l'obligation juridique internationale dont ils étaient tenus envers elle, au titre de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36.

67. Les Etats-Unis ne contestent pas la principale demande de l'Allemagne et reconnaissent qu'ils ont violé l'obligation découlant de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention «d'informer sans retard les frères LaGrand de leur droit de demander à ce que leurs arrestations et mises en détention soient notifiées à un poste consulaire allemand».

68. L'Allemagne prétend aussi que la violation par les Etats-Unis de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 a entraîné par voie de conséquence celle des alinéas *a)* et *c)* du paragraphe 1 de l'article 36. Selon l'Allemagne, dès lors que l'obligation d'informer sans retard la personne arrêtée de son droit de contacter le consulat est méconnue, il s'ensuit que «les autres droits qu'énonce le paragraphe 1 de l'article 36 perdent en pratique toute pertinence, voire toute signification». Elle soutient que, «[e]n informant, plus de seize ans après leur arrestation, les frères LaGrand de leur droit d'aviser le consulat, les Etats-Unis ne se sont manifestement ... pas conformés à la norme prescrite par [l'alinéa *c)* du paragraphe 1 de] l'article 36». Elle conclut que, en n'empêchant pas l'exécution de Karl et de Walter LaGrand, et en «rendant ... irréversibles leurs violations antérieures de l'article 5 et des paragraphes 1 et 2 de l'article 36, causant de ce fait un préjudice irréparable, les Etats-Unis ont violé les obligations qui sont les leurs en vertu du droit international».

69. Les Etats-Unis font valoir que, fondamentalement, l'Allemagne se plaint d'un seul et même comportement, à savoir le fait qu'ils n'ont pas informé les frères LaGrand, comme le prescrit l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36. Ils contestent donc tout autre fondement aux demandes de l'Allemagne, selon lesquelles d'autres dispositions, telles que les alinéas *a)* et *c)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention, auraient aussi été violées. Ils affirment que les allégations de l'Allemagne concernant les alinéas *a)* et *c)* du paragraphe 1 de l'article 36 sont «particulièrement mal fondées», étant donné que les LaGrand ont pu communiquer librement avec les fonctionnaires consulaires après 1992 et l'ont effectivement fait. Ils considèrent que l'Allemagne n'a pas «été privée de son droit de fournir son assistance consulaire à Karl et Walter LaGrand, en vertu de l'article 5 ou de l'article 36» de la convention, et que «la tentative que fait l'Allemagne de transformer la violation d'une obligation en une violation supplémentaire d'une obligation totalement distincte doit être rejetée par la Cour».

70. En réponse, l'Allemagne affirme qu'il est «courant qu'un seul et

and the same conduct may result in several violations of distinct obligations". Hence, when a detainee's right to notification without delay is violated, he or she cannot establish contact with the consulate, receive visits from consular officers, nor be supported by adequate counsel. "Therefore, violation of this right is bound to imply violation of the other rights . . . [and] later observance of the rights of Article 36, paragraph 1 (*a*) and (*c*), could not remedy the previous violation of those provisions."

71. Germany further contends that there is a causal relationship between the breach of Article 36 and the ultimate execution of the LaGrand brothers. Germany's inability to render prompt assistance was, in its view, a "direct result of the United States' breach of its Vienna Convention obligations". It is claimed that, had Germany been properly afforded its rights under the Vienna Convention, it would have been able to intervene in time and present a "persuasive mitigation case" which "likely would have saved" the lives of the brothers. Germany believes that, "[h]ad proper notification been given under the Vienna Convention, competent trial counsel certainly would have looked to Germany for assistance in developing this line of mitigating evidence". Moreover, Germany argues that, due to the doctrine of procedural default and the high post-conviction threshold for proving ineffective counsel under United States law, Germany's intervention at a stage later than the trial phase could not "remedy the extreme prejudice created by the counsel appointed to represent the LaGrands".

72. The United States terms these arguments as "suppositions about what might have occurred had the LaGrand brothers been properly informed of the possibility of consular notification". It calls into question Germany's assumption that German consular officials from Los Angeles would rapidly have given extensive assistance to the LaGrands' defence counsel before the 1984 sentencing, and contests that such consular assistance would have affected the outcome of the sentencing proceedings. According to the United States, these arguments "rest on speculation" and do not withstand analysis. Finally, the United States finds it extremely doubtful that the early childhood "mitigating evidence" mentioned by Germany, if introduced at the trial, would have persuaded the sentencing judge to be lenient, as the brothers' subsequent 17 years of experiences in the United States would have been given at least equal weight. The United States points out, moreover, that such evidence was in fact presented at trial.

73. The Court will first examine the submission Germany advances in its own right. The Court observes, in this connection, that the United States does not deny that it violated paragraph 1 (*b*) in relation to Ger-

même comportement se traduise par plusieurs manquements à des obligations différentes». Ainsi, lorsque le droit à notification sans retard d'un détenu est violé, ce dernier ne peut ni entrer en communication avec le consulat, ni recevoir la visite des fonctionnaires du consulat, ni être assisté par un avocat compétent. «En conséquence, la violation de ce droit implique fatalement la violation des autres droits ... [et] respecter par la suite les droits conférés par les alinéas *a)* et *c)* du paragraphe 1 de l'article 36 ne pouvait remédier au fait que ces dispositions avaient été précédemment violées.»

71. L'Allemagne soutient également qu'il y a un lien de causalité entre la violation de l'article 36 et l'exécution finale des frères LaGrand. Selon elle, l'incapacité où elle s'est trouvée de leur fournir promptement une assistance est une «conséquence directe du manquement des Etats-Unis aux obligations qui sont les leurs en vertu de la convention de Vienne». Elle fait valoir que, si elle avait pu exercer correctement ses droits en vertu de cette convention, elle aurait été en mesure d'intervenir à temps et de présenter, «de manière convaincante, un dossier de circonstances atténuantes», de sorte qu'il est «probable» que les frères LaGrand «auraient eu la vie sauve». Elle est convaincue que, «si la notification appropriée, prévue par la convention de Vienne, avait été effectuée, des avocats compétents auraient certainement sollicité l'assistance de l'Allemagne pour exposer l'argument tiré des circonstances atténuantes». De plus, elle soutient que, en raison de la doctrine de la carence procédurale et des conditions rigoureuses qu'impose le droit des Etats-Unis à celui qui cherche à prouver, après le verdict de culpabilité, que l'avocat était incompétent, son intervention à un stade postérieur à celui du procès ne pouvait pas «réparer le préjudice grave causé par les avocats commis d'office des LaGrand».

72. Les Etats-Unis qualifient ces arguments de «suppositions ... au sujet de ce qui aurait pu se passer si les frères LaGrand avaient été dûment informés de la possibilité de communiquer avec leur consulat». Ils mettent en doute la thèse de l'Allemagne selon laquelle les fonctionnaires du poste consulaire allemand de Los Angeles auraient apporté rapidement une assistance importante aux avocats des LaGrand avant les verdicts de culpabilité de 1984 et contestent que cette assistance consulaire aurait influé sur le résultat des procédures pénales. Selon eux, ces arguments «relèvent de la spéculation» et ne résistent pas à l'analyse. Enfin, il leur paraît extrêmement douteux que les «preuves de circonstances atténuantes» relatives à la prime enfance des frères LaGrand, qu'invoque l'Allemagne, auraient, si elles avaient été produites au procès, persuadé le juge de faire preuve d'indulgence; un poids au moins égal aurait en effet été donné aux dix-sept années qu'ils avaient passées ultérieurement aux Etats-Unis. De plus, les Etats-Unis notent que de telles preuves ont en fait été présentées au procès.

73. La Cour examinera tout d'abord la conclusion présentée par l'Allemagne en son nom propre. La Cour note à ce propos que les Etats-Unis ne nient pas avoir violé, à l'encontre de l'Allemagne, l'alinéa *b)* du para-

many. The Court also notes that as a result of this breach, Germany did not learn until 1992 of the detention, trial and sentencing of the LaGrand brothers. The Court concludes therefrom that on the facts of this case the breach of the United States had the consequence of depriving Germany of the exercise of the rights accorded it under Article 36, paragraph 1 (*a*) and paragraph 1 (*c*), and thus violated these provisions of the Convention. Although the violation of paragraph 1 (*b*) of Article 36 will not necessarily always result in the breach of the other provisions of this Article, the Court finds that the circumstances of this case compel the opposite conclusion, for the reasons indicated below. In view of this finding, it is not necessary for the Court to deal with Germany's further claim under Article 5 of the Convention.

74. Article 36, paragraph 1, establishes an interrelated regime designed to facilitate the implementation of the system of consular protection. It begins with the basic principle governing consular protection: the right of communication and access (Art. 36, para. 1 (*a*)). This clause is followed by the provision which spells out the modalities of consular notification (Art. 36, para. 1 (*b*)). Finally Article 36, paragraph 1 (*c*), sets out the measures consular officers may take in rendering consular assistance to their nationals in the custody of the receiving State. It follows that when the sending State is unaware of the detention of its nationals due to the failure of the receiving State to provide the requisite consular notification without delay, which was true in the present case during the period between 1982 and 1992, the sending State has been prevented for all practical purposes from exercising its rights under Article 36, paragraph 1. It is immaterial for the purposes of the present case whether the LaGrands would have sought consular assistance from Germany, whether Germany would have rendered such assistance, or whether a different verdict would have been rendered. It is sufficient that the Convention conferred these rights, and that Germany and the LaGrands were in effect prevented by the breach of the United States from exercising them, had they so chosen.

*

75. Germany further contends that "the breach of Article 36 by the United States did not only infringe upon the rights of Germany as a State party to the [Vienna] Convention but also entailed a violation of the individual rights of the LaGrand brothers". Invoking its right of diplomatic protection, Germany also seeks relief against the United States on this ground.

Germany maintains that the right to be informed of the rights under Article 36, paragraph 1 (*b*), of the Vienna Convention, is an individual right of every national of a State party to the Convention who enters the

graphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne. La Cour relève en outre que, par suite de cette violation, l'Allemagne a appris seulement en 1992 la détention, le jugement et la condamnation des frères LaGrand. La Cour en conclut que, au vu des faits de l'espèce, le manquement des Etats-Unis a eu pour conséquence d'interdire à l'Allemagne d'exercer les droits que lui confèrent les alinéas *a)* et *c)* du paragraphe 1 de l'article 36 et, partant, qu'il y a bien eu violation de ces dispositions de la convention. Bien que la violation du seul alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 n'entraîne pas toujours nécessairement la violation des autres dispositions de cet article, la Cour est amenée à conclure que tel est le cas en l'espèce pour les raisons exposées ci-après. Compte tenu de cette conclusion, point n'est besoin pour la Cour d'examiner le grief additionnel de l'Allemagne concernant l'article 5 de la convention.

74. Le paragraphe 1 de l'article 36 institue un régime dont les divers éléments sont interdépendants et qui est conçu pour faciliter la mise en œuvre du système de protection consulaire. Le principe de base régissant la protection consulaire est énoncé dès l'abord: le droit de communication et d'accès (alinéa *a)* du paragraphe 1 de l'article 36). La disposition suivante précise les modalités selon lesquelles doit s'effectuer la notification consulaire (alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36). Enfin, l'alinéa *c)* du paragraphe 1 de l'article 36 énonce les mesures que les agents consulaires peuvent prendre pour fournir leur assistance aux ressortissants de leur pays détenus dans l'Etat de résidence. Il s'ensuit que, lorsque l'Etat d'envoi n'a pas connaissance de la détention de l'un de ses ressortissants, parce que l'Etat de résidence n'a pas effectué sans retard la notification consulaire requise, ce qui fut le cas en l'espèce entre 1982 et 1992, l'Etat d'envoi se trouve dans l'impossibilité pratique d'exercer, à toutes fins utiles, les droits que lui confère le paragraphe 1 de l'article 36. Peu importe à cet égard de savoir, aux fins de la présente instance, si les LaGrand auraient sollicité l'assistance consulaire de l'Allemagne, si l'Allemagne leur aurait apporté une telle assistance et si un verdict différent aurait alors été prononcé. Il suffit de constater que la convention conférait ces droits, et que l'Allemagne et les LaGrand, eussent-ils souhaité s'en prévaloir, ont en fait été empêchés de le faire en raison de la violation commise par les Etats-Unis.

*

75. L'Allemagne soutient ensuite que «la violation de l'article 36 par les Etats-Unis ne porte pas seulement atteinte [à ses] droits ... en tant qu'Etat partie à la convention, mais constitue également une violation des droits individuels des frères LaGrand». Agissant au titre de la protection diplomatique, elle demande également la condamnation des Etats-Unis sur ce terrain.

Pour l'Allemagne, le droit d'être informé au moment de son arrestation des droits conférés par l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne est un droit qui appartient à tout ressortissant d'un

territory of another State party. It submits that this view is supported by the ordinary meaning of the terms of Article 36, paragraph 1 (*b*), of the Vienna Convention, since the last sentence of that provision speaks of the "rights" under this subparagraph of "the person concerned", *i.e.*, of the foreign national arrested or detained. Germany adds that the provision in Article 36, paragraph 1 (*b*), according to which it is for the arrested person to decide whether consular notification is to be provided, has the effect of conferring an individual right upon the foreign national concerned. In its view, the context of Article 36 supports this conclusion since it relates to both the concerns of the sending and receiving States and to those of individuals. According to Germany, the *travaux préparatoires* of the Vienna Convention lend further support to this interpretation. In addition, Germany submits that the "United Nations Declaration on the human rights of individuals who are not nationals of the country in which they live", adopted by General Assembly resolution 40/144 on 13 December 1985, confirms the view that the right of access to the consulate of the home State, as well as the information on this right, constitute individual rights of foreign nationals and are to be regarded as human rights of aliens.

76. The United States questions what this additional claim of diplomatic protection contributes to the case and argues that there are no parallels between the present case and cases of diplomatic protection involving the espousal by a State of economic claims of its nationals. The United States maintains that the right of a State to provide consular assistance to nationals detained in another country, and the right of a State to espouse the claims of its nationals through diplomatic protection, are legally different concepts.

The United States contends, furthermore, that rights of consular notification and access under the Vienna Convention are rights of States, and not of individuals, even though these rights may benefit individuals by permitting States to offer them consular assistance. It maintains that the treatment due to individuals under the Convention is inextricably linked to and derived from the right of the State, acting through its consular officer, to communicate with its nationals, and does not constitute a fundamental right or a human right. The United States argues that the fact that Article 36 by its terms recognizes the rights of individuals does not determine the nature of those rights or the remedies required under the Vienna Convention for breaches of that Article. It points out that Article 36 begins with the words "[w]ith a view to facilitating the exercise of consular functions relating to nationals of the sending State", and that this wording gives no support to the notion that the rights and obligations enumerated in paragraph 1 of that Article are intended to ensure that nationals of the sending State have any particular rights or

Etat partie à la convention de Vienne, lorsqu'il pénètre sur le territoire d'un autre Etat partie. Cette interprétation serait corroborée par les termes de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne pris dans leur sens ordinaire, car la dernière phrase de cette disposition fait état des «droits», au titre dudit alinéa, de «l'intéressé», c'est-à-dire du ressortissant étranger arrêté ou détenu. L'Allemagne ajoute que l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36, qui stipule qu'il appartient à la personne arrêtée de décider si son consulat doit être averti, a pour effet de conférer un droit individuel au ressortissant étranger concerné. Elle considère que le contexte de l'article 36 conforte cette conclusion puisqu'il vise tant les intérêts de l'Etat d'envoi et de l'Etat de résidence que les intérêts des particuliers. Elle affirme que les travaux préparatoires de la convention de Vienne étayent cette interprétation. Elle soutient en outre que la «Déclaration sur les droits de l'homme des personnes qui ne possèdent pas la nationalité du pays dans lequel elles vivent», adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies par sa résolution n° 40/144 du 13 décembre 1985, confirme que le droit de se mettre en rapport avec le consulat de l'Etat de nationalité, de même que le droit d'être informé de ce droit, sont des droits que possède tout individu en sa qualité de ressortissant étranger et qui doivent être considérés comme des droits de la personne humaine reconnus aux étrangers.

76. Les Etats-Unis, pour leur part, s'interrogent sur ce que cette prétention supplémentaire relative à la protection diplomatique apporte au cas d'espèce et ils soutiennent qu'il n'y a rien de commun entre la présente affaire et les cas de protection diplomatique portant sur la défense par un Etat de réclamations d'ordre économique de ses ressortissants. Pour les Etats-Unis, le droit pour un Etat d'apporter une assistance consulaire à des ressortissants détenus dans un pays étranger et le droit pour un Etat d'endosser les revendications de ses ressortissants par la voie de la protection diplomatique sont des concepts juridiquement différents.

Les Etats-Unis soutiennent en outre que ce sont les Etats et non les individus qui sont titulaires des droits que reconnaît la convention de Vienne en matière de notification consulaire, même si les individus peuvent bénéficier de ces droits, du fait que les Etats sont autorisés à leur offrir une assistance consulaire. Ils affirment que le traitement qui doit être réservé aux individus aux termes de la convention est indissociablement lié au droit de l'Etat, agissant par l'intermédiaire de ses agents consulaires, de communiquer avec ses ressortissants — et découle de ce droit — et qu'il ne constitue ni un droit fondamental ni un droit de l'homme. A leur avis, le fait qu'aux termes de l'article 36 les droits des individus soient reconnus ne détermine pas la nature de ces droits ni les voies de droit dont la convention de Vienne appelle l'existence en cas de violation de cette disposition. Ils soulignent que l'article 36 débute ainsi «[a]fin que l'exercice des fonctions consulaires relatives aux ressortissants de l'Etat d'envoi soit facilité», et que ce libellé ne conforte pas l'idée selon laquelle les droits et obligations visés au paragraphe 1 de cet article ont

treatment in the context of a criminal prosecution. The *travaux préparatoires* of the Vienna Convention according to the United States do not reflect a consensus that Article 36 was addressing immutable individual rights, as opposed to individual rights derivative of the rights of States.

77. The Court notes that Article 36, paragraph 1 (*b*), spells out the obligations the receiving State has towards the detained person and the sending State. It provides that, at the request of the detained person, the receiving State must inform the consular post of the sending State of the individual's detention "without delay". It provides further that any communication by the detained person addressed to the consular post of the sending State must be forwarded to it by authorities of the receiving State "without delay". Significantly, this subparagraph ends with the following language: "The said authorities shall inform the person concerned without delay of *his rights* under this subparagraph" (emphasis added). Moreover, under Article 36, paragraph 1 (*c*), the sending State's right to provide consular assistance to the detained person may not be exercised "if he expressly opposes such action". The clarity of these provisions, viewed in their context, admits of no doubt. It follows, as has been held on a number of occasions, that the Court must apply these as they stand (see *Acquisition of Polish Nationality, Advisory Opinion, 1923, P.C.I.J., Series B, No. 7*, p. 20; *Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1950*, p. 8; *Arbitral Award of 31 July 1989, Judgment, I.C.J. Reports 1991*, pp. 69-70, para. 48; *Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad), Judgment, I.C.J. Reports 1994*, p. 25, para. 51). Based on the text of these provisions, the Court concludes that Article 36, paragraph 1, creates individual rights, which, by virtue of Article I of the Optional Protocol, may be invoked in this Court by the national State of the detained person. These rights were violated in the present case.

78. At the hearings, Germany further contended that the right of the individual to be informed without delay under Article 36, paragraph 1, of the Vienna Convention was not only an individual right but has today assumed the character of a human right. In consequence, Germany added, "the character of the right under Article 36 as a human right renders the effectiveness of this provision even more imperative". The Court having found that the United States violated the rights accorded by Article 36, paragraph 1, to the LaGrand brothers, it does not appear necessary to it to consider the additional argument developed by Germany in this regard.

* *

pour fonction de garantir aux ressortissants de l'Etat d'envoi des droits ou un traitement particuliers dans le cadre d'une procédure pénale. Les Etats-Unis estiment que les travaux préparatoires de la convention de Vienne ne font pas apparaître qu'il y ait eu consensus sur le fait que l'article 36 vise des droits intransgressibles de l'individu par opposition à des droits individuels dérivés des droits des Etats.

77. La Cour constate que l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 énonce les obligations que l'Etat de résidence a vis-à-vis d'une personne détenue et de l'Etat d'envoi. Il dispose que, à la demande de la personne mise en détention, l'Etat de résidence doit informer «sans retard» le poste consulaire de l'Etat d'envoi de la détention de l'individu. Il dispose en outre que toute communication par la personne détenue adressée au poste consulaire de l'Etat d'envoi doit lui être transmise par les autorités de l'Etat de résidence «sans retard». Il est significatif que cet alinéa se termine par la disposition suivante: lesdites autorités «doivent sans retard informer l'intéressé de *ses droits* aux termes du présent alinéa» (les italiques sont de la Cour). En outre, en vertu de l'alinéa *c)* du paragraphe 1 de l'article 36, le droit de l'Etat d'envoi de prêter son assistance consulaire à la personne en détention ne peut s'exercer si celle-ci «s'y oppose expressément». La clarté de ces dispositions, lues dans leur contexte, ne laisse en rien à désirer. De ce fait, et comme il a été jugé à plusieurs reprises, la Cour est tenue de les appliquer telles qu'elles sont (voir *Acquisition de la nationalité polonaise, avis consultatif, 1923, C.P.J.I. série B n° 7*, p. 20; *Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un Etat aux Nations Unies, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1950*, p. 8; *Sentence arbitrale du 31 juillet 1989, arrêt, C.I.J. Recueil 1991*, p. 69-70, par. 48; *Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad), arrêt, C.I.J. Recueil 1994*, p. 25, par. 51). Compte tenu du libellé de ces dispositions, la Cour conclut que le paragraphe 1 de l'article 36 crée des droits individuels qui, en vertu de l'article premier du protocole de signature facultative, peuvent être invoqués devant la Cour par l'Etat dont la personne détenue a la nationalité. En l'espèce, ces droits ont été violés.

78. A l'audience, l'Allemagne a en outre soutenu que le droit de l'intéressé d'être informé sans retard aux termes du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires n'était pas seulement un droit individuel, mais avait aujourd'hui acquis le caractère d'un droit de l'homme. De ce fait, elle ajoute que «le caractère de droit de l'homme que revêt le droit prévu à l'article 36 rend l'effectivité de cette disposition plus impérieuse encore». La Cour ayant conclu à la violation par les Etats-Unis des droits que les frères LaGrand tiraient du paragraphe 1 de l'article 36, il ne lui paraît pas nécessaire d'examiner l'argumentation supplémentaire développée par l'Allemagne à cet égard.

* *

79. The Court will now consider Germany's second submission, in which it asks the Court to adjudge and declare:

> "that the United States, by applying rules of its domestic law, in particular the doctrine of procedural default, which barred Karl and Walter LaGrand from raising their claims under the Vienna Convention on Consular Relations, and by ultimately executing them, violated its international legal obligation to Germany under Article 36 paragraph 2 of the Vienna Convention to give full effect to the purposes for which the rights accorded under Article 36 of the said Convention are intended".

80. Germany argues that, under Article 36, paragraph 2, of the Vienna Convention

> "the United States is under an obligation to ensure that its municipal 'laws and regulations . . . enable full effect to be given to the purposes for which the rights accorded under this article are intended' [and that it] is in breach of this obligation by upholding rules of domestic law which make it impossible to successfully raise a violation of the right to consular notification in proceedings subsequent to a conviction of a defendant by a jury".

81. Germany points out that the "procedural default" rule is among the rules of United States domestic law whose application make it impossible to invoke a breach of the notification requirement. According to Germany, this rule "is closely connected with the division of labour between federal and state jurisdiction in the United States . . . [where] [c]riminal jurisdiction belongs to the states except in cases provided for in the Constitution". This rule, Germany explains, requires "exhaustion of remedies at the state level before a *habeas corpus* motion can be filed with federal Courts".

Germany emphasizes that it is not the "procedural default" rule as such that is at issue in the present proceedings, but the manner in which it was applied in that it "deprived the brothers of the possibility to raise the violations of their right to consular notification in US criminal proceedings".

82. Furthermore, having examined the relevant United States jurisprudence, Germany contends that the procedural default rule had "made it impossible for the LaGrand brothers to effectively raise the issue of the lack of consular notification after they had at last learned of their rights and established contact with the German consulate in Los Angeles in 1992".

79. La Cour passera maintenant à l'examen de la deuxième conclusion de l'Allemagne, par laquelle cette dernière demande à la Cour de dire et juger que:

> «en appliquant des règles de leur droit interne, notamment la doctrine dite de la «carence procédurale», qui ont empêché Karl et Walter LaGrand de faire valoir leurs réclamations au titre de la convention de Vienne sur les relations consulaires, et en procédant finalement à leur exécution, les Etats-Unis ont violé l'obligation juridique internationale, dont ils étaient tenus à l'égard de l'Allemagne en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 de la convention de Vienne, de permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles sont prévus les droits énoncés à l'article 36 de ladite convention».

80. L'Allemagne soutient que, aux termes du paragraphe 2 de l'article 36 de la convention de Vienne,

> «les Etats-Unis ont l'obligation de faire en sorte que leurs «lois et règlements [internes] ... permet[tent] la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent article» [et qu'ils] manquent à cette obligation en faisant observer des règles de droit interne qui rendent impossible l'invocation d'un moyen tiré de la violation du droit à la notification au consulat lors de la procédure consécutive à la déclaration de culpabilité d'un accusé ou d'un prévenu par un jury».

81. L'Allemagne souligne que la règle de la «carence procédurale» est l'une des règles du droit interne des Etats-Unis dont l'application rend impossible l'invocation d'un moyen tiré de la violation du droit à la notification. Selon l'Allemagne, cette règle «est étroitement liée à la séparation des compétences entre les juridictions fédérales et les juridictions des Etats qui prévaut aux Etats-Unis ... [où la] compétence pénale revient aux Etats fédérés, sauf dans les cas prévus par la constitution». Ladite règle, expose l'Allemagne, exige «l'épuisement des voies de recours internes au niveau de l'Etat fédéré avant qu'un recours tendant à l'obtention d'une ordonnance d'*habeas corpus* ne puisse être introduit devant les juridictions fédérales».

L'Allemagne souligne que ce n'est pas la règle de la «carence procédurale» en tant que telle qui est en question dans la présente instance mais la manière dont elle a été appliquée en ce sens qu'elle «a privé les frères LaGrand de la possibilité de soulever, dans le cadre de procédures pénales devant les instances judiciaires des Etats-Unis, les moyens tirés de la violation de leur droit d'avertir leur consulat».

82. Par ailleurs, ayant examiné la jurisprudence pertinente des Etats-Unis, l'Allemagne soutient que la règle de la carence procédurale «a empêché les frères LaGrand de soulever la question de l'absence de notification adressée au consulat après avoir enfin eu connaissance de leurs droits et pris contact avec le consulat d'Allemagne à Los Angeles en 1992».

83. Finally, Germany states that it seeks:

> "[n]othing . . . more than compliance, or, at least, a system in place which does not automatically reproduce violation after violation of the Vienna Convention, only interrupted by the apologies of the United States Government".

84. The United States objects to Germany's second submission, since it considers that "Germany's position goes far beyond the wording of the Convention, the intentions of the parties when it was negotiated, and the practice of States, including Germany's practice".

85. In the view of the United States:

> "[t]he Vienna Convention does not require States Party to create a national law remedy permitting individuals to assert claims involving the Convention in criminal proceedings. If there is no such requirement, it cannot violate the Convention to require that efforts to assert such claims be presented to the first court capable of adjudicating them".

According to the United States,

> "[i]f there is no obligation under the Convention to create such individual remedies in criminal proceedings, the rule of procedural default — requiring that claims seeking such remedies be asserted at an appropriately early stage — cannot violate the Convention".

86. The United States believes that Article 36, paragraph 2, "has a very clear meaning" and

> "means, as it says, that the rights referred to in paragraph 1 shall be exercised in conformity with the laws and regulations of the receiving State, subject to the proviso that said laws and regulations must enable full effect to be given to the purposes for which the rights accorded under the Article are intended".

In the view of the United States,

> "[i]n the context of a foreign national in detention, the relevant laws and regulations contemplated by Article 36 (2) are those that may affect the exercise of specific rights under Article 36 (1), such as those addressing the timing of communications, visiting hours, and security in a detention facility. There is no suggestion in the text of Article 36 (2) that the rules of criminal law and procedure under which a defendant would be tried or have his conviction and sentence reviewed by appellate courts are also within the scope of this provision."

83. L'Allemagne indique enfin qu'elle ne demande

> «rien de plus que le respect de la convention de Vienne ou du moins la mise en place d'un régime qui ne permette pas la violation automatique et répétée de la convention, avec, pour seule interruption, les excuses du Gouvernement des Etats-Unis».

84. Les Etats-Unis s'opposent à la deuxième conclusion de l'Allemagne, car ils estiment que «la prétention de l'Allemagne va bien au-delà du texte de la convention, de l'intention des parties lorsqu'elles l'ont négociée et de la pratique des Etats, y compris celle de l'Allemagne».

85. De l'avis des Etats-Unis, en effet,

> «[l]a convention de Vienne n'oblige pas les Etats qui y sont parties à instituer dans leur droit interne un recours permettant aux particuliers d'invoquer dans des procédures pénales des griefs fondés sur la convention [, et, à] défaut d'une telle obligation, exiger de faire valoir ces griefs devant la première juridiction susceptible d'en connaître ne saurait emporter violation de la convention».

Selon les Etats-Unis,

> «[s]i la convention n'impose aucune obligation d'accorder de telles mesures de réparation à des individus dans des poursuites pénales, la règle de la carence procédurale — qui exige de faire valoir le plus tôt possible et au moment approprié les moyens visant à obtenir de telles mesures de réparation — ne saurait par conséquent violer la convention».

86. Les Etats-Unis considèrent que le paragraphe 2 de l'article 36 «a un sens très clair» et qu'il

> «signifie, comme dit le texte lui-même, que les droits visés au paragraphe 1 doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toutefois, que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu de l'article».

De leur point de vue,

> «[d]ans le cas d'un ressortissant étranger détenu, les lois et règlements applicables visés au paragraphe 2 de l'article 36 sont ceux qui peuvent avoir une incidence sur l'exercice des droits expressément reconnus au paragraphe 1 de cette disposition, par exemple les lois et règlements concernant le moment choisi pour procéder aux communications, les heures de visite et la sécurité dans l'établissement de détention. Rien n'indique dans le texte du paragraphe 2 de l'article 36 que les règles de droit pénal et de procédure pénale en vertu desquelles un accusé serait jugé ou ferait réexaminer par les juridictions d'appel la déclaration de culpabilité et la peine prononcées à son encontre entrent également dans les prévisions de cette disposition.»

87. The United States concludes that Germany's second submission must be rejected "because it is premised on a misinterpretation of Article 36, paragraph 2, which reads the context of the provision the exercise of a right under paragraph 1 out of existence".

88. Article 36, paragraph 2, of the Vienna Convention reads as follows:

> "The rights referred to in paragraph 1 of this article shall be exercised in conformity with the laws and regulations of the receiving State, subject to the proviso, however, that the said laws and regulations must enable full effect to be given to the purposes for which the rights accorded under this article are intended."

89. The Court cannot accept the argument of the United States which proceeds, in part, on the assumption that paragraph 2 of Article 36 applies only to the rights of the sending State and not also to those of the detained individual. The Court has already determined that Article 36, paragraph 1, creates individual rights for the detained person in addition to the rights accorded the sending State, and that consequently the reference to "rights" in paragraph 2 must be read as applying not only to the rights of the sending State, but also to the rights of the detained individual (see paragraph 77 above).

90. Turning now to the "procedural default" rule, the application of which in the present case Germany alleges violated Article 36, paragraph 2, the Court emphasizes that a distinction must be drawn between that rule as such and its specific application in the present case. In itself, the rule does not violate Article 36 of the Vienna Convention. The problem arises when the procedural default rule does not allow the detained individual to challenge a conviction and sentence by claiming, in reliance on Article 36, paragraph 1, of the Convention, that the competent national authorities failed to comply with their obligation to provide the requisite consular information "without delay", thus preventing the person from seeking and obtaining consular assistance from the sending State.

91. In this case, Germany had the right at the request of the LaGrands "to arrange for [their] legal representation" and was eventually able to provide some assistance to that effect. By that time, however, because of the failure of the American authorities to comply with their obligation under Article 36, paragraph 1 *(b)*, the procedural default rule prevented counsel for the LaGrands to effectively challenge their convictions and sentences other than on United States constitutional grounds. As a result, although United States courts could and did examine the professional competence of counsel assigned to the indigent LaGrands by reference to United States constitutional standards, the procedural default rule prevented them from attaching any legal significance to the fact, *inter alia*, that the violation of the rights set forth in Article 36, paragraph 1, prevented Germany, in a timely fashion, from retaining private counsel for

87. Les Etats-Unis concluent que la deuxième conclusion de l'Allemagne doit être rejetée «parce qu'elle se fonde sur une interprétation erronée du paragraphe 2 de l'article 36, qui ferait complètement abstraction du contexte de cette disposition — l'exercice d'un droit en application du paragraphe 1».

88. Le paragraphe 2 de l'article 36 de la convention de Vienne est ainsi libellé:

> «Les droits visés au paragraphe 1 du présent article doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toutefois, que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent article.»

89. La Cour ne saurait retenir l'argument des Etats-Unis qui repose en partie sur l'hypothèse que le paragraphe 2 de l'article 36 ne s'applique qu'aux droits de l'Etat d'envoi et non à ceux de la personne mise en détention. La Cour a déjà établi que le paragraphe 1 de l'article 36 crée des droits individuels pour les personnes détenues, en sus des droits accordés à l'Etat d'envoi, et que, par voie de conséquence, les «droits» visés au paragraphe 2 désignent non seulement les droits de l'Etat d'envoi, mais aussi ceux des personnes détenues (voir paragraphe 77 ci-dessus).

90. S'agissant de la règle de la «carence procédurale», dont l'application dans la présente affaire a constitué, selon l'Allemagne, une violation du paragraphe 2 de l'article 36, la Cour tient à souligner qu'il y a lieu d'établir une distinction entre cette règle en tant que telle et son application en l'espèce. En elle-même, cette règle ne viole pas l'article 36 de la convention de Vienne. Le problème se pose lorsque la règle de la carence procédurale ne permet pas à une personne détenue de faire recours contre sa condamnation et sa peine en prétendant, sur la base du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention, que les autorités nationales compétentes ne se seraient pas acquittées de leur obligation d'informer «sans retard» les autorités consulaires compétentes, empêchant par là même cette personne de solliciter et d'obtenir l'assistance consulaire de l'Etat d'envoi.

91. En l'espèce, l'Allemagne avait le droit, à la demande des frères LaGrand, «de pourvoir à [leur] représentation en justice» et elle a été finalement en mesure de le faire. Toutefois, à l'époque, du fait du manquement des autorités américaines à leurs obligations aux termes de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36, la règle de la carence procédurale a empêché les avocats des LaGrand de remettre en cause de façon efficace, si ce n'est sur la base du droit constitutionnel des Etats-Unis, leurs condamnations et leurs peines. En conséquence, bien que les tribunaux américains fussent habilités à examiner, au regard des normes constitutionnelles des Etats-Unis, la compétence professionnelle des avocats des frères LaGrand commis d'office en raison de l'indigence de ces derniers, et bien qu'ils eussent procédé à cet examen, la règle de la carence procédurale les empêchait d'attacher des conséquences juridiques au fait,

them and otherwise assisting in their defence as provided for by the Convention. Under these circumstances, the procedural default rule had the effect of preventing "full effect [from being] given to the purposes for which the rights accorded under this article are intended", and thus violated paragraph 2 of Article 36.

* *

92. The Court will now consider Germany's third submission, in which it asks the Court to adjudge and declare

> "that the United States, by failing to take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand was not executed pending the final decision of the International Court of Justice on the matter, violated its international legal obligation to comply with the Order on provisional measures issued by the Court on 3 March 1999, and to refrain from any action which might interfere with the subject matter of a dispute while judicial proceedings are pending".

93. In its Memorial, Germany contended that "[p]rovisional [m]easures indicated by the International Court of Justice [were] binding by virtue of the law of the United Nations Charter and the Statute of the Court". In support of its position, Germany developed a number of arguments in which it referred to the "principle of effectiveness", to the "procedural prerequisites" for the adoption of provisional measures, to the binding nature of provisional measures as a "necessary consequence of the bindingness of the final decision", to "Article 94 (1), of the United Nations Charter", to "Article 41 (1), of the Statute of the Court" and to the "practice of the Court".

Referring to the duty of the "parties to a dispute before the Court . . . to preserve its subject-matter", Germany added that:

> "[a]part from having violated its duties under Art. 94 (1) of the United Nations Charter and Art. 41 (1) of the Statute, the United States has also violated the obligation to refrain from any action which might interfere with the subject-matter of a dispute while judicial proceedings are pending".

At the hearings, Germany further stated the following:

> "A judgment by the Court on jurisdiction or merits cannot be treated on exactly the same footing as a provisional measure . . . Article 59 and Article 60 [of the Statute] do not apply to provisional measures or, to be more exact, apply to them only by implication; that is to say, to the extent that such measures, being both incidental

notamment, que la violation des droits prévus au paragraphe 1 de l'article 36 n'avait pas permis à l'Allemagne d'assurer en temps opportun aux frères LaGrand le concours d'avocats privés et de les assister, de manière générale, dans leur défense, comme le prévoit la convention. Dans ces conditions, la règle de la carence procédurale a eu pour effet d'empêcher «la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent article» et a ainsi violé les dispositions du paragraphe 2 de l'article 36.

* *

92. La Cour passera maintenant à l'examen de la troisième conclusion de l'Allemagne, par laquelle cette dernière prie la Cour de dire et juger que:

> «en ne prenant pas toutes les mesures dont ils disposaient pour que Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la Cour internationale de Justice n'aurait pas rendu sa décision définitive en l'affaire, les Etats-Unis ont violé leur obligation juridique internationale de se conformer à l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999 et de s'abstenir de tout acte pouvant interférer avec l'objet d'un différend tant que l'instance est en cours».

93. Dans son mémoire, l'Allemagne a soutenu que «[l]es mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice [avaient] force obligatoire en vertu du droit établi par la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour». A l'appui de sa thèse, l'Allemagne a développé plusieurs arguments en se référant au «principe de l'effet utile», aux «conditions de procédure pour l'adoption des mesures conservatoires», au caractère obligatoire des mesures conservatoires comme «conséquence nécessaire du caractère obligatoire de l'arrêt définitif», au «paragraphe 1 de l'article 94 de la Charte des Nations Unies», au «paragraphe 1 de l'article 41 du Statut de la Cour», ainsi qu'à la «pratique de la Cour».

Mentionnant l'obligation qu'auraient les «parties à un différend devant la Cour ... de préserver son objet», l'Allemagne a ajouté que:

> «[m]is à part le manquement aux obligations qui leur incombent en vertu du paragraphe 1 de l'article 94 de la Charte des Nations Unies et du paragraphe 1 de l'article 41 du Statut, les Etats-Unis ont également manqué à leur obligation de s'abstenir de tout acte pouvant interférer avec l'objet d'un différend tant que l'instance est en cours».

A l'audience, l'Allemagne a en outre précisé ce qui suit:

> «On ne peut pas mettre totalement sur le même pied un jugement de la Cour intervenant sur sa compétence ou sur le fond et une mesure conservatoire ... l'article 59 et l'article 60 [du Statut] ne s'appliquent pas aux mesures conservatoires ou plus exactement ... ne s'y appliquent que par implication, c'est-à-dire dans la mesure, à la

> and provisional, contribute to the exercise of a judicial function whose end-result is, by definition, the delivery of a judicial decision. There is here an inherent logic in the judicial procedure, and to disregard it would be tantamount, as far as the Parties are concerned, to deviating from the principle of good faith and from what the German pleadings call 'the principle of institutional effectiveness'. . . [P]rovisional measures . . . are indeed legal decisions, but they are decisions of procedure . . . Since their decisional nature is, however, implied by the logic of urgency and by the need to safeguard the effectiveness of the proceedings, they accordingly create genuine legal obligations on the part of those to whom they are addressed."

94. Germany claims that the United States committed a threefold violation of the Court's Order of 3 March 1999:

> "(1) Immediately after the International Court of Justice had rendered its Order on Provisional Measures, Germany appealed to the U.S. Supreme Court in order to reach a stay of the execution of Walter LaGrand, in accordance with the International Court's Order to the same effect. In the course of these proceedings — and in full knowledge of the Order of the International Court — the Office of the Solicitor General, a section of the U.S. Department of Justice — in a letter to the Supreme Court argued once again that: 'an order of the International Court of Justice indicating provisional measures is not binding and does not furnish a basis for judicial relief'.
>
> . . . .
>
> This statement of a high-ranking official of the Federal Government . . . had a direct influence on the decision of the Supreme Court.
>
> . . . .
>
> (2) In the following, the U.S. Supreme Court — an agency of the United States — refused by a majority vote to order that the execution be stayed. In doing so, it rejected the German arguments based essentially on the Order of the International Court of Justice on Provisional Measures . . .
>
> (3) Finally, the Governor of Arizona did not order a stay of the execution of Walter LaGrand although she was vested with the right to do so by the laws of the State of Arizona. Moreover, in the present case, the Arizona Executive Board of Clemency — for the first time in the history of this institution — had issued a recommendation for a temporary stay, not least in light of the international legal issues involved in the case . . ."

95. The United States argues that it "did what was called for by the Court's 3 March Order, given the extraordinary and unprecedented cir-

> fois incidente et provisoire, où elles contribuent à l'exercice d'une fonction judiciaire dont le résultat final est, par définition, le prononcé d'une décision de justice. C'est là qu'il y a une logique inhérente à la procédure judiciaire dont la méconnaissance équivaudrait pour les Parties à s'écarter de la bonne foi et de ce que les écritures allemandes appellent «*the principle of institutional effectiveness*»... [L]es mesures conservatoires ... sont bien des décisions juridiques, mais des décisions de procédure... Leur caractère décisoire étant cependant impliqué par la logique de l'urgence et la nécessité de sauvegarder l'efficacité de la procédure, elles créent par conséquent des obligations proprement juridiques à la charge de leurs destinataires.»

94. L'Allemagne prétend que les Etats-Unis ont commis une triple violation de l'ordonnance de la Cour du 3 mars 1999:

> «1) Immédiatement après que la Cour internationale de Justice a rendu son ordonnance en indication de mesures conservatoires, l'Allemagne s'est adressée à la Cour suprême des Etats-Unis afin d'obtenir un sursis à l'exécution de Walter LaGrand, conformément à l'ordonnance de la Cour internationale de Justice qui tendait à la même fin. Au cours de cette procédure, et en parfaite connaissance de l'ordonnance de la Cour, le bureau du *Solicitor General*, un service relevant du département de la justice des Etats-Unis, a avancé une nouvelle fois, dans une lettre adressée à la Cour suprême, qu'«une ordonnance en indication de mesures conservatoires émanant de la Cour internationale de Justice n'a pas force obligatoire et n'ouvre pas de recours susceptible d'être exercé en justice».
>
> Cette déclaration émanant d'un haut fonctionnaire du gouvernement fédéral ... a exercé une influence directe sur la décision de la Cour suprême.
>
> . . . .
>
> 2) Par la suite, la Cour suprême des Etats-Unis (organe institutionnel des Etats-Unis) a refusé, par un vote à la majorité, d'ordonner un sursis à l'exécution. Ce faisant, elle a rejeté les arguments de l'Allemagne qui étaient fondés essentiellement sur l'ordonnance en indication de mesures conservatoires de la Cour internationale de Justice...
>
> 3) Enfin, le gouverneur de l'Arizona n'a pas ordonné le sursis à l'exécution de Walter LaGrand bien qu'il ait été en droit de le faire en vertu de la loi de l'Etat d'Arizona. Par ailleurs, en la présente affaire, la commission des grâces de l'Arizona a, pour la première fois dans son histoire, recommandé le sursis à titre temporaire, en particulier au vu des questions de droit international soulevées en l'espèce...»

95. Les Etats-Unis soutiennent qu'ils «se sont conformés à l'ordonnance de la Cour du 3 mars compte tenu des circonstances extraordi-

cumstances in which it was forced to act". It points out in this connection that the United States Government "immediately transmitt[ed] the Order to the Governor of Arizona", that "the United States placed the Order in the hands of the one official who, at that stage, might have had legal authority to stop the execution" and that by a letter from the Legal Counsellor of the United States Embassy in The Hague dated 8 March 1999, it informed the International Court of Justice of all the measures which had been taken in implementation of the Order.

The United States further states that:

> "[t]wo central factors constrained the United States ability to act. The first was the extraordinarily short time between issuance of the Court's Order and the time set for the execution of Walter LaGrand . . .
>
> . . . .
>
> The second constraining factor was the character of the United States of America as a federal republic of divided powers."

96. The United States also alleges that the "terms of the Court's 3 March Order did not create legal obligations binding on [it]". It argues in this respect that "[t]he language used by the Court in the key portions of its Order is not the language used to create binding legal obligations" and that

> "the Court does not need here to decide the difficult and controversial legal question of whether its orders indicating provisional measures would be capable of creating international legal obligations if worded in mandatory . . . terms".

It nevertheless maintains that those orders cannot have such effects and, in support of that view, develops arguments concerning "the language and history of Article 41 (1) of the Court's Statute and Article 94 of the Charter of the United Nations", the "Court's and State practice under these provisions", and the "weight of publicists' commentary".

Concerning Germany's argument based on the "principle of effectiveness", the United States contends that

> "[i]n an arena where the concerns and sensitivities of States, and not abstract logic, have informed the drafting of the Court's constitutive documents, it is perfectly understandable that the Court might have the power to issue binding final judgments, but a more circumscribed authority with respect to provisional measures".

Referring to Germany's argument that the United States "violated the obligation to refrain from any action which might interfere with the sub-

naires et inédites dans lesquelles ils ont été contraints d'agir». Ils soulignent à cet égard que le Gouvernement des Etats-Unis a transmis «immédiatement l'ordonnance au gouverneur de l'Arizona»; que «les Etats-Unis ont remis celle-ci entre les mains du seul responsable qui, à ce stade, aurait pu encore avoir légalement le pouvoir d'empêcher l'exécution»; et que, par une lettre du 8 mars 1999 émanant du conseiller juridique de l'ambassade des Etats-Unis à La Haye, ils ont porté à la connaissance de la Cour internationale de Justice toutes les mesures qui avaient été prises en application de l'ordonnance.

Les Etats-Unis précisent en outre ce qui suit:

> «[d]eux éléments principaux réduisaient la capacité d'agir des Etats-Unis. Il y avait tout d'abord le délai extrêmement bref entre le prononcé de l'ordonnance de la Cour et l'heure fixée pour l'exécution de Walter LaGrand.
>
> Le deuxième obstacle était la nature même des Etats-Unis d'Amérique en tant que république fédérale au sein de laquelle les pouvoirs sont partagés.»

96. Les Etats-Unis avancent également que le «libellé de l'ordonnance de la Cour du 3 mars n'a pas créé d'obligations juridiques contraignantes pour [eux]». Ils font valoir à cet égard que «[l]es termes employés par la Cour dans les passages clés de son ordonnance ne sont pas de ceux qui sont utilisés pour créer des obligations juridiques contraignantes» et que

> «[p]oint n'est ... besoin en l'espèce pour la Cour de trancher la question juridique difficile et controversée de savoir si ses ordonnances en indication de mesures conservatoires sont susceptibles de donner naissance à des obligations juridiques internationales si elles sont exprimées en des termes impératifs...».

Ils n'en soutiennent pas moins que ces ordonnances ne peuvent avoir de tels effets et, à l'appui de cette thèse, développent des arguments portant sur «le libellé et la genèse du paragraphe 1 de l'article 41 du Statut de la Cour et de l'article 94 de la Charte des Nations Unies», la «pratique de la Cour et des Etats au regard de ces dispositions» ainsi que sur l'«autorité de la doctrine des publicistes».

Concernant l'argument de l'Allemagne tiré du «principe de l'effet utile», les Etats-Unis prétendent que

> «[d]ans un domaine où ce sont les préoccupations et les susceptibilités des Etats et non la logique abstraite qui ont guidé la rédaction des actes constitutifs de la Cour, il est parfaitement compréhensible que celle-ci puisse avoir le pouvoir de rendre des arrêts définitifs obligatoires, mais ait un pouvoir plus restreint en ce qui concerne l'indication de mesures conservatoires».

Se référant à l'argument de l'Allemagne selon lequel ils auraient «manqué à leur obligation de s'abstenir de tout acte pouvant interférer avec

ject matter of a dispute while judicial proceedings are pending", the United States further asserts that:

> "The implications of the rule as presented by Germany are potentially quite dramatic, however. Germany appears to contend that by merely filing a case with the Court, an Applicant can force a Respondent to refrain from continuing any action that the Applicant deems to affect the subject of the dispute. If the law were as Germany contends, the entirety of the Court's rules and practices relating to provisional measures would be surplussage. This is not the law, and this is not how States or this Court have acted in practice."

97. Lastly, the United States states that in any case, "[b]ecause of the press of time stemming from Germany's last-minute filing of the case, basic principles fundamental to the judicial process were not observed in connection with the Court's 3 March Order" and that

> "[t]hus, whatever one might conclude regarding a general rule for provisional measures, it would be anomalous — to say the least — for the Court to construe this Order as a source of binding legal obligations".

98. Neither the Permanent Court of International Justice, nor the present Court to date, has been called upon to determine the legal effects of orders made under Article 41 of the Statute. As Germany's third submission refers expressly to an international legal obligation "to comply with the Order on Provisional Measures issued by the Court on 3 March 1999", and as the United States disputes the existence of such an obligation, the Court is now called upon to rule expressly on this question.

99. The dispute which exists between the Parties with regard to this point essentially concerns the interpretation of Article 41, which is worded in identical terms in the Statute of each Court (apart from the respective references to the Council of the League of Nations and the Security Council). This interpretation has been the subject of extensive controversy in the literature. The Court will therefore now proceed to the interpretation of Article 41 of the Statute. It will do so in accordance with customary international law, reflected in Article 31 of the 1969 Vienna Convention on the Law of Treaties. According to paragraph 1 of Article 31, a treaty must be interpreted in good faith in accordance with the ordinary meaning to be given to its terms in their context and in the light of the treaty's object and purpose.

100. The French text of Article 41 reads as follows:

> "1. La Cour a le pouvoir d'*indiquer*, si elle estime que les circons-

l'objet d'un différend tant que l'instance est en cours», les Etats-Unis font en outre valoir ce qui suit :

> «Les conséquences découlant de la règle formulée par l'Allemagne peuvent être tout à fait extraordinaires. Celle-ci semble affirmer qu'un requérant pourrait, par la simple saisine de la Cour, forcer un défendeur à s'abstenir dans le futur de tout acte qui, selon le demandeur, serait susceptible d'affecter l'objet du différend. Si tel était l'état du droit, l'ensemble des règles et pratiques de la Cour relatives aux mesures conservatoires seraient surabondantes. Telle n'est pas la règle de droit et telle n'est pas davantage l'attitude que les Etats ou la Cour ont adoptée en pratique.»

97. Enfin, les Etats-Unis exposent qu'en tout état de cause «[l]e dépôt au dernier moment de la requête par l'Allemagne, qui n'a laissé aucun temps pour réagir, a fait que les principes fondamentaux du règlement judiciaire n'ont pu être respectés dans le cas de l'ordonnance rendue le 3 mars par la Cour» et que

> «[d]ès lors, quelle que soit la conclusion à laquelle on puisse parvenir au sujet d'un principe général applicable aux mesures conservatoires, il serait à tout le moins anormal pour la Cour de voir dans l'ordonnance qui nous occupe en l'espèce une source d'obligations juridiques contraignantes».

98. A ce jour, ni la Cour permanente de Justice internationale ni la présente Cour n'ont été appelées à se prononcer sur les effets juridiques des ordonnances qu'elles ont rendues en vertu de l'article 41 du Statut. Etant donné que la troisième conclusion de l'Allemagne se réfère expressément à une obligation juridique internationale «de se conformer à l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999» et que les Etats-Unis contestent l'existence d'une telle obligation, la Cour est maintenant appelée à se prononcer expressément sur cette question.

99. Le différend existant à cet égard entre les Parties concerne essentiellement l'interprétation de l'article 41, qui est libellé en termes identiques dans le Statut des deux Cours (sous réserve de la référence faite respectivement au Conseil de la Société des Nations et au Conseil de sécurité). Cette interprétation a fait l'objet d'abondantes controverses doctrinales. La Cour passera donc maintenant à l'interprétation de l'article 41 du Statut. Elle procédera à cette interprétation conformément au droit international coutumier qui a trouvé son expression dans l'article 31 de la convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités. Selon le paragraphe 1 de l'article 31, un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer à ses termes dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.

100. Le texte français de l'article 41 se lit comme suit :

> «1. La Cour a le pouvoir d'*indiquer*, si elle estime que les circons-

> tances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun *doivent* être prises à titre provisoire.
>
> 2. En attendant l'arrêt définitif, l'*indication* de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties et au Conseil de sécurité." (Emphasis added.)

In this text, the terms "indiquer" and "l'indication" may be deemed to be neutral as to the mandatory character of the measure concerned; by contrast the words "doivent être prises" have an imperative character.

For its part, the English version of Article 41 reads as follows:

> "1. The Court shall have the power to *indicate*, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which *ought* to be taken to preserve the respective rights of either party.
>
> 2. Pending the final decision, notice of the measures *suggested* shall forthwith be given to the parties and to the Security Council." (Emphasis added.)

According to the United States, the use in the English version of "indicate" instead of "order", of "ought" instead of "must" or "shall", and of "suggested" instead of "ordered", is to be understood as implying that decisions under Article 41 lack mandatory effect. It might however be argued, having regard to the fact that in 1920 the French text was the original version, that such terms as "indicate" and "ought" have a meaning equivalent to "order" and "must" or "shall".

101. Finding itself faced with two texts which are not in total harmony, the Court will first of all note that according to Article 92 of the Charter, the Statute "forms an integral part of the present Charter". Under Article 111 of the Charter, the French and English texts of the latter are "equally authentic". The same is equally true of the Statute.

In cases of divergence between the equally authentic versions of the Statute, neither it nor the Charter indicates how to proceed. In the absence of agreement between the parties in this respect, it is appropriate to refer to paragraph 4 of Article 33 of the Vienna Convention on the Law of Treaties, which in the view of the Court again reflects customary international law. This provision reads "when a comparison of the authentic texts discloses a difference of meaning which the application of Articles 31 and 32 does not remove the meaning which best reconciles the texts, having regard to the object and purpose of the treaty, shall be adopted".

The Court will therefore now consider the object and purpose of the Statute together with the context of Article 41.

102. The object and purpose of the Statute is to enable the Court to fulfil the functions provided for therein, and, in particular, the basic function of judicial settlement of international disputes by binding decisions in accordance with Article 59 of the Statute. The context in which Article 41 has to be seen within the Statute is to prevent the Court from

> tances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun *doivent* être prises à titre provisoire.
>
> 2. En attendant l'arrêt définitif, l'*indication* de ces mesures est immédiatement notifiée aux parties et au Conseil de sécurité.» (Les italiques sont de la Cour.)

Dans ce texte les termes «indiquer» et «l'indication» peuvent être considérés comme neutres au regard du caractère obligatoire des mesures en question; en revanche les mots «doivent être prises» ont un caractère impératif.

Quant à elle, la version anglaise de l'article 41 se lit comme suit:

> «1. The Court shall have the power to *indicate*, if it considers that circumstances so require, any provisional measures which *ought* to be taken to preserve the respective rights of either party.
>
> 2. Pending the final decision, notice of the measures *suggested* shall forthwith be given to the parties and to the Security Council.» (Les italiques sont de la Cour.)

Selon les Etats-Unis, l'emploi dans la version anglaise des verbes «indicate» au lieu de «order», «ought» au lieu de «must» ou «shall», et «suggested» au lieu de «ordered» impliquerait que les décisions prises au titre de l'article 41 ne revêtent pas un caractère obligatoire. On pourrait cependant faire valoir, compte tenu du fait que la version française a été en 1920 la version originelle, que des verbes tels que «indicate» et «ought» ont un sens qui est équivalent à «order» et «must» ou «shall».

101. Se trouvant en présence de deux textes qui ne sont pas en totale harmonie, la Cour notera tout d'abord que, selon l'article 92 de la Charte, le Statut «fait partie intégrante» de la Charte. En vertu de l'article 111 de la Charte, les versions française et anglaise de celle-ci font «également foi». Il en va donc de même pour le Statut.

En cas de divergence entre des versions faisant foi du Statut, ni celui-ci ni la Charte n'indiquent la manière de procéder. En l'absence d'accord entre les parties à cet égard, il convient donc de se référer aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 33 de la convention de Vienne sur le droit des traités qui, de l'avis de la Cour, reflète là encore le droit international coutumier. Aux termes de cette disposition, «lorsque la comparaison des textes authentiques fait apparaître une différence de sens que l'application des articles 31 et 32 ne permet pas d'éliminer, on adoptera le sens qui, compte tenu de l'objet et du but du traité, concilie le mieux ces textes».

La Cour passera donc maintenant à l'examen de l'objet et du but du Statut, ainsi que du contexte de l'article 41 du Statut.

102. L'objet et le but du Statut sont de permettre à la Cour de remplir les fonctions qui lui sont dévolues par cet instrument, et en particulier de s'acquitter de sa mission fondamentale, qui est le règlement judiciaire des différends internationaux au moyen de décisions obligatoires conformément à l'article 59 du Statut. L'article 41, analysé dans le contexte du Sta-

being hampered in the exercise of its functions because the respective rights of the parties to a dispute before the Court are not preserved. It follows from the object and purpose of the Statute, as well as from the terms of Article 41 when read in their context, that the power to indicate provisional measures entails that such measures should be binding, inasmuch as the power in question is based on the necessity, when the circumstances call for it, to safeguard, and to avoid prejudice to, the rights of the parties as determined by the final judgment of the Court. The contention that provisional measures indicated under Article 41 might not be binding would be contrary to the object and purpose of that Article.

103. A related reason which points to the binding character of orders made under Article 41 and to which the Court attaches importance is the existence of a principle which has already been recognized by the Permanent Court of International Justice when it spoke of

> "the principle universally accepted by international tribunals and likewise laid down in many conventions . . . to the effect that the parties to a case must abstain from any measure capable of exercising a prejudicial effect in regard to the execution of the decision to be given, and, in general, not allow any step of any kind to be taken which might aggravate or extend the dispute" (*Electricity Company of Sofia and Bulgaria, Order of 5 December 1939, P.C.I.J., Series A/B, No. 79*, p. 199).

Furthermore measures designed to avoid aggravating or extending disputes have frequently been indicated by the Court. They were indicated with the purpose of being implemented (see *Nuclear Tests (Australia v. France), Interim Protection, Order of 22 June 1973, I.C.J. Reports 1973*, p. 106; *Nuclear Tests (New Zealand v. France), Interim Protection, Order of 22 June 1973, I.C.J. Reports 1973*, p. 142; *Frontier Dispute, Provisional Measures, Order of 10 January 1986, I.C.J. Reports 1986*, p. 9, para. 18, and p. 11, para. 32, point 1 A; *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, Provisional Measures, Order of 8 April 1993, I.C.J. Reports 1993*, p. 23, para. 48, and p. 24, para. 52 B; *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide, Provisional Measures, Order of 13 September 1993, I.C.J. Reports 1993*, p. 349, para. 57, and p. 350, para. 61 (3); *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria, Provisional Measures, Order of 15 March 1996, I.C.J. Reports 1996 (I)*, pp. 22-23, para. 41, and p. 24, para. 49 (1)).

104. Given the conclusions reached by the Court above in interpreting the text of Article 41 of the Statute in the light of its object and purpose, it does not consider it necessary to resort to the preparatory work in order to determine the meaning of that Article. The Court would nevertheless point out that the preparatory work of the Statute

tut, a pour but d'éviter que la Cour soit empêchée d'exercer ses fonctions du fait de l'atteinte portée aux droits respectifs des parties à un différend soumis à la Cour. Il ressort de l'objet et du but du Statut, ainsi que des termes de l'article 41 lus dans leur contexte, que le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires emporte le caractère obligatoire desdites mesures, dans la mesure où le pouvoir en question est fondé sur la nécessité, lorsque les circonstances l'exigent, de sauvegarder les droits des parties, tels que déterminés par la Cour dans son arrêt définitif, et d'éviter qu'il y soit porté préjudice. Prétendre que des mesures conservatoires indiquées en vertu de l'article 41 ne seraient pas obligatoires serait contraire à l'objet et au but de cette disposition.

103. Un motif connexe qui va dans le sens du caractère obligatoire des ordonnances rendues au titre de l'article 41, et auquel la Cour attache de l'importance, est l'existence d'un principe que la Cour permanente de Justice internationale a déjà reconnu lorsqu'elle a évoqué le

> «principe universellement admis devant les juridictions internationales et consacré d'ailleurs dans maintes conventions ... d'après lequel les parties en cause doivent s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision à intervenir et, en général, ne laisser procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend» (*Compagnie d'électricité de Sofia et de Bulgarie, ordonnance du 5 décembre 1939, C.P.J.I. série A/B n° 79*, p. 199).

Aussi bien des mesures tendant à éviter l'aggravation ou l'extension des différends ont-elles fréquemment été indiquées par la Cour. Ces mesures étaient destinées à être exécutées (voir *Essais nucléaires (Australie c. France), mesures conservatoires, ordonnance du 22 juin 1973, C.I.J. Recueil 1973*, p. 106; *Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France), mesures conservatoires, ordonnance du 22 juin 1973, C.I.J. Recueil 1973*, p. 142; *Différend frontalier, mesures conservatoires, ordonnance du 10 janvier 1986, C.I.J. Recueil 1986*, p. 9, par. 18, et p. 11, par. 32, point 1 A; *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, mesures conservatoires, ordonnance du 8 avril 1993, C.I.J. Recueil 1993*, p. 23, par. 48, et p. 24, par. 52 B; *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, mesures conservatoires, ordonnance du 13 septembre 1993, C.I.J. Recueil 1993*, p. 349, par. 57, et p. 350, par. 61, alinéa 3; *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria, mesures conservatoires, ordonnance du 15 mars 1996, C.I.J. Recueil 1996 (I)*, p. 22-23, par. 41, et p. 24, par. 49, alinéa 1).

104. Compte tenu des conclusions auxquelles la Cour est parvenue ci-dessus en interprétant le texte de l'article 41 du Statut à la lumière de son objet et de son but, elle n'estime pas nécessaire de faire appel aux travaux préparatoires pour déterminer le sens de cet article. La Cour fera néanmoins observer que les travaux préparatoires relatifs au Statut ne

does not preclude the conclusion that orders under Article 41 have binding force.

105. The initial preliminary draft of the Statute of the Permanent Court of International Justice, as prepared by the Committee of Jurists established by the Council of the League of Nations, made no mention of provisional measures. A provision to this effect was inserted only at a later stage in the draft prepared by the Committee, following a proposal from the Brazilian jurist Raul Fernandes.

Basing himself on the Bryan Treaty of 13 October 1914 between the United States and Sweden, Raul Fernandes had submitted the following text:

> "Dans le cas où la cause du différend consiste en actes déterminés déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour pourra ordonner, dans le plus bref délai, à titre provisoire, des mesures conservatoires adéquates, en attendant le jugement définitif." (Comité consultatif de juristes, *Procès-verbaux des séances du comité*, 16 juin-24 juillet 1920 (avec annexes), La Haye, 1920, p. 609.)

In its English translation this text read as follows:

> "In case the cause of the dispute should consist of certain acts already committed or about to be committed, the Court may, provisionally and with the least possible delay, order adequate protective measures to be taken, pending the final judgment of the Court." (Advisory Committee of Jurists, *Procès-verbaux of the Proceedings of the Committee, 16 June-24 July 1920 (with Annexes)*, The Hague, 1920, p. 609.)

The Drafting Committee prepared a new version of this text, to which two main amendments were made: on the one hand, the words "la Cour pourra ordonner" ("the Court may ... order") were replaced by "la Cour a le pouvoir d'indiquer" ("the Court shall have the power to suggest"), while, on the other, a second paragraph was added providing for notice to be given to the parties and to the Council of the "measures suggested" by the Court. The draft Article 2*bis* as submitted by the Drafting Committee thus read as follows:

> "Dans le cas où la cause du différend consiste en un acte effectué ou sur le point de l'être, la Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.
>
> En attendant son arrêt, cette suggestion de la Cour est immédiatement transmise aux parties et au Conseil." (Comité consultatif de juristes, *Procès-verbaux des séances du comité*, 16 juin-24 juillet 1920 (avec annexes), La Haye, 1920, p. 567-568.)

The English version read:

> "If the dispute arises out of an act which has already taken place or which is imminent, the Court shall have the power to suggest, if it

s'opposent pas à la conclusion que les ordonnances rendues en vertu de l'article 41 ont force obligatoire.

105. La première version de l'avant-projet de Statut de la Cour permanente de Justice internationale, tel que préparé par le comité de juristes constitué par le Conseil de la Société des Nations, ne traitait pas des mesures conservatoires. Une disposition à cet égard ne fut incorporée que plus tard dans le projet élaboré par le comité, à la suite d'une proposition du juriste brésilien Raul Fernandes.

S'inspirant du traité Bryan conclu le 13 octobre 1914 entre les Etats-Unis et la Suède, Raul Fernandes avait soumis le texte suivant :

> « Dans le cas où la cause du différend consiste en actes déterminés déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour pourra ordonner, dans le plus bref délai, à titre provisoire, des mesures conservatoires adéquates, en attendant le jugement définitif. » (Comité consultatif de juristes, *Procès-verbaux des séances du comité*, 16 juin-24 juillet 1920 (avec annexes), La Haye, 1920, p. 609.)

Dans sa traduction anglaise, ce texte se lisait comme suit :

> « In case the cause of the dispute should consist of certain acts already committed or about to be committed, the Court may, provisionally and with the least possible delay, order adequate protective measures to be taken, pending the final judgment of the Court. » (Advisory Committee of Jurists, *Procès-verbaux of the Proceedings of the Committee*, 16 June-24 July 1920 (with Annexes), The Hague, 1920, p. 609.)

Le comité de rédaction établit une nouvelle version de ce texte auquel deux modifications principales furent apportées : d'une part, l'expression « la Cour pourra ordonner » (« the Court may ... order ») fut remplacée par « la Cour a le pouvoir d'indiquer » (« the Court shall have the power to suggest ») et, d'autre part, un second alinéa fut ajouté, prévoyant la transmission aux parties et au Conseil de la « suggestion de la Cour ». Le projet d'article 2*bis* du comité de rédaction était en conséquence libellé comme suit :

> « Dans le cas où la cause du différend consiste en un acte effectué ou sur le point de l'être, la Cour a le pouvoir d'indiquer, si elle estime que les circonstances l'exigent, quelles mesures conservatoires du droit de chacun doivent être prises à titre provisoire.
>
> En attendant son arrêt, cette suggestion de la Cour est immédiatement transmise aux parties et au Conseil. » (Comité consultatif de juristes, *Procès-verbaux des séances du comité*, 16 juin-24 juillet 1920 (avec annexes), La Haye, 1920, p. 567-568.)

Sa version anglaise se lisait ainsi :

> « If the dispute arises out of an act which has already taken place or which is imminent, the Court shall have the power to suggest, if it

> considers that circumstances so require, the provisional measures that should be taken to preserve the respective rights of either party.
>
> Pending the final decision, notice of the measures suggested shall forthwith be given to the parties and the Council." (Advisory Committee of Jurists, *Procès-verbaux of the Proceedings of the Committee*, 16 June-24 July 1920 (with Annexes), The Hague, 1920, pp. 567-568.)

The Committee of Jurists eventually adopted a draft Article 39, which amended the former Article 2*bis* only in its French version: in the second paragraph, the words "cette suggestion" were replaced in French by the words "l'indication".

106. When the draft Article 39 was examined by the Sub-Committee of the Third Committee of the first Assembly of the League of Nations, a number of amendments were considered. Raul Fernandes suggested again to use the word "ordonner" in the French version. The Sub-Committee decided to stay with the word "indiquer", the Chairman of the Sub-Committee observing that the Court lacked the means to execute its decisions. The language of the first paragraph of the English version was then made to conform to the French text: thus the word "suggest" was replaced by "indicate", and "should" by "ought to". However, in the second paragraph of the English version, the phrase "measures suggested" remained unchanged.

The provision thus amended in French and in English by the Sub-Committee was adopted as Article 41 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. It passed as such into the Statute of the present Court without any discussion in 1945.

107. The preparatory work of Article 41 shows that the preference given in the French text to "indiquer" over "ordonner" was motivated by the consideration that the Court did not have the means to assure the execution of its decisions. However, the lack of means of execution and the lack of binding force are two different matters. Hence, the fact that the Court does not itself have the means to ensure the execution of orders made pursuant to Article 41 is not an argument against the binding nature of such orders.

108. The Court finally needs to consider whether Article 94 of the United Nations Charter precludes attributing binding effect to orders indicating provisional measures. That Article reads as follows:

> "1. Each Member of the United Nations undertakes to comply with the decision of the International Court of Justice in any case to which it is a party.
>
> 2. If any party to a case fails to perform the obligations incumbent upon it under a judgment rendered by the Court, the other party may have recourse to the Security Council, which may, if it

> considers that circumstances so require, the provisional measures that should be taken to preserve the respective rights of either party.
>
> Pending the final decision, notice of the measures suggested shall forthwith be given to the parties and the Council.» (Advisory Committee of Jurists, *Procès-verbaux of the Proceedings of the Committee*, 16 June-24 July 1920 (with Annexes), The Hague, 1920, pp. 567-568.)

Le comité de juristes adopta finalement un projet d'article 39, qui ne modifiait l'ancien projet d'article 2*bis* que dans sa version française: au second alinéa, les termes «cette suggestion» furent remplacés par les mots «l'indication».

106. Lorsque la Sous-Commission de la Troisième Commission de la première Assemblée de la Société des Nations examina le projet d'article 39, plusieurs amendements furent considérés. Raul Fernandes suggéra à nouveau d'employer le verbe «ordonner» dans la version française. La Sous-Commission décida de maintenir le verbe «indiquer», le président de la Sous-Commission relevant que la Cour n'avait pas les moyens d'assurer l'exécution de ses décisions. La terminologie utilisée au premier alinéa de la version anglaise fut alignée sur le texte français: ainsi le mot «suggest» fut remplacé par le terme «indicate» et «should» par «ought to». Toutefois, dans le second alinéa de la version anglaise, l'expression «measures suggested» ne fut pas modifiée.

La disposition ainsi amendée en français et en anglais par la Sous-Commission fut adoptée comme article 41 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. Elle passa comme telle dans le Statut de la présente Cour sans faire l'objet d'aucune discussion en 1945.

107. Les travaux préparatoires de l'article 41 font ainsi apparaître que la préférence donnée dans le texte français au verbe «indiquer» au lieu d'«ordonner» a été motivée par la considération que la Cour n'avait pas les moyens d'assurer l'exécution de ses décisions. Mais l'absence de voies d'exécution et le défaut de caractère obligatoire d'une disposition sont deux questions différentes. Dès lors, le fait que la Cour ne dispose pas de moyens pour assurer elle-même l'exécution des ordonnances prises en vertu de l'article 41 ne constitue pas un argument contre le caractère obligatoire de ces ordonnances.

108. La Cour doit enfin examiner si l'article 94 de la Charte des Nations Unies s'oppose à ce qu'effet obligatoire soit reconnu aux ordonnances indiquant des mesures conservatoires. Cet article se lit comme suit:

> «1. Chaque Membre des Nations Unies s'engage à se conformer à la décision de la Cour internationale de Justice dans tout litige auquel il est partie.
>
> 2. Si une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt rendu par la Cour, l'autre partie peut recourir au Conseil de sécurité et celui-ci, s'il le juge nécessaire, peut

> deems necessary, make recommendations or decide upon measures to be taken to give effect to the judgment."

The question arises as to the meaning to be attributed to the words "the decision of the International Court of Justice" in paragraph 1 of this Article. This wording could be understood as referring not merely to the Court's judgments but to any decision rendered by it, thus including orders indicating provisional measures. It could also be interpreted to mean only judgments rendered by the Court as provided in paragraph 2 of Article 94. In this regard, the fact that in Articles 56 to 60 of the Court's Statute both the word "decision" and the word "judgment" are used does little to clarify the matter.

Under the first interpretation of paragraph 1 of Article 94, the text of the paragraph would confirm the binding nature of provisional measures; whereas the second interpretation would in no way preclude their being accorded binding force under Article 41 of the Statute. The Court accordingly concludes that Article 94 of the Charter does not prevent orders made under Article 41 from having a binding character.

109. In short, it is clear that none of the sources of interpretation referred to in the relevant Articles of the Vienna Convention on the Law of Treaties, including the preparatory work, contradict the conclusions drawn from the terms of Article 41 read in their context and in the light of the object and purpose of the Statute. Thus, the Court has reached the conclusion that orders on provisional measures under Article 41 have binding effect.

*

110. The Court will now consider the Order of 3 March 1999. This Order was not a mere exhortation. It had been adopted pursuant to Article 41 of the Statute. This Order was consequently binding in character and created a legal obligation for the United States.

*

111. As regards the question whether the United States has complied with the obligation incumbent upon it as a result of the Order of 3 March 1999, the Court observes that the Order indicated two provisional measures, the first of which states that

> "[t]he United States of America should take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand is not executed pending the final decision in these proceedings, and should inform the Court of all the measures which it has taken in implementation of this Order".

The second measure required the Government of the United States to

> faire des recommandations ou décider des mesures à prendre pour faire exécuter l'arrêt. »

La question se pose de savoir quel sens doit être attribué aux mots «la décision de la Cour internationale de Justice» au paragraphe 1 de cet article. Ce libellé pourrait s'entendre comme visant non seulement les arrêts de la Cour, mais toute décision rendue par elle, et s'appliquant ainsi aux ordonnances en indication de mesures conservatoires. Ces mots pourraient aussi être interprétés comme désignant seulement les arrêts rendus par la Cour tels que visés au paragraphe 2 de l'article 94. A cet égard, l'utilisation faite aux articles 56 à 60 du Statut de la Cour des mots «décision» et «arrêt» n'ajoute guère de clarté au débat.

Dans la première interprétation du paragraphe 1 de l'article 94, celui-ci confirmerait le caractère obligatoire des mesures conservatoires; dans la seconde, il ne s'opposerait nullement à ce que ce caractère obligatoire leur soit reconnu au titre de l'article 41 du Statut. La Cour en conclut que l'article 94 de la Charte ne fait en tout état de cause pas obstacle au caractère obligatoire des ordonnances rendues au titre de l'article 41.

109. En définitive, aucune des sources d'interprétation mentionnées dans les articles pertinents de la convention de Vienne sur le droit des traités, y compris les travaux préparatoires, ne contredit les conclusions tirées des termes de l'article 41 lus dans son contexte à la lumière de l'objet et du but du Statut. Ainsi, la Cour parvient à la conclusion que les ordonnances indiquant des mesures conservatoires au titre de l'article 41 ont un caractère obligatoire.

*

110. La Cour passera maintenant à l'examen de l'ordonnance du 3 mars 1999. Celle-ci ne constituait pas une simple exhortation. Elle avait été adoptée en vertu de l'article 41 du Statut. Ladite ordonnance avait par suite un caractère obligatoire et mettait une obligation juridique à la charge des Etats-Unis.

*

111. S'agissant de la question de savoir si les Etats-Unis se sont acquittés de l'obligation découlant pour eux de l'ordonnance du 3 mars 1999, la Cour observe qu'elle a indiqué, dans cette ordonnance, deux mesures conservatoires, dont la première énonce ce qui suit:

> «[l]es Etats-Unis d'Amérique doivent prendre toutes les mesures dont ils disposent pour que M. Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la décision définitive en la présente instance n'aura pas été rendue, et doivent porter à la connaissance de la Cour toutes les mesures qui auront été prises en application de la présente ordonnance».

Par la seconde mesure indiquée, la Cour demandait aux Etats-Unis de

"transmit this Order to the Governor of the State of Arizona". The information required on the measures taken in implementation of this Order was given to the Court by a letter of 8 March 1999 from the Legal Counsellor of the United States Embassy at The Hague. According to this letter, on 3 March 1999 the State Department had transmitted to the Governor of Arizona a copy of the Court's Order. "In view of the extremely late hour of the receipt of the Court's Order", the letter of 8 March went on to say, "no further steps were feasible".

The United States authorities have thus limited themselves to the mere transmission of the text of the Order to the Governor of Arizona. This certainly met the requirement of the second of the two measures indicated. As to the first measure, the Court notes that it did not create an obligation of result, but that the United States was asked to "take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand is not executed pending the final decision in these proceedings". The Court agrees that due to the extremely late presentation of the request for provisional measures, there was certainly very little time for the United States authorities to act.

112. The Court observes, nevertheless, that the mere transmission of its Order to the Governor of Arizona without any comment, particularly without even so much as a plea for a temporary stay and an explanation that there is no general agreement on the position of the United States that orders of the International Court of Justice on provisional measures are non-binding, was certainly less than could have been done even in the short time available. The same is true of the United States Solicitor General's categorical statement in his brief letter to the United States Supreme Court that "an order of the International Court of Justice indicating provisional measures is not binding and does not furnish a basis for judicial relief" (see paragraph 33 above). This statement went substantially further than the amicus brief referred to in a mere footnote in his letter, which was filed on behalf of the United States in earlier proceedings before the United States Supreme Court in the case of Angel Francisco Breard (see *Breard* v. *Greene*, United States Supreme Court, 14 April 1998, *International Legal Materials*, Vol. 37 (1998), p. 824; Memorial of Germany, Ann. 34). In that amicus brief, the same Solicitor General had declared less than a year earlier that "there is substantial disagreement among jurists as to whether an ICJ order indicating provisional measures is binding . . . The better reasoned position is that such an order is not binding."

113. It is also noteworthy that the Governor of Arizona, to whom the

«transmettre la présente ordonnance au gouverneur de l'Etat de l'Arizona». Les renseignements demandés quant aux mesures prises en application de l'ordonnance ont été fournis à la Cour par une lettre du 8 mars 1999 du conseiller juridique de l'ambassade des Etats-Unis aux Pays-Bas. Aux termes de cette lettre, le département d'Etat a transmis, le 3 mars 1999, copie de l'ordonnance de la Cour au gouverneur de l'Arizona. «Vu l'heure extrêmement tardive à laquelle l'ordonnance de la Cour a été reçue», est-il expliqué dans la lettre du 8 mars, «aucune autre démarche n'a pu être entreprise».

Les autorités des Etats-Unis se sont ainsi limitées à transmettre le texte de l'ordonnance au gouverneur de l'Arizona. C'était là certainement satisfaire aux conditions posées dans la seconde des deux mesures indiquées. Quant à la première mesure, la Cour relève qu'elle ne créait pas une obligation de résultat, mais qu'il était demandé aux Etats-Unis de «prendre toutes les mesures dont ils disposent pour que M. Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la décision définitive en la présente instance n'aura[it] pas été rendue». La Cour reconnaît que, en raison de la présentation extrêmement tardive de la demande en indication de mesures conservatoires, il est certain que les autorités des Etats-Unis ont disposé de très peu de temps pour agir.

112. La Cour relève néanmoins que la simple transmission de son ordonnance au gouverneur de l'Arizona, sans l'accompagner d'aucun commentaire, sans même demander en particulier de surseoir temporairement à l'exécution et sans expliquer qu'il n'existait pas de consensus sur la position des Etats-Unis selon laquelle les ordonnances de la Cour internationale de Justice indiquant des mesures conservatoires n'ont pas force obligatoire, était assurément très en deçà de ce que l'on aurait pu attendre des autorités des Etats-Unis, dans les délais — si brefs eussent-ils été — dont elles disposaient. Il en va de même de la déclaration catégorique faite par le *Solicitor General*, dans la brève lettre qu'il a adressée à la Cour suprême des Etats-Unis, selon laquelle «une ordonnance de la Cour internationale de Justice en indication de mesures conservatoires ne revêt pas un caractère obligatoire et ne peut fonder un recours susceptible d'être exercé en justice» (voir paragraphe 33 ci-dessus). Cette déclaration allait considérablement plus loin que celle figurant dans le mémoire soumis par les Etats-Unis à titre d'*amicus curiae* dans le cadre d'un recours antérieur devant la Cour suprême des Etats-Unis en l'affaire relative à Angel Francisco Breard (voir *Breard v. Greene*, Cour suprême des Etats-Unis, 14 avril 1998, *International Legal Materials*, vol. 37, 1998, p. 824; mémoire de l'Allemagne, annexe 34), auquel elle se borne à faire référence dans une simple note au bas de sa lettre. Dans ce mémoire, le même *Solicitor General* avait en effet déclaré moins d'un an auparavant que «quant à l'effet obligatoire qu'aurait une ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour internationale de Justice, les juristes sont profondément divisés sur cette question... La thèse la meilleure est qu'une telle ordonnance n'a pas un caractère obligatoire.»

113. Il y a par ailleurs lieu de relever que le gouverneur de l'Arizona

Court's Order had been transmitted, decided not to give effect to it, even though the Arizona Clemency Board had recommended a stay of execution for Walter LaGrand.

114. Finally, the United States Supreme Court rejected a separate application by Germany for a stay of execution, "[g]iven the tardiness of the pleas and the jurisdictional barriers they implicate". Yet it would have been open to the Supreme Court, as one of its members urged, to grant a preliminary stay, which would have given it "time to consider, after briefing from all interested parties, the jurisdictional and international legal issues involved . . ." (*Federal Republic of Germany et al. v. United States et al.*, United States Supreme Court, 3 March 1999).

115. The review of the above steps taken by the authorities of the United States with regard to the Order of the International Court of Justice of 3 March 1999 indicates that the various competent United States authorities failed to take all the steps they could have taken to give effect to the Court's Order. The Order did not require the United States to exercise powers it did not have; but it did impose the obligation to "take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand is not executed pending the final decision in these proceedings . . .". The Court finds that the United States did not discharge this obligation.

Under these circumstances the Court concludes that the United States has not complied with the Order of 3 March 1999.

116. The Court observes finally that in the third submission Germany requests the Court to adjudge and declare only that the United States violated its international legal obligation to comply with the Order of 3 March 1999; it contains no other request regarding that violation. Moreover, the Court points out that the United States was under great time pressure in this case, due to the circumstances in which Germany had instituted the proceedings. The Court notes moreover that at the time when the United States authorities took their decision the question of the binding character of orders indicating provisional measures had been extensively discussed in the literature, but had not been settled by its jurisprudence. The Court would have taken these factors into consideration had Germany's submission included a claim for indemnification.

* *

117. Finally, the Court will consider Germany's fourth submission, in which it asks the Court to adjudge and declare

> "that the United States shall provide Germany an assurance that it will not repeat its unlawful acts and that, in any future cases of detention of or criminal proceedings against German nationals, the United States will ensure in law and practice the effective exercise of

auquel l'ordonnance de la Cour avait été transmise a décidé de ne pas donner suite à cette ordonnance, alors que la commission des grâces de l'Arizona lui avait recommandé de surseoir à l'exécution de Walter LaGrand.

114. Enfin, la Cour suprême des Etats-Unis a rejeté la demande de l'Allemagne tendant également au sursis à l'exécution, «[e]u égard à la tardiveté de la procédure engagée et aux obstacles d'ordre juridictionnel que cela soulève». Elle eût cependant pu, comme l'un de ses membres le lui avait demandé, ordonner un sursis temporaire qui lui aurait donné «le temps d'étudier, après avoir entendu toutes les parties concernées, les questions juridictionnelles et les questions de droit international en jeu...» (*République fédérale d'Allemagne et autres c. Etats-Unis et autre*, Cour suprême des Etats-Unis, 3 mars 1999).

115. L'examen des mesures prises par les autorités des Etats-Unis et rappelées ci-dessus révèle que les diverses autorités compétentes des Etats-Unis n'ont pas pris toutes les mesures qu'elles auraient pu prendre pour donner effet à l'ordonnance que la Cour internationale de Justice a rendue le 3 mars 1999. Celle-ci n'exigeait pas des Etats-Unis qu'ils exercent des pouvoirs qu'ils n'avaient pas; mais elle leur imposait effectivement l'obligation de «prendre toutes les mesures dont ils disposent pour que M. Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la décision définitive en la présente instance [n'aurait] pas été rendue...». La Cour estime que les Etats-Unis ne se sont pas acquittés de cette obligation.

Dans ces conditions, la Cour conclut que les Etats-Unis n'ont pas respecté l'ordonnance du 3 mars 1999.

116. La Cour relève finalement que dans sa troisième conclusion l'Allemagne demande seulement à la Cour de dire et juger que les Etats-Unis ont violé leur obligation juridique internationale de se conformer à l'ordonnance du 3 mars 1999; ladite conclusion ne contient pas d'autre demande au sujet de cette violation. De plus, la Cour souligne que les Etats-Unis étaient confrontés en l'espèce à de fortes contraintes de temps, résultant des conditions dans lesquelles l'Allemagne avait introduit l'instance. Elle relève également qu'à l'époque où les autorités des Etats-Unis ont pris leur décision la question du caractère obligatoire des ordonnances en indication de mesures conservatoires avait été abondamment discutée dans la doctrine, mais n'avait pas été tranchée par la jurisprudence. La Cour aurait pris ces facteurs en considération si la conclusion de l'Allemagne avait comporté une demande à fin d'indemnité.

* *

117. La Cour examinera enfin la quatrième conclusion de l'Allemagne, par laquelle cette dernière demande à la Cour de dire et juger que:

> «les Etats-Unis devront donner à l'Allemagne l'assurance qu'ils ne répéteront pas de tels actes illicites et que, dans tous les cas futurs de détention de ressortissants allemands ou d'actions pénales à l'encontre de tels ressortissants, les Etats-Unis veilleront à assurer en droit

> the rights under Article 36 of the Vienna Convention on Consular Relations. In particular in cases involving the death penalty, this requires the United States to provide effective review of and remedies for criminal convictions impaired by a violation of the rights under Article 36."

118. Germany states that

> "[c]oncerning the requested assurances and guarantees of non-repetition of the United States, they are appropriate because of the existence of a real risk of repetition and the seriousness of the injury suffered by Germany. Further, the choice of means by which full conformity of the future conduct of the United States with Article 36 of the Vienna Convention is to be ensured may be left to the United States."

Germany explains that

> "the effective exercise of the right to consular notification embodied in [Article 36,] paragraph 2, requires that, where it cannot be excluded that the judgment was impaired by the violation of the right to consular notification, appellate proceedings allow for a reversal of the judgment and for either a retrial or a re-sentencing".

Finally, Germany points out that its fourth submission has been so worded "as to . . . leave the choice of means by which to implement the remedy [it seeks] to the United States".

119. In reply, the United States argues as follows:

> "Germany's fourth submission is clearly of a wholly different nature than its first three submissions. Each of the first three submissions seeks a judgment and declaration by the Court that a violation of a stated international legal obligation has occurred. Such judgments are at the core of the Court's function, as an aspect of reparation.
>
> In contrast, however, to the character of the relief sought in the first three submissions, the requirement of assurances of non-repetition sought in the fourth submission has no precedent in the jurisprudence of this Court and would exceed the Court's jurisdiction and authority in this case. It is exceptional even as a non-legal undertaking in State practice, and it would be entirely inappropriate for the Court to require such assurances with respect to the duty to inform undertaken in the Consular Convention in the circumstances of this case."

et en pratique l'exercice effectif des droits visés à l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires. En particulier dans les cas où un accusé est passible de la peine de mort, cela entraîne pour les Etats-Unis l'obligation de prévoir le réexamen effectif des condamnations pénales entachées d'une violation des droits énoncés à l'article 36 de la convention, ainsi que les moyens pour y porter remède.»

118. L'Allemagne expose que:

> «[s]'agissant des assurances et garanties de non-répétition à fournir par les Etats-Unis, cette mesure est appropriée en raison de l'existence d'un véritable risque de répétition et de la gravité du préjudice subi par l'Allemagne. En outre, les Etats-Unis peuvent se voir accorder le soin de choisir les moyens permettant d'assurer la pleine conformité de leur comportement futur à l'égard de l'article 36 de la convention de Vienne.»

Elle précise que:

> «l'exercice effectif du droit à la notification consulaire énoncée au paragraphe 2 [de l'article 36] exige que, dans les cas où il n'est pas exclu que le jugement prononcé soit vicié par la violation du droit à la notification consulaire, des procédures de recours permettent de revenir sur la décision et soit de revoir le verdict de culpabilité, soit de prononcer une autre peine».

Enfin, l'Allemagne souligne que sa quatrième conclusion a été libellée «de façon à laisser aux Etats-Unis le choix des moyens propres à mettre en œuvre les mesures [qui leur sont demandées]».

119. En réponse, les Etats-Unis exposent ce qui suit:

> «La quatrième conclusion de l'Allemagne est à l'évidence d'une nature complètement différente de celle des trois premières. Dans chacune des trois premières conclusions, l'Allemagne demande à la Cour un prononcé déclarant qu'il y a eu violation d'une obligation juridique internationale déterminée. Pareils prononcés sont au cœur même de la fonction de la Cour, représentant un aspect de la réparation.
>
> Contrairement, toutefois, à la forme de réparation demandée dans les trois premières conclusions, la demande d'assurances de non-répétition formulée dans la quatrième est sans précédent dans la jurisprudence de la Cour et outrepasserait sa compétence et son pouvoir en la présente affaire. Il est exceptionnel dans la pratique des Etats, même à titre d'engagement non juridique, et il serait parfaitement incongru pour la Cour d'exiger de telles assurances à propos de l'obligation d'informer énoncée dans la convention sur les relations consulaires, vu les autres circonstances de l'affaire.»

It points out that "US authorities are working energetically to strengthen the regime of consular notification at the state and local level throughout the United States, in order to reduce the chances of cases such as this recurring" and adds that:

> "the German request for an assurance as to the duty to inform foreign nationals without delay of their right to consular notification . . . seeks to have the Court require the United States to assure that it will never again fail to inform a German foreign national of his or her right to consular notification",

and that "the Court is aware that the United States is not in a position to provide such an assurance". The United States further contends that it "has already provided appropriate assurances to Germany on this point".

Finally, the United States recalls that:

> "[w]ith respect to the alleged breach of Article 36, paragraph 2, . . . Germany seeks an assurance that, 'in any future cases of detention of or criminal proceedings against German nationals, the United States will ensure in law and practice the effective exercise of the rights under Article 36' ".

According to the United States,

> "[such an assurance] is again absolute in character . . . [and] seeks to create obligations on the United States that exceed those that are contained in the Vienna Convention. For example, the requirement of consular notification under Article 36, paragraph 1 *(b)*, of the Convention applies when a foreign national is arrested, committed to prison or to custody pending trial or detained in any other manner. It does not apply, as the submission would have it, to any future criminal proceedings. That is a new obligation, and it does not arise out of the Vienna Convention."

The United States further observes that:

> "[e]ven if this Court were to agree that, as a result of the application of procedural default with respect to the claims of the LaGrands, the United States committed a second internationally wrongful act, it should limit that judgment to the application of that law in the particular case of the LaGrands. It should resist the invitation to require an absolute assurance as to the application of US domestic law in all such future cases. The imposition of such an additional obligation on the United States would . . . be unprecedented in international jurisprudence and would exceed the Court's authority and jurisdiction."

120. The Court observes that in its fourth submission Germany seeks

Ils font valoir que «les autorités américaines s'emploient résolument à renforcer l'application des règles en matière de notification consulaire au niveau des Etats et au niveau local sur tout [leur] territoire ... afin de réduire les risques de voir se reproduire une situation comme celle» advenue en l'espèce et ajoutent que:

> «la demande d'assurance présentée par l'Allemagne en ce qui concerne l'obligation d'informer sans retard les ressortissants étrangers de leur droit à notification consulaire ... tend à ce que la Cour ordonne aux Etats-Unis d'assurer qu'ils ne manqueront plus jamais d'informer un ressortissant étranger allemand de son droit à la notification consulaire»,

et que: «la Cour sait bien qu'[ils] ne sont pas en mesure d'offrir une telle assurance». Ils soutiennent par ailleurs avoir «déjà fourni des assurances appropriées à l'Allemagne sur ce point».

Enfin, les Etats-Unis rappellent que:

> «[e]n ce qui concerne la violation alléguée du paragraphe 2 de l'article 36 ..., [l']Allemagne cherche à obtenir l'assurance que, «dans tous les cas futurs de détention de ressortissants allemands ou d'actions pénales à l'encontre de tels ressortissants, les Etats-Unis veilleront à assurer en droit et en pratique l'exercice effectif des droits visés à l'article 36».

Selon eux,

> «[une telle mesure] est là encore d'un caractère absolu ... [et] tend à créer pour [eux] des obligations excédant celles qui sont prévues dans la convention de Vienne. Ainsi, la notification consulaire exigée par l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention s'applique aux cas où un ressortissant étranger est arrêté, incarcéré ou mis en état de détention préventive ou autre. Elle ne s'applique pas, comme le voudrait la conclusion de l'Allemagne, à toute future action pénale. C'est là une nouvelle obligation, qui ne découle pas de la convention de Vienne.»

Les Etats-Unis font de surcroît observer que:

> «[q]uand bien même la Cour estimerait qu'en opposant la règle de la carence procédurale aux recours des LaGrand les Etats-Unis ont commis un deuxième acte internationalement illicite, elle devrait limiter ce prononcé à l'application qui a été faite de cette règle dans le cas particulier des LaGrand. Elle doit résister à l'invitation qui lui est faite de prescrire une assurance absolue couvrant l'application future par les Etats-Unis de leur droit interne dans toutes les affaires de ce genre. Imposer une telle obligation additionnelle aux Etats-Unis serait ... sans précédent dans la jurisprudence internationale et outrepasserait le pouvoir et la compétence de la Cour.»

120. La Cour relève que, dans sa quatrième conclusion, l'Allemagne

several assurances. First it seeks a straightforward assurance that the United States will not repeat its unlawful acts. This request does not specify the means by which non-repetition is to be assured.

Additionally, Germany seeks from the United States that

> "in any future cases of detention of or criminal proceedings against German nationals, the United States will ensure in law and practice the effective exercise of the rights under Article 36 of the Vienna Convention on Consular Relations".

This request goes further, for, by referring to the law of the United States, it appears to require specific measures as a means of preventing recurrence.

Germany finally requests that

> "[i]n particular in cases involving the death penalty, this requires the United States to provide effective review of and remedies for criminal convictions impaired by a violation of the rights under Article 36".

This request goes even further, since it is directed entirely towards securing specific measures in cases involving the death penalty.

121. Turning first to the general demand for an assurance of non-repetition, the Court observes that it has been informed by the United States of the "substantial measures [which it is taking] aimed at preventing any recurrence" of the breach of Article 36, paragraph 1 *(b)*. Throughout these proceedings, oral as well as written, the United States has insisted that it "keenly appreciates the importance of the Vienna Convention's consular notification obligation for foreign citizens in the United States as well as for United States citizens travelling and living abroad"; that "effective compliance with the consular notification requirements of Article 36 of the Vienna Convention requires constant effort and attention"; and that

> "the Department of State is working intensively to improve understanding of and compliance with consular notification and access requirements throughout the United States, so as to guard against future violations of these requirements".

The United States points out that

> "[t]his effort has included the January 1998 publication of a booklet entitled 'Consular Notification and Access: Instructions for Federal, State and Local Law Enforcement and Other Officials Regarding

veut obtenir plusieurs assurances. En premier lieu, elle veut obtenir des Etats-Unis une assurance pure et simple qu'ils ne répéteront pas leurs actes illicites. Cette demande ne précise pas les moyens à mettre en œuvre pour assurer la non-répétition de tels actes.

En outre, l'Allemagne cherche à obtenir des Etats-Unis que

> «pour toutes les affaires futures impliquant la détention de ressortissants allemands ou des actions pénales à leur encontre, le droit et la pratique internes des Etats-Unis ne feront pas obstacle à l'exercice effectif des droits prévus à l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires».

Cette demande va plus loin, dans la mesure où, en se référant au droit des Etats-Unis, elle paraît appeler l'adoption de mesures spécifiques visant à empêcher que de tels actes illicites se reproduisent.

L'Allemagne demande enfin que

> «dans les cas où un accusé est passible de la peine de mort, cela entraîne pour les Etats-Unis l'obligation de prévoir le réexamen effectif des condamnations pénales entachées d'une violation des droits énoncés à l'article 36 de la convention, ainsi que les moyens pour y porter remède».

Cette demande va encore plus loin, car elle tend exclusivement à ce que des mesures spécifiques soient prises dans les cas où un accusé est passible de la peine de mort.

121. Concernant tout d'abord la demande, de caractère général, visant l'obtention d'une assurance de non-répétition, la Cour relève que les Etats-Unis l'ont informée des «mesures importantes [qu'ils prennent] visant à empêcher que [cette violation de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36] se reproduise». Tout au long de la procédure, tant orale qu'écrite, dans cette affaire, les Etats-Unis ont insisté sur le fait qu'ils étaient «profondément conscients de l'importance de l'obligation de notification consulaire prévue par la convention de Vienne pour les citoyens étrangers se trouvant aux Etats-Unis ainsi que pour les citoyens américains voyageant et demeurant à l'étranger», «qu'il faut, pour assurer le plein et entier respect des conditions qu'impose l'article 36 de la convention de Vienne en matière de notification consulaire, déployer des efforts constants et faire preuve d'une vigilance continuelle» et que

> «le département d'Etat ne ménage aucun effort pour mieux faire connaître et mieux faire respecter sur tout le territoire des Etats-Unis les prescriptions applicables en matière de notification consulaire et de communication entre consulats et ressortissants étrangers afin de prévenir toute nouvelle violation de celles-ci».

Les Etats-Unis soulignent que

> «parmi ces efforts, on relève notamment la publication en janvier 1998 d'une brochure intitulée «Communications entre les consulats et les ressortissants étrangers et informations à fournir aux uns

> Foreign Nationals in the United States and the Rights of Consular Officials to Assist Them', and development of a small reference card designed to be carried by individual arresting officers".

According to the United States, it is estimated that until now over 60,000 copies of the brochure as well as over 400,000 copies of the pocket card have been distributed to federal, state and local law enforcement and judicial officials throughout the United States. The United States is also conducting training programmes reaching out to all levels of government. In the Department of State a permanent office to focus on United States and foreign compliance with consular notification and access requirements has been created.

122. Germany has stated that it "does not consider the so-called 'assurances' offered by the Respondent as adequate". It says

> "[v]iolations of Article 36 followed by death sentences and executions cannot be remedied by apologies or the distribution of leaflets. An effective remedy requires certain changes in US law and practice".

In order to illustrate its point, Germany has presented to the Court a "[l]ist of German nationals detained after January 1, 1998, who claim not to have been informed of their consular rights". The United States has criticized this list as misleading and inaccurate.

123. The Court notes that the United States has acknowledged that, in the case of the LaGrand brothers, it did not comply with its obligations to give consular notification. The United States has presented an apology to Germany for this breach. The Court considers however that an apology is not sufficient in this case, as it would not be in other cases where foreign nationals have not been advised without delay of their rights under Article 36, paragraph 1, of the Vienna Convention and have been subjected to prolonged detention or sentenced to severe penalties.

In this respect, the Court has taken note of the fact that the United States repeated in all phases of these proceedings that it is carrying out a vast and detailed programme in order to ensure compliance by its competent authorities at the federal as well as at the state and local levels with its obligation under Article 36 of the Vienna Convention.

124. The United States has provided the Court with information, which it considers important, on its programme. If a State, in proceedings before this Court, repeatedly refers to substantial activities which it

> et aux autres: directives à l'intention des fonctionnaires fédéraux, fonctionnaires des Etats, fonctionnaires locaux et autres fonctionnaires chargés de l'application des lois concernant les ressortissants étrangers aux Etats-Unis et le droit des fonctionnaires consulaires de leur prêter assistance» et la mise au point d'une petite carte dont seront porteurs les agents autorisés à procéder à des arrestations».

D'après les Etats-Unis, on estime à l'heure actuelle à soixante mille exemplaires le nombre de brochures diffusées et à plus de quatre cent mille le nombre de petites cartes remises aux agents de la force publique et aux autorités judiciaires au niveau fédéral, au niveau des Etats et au niveau local dans l'ensemble du pays. Les Etats-Unis ont lancé en outre des programmes de formation s'adressant aux fonctionnaires à tous les échelons de l'administration. Un bureau permanent chargé de veiller au respect par les Etats-Unis et les pays étrangers de leurs obligations en matière de notification et de communication consulaires a été créé au sein du département d'Etat.

122. L'Allemagne a déclaré qu'elle ne considérait pas «les prétendues «assurances» proposées par le défendeur comme adéquates». Elle ajoute que

> «lorsque des violations de l'article 36 sont suivies par des condamnations à mort et des exécutions, il n'est pas possible, pour toute mesure de réparation, de formuler des excuses ou de distribuer des brochures. Pour que la mesure soit efficace, il faut apporter certains changements au droit et à la pratique des Etats-Unis.»

Pour illustrer son propos, l'Allemagne a présenté à la Cour «une liste de ressortissants allemands mis en détention aux Etats-Unis après le 1er janvier 1998 qui affirment ne pas avoir été informés de leurs droits consulaires». Les Etats-Unis ont critiqué cette liste comme fournissant des informations trompeuses et inexactes.

123. La Cour relève que les Etats-Unis ont reconnu, dans le cas des frères LaGrand, qu'ils avaient manqué à leurs obligations en matière de notification consulaire. Les Etats-Unis ont présenté des excuses à l'Allemagne pour ce manquement. La Cour considère cependant que des excuses ne suffisent pas en l'espèce, comme d'ailleurs chaque fois que des étrangers n'ont pas été avisés sans retard de leurs droits en vertu du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne et qu'ils ont fait l'objet d'une détention prolongée ou été condamnés à des peines sévères.

A cet égard, la Cour a pris note du fait que, à tous les stades de la procédure, les Etats-Unis ont rappelé qu'ils mettaient en œuvre un programme vaste et détaillé pour assurer le respect par les autorités compétentes, tant au niveau fédéral qu'au niveau des Etats et au niveau local, de leurs obligations résultant de l'article 36 de la convention de Vienne.

124. Les Etats-Unis ont communiqué à la Cour des informations qu'ils jugent importantes sur leur programme. Or si, dans le cadre d'une instance, un Etat fait référence de manière répétée devant la Cour aux

is carrying out in order to achieve compliance with certain obligations under a treaty, then this expresses a commitment to follow through with the efforts in this regard. The programme in question certainly cannot provide an assurance that there will never again be a failure by the United States to observe the obligation of notification under Article 36 of the Vienna Convention. But no State could give such a guarantee and Germany does not seek it. The Court considers that the commitment expressed by the United States to ensure implementation of the specific measures adopted in performance of its obligations under Article 36, paragraph 1 (*b*), must be regarded as meeting Germany's request for a general assurance of non-repetition.

125. The Court will now examine the other assurances sought by Germany in its fourth submission. The Court observes in this regard that it can determine the existence of a violation of an international obligation. If necessary, it can also hold that a domestic law has been the cause of this violation. In the present case the Court has made its findings of violations of the obligations under Article 36 of the Vienna Convention when it dealt with the first and the second submission of Germany. But it has not found that a United States law, whether substantive or procedural in character, is inherently inconsistent with the obligations undertaken by the United States in the Vienna Convention. In the present case the violation of Article 36, paragraph 2, was caused by the circumstances in which the procedural default rule was applied, and not by the rule as such.

In the present proceedings the United States has apologized to Germany for the breach of Article 36, paragraph 1, and Germany has not requested material reparation for this injury to itself and to the LaGrand brothers. It does, however, seek assurances:

> "that, in any future cases of detention or of criminal proceedings against German nationals, the United States will ensure in law and practice the effective exercise of the rights under Article 36 of the Vienna Convention on Consular Relations",

and that

> "[i]n particular in cases involving the death penalty, this requires the United States to provide effective review of and remedies for criminal convictions impaired by the violation of the rights under Article 36".

The Court considers in this respect that if the United States, notwithstanding its commitment referred to in paragraph 124 above, should fail in its obligation of consular notification to the detriment of German nationals, an apology would not suffice in cases where the individuals concerned have been subjected to prolonged detention or convicted and

activités substantielles auxquelles il se livre aux fins de mettre en œuvre certaines obligations découlant d'un traité, cela traduit un engagement de sa part de poursuivre les efforts entrepris à cet effet. Certes, le programme en cause ne peut fournir l'assurance qu'il n'y aura plus jamais de manquement des autorités des Etats-Unis à l'obligation de notification prévue à l'article 36 de la convention de Vienne. Mais aucun Etat ne pourrait fournir une telle garantie, et l'Allemagne ne cherche pas à l'obtenir. La Cour estime que l'engagement pris par les Etats-Unis d'assurer la mise en œuvre des mesures spécifiques adoptées en exécution de leurs obligations au titre de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 doit être considéré comme satisfaisant à la demande de l'Allemagne visant à obtenir une assurance générale de non-répétition.

125. La Cour passera maintenant à l'examen des autres assurances demandées par l'Allemagne dans sa quatrième conclusion. A cet égard, la Cour constate qu'elle peut établir la violation d'une obligation internationale. Si nécessaire, elle peut aussi constater qu'une loi interne a été la cause de cette violation. La Cour, en la présente instance, a conclu, lorsqu'elle a traité de la première et de la deuxième conclusion de l'Allemagne, à la violation des obligations existant au titre de l'article 36 de la convention de Vienne. Mais elle n'a pas trouvé de loi américaine, de fond ou de procédure, qui, par nature, soit incompatible avec les obligations que la convention de Vienne impose aux Etats-Unis. En la présente instance, la violation du paragraphe 2 de l'article 36 a découlé des circonstances dans lesquelles a été appliquée la règle de la carence procédurale, et non de la règle elle-même.

Les Etats-Unis ont en l'espèce présenté leurs excuses à l'Allemagne pour la violation du paragraphe 1 de l'article 36 et l'Allemagne n'a pas sollicité réparation matérielle du préjudice subi tant par elle que par les frères LaGrand. Elle n'en cherche pas moins à obtenir l'assurance que:

> «dans tous les cas futurs de détention de ressortissants allemands ou d'actions pénales à l'encontre de tels ressortissants, les Etats-Unis veille[nt] à assurer, en droit et en pratique, l'exercice effectif des droits visés à l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires»

et que

> «[e]n particulier, dans les cas où un accusé est passible de la peine de mort, cela entraîne pour les Etats-Unis l'obligation de prévoir le réexamen effectif des condamnations pénales entachées d'une violation des droits énoncés à l'article 36 de la convention, ainsi que les moyens pour y porter remède».

La Cour estime à cet égard que, si les Etats-Unis, en dépit de l'engagement visé au paragraphe 124 ci-dessus, manquaient à leur obligation de notification consulaire au détriment de ressortissants allemands, des excuses ne suffiraient pas dans les cas où les intéressés auraient fait l'objet d'une détention prolongée ou été condamnés à des peines sévères.

sentenced to severe penalties. In the case of such a conviction and sentence, it would be incumbent upon the United States to allow the review and reconsideration of the conviction and sentence by taking account of the violation of the rights set forth in the Convention. This obligation can be carried out in various ways. The choice of means must be left to the United States.

126. Given the foregoing ruling by the Court regarding the obligation of the United States under certain circumstances to review and reconsider convictions and sentences, the Court need not examine Germany's further argument which seeks to found a like obligation on the contention that the right of a detained person to be informed without delay pursuant to Article 36, paragraph 1, of the Vienna Convention is not only an individual right but has today assumed the character of a human right.

127. In reply to the fourth submission of Germany, the Court will therefore limit itself to taking note of the commitment undertaken by the United States to ensure implementation of the specific measures adopted in performance of its obligations under Article 36, paragraph 1 *(b)*, of the Vienna Convention, as well as the aforementioned duty of the United States to address violations of that Convention should they still occur in spite of its efforts to achieve compliance.

* * *

128. For these reasons,

THE COURT,

(1) By fourteen votes to one,

Finds that it has jurisdiction, on the basis of Article I of the Optional Protocol concerning the Compulsory Settlement of Disputes to the Vienna Convention on Consular Relations of 24 April 1963, to entertain the Application filed by the Federal Republic of Germany on 2 March 1999;

IN FAVOUR: *President* Guillaume; *Vice-President* Shi; *Judges* Oda, Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

AGAINST: *Judge* Parra-Aranguren;

(2) *(a)* By thirteen votes to two,

Finds that the first submission of the Federal Republic of Germany is admissible;

IN FAVOUR: *President* Guillaume; *Vice-President* Shi; *Judges* Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

AGAINST: *Judges* Oda, Parra-Aranguren;

Dans le cas d'une telle condamnation, les Etats-Unis devraient permettre le réexamen et la revision du verdict de culpabilité et de la peine en tenant compte de la violation des droits prévus par la convention. Cette obligation peut être mise en œuvre de diverses façons. Le choix des moyens doit revenir aux Etats-Unis.

126. Etant donné la conclusion à laquelle elle est ainsi parvenue concernant l'obligation pour les Etats-Unis, dans certaines circonstances, de réexaminer et de reviser le verdict de culpabilité et la peine, point n'est besoin pour la Cour d'examiner l'argumentation supplémentaire de l'Allemagne tendant à fonder une telle obligation sur le fait que le droit d'une personne détenue d'être informée sans retard aux termes du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne ne serait pas seulement un droit individuel, mais aurait aujourd'hui acquis le caractère d'un droit de l'homme.

127. En réponse à la quatrième conclusion de l'Allemagne, la Cour se bornera donc à prendre acte de l'engagement pris par les Etats-Unis d'assurer la mise en œuvre des mesures spécifiques adoptées en exécution de leurs obligations au titre de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne, ainsi que de l'obligation susvisée qu'ont les Etats-Unis de prendre les mesures qui s'imposent en cas de violation de cette convention, si de telles violations se produisaient en dépit des efforts déployés pour en assurer le respect.

* * *

128. Par ces motifs,

LA COUR,

1) Par quatorze voix contre une,

Dit qu'elle a compétence, sur la base de l'article premier du protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends à la convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963, pour connaître de la requête déposée par la République fédérale d'Allemagne le 2 mars 1999;

POUR: M. Guillaume, *président*; M. Shi, *vice-président*; MM. Oda, Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, M^{me} Higgins, MM. Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

CONTRE: M. Parra-Aranguren;

2) *a)* Par treize voix contre deux,

Dit que la première conclusion de la République fédérale d'Allemagne est recevable;

POUR: M. Guillaume, *président*; M. Shi, *vice-président*; MM. Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, M^{me} Higgins, MM. Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

CONTRE: MM. Oda, Parra-Aranguren;

(*b*) By fourteen votes to one,

Finds that the second submission of the Federal Republic of Germany is admissible;

IN FAVOUR: *President* Guillaume; *Vice-President* Shi; *Judges* Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

AGAINST: *Judge* Oda;

(*c*) By twelve votes to three,

Finds that the third submission of the Federal Republic of Germany is admissible;

IN FAVOUR: *President* Guillaume; *Vice-President* Shi; *Judges* Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh;

AGAINST: *Judges* Oda, Parra-Aranguren, Buergenthal;

(*d*) By fourteen votes to one,

Finds that the fourth submission of the Federal Republic of Germany is admissible;

IN FAVOUR: *President* Guillaume; *Vice-President* Shi; *Judges* Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

AGAINST: *Judge* Oda;

(3) By fourteen votes to one,

Finds that, by not informing Karl and Walter LaGrand without delay following their arrest of their rights under Article 36, paragraph 1 (*b*), of the Convention, and by thereby depriving the Federal Republic of Germany of the possibility, in a timely fashion, to render the assistance provided for by the Convention to the individuals concerned, the United States of America breached its obligations to the Federal Republic of Germany and to the LaGrand brothers under Article 36, paragraph 1;

IN FAVOUR: *President* Guillaume; *Vice-President* Shi; *Judges* Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

AGAINST: *Judge* Oda;

(4) By fourteen votes to one,

Finds that, by not permitting the review and reconsideration, in the light of the rights set forth in the Convention, of the convictions and sentences of the LaGrand brothers after the violations referred to in paragraph (3) above had been established, the United States of America breached its obligation to the Federal Republic of Ger-

b) Par quatorze voix contre une,

Dit que la deuxième conclusion de la République fédérale d'Allemagne est recevable;

POUR: M. Guillaume, *président*; M. Shi, *vice-président*; MM. Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Mme Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

CONTRE: M. Oda;

c) Par douze voix contre trois,

Dit que la troisième conclusion de la République fédérale d'Allemagne est recevable;

POUR: M. Guillaume, *président*; M. Shi, *vice-président*; MM. Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Mme Higgins, MM. Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh;

CONTRE: MM. Oda, Parra-Aranguren, Buergenthal;

d) Par quatorze voix contre une,

Dit que la quatrième conclusion de la République fédérale d'Allemagne est recevable;

POUR: M. Guillaume, *président*; M. Shi, *vice-président*; MM. Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Mme Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

CONTRE: M. Oda;

3) Par quatorze voix contre une,

Dit que, en n'informant pas sans retard Karl et Walter LaGrand, après leur arrestation, des droits qui étaient les leurs en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention et en privant de ce fait la République fédérale d'Allemagne de la possibilité de fournir aux intéressés, en temps opportun, l'assistance prévue par la convention, les Etats-Unis d'Amérique ont violé les obligations dont ils étaient tenus envers la République fédérale d'Allemagne et envers les frères LaGrand en vertu du paragraphe 1 de l'article 36;

POUR: M. Guillaume, *président*; M. Shi, *vice-président*; MM. Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Mme Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

CONTRE: M. Oda;

4) Par quatorze voix contre une,

Dit que, en ne permettant pas, à la lumière des droits reconnus par la convention, le réexamen et la revision des verdicts de culpabilité des frères LaGrand et de leurs peines, une fois constatées les violations rappelées au paragraphe 3) ci-dessus, les Etats-Unis d'Amérique ont violé l'obligation dont ils étaient tenus envers la République fédérale d'Alle-

many and to the LaGrand brothers under Article 36, paragraph 2, of the Convention;

IN FAVOUR: *President* Guillaume; *Vice-President* Shi; *Judges* Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

AGAINST: *Judge* Oda;

(5) By thirteen votes to two,

Finds that, by failing to take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand was not executed pending the final decision of the International Court of Justice in the case, the United States of America breached the obligation incumbent upon it under the Order indicating provisional measures issued by the Court on 3 March 1999;

IN FAVOUR: *President* Guillaume; *Vice-President* Shi; *Judges* Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

AGAINST: *Judges* Oda, Parra-Aranguren;

(6) Unanimously,

Takes note of the commitment undertaken by the United States of America to ensure implementation of the specific measures adopted in performance of its obligations under Article 36, paragraph 1 *(b)*, of the Convention; and *finds* that this commitment must be regarded as meeting the Federal Republic of Germany's request for a general assurance of non-repetition;

(7) By fourteen votes to one,

Finds that should nationals of the Federal Republic of Germany nonetheless be sentenced to severe penalties, without their rights under Article 36, paragraph 1 *(b)*, of the Convention having been respected, the United States of America, by means of its own choosing, shall allow the review and reconsideration of the conviction and sentence by taking account of the violation of the rights set forth in that Convention.

IN FAVOUR: *President* Guillaume; *Vice-President* Shi; *Judges* Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, Higgins, Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

AGAINST: *Judge* Oda.

Done in English and in French, the English text being authoritative, at the Peace Palace, The Hague, this twenty-seventh day of June, two thousand and one, in three copies, one of which will be placed in the archives

magne et envers les frères LaGrand en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 de la convention;

POUR: M. Guillaume, *président*; M. Shi, *vice-président*; MM. Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, M^me^ Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

CONTRE: M. Oda;

5) Par treize voix contre deux,

Dit que, en ne prenant pas toutes les mesures dont ils disposaient pour que Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la Cour internationale de Justice n'aurait pas rendu sa décision définitive en l'affaire, les Etats-Unis d'Amérique ont violé l'obligation dont ils étaient tenus en vertu de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999;

POUR: M. Guillaume, président; M. Shi, *vice-président*; MM. Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, M^me^ Higgins, MM. Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

CONTRE: MM. Oda, Parra-Aranguren;

6) A l'unanimité,

Prend acte de l'engagement pris par les Etats-Unis d'Amérique d'assurer la mise en œuvre des mesures spécifiques adoptées en exécution de leurs obligations au titre de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention; et *dit* que cet engagement doit être considéré comme satisfaisant à la demande de la République fédérale d'Allemagne visant à obtenir une assurance générale de non-répétition;

7) Par quatorze voix contre une,

Dit que, si des ressortissants allemands devaient néanmoins être condamnés à une peine sévère sans que les droits qu'ils tiennent de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention aient été respectés, les Etats-Unis d'Amérique devront, en mettant en œuvre les moyens de leur choix, permettre le réexamen et la revision du verdict de culpabilité et de la peine en tenant compte de la violation des droits prévus par la convention.

POUR: M. Guillaume, *président*; M. Shi, *vice-président*; MM. Bedjaoui, Ranjeva, Herczegh, Fleischhauer, Koroma, Vereshchetin, M^me^ Higgins, MM. Parra-Aranguren, Kooijmans, Rezek, Al-Khasawneh, Buergenthal;

CONTRE: M. Oda.

Fait en anglais et en français, le texte anglais faisant foi, au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-sept juin deux mille un, en trois exemplaires, dont l'un restera déposé aux archives de la Cour et les autres seront

of the Court and the others transmitted to the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the United States of America, respectively.

(Signed) Gilbert GUILLAUME,
President.

(Signed) Philippe COUVREUR,
Registrar.

President GUILLAUME makes the following declaration:

Subparagraph (7) of the operative part of the Court's Judgment envisages a situation where, despite the commitment by the United States noted by the Court in subparagraph (6), a severe penalty is imposed upon a German national without his or her rights under Article 36, paragraph 1 *(b)*, of the Vienna Convention on Consular Relations having been respected. The Court states that, in such a case, "the United States, by means of its own choosing, shall allow the review and reconsideration of the conviction and sentence by taking account of the violation of the rights set forth in that Convention".

This subparagraph represents a response to certain submissions by Germany and hence rules only on the obligations of the United States in cases of severe penalties imposed upon German nationals.

Thus, subparagraph (7) does not address the position of nationals of other countries or that of individuals sentenced to penalties that are not of a severe nature. However, in order to avoid any ambiguity, it should be made clear that there can be no question of applying an *a contrario* interpretation to this paragraph.

(Signed) Gilbert GUILLAUME.

Vice-President SHI appends a separate opinion to the Judgment of the Court; Judge ODA appends a dissenting opinion to the Judgment of the Court; Judges KOROMA and PARRA-ARANGUREN append separate opinions to the Judgment of the Court; Judge BUERGENTHAL appends a dissenting opinion to the Judgment of the Court.

(Initialled) G.G.
(Initialled) Ph.C.

transmis respectivement au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

Le président,
(Signé) Gilbert GUILLAUME.

Le greffier,
(Signé) Philippe COUVREUR.

M. GUILLAUME, président, fait la déclaration suivante:

L'alinéa 7) du dispositif de l'arrêt de la Cour envisage le cas où, malgré l'engagement des Etats-Unis dont la Cour a pris acte à l'alinéa 6), des ressortissants allemands seraient condamnés à une peine sévère sans que les droits qu'ils tiennent de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires aient été respectés. La Cour dit qu'en pareille hypothèse «les Etats-Unis devront, en mettant en œuvre les moyens de leur choix, permettre le réexamen et la revision du verdict de culpabilité et de la peine en tenant compte de la violation des droits prévus par la convention».

Cet alinéa du dispositif répond à certaines conclusions de l'Allemagne et statue de ce fait exclusivement sur les obligations des Etats-Unis dans le cas où des ressortissants allemands seraient condamnés à des peines sévères.

L'alinéa 7) ne se prononce donc pas sur la situation des ressortissants d'autres pays ou sur celle de personnes condamnées à des peines n'ayant pas un caractère sévère. En vue cependant d'éviter toute ambiguïté, il convient de préciser qu'il ne saurait faire l'objet d'une interprétation *a contrario*.

(Signé) Gilbert GUILLAUME.

M. SHI, vice-président, joint à l'arrêt l'exposé de son opinion individuelle; M. ODA, juge, joint à l'arrêt l'exposé de son opinion dissidente; MM. KOROMA et PARRA-ARANGUREN, juges, joignent à l'arrêt les exposés de leur opinion individuelle; M. BUERGENTHAL, juge, joint à l'arrêt l'exposé de son opinion dissidente.

(Paraphé) G.G.
(Paraphé) Ph.C.

SEPARATE OPINION OF VICE-PRESIDENT SHI

Operative paragraph 128 (3) of the Judgment — Whether Article 36, paragraph 1 (b), *of the Vienna Convention creates individual rights — The Court's interpretation of the subparagraph — Clarity of text and "rules of interpretation" — Text of Article 36, paragraph 1* (b), *in the context and in light of the object and purpose of the Convention —* Travaux préparatoires *of Article 36, paragraph 1* (b) *— The Court's interpretation of Article 36, paragraph 2 — Explanation of my vote on operative paragraph 128 (7) of the Judgment.*

1. It was with a certain reluctance that I voted in favour of operative paragraph 128 (3) and (4) of the Court's Judgment. The main reason for this is my belief that the Court's findings in these two paragraphs were based on a debatable interpretation of Article 36 of the Vienna Convention on Consular Relations (hereinafter called "the Convention").

2. In operative paragraph 128 (3), the Court finds that

> "by not informing Karl and Walter LaGrand without delay following their arrest of their rights under Article 36, paragraph 1 (*b*), of the Convention, and by thereby depriving the Federal Republic of Germany of the possibility, in a timely fashion, to render the assistance provided for by the Convention to the individuals concerned, the United States of America violated its obligations to the Federal Republic of Germany and to the LaGrand brothers under Article 36, paragraph 1".

I fully agree with the Court that the United States violated its obligations to Germany under Article 36, paragraph 1, of the Convention. However, I have doubts as to the Court's finding that the United States also violated its obligations to the LaGrand brothers. The Court's decision is a consequence of its interpretation of Article 36, paragraph 1, in particular subparagraph (*b*), of the Convention, regarding the differences between the Applicant and the Respondent as to whether that subparagraph creates individual rights in addition to the rights appertaining to the States parties.

Germany claimed that:

> "the right to be informed upon arrest of the rights under Art. 36 (1) (*b*) of the Vienna Convention does not only reflect a right of the sending State (and home State of the individuals involved) towards the receiving State but also is an individual right of every national of a foreign State party to the Vienna Convention

OPINION INDIVIDUELLE DE M. SHI, VICE-PRÉSIDENT

[Traduction]

Le point 3 du dispositif de l'arrêt — Question de savoir si le paragraphe 1 b) *de l'article 36 de la convention de Vienne crée des droits individuels — L'interprétation faite par la Cour de cet alinéa — La clarté du texte et les «règles d'interprétation» — Le texte du paragraphe 1* b) *de l'article 36, dans le contexte et à la lumière de l'objet et du but de la convention — Les travaux préparatoires relatifs au paragraphe 1* b) *de l'article 36 — Comment la Cour interprète le paragraphe 2 de l'article 36 — Explication de mon vote sur le point 7 du dispositif de l'arrêt.*

1. C'est avec une certaine réticence que j'ai voté pour les points 3 et 4 du dispositif de l'arrêt de la Cour (arrêt, par. 128). La principale raison de ma réticence est que, selon moi, les conclusions de la Cour dans ces deux points sont fondées sur une interprétation discutable de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires (ci-après «la convention»).

2. Au point 3 du dispositif, la Cour dit

> «que, en n'informant pas sans retard Karl et Walter LaGrand, après leur arrestation, des droits qui étaient les leurs en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention et en privant de ce fait la République fédérale d'Allemagne de la possibilité de fournir aux intéressés, en temps opportun, l'assistance prévue par la convention, les Etats-Unis d'Amérique ont violé les obligations dont ils étaient tenus envers la République fédérale d'Allemagne et envers les frères LaGrand en vertu du paragraphe 1 de l'article 36».

Je partage entièrement l'avis de la Cour lorsqu'elle dit que les Etats-Unis ont violé les obligations qui étaient les leurs envers l'Allemagne en vertu du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention. J'éprouve néanmoins des doutes quand la Cour dit que les Etats-Unis ont également violé leurs obligations envers les frères LaGrand. La décision de la Cour découle de son interprétation du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention, et en particulier de l'alinéa *b)*, face aux divergences opposant le demandeur et le défendeur sur la question de savoir si cet alinéa crée des droits individuels en sus des droits dévolus aux Etats parties.

L'Allemagne a soutenu en effet que

> «le droit d'être informé au moment de son arrestation de ses droits conférés par l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne ne constitue pas seulement un droit de l'Etat d'envoi (l'Etat d'origine des individus concernés) vis-à-vis de l'Etat de résidence, mais il s'agit aussi d'un droit propre de chaque ressortissant

> entering the territory of another State party" (Memorial of Germany, Vol. I, p. 116, para. 4.91).

Whereas the United States contended that

> "rights of consular notification and access under the Vienna Convention in any event are rights of States, not individuals. Clearly they can benefit individuals by permitting — not requiring — States to offer them consular assistance, but the Convention's role is not to articulate or confer individual rights" (Counter-Memorial of the United States, p. 81, para. 97).

3. In paragraph 77 of the Judgment, the Court, basing its interpretation of the subparagraph on the clarity of meaning of the text of the provision read in context, upheld that claim by Germany. I can readily accept this finding of the Court only if its interpretation of Article 36, paragraph 1 *(b)*, is appropriate in the present case. Undoubtedly, the Court's interpretation is consistent with the well-known jurisprudence of this Court and of its predecessor that, if the relevant words in their natural and ordinary meaning make sense in their context, that is the end of the matter and there is no need to resort to other methods of interpretation (*Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1950*, p. 8). However, in my view, indiscriminate reliance on such a dictum in any circumstances may not always be dependable or helpful in determining the true intention of the parties to a treaty. It can happen that for one reason or another — e.g., hasty or careless drafting, last-minute compromise in negotiations — the meaning clearly apparent from the text does not necessarily reflect that which the parties intended it to bear. Recourse to customary rules of interpretation as reflected in Article 31 of the Vienna Convention on the Law of Treaties may seem superfluous when the normal meaning of the text appears to be clear, but it does serve as a double check to prevent any possibility of misinterpretation. In fact, in the case concerning the *Arbitral Award of 31 July 1989 (Guinea Bissau* v. *Senegal)* the Court, while affirming its dictum in its Advisory Opinion referred to above, stated that the rule of interpretation according to the natural and ordinary meaning of the words employed is not an absolute one and referred to a pronouncement in the case concerning *South West Africa* as follows:

> "Where such a method of interpretation results in a meaning incompatible with the spirit, purpose and context of the clause or instrument in which the words are contained, no reliance can be validly placed on it." (*Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1962*, p. 336).

> d'un Etat étranger partie à la convention de Vienne qui pénètre dans le territoire d'un autre Etat partie» (mémoire de l'Allemagne, vol. I, p. 116, par. 4.91).

Les Etats-Unis ont soutenu de leur côté que

> «[l]es droits que reconnaît la convention de Vienne en matière de notification consulaire et de communication entre consulats et ressortissants étrangers appartiennent de toute façon aux Etats et non aux individus. Ces derniers peuvent évidemment en bénéficier puisque la convention autorise — mais n'oblige pas — les Etats à leur offrir une assistance consulaire, mais la convention n'a pas pour fonction d'énoncer ou de conférer des droits reconnus aux individus.» (Contre-mémoire des Etats-Unis, p. 81, par. 97.)

3. Au paragraphe 77 de l'arrêt, la Cour, fondant son interprétation de l'alinéa *b)* sur la clarté du sens de la disposition lue dans son contexte, a retenu la demande de l'Allemagne. J'accepterais volontiers cette décision de la Cour, à condition que son interprétation du paragraphe 1 *b)* de l'article 36 soit justifiée en l'espèce. Sans aucun doute cette interprétation est-elle compatible avec la jurisprudence bien établie de la Cour et de sa devancière: si les mots pertinents, lorsqu'on leur attribue leur signification naturelle et ordinaire, ont un sens dans leur contexte, l'examen doit s'arrêter là et il n'est pas besoin de recourir à d'autres méthodes d'interprétation (*Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un Etat aux Nations Unies, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1950*, p. 8). Néanmoins, je suis d'avis que l'application systématique de ce *dictum* dans tous les cas d'espèce n'est pas toujours fiable ni utile quand on cherche à déterminer l'intention véritable des parties à un traité. Il peut arriver que, pour une raison ou une autre — rédaction trop rapide ou négligée, compromis de dernière minute lors des négociations —, le sens manifeste du texte ne correspond pas nécessairement à celui que les parties auraient voulu lui donner. Le recours aux règles coutumières d'interprétation telles qu'elles sont reprises dans l'article 31 de la convention de Vienne sur le droit des traités peut paraître superflu lorsque le sens ordinaire du texte semble clair, mais il permet de procéder à une double vérification destinée à prévenir tout risque d'interprétation erronée. En effet, dans l'affaire relative à la *Sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau c. Sénégal)*, la Cour, tout en réaffirmant la position qu'elle avait adoptée dans l'avis consultatif évoqué plus haut, a déclaré que la règle d'interprétation selon le sens naturel et ordinaire des termes employés n'est pas absolue, et a renvoyé à l'une de ses décisions en l'affaire du *Sud-Ouest africain*:

> «Lorsque cette méthode d'interprétation aboutit à un résultat incompatible avec l'esprit, l'objet et le contexte de la clause ou de l'acte où les termes figurent, on ne saurait valablement lui accorder crédit.» (*Exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1962*, p. 336.)

It may also be relevant to quote the following passage from *Oppenheim's International Law* (9th ed., 1992, Vol. I, p. 1267):

> "The purpose of interpreting a treaty is to establish the meaning of the text which the parties must be taken to have intended it to bear in relation to the circumstances with reference to which the question of interpretation has arisen. It is frequently stated that if the meaning of a treaty is sufficiently clear from its text, there is no occasion to resort to 'rules of interpretation' in order to elucidate the meaning. Such a proposition is, however, of limited usefulness. The finding whether a treaty is clear or not is not the starting point but the result of the process of interpretation. It is not clarity in the abstract which is to be ascertained, but clarity in relation to particular circumstances and there are few treaty provisions for which circumstances cannot be envisaged in which their clarity could be put in question."

4. In the present case, both the Applicant and the Respondent had no divergence of views as to the normal meaning of the words of Article 36, paragraph 1 (*b*). However, the Parties reached differing conclusions on the interpretation of the subparagraph. In these circumstances I wonder whether it is proper for the Court, in approaching the issue, to place so much emphasis on the purported clarity of language of the provision, putting aside altogether the customary rules of interpretation. In my view it is not unreasonable for the United States to contend that the rights of nationals of the sending State under detention or arrest to consular notification and access under paragraph 1 (*b*) are not independent of, but rather are derived from, the right of the State party to protect and assist its nationals under the Convention, if the subparagraph is read, as the United States reads it, in context and in the light of the object and purpose of the Convention.

5. In the first place, the very title of the Convention is none other than the "Vienna Convention on Consular Relations". And the object and purpose of the conclusion of an international convention on consular relations as indicated in the preamble is to "contribute to the development of friendly relations among nations". Nowhere in the Preamble of the Convention is reference made to the creation of rights of individuals under the Convention.

6. Secondly, Article 36, which bears the title "Communications and contact with nationals of the sending State", begins with the words: "With a view to facilitating the exercise of consular functions relating to nationals of the sending State". This clause serves as the *chapeau* governing all the paragraphs of the Article, including paragraph 1 (*b*), where "rights" of the concerned nationals of the sending State are provided. Clearly, the effect of this clause is to limit the scope of Article 36 to facilitation of the exercise of consular functions relating to nationals of the sending State. It is unfortunate that paragraph 77 of the Judgment made

On peut également citer le passage suivant extrait de *Oppenheim's International Law* (9e éd., 1992, vol. I, p. 1267):

> «L'interprétation d'un traité a pour objet d'établir le sens que les parties doivent être censées avoir voulu donner au texte par rapport aux circonstances imposant de procéder à cette interprétation. Il est fréquent d'affirmer que, si le sens d'un traité est suffisamment clair d'après son énoncé, il n'y a pas lieu de recourir à des «règles d'interprétation» pour le déterminer. Une telle proposition est néanmoins d'une utilité limitée. Dire qu'un traité est clair ou ne l'est pas est, non pas le point de départ, mais le résultat du processus d'interprétation. Ce n'est pas la clarté en soi qui doit être confirmée, c'est la clarté par rapport à certaines circonstances particulières; or, il est peu de dispositions conventionnelles au sujet desquelles il n'est pas possible d'envisager des circonstances de nature à mettre en doute leur clarté.»

4. En l'espèce, le demandeur et le défendeur ne s'opposaient pas du tout sur le sens ordinaire des termes de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36. Les Parties ont toutefois abouti à des conclusions divergentes quant à son interprétation. Dans ces conditions, je me demande si la Cour a vraiment lieu, dans son examen de la question, d'insister autant sur la prétendue clarté des termes de la disposition et d'écarter totalement les règles coutumières d'interprétation. Selon moi, il n'est pas déraisonnable de la part des Etats-Unis de soutenir que, s'agissant de ressortissants de l'Etat d'envoi en détention ou en état d'arrestation, leur droit à la notification de leur consulat et à la communication avec celui-ci en vertu du paragraphe 1 *b)* n'est pas indépendant mais découle du droit de l'Etat partie de protéger et de venir en aide à ses ressortissants au titre de la convention — si l'alinéa est lu, comme les Etats-Unis le font, dans le contexte et à la lumière de l'objet et du but de la convention.

5. Premièrement, l'instrument en question s'intitule purement et simplement «Convention de Vienne sur les relations consulaires». Et l'objet et le but de la conclusion d'une convention internationale sur les relations consulaires, comme l'indique le préambule, sont de «contribu[er] ... à favoriser les relations d'amitié entre les pays». Dans le préambule de la convention, il n'est fait nulle part allusion au fait que cet instrument créerait des droits individuels.

6. Deuxièmement, l'article 36, qui est intitulé «Communication avec les ressortissants de l'Etat d'envoi», commence par le membre de phrase: «[a]fin que l'exercice des fonctions consulaires relatives aux ressortissants de l'Etat d'envoi soit facilité», qui introduit tous les paragraphes de l'article, y compris le paragraphe 1 *b)* où sont visés les «droits» des ressortissants concernés de l'Etat d'envoi. Manifestement, le «chapeau» ramène la portée de l'article 36 à celle d'une disposition destinée uniquement à faciliter l'exercice des fonctions consulaires relatives aux ressortissants de l'Etat d'envoi. Il est regrettable que le paragraphe 77 de

no mention of the *chapeau* of the Article, as if it were irrelevant to the context of paragraph 1 *(b)*.

7. Thirdly, according to Article 5 of the Convention, consular functions consist *inter alia* in "protecting in the receiving State the interests of the sending State and of its nationals, both individuals and bodies corporate, within the limits permitted by international law" (Art. 5 *(a)*) and "helping and assisting nationals, both individuals and bodies corporate, of the sending State" (Art. 5 *(e)*). Article 36, paragraph 1, and specifically subparagraph *(b)*, has to be read in the context of these consular functions provided for in Article 5. It is obvious that there cannot be rights to consular notification and access if consular relations do not exist between the States concerned, or if rights of the sending State to protect and assist its nationals do not exist.

8. Finally, it is clear, as the United States has contended, that the *travaux préparatoires* of the 1963 Vienna Conference on Consular Relations do not confirm that Article 36, paragraph 1 *(b)*, is intended to create individual rights (Counter-Memorial of the United States, pp. 82-84, paras. 99-100). Indeed, during the negotiating sessions of Article 36, the delegation of Venezuela objected to the opening statement of paragraph 1 *(a)* of the International Law Commission draft, concerning the right of nationals of the sending State to communicate with and to have access to the competent consulate, contending that it was inappropriate in a convention on consular relations, and that "foreign nationals in the receiving State should be under the jurisdiction of that State and should not come within the scope of a convention on consular relations" (*United Nations Conference on Consular Relations*, 1963, Vol. I, p. 331, para. 32). In the end, on the motion of Venezuela, Ecuador, Spain, Chile and Italy, the Second Committee of the Conference decided to reverse the original order of Article 36, paragraph 1 *(a)*, of the International Law Commission draft, so that the subparagraph refers first to the right of consular officers to communicate with and to have access to nationals of the sending State, and secondly to the right of nationals of the sending State to have the same freedom with respect to communication with and access to consular officers of the sending State (*ibid.*, p. 334, para. 2, and p. 336, para. 22).

9. This reversal of order in Article 36, paragraph 1 *(a)*, confirms the interpretation of that subparagraph in the context and in the light of the object and purpose of the Convention. Thus, there are good grounds for the contention by the United States in its Counter-Memorial that

> "That reversal underscores the fundamental point, that the position of the individual under the Convention derives from the right of the State party to the Convention, acting through its consular officer, to communicate with its nationals. The treatment due to individuals

l'arrêt ne fasse pas état du «chapeau» de cet article, comme si celui-ci était dépourvu de toute pertinence contextuelle vis-à-vis du paragraphe 1 *b*).

7. Troisièmement, en vertu de l'article 5 de la convention, les fonctions consulaires consistent notamment à «protéger dans l'Etat de résidence les intérêts de l'Etat d'envoi et de ses ressortissants, personnes physiques et morales, dans les limites admises par le droit international» (art. 5 *a*)) et à «prêter secours et assistance aux ressortissants, personnes physiques et morales, de l'Etat d'envoi» (art. 5 *e*)). Le paragraphe 1 de l'article 36, et plus précisément son alinéa *b*), doit être lu dans le contexte de ces fonctions consulaires visées à l'article 5. Il ne peut manifestement pas exister de droit à la notification consulaire et à la communication entre les consulats et leurs ressortissants s'il n'existe pas de relations consulaires entre les pays concernés, ou si l'Etat d'envoi ne jouit pas du droit de protéger ses ressortissants et de leur prêter assistance.

8. Enfin, il est clair, ainsi que les Etats-Unis l'ont soutenu, que les travaux préparatoires de la conférence de Vienne sur les relations consulaires de 1963 ne confirment pas que le paragraphe 1 *b*) de l'article 36 ait pour objet de créer des droits individuels (contre-mémoire des Etats-Unis, p. 82-84, par. 99-100). En effet, au cours des négociations sur l'article 36, la délégation du Venezuela s'est opposée à la première phrase du paragraphe 1 *a*) du projet de la Commission du droit international, qui concerne le droit des ressortissants de l'Etat d'envoi de communiquer avec le consulat compétent et de s'y rendre, en soutenant que cette phrase n'était pas à sa place dans une convention sur les relations consulaires, que «les étrangers qui se trouv[aient] dans l'Etat de résidence [devaient] être soumis à la juridiction de cet Etat et qu'il n'y [avait] pas lieu de les viser dans une convention sur les relations consulaires» (conférence des Nations Unies sur les relations consulaires, 1963, vol. I, p. 358, par. 32). En fin de compte, sur une proposition présentée par le Venezuela, l'Equateur, l'Espagne, le Chili et l'Italie, la deuxième commission de la conférence décide d'inverser l'ordre initial des dispositions du paragraphe 1 *a*) de l'article 36 du projet de la Commission du droit international de façon qu'il énonce en premier le droit des fonctionnaires consulaires de communiquer avec les ressortissants de l'Etat d'envoi et de se rendre auprès d'eux, et, en second, le droit des ressortissants de l'Etat d'envoi d'avoir la même liberté de communiquer avec les fonctionnaires consulaires et de se rendre auprès d'eux (*ibid.*, p. 361, par. 2; p. 363, par. 22).

9. Cette inversion de l'ordre des dispositions de l'alinea *a*) du paragraphe 1 de l'article 36 confirme l'interprétation qu'il faut en faire dans le contexte et à la lumière de l'objet et du but de la convention. Les Etats-Unis sont donc fondés à soutenir dans leur contre-mémoire que:

> «Cette inversion met en relief un point fondamental, à savoir que la situation de l'individu au regard de la convention découle du droit reconnu à l'Etat partie à celle-ci, agissant par l'intermédiaire de ses fonctionnaires consulaires, de communiquer avec ses ressortissants.

is inextricably linked to and derived from the right of the State." (Counter-Memorial of the United States, p. 84, para. 100.)

10. Furthermore, the original International Law Commission draft Article 36, paragraph 1 *(b)*, makes mandatory the obligation of the receiving State to inform the competent consulate of the sending State in case of detention of a national of that State. It reads:

> "*(b)* The competent authorities shall, without undue delay, inform the competent consulate of the sending State, if within its district, a national of that State is committed to prison or to custody pending trial or is detained in any other manner. Any communications addressed to the consulate by the person in prison, custody or detention shall also be forwarded by the said authorities without undue delay." (*Yearbook of the International Law Commission*, 1961, Vol. II, p. 112.)

11. During the negotiating sessions of the Vienna Conference, a number of delegations stressed the importance of the draft subparagraph. Thus, the delegation of Tunisia stated that it

> "regarded paragraph 1 *(b)* as one of the most important in the draft. It was related to article 5 (Consular functions). . . . Detention (and he agreed with the French representative that arrest should also be included) was a serious infringement of the freedom and dignity of the individual. It was therefore unthinkable that the consul of the sending State should not be notified, and the obligation of the receiving State to notify him should be firmly established, for it was possible that in certain circumstances the foreign national might be unable to inform the consul and ask him for help and protection." (*United Nations Conference on Consular Relations*, 1963, Vol. I, p. 339.)

The delegation of the United Kingdom also stated that

> "The rights of communication and contact with the nationals of sending States defined in article 36 were especially important for the persons under detention referred to in sub-paragraph *(b)*. Such persons were obviously in very special need of consular help and the notification stipulated in sub-paragraph *(b)* was in many cases a necessary condition for providing it." (*Ibid.*)

12. However, during the negotiating sessions, this draft provision mainly aroused two different reactions. Quite a number of States, though in agreement with the formulation of the principle in the draft, were much concerned about the heavy burden that the mandatory consular notification would impose on the receiving State, particularly on those States on whose territories there are a sizeable number of resident aliens

> Le traitement réservé aux individus est indissociablement lié au droit de l'Etat et en découle.» (Contre-mémoire des Etats-Unis, p. 84, par. 100.)

10. En outre, le texte initial du paragraphe 1 *b)* de l'article 36 du projet de la Commission du droit international faisait obligation à l'Etat de résidence d'informer le consulat compétent de l'Etat d'envoi en cas de placement en détention d'un ressortissant de cet Etat :

> «*b)* Les autorités compétentes doivent avertir, sans retard injustifié, le consulat compétent de l'Etat d'envoi, lorsque, dans les limites de sa circonscription, un ressortissant de cet Etat est incarcéré ou mis en état de détention préventive ou toute autre forme de détention. Elles doivent transmettre au consulat également sans retard injustifié les communications que la personne incarcérée ou détenue lui adresse.» (*Annuaire de la Commission du droit international*, 1961, vol. II, p. 116.)

11. Au cours des négociations de la conférence de Vienne, plusieurs délégations soulignent l'importance de ce projet d'alinéa. C'est ainsi que la délégation de la Tunisie déclare

> «considér[er] que les dispositions de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 sont parmi les plus importantes du projet. Elles sont liées à celles de l'article 5 (Fonctions consulaires)... La détention [le délégué tunisien partageait l'avis du représentant de la France selon lequel l'arrestation devait également être mentionnée] est une atteinte grave à la liberté et à la dignité de l'individu. Il est donc inconcevable que le consul de l'Etat d'envoi ne soit pas averti, et l'obligation de l'Etat de résidence en matière de notification doit être fermement établie, car il est possible que dans certaines circonstances l'étranger ne soit pas en mesure d'informer son consul et de lui demander assistance et protection.» (*Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires*, 1963, vol. I, p. 366, par. 17.)

La délégation du Royaume-Uni déclare également :

> «Le droit de communication avec les ressortissants des Etats d'envoi, défini à l'article 36, est particulièrement important pour les personnes mises en état de détention dont il est fait mention à l'alinéa *b)*. Il va sans dire que ces personnes ont particulièrement besoin de l'aide du consulat et la notification prévue à l'alinéa *b)* est, dans bien des cas, une condition nécessaire pour que cette aide soit assurée.» (*Ibid.*, p. 367, par. 19.)

12. Cependant, au cours des négociations, la disposition envisagée suscite essentiellement deux réactions différentes. Un bon nombre d'Etats acceptent que le principe figure dans le projet de convention mais s'inquiètent beaucoup de la lourde charge que l'obligation de notification consulaire fera peser sur l'Etat de résidence, en particulier pour les Etats qui accueillent un nombre non négligeable de résidents étrangers, de touristes

and foreign tourists or other short-term visitors. There were also some delegations, at least partly motivated by the then Cold War mentality, who would have liked the subparagraph to reflect the free will of the detained or arrested person to state whether or not he or she wished to be approached by consular officials of his or her country.

13. In these circumstances, a seventeen-States amendment to paragraph 1 (*b*) was put forward before the Conference. The delegation of Tunisia, representing the sponsors of the amendment, stated that

> "As far as sub-paragraph (*b*) was concerned, the sponsors had introduced the initial proviso 'unless he expressly opposes it', thereby relieving the receiving State of the automatic duty to inform the consul of the arrest of the person concerned. The reason for that proviso was the need to take into consideration the prisoner's own freedom of choice. It had been argued that in some cases a prisoner might not wish the consul to know that he had been in prison. The sponsors had hesitated at first; they had, however, ultimately agreed to take that point into account, but with appropriate safeguards. It was for that reason that the proviso was so drafted that the duty to notify would exist unless the person concerned explicitly stated that he did not wish the consul to be advised." (*United Nations Conference on Consular Relations*, 1963, Vol. I, p. 82, para. 56.)

14. In response to this proposed amendment, the delegation of the United Arab Republic introduced a twenty-States joint amendment which would replace in paragraph 1 (*b*) the words "unless he expressly opposes it" by the words "if he so requests". Explaining the amendment, the delegation of the United Arab Republic stated that

> "The purpose of the amendment was to lessen the burden on the authorities of receiving Sates, especially those which had large numbers of resident aliens or which received many tourists and visitors. The language proposed in the joint amendment would ensure that the authorities of the receiving State would not be blamed if, owning to pressure of work or to other circumstances, there was a failure to report the arrest of a national of the sending State." (*United Nations Conference on Consular Relations*, 1963, Vol. I, p. 82, para. 62.)

15. The result of the debate was the adoption of the 20 States' amendment with the insertion of the words "if he so requests" at the beginning of the subparagraph. The last sentence of Article 36, paragraph 1 (*b*), i.e. the provision that the competent authorities of the receiving State "shall inform the person concerned without delay of his rights" (*United Nations Conference on Consular Relations*, 1963, Vol. I, pp. 336-343) was inserted belatedly as a compromise between the aforesaid two opposing views.

ou d'autres visiteurs de courte durée. D'autres délégations, motivées au moins en partie par la mentalité qui régnait à l'époque de la guerre froide, voudraient que, dans le texte de l'alinéa, la personne détenue ou arrêtée ait la liberté de dire si elle souhaite ou non que les fonctionnaires consulaires de son pays entrent en contact avec elle.

13. C'est dans ces conditions que la conférence est saisie d'un amendement à l'alinéa *b)* du paragraphe 1 présenté par dix-sept Etats. La délégation de la Tunisie au nom des auteurs de l'amendement déclare ceci:

> «A l'alinéa *b)*, les auteurs avaient commencé par introduire une clause de réserve: «à moins que l'intéressé ne s'y oppose expressément», de sorte que l'Etat de résidence n'était pas automatiquement tenu d'avertir le consul de l'arrestation de la personne intéressée. Cette clause était motivée par la nécessité de tenir compte du libre choix de la personne incarcérée. On a soutenu que, dans certains cas, celle-ci pourrait ne pas souhaiter que le consul sache qu'elle a été en prison. Les auteurs ont d'abord hésité; toutefois, ils ont finalement accepté de prendre en considération la question posée, mais avec les sauvegardes voulues. C'est pourquoi la clause de réserve est rédigée de manière que l'obligation d'avertir existe, à moins que l'intéressé ne dise expressément qu'il ne désire pas que le consul soit averti.» (*Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires*, 1963, vol I, p. 87, par. 56.)

14. Sur cette proposition d'amendement, la délégation de la République arabe unie propose au nom de vingt Etats un amendement tendant à remplacer dans le nouveau texte, à l'alinéa *b)* du paragraphe 1, les mots «à moins que l'intéressé ne s'y oppose expressément» par les mots «si l'intéressé en fait la demande». La délégation de la République arabe unie explique cette proposition comme suit:

> «L'objet de cet amendement est d'alléger la charge des autorités de l'Etat de résidence, plus particulièrement celles de pays qui comptent de nombreux résidents étrangers ou qui reçoivent un grand nombre de touristes ou de visiteurs. La formule qui figure dans la proposition commune d'amendement garantirait que les autorités de l'Etat de résidence ne seraient pas considérées comme étant en faute si, en raison d'une surcharge de travail ou pour d'autres motifs, avis n'était pas donné de l'arrestation d'un ressortissant de l'Etat d'envoi.» (*Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires*, 1963, vol. I, p. 88, par. 62.)

15. La discussion aboutit à l'adoption de l'amendement des vingt Etats, lequel est rendu par les termes «si l'intéressé en fait la demande» au début de l'alinéa. La dernière phrase du paragraphe 1 *b)* de l'article 36, à savoir la disposition selon laquelle les autorités compétentes de l'Etat de résidence «doivent sans retard informer l'intéressé de ses droits» (*Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires*, 1963, vol. I, p. 363-371), est introduite tardivement et représente un compromis entre les

Thus, it is not possible to conclude from the negotiating history that Article 36, paragraph 1 *(b)*, was intended by the negotiators to create individual rights. Moreover, if one keeps in mind that the general tone and thrust of the debate of the entire Conference concentrated on the consular functions and their practicability, the better view would be that no creation of any individual rights independent of rights of States was envisaged by the Conference.

16. With respect to operative paragraph 128 (4) of the Judgment, the Court's finding is a consequence of its interpretation of Article 36, paragraph 2, of the Convention.

Article 36, paragraph 2, of the Convention provides:

> "The rights referred to in paragraph 1 of this article shall be exercised in conformity with the laws and regulations of the receiving State, subject to the proviso, however, that the said laws and regulations must enable full effect to be given to the purposes for which the rights accorded under this article are intended."

In the Court's view, since Article 36, paragraph 1, creates individual rights for the detained person in addition to the rights accorded the sending State, the reference in paragraph 2 of the Article to rights referred to in paragraph 1 of this Article "must be read as applying not only to the rights of the sending State, but also to the rights of the detained individual" (paragraph 89 of the Judgment).

As I have shown above, the view that Article 36, paragraph 1, specifically subparagraph *(b)*, creates individual rights is at the very least a questionable one. It follows that the Court's finding in regard to the reference to "rights" in paragraph 2 is also questionable.

17. Finally, I should like to make it clear that it was not for reasons relating to the legal consequences of the breach of Article 36, paragraph 1 *(b)*, that I voted in favour of operative paragraph 128 (7) of the Judgment. This operative paragraph is of particular significance in a case where a sentence of death is imposed, which is not only a punishment of a severe nature, but also one of an irreversible nature. Every possible measure should therefore be taken to prevent injustice or an error in conviction or sentencing. Out of this consideration, I voted in favour.

(Signed) SHI Jiuyong.

deux positions opposées que j'ai rappelées. Il est par conséquent impossible de déduire de l'historique des débats que les négociateurs entendaient créer des droits individuels par le biais du paragraphe 1 *b)* de l'article 36. Qui plus est, si l'on garde à l'esprit que le ton et l'orientation générale du débat, d'un bout à l'autre de la conférence, visaient les fonctions consulaires et leur applicabilité, on retient plutôt l'idée que la conférence n'a pas envisagé la création de droits individuels indépendants de ceux des Etats.

16. Au point 4 du dispositif de l'arrêt, la Cour énonce une décision qui découle de l'interprétation qu'elle adopte du paragraphe 2 de l'article 36 de la convention.

Ce dernier paragraphe prévoit que:

> «Les droits visés au paragraphe 1 du présent article doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toutefois, que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent article.»

Pour la Cour, étant donné que le paragraphe 1 de l'article 36 crée pour les personnes détenues des droits individuels en sus des droits accordés à l'Etat d'envoi, quand il est fait mention, au paragraphe 2 de l'article, des droits visés au paragraphe 1, cela couvre «non seulement les droits de l'Etat d'envoi, mais aussi ceux des personnes détenues» (arrêt, par. 89).

Or, comme je l'ai montré plus haut, il est pour le moins discutable d'estimer que le paragraphe 1 de l'article 36, et plus précisément son alinéa *b)*, créerait des droits individuels. La conclusion de la Cour faisant état de «droits» au paragraphe 2 est dès lors également discutable.

17. Je tiens pour finir à préciser que ce n'est pas pour des raisons liées aux conséquences juridiques de la violation du paragraphe 1 *b)* de l'article 36 que j'ai voté pour le point 7 du dispositif de l'arrêt. Cette partie du dispositif est particulièrement importante dans les cas où la peine de mort, qui non seulement constitue une sanction sévère, mais revêt en outre un caractère irréversible, est prononcée. Il faut donc absolument s'employer au maximum à prévenir l'injustice ou l'erreur dans la déclaration de culpabilité ou la condamnation. Telle est la raison pour laquelle j'ai voté pour cette conclusion.

(*Signé*) SHI Jiuyong.

DISSENTING OPINION OF JUDGE ODA

Errors in the present case.

Germany — Improper basis for instituting proceedings — Absence of a "dispute" arising out of the interpretation or application of the Vienna Convention on Consular Relations — Distinction from case concerning Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany *v.* Iceland) — *Failure to raise dispute with United States prior to submitting Application — Unilateral application — Impact of imposition of United States death penalty — Potential consequence that States that have accepted the compulsory jurisdiction of the Court will withdraw their acceptance.*

United States — Failure to raise objections to the German Application prior to submission of Counter-Memorial.

International Court of Justice — Improper granting of Order indicating provisional measures — Situation entailing rights of individuals rather than rights of States.

Errors in the Judgment.

Five principal issues — United States admitted violation of Vienna Convention requirement of prompt consular notification — No relation between Convention and execution of LaGrands — No relation between Order of 3 March 1999 indicating provisional measures and present case — Illusion that Convention differentiates between rights of nationals of sending State and those of receiving State — Protection of foreign nationals.

Absence of a dispute between the Parties concerning the interpretation or application of the Vienna Convention — Failure of United States to raise preliminary objection on jurisdictional ground — Inadmissibility of German claims — Failure of United States to raise preliminary objection on this ground — Whether Vienna Convention confers rights on individuals as well as States — Application of procedural default rule — Whether orders indicating provisional measures are binding — Whether the Court should speak of measures for avoiding the reoccurrence of violations of the Vienna Convention.

I. THE ACCUMULATION OF ERRORS IN THE PRESENT CASE

1. I would like to begin this dissenting opinion by stating my view of the case as a whole. This case is unique and most difficult to understand. I see it as one that has come before the Court as a result of an accumulation of errors: the first made by Germany, as the Applicant; the second made by the United States, as Respondent; and the third made by the Court itself.

OPINION DISSIDENTE DE M. ODA

[Traduction]

Des erreurs ont été commises en l'espèce.

L'Allemagne — N'introduit pas l'instance comme il aurait fallu — Absence d'un «différend» résultant de l'interprétation ou de l'application de la convention de Vienne sur les relations consulaires — L'instance est sans rapport avec l'affaire de la Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande) *— Le différend n'a pas été soulevé auprès des Etats-Unis préalablement au dépôt de la requête — La requête est unilatérale — Incidence de l'application de la peine de mort aux Etats-Unis — Risque de voir les Etats revenir sur leur acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour.*

Les Etats-Unis — Ne soulèvent pas d'exceptions à la requête de l'Allemagne avant leur contre-mémoire.

La Cour internationale de Justice — Indication non justifiée de mesures conservatoires — Situation mettant en jeu les droits des individus plutôt que les droits des Etats.

Des erreurs sont commises dans l'arrêt.

Cinq grandes questions — Les Etats-Unis ont reconnu avoir manqué à l'obligation de prompte notification consulaire prescrite par la convention de Vienne — Absence de lien entre la convention et l'exécution des LaGrand — Absence de lien entre l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 mars 1999 et la présente instance — Il est erroné de croire que la convention opérerait une distinction entre les droits des ressortissants de l'Etat d'envoi et ceux des ressortissants de l'Etat de résidence — Protection des étrangers.

Il n'existe pas de différend entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'application de la convention de Vienne — Les Etats-Unis n'ont pas soulevé d'exceptions de compétence — Irrecevabilité des demandes de l'Allemagne — Les Etats-Unis n'ont pas non plus soulevé d'exceptions préliminaires à ce titre — Question de savoir si la convention de Vienne accorde des droits aux individus comme aux Etats — Application de la règle de la carence procédurale — Caractère obligatoire ou non des ordonnances en indication de mesures conservatoires — La Cour doit-elle parler de mesures visant à éviter de nouvelles violations de la convention de Vienne.

I. UNE ACCUMULATION D'ERREURS EN L'ESPÈCE

1. Je voudrais, pour commencer, dire comment je vois cette affaire dans son ensemble. C'est une instance exceptionnelle et des plus malaisées à appréhender. A mon sens, la Cour s'en est trouvée saisie à la suite d'une accumulation d'erreurs, commises par l'Allemagne, d'abord, en sa qualité de demandeur; puis par les Etats-Unis, en leur qualité de défendeur; enfin, par la Cour elle-même.

I. The Error Made by Germany in Unilaterally Bringing before this Court Claims for Alleged Violations by the United States of the Convention on Consular Relations rather than the "Dispute" within the Meaning of the Optional Protocol

2. On 2 March 1999 Germany, "pursuant to Article I of the Vienna Convention's Optional Protocol concerning the Compulsory Settlement of Disputes", filed in the Registry of the Court an "Application instituting *proceedings* . . . against the United States of America *for violations of the Vienna Convention on Consular Relations*" (Application of the Federal Republic of Germany; emphasis added).

It is important to note that Germany never stated in the Application that it was instituting proceedings *in respect of a dispute arising out of the interpretation or application of the Vienna Convention*, although the Application did refer to Article I of the Optional Protocol, which reads:

> "*Disputes arising out of the interpretation or application of the Convention* shall lie within the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice and may accordingly be brought before the Court by an application." (Emphasis added.)

This case stands in clear contrast to the case concerning *Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany* v. *Iceland)*, a case which Germany brought against Iceland nearly 30 years ago and in which Germany filed an "Application instituting *proceedings . . . in respect of a dispute*" (*Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany* v. *Iceland), Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1974*, p. 176; emphasis added). This point is most important and should not have been overlooked in connection with the issues concerning the jurisdiction of the Court in the present case.

3. I submit, first of all, that before this case was instituted on 2 March 1999, neither the United States, the Respondent, nor even Germany, the Applicant, considered there to be a *dispute* between them which had "aris[en] out of the interpretation or application of the [Vienna] Convention". There had been no negotiation, or even discussion, over any such *dispute*.

4. The background to this case, involving Walter LaGrand, whose name is used by the Court as the title of the case, and his brother Karl LaGrand, is set out in detail in paragraphs 13 to 29 of the Judgment. The facts are: the LaGrand brothers committed crimes on 7 January 1982 and were arrested on the same day; they were convicted by the Superior Court of Pima County, Arizona, on 17 February 1984, and were sentenced to the death penalty on 14 December 1984. These facts have not been disputed. Appeals against the convictions and sentences to the Supreme Court of Arizona were rejected on 30 January 1987. Applica-

1. L'Allemagne a commis l'erreur de saisir unilatéralement la Cour de demandes relatives à des violations de la convention sur les relations consulaires dont les Etats-Unis seraient coupables plutôt que d'un « différend » au sens du protocole de signature facultative

2. Le 2 mars 1999, l'Allemagne a déposé au Greffe, «en vertu de l'article premier du protocole de signature facultative à la convention de Vienne sur les relations consulaires concernant le règlement obligatoire des différends», une «requête introductive d'*instance* contre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique en raison de violations de la *convention de Vienne sur les relations consulaires*» (requête de la République fédérale d'Allemagne; les italiques sont de moi).

Il importe de noter que l'Allemagne n'a nulle part indiqué dans sa requête qu'elle introduisait une instance *en raison d'un différend relatif à l'interprétation ou à l'application de la convention de Vienne*, alors même qu'elle s'y référait à l'article premier du protocole de signature facultative, lequel dispose:

> «*Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la convention* relèvent de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice, qui, à ce titre, pourra être saisie par une requête.» (Les italiques sont de moi.)

La présente affaire se différencie nettement de celle de la *Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande)*: voilà près de trente ans, l'Allemagne déposait une «requête introduisant *une instance ... au sujet d'un différend*» l'opposant à l'Islande (*Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande), fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1974*, p. 176; les italiques sont de moi). Ce point revêt la plus haute importance et n'aurait pas dû être négligé lors de l'examen des questions relatives à la compétence de la Cour en l'espèce.

3. Je tiens d'emblée à dire qu'avant l'introduction de la présente instance, le 2 mars 1999, ni les Etats-Unis, Partie défenderesse, ni l'Allemagne elle-même, Partie demanderesse, n'estiment qu'il existe entre eux un *différend* au sujet de «l'interprétation ou [de] l'application de la convention [de Vienne]». Il n'y avait pas eu de négociation ni même de discussion au sujet d'un tel *différend*.

4. L'historique de la présente instance, qui concerne Walter LaGrand — nom que la Cour a donné à l'affaire — et son frère, Karl LaGrand, est exposé en détail aux paragraphes 13 à 29 de l'arrêt. Les faits sont les suivants: les frères LaGrand ont été arrêtés le 7 janvier 1982 pour des crimes commis le même jour; ils ont été reconnus coupables par la cour supérieure du comté de Pima, en Arizona, le 17 février 1984, et condamnés à mort le 14 décembre 1984. Ces faits n'ont pas été contestés. Les appels interjetés devant la cour suprême de l'Arizona contre ces verdicts ont été rejetés le 30 janvier 1987. La Cour suprême des Etats-Unis a opposé le

tions to the United States Supreme Court for further review of those judgments were denied on 5 October 1987.

Petitions for post-conviction relief were denied by an Arizona state court in 1989. Review of that decision was denied by the Supreme Court of Arizona in 1990 and by the United States Supreme Court in 1991. The subsequent judicial proceedings, including a request to the Supreme Court of Arizona for review of sentencing and a request for clemency, were all dismissed. The Supreme Court of Arizona decided on 15 January 1999 that Karl LaGrand and Walter LaGrand were to be executed on 24 February 1999 and on 3 March 1999 respectively. On 19 January 1999, the German Consulate learned of the Arizona Supreme Court decisions setting the dates for the executions of the LaGrand brothers.

5. At the time of their arrest, neither of the LaGrand brothers was aware that he had German nationality; nor were the competent United States authorities aware that the LaGrands were not United States nationals. The present Judgment states that the "competent authorities" of the United States became aware of the brothers' German nationality at some point between mid-1983 and late 1984. While the United States authorities failed to inform either brother of his true nationality until 1991, the LaGrands had in fact been made aware of their nationality status before that date. The case was brought to the attention of the German Consulate in June 1992 "by the LaGrands themselves, who had learnt of their rights [under Article 36, paragraph (1) (*b*), of the Vienna Convention] from other sources, and not from the Arizona authorities" (Judgment, para. 22). The German Consulate had repeated contact with the LaGrand brothers between December 1992 and February 1999. The Court states that "[o]n 21 December 1998, the LaGrands were *formally* notified by the United States authorities of their right to consular access" (Judgment, para. 24; emphasis added). I fail to see the significance of this "formal" notification, given that "actual" notification had already occurred and that "on a number of . . . occasions . . . an official of the Consulate-General of Germany in Los Angeles [had] visited the LaGrands in prison" (Judgment, para. 22).

6. At no point in the sequence of events related above did Germany ever raise the question of the LaGrand brothers with the United States. Only in January/February 1999 did Germany approach the United States at the highest national levels requesting clemency for the LaGrand brothers (Judgment, para. 26). On 22 February 1999 — just two days before Karl LaGrand's execution — the German Foreign Minister drew the attention of the United States Secretary of State to the lack of consular notification.

It must be noted again that Germany did not institute proceedings in respect of a *dispute* with the United States regarding application of the Vienna Convention on Consular Relations. Even if Germany thought that the United States had violated the Vienna Convention on Consular Relations, it raised no such claims with the United States and the United

5 octobre 1987 une fin de non-recevoir aux recours en revision de ces décisions.

Les recours formés après condamnation ont été rejetés par une juridiction de l'Etat de l'Arizona en 1989. La cour suprême de l'Arizona a refusé de réexaminer cette décision en 1990 et la Cour suprême des Etats-Unis a fait de même en 1991. Les recours introduits par la suite, dont une demande en revision de verdict formée devant la cour suprême de l'Arizona et un recours en grâce, ont tous été rejetés. Le 15 janvier 1999, la cour suprême de l'Arizona a fixé au 24 février 1999 l'exécution de Karl LaGrand, et au 3 mars 1999 celle de Walter LaGrand. Le 19 janvier 1999, le consulat d'Allemagne a eu connaissance de ces décisions fixant les dates de l'exécution des frères LaGrand.

5. Au moment de leur arrestation, aucun des frères LaGrand n'avait conscience d'avoir la nationalité allemande; les autorités américaines compétentes ignoraient elles aussi que les LaGrand n'étaient pas citoyens des Etats-Unis. Il est indiqué dans l'arrêt de la Cour que c'est entre le milieu de 1983 et la fin de 1984 que les «autorités compétentes» des Etats-Unis ont appris que les LaGrand possédaient la nationalité allemande. Si les autorités des Etats-Unis n'ont pas informé les LaGrand de leur véritable nationalité avant 1991, il s'agissait en réalité d'un fait que, à cette date, les deux frères n'ignoraient plus. L'affaire a été portée à l'attention du consulat d'Allemagne en juin 1992 «par les LaGrand eux-mêmes, qui avaient eu connaissance de leurs droits [aux termes de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne] par d'autres sources et non par les autorités de l'Arizona» (arrêt, par. 22). Le consulat d'Allemagne a eu à plusieurs reprises des contacts avec les frères LaGrand entre décembre 1992 et février 1999. La Cour indique que, «[l]e 21 décembre 1998, les LaGrand ont été *officiellement* informés par les autorités des Etats-Unis de leur droit de communiquer avec leurs autorités consulaires» (arrêt, par. 24; les italiques sont de moi). La pertinence de cette notification «officielle» m'échappe, dans la mesure où l'information leur avait déjà été notifiée «de fait» et qu'«à plusieurs reprises ... un fonctionnaire du consulat général d'Allemagne à Los Angeles [avait] rendu visite aux LaGrand dans leur prison» (arrêt, par. 22).

6. Dans cette succession d'événements qui vient d'être exposée, à aucun moment, l'Allemagne n'a soulevé auprès des Etats-Unis la question des frères LaGrand. C'est seulement en janvier-février 1999 qu'elle s'est adressée aux plus hautes instances des Etats-Unis pour solliciter la grâce des frères LaGrand (arrêt, par. 26). Le 22 février 1999 — deux jours seulement avant l'exécution de Karl LaGrand —, le ministre allemand des affaires étrangères a attiré l'attention du secrétaire d'Etat américain sur le défaut de notification consulaire.

Il convient de noter à nouveau que l'Allemagne n'a pas intenté d'action portant sur un *différend* l'opposant aux Etats-Unis quant à l'application de la convention de Vienne sur les relations consulaires. Même si elle estimait les Etats-Unis coupables d'avoir violé cet instrument, l'Allemagne n'a invoqué aucun grief en ce sens; et les Etats-Unis ne pouvaient, à l'évi-

States was, of course, not privy to any unexpressed thoughts which Germany might have had about possible violations of the Convention by the United States. Neither State was aware before 2 March 1999 of any difference of views between them concerning the Vienna Convention. There were no negotiations between the two States on this point.

7. Suddenly, on 2 March 1999, Germany filed an "Application instituting proceedings . . . for violations of the Vienna Convention on Consular Relations" (Application, introductory paragraph) in the Registry of the Court pursuant to the Statute of the Court, Article 40, paragraph 1, and the Rules of Court, Article 38, paragraph 1.

It was at that point that the United States could have first discovered that it was involved in a "dispute" arising out of the interpretation or application of the Convention. It must have been very odd indeed for the United States to learn, only *after* proceedings had been brought against it, of the alleged existence of a "dispute".

The United States was informed by the Application filed by Germany on 2 March 1999 that Germany was claiming violations by the United States of the Vienna Convention on Consular Relations. I am surprised that Germany unilaterally brought this case under such circumstances. More than 17 years had already passed since the LaGrand brothers committed the crimes in January 1982 and were arrested on the same day. Nearly 15 years had passed since the Arizona state court sentenced them to death. During this period, Germany had done nothing to indicate that it had claims against the United States for violation of the Vienna Convention and that there was an issue giving rise to a "dispute" between the two countries.

8. Germany filed its Application instituting proceedings against the United States for an alleged violation of the Convention, but — again I wish to emphasize this point — not instituting proceedings in respect of "disputes arising out of the interpretation or application of the [Vienna] Convention on Consular Relations", which could have fallen within the compulsory jurisdiction of the Court pursuant to the Optional Protocol. A dispute arising out of the interpretation or application of the Convention either did not in fact exist between Germany and the United States or, if it did exist, had not been the subject of any diplomatic negotiations between them. All that existed at that time was Germany's potential claim, unbeknownst to the United States, of alleged violations of the Convention by the United States.

I believe that Germany erred: it presented its Application of 2 March 1999 instituting proceedings for violations of the Vienna Convention as if it were submitting a "dispute" under the Optional Clause. I maintain that this is a case of a unilateral application made in reliance upon subsequent consent to the Court's jurisdiction to be given by the respondent State. A *dispute* would then have come into existence once the Court was seised of the case after the United States consented to the Court's jurisdiction.

dence, deviner que l'Allemagne pensait peut-être à d'éventuelles violations de cette convention puisque l'Allemagne n'en disait rien. Aucune des Parties en cause n'avait conscience, avant le 2 mars 1999, de l'existence entre elles d'une quelconque divergence de vues au sujet de la convention de Vienne. Il n'y avait entre les deux Etats aucune négociation en cours à cet égard.

7. Or, le 2 mars 1999, l'Allemagne a soudainement déposé au Greffe de la Cour une «requête introductive d'instance ... en raison de violations de la convention de Vienne sur les relations consulaires» (requête, paragraphe introductif) sur la base du paragraphe 1 de l'article 40 du Statut de la Cour et du paragraphe 1 de l'article 38 de son Règlement.

C'est à ce stade que les Etats-Unis ont pu découvrir qu'ils étaient en cause dans un «différend» découlant de l'interprétation ou de l'application de la convention. Expérience bien singulière, à n'en pas douter, pour les Etats-Unis que d'être informés uniquement *après* l'introduction d'une instance à leur encontre de la prétendue existence d'un «différend».

Les Etats-Unis ont appris par la requête déposée le 2 mars 1999 que l'Allemagne leur imputait des violations de la convention de Vienne sur les relations consulaires. Je suis surpris que l'Allemagne ait unilatéralement saisi la Cour dans de telles conditions. Plus de dix-sept ans s'étaient écoulés depuis les crimes commis par les frères LaGrand et, le même jour de janvier 1982, leur arrestation. Près de quinze ans s'étaient écoulés depuis leur condamnation à mort par une juridiction de l'Etat de l'Arizona. Pendant tout ce temps, l'Allemagne n'avait rien entrepris qui pût laisser supposer qu'elle faisait grief aux Etats-Unis de violations de la convention de Vienne ni qu'il existait un problème donnant naissance à un «différend» entre les deux pays.

8. L'Allemagne a engagé son action contre les Etats-Unis parce qu'ils auraient violé la convention, et non — je tiens à le souligner une fois de plus — en raison de «différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la convention [de Vienne sur les relations consulaires]» qui, aux termes du protocole de signature facultative, auraient pu relever de la compétence obligatoire de la Cour. En réalité, aucun différend n'opposait l'Allemagne et les Etats-Unis au sujet de l'interprétation ou de l'application de la convention, ou, s'il y en avait un, il n'avait donné lieu à aucune négociation diplomatique entre les deux Parties. La seule chose qui existât à l'époque était le grief en puissance de l'Allemagne, ignoré des Etats-Unis, portant sur de prétendues violations par ceux-ci de la convention.

Je crois que l'Allemagne s'est trompée: le 2 mars 1999, elle a présenté sa requête introductive d'instance pour violations de la convention de Vienne comme si elle soumettait un «différend» au titre de la clause facultative. Je soutiens que nous avons affaire, en l'espèce, à une requête unilatérale subordonnée à l'acceptation ultérieure de la juridiction de la Cour par l'Etat défendeur, auquel cas il y aurait eu *différend* dès lors que les Etats-Unis auraient consenti à se soumettre à cette juridiction et que la Cour aurait été saisie de l'instance.

9. I would hazard a guess that the German Government was prompted to bring this case before the International Court of Justice by the outcry raised by some in Germany, by the emotional reaction on the part of some people there — where the death penalty has been abolished — to a case involving the existence and application of the death penalty in the United States, a reaction made even stronger by the realization that the nationality of a fellow German (Karl LaGrand) had been ignored and that he had been executed after being afforded the same treatment a United States citizen would have received and that another German national (Walter LaGrand) whose execution was imminent had been treated in the same way.

It appears to me that the main aim was to save the life of Walter LaGrand, which aim was further supported by the Request for the indication of provisional measures filed together with the Application. It is unlikely that any human rights group in Germany ever thought that this case involved the Vienna Convention on Consular Relations. This may be mere supposition, but is there any other convincing reason to explain why the German Government referred an alleged violation of the Vienna Convention on Consular Relations to the Court without ascertaining through consultation or negotiation with the United States Government whether there existed any difference of views concerning the Vienna Convention between the two countries?

I am and have always been fully aware of the humanitarian concerns raised by the fate of the LaGrand brothers. However, I also drew attention to the rights of the victims of the LaGrand brothers' crimes and stated in my declaration appended to the Order of 3 March 1999 that:

> "if Mr. Walter LaGrand's rights as they relate to humanitarian issues are to be respected then, in parallel, the matter of the rights of victims of violent crime (a point which has often been overlooked) should be taken into consideration" (*LaGrand (Germany* v. *United States of America), Provisional Measures, Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 18, declaration of Judge Oda).

10. I very much fear that the Court's acceptance of this Application presented unilaterally pursuant to the "optional clause" will in future lead States that have accepted the compulsory jurisdiction of the Court, either under Article 36, paragraph 2, of the Statute or under the Optional Protocol concerning the Compulsory Settlement of Disputes attached to multilateral treaties, to withdraw their acceptance of the Court's jurisdiction.

2. The Error Made by the United States in Not Responding in an Appropriate Manner to Germany's Application

11. The United States, which learned of Germany's views concerning the *dispute* allegedly "arising out of the interpretation or application of

9. Je suis tenté de croire que le Gouvernement allemand a été incité à saisir la Cour internationale de Justice par le tollé et la réaction affective qu'a suscités, chez certains habitants d'un pays où la peine de mort a été abolie, une affaire mettant en jeu l'existence et l'application de cette peine aux Etats-Unis — réaction encore amplifiée dans le public quand celui-ci a compris qu'il n'avait pas été tenu compte de la nationalité d'un de leurs compatriotes (Karl LaGrand), exécuté après avoir été traité comme un citoyen des Etats-Unis, et qu'un autre ressortissant allemand (Walter LaGrand), dont l'exécution était imminente, avait été traité de la même façon.

Il me semble que l'Allemagne cherchait avant tout à sauver la vie de Walter LaGrand, ce à quoi concourait la demande en indication de mesures conservatoires déposée conjointement avec la requête. Il est peu vraisemblable que des groupes allemands de défense des droits de l'homme aient songé un seul instant que cette affaire mettait en cause la convention de Vienne sur les relations consulaires. Simple conjecture, peut-être, mais comment expliquer autrement que le Gouvernement allemand ait saisi la Cour d'une violation alléguée de la convention de Vienne sur les relations consulaires sans chercher à établir, par le biais d'une concertation ou d'une négociation avec son homologue des Etats-Unis, s'il existait réellement une divergence de vues entre les deux pays à l'égard de cet instrument?

J'ai et j'ai toujours eu pleinement conscience des préoccupations humanitaires suscitées par le sort des frères LaGrand. Toutefois, j'ai également rappelé les droits des victimes des crimes commis par les frères LaGrand et fait valoir, dans la déclaration que j'ai jointe à l'ordonnance du 3 mars 1999, que:

> «s'il y a lieu de respecter les droits de M. Walter LaGrand dès lors qu'ils ont trait à des questions d'ordre humanitaire, il convient en même temps de tenir compte des droits des victimes d'actes de violence (aspect qui a souvent été négligé)» (*LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique), mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999 (I)*, p. 18, déclaration de M. Oda).

10. Je crains vivement que le fait, pour la Cour, d'avoir donné suite à cette requête introduite par voie unilatérale en vertu de la «clause facultative» ne conduise certains Etats à revenir sur leur acceptation de reconnaissance de la juridiction obligatoire de la Cour, qu'ils l'aient acceptée aux termes du paragraphe 2 de l'article 36 du Statut ou en vertu du protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends qui est annexé aux traités multilatéraux.

2. Les Etats-Unis ont commis l'erreur de ne pas réagir comme ils auraient dû à la requête de l'Allemagne

11. Les Etats-Unis, qui n'ont pris connaissance de la position de l'Allemagne au sujet du *différend* présenté comme «[relatif] à l'interpréta-

the [Vienna] Convention" only upon the filing of Germany's Application, should, in my view, have raised preliminary objections to the case. The United States could have done this immediately after the Application was filed on 2 March 1999 or shortly afterwards. In fact, the United States did not do so. Instead, on 5 March 1999, the Court ordered that, since this was a case begun by means of a unilateral application to the Court, the applicant State (Germany) and the respondent State (the United States) — both of which are parties to the Optional Protocol — should submit their written pleadings within the respective time-limits set by the Court, namely, 16 September 1999 and 27 March 2000.

The United States could still have presented an objection to the case prior to 27 March 2000, the time-limit set for the presentation of the Counter-Memorial. I found it surprising that the United States, as Respondent, raised no objection during that one-year period. One might suppose that the United States felt itself to be in a weak position in its defence against this Application. From the earliest stages, the United States knew that it had failed to give prompt notice to the German Consulate of the facts involving the two German nationals. The United States would also have been aware that by that omission it had at that time violated the Vienna Convention on Consular Relations to a certain limited extent. If Germany had raised only the matter of the failure to give timely consular notification, the United States would have been without any strong counter-argument.

12. Upon receiving Germany's Memorial on 16 September 1999, the United States must have realized that Germany was essentially attempting to change the character of the Application as it then stood. Having incorporated the issues relating to compliance or non-compliance by the United States with the Court's Order of 3 March 1999 indicating provisional measures, the submissions presented by Germany in its Memorial of 16 September 1999 appeared to me to be far different in nature and broader in scope than those in its Application of 2 March 1999.

Once again, the United States could, pursuant to Article 79 of the Rules of Court, have raised objections before 27 March 2000 (namely, the time-limit set by the Court for the submission of its Counter-Memorial), and it should have done so, especially in the light of this significant change in the issues. The United States did not do so and instead presented its Counter-Memorial on that date. It was only in its Counter-Memorial of 27 March 2000 that the United States stated that "all other claims and submissions of . . . Germany [i.e., those other than the alleged breach of Article 36 (1) *(b)* of the Vienna Convention on Consular Relations] [should be] dismissed" (Counter-Memorial, p. 140, para. 175 (2)). It was there that the United States challenged the inclusion in the Application of 2 March 1999 of some of Germany's submissions contained in its Memorial of 16 September 1999.

13. The United States may have chosen not to raise an objection at the outset simply because it did not think that Germany would, in its subse-

tion ou à l'application de la convention [de Vienne]» qu'au moment où celle-ci a déposé sa requête, auraient dû, à mon sens, soulever des exceptions préliminaires, ce qu'ils auraient pu faire immédiatement après le dépôt de la requête, le 2 mars 1999, ou dans les quelques jours qui ont suivi. Tel n'a pas été le cas, et, le 5 mars 1999, la Cour a indiqué que, l'instance ayant été introduite par la voie d'une requête unilatérale, l'Etat demandeur (l'Allemagne) et l'Etat défendeur (les Etats-Unis) — tous deux parties au protocole de signature facultative — devraient déposer leurs pièces dans les délais fixés par elle aux 16 septembre 1999 et 27 mars 2000 respectivement.

Les Etats-Unis avaient encore le loisir de soulever une exception avant le 27 mars 2000, date de l'expiration du délai imparti pour la présentation de leur contre-mémoire. J'ai trouvé surprenant que, en tant que défendeur, ils ne fassent rien en ce sens au cours de cet intervalle d'un an. Ils ont peut-être eu conscience des insuffisances de l'argumentation qu'ils pouvaient opposer à la requête de l'Allemagne. Dès l'origine, les Etats-Unis n'ignoraient pas avoir manqué à leur obligation de notifier dans les meilleurs délais au consulat d'Allemagne les faits impliquant les deux ressortissants allemands. Ils ne devaient pas non plus ignorer avoir ainsi violé par omission, encore que dans une certaine mesure seulement, la convention de Vienne sur les relations consulaires. Si l'Allemagne n'avait excipé que du défaut de notification consulaire en temps voulu, les Etats-Unis n'auraient eu aucune objection solide à lui opposer.

12. En recevant le mémoire de l'Allemagne le 16 septembre 1999, les Etats-Unis ont dû comprendre que l'Allemagne cherchait avant tout à modifier la nature de la requête initiale. L'Allemagne ayant intégré dans son mémoire du 16 septembre 1999 les questions relatives au respect ou non par les Etats-Unis de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999, les conclusions qu'elle y présentait m'ont paru très éloignées de celles figurant dans sa requête du 2 mars 1999, et d'une portée plus large.

Là encore, les Etats-Unis auraient pu, sur la base de l'article 79 du Règlement de la Cour, soulever des exceptions avant le 27 mars 2000 (date d'expiration du délai fixé par la Cour pour le dépôt de leur contre-mémoire), et ils auraient dû le faire, d'autant plus que les questions soulevées étaient ainsi transformées, au lieu de quoi ils ont présenté leur contre-mémoire à la date arrêtée, le 27 mars 2000. Ce n'est que dans cette pièce que les Etats-Unis ont soutenu que «toutes les autres demandes et conclusions de ... [l']Allemagne [autrement dit toutes celles qui ne se rapportent pas à la violation présumée de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires] [devaient être] rejetées» (contre-mémoire, p. 140, par. 175, al. 2). C'est à cette même occasion qu'ils ont contesté à l'Allemagne le droit d'ajouter aux conclusions de sa requête du 2 mars 1999 certaines de celles qui figurent dans son mémoire du 16 septembre 1999.

13. Les Etats-Unis n'ont peut-être choisi de s'abstenir de soulever immédiatement une exception que parce qu'ils ne pensaient pas que

quent Memorial, redefine the *dispute* referred to in its earlier Application, but the United States must have realized upon receipt of the Memorial in September 1999 that Germany had broadened and modified the definition of the "dispute". The case has been greatly complicated by the approach thus adopted by the United States.

14. In my view the improper filing of Germany's Application, as explained above, and the very indifferent reaction of the United States to Germany's Application form the essence of this case.

3. The Error Made by the International Court of Justice in Indicating Provisional Measures in its Order of 3 March 1999

15. In response to Germany's request submitted on 2 March 1999 together with its Application of the same date, the Court on 3 March 1999 issued an Order granting provisional measures. In my view, the issuing of that Order was not entirely proper. In order to maintain the solidarity of the Court and out of humanitarian concerns, I voted — albeit very reluctantly — in favour of the Order of 3 March 1999, and it was therefore adopted unanimously.

I now regret that I voted in favour of that Order, since I did so against my judicial conscience. It should, however, be clear from my declaration appended to the Court's Order of 3 March 1999 that I was, in substance, opposed to the issuance of that Order.

At that time, I held the view (which I still hold now) that:

> "as a general rule, provisional measures are granted in order to preserve *rights of States* exposed to an imminent breach which is irreparable and these *rights of States* must be those to be considered at the merits stage of the case, and must constitute the subject-matter of the application instituting proceedings or be *directly* related to it" (*LaGrand (Germany* v. *United States of America), Provisional Measures, Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 19, declaration of Judge Oda)

and that

> "the request for provisional measures should not be used by applicants for the purpose of obtaining interim judgments that would affirm their own rights and predetermine the main case" (*ibid.*).

16. Let us reflect on the circumstances surrounding the Order of 3 March 1999. Karl LaGrand had already been executed, and the request for provisional measures was submitted to the Court together with the Application instituting proceedings at 7.30 p.m. on 2 March 1999, when Walter LaGrand's execution was imminent. Only on the morning of 3 March 1999 was the request dated 2 March 1999 provided to Members of the Court. Another case had been scheduled for that day,

l'Allemagne redéfinirait par la suite dans son mémoire le *différend* évoqué dans sa requête initiale, mais ils ont dû s'apercevoir, dès réception de ce mémoire en septembre 1999, que l'Allemagne avait élargi et modifié la définition du «différend». L'affaire a été considérablement compliquée par la démarche que les Etats-Unis ont ainsi adoptée.

14. A mon sens, le dépôt dans de mauvaises conditions de sa requête par l'Allemagne, tel qu'expliqué ci-dessus, et la profonde indifférence manifestée en réaction par les Etats-Unis constituent l'essence même de l'instance.

3. La Cour internationale de Justice a commis l'erreur d'indiquer des mesures conservatoires dans son ordonnance du 3 mars 1999

15. En réponse à la demande présentée par l'Allemagne le 2 mars 1999 en même temps que sa requête, la Cour a rendu le 3 mars 1999 une ordonnance en indication de mesures conservatoires. A mon sens, elle n'était pas entièrement fondée à le faire. Par solidarité avec la Cour et pour des motifs humanitaires, j'ai voté — quoique à contrecœur — en faveur de l'ordonnance du 3 mars 1999, qui a ainsi été adoptée à l'unanimité.

Je regrette aujourd'hui d'avoir agi ainsi, dans la mesure où je l'ai fait contre ma conscience judiciaire. Toutefois, la déclaration que j'ai jointe à l'ordonnance de la Cour du 3 mars 1999 ne devrait laisser aucun doute quant à mon opposition profonde à cette mesure.

J'étais alors d'avis, et le suis encore aujourd'hui que

> «des mesures conservatoires sont généralement indiquées pour sauvegarder des *droits des Etats* exposés à un risque imminent de violation irréparable et ces *droits des Etats* doivent être ceux qui seront examinés lors de la phase du fond et doivent constituer l'objet de la requête introductive d'instance ou se rapporter *directement* à celle-ci» (*LaGrand* (*Allemagne* c. *Etats-Unis d'Amérique*), *mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999* (*I*), p. 19, déclaration de M. Oda)

et que

> «des demandeurs ne devraient pas se servir de la demande en indication de mesures conservatoires pour obtenir des décisions interlocutoires qui confirmeraient leurs propres droits et préjugeraient la décision dans l'instance principale» (*ibid.*).

16. Examinons les circonstances dans lesquelles a été prise l'ordonnance du 3 mars 1999. Karl LaGrand avait déjà été exécuté, et la demande en indication de mesures conservatoires a été soumise à la Cour en même temps que la requête introductive d'instance, le 2 mars 1999 à 19 h 30, alors que l'exécution de Walter LaGrand était imminente. Ce n'est que dans la matinée du 3 mars 1999 que la demande datée du 2 mars 1999 a été communiquée aux membres de la Cour. Une autre

and all Members of the Court therefore happened to be present at The Hague.

The Court made its Order at 7.15 p.m. on 3 March 1999, that is, on the very same day on which the consideration of Germany's request had begun — the sole reason for such haste being that Walter LaGrand's execution was imminent — without having given the United States a chance to express its views in writing and without having held a court sitting for oral hearings. (The times of day are those reported in Judge Buergenthal's dissenting opinion.) This Court was clearly faced with an extraordinary situation for which there was no precedent; it was only because of the exceptional circumstances of the case that the Court was able to make such an extraordinary Order in the limited time available to it.

17. This was not, however, a situation entailing *rights of States* exposed to an imminent, irreparable breach. The *rights of States* in question must be those to be considered at the merits stage of the case and must constitute the subject-matter of the application instituting proceedings or be *directly* related to it.

I submit that the provisional measures ordered by the Court on 3 March 1999, aimed at staying the execution — and therefore preserving the life, at least temporarily — of Walter LaGrand, were not directly related to the rights of States under the Vienna Convention and that the Court made a significant error in issuing an Order indicating provisional measures in this case, since the issue for which interim relief was sought did not figure among those for which provisional measures may be properly ordered by this Court. I am confident in my view that the Court did indeed err in issuing that Order.

This error was, however, quite understandable, as a human life hung in the balance and the Court was given very little time to decide upon the request for an order. As I stated earlier, I believe that Germany is responsible for the ensuing difficulties in this case, since it chose to file its Application at the last minute before Walter LaGrand's execution, and for placing the Court in a very difficult and delicate position. Now, with the benefit of a full hearing of both Parties and exposition of all the facts, it should be clear to the Court (as it was already clear to me on 3 March 1999) that it should not have issued the Order.

II. ERRORS IN THE COURT'S PRESENT JUDGMENT

A. Introduction

18. As explained in Part I above, I believe that the Court is confronted with a situation which resulted from an accumulation of three separate errors: the first error was made by Germany in improperly bringing the case before the Court; the second by the United States in not raising

affaire devait être examinée ce jour-là, de sorte que les membres de la Cour se trouvaient tous présents à La Haye.

La Cour a rendu son ordonnance à 19 h 15 le 3 mars 1999, c'est-à-dire le jour même du début de l'examen de la requête de l'Allemagne — précipitation que seule explique l'imminence de l'exécution de Walter LaGrand —, sans que les Etats-Unis aient pu exprimer leurs vues par écrit et sans qu'aucune audience ait permis aux Parties de plaider. (Les heures sont celles qu'indique M. Buergenthal dans son opinion dissidente.) De toute évidence, la Cour devait faire face à une situation extraordinaire et sans précédent, et c'est uniquement en raison des circonstances exceptionnelles entourant cette instance qu'elle a été en mesure de rendre une ordonnance aussi inhabituelle dans le temps limité dont elle disposait.

17. Il ne s'agissait toutefois pas d'une situation mettant en jeu des *droits des Etats* exposés à une violation irréparable imminente. Les *droits des Etats* en question doivent être ceux qui seront examinés lors de la phase du fond et constituer l'objet de la requête introductive d'instance ou se rapporter *directement* à celle-ci.

J'estime que les mesures conservatoires indiquées par la Cour le 3 mars 1999, tendant à obtenir un sursis à l'exécution de Walter LaGrand — et, ainsi, à sauver sa vie, à tout le moins temporairement —, ne ressortissaient pas directement aux droits des Etats au sens de la convention de Vienne et que la Cour a nettement commis une erreur en rendant une telle ordonnance dans cette affaire, en ce sens que la question à l'origine de la demande n'était pas de celles à propos desquelles elle est fondée à indiquer des mesures conservatoires. Je suis fermement convaincu que la Cour a effectivement eu tort de rendre cette ordonnance.

Cette erreur était toutefois aisément compréhensible, puisqu'une vie humaine était en jeu et que la Cour disposait de très peu de temps pour statuer sur la demande en indication de mesures conservatoires. Comme je l'ai déjà dit, je tiens l'Allemagne pour responsable des difficultés éprouvées dans cette affaire — puisqu'elle a choisi de déposer sa requête alors que l'exécution de Walter LaGrand était imminente — ainsi que de la position extrêmement délicate dans laquelle s'est trouvée placée la Cour. A présent, les deux Parties ayant été dûment entendues et l'ensemble des faits exposés, il devrait apparaître clairement aux yeux de la Cour (comme il m'apparaissait déjà le 3 mars 1999) qu'elle n'aurait pas dû rendre cette ordonnance.

II. Les erreurs commises dans l'arrêt de la Cour

1. *Introduction*

18. Ainsi que je l'explique dans ma première partie, je pense que la Cour est confrontée à une situation née de l'accumulation de trois erreurs distinctes : une première erreur que l'Allemagne commet en saisissant indûment la Cour, une deuxième erreur que les Etats-Unis commettent en

objections to Germany's Application at the proper time; and the third by the Court in handing down an order improperly granting provisional measures. The Court appears to be making an ultimate error on top of those cumulative errors. I am unable to support the Court's decision as a whole in the present Judgment.

19. Before explaining how I voted on each of the paragraphs of the operative part, I would like, in particular, to mention five principal issues involved in the present case.

First, the United States admitted its failure to give prompt consular notification and the ensuing violation of the Vienna Convention on Consular Relations in that respect. There was no dispute on this point between Germany and the United States.

Second, I see no relation between the delay in consular notification on the part of the United States authorities, on the one hand, and the handing down of the death sentence by the Arizona state court and the execution of the LaGrand brothers, on the other.

Third, the question of compliance with the Order for the indication of provisional measures of 3 March 1999 bears no relation to the present case, which was submitted by Germany in respect of alleged violations by the United States of the Vienna Convention on Consular Relations.

Fourth, the Court seems to cherish the illusion that a national of the sending State should, under the Convention, be accorded greater protection and enjoy more rights than nationals of the receiving State.

Fifth, it seems to me that the Court has confused the right, if any, of the arrested foreign national accorded under the Vienna Convention with the rights of foreign nationals to protection under general international law or other treaties or conventions, and, possibly, even with human rights.

B. Specific Critiques of the Operative Part

1. Subparagraph (1) of the operative part (Judgment, para. 128)

20. In subparagraph (1) of the operative part of the Judgment the Court states that "it has jurisdiction . . . to entertain the Application filed by [Germany] on 2 March 1999". As stated in Part I, section 1, above, there is no basis for believing that there existed a *dispute* between Germany and the United States *arising out of the interpretation or application of the Vienna Convention on Consular Relations* in respect of which an Application could have been filed. I voted in favour of the Court's determination that the Court has jurisdiction to entertain Germany's Application of 2 March 1999 *solely* for the reason that the

s'abstenant de soulever en temps voulu des exceptions à la requête de l'Allemagne, et une troisième erreur que la Cour commet en rendant une ordonnance qui indique à tort des mesures conservatoires. A cette série d'erreurs, il semble que la Cour soit en train d'en ajouter une dernière. Je ne puis souscrire, globalement, à la décision énoncée dans le présent arrêt.

19. Avant d'expliquer mon vote sur chacun des points du dispositif, je voudrais rappeler en particulier cinq grandes questions que cette affaire soulève.

Premièrement, les Etats-Unis ont reconnu avoir omis de notifier sans retard les autorités consulaires allemandes et avoir ainsi violé les dispositions pertinentes de la convention de Vienne sur les relations consulaires. Aucun différend n'opposait l'Allemagne et les Etats-Unis sur ce point.

Deuxièmement, je ne vois aucun rapport entre, d'une part, le fait que les autorités américaines ont procédé tardivement à la notification consulaire et, d'autre part, la condamnation à mort des frères LaGrand par une juridiction de l'Etat de l'Arizona puis leur exécution.

Troisièmement, la question de l'exécution de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 mars 1999 n'a aucune pertinence dans la présente instance que l'Allemagne a introduite en invoquant de présumées violations, par les Etats-Unis, de la convention de Vienne sur les relations consulaires.

Quatrièmement, la Cour semble nourrir l'illusion que, aux termes de cette convention, un ressortissant de l'Etat d'envoi doit bénéficier d'une meilleure protection et de plus de droits que les ressortissants de l'Etat de résidence.

Cinquièmement, j'ai le sentiment que la Cour a confondu les droits accordés par la convention de Vienne à tout étranger en état d'arrestation — si tant est que de tels droits existent — avec le droit à la protection reconnu aux étrangers par le droit international général ou par d'autres traités ou conventions, et même, peut-être, avec les droits de l'homme.

B. Critiques précises concernant le dispositif

1. Point 1 du dispositif (arrêt, par. 128)

20. Au point 1 du dispositif de son arrêt, la Cour déclare «qu'elle a compétence ... pour connaître de la requête déposée par [l'Allemagne] le 2 mars 1999». Ainsi que je l'ai dit plus haut, au chapitre 1 de la première partie de mon exposé, rien ne permet de penser qu'il existait entre l'Allemagne et les Etats-Unis *un différend au sujet de l'interprétation ou de l'application de la convention de Vienne* qui aurait pu motiver l'introduction d'une instance. Si j'ai souscrit à la décision de la Cour quand elle s'est déclarée compétente pour connaître de la requête déposée par l'Allemagne le 2 mars 1999, c'est *uniquement* parce que les Etats-Unis, c'est-à-

United States, the Respondent, raised no preliminary objection to that Application.

However, I must stress that the Court's jurisdiction is over the *Application of 2 March 1999*, as originally filed, not as subsequently qualified by Germany's submissions extensively altering and supplementing the Application so as to change the very essence of it. It is to be noted in this regard that the United States, in its Counter-Memorial and in the oral arguments heard on 17 November 2000, submitted that Germany's claims and submissions, other than those concerning the breach by the United States of Article 36, paragraph 1 (*b*), of the Vienna Convention, should be dismissed.

21. In this respect I must refer also to Germany's third submission, regarding the Court's Order of 3 March 1999 indicating provisional measures, which, according to the present Judgment, "concerns issues that arise directly out of the dispute between the Parties before the Court over which the Court has already held that it has jurisdiction . . . and which are thus covered by Article I of the Optional Protocol" (Judgment, para. 45). The Court goes on to state:

> "The Court reaffirms, in this connection, what it said in its Judgment in the *Fisheries Jurisdiction* case, where it declared that in order to consider the dispute in all its aspects, it may also deal with a submission that 'is one based on facts subsequent to the filing of the Application, but arising directly out of the question which is the subject-matter of that Application. As such it falls within the scope of the Court's jurisdiction . . .' (*Fisheries Jurisdiction (Federal Republic of Germany* v. *Iceland), Merits, Judgment, I.C.J. Reports 1974*, p. 203, para. 72)." (*Ibid.*)

From these statements the Court concludes:

> "Where the Court has jurisdiction to decide a case, it also has jurisdiction to deal with submissions requesting it to determine that an order indicating measures which seeks to preserve the rights of the Parties to this dispute has not been complied with." (*Ibid.*)

I would like to point out that in the *Fisheries Jurisdiction* case, Germany referred a difference which had already ripened into a *dispute* with Iceland to the Court on the basis of, *inter alia*, an *optional clause* in the Exchange of Notes dated 19 July 1961. This differentiates it from the present case, which, as I stated in paragraphs 6 to 8 above, cannot be considered to have been brought under the Optional Protocol. In addition, in the *Fisheries Jurisdiction* case provisional measures were indicated to protect the rights of a State, Germany, from possible infringements which might arise from Iceland's exercise of its competence pursuant to its previously enacted national legislation. There is no basis

dire la Partie défenderesse, n'avaient pas soulevé d'exception préliminaire à cette requête.

Je tiens toutefois à souligner que si la Cour est compétente, c'est à l'égard de la requête du 2 mars 1999 telle que celle-ci a été déposée initialement, et non telle qu'elle a été modifiée par les conclusions de l'Allemagne, qui ont abondamment transformé et complété ladite requête au point d'en changer l'essence même. Il convient de signaler à ce propos que les Etats-Unis, dans leur contre-mémoire et dans leurs plaidoiries du 17 novembre 2000, ont fait valoir qu'il y avait lieu de rejeter les demandes et les conclusions de l'Allemagne autres que celles qui ont trait à leur violation des dispositions de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne.

21. Il me faut également revenir à cet égard sur la troisième conclusion de l'Allemagne, qui concerne l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999. Il est indiqué dans l'arrêt que cette conclusion « porte sur des questions qui découlent directement du différend opposant les Parties devant la Cour, à l'égard desquelles la Cour a déjà conclu qu'elle était compétente ... et qui relèvent dès lors de l'article premier du protocole de signature facultative » (arrêt, par. 45). La Cour ajoute :

> « A cet égard, la Cour réaffirme ce qu'elle a dit dans l'affaire de la *Compétence en matière de pêcheries*, lorsqu'elle a estimé que, afin de considérer le différend sous tous ses aspects, elle pouvait aussi connaître d'une conclusion qui « se fonde sur des faits postérieurs au dépôt de la requête mais découlant directement de la question qui fait l'objet de cette requête. A ce titre, elle relève de la compétence de la Cour... » (*Compétence en matière de pêcheries (République fédérale d'Allemagne c. Islande), fond, arrêt, C.I.J. Recueil 1974*, p. 203, par. 72). » (*Ibid.*)

La Cour conclut ensuite :

> « Lorsque la Cour a compétence pour trancher un différend, elle a également compétence pour se prononcer sur des conclusions la priant de constater qu'une ordonnance en indication de mesures rendue aux fins de préserver les droits des Parties à ce différend n'a pas été exécutée. » (*Ibid.*)

Je ferai faire observer que, dans l'affaire de la *Compétence en matière de pêcheries*, l'Allemagne avait soumis à la Cour un désaccord l'opposant à l'Islande — désaccord qui avait déjà pris l'ampleur d'un *différend* —, en se fondant notamment sur une *clause facultative* contenue dans l'échange de notes du 19 juillet 1961. C'est en cela que cette affaire-là se distingue de la présente, laquelle, comme je l'ai exposé plus haut aux paragraphes 6 à 8, ne peut être considérée comme ayant été soumise en vertu du protocole de signature facultative. En outre, dans l'affaire de la *Compétence en matière de pêcheries*, des mesures conservatoires avaient été indiquées pour protéger les droits d'un Etat, l'Allemagne, qui ris-

for likening the present case to the *Fisheries Jurisdiction* case as regards orders indicating provisional measures.

2. *Subparagraph (2) of the operative part (Judgment, para. 128)*

22. In connection with subparagraph (2) of the operative part, I believe that the Court should have decided on the admissibility of Germany's Application of 2 March 1999, *not* of Germany's submissions set out subsequently in the Memorial and repeated in its oral pleadings on 16 November 2000. For this reason, I voted against the whole of subparagraph (2), notwithstanding the fact that I note that the United States raised no preliminary objection in connection with the admissibility of the present case.

3. *Subparagraph (3) of the operative part (Judgment, para. 128)*

23. Subparagraph (3) appears to me to proceed from the premise that the Vienna Convention on Consular Relations placed a legal obligation on the United States not only to Germany but also to the LaGrand brothers. Let me follow the reasoning set out in the present Judgment. The Court begins by stating:

> "The Court *cannot accept* the argument of the United States which proceeds, in part, on the assumption that paragraph 2 of Article 36 applies only to the rights of the sending State and not also to those of the detained individual. *The Court has already determined* that Article 36, paragraph 1, creates individual rights for the detained person in addition to the rights accorded the sending State, and that consequently the reference to 'rights' in paragraph 2 must be read as applying not only to the rights of the sending State, but also to the rights of the detained individual (see paragraph 77 above)." (Judgment, para. 89; emphasis added.)

What "[t]he Court has already determined" is as follows:

> "The Court notes that Article 36, paragraph 1 *(b)*, spells out the obligations the receiving State has towards the detained person and the sending State. It provides that . . . *the receiving State must inform* the consular post of the sending State . . . It provides further that any communication by the detained person . . . *must be forwarded* to [the consular post of the sending State] by *authorities of the receiving State* . . . Significantly, this subparagraph ends with the following language: '*The said authorities shall inform* the person concerned . . . of his rights . . .'. Moreover, under Article 36, paragraph 1 *(c)*, the sending State's right to provide consular assistance to the detained person may not be exercised 'if he expressly opposes such action'. The clarity of these provisions [Article 36, para-

quaient d'être violés si l'Islande exerçait ladite compétence en application des textes législatifs qu'elle avait promulgués. Du point de vue des ordonnances en indication de mesures conservatoires, rien ne permet de lier la présente affaire à celle de la *Compétence en matière de pêcheries*.

2. *Point 2 du dispositif (arrêt, par. 128)*

22. Concernant le point 2 du dispositif, je pense que la Cour aurait dû statuer sur la recevabilité de la requête déposée le 2 mars 1999 par l'Allemagne, et *non pas* sur la recevabilité des conclusions que cet Etat a exposées par la suite dans son mémoire, puis réitérées dans ses plaidoiries du 16 novembre 2000. C'est pour cette raison que j'ai voté contre le point 2 dans son ensemble, même si je note que les Etats-Unis n'ont soulevé aucune exception préliminaire à la recevabilité de l'affaire.

3. *Point 3 du dispositif (arrêt, par. 128)*

23. Le point 3 du dispositif me semble reposer sur le postulat que les Etats-Unis, aux termes de la convention de Vienne sur les relations consulaires, avaient une obligation juridique non seulement à l'égard de l'Allemagne, mais également à l'égard des frères LaGrand. Je reprends le raisonnement exposé dans l'arrêt. La Cour commence par affirmer:

> «La Cour *ne saurait retenir* l'argument des Etats-Unis qui repose en partie sur l'hypothèse que le paragraphe 2 de l'article 36 ne s'applique qu'aux droits de l'Etat d'envoi et non à ceux de la personne mise en détention. *La Cour a déjà établi* que le paragraphe 1 de l'article 36 crée des droits individuels pour les personnes détenues, en sus des droits accordés à l'Etat d'envoi, et que, par voie de conséquence, les «droits» visés au paragraphe 2 désignent non seulement les droits de l'Etat d'envoi, mais aussi ceux des personnes détenues (voir par. 77 ci-dessus).» (Arrêt, par. 89; les italiques sont de moi.)

Ce que «la Cour a déjà établi», c'est ceci:

> «La Cour constate que l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 énonce les obligations que l'Etat de résidence a vis-à-vis d'une personne détenue et de l'Etat d'envoi. Il dispose [que] ... *l'Etat de résidence doit informer* ... le poste consulaire de l'Etat d'envoi... Il dispose en outre que toute communication par la personne détenue ... *doit ... être transmise* [au poste consulaire de l'Etat d'envoi] par *les autorités de l'Etat de résidence*... Il est significatif que cet alinéa se termine par la disposition suivante: *lesdites autorités «doivent ... informer* l'intéressé de ses droits...» En outre, en vertu de l'alinéa *c)* du paragraphe 1 de l'article 36, le droit de l'Etat d'envoi de prêter son assistance consulaire à la personne en détention ne peut s'exercer si celle-ci «s'y oppose expressément». La clarté de ces dispositions

> graph 1 (*b*), (*c*)], viewed in their context, admits of no doubt. It follows, as has been held on a number of occasions, that the Court must apply these as they stand . . . Based on the text of these provisions, *the Court concludes* that Article 36, paragraph 1, creates individual rights, which, by virtue of Article I of the Optional Protocol, may be invoked in this Court by the national State of the detained person. These rights were violated in the present case." (Judgment, para. 77; original emphasis by the Court deleted; emphasis is added.)

I see no convincing argument to support the determination of the Court that

> "Article 36, paragraph 1, *creates individual rights* for the detained person in addition to the rights accorded the sending State, and . . . consequently the reference to 'rights' in paragraph 2 must be read as applying not only to the rights of the sending State, but also to the rights of the detained individual" (Judgment, para. 89).

24. I shall take the liberty of expressing my puzzlement at the reason for and relevance of the Court's reference in the Judgment to Article 36, paragraph 1 (*c*), of the Convention in connection with the rights of a detained person. I believe that this provision was included in the Convention simply to provide for the situation in which an arrested foreign national waives consular notification in order to prevent his criminal conduct or even his presence in a foreign country from becoming known in his home country; that provision may not have any further significance.

25. Article 36, paragraphs 1 and 2, of the Vienna Convention on Consular Relations is perceptively interpreted by Vice-President Shi in his separate opinion and I fully share his views.

4. Subparagraph (4) of the operative part (Judgment, para. 128)

26. In connection with this subparagraph (4), the Court admits that "[i]n itself, the [procedural default] rule does not violate Article 36 of the Convention" but concludes that in the present case:

> "the procedural default rule does not allow the detained individual [in this case the LaGrand brothers] to challenge a conviction and sentence by claiming, in reliance on Article 36, paragraph 1, of the Convention, that the competent national authorities failed to comply with their obligation to provide the requisite consular information 'without delay', thus preventing the person from seeking and obtaining consular assistance from the sending State" (Judgment, para. 90).

> [article 36, paragraphe 1, alinéas *b)* et *c)*], lues dans leur contexte, ne laisse en rien à désirer. De ce fait, et comme il a été jugé à plusieurs reprises, la Cour est tenue de les appliquer telles qu'elles sont... Compte tenu du libellé de ces dispositions, *la Cour conclut* que le paragraphe 1 de l'article 36 crée des droits individuels qui, en vertu de l'article premier du protocole de signature facultative, peuvent être invoqués devant la Cour par l'Etat dont la personne détenue a la nationalité. En l'espèce, ces droits ont été violés.» (Arrêt, par. 77; les italiques sont de moi; ceux de la Cour dans l'original ont été supprimés.)

Je ne vois aucun argument convaincant susceptible d'étayer la conclusion de la Cour quand elle dit que

> «le paragraphe 1 de l'article 36 *crée des droits individuels* pour les personnes détenues, en sus des droits accordés à l'Etat d'envoi, et ... par voie de conséquence, les «droits» visés au paragraphe 2 désignent non seulement les droits de l'Etat d'envoi, mais aussi ceux des personnes détenues» (arrêt, par. 89).

24. Je prends la liberté d'exprimer ma perplexité quant aux raisons et à l'intérêt, pour la Cour, de mentionner dans son arrêt, à propos des droits des personnes détenues, la disposition figurant à l'alinéa *c)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention. Je pense que, si cette disposition a été incluse dans la convention, c'est simplement aux fins de prévoir le cas où un étranger en état d'arrestation renonce à la notification consulaire pour éviter que sa conduite illicite ou même sa présence dans un pays tiers ne soient connues dans son pays d'origine; cette disposition n'a peut-être pas d'autre signification.

25. Dans son opinion individuelle, M. Shi, vice-président, donne une interprétation pénétrante des paragraphes 1 et 2 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires, et je partage entièrement son point de vue.

4. Point 4 du dispositif (arrêt, par. 128)

26. En ce qui concerne la question soulevée au point 4, la Cour admet que, «en elle-même, [la règle de la «carence procédurale»] ne viole pas l'article 36 de la convention de Vienne», mais conclut que, en l'espèce, cette règle

> «ne permet pas à une personne détenue [en l'occurrence, les frères LaGrand] de faire recours contre sa condamnation et sa peine en prétendant, sur la base du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention, que les autorités nationales compétentes ne se seraient pas acquittées de leur obligation d'informer «sans retard» les autorités consulaires compétentes, empêchant par là même cette personne de solliciter et d'obtenir l'assistance consulaire de l'Etat d'envoi» (arrêt, par. 90).

This conclusion may be connected with the refusal on 23 February 1999 by the Arizona Superior Court in Pima County to entertain a further petition, as noted in the Judgment (para. 28). I fail to understand the factual situation underlying the Court's assertion that "the procedural default rule had the effect of preventing 'full effect [from being] given to the purposes for which the rights accorded under [Article 36 of the Convention] are intended', and thus violated paragraph 2 of Article 36" (Judgment, para. 91).

27. I am not convinced of the correctness of the Court's holding that the Vienna Convention on Consular Relations grants to foreign individuals any rights beyond those which might necessarily be implied by the obligations imposed on States under that Convention. In addition, I cannot but think that the Court holds the view that the Vienna Convention on Consular Relations grants more extensive protection and greater or broader individual rights to *foreign* nationals (in this case, German nationals in the United States) than would be enjoyed by nationals in their home countries (in this case, Americans in the United States).

If the Vienna Convention on Consular Relations is to be interpreted as granting rights to individuals, those rights are strictly limited to those corresponding to the obligations borne by the States under the Convention and do not include substantive rights of the individual, such as the rights to life, property, etc. I find the Judgment devoid of any convincing explanation of this point.

5. *Subparagraph (5) of the operative part (Judgment, para. 128)*

28. As stated in paragraph 21 above, compliance or non-compliance with the Order indicating provisional measures of 3 March 1999 does not fall within the scope of the present case, brought before the Court by Germany's Application of 2 March 1999 in respect of violations of the Convention on Consular Relations. Apart from this point, it appears to me that the Court has not properly understood the meaning of the indication of provisional measures. As stated above in paragraphs 15 to 17, the Court was mistaken in March 1999 in granting provisional measures.

29. The Court appears to be mostly concerned with the question of whether or not provisional measures indicated by it are binding. In the present Judgment, the Court dedicates as many as 25 paragraphs (paras. 92-116) to this issue. After summarizing the views of Germany and the United States (paras. 92-97), the Court attempts to explain at length in 19 paragraphs (paras. 98-116) why an order indicating provisional measures has binding effect or binding force.

30. Commencing with a general discussion of the meaning of Article 41, concerning provisional measures, of the Court's Statute, the Court states that

Cette conclusion peut être rapprochée de la décision de rejeter un nouveau recours rendue le 23 février 1999 par la cour supérieure du comté de Pima, en Arizona, et rappelée au paragraphe 28 de l'arrêt. Je n'arrive pas à comprendre sur quelle situation objective se fonde la Cour pour affirmer que «la règle de la carence procédurale a eu pour effet d'empêcher «la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu [de l'article 36 de la convention]» et a ainsi violé les dispositions du paragraphe 2 de l'article 36» (arrêt, par. 91).

27. Je ne suis pas convaincu que la Cour ait raison de considérer que la convention de Vienne sur les relations consulaires accorde aux étrangers plus de droits que ceux qui découlent nécessairement des obligations imposées aux Etats par cette convention. En outre, je ne peux m'empêcher de penser que, aux yeux de la Cour, la convention de Vienne sur les relations consulaires accorde aux *étrangers* dans un pays tiers (en l'occurrence, des Allemands aux Etats-Unis) une plus grande protection et des droits individuels plus étendus ou plus importants que ceux dont jouiraient chez eux les ressortissants d'un pays donné (en l'occurrence, les Américains aux Etats-Unis).

S'il faut comprendre que la convention de Vienne sur les relations consulaires accorde des droits aux particuliers, alors ces droits sont strictement limités aux droits correspondant aux obligations imposées aux Etats par la convention et ne s'étendent pas aux droits fondamentaux de l'individu comme le droit à la vie, à la propriété, etc. L'arrêt m'apparaît à ce sujet dépourvu de toute explication convaincante.

5. *Point 5 du dispositif (arrêt, par. 128)*

28. Ainsi que je l'ai fait observer plus haut au paragraphe 21, la question de l'exécution ou de la non-exécution de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 mars 1999 n'est pas pertinente dans la présente affaire, dont la Cour a été saisie le 2 mars 1999 par une requête déposée par l'Allemagne pour violation de la convention de Vienne sur les relations consulaires. Mais, outre ce fait, il me semble que la Cour n'a pas bien compris ce que signifie l'adoption de mesures conservatoires. Comme je l'ai dit plus haut aux paragraphes 15 à 17, la Cour a eu tort d'indiquer des mesures conservatoires en mars 1999.

29. La Cour semble se soucier principalement de savoir si les mesures conservatoires qu'elle indique ont ou non un caractère obligatoire. Pas moins de vingt-cinq paragraphes de l'arrêt sont consacrés à cette question (par. 92-116). Après avoir résumé les points de vue respectifs de l'Allemagne et des Etats-Unis (par. 92-97), la Cour s'efforce d'expliquer en détail, sur dix-neuf paragraphes (98-116), pourquoi une ordonnance en indication de mesures conservatoires a force obligatoire ou porte obligatoirement effet.

30. La Cour commence par débattre en termes généraux du sens de l'article 41 de son Statut relatif aux mesures conservatoires, en affirmant que

> "in accordance with customary international law, reflected in Article 31 of the 1969 Vienna Convention on the Law of Treaties . . . a treaty must be interpreted in good faith in accordance with the ordinary meaning to be given to its terms in their context and in the light of the treaty's object and purpose" (Judgment, para. 99).

Noting the difference between the authentic French text and the authentic English text, the Court then "consider[s] the object and purpose of the Statute together with the context of Article 41" (Judgment, para. 101). The Court goes on to state that:

> "The object and purpose of the Statute is to enable the Court to fulfil the functions provided for therein, and, in particular, the basic function of judicial settlement of international disputes by binding decisions in accordance with Article 59 of the Statute. The context in which Article 41 has to be seen within the Statute is to prevent the Court from being hampered in the exercise of its functions because the respective rights of the parties to a dispute before the Court are not preserved." (Judgment, para. 102.)

The Court further states that:

> "It follows from the object and purpose of the Statute, as well as from the terms of Article 41 when read in their context, that the power to indicate provisional measures entails that such measures should be binding, inasmuch as the power in question is based on the necessity, when the circumstances call for it, to safeguard, and to avoid prejudice to, the rights of the parties as determined by the final judgment of the Court." (*Ibid.*)

The Court immediately concludes that "[t]he contention that provisional measures indicated under Article 41 might *not* be binding would be *contrary* to the object and purpose of that Article" (*ibid.*; emphasis added). I fail to find any affirmative reason in the above argument to support the binding force of an order for the indication of provisional measures.

31. As "[a] related reason which points to the binding character of orders made under Article 41 and to which the Court attaches importance" (Judgment, para. 103), the Judgment refers to the jurisprudence of the Permanent Court of International Justice in the 1939 case concerning *Electricity Company of Sofia and Bulgaria* (*Electricity Company of Sofia and Bulgaria, Interim Measures of Protection, Order of 5 December 1939, P.C.I.J., Series A/B, No. 79*, p. 194) and to many other orders of the present Court in which that case was cited (Judgment, para. 103). In my view, however, the "principle universally accepted by international tribunals and likewise laid down in many conventions" mentioned in that Order was nothing more than a general statement concerning provisional measures "to the effect that the parties to a case must abstain from any measure capable of exercising a prejudicial effect in regard to the execu-

> «conformément au droit international coutumier qui a trouvé son expression dans l'article 31 de la convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités ... un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer à ses termes dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but» (arrêt, par. 99).

Soulignant la différence entre les versions française et anglaise du texte, qui font foi l'une et l'autre, la Cour passe ensuite à «l'examen de l'objet et du but du Statut, ainsi que du contexte de l'article 41» (arrêt, par. 101). Elle poursuit en déclarant :

> «L'objet et le but du Statut sont de permettre à la Cour de remplir les fonctions qui lui sont dévolues par cet instrument, et en particulier de s'acquitter de sa mission fondamentale, qui est le règlement judiciaire des différends internationaux au moyen de décisions obligatoires conformément à l'article 59 du Statut. L'article 41, analysé dans le contexte du Statut, a pour but d'éviter que la Cour soit empêchée d'exercer ses fonctions du fait de l'atteinte portée aux droits respectifs des parties à un différend soumis à la Cour.» (Arrêt, par. 102.)

Elle ajoute ensuite :

> «Il ressort de l'objet et du but du Statut, ainsi que des termes de l'article 41 lus dans leur contexte, que le pouvoir d'indiquer des mesures conservatoires emporte le caractère obligatoire desdites mesures, dans la mesure où le pouvoir en question est fondé sur la nécessité, lorsque les circonstances l'exigent, de sauvegarder les droits des parties, tels que déterminés par la Cour dans son arrêt définitif, et d'éviter qu'il y soit porté préjudice.» (*Ibid.*)

La Cour conclut immédiatement après que «prétendre que des mesures conservatoires indiquées en vertu de l'article 41 ne seraient *pas* obligatoires serait *contraire* à l'objet et au but de cette disposition» (*ibid.*; les italiques sont de moi). Je n'arrive pas à trouver dans l'argumentation qui précède la moindre raison objective qui permette d'affirmer qu'une ordonnance en indication de mesures conservatoires a un caractère obligatoire.

31. Pour citer des exemples de «motif connexe [allant] dans le sens du caractère obligatoire des ordonnances rendues au titre de l'article 41, et auquel la Cour attache de l'importance» (arrêt, par. 103), la Cour renvoie à la jurisprudence de la Cour permanente de Justice internationale, plus précisément à l'affaire de 1939 concernant la *Compagnie d'électricité de Sofia et de Bulgarie* (*Compagnie d'électricité de Sofia et de Bulgarie, mesures conservatoires, ordonnance du 5 décembre 1939, C.P.J.I. série A/B n° 79*, p. 194), ainsi qu'à un grand nombre d'autres ordonnances rendues par elle-même et dans lesquelles l'affaire ci-dessus est citée (arrêt, par. 103). A mon sens, cependant, le «principe universellement admis devant les juridictions internationales et consacré d'ailleurs dans maintes conventions», évoqué dans cette ordonnance de 1939, n'est qu'une observation générale sur les mesures conservatoires, «d'après

tion of the decision to be given" (*P.C.I.J., Series A/B, No. 79*, p. 199) and cannot be interpreted as supporting the contention that an order on provisional measures has binding force.

32. The Court, though "not consider[ing] it necessary to resort to the preparatory work", "nevertheless point[s] out that the preparatory work of the Statute *does not preclude* the conclusion that orders under Article 41 have binding force" (Judgment, para. 104; emphasis added).

After stating that "the lack of means of execution and the lack of binding force are two different matters" (Judgment, para. 107) and quoting Article 94 of the United Nations Charter, which states that "[e]ach Member of the United Nations undertakes to comply with the decision of the International Court of Justice in any case to which it is a party" (Judgment, para. 108), the Court concludes that "Article 94 of the Charter *does not prevent* orders made under Article 41 from having a binding character" (*ibid.*; emphasis added). The present Judgment further states that

> "*none* of the sources of interpretation . . . including the preparatory work, *contradict the conclusions* drawn from the terms of Article 41 read in their context [that is, the binding character of orders] and in the light of the object and purpose of the Statute" (Judgment, para. 109; emphasis added).

33. After this extensive discussion, which seems to me a rather vain and unproductive undertaking, the Court states that "[t]hus, [it] has reached the conclusion that orders on provisional measures under Article 41 have binding effect" (*ibid.*). I fail to understand either this roundabout method of analysis to which the Court dedicates as many as 25 paragraphs or the process by which that analysis led the Court to that conclusion.

34. In my view, addressing the general question as to whether or not an order indicating provisional measures "is binding" or "has binding force" is an empty, unnecessary exercise. I wonder what the Court really wants to say in holding that an order indicating provisional measures is binding. Is the Court trying to raise the question of responsibility of the State which allegedly has not complied with the order? This question has not arisen in the past jurisprudence of this Court. It suffices that provisional measures "ought to be taken" or, in the French, "doivent être prises" (Statute, Art. 41). Whether an order indicating provisional measures has been complied with or not is decided by the Court in its judgment on the merits.

35. In paragraph 111 of the Judgment, the Court then considers the "the question whether the United States has complied with the obligation incumbent upon it as a result of the Order of 3 March 1999". After a

[laquelle] les parties en cause doivent s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision à intervenir» (*C.P.J.I. série A/B n° 79*, p. 199), on ne peut en aucun cas y voir confirmation du caractère obligatoire des ordonnances en indication de mesures conservatoires.

32. La Cour, tout en n'estimant «pas nécessaire de faire appel aux travaux préparatoires», fait «néanmoins observer que les travaux préparatoires relatifs au Statut *ne s'opposent pas* à la conclusion que les ordonnances rendues en vertu de l'article 41 ont force obligatoire» (arrêt, par. 104; les italiques sont de moi).

Après avoir dit que «l'absence de voies d'exécution et le défaut de caractère obligatoire d'une disposition sont deux questions différentes» (arrêt, par. 107), la Cour renvoie à l'article 94 de la Charte des Nations Unies, qui dispose que «chaque Membre des Nations Unies s'engage à se conformer à la décision de la Cour internationale de Justice dans tout litige auquel il est partie» (arrêt, par. 108), et elle conclut que ledit article «ne fait en tout état de cause *pas obstacle* au caractère obligatoire des ordonnances rendues au titre de l'article 41» (*ibid.*; les italiques sont de moi). La Cour ajoute que

> «*aucune* des sources d'interprétation mentionnées ..., y compris les travaux préparatoires, *ne contredi[t] les conclusions* tirées des termes de l'article 41 [à savoir le caractère obligatoire des ordonnances] lus dans son contexte à la lumière de l'objet et du but du Statut» (arrêt, par. 109; les italiques sont de moi).

33. Au terme de cette longue analyse, qui m'apparaît comme une entreprise quelque peu vaine et stérile, la Cour déclare être ainsi parvenue «à la conclusion que les ordonnances indiquant des mesures conservatoires au titre de l'article 41 ont un caractère obligatoire» (*ibid.*). Je n'arrive à comprendre ni la méthode d'analyse tortueuse à laquelle la Cour ne consacre pas moins de vingt-cinq paragraphes, ni le processus par lequel cette analyse conduit la Cour à ladite conclusion.

34. Il est à mon sens totalement inutile d'examiner la question générale de savoir si une ordonnance en indication de mesures conservatoires «a force obligatoire» ou «revêt un caractère obligatoire». Je me demande ce que la Cour entend exactement lorsqu'elle affirme le caractère contraignant d'une ordonnance en indication de mesures conservatoires. Cherche-t-elle à soulever la question de la responsabilité de l'Etat qui n'aurait pas exécuté l'ordonnance? Cette question ne s'est pas posée dans la jurisprudence passée de notre Cour. Il suffit de dire que des mesures conservatoires «doivent être prises» ou, dans la version anglaise, «ought to be taken» (art. 41 du Statut). C'est dans son arrêt sur le fond que la Cour juge si une ordonnance en indication de mesures conservatoires a ou non été exécutée.

35. La Cour examine ensuite, au paragraphe 111 de son arrêt, «la question de savoir si les Etats-Unis se sont acquittés de l'obligation découlant pour eux de l'ordonnance du 3 mars 1999». Au terme d'une

circuitous analysis the Court concludes that "under these circumstances . . . the United States has not complied with the Order of 3 March 1999" (Judgment, para. 115), simply because Walter LaGrand was executed.

Even if I were to accept that the issuance of the Order indicating provisional measures of 3 March 1999 was a valid exercise of the Court's jurisdiction, I believe that that Order was complied with by the United States, which took all measures at its disposal in an attempt to respect the terms. At any rate, the stay of an execution, in this case of Walter LaGrand, could not be — and, in fact, was not — mandated by the Court in its Order indicating provisional measures. I reiterate: it is extraordinary that the Court, in its Order of 3 March 1999, determined not the rights and duties of a State but the rights of an individual. In any case, the question as to whether or not the Order of 3 March 1999 indicating provisional measures was complied with should never have been raised.

6. *Subparagraph (6) of the operative part (Judgment, para. 128)*

36. Given my opinion that there was no other violation of the Vienna Convention on Consular Relations on the part of the United States than its failure to notify the German consular officials without delay of the incident involving the LaGrand brothers and the fact that the United States did indeed take various measures to prevent the reoccurrence of that violation, I do not believe there is any more to be said on this subject in the Judgment. However, I voted in favour of this subparagraph for the *sole* reason that the statement in this subparagraph cannot cause any harm.

7. *Subparagraph (7) of the operative part (Judgment, para. 128)*

37. I am utterly at a loss as to what the Court intends to say in this subparagraph. My failure to understand may stem from the fact that I hold a diametrically different view on "the rights set forth in [the Vienna] Convention". However, I believe that the sole subject-matter of the Court's consideration should have been the violations of the Vienna Convention by a party to it, as explained in paragraphs 23 to 25 above.

(*Signed*) Shigeru ODA.

analyse tortueuse, elle conclut que «dans ces conditions ... les Etats-Unis n'ont pas respecté l'ordonnance du 3 mars 1999» (arrêt, par. 115), simplement parce que Walter LaGrand a été exécuté.

Même si j'admettais que la Cour, lorsqu'elle a rendu son ordonnance en indication de mesures conservatoires le 3 mars 1999, s'est conformée à ses attributions, je n'en penserais pas moins que les Etats-Unis ont bel et bien exécuté cette ordonnance car ils ont pris toutes les mesures en leur pouvoir pour s'efforcer d'en respecter les termes. En tout état de cause, la Cour ne pouvait prescrire — et elle ne l'a d'ailleurs pas fait —, dans son ordonnance en indication de mesures conservatoires, un sursis à l'exécution de Walter LaGrand. Je le répète: il est extraordinaire que la Cour, dans son ordonnance du 3 mars 1999, ait affirmé, non pas les droits et les obligations d'un Etat, mais les droits d'un particulier. Quoi qu'il en soit, la question de savoir si l'ordonnance en indication de mesures conservatoires du 3 mars 1999 a ou non été respectée n'aurait jamais dû être soulevée.

6. Point 6 du dispositif (arrêt, par. 128)

36. Dans la mesure où j'estime que les Etats-Unis n'ont commis aucune autre violation de la convention de Vienne sur les relations consulaires que celle de leur manquement à l'obligation de notifier sans retard aux autorités consulaires allemandes la situation des frères LaGrand, et dans la mesure où les Etats-Unis ont effectivement pris diverses mesures tendant à éviter qu'une telle violation se reproduise, je pense qu'il n'y a rien à ajouter à ce sujet dans l'arrêt. Si j'ai néanmoins voté en faveur du point 6, c'est *uniquement* parce qu'il ne pouvait être préjudiciable.

7. Point 7 du dispositif (arrêt, par. 128)

37. Je ne comprends absolument pas ce que la Cour cherche à dire dans ce point 7. Cette incompréhension tient peut-être à ce que je me fais une idée diamétralement opposée «des droits reconnus par la convention [de Vienne]». Je pense néanmoins que la Cour aurait dû examiner uniquement les violations de la convention de Vienne imputables à un Etat partie à la convention, ainsi que je l'ai expliqué aux paragraphes 23 à 25 ci-dessus.

(*Signé*) Shigeru ODA.

SEPARATE OPINION OF JUDGE KOROMA

Issue of procedural default in relation to breach — Court's findings — Misgivings — Orders for provisional measures under the Court's Statute binding — Need for caution not to cast doubt on previous orders issued.

1. Although I support the Court's findings in this case, there are one or two conclusions about which I have some misgivings, in particular to the extent that they are also embodied in the operative paragraph of the Judgment.

2. Germany has asked the Court to adjudge and declare

> "that the United States, by applying rules of its domestic law, in particular the doctrine of procedural default, which barred Karl and Walter LaGrand from raising their claims under the Vienna Convention on Consular Relations, and by ultimately executing them, violated its international legal obligation to Germany under Article 36, paragraph 2, of the Vienna Convention to give full effect to the purposes for which the rights accorded under Article 36 of the said Convention are intended".

3. In paragraph 125 of the Judgment, the Court states that it

> "can determine the existence of a violation of an international obligation. *If necessary, it can also hold that a domestic law has been the cause of this violation.* In the present case the Court has made its findings of violations of the obligations under Article 36 of the Vienna Convention when it dealt with the first and second submission of Germany. *But it has not found that a United States law, whether substantive or procedural in character, is inherently inconsistent with the obligations undertaken by the United States in the Vienna Convention.*" (Emphasis added.)

But then, the Court goes on to say that:

> "*In the present case the violation of Article 36, paragraph 2, was caused by the circumstances in which the procedural default rule was applied, and not by the rule as such.*" (Emphasis added.)

Earlier in the Judgment, the Court had stated as follows:

> "Under these circumstances, the procedural default rule had the

OPINION INDIVIDUELLE DE M. KOROMA

[Traduction]

Question de la carence procédurale du point de vue de la violation — Conclusions de la Cour — Doutes — Force obligatoire des ordonnances en indication de mesures conservatoires aux termes du Statut de la Cour — Nécessité d'user de prudence afin de ne pas jeter le doute sur les ordonnances rendues par le passé.

1. Tout en souscrivant aux décisions de la Cour en l'espèce, je nourris certains doutes quant à une ou deux conclusions, d'autant qu'elles figurent également dans le dispositif de l'arrêt.

2. L'Allemagne a prié la Cour de dire et juger que

> «en appliquant des règles de leur droit interne, notamment la doctrine dite de la «carence procédurale», qui ont empêché Karl et Walter LaGrand de faire valoir leurs réclamations au titre de la convention de Vienne sur les relations consulaires, et en procédant finalement à leur exécution, les Etats-Unis ont violé l'obligation juridique internationale, dont ils étaient tenus à l'égard de l'Allemagne en vertu du paragraphe 2 de l'article 36 de la convention de Vienne, de permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles sont prévus les droits énoncés à l'article 36 de ladite convention».

3. Au paragraphe 125 de l'arrêt, la Cour constate

> «qu'elle peut établir la violation d'une obligation internationale. *Si nécessaire, elle peut aussi constater qu'une loi interne a été la cause de cette violation.* La Cour, en la présente instance, a conclu, lorsqu'elle a traité de la première et de la deuxième conclusion de l'Allemagne, à la violation des obligations existant au titre de l'article 36 de la convention de Vienne. *Mais elle n'a pas trouvé de loi américaine, de fond ou de procédure, qui, par nature, soit incompatible avec les obligations que la convention de Vienne impose aux Etats-Unis.*» (Les italiques sont de moi.)

La Cour ajoute cependant que:

> «*En la présente instance, la violation du paragraphe 2 de l'article 36 a découlé des circonstances dans lesquelles a été appliquée la règle de la carence procédurale, et non de la règle elle-même.*» (Les italiques sont de moi.)

Plus haut dans son arrêt, la Cour avait affirmé:

> «Dans ces conditions, la règle de la carence procédurale a eu pour

> effect of preventing '*full effect [from being] given to the purposes for which the rights accorded under this article are intended*'" (para. 91, emphasis added).

4. Article 36, paragraph 2, of the Vienna Convention provides that:

> "The rights referred to in paragraph 1 of this article shall be exercised in conformity with the laws and regulations of the receiving State, subject to the proviso, however, that the said laws and regulations must enable full effect to be given to the purposes for which the rights accorded under this article are intended."

The paragraph thus sets out how the rights referred to in paragraph 1 are to be exercised and the conditions for their application.

5. Among the rights set out in Article 36, paragraph 1, are the following: the right to request the competent authorities of the receiving State to inform the relevant consular post without delay of an arrest or detention; the right to have any communication addressed by a detained or arrested person forwarded to the relevant consular post by the receiving State authorities without delay; and the right of the sending State that its nationals be informed without delay of their right to consular notification. In my opinion, these rights are the rights referred to in Article 36, paragraph 2, of the Convention and they are obligations for the receiving State. For them to be violated therefore, the competent authorities of the receiving State must have failed to comply with them. Clearly, the breach of the obligation that occurred in the present case was caused neither by the procedural default rule nor by its application. It was not because of the procedural default rule that the LaGrand brothers were not informed in a timely manner of their rights to consular protection or assistance. In my view, neither the rule nor its application can be held in this regard to have violated Article 36, paragraph 2, of the Convention, as it was not the rule which prevented full effect being given to the rights under Article 36, paragraph 1. Indeed, as the Court itself has held, the doctrine of procedural default is not inherently inconsistent with the obligations assumed by the United States under the Convention. On the other hand, it is both inconsistent and unsustainable to hold that the violation of Article 36, paragraph 2, in the present case *was caused by its application, and not by the rule as such*. Having thus formulated its conclusion, the Court would appear to be saying that the rule is simultaneously both consistent and inconsistent with the United States obligations under the Convention. If, as the Court would appear to hold, the rule is a proper part of the United States criminal justice system, the Court cannot at the same time hold that its application on this occasion is the cause of the violation of the United States obligations. The point which the Court should have determined, in my view, was not whether aspects of the criminal process were the cause of the breach of the obligations, which they were not, but rather whether the obligations assumed under the Convention were breached as a result of the non-observance of the rele-

effet d'empêcher *«la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent article».»* (Par. 91 ; les italiques sont de moi.)

4. Au paragraphe 2 de son article 36, la convention de Vienne dispose:

> «Les droits visés au paragraphe 1 du présent article doivent s'exercer dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toutefois, que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés en vertu du présent article.»

Cette disposition définit ainsi la manière dont les droits visés au paragraphe 1 doivent être exercés et leurs conditions d'application.

5. Parmi les droits énoncés au paragraphe 1 de l'article 36 figurent: le droit de demander aux autorités compétentes de l'Etat de résidence d'aviser sans retard le poste consulaire de l'Etat d'envoi d'une arrestation ou d'une mise en détention; le droit à ce que toute communication adressée au poste consulaire par une personne arrêtée ou incarcérée soit transmise sans retard par les autorités de l'Etat de résidence; le droit de l'Etat d'envoi de voir ses ressortissants informés de leur droit de notification consulaire. A mon sens, ces droits sont ceux qui sont visés au paragraphe 2 de l'article 36 de la convention et ils obligent l'Etat de résidence. Aussi leur violation suppose-t-elle que les autorités compétentes de l'Etat de résidence ont manqué à l'obligation de les respecter. A l'évidence, la violation en question dans la présente affaire n'est imputable ni à la règle de la carence procédurale, ni à son application. Ce n'est pas à cause de la règle de la carence procédurale que les frères LaGrand n'ont pas été informés en temps opportun de leurs droits à la protection ou à l'assistance consulaires. Je ne pense pas que l'on puisse considérer que la règle ou son application a constitué violation du paragraphe 2 de l'article 36 de la convention, car ce n'est pas cette règle qui a empêché de donner plein effet aux droits énoncés au paragraphe 1 de l'article 36. Comme la Cour l'a d'ailleurs dit elle-même, la doctrine de la carence procédurale n'est pas en soi contraire aux obligations contractées par les Etats-Unis en vertu de la convention. En revanche, dire que la violation du paragraphe 2 de l'article 36 *est due non pas à la règle en tant que telle, mais à son application*, est à la fois incohérent et injustifiable. En formulant ainsi sa conclusion, la Cour semble dire que la règle est à la fois en conformité et en contradiction avec les obligations imposées par la convention aux Etats-Unis. Si, comme elle semble le penser, la Cour reconnaît que la règle fait partie intégrante de la justice pénale aux Etats-Unis, elle ne peut en même temps dire que c'est son application en l'espèce qui est à l'origine de la violation par les Etats-Unis de leurs obligations. A mon avis, la question sur laquelle la Cour aurait dû se prononcer était non pas celle de savoir si certains aspects de la procédure pénale étaient à l'origine de la violation des obligations, ce qui n'était pas le cas, mais plutôt celle de savoir si la violation des obligations imposées par la convention était due au non-

vant provisions. In other words, the breach of the relevant obligations would still have occurred to the extent that the relevant provision of the Convention had not been complied with irrespective of the criminal process.

6. But lest there be a misunderstanding of my position, I strongly subscribe to the position that everyone is entitled to benefit from judicial guarantees, including the right to appeal a conviction and sentence, and this position is universally shared by States. For me, the main issue which the Court is required to determine is whether the United States conduct, in not informing Germany and the LaGrand brothers promptly of their rights under the Convention, was inconsistent with the United States obligation to Germany under the Convention, as well as the appropriate remedies for that breach.

7. I also cannot concur entirely with the reasoning of the Court regarding its finding on Article 41 of the Statute. The real issue is whether the Order for provisional measures issued by the Court on 3 March 1999 was binding on the United States, and not the interpretation of Article 41 of the Statute which the Court decided to undertake. I do not think its jurisprudence on this matter was in doubt. Nor do I subscribe to the theory of the linguistic ambiguity of the said provision. In my view the meaning of the provision is clear and objective and there can be no fundamental misunderstanding as to its purpose and meaning. It is also part of the Statute of the Court. The object and purpose of an order for provisional measures is to preserve and protect the rights and interests of the parties in a dispute before the Court, pending the final decision of the Court. It is for the Court to grant or reject a request for an order. It follows that, when an order is granted in accordance with the Statute, it is binding. Otherwise, there would be no purpose in making an order, or the purpose would be defeated. This is how I have understood the provision and this Judgment should be seen in that light and not as casting doubt, albeit unwittingly, on previous orders for provisional measures issued by this Court.

8. Finally, with regard to operative paragraph 128 (7) of the Judgment and as I have stated above, it is my understanding that everyone, irrespective of nationality, is entitled to the benefit of fundamental judicial guarantees, including the right of appeal or review against conviction and sentence, irrespective of nationality. In other words the judicial process must be fair and regular.

(*Signed*) Abdul G. KOROMA.

respect des dispositions pertinentes. C'est-à-dire qu'il y aurait de toute manière eu violation des obligations en question dans la mesure où la disposition pertinente de la convention n'avait pas été respectée, indépendamment des questions de procédure pénale.

6. Afin de dissiper tout malentendu quant à ma position, je tiens à préciser que j'adhère pleinement au principe selon lequel chacun a droit à des garanties judiciaires, dont le droit d'interjeter appel contre une condamnation ou une décision, principe adopté par les Etats du monde entier. Pour moi, la question principale sur laquelle la Cour était appelée à se prononcer était celle de savoir si les Etats-Unis — en n'informant pas en temps opportun l'Allemagne et les frères LaGrand des droits qui leur étaient reconnus par la convention — s'étaient soustraits à l'obligation que la convention leur imposait à l'égard de l'Allemagne. La Cour devait également déterminer le mode de réparation approprié de cette violation.

7. Je ne peux pas non plus souscrire totalement au raisonnement sur lequel s'appuie la Cour pour parvenir à la conclusion qu'elle énonce sur l'article 41 du Statut. La véritable question consistait à déterminer si l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999 liait les Etats-Unis, et non à s'engager dans l'interprétation de l'article 41 du Statut. Je ne pense pas que la jurisprudence de la Cour à cet égard soit incertaine, pas plus que je n'adhère à la théorie de l'ambiguïté linguistique de cette disposition. Pour moi, le sens en est clair et sans équivoque et ni sa signification, ni son objet ne peuvent prêter à contresens. Cette disposition fait également partie du Statut de la Cour. Une ordonnance en indication de mesures conservatoires a pour objet et pour but de préserver et protéger les droits et intérêts des parties à une instance devant la Cour en attendant que celle-ci rende une décision définitive. C'est la Cour qui accueille ou rejette une demande de mesures conservatoires. Par voie de conséquence, lorsque la Cour rend une ordonnance en application du Statut, l'ordonnance a force obligatoire. Si tel n'était pas le cas, il serait vain de rendre une ordonnance, puisqu'elle serait vouée à l'échec. C'est ainsi que je comprends cette disposition et c'est ainsi qu'il faut entendre le présent arrêt, et non comme jetant le doute, bien qu'involontairement, sur les ordonnances en indication de mesures conservatoires que la Cour a rendues jusqu'ici.

8. Enfin, en ce qui concerne le point 7 du paragraphe 128 du dispositif de l'arrêt, comme je l'ai déjà dit, je suis d'avis que chacun, quelle que soit sa nationalité, a droit à des garanties judiciaires fondamentales, dont le droit de faire appel d'une condamnation ou d'une peine ou d'en demander la revision, sans qu'aucune considération de nationalité n'entre en ligne de compte. Autrement dit, la procédure judiciaire doit être équitable et régulière.

(*Signé*) Abdul G. KOROMA.

SEPARATE OPINION OF JUDGE PARRA-ARANGUREN

Article I of the Optional Protocol — Existence of a dispute as an essentially preliminary question — Definition of a dispute — There is no dispute between the Parties as to the breach by the United States of Article 36, paragraph 1 (b), *of the Vienna Convention — No jurisdiction of the Court on this point — The claim made by Germany in its third submission does not arise out of the interpretation of the Vienna Convention but of Article 41 of the Court's Statute — No jurisdiction of the Court to decide this matter under Article I of the Optional Protocol.*

1. I have voted against operative paragraph 128 (1), (2) (*a*), (2) (*c*) and (5) of the Judgment for the following reasons:

I

2. The Court bases its jurisdiction on Article I of the Optional Protocol concerning Compulsory Settlement of Disputes to the Vienna Convention on Consular Relations of 24 April 1963 (hereinafter referred to as the "Optional Protocol").

3. Article I of the Optional Protocol prescribes that

> "Disputes arising out of the interpretation or application of the Convention shall lie within the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice and may accordingly be brought before the Court by a written application made by any party to the dispute being a Party to the present Protocol."

II

4. The existence of a dispute is a condition *sine qua non* established by Article I of the Optional Protocol for the compulsory jurisdiction of the Court. It is also required by the Statute of the Court. Article 38, paragraph 1, of the Statute states that the function of the Court in contentious cases "is to decide in accordance with international law such disputes as are submitted to it". Article 36, paragraph 2, and paragraph 1 of Article 40 also refer to the dispute between the Parties. Accordingly, the Court has stated that the existence of a dispute is an "essentially preliminary" question and that it is "the primary condition for the Court to

OPINION INDIVIDUELLE DE M. PARRA-ARANGUREN

[Traduction]

L'article premier du protocole de signature facultative — Existence d'un différend en tant que question essentiellement préliminaire — Définition d'un différend — Inexistence d'un différend entre les Parties relatif à la violation, par les Etats-Unis, du paragraphe 1 b) de l'article 36 de la convention de Vienne — Absence de compétence de la Cour sur ce point — La demande que l'Allemagne formule dans sa troisième conclusion se rapporte non pas à l'interprétation de la convention de Vienne, mais à celle de l'article 41 du Statut de la Cour — Absence de compétence de la Cour pour trancher cette question en vertu de l'article premier du protocole de signature facultative.

1. J'ai voté contre les points 1, 2 *a)*, 2 *c)* et 5 du dispositif énoncé au paragraphe 128 de l'arrêt de la Cour pour les motifs suivants:

I

2. La Cour fonde sa compétence sur l'article premier du protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends joint à la convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963 (ci-après «le protocole de signature facultative»).

3. L'article premier de ce protocole de signature facultative dispose que:

> «Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention relèvent de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice, qui, à ce titre, pourra être saisie par une requête de toute partie au différend qui sera elle-même Partie au présent Protocole.»

II

4. Aux termes de cet article premier du protocole de signature facultative, l'existence d'un différend est une condition *sine qua non* pour qu'il y ait compétence obligatoire de la Cour. Le Statut de la Cour énonce la même condition, puisque le paragraphe 1 de son article 38 précise que, en matière contentieuse, la mission de la Cour est «de régler conformément au droit international les différends qui lui sont soumis». Le paragraphe 2 de l'article 36 et le paragraphe 1 de l'article 40 du Statut se réfèrent également au différend entre les Parties. C'est pourquoi la Cour a affirmé que l'existence d'un différend était une question «essentiellement

exercise its judicial function" (*Nuclear Tests (Australia v. France), Judgment, I.C.J. Reports 1974*, p. 260, para. 24; pp. 270-271, para. 55).

5. The first submission of the Federal Republic of Germany (hereinafter referred to as "Germany") requests the Court to adjudge and declare *inter alia*

> "(1) that the United States, by not informing Karl and Walter LaGrand without delay following their arrest of their rights under Article 36 subparagraph 1 (*b*) of the Vienna Convention on Consular Relations . . ., violated its international legal obligations to Germany, in its own right . . ., under Articles 5 and 36 paragraph 1 of the said Convention."

6. The first sentence of the first submission of the United States of America (hereinafter referred to as the "United States") requests the Court to adjudge and declare that

> "(1) There was a breach of the United States obligation to Germany under Article 36 (1) (*b*) of the Vienna Convention on Consular Relations, in that the competent authorities of the United States did not promptly give to Karl and Walter LaGrand the notification required by that Article . . ."

7. As recognized in many paragraphs of the Judgment, for example the first sentence of paragraph 39, the Parties agree that the United States did not inform the LaGrand brothers without delay following their arrest of their rights under Article 36, paragraph 1 (*b*), of the Vienna Convention, thus violating that provision. Paragraph 39 of the Judgment adds that the United States did not deny that such violation "has given rise to a dispute between the two States".

8. However, the Court explained in its Judgment of 11 June 1998 that

> "'in the sense accepted in its jurisprudence and that of its predecessor, a dispute is a disagreement on a point of law or fact, a conflict of legal views or interests between parties . . .' (*East Timor (Portugal v. Australia), Judgment, I.C.J. Reports 1995*, pp. 99-100, para. 22); and that '[i]n order to establish the existence of a dispute, "It must be shown that the claim of one party is positively opposed by the other" (*South West Africa, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1962*, p. 328); and further, "Whether there exists an international dispute is a matter for objective determination" (*Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania, First Phase, Advisory Opinion, I.C.J. Reports 1950*, p. 74)' (*I.C.J. Reports 1995*, p. 100)." (*Land and Maritime Boundary between Cameroon*

préliminaire» et «la condition première de l'exercice de sa fonction judiciaire» (*Essais nucléaires (Australie c. France), arrêt, C.I.J. Recueil 1974*, p. 260, par. 24, et p. 270-271, par. 55).

5. Dans sa première conclusion, la République fédérale d'Allemagne (ci-après «l'Allemagne») prie la Cour de dire et juger notamment

> «1) que, en n'informant pas sans retard Karl et Walter LaGrand, après leur arrestation, des droits qui étaient les leurs en vertu du paragraphe 1 *b)* de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires ..., les Etats-Unis ont violé les obligations juridiques internationales découlant de l'article 5 et du paragraphe 1 de l'article 36 de ladite convention ...».

6. Dans la première phrase de leur première conclusion, les Etats-Unis d'Amérique (ci-après «les Etats-Unis») prient la Cour de dire et juger

> «1) qu'ils ont violé l'obligation dont ils étaient tenus envers l'Allemagne en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires en ce que les autorités compétentes des Etats-Unis n'ont pas informé sans retard de leurs droits Karl et Walter LaGrand ainsi que l'exigeait cet article ...».

7. Comme la Cour le reconnaît dans de nombreux paragraphes de l'arrêt, par exemple dans la première phrase du paragraphe 39, les Parties admettent toutes deux que les Etats-Unis n'ont pas informé sans retard les frères LaGrand après leur arrestation des droits qu'ils tenaient de l'alinéa *b)* du paragraphe 1 de l'article 36 de la convention de Vienne et ont par conséquent violé ladite disposition. Au paragraphe 39 de l'arrêt, la Cour note également que les Etats-Unis ne contestent pas que cette violation «a donné naissance à un différend entre les deux Etats».

8. Néanmoins, la Cour a expliqué dans l'arrêt qu'elle a rendu le 11 juin 1998 que

> «au sens admis dans sa jurisprudence et celle de sa devancière, un différend est un désaccord sur un point de droit ou de fait, un conflit, une opposition de thèses juridiques ou d'intérêts entre des parties ...» (*Timor oriental (Portugal c. Australie), arrêt, C.I.J. Recueil 1995*, p. 99-100, par. 22), et que, «[p]our établir l'existence d'un différend: «Il faut démontrer que la réclamation de l'une des parties se heurte à l'opposition manifeste de l'autre» (*Sud-Ouest africain, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1962*, p. 328); par ailleurs, «l'existence d'un différend international demande à être établie objectivement» (*Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie, première phase, avis consultatif, C.I.J. Recueil 1950*, p. 74)» (*C.I.J. Recueil 1995*, p. 100)»

> *and Nigeria, Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1998*, pp. 314-315, para. 87.)

9. The Court has also stated that:

> "it is not sufficient for one party to a contentious case to assert that a dispute exists with the other party. A mere assertion is not sufficient to prove the existence of a dispute any more than a mere denial of the existence of the dispute proves its non-existence. Nor is it adequate to show that the interests of the two parties to such a case are in conflict." (*South West Africa (Ethiopia v. South Africa; Liberia v. South Africa), Preliminary Objections, Judgment, I.C.J. Reports 1962*, p. 328.)

10. On the basis of these criteria, even assuming that the United States had not denied the existence of a dispute, it has not been shown objectively to the Court that the Parties maintain positively opposed positions on this point. On the contrary, as it appears from the submissions quoted above, they agree on the breach by the United States of its violation of Article 36, paragraph 1 (*b*), of the Vienna Convention. Therefore, in my opinion, the Court does not have jurisdiction under Article I of the Optional Protocol to decide whether the United States breached Article 36, paragraph 1 (*b*), when arresting the LaGrand brothers. Nor can the Court exercise its functions under Article 38, paragraph 1, of its Statute. For this reason I voted against operative paragraph 128 (1) and (2) (*a*) of the Judgment.

11. A different problem is the consequences of the violation by the United States of Article 36, paragraph 1 (*b*), of the Vienna Convention. The Parties disagree upon them. Therefore the Court has jurisdiction to decide that dispute under Article I of the Optional Protocol.

III

12. Germany's third submission requests the Court to adjudge and declare:

> "(3) that the United States, by failing to take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand was not executed pending the final decision of the International Court of Justice on the matter, violated its international legal obligation to comply with the Order on provisional measures issued by the Court on 3 March 1999, and to refrain from any action which might interfere with the subject matter of a dispute while judicial proceedings are pending".

> (*Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigeria, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1998*, p. 314-315, par. 87).

9. La Cour a dit en outre que

> «il ne suffit pas que l'une des parties à une affaire contentieuse affirme l'existence d'un différend avec l'autre partie. La simple affirmation ne suffit pas pour prouver l'existence d'un différend, tout comme le simple fait que l'existence d'un différend est contestée ne prouve pas que ce différend n'existe pas. Il n'est pas suffisant non plus de démontrer que les intérêts des deux parties à une telle affaire sont en conflit.» (*Sud-Ouest africain, exceptions préliminaires, arrêt, C.I.J. Recueil 1998*, p. 328.)

10. Quand il est fait application de ces critères, et même s'il est admis que les Etats-Unis n'ont pas contesté l'existence d'un différend, il n'a pas été démontré objectivement à la Cour que les Parties s'opposent réellement à cet égard. Au contraire, comme il ressort des conclusions ci-dessus, elles s'accordent à dire que les Etats-Unis ont violé les obligations leur incombant en vertu du paragraphe 1 *b*) de l'article 36 de la convention de Vienne. C'est pourquoi j'estime que la Cour n'est pas compétente au titre de l'article premier du protocole de signature facultative pour trancher la question de savoir si les Etats-Unis ont violé le paragraphe 1 *b*) de l'article 36 de la convention quand ils ont arrêté les frères LaGrand. La Cour ne peut pas non plus exercer les fonctions qui lui sont dévolues par le paragraphe 1 de l'article 38 de son Statut. C'est pourquoi j'ai voté contre les points 1 et 2 *a*) du dispositif énoncé au paragraphe 128 de l'arrêt.

11. Il en va autrement pour les conséquences de la violation par les Etats-Unis du paragraphe 1 *b*) de l'article 36 de la convention de Vienne. Les Parties s'opposent sur ce point. La Cour est donc compétente pour trancher ce différend en vertu de l'article premier du protocole de signature facultative.

III

12. Dans sa troisième conclusion, l'Allemagne prie la Cour de dire et juger que:

> «3) en ne prenant pas toutes les mesures dont ils disposaient pour que Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la Cour internationale de Justice n'aurait pas rendu sa décision définitive en l'affaire, les Etats-Unis ont violé leur obligation juridique internationale de se conformer à l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999 et de s'abstenir de tout acte pouvant interférer avec l'objet d'un différend tant que l'instance est en cours»

13. Germany, advancing the arguments summarized in the Judgment (paragraph 93), maintains that the measures indicated by the Court pursuant to Article 41 of its Statute are obligatory. This contention is disputed by the United States (paragraph 91 of the Judgment).

14. The majority of the Court states:

> "The dispute which exists between the Parties with regard to this point essentially concerns the interpretation of Article 41, which is worded in identical terms in the Statute of each Court (apart from the respective references to the Council of the League of Nations and the Security Council). These difficulties have been the subject of extensive controversy in the literature. The Court will therefore now proceed to the interpretation of Article 41 of the Statute." (Paragraph 99 of the Judgment.)

15. As the Judgment acknowledges, the dispute between Germany and the United States on this point arises out of the interpretation of Article 41 of the Court's Statute. Therefore, it is not a dispute arising out of the interpretation of the Vienna Convention as required by the Optional Protocol, which is the basis for the jurisdiction of the Court in the present case. Consequently, in my opinion, the Court does not have jurisdiction to decide Germany's third submission. For this reason I have voted against operative paragraph 128 (1), (2) *(c)* and (5) of the Judgment.

(*Signed*) Gonzalo PARRA-ARANGUREN.

13. Au moyen de l'argumentation résumée dans l'arrêt (par. 93), l'Allemagne soutient que les mesures conservatoires indiquées par la Cour en vertu de l'article 41 de son Statut sont obligatoires. Les Etats-Unis le contestent (arrêt, par. 91).

14. A la majorité de ses membres, la Cour dit :

> « Le différend existant à cet égard entre les Parties concerne essentiellement l'interprétation de l'article 41, qui est libellé en termes identiques dans le Statut des deux Cours (sous réserve de la référence faite respectivement au Conseil de la Société des Nations et au Conseil de sécurité). Cette interprétation a fait l'objet d'abondantes controverses doctrinales. La Cour passera donc maintenant à l'interprétation de l'article 41 du Statut. » (Arrêt, par. 99.)

15. Comme il est reconnu dans l'arrêt, le différend entre l'Allemagne et les Etats-Unis sur ce point se rapporte à l'interprétation de l'article 41 du Statut de la Cour. Ce n'est donc pas un différend relatif à l'interprétation de la convention de Vienne comme l'exige le protocole de signature facultative, qui est la base de compétence de la Cour en l'espèce. En conséquence, la Cour n'est pas compétente, à mon avis, pour se prononcer sur la troisième conclusion de l'Allemagne. C'est pourquoi j'ai voté contre les points 1, 2 *c)* et 5 du dispositif énoncé au paragraphe 128 de l'arrêt.

(*Signé*) Gonzalo PARRA-ARANGUREN.

DISSENTING OPINION OF JUDGE BUERGENTHAL

Inadmissibility of Germany's third submission — Late filing of request for provisional measures unjustified — Denial of hearing due to Germany's negligence — Holding third submission admissible incompatible with procedural fairness and sound administration of justice — Court's admissibility decision not properly motivated — Order requested by Germany identical to Breard *Order — German knowledge that* Breard *Order deemed non-binding by United States — German litigation strategy — Procedural misconduct prejudicial to United States.*

1. Since I find myself in disagreement with the Court's ruling that Germany's third submission is admissible, I regret that I must dissent from that part of the Court's Judgment.

2. In the submission, which I consider to be inadmissible, Germany requests the Court to adjudge and declare:

> "that the United States, by failing to take all measures at its disposal to ensure that Walter LaGrand was not executed pending the final decision of the International Court of Justice on the matter, violated its international obligation to comply with the Order on provisional measures issued by the Court on 3 March 1999, and to refrain from any action which might interfere with the subject matter of a dispute while judicial proceedings are pending".

3. Germany filed its Application in this case, together with its request for provisional measures, at 7.30 p.m. The Hague time on 2 March 1999, some 27 hours before the scheduled execution of Walter LaGrand. On 3 March 1999, at 9.00 a.m. The Hague time, the Vice-President of the Court[1] met with the representatives of Germany and the United States to discuss the subsequent course of the proceedings. At this meeting Germany's representative asked the Court to indicate the requested provisional measures *proprio motu* pursuant to Article 75 of the Rules of Court and without holding any hearing on the subject. Responding to this request, the representative of the United States explained, *inter alia*:

> "that the United States would have strong objections to any procedure such as that proposed only that very morning by the repre-

---

[1] The President of the Court, Judge S. Schwebel of the United States, relinquished the presidency in this case pursuant to Article 32 of the Rules of Court.

OPINION DISSIDENTE DE M. BUERGENTHAL

[Traduction]

Irrecevabilité de la troisième conclusion de l'Allemagne — Le dépôt tardif de la demande en indication de mesures conservatoires n'est pas justifié — Défaut d'audiences dû à la négligence de l'Allemagne — Déclarer la troisième conclusion recevable est contraire à l'équité procédurale et à la bonne administration de la justice — La décision de la Cour en faveur de la recevabilité est insuffisamment motivée — L'ordonnance demandée par l'Allemagne identique à celle rendue dans l'affaire Breard *— L'Allemagne savait que les Etats-Unis ne reconnaissaient pas de force obligatoire à l'ordonnance Breard — Stratégie contentieuse de l'Allemagne — Une faute procédurale préjudiciable aux Etats-Unis.*

1. Me trouvant en désaccord avec la Cour lorsqu'elle déclare recevable la troisième conclusion de l'Allemagne, je regrette de ne pouvoir m'associer à cette partie de l'arrêt de la Cour.

2. Dans cette conclusion, à mon sens irrecevable, l'Allemagne prie la Cour de dire et juger

> «que, en ne prenant pas toutes les mesures dont ils disposaient pour que Walter LaGrand ne soit pas exécuté tant que la Cour internationale de Justice n'aurait pas rendu sa décision définitive en l'affaire, les Etats-Unis ont violé leur obligation juridique internationale de se conformer à l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 3 mars 1999 et de s'abstenir de tout acte pouvant interférer avec l'objet d'un différend tant que l'instance est en cours».

3. L'Allemagne a déposé sa requête introductive d'instance, assortie d'une demande en indication de mesures conservatoires, le 2 mars 1999 à 19 h 30 (heure de La Haye), soit environ vingt-sept heures avant l'heure prévue pour l'exécution de Walter LaGrand. Le 3 mars 1999, à 9 heures (heure de La Haye), le vice-président de la Cour[1] a reçu les représentants des Parties pour discuter de la suite de la procédure. Lors de cette réunion, le représentant de l'Allemagne a prié la Cour d'indiquer d'office les mesures conservatoires demandées conformément à l'article 75 de son Règlement et sans que soit tenue la moindre audience à ce sujet. En réponse à cette demande, le représentant des Etats-Unis a notamment indiqué

> «que les Etats-Unis auraient de fortes objections contre toute procédure, telle que celle évoquée seulement le matin même par le repré-

---

[1] Le président de la Cour, M. Schwebel, étant de nationalité américaine, avait renoncé à la présidence dans cette affaire conformément à l'article 32 du Règlement de la Cour.

sentative of Germany which would result in the Court making an Order *proprio motu* without having first duly heard the two Parties"[1].

4. Article 74, paragraph 1, of the Rules of Court specifies that "[a] request for the indication of provisional measures shall have priority over all other cases", and paragraph 3 of that Article provides in part that "[t]he Court, or the President if the Court is not sitting, shall fix a date for a hearing which will afford the parties an opportunity of being represented at it".

Under Article 75, paragraph 1, of the Rules:

> "The Court may at any time decide to examine *proprio motu* whether the circumstances of the case require the indication of provisional measures which ought to be taken or complied with by any or all of the parties."

5. On 3 March 1999, at 7.15 p.m. The Hague time, the Court issued the Order for provisional measures requested by Germany. It did so without the prior hearing provided for in Article 74, paragraph 3, of the Rules, without an exchange of pleadings, and having before it only Germany's Application and request for provisional measures, which set out Germany's allegations in justification of its request.

6. In issuing the requested Order, the Court explained its decision to proceed in this *ex parte* fashion in the following terms:

> "Whereas the sound administration of justice requires that a request for the indication of provisional measures founded on Article 73[2] of the Rules of Court be submitted in good time;
>
> Whereas Germany emphasizes that it did not become fully aware of the facts of the case until 24 February 1999 and that since then it has pursued its action at diplomatic level;
>
> Whereas, under Article 75, paragraph 1, of the Rules of Court, the latter 'may at any time decide to examine *proprio motu* whether the circumstances of the case require the indication of provisional measures which ought to be taken or complied with by any or all of the parties'; whereas a provision of this kind has substantially

---

[1] *LaGrand (Germany v. United States of America), Provisional Measures, Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 13, para. 12.

[2] Article 73 of the Rules of Court, which Germany had also invoked, reads as follows:

> "1. A written request for the indication of provisional measures may be made by a party at any time during the course of the proceedings in the case in connection with which the request is made.
>
> 2. The request shall specify the reasons therefor, the possible consequences if it is not granted, and the measures requested. A certified copy shall forthwith be transmitted by the Registrar to the other party."

sentant de l'Allemagne, qui conduirait la Cour à rendre une ordonnance d'office sans avoir dûment entendu les deux Parties au préalable»[2].

4. Au paragraphe 1 de l'article 74, le Règlement de la Cour précise que «[l]a demande en indication de mesures conservatoires a priorité sur toutes autres affaires» et, au paragraphe 3, le même article dispose en partie que «[l]a Cour ou, si elle ne siège pas, le président fixe la date de la procédure orale de manière à donner aux parties la possibilité de s'y faire représenter».

En vertu du paragraphe 1 de l'article 75 du Règlement,

> «La Cour peut à tout moment décider d'examiner d'office si les circonstances de l'affaire exigent l'indication de mesures conservatoires que les parties ou l'une d'elles devraient prendre ou exécuter.»

5. Le 3 mars 1999, à 19 h 15 (heure de La Haye), la Cour a rendu l'ordonnance en indication de mesures conservatoires demandée par l'Allemagne et ce, sans qu'ait eu lieu la procédure orale préalable prévue au paragraphe 3 de l'article 74 du Règlement, sans que des pièces écrites aient été échangées, et alors que la Cour disposait uniquement de la requête et de la demande en indication de mesures conservatoires de l'Allemagne où celle-ci avait exposé les allégations qu'elle formulait à l'appui de sa demande.

6. En rendant l'ordonnance sollicitée, la Cour a motivé de la manière suivante sa décision d'agir sans que le défendeur ait pu être entendu:

> «Considérant qu'une bonne administration de la justice exige qu'une demande en indication de mesures conservatoires fondée sur l'article 73[3] du Règlement de la Cour soit présentée en temps utile;
>
> Considérant que l'Allemagne a souligné qu'elle n'a eu pleinement connaissance des faits de l'espèce que le 24 février 1999 et qu'elle a depuis lors poursuivi ses démarches diplomatiques;
>
> Considérant que, aux termes du paragraphe 1 de l'article 75 du Règlement de la Cour, celle-ci «peut à tout moment décider d'examiner d'office si les circonstances de l'affaire exigent l'indication de mesures conservatoires que les parties ou l'une d'elles devraient prendre ou exécuter»; qu'une telle disposition figure en substance

---

[2] *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique), mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999 (I)*, p. 15, par. 12.

[3] L'article 73 du Règlement de la Cour, que l'Allemagne a également invoqué, est libellé comme suit:

> «1. Une partie peut présenter une demande en indication de mesures conservatoires par écrit à tout moment de la procédure engagée en l'affaire au sujet de laquelle la demande est introduite.
>
> 2. La demande indique les motifs sur lesquels elle se fonde, les conséquences éventuelles de son rejet et les mesures sollicitées. Copie certifiée conforme de la demande est immédiatement transmise par le greffier à la partie adverse.»

> featured in the Rules of Court since 1936, and whereas, if the Court has not, to date, made use of the power conferred upon it by this provision, the latter appears nonetheless to be clearly established; whereas the Court may make use of this power, irrespective of whether or not it has been seised by the parties of a request for the indication of provisional measures; whereas in such a case it may, in the event of extreme urgency, proceed without holding oral hearings; and whereas it is for the Court to decide in each case if, in the light of the particular circumstances of the case, it should make use of the said power"[3].

7. The Court issued its Order only four hours before the scheduled execution of Walter LaGrand, which was to take place in the State of Arizona. The United States authorities were thus left with very little time to assess and act upon the Order with the deliberateness its gravity required under American law and constitutional practice applicable to federal-state relations as well as under international law. It is to be observed, however, that the Court was presented by Germany with claims regarding a set of facts that called for immediate action to save the life of a human being who had allegedly been deprived of his rights under international law. In light of these circumstances, it is difficult to fault the Court for issuing the Order in the manner it did. But there is no excuse for Germany's conduct in waiting until the last minute to seek the Order. This is so particularly since it is now clear that the grounds Germany alleged in justification of its late filing do not withstand scrutiny. The late filing, as will be shown below, had serious negative consequences for the position of the United States in defending its rights before this Court. In my opinion, these circumstances now require the Court to hold the third submission inadmissible.

8. Germany sought to excuse its last minute request for provisional measures on the ground that it did not know until 23 or 24 February 1999 that the authorities of the State of Arizona had been aware at least as far back as 1982 or 1984 that the LaGrand brothers were German nationals. In issuing its Order, the Court attached considerable importance to this claim. This is readily apparent from the specific reference the Court makes to Germany's claim in setting out the reasons motivating its decision and from the context within which the reference appears in its Order (see paragraph 6, above).

9. Even assuming that Germany's late filing could be justified on the ground advanced by it — something that is open to some doubt — the record now before the Court indicates that the information Germany

---

[3] *LaGrand (Germany v. United States of America), Provisional Measures, Order of 3 March 1999, I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 14, paras. 19-21.

> dans le Règlement depuis 1936 et que, si la Cour n'a pas, à ce jour, fait usage du pouvoir que cette disposition lui confère, celui-ci n'en apparaît pas moins bien établi; que la Cour peut user de ce pouvoir qu'elle ait ou non été saisie par les parties d'une demande en indication de mesures conservatoires; que, en pareille hypothèse, elle peut, en cas d'extrême urgence, procéder sans tenir d'audience; et considérant qu'il appartient à la Cour de décider dans chaque cas si, au vu des particularités de l'espèce, elle doit faire usage dudit pouvoir »[4].

7. La Cour a rendu son ordonnance quatre heures seulement avant l'heure prévue pour l'exécution de Walter LaGrand, qui devait avoir lieu dans l'Etat de l'Arizona. Les autorités des Etats-Unis ne disposaient donc que de très peu de temps pour examiner l'ordonnance et y donner suite avec, compte tenu de sa gravité, la pondération requise tant en vertu du droit américain et de la pratique constitutionnelle régissant les relations entre la fédération et les Etats fédérés qu'en vertu du droit international. Il faut toutefois noter que l'Allemagne a présenté à la Cour des demandes portant sur un ensemble d'éléments de fait qui imposaient d'agir immédiatement pour sauver la vie d'un être humain, lequel aurait été privé des droits que lui reconnaissait le droit international. Vu ces circonstances, on peut difficilement reprocher à la Cour d'avoir rendu l'ordonnance selon les modalités adoptées. En revanche, rien ne justifie de la part de l'Allemagne d'avoir attendu la dernière minute pour demander l'ordonnance. Cela est d'autant plus vrai que — on le voit bien aujourd'hui — les raisons invoquées par l'Allemagne pour justifier le dépôt tardif de sa demande ne résistent pas à l'analyse. Comme il sera démontré plus loin, ce dépôt tardif a gravement lésé les Etats-Unis dans la défense de leurs droits devant la Cour. A mon sens, ces circonstances doivent amener aujourd'hui la Cour à déclarer la troisième conclusion irrecevable.

8. L'Allemagne a tenté de justifier le dépôt à la dernière minute de sa demande en indication de mesures conservatoires en prétendant que, jusqu'au 23 ou 24 février 1999, elle ignorait que les autorités de l'Etat de l'Arizona savaient, au moins dès 1982 ou 1984, que les frères LaGrand étaient des ressortissants allemands. Dans l'ordonnance qu'elle a rendue, la Cour a donné à cet argument un poids considérable. C'est ce qui ressort immédiatement de la façon dont elle évoque avec précision la demande de l'Allemagne dans l'exposé des motifs de sa décision et ressort aussi du contexte dans lequel la référence figure dans son ordonnance (voir, plus haut, le paragraphe 6).

9. A supposer même que les motifs invoqués par l'Allemagne puissent justifier le dépôt tardif de sa requête — ce qui est contestable —, il ressort du dossier dont la Cour dispose aujourd'hui que l'Allemagne avait bel et

---

[4] *LaGrand (Allemagne c. Etats-Unis d'Amérique), mesures conservatoires, ordonnance du 3 mars 1999, C.I.J. Recueil 1999 (I)*, p. 15, par. 19-21.

claimed it did not have was in fact available to Germany at least since 1993.

10. Germany learned in 1992 that the LaGrands had been arrested in 1982 and that they had been tried and convicted in Arizona in 1984. According to Germany, its involvement in this case begins with a prison visit to the brothers on 8 December 1992. It explained this involvement to the Court in the following words:

> "In the following [after December 1992], Germany helped the brothers' attorneys to investigate the brothers' childhood in Germany, both by financial and logistical support, and to raise this issue and the *omission of consular advice in Court proceedings*."[5] (Emphasis added.)

Among the court proceedings instituted by the LaGrands' lawyers in co-ordination with German consular officials was an appeal to the United States District Court for the District of Arizona, filed on 8 March 1993. "In these proceedings", according to Germany, "the attorneys raised for the first time the lack of consular advice and the violation of Art. 36 of the Vienna Convention on Consular Relations."[6] In support of their claim, the attorneys provided the United States District Court on the same date with the presentence reports prepared in 1984 by the probation officials of Pima County, Arizona, in connection with the sentencing of the LaGrand brothers[7]. Each of these presentence reports stated very clearly that the LaGrands were German citizens[8]. The reports had been provided to the defence attorneys of the LaGrands a decade before and they formally acknowledged receipt of these reports in open court on 12 December 1984[9].

11. In other words, the information contained in the presentence reports, including the fact that the Arizona authorities knew as far back as the early 1980s that the LaGrands were German nationals, was known to the attorneys of the LaGrands by 1984, if not earlier. These attorneys filed the presentence reports with the United States District Court for Arizona in March 1993 in connection with their *habeas corpus* motion on behalf of the LaGrands. As of that date, these reports were available to Germany which, as we have seen, emphasized to this Court that it "helped the brothers' attorneys . . . to raise . . . the omission of consular advice" and "the violation of Art. 36 of the Vienna Convention on Con-

---

[5] Memorial of Germany, Vol. I, p. 11, para. 2.06.

[6] *Ibid.*, p. 12, para. 2.08.

[7] See Memorial of Germany, Vol. III, Ann. 46, p. 853, at p. 1000.

[8] See Presentence Reports on Karl and Walter LaGrand, dated 2 April 1984, Memorial of Germany, Vol. II, Ann. 2, pp. 261 and 276.

[9] See Memorial of Germany, Vol. II, Ann. 8, pp. 461-462.

bien à sa disposition, depuis 1993 au moins, les éléments d'information qu'elle a prétendu ne pas avoir.

10. L'Allemagne a appris en 1992 que les LaGrand avaient été arrêtés en 1982 puis jugés et condamnés en 1984. Selon elle, c'est par une visite aux frères LaGrand, le 8 décembre 1992, qu'elle a commencé à intervenir dans la présente affaire. Elle décrit à la Cour son action dans les termes suivants :

> «Par la suite, l'Allemagne a aidé, à la fois sur le plan financier et logistique, les avocats des intéressés à enquêter sur leur enfance en Allemagne, et à soulever la question de l'*omission du défaut d'assistance consulaire au cours de la procédure judiciaire.*»[5] (Les italiques sont de moi.)

Les actions judiciaires intentées par les avocats des LaGrand, en coordination avec les fonctionnaires consulaires allemands, ont notamment consisté à engager le 8 mars 1993 une procédure d'appel devant le tribunal fédéral de première instance pour le district de l'Arizona. D'après l'Allemagne, c'est «lors de cette procédure» que «les avocats ont invoqué pour la première fois le défaut d'assistance consulaire et la violation de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires»[6]. A l'appui de leur thèse, les avocats ont produit le même jour devant le tribunal fédéral de première instance les rapports présentenciels établis en 1984 par les agents de mise à l'épreuve du comté de Pima, en Arizona, dans le cadre de la détermination de la peine des frères LaGrand[7]. Il était très clairement précisé dans chacun de ces rapports que les LaGrand étaient des citoyens allemands[8]. Ces rapports avaient été communiqués une décennie auparavant aux avocats de la défense qui en avaient formellement accusé réception en audience publique le 12 décembre 1984[9].

11. Autrement dit, les avocats des LaGrand avaient à leur disposition dès 1984, sinon avant, les éléments d'information contenus dans les rapports présentenciels, notamment le fait que les autorités de l'Arizona savaient dès le début des années quatre-vingt que les LaGrand étaient des ressortissants allemands. Ces avocats ont produit les rapports présentenciels devant le tribunal fédéral de première instance de l'Arizona, en mars 1993, dans le cadre de leur recours en *habeas corpus* pour le compte des LaGrand. Dès lors, ces rapports étaient à la disposition de l'Allemagne qui, comme nous l'avons vu, a fait valoir devant la Cour qu'elle avait «aidé ... les avocats des intéressés à soulever ... la question du défaut

---

[5] Mémoire de l'Allemagne, vol. I, p. 11, par. 2.06.

[6] *Ibid.*, p. 12, par. 2.07.

[7] Voir mémoire de l'Allemagne, vol. III, annexe 46, p. 1009.

[8] Voir rapports présentenciels du 2 avril 1984 concernant Karl et Walter LaGrand, mémoire de l'Allemagne, vol. II, annexe 2, p. 261 et 276.

[9] Voir mémoire de l'Allemagne, vol. II, annexe 8, p. 461-462.

sular Relations" in the proceedings they instituted in 1993 (see paragraph 10 above).

12. The foregoing facts raise serious doubts about the legitimacy of Germany's contention in this Court that the late filing (on 2 March 1999) of its request for provisional measures was attributable to the fact that it discovered only on 23 February 1999 that the Arizona authorities knew as far back as 1984 that the LaGrands were German nationals. Even assuming that Germany did not actually know these facts, it certainly had no excuse for not knowing them, given its insistent claim in this Court of its close involvement in the LaGrand case after 1992 and its collaboration with the LaGrands' attorneys after that date, particularly in assisting them in raising issues relating to the Vienna Convention.

13. In its oral argument, Germany responded in the following terms to the contention of the United States that the 1984 presentence reports provided the answer to the question concerning the date when the Arizona authorities learned that the LaGrands were German citizens:

> "the only question that makes sense at all in this context is whether German officials did or did not have easy access to the Presentence Reports in 1992 or thereafter. Although we do not attribute any conclusive weight to this issue, we can provide you with a clear answer. We have filed with the Court a Memorandum regarding the Presentence Reports issue in the LaGrand matter, drafted by the Federal Public Defender for the District of Arizona at the request of the German Consulate General in Los Angeles. Let me summarize what this Memorandum says: According to a local rule of the Pima County Superior Court, the Presentence Reports concerning Karl and Walter LaGrand were filed under seal and kept confidential even after sentencing. When the Federal Public Defender tried to locate this report in June of this year [2000], they could not be found. In the words of the Public Defender:
>
>> 'The exhibits clerk at the superior court advised that the clerk did not have pre-sentence reports information on either LaGrand, and they had no idea where the pre-sentence reports were filed. It appears that the pre-sentence reports are not even in the superior court file.'
>
> Mr. President, if not even the competent US authority managed to retrieve the reports, does it make sense to say, as the Counter-Memorial [of the United States] does, that it is 'hard to understand how these reports were not already familiar to German consular officers'? Can one really accuse a foreign consulate of negligence

d'assistance consulaire» et «la violation de l'article 36 de la convention de Vienne sur les relations consulaires» dans le cadre des actions intentées en 1993 (voir, plus haut, le paragraphe 10).

12. Ces éléments font sérieusement douter du bien-fondé de la thèse exposée devant la Cour par l'Allemagne, qui a justifié le dépôt tardif de sa demande en indication de mesures conservatoires (le 2 mars 1999) en expliquant qu'elle n'avait découvert que le 23 février 1999 seulement que les autorités de l'Arizona étaient dès 1984 au courant de la nationalité allemande des LaGrand. A supposer même que l'Allemagne ne fût pas au courant de ces éléments de fait, rien ne vient justifier son ignorance puisqu'elle soutient fermement être activement intervenue dans l'affaire LaGrand et avoir collaboré avec les avocats des LaGrand après 1992, en particulier en les aidant à soulever les questions liées à la convention de Vienne.

13. Dans ses exposés oraux, l'Allemagne a répondu de la manière suivante à l'argument des Etats-Unis selon lequel les rapports présentenciels de 1984 permettaient de savoir à quelle date les autorités de l'Arizona avaient appris que les LaGrand étaient des ressortissants allemands:

> «la seule question qui se pose raisonnablement dans ce contexte est celle de savoir si des fonctionnaires allemands ont eu accès facilement ou non aux rapports présentenciels en 1992 ou par la suite. Sans attribuer d'importance déterminante à ce point, nous pouvons vous donner une réponse claire. Nous avons déposé devant la Cour un mémorandum relatif à la question des rapports présentenciels en l'affaire *LaGrand*, rédigé par le *Federal Public Defender* du district de l'Arizona à la demande du consulat général d'Allemagne à Los Angeles. Permettez-moi de résumer la teneur de ce mémorandum: conformément à un règlement local de la cour supérieure du comté de Pima, les rapports présentenciels concernant Karl et Walter LaGrand ont été conservés sous scellés et demeurent confidentiels même après la condamnation. Lorsque le *Federal Public Defender* a tenté de retrouver ces rapports en juin de cette année [1999], ceux-ci sont restés introuvables. Comme l'écrit le *Public Defender*:
>
>> «L'employé du greffe de la cour supérieure chargé de la conservation des pièces produites aux fins de l'administration de la preuve a indiqué qu'il n'avait pas d'informations sur les rapports présentenciels concernant l'un ou l'autre des frères LaGrand, ni aucune idée de l'endroit où ces rapports étaient classés. Il semble que les rapports en question ne figurent même pas dans le dossier conservé au greffe de la cour supérieure.»
>
> Monsieur le président, si l'autorité compétente des Etats-Unis elle-même n'a pas réussi à retrouver ces rapports, est-il raisonnable d'affirmer, comme le fait le contre-mémoire, que l'on a «du mal à comprendre comment les fonctionnaires consulaires allemands ne connaissaient pas déjà ces rapports»? Peut-on vraiment accuser un

> when it failed to get hold of documents which could not even be traced by the competent local authorities?"[illegible]

14. The answer to the question counsel for Germany asked in the last sentence of the preceding paragraph is a resounding "yes". As we have seen, the presentence reports were in the possession of the LaGrands' attorneys and transmitted by them to the United States District Court in 1993. Moreover, even assuming that these reports were confidential or under seal after the conviction in 1984 of the LaGrands, they became a matter of public record when provided to the United States District Court. Since the reports were thus available to Germany by 1993, it is quite irrelevant that the Public Defender, quoted above by Germany, was unable allegedly to find them in the year 2000.

15. It is noteworthy, too, that between 1992, when Germany learned of the detention, trial and sentencing of the LaGrands, and the beginning of 1999, when Germany claimed that it found out for the first time that the Arizona authorities had known since the early 1980s that the LaGrands were German citizens, Germany never asked the United States Department of State to investigate the case of the LaGrands. Moreover, in 1998 the Department of State expressly invited all embassies in Washington "to bring possible failures of consular notification to its attention, so that it could investigate and take any appropriate action"[illegible]. Such an investigation, had it been requested by Germany consistent with the practice routinely followed in these types of cases, would have determined the date as of which the LaGrands' German nationality was known to the Arizona authorities. This information was in fact contained in the report prepared by the State Department following its own investigation of the case in 1999-2000[illegible].

16. Germany's lack of diligence in ascertaining the facts it advanced to justify its late filing deprived the United States of an opportunity to be heard on Germany's request for provisional measures. What is more, it left the Court little choice but to accept on face value Germany's claim of its lack of knowledge, since the absence of a hearing prevented the United States from rebutting Germany's contention in this regard. Germany's conduct raises issues analogous to those the Court addressed in the case concerning *Legality of Use of Force (Yugoslavia v. Belgium)*,

---

[illegible] CR 2000/26, p. 16.

[illegible] Counter-Memorial of the United States, p. 32, para. 66.

[illegible] "Karl and Walter LaGrand: Report of Investigation into Consular Notification Issues", United States Department of State, 17 February 2000, Counter-Memorial of the United States, Exhibit 1, pp. 7-8.

consulat étranger de négligence parce qu'il n'a pas réussi à se procurer des documents que les autorités locales compétentes elles-mêmes n'ont pas pu retrouver ?»[19]

14. A la question posée par le conseil de l'Allemagne dans la dernière phrase du paragraphe ci-dessus, il faut répondre par un «oui» clair et net. Comme nous l'avons vu, les avocats des LaGrand avaient les rapports présentenciels en leur possession et ils les ont produits devant le tribunal fédéral de première instance en 1993. En outre, à supposer même que ces rapports fussent confidentiels ou placés sous scellés après la condamnation des LaGrand en 1984, ils sont tombés dans le domaine public dès leur production devant le tribunal fédéral de première instance. Puisque l'Allemagne pouvait ainsi obtenir les rapports dès 1993, il n'est guère pertinent que le *Public Defender*, cité précédemment par l'Allemagne, n'ait pas été en mesure, comme il le dit, semble-t-il, de les trouver en 2000.

15. Il convient également de noter qu'entre 1992, date à laquelle l'Allemagne a été informée de la détention, du procès et de la condamnation des LaGrand, et le début de 1999, date à laquelle elle a affirmé s'être rendu compte pour la première fois que les autorités de l'Arizona savaient depuis le début des années quatre-vingt que les LaGrand étaient de nationalité allemande, l'Allemagne n'a jamais demandé au département d'Etat des Etats-Unis d'enquêter sur le cas des LaGrand. En outre, en 1998, le département d'Etat a expressément invité toutes les ambassades sises à Washington à «porter à son attention tout manquement éventuel à l'obligation de notification consulaire afin de pouvoir procéder à une enquête et prendre les mesures voulues le cas échéant»[20]. Une enquête de ce type, si l'Allemagne l'avait demandée conformément à la pratique bien établie dans ce genre d'affaires, aurait permis de déterminer à quelle date les autorités de l'Arizona avaient eu connaissance de la nationalité des LaGrand. De fait, cet élément d'information se trouve dans le rapport établi par le département d'Etat à l'issue de l'enquête qu'il a lui-même menée sur l'affaire en 1999-2000[21].

16. Le manque de vigilance dont l'Allemagne fait preuve pour vérifier les faits qu'elle a invoqués afin de justifier le dépôt tardif de sa demande en indication de mesures conservatoires a privé les Etats-Unis de la possibilité de faire valoir leurs moyens sur cette demande. Qui plus est, la Cour n'avait dès lors plus guère d'autre choix que d'accepter tel quel l'argument de l'ignorance plaidé par l'Allemagne puisque, faute de pouvoir le présenter, les Etats-Unis n'ont pas eu la faculté de réfuter la thèse de l'Allemagne sur ce point. La conduite de l'Allemagne soulève ici des

---

[19] CR 2000/26, p. 38.

[20] Contre-mémoire des Etats-Unis, p. 51, par. 61.

[21] Karl et Walter LaGrand : rapport d'enquête sur les questions de notification consulaire, département d'Etat des Etats-Unis, 17 février 2000; contre-mémoire des Etats-Unis, annexe 1, p. 7-8.

where Yugoslavia attempted to invoke a new basis of jurisdiction at a very late stage of the proceedings. In that case, the Court ruled as follows:

> "Whereas the invocation by a party of a new basis of jurisdiction in the second round of oral argument on a request for the indication of provisional measures has never before occurred in the Court's practice; whereas such action at this late stage, when it is not accepted by the other party, seriously jeopardizes the principle of procedural fairness and the sound administration of justice; and whereas in consequence the Court cannot, for the purpose of deciding whether it may or may not indicate provisional measures in the present case, take into consideration the new title of jurisdiction which Yugoslavia sought to invoke on 12 May 1999."[1]

17. Germany's justification for its late filing, which the information now before the Court has shown to have been based on spurious claims, had the effect of obtaining a ruling from the Court that "seriously jeopardize[d] the principle of procedural fairness and the sound administration of justice". This result, as we have seen, was brought about because of Germany's lack of diligence. It alone justifies holding the submission inadmissible on the grounds invoked by the Court in *Yugoslavia* v. *Belgium*, above.

18. In addressing the issue of the admissibility of Germany's third submission, the Court makes the following finding (para. 57):

> "The Court recognizes that Germany may be criticized for the manner in which these proceedings were filed and for their timing. The Court recalls, however, that notwithstanding its awareness of the consequences of Germany's filing at such a late date, it nevertheless considered it appropriate to enter the Order of 3 March 1999, given that an irreparable prejudice appeared to be imminent. In view of these considerations, the Court considers that Germany is now entitled to challenge the alleged failure of the United States to comply with the Order. Accordingly, the Court finds that Germany's third submission is admissible."

19. I have no disagreement with the Court's view that given the imminence of "an irreparable harm" in the instant case it was "appropriate" to enter the Order of 3 March 1999 on the facts then known to the Court. But it does not follow therefrom, contrary to what the Court says, that "in view of these considerations, the Court considers that Germany is

---

[1] *Provisional Measures, Order of 2 June 1999, I.C.J. Reports 1999 (I)*, p. 139, para. 44.

questions analogues à celles que la Cour a traitées en l'affaire de la *Licéité de l'emploi de la force (Yougoslavie c. Belgique)*, où la Yougoslavie a tenté d'invoquer une nouvelle base de compétence à un stade très avancé de l'instance. Dans cette affaire-là, la Cour a dit ceci :

> «Considérant que l'invocation par une partie d'une nouvelle base de juridiction au stade du second tour de plaidoiries sur une demande en indication de mesures conservatoires est sans précédent dans la pratique de la Cour ; qu'une démarche aussi tardive, lorsqu'elle n'est pas acceptée par l'autre partie, met gravement en péril le principe du contradictoire et la bonne administration de la justice ; et que, par suite, la Cour ne saurait, aux fins de décider si elle peut ou non indiquer des mesures conservatoires dans le cas d'espèce, prendre en considération le nouveau chef de compétence dont la Yougoslavie a entendu se prévaloir le 12 mai 1999 »[17].

17. La justification que donne l'Allemagne du dépôt tardif de sa demande, et qui, comme il ressort des éléments dont la Cour dispose aujourd'hui, s'appuie sur de fausses allégations, a conduit la Cour à rendre une décision «[mettant] gravement en péril le principe du contradictoire et la bonne administration de la justice». Ce résultat, comme nous l'avons vu, découle du manque de vigilance de l'Allemagne, lequel autorise à lui seul à tenir la conclusion formulée pour irrecevable à raison des motifs exposés par la Cour en l'affaire *Yougoslavie c. Belgique* que je viens de citer.

18. En examinant la question de la recevabilité de la troisième conclusion de l'Allemagne, la Cour est parvenue à la conclusion suivante (par. 57) :

> «La Cour reconnaît que l'Allemagne peut être critiquée pour la manière dont l'instance a été introduite et pour le moment choisi pour l'introduire. La Cour rappelle toutefois que, tout en étant consciente des conséquences de l'introduction de l'instance par l'Allemagne à une date si avancée, elle n'en a pas moins estimé approprié de rendre son ordonnance du 3 mars 1999, un préjudice irréparable semblant imminent. Dans ces conditions, la Cour estime que l'Allemagne est en droit de se plaindre aujourd'hui de la non-application, alléguée par elle, de ladite ordonnance par les Etats-Unis. En conséquence, la Cour conclut que la troisième conclusion de l'Allemagne est recevable.»

19. Je n'ai rien à redire quand la Cour estime que, vu l'imminence du «préjudice irréparable» en l'espèce, il était «approprié» de rendre l'ordonnance du 3 mars 1999 sur la base des éléments de fait dont elle avait connaissance à ce moment-là. Mais il ne s'ensuit pas, contrairement à ce que dit la Cour, que, «[d]ans ces conditions ... l'Allemagne est en droit de

---

[17] *Mesures conservatoires, ordonnance du 2 juin 1999, C.I.J. Recueil 1999 (I)*, p. 139, par. 44.

now entitled to challenge the alleged failure of the United States to comply with the Order". The fact that it was appropriate for the Court to issue the Order does not compel the admissibility of Germany's third submission once it is apparent that Germany's justification for its late filing is shown not to withstand scrutiny. It is to be regretted that the Court fails to address this issue since it bears directly on the admissibility of Germany's third submission.

20. Germany's negligence had other detrimental consequences for the United States, as far as concerns the Order of 3 March 1999. In its request for provisional measures, Germany asked the Court for an Order that tracked verbatim the language of the Court's Order of 9 April 1998 in the *Breard* case[illegible]. When the *Breard* Order was before the United States Supreme Court, the Solicitor General of the United States explained why the Government believed that the Order was not binding. He made three points in this regard. He submitted, first, that "there is substantial disagreement among jurists as to whether an ICJ order indicating provisional measures is binding. See *Restatement (Third) of Foreign Relations Law of the United States*, Sec. 903, Reporter's Note 6, at pp. 369-370 (1986). The better reasoned position is that such an order is not binding"[illegible]. The Solicitor General then attempted to show, by analysing Article 41 of the Statute of the Court, why that was the better reasoned view. The Solicitor General's second argument in support of the non-binding character of the Court's Article 41 orders was that

> "the ICJ itself has never concluded that provisional measures are binding on the parties to a dispute. That court has indicated provisional measures in seven other cases of which we are aware; in most of those cases, the order indicating provisional measures was not regarded as binding by the respondent."[illegible]

Finally, the Solicitor General argued that, even assuming that "parties to a case before the ICJ are required to heed an order of that court indicating provisional measures", the Order in the *Breard* case was not worded in mandatory terms[illegible]. Consistent with the view of the Solicitor General, the Supreme Court of the United States denied the stay of execution in

---

[illegible] *Vienna Convention on Consular Relations (Paraguay v. United States of America), Provisional Measures, Order of 9 April 1998, I.C.J. Reports 1998*, p. 258, para. 41 (I).

[illegible] Brief for the United States as Amicus Curiae, *Republic of Paraguay* v. *Gilmore*; Memorial of Germany, Vol. II, Ann. 34, p. 757.

[illegible] *Ibid.*, p. 758.

[illegible] *Ibid.*, p. 758.

se plaindre aujourd'hui de la non-application, alléguée par elle, de ladite ordonnance par les Etats-Unis». Que la Cour ait estimé approprié de rendre l'ordonnance n'emporte pas nécessairement la recevabilité de la troisième conclusion de l'Allemagne dès lors que les raisons invoquées par l'Allemagne pour justifier son dépôt tardif ne résistent manifestement pas à l'analyse. Il est regrettable que la Cour ait omis d'aborder cette question car elle a une incidence directe sur la recevabilité de la troisième conclusion de l'Allemagne.

20. La négligence de l'Allemagne a eu d'autres conséquences préjudiciables aux Etats-Unis, s'agissant de l'ordonnance du 3 mars 1999. Dans sa demande en indication de mesures conservatoires, l'Allemagne a prié la Cour de rendre une ordonnance dont le libellé suit mot pour mot celui de l'ordonnance rendue le 9 avril 1998 dans l'affaire *Breard*[14]. Lorsque la Cour suprême des Etats-Unis a examiné l'ordonnance *Breard*, le *Solicitor General* des Etats-Unis a expliqué pour quelles raisons, aux yeux du gouvernement, cette ordonnance n'avait pas force obligatoire. Il a évoqué trois points à cet égard. Il a d'abord rappelé que «les juristes [étaient] profondément divisés sur cette question (voir *Restatement (Third) of Foreign Relations Law of the United States*, par. 903, note 6, p. 369 et 370 (1986))» et que «[l]a thèse la plus solide [était] qu'une telle ordonnance n'a pas un caractère obligatoire»[15]. Le *Solicitor General* a ensuite cherché à démontrer, par une analyse de l'article 41 du Statut de la Cour, pourquoi il s'agissait de la thèse la plus solide. Le deuxième argument avancé par le *Solicitor General* pour démontrer le caractère non obligatoire des ordonnances visées à l'article 41 du Statut de la Cour était le suivant:

> «la C.I.J. elle-même n'a jamais conclu que des mesures conservatoires s'imposent aux parties à un différend. La C.I.J. a indiqué des mesures conservatoires dans sept autres affaires dont nous avons connaissance. Dans la plupart de celles-ci, le défendeur n'a pas considéré comme obligatoire l'ordonnance en indication de mesures conservatoires.»[16]

Enfin, le *Solicitor General* a fait valoir que, «même si les parties à une affaire dont est saisie la C.I.J. [étaient] tenues d'obtempérer à une ordonnance en indication de mesures conservatoires»[17], l'ordonnance en l'affaire *Breard* n'était pas libellée en des termes impératifs. La Cour suprême des Etats-Unis a suivi l'avis du *Solicitor General* en refusant le

---

[14] *Convention de Vienne sur les relations consulaires (Paraguay c. Etats-Unis d'Amérique), mesures conservatoires, ordonnance du 9 avril 1998, C.I.J. Recueil 1998*, p. 258, par. 41 (I).

[15] Mémoire soumis par les Etats-Unis à titre d'*amicus curiae*, *Republic of Paraguay v. Gilmore*, mémoire de l'Allemagne, vol. II, annexe 34, p. 737.

[16] *Ibid.*, p. 738.

[17] *Ibid.*, p. 739.

the *Breard* case called for by the Order of the International Court of Justice in that case.[19]

21. Germany was aware of the position of the United States Government regarding the non-binding character of orders of this Court indicating provisional measures in general and with its interpretation of the Order in the *Breard* case in particular. Nevertheless, Germany asked the Court less than a year later for an Order worded in precisely the same language, instead of seeking an order that provided the authorities of the United States with some legal basis for reassessing their position on the binding nature of these orders. This failure by Germany would have been less serious an omission had there been a hearing in the instant case in which the United States could have explained its position to the Court. But because of Germany's late filing, as we have seen, no hearing could be held.

22. It is difficult to understand, therefore, what Germany sought to achieve with its 2 March 1999 request for provisional measures. It certainly could not have been surprised that the United States would adopt the same position with regard to the requested order as it did in relation to the *Breard* Order of 9 April 1998. There was nothing in the order Germany requested on 2 March 1999 that would have provided the authorities of the United States with a legal basis justifying the Solicitor General to reverse his official position adopted less than a year earlier. In the absence of such a justification, it would have been unprecedented for him not to adhere to his earlier view. Moreover, and that is even more important, the Court itself had not in the meantime clarified its position on the subject. Consequently, when Germany asked the Court to proceed *proprio motu* and without a hearing, and sought an order identical to that the Court issued in the *Breard* case, Germany breached an obligation of elementary fairness it owed the United States in the circumstances of this case. It is true, of course, that a party in proceedings before this Court, as before any other court, must bear the consequences of having assumed, erroneously in retrospect, that a given order is non-binding and being held responsible for the resulting violation. But this fact does not relieve Germany of responsibility for having engaged in a litigation strategy prejudicial to the United States.

23. To summarize, the claim advanced by Germany to justify its late filing has been shown to be without merit. In fact, it is now clear that Germany had no good reason for not bringing its request for provisional measures to the Court at least a year or two earlier, if not much earlier. Its late filing did nevertheless have the consequence of preventing the

---

[19] *Breard v. Greene; Republic of Paraguay v. Gilmore*, 118 S. Ct. 1352 (1998); 37 *International Legal Materials* (1998), p. 829.

sursis à l'exécution qui s'imposait aux termes de l'ordonnance rendue par la Cour internationale de Justice en cette affaire[29].

21. L'Allemagne savait que la position du gouvernement des Etats-Unis était, de manière générale, que les ordonnances en indication de mesures conservatoires rendues par la Cour n'ont pas force obligatoire et elle savait, en particulier, comment ils interprétaient l'ordonnance *Breard*. Or, moins d'un an plus tard, l'Allemagne a prié la Cour de rendre une ordonnance libellée précisément dans les mêmes termes au lieu de solliciter une ordonnance qui aurait fourni aux autorités des Etats-Unis des raisons juridiques de réexaminer leur position sur le caractère obligatoire de ces ordonnances. Cette omission de l'Allemagne aurait été moins grave s'il y avait eu en l'espèce une audience au cours de laquelle les Etats-Unis auraient pu faire valoir leur position devant la Cour. Mais, comme nous l'avons vu, il a été impossible de tenir des audiences parce que l'Allemagne a déposé sa demande trop tardivement.

22. On comprend donc mal ce que l'Allemagne cherchait à obtenir par sa demande en indication de mesures conservatoires du 2 mars 1999. Elle ne pouvait certainement pas s'étonner de voir les Etats-Unis adopter à l'égard de l'ordonnance demandée la même position que celle qu'ils avaient prise à l'égard de l'ordonnance *Breard* du 9 avril 1998. L'ordonnance demandée par l'Allemagne le 2 mars 1999 n'aurait fourni aux autorités des Etats-Unis aucun fondement juridique autorisant le *Solicitor General* à revenir sur la position officielle que celui-ci avait adoptée moins d'un an auparavant. Que le *Solicitor General* revienne sur sa position antérieure en l'absence d'une telle justification aurait été sans précédent. En outre, et c'est encore plus important, la Cour elle-même n'avait pas entre-temps clarifié sa position sur ce point. Aussi l'Allemagne a-t-elle manqué au devoir élémentaire d'équité dont elle était tenue vis-à-vis des Etats-Unis, vu les circonstances de l'espèce, lorsqu'elle a prié la Cour d'agir d'office, sans tenir d'audiences, et de rendre une ordonnance identique à celle qui avait été rendue en l'affaire *Breard*. Il est vrai, certes, qu'une partie à une instance devant cette Cour, comme devant toute juridiction, doit supporter les conséquences d'avoir présumé à tort, comme on le voit rétrospectivement, qu'une certaine ordonnance n'a pas force obligatoire et d'être tenue pour responsable de la violation qui en résulte. Mais cela n'exonère pas l'Allemagne de la responsabilité qu'elle encourt pour avoir adopté une stratégie contentieuse préjudiciable aux Etats-Unis.

23. Je résume : il a été établi que les motifs invoqués par l'Allemagne pour justifier le dépôt tardif de ses demandes n'étaient pas fondés. De fait, on voit bien aujourd'hui que l'Allemagne n'avait aucune raison valable de ne pas saisir la Cour de sa demande en indication de mesures conservatoires au moins un an ou deux auparavant, voire bien plus tôt.

---

[29] *Breard* v. *Greene; Republic of Paraguay* v. *Gilmore*, S. Ct., vol. 118, p. 1352 (1998); *International Legal Materials* (1998), vol. 37, p. 829.

United States from being heard in a timely fashion on the German request for provisional measures. The absence of a hearing also deprived the United States of the opportunity to address the question of the binding character of the Court's orders and their effect on the laws of the United States. What is more, Germany sought an order from this Court that it had every reason to anticipate the United States would consider to be non-binding and hence not requiring enforcement — a litigation strategy that is very difficult to understand unless that was its very purpose.

24. Accordingly, I consider that the manner in which Germany proceeded in obtaining the Court's Order of 3 March 1999 amounted to procedural misconduct prejudicial to the interests of the United States as a party to the instant proceedings. Such misconduct provides the requisite justification — it compels it, in my opinion — for declaring Germany's third submission inadmissible.

(*Signed*) Thomas BUERGENTHAL.

Toujours est-il que ce dépôt tardif a eu pour conséquence d'empêcher les Etats-Unis de faire valoir en temps opportun leurs moyens sur cette demande en indication de mesures conservatoires de l'Allemagne. L'absence d'audience a également privé les Etats-Unis de la possibilité d'examiner la question du caractère obligatoire des ordonnances de la Cour et de leur effet sur les normes juridiques des Etats-Unis. Qui plus est, l'Allemagne a prié la Cour de rendre une ordonnance dont elle avait tout lieu de penser que les Etats-Unis la considéreraient comme non obligatoire, et donc comme non exécutoire; c'était peut-être là le but recherché, sinon cette stratégie contentieuse s'explique fort mal.

24. En conséquence, j'estime que la démarche suivie par l'Allemagne pour faire adopter l'ordonnance du 3 mars 1999 équivaut à une faute procédurale préjudiciable aux intérêts des Etats-Unis en tant que partie à la présente instance. Une telle faute constitue un motif suffisant — impérieux, à mon avis — pour déclarer irrecevable la troisième conclusion de l'Allemagne.

(*Signé*) Thomas BUERGENTHAL.

PRINTED IN THE NETHERLANDS

ISSN 0074-4441
ISBN 92-1-070921-7

1997

bibliographie

DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

51

bibliography

OF THE INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

CIJ LA HAYE 2003 ICJ THE HAGUE

1997

bibliographie

DE LA COUR INTERNATIONALE
DE JUSTICE

51

bibliography

OF THE INTERNATIONAL COURT
OF JUSTICE

CIJ LA HAYE 2003 ICJ THE HAGUE

ISSN 0035-2139
ISBN 92-1-070965-9

N° de vente:
Sales number
859

PRÉFACE

Le présent fascicule contient les indications bibliographiques intéressant la Cour internationale de Justice qui sont parvenues au Greffe pendant l'année 1997. Il constitue le seizième fascicule d'une nouvelle série de la *Bibliographie* entreprise depuis les débuts de la Cour. Le numérotage des titres ayant franchi le cap des cinq chiffres, ce qui compliquait les renvois, il a été décidé de l'interrompre, et de reprendre désormais le numérotage à partir de 1 chaque année. Comme il avait été fait pour les fascicules n^{os} 1 à 18, les n^{os} 19 à 34 ont été reliés en un volume, que l'on peut recevoir du Greffe sur demande.

Des considérations d'ordre pratique et l'évolution historique ont amené à donner à la nouvelle série une présentation différente. Les rubriques ont été remaniées et la disposition typographique améliorée, en vue de faciliter l'usage de la *Bibliographie*. La liste complète des rubriques continuera à figurer dans la table des matières placée en tête de chaque volume. Toutefois, dans le texte même, les rubriques sous lesquelles aucun titre n'est à indiquer pour l'année considérée seront omises. Chaque titre continuera à figurer sous une seule rubrique, tous les renvois nécessaires étant faits dans les index des matières en français et en anglais. Ces index, ainsi que l'index des noms, ont un caractère cumulatif à partir du fascicule n° 35.

La *Bibliographie*, préparée par la bibliothèque privée de la Cour, qui est un service du Greffe, n'engage la Cour en aucune façon. Les lecteurs sont priés de bien vouloir signaler toutes lacunes qu'ils pourraient constater à *M. le Greffier de la Cour internationale de Justice, Palais de la Paix, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas.*

PREFACE

The present publication contains bibliographical references concerning the International Court of Justice received by the Registry of the Court during the year 1997. It is the sixteenth issue in a new series of a bibliography which goes back to the origins of the Court. As the number of titles had run into five figures and reference had accordingly become too complex, it was decided to bring the old series to an end and to begin a new series in which the numbering of titles starts again from 1 in each annual volume. As had earlier been done for Nos. 1-18, Nos. 19-34 have been bound in one volume, obtainable from the Registry.

Practical considerations and a changed historical perspective have led to a different presentation for this new series. The *Bibliography* has been subdivided according to a new system and the layout has been revised for greater facility of use. A list of headings will continue to appear as a table of contents at the beginning of each volume. In the text itself, subheadings will however be omitted if there is no title to enter under them. Publications will continue to be mentioned under a single heading; appropriate cross-references will however

be given in the separate French and English subject indexes, which, like the index of names, are cumulative as from No. 35.

The *Bibliography,* which is prepared by the Court's private library (a department of the Registry), in no way involves the responsibility of the Court. Readers are requested kindly to draw any relevant publications which have not been included to the attention of *The Registrar, International Court of Justice, Peace Palace, 2517 KJ The Hague, Netherlands.*

TABLE DES MATIÈRES

Page

A. Ouvrages sur la Cour en général 705

B. Institution du système judiciaire international 707

  1. Cour permanente de Justice internationale —
  2. Cour internationale de Justice 707

C. Organisation de la Cour 709

  1. La Cour (composition, présidence, chambres) 709
  2. Membres de la Cour ; élection 709
  3. Juges *ad hoc* 710
  4. Biographies et nécrologies de juges 710
  5. Greffe 711
  6. Privilèges et immunités —
  7. Siège —
  8. Finances 711

D. Compétence 711

  1. Etats admis à ester devant la Cour 711
  2. Compétence de la Cour en matière contentieuse 711
  3. Acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour 711
  4. Réserves concernant la compétence exclusive des Etats —
  5. Compétence de la Cour en matière consultative 712

E. Procédure devant la Cour 712

  1. Procédure contentieuse en général 712
  2. Procédures incidentes 712
  3. Procédure consultative 713

F. Affaires portées devant la Cour 713

  1, 1a, 2. *Détroit de Corfou* —
  3. *Conditions de l'admission d'un Etat comme Membre des Nations Unies (article 4 de la Charte)* —
  4. *Réparation des dommages subis au service des Nations Unies* —
  5. *Pêcheries* —
  6. *Protection de ressortissants et protégés français en Egypte* —
  7. *Droit d'asile* —
  8. *Interprétation des traités de paix conclus avec la Bulgarie, la Hongrie et la Roumanie* —
  9. *Compétence de l'Assemblée générale pour l'admission d'un Etat aux Nations Unies* —
  10. *Statut international du Sud-Ouest africain* —
  11. *Droits des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique au Maroc* —
  12. *Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* —
  13. *Demande d'interprétation de l'arrêt du 20 novembre 1950 en l'affaire du droit d'asile* —
  14. *Haya de la Torre* —
  15. *Ambatielos* —
  16. *Anglo-Iranian Oil Co.* —

Page
17. *Minquiers et Ecréhous* . . . . —
18. *Nottebohm* . . . . —
19. *Or monétaire pris à Rome en 1943* . . . . —
20. *Société Electricité de Beyrouth* . . . . —
21. *Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité* . . . . —
22, 23. *Traitement en Hongrie d'un avion des Etats-Unis d'Amérique et de son équipage* . . . . —
24. *Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain* . —
25. *Incident aérien du 10 mars 1953* . . . . —
26, 27. *Antarctique* . . . . —
28. *Incident aérien du 7 octobre 1952* . . . . —
29. *Certains emprunts norvégiens* . . . . —
30. *Jugements du Tribunal administratif de l'OIT sur requêtes contre l'Unesco* . . . . —
31. *Admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain* . . . . —
32. *Droit de passage sur territoire indien* . . . . —
33. *Application de la convention de 1902 pour régler la tutelle des mineurs* . . . . —
34. *Interhandel* . . . . —
35. *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Israël c. Bulgarie)* . . . . . —
36. *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)* . . . . —
37. *Incident aérien du 27 juillet 1955 (Royaume-Uni c. Bulgarie)* . —
38. *Souveraineté sur certaines parcelles frontalières* . . . . —
39. *Sentence arbitrale rendue par le roi d'Espagne le 23 décembre 1906* . . . . —
40. *Incident aérien du 4 septembre 1954* . . . . —
41. *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited* . . . —
42. *Compagnie du port, des quais et des entrepôts de Beyrouth et Société Radio-Orient* . . . . —
43. *Composition du Comité de la sécurité maritime de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime* . . . . —
44. *Incident aérien du 7 novembre 1954* . . . . —
45. *Temple de Préah Vihéar* . . . . —
46, 47. *Sud-Ouest africain* . . . . —
48. *Cameroun septentrional* . . . . —
49. *Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)* . . . . —
50. *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962)* . . . . —
51, 52. *Plateau continental de la mer du Nord* . . . . —
53. *Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité* . . . . . —
54. *Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI* . . . . —
55, 56. *Compétence en matière de pêcheries* 714
57. *Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies* . . . . —

Page

58, 59. *Essais nucléaires* . . . . —
60. *Procès de prisonniers de guerre pakistanais* . . . . —
61. *Sahara occidental* . . . . —
62. *Plateau continental de la mer Egée* . . . . —
63. *Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)* . . . —
64. *Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran* . . . . —
65. *Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Egypte* . . . . —
66. *Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies* . . . . —
67. *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine* . . . . —
68. *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)* . . . . —
69. *Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)* . . . . —
70. *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci* . . . . —
71. *Demande en revision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du* Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) *(Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne)* . . . . —
72. *Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies* . . . . —
73. *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica)* . . . . —
74. *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)* . . . . —
75. *Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras ; Nicaragua (intervenant))* . . . . —
76. *Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI)* . . . . —
77. *Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies* . . . . —
78. *Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen* 714
79. *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)* 714
80. *Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)* . . —
81. *Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies* . . . . —
82. *Sentence arbitrale du 31 juillet 1989* . . . . —
83. *Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)* . . . . —
84. *Timor oriental (Portugal c. Australie)* 714
85. *Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal* . . —
86. *Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)* . . . . . . —
87. *Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn* 715
88, 89. *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni) (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)* 715
90. *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)* 715

Page

- 91. *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide* 716
- 92. *Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)* 716
- 93. *Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé* 717
- 94. *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria* . 719
- 95. *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* . . . 719
- 96. *Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)* . . —
- 97. *Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des* Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France) 722
- 98. *Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)* . . . . —

G. Propositions tendant à porter certaines questions devant la Cour . —

H. Ouvrages contenant des références à la Cour 723

- 1. Droit international en général 723
- 2. Sources du droit international 724
- 3. Sujets du droit international 724
- 4. Compétences de l'Etat 725
- 5. Droit diplomatique et consulaire 727
- 6. Droit des traités 728
- 7. Droit de la mer 728
- 8. Droit aérien et droit de l'espace 730
- 9. Droits de l'homme 730
- 10. Droit criminel international 731
- 11. Questions économiques et sociales, droit du développement, droit de l'environnement 732
- 12. Responsabilité internationale 734
- 13. Règlement pacifique des différends 734
- 14. Organisation des Nations Unies 736
- 15. Autres organisations internationales 739
- 16. Divers 739

Index alphabétique des noms.

Index alphabétique des matières.

CONTENTS

Page
A. Writings on the Court in general 705
B. Establishment of the international judicial system 707
  1. Permanent Court of International Justice . . . . —
  2. International Court of Justice 707
C. Organization of the Court 709
  1. The Court (Composition, Presidency, Chambers) 709
  2. Members of the Court; Elections 709
  3. Judges *ad hoc* 710
  4. Biographies and obituaries of Judges 710
  5. Registry 711
  6. Privileges and immunities . . . . —
  7. Seat . . . . —
  8. Finances 711
D. Jurisdiction 711
  1. States entitled to appear before the Court 711
  2. Jurisdiction of the Court in contentious cases 711
  3. Acceptance of the compulsory jurisdiction of the Court . . . 711
  4. Reservations concerning domestic jurisdiction . . . . —
  5. Advisory jurisdiction of the Court 712
E. Procedure before the Court 712
  1. Contentious procedure in general 712
  2. Incidental procedures 712
  3. Advisory procedure 713
F. Cases brought before the Court 713
  1, 1a, 2. *Corfu Channel* . . . . —
  3. *Conditions of Admission of a State to Membership in the United Nations (Article 4 of the Charter)* . . . . —
  4. *Reparation for Injuries Suffered in the Service of the United Nations* . . . . —
  5. *Fisheries* . . . . —
  6. *Protection of French Nationals and Protected Persons in Egypt* . —
  7. *Asylum* . . . . —
  8. *Interpretation of Peace Treaties with Bulgaria, Hungary and Romania* . . . . —
  9. *Competence of the General Assembly for the Admission of a State to the United Nations* . . . . —
  10. *International Status of South West Africa* . . . . —
  11. *Rights of Nationals of the United States of America in Morocco* —
  12. *Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide* . . . . —
  13. *Request for Interpretation of the Judgment of 20 November 1950 in the Asylum case* . . . . —
  14. *Haya de la Torre* . . . . —
  15. *Ambatielos* . . . . —
  16. *Anglo-Iranian Oil Co.* . . . . —

Page
17. *Minquiers and Ecrehos* —
18. *Nottebohm* —
19. *Monetary Gold Removed from Rome in 1943* —
20. *Electricité de Beyrouth Company* —
21. *Effect of Awards of Compensation Made by the United Nations Administrative Tribunal* —
22, 23. *Treatment in Hungary of Aircraft and Crew of United States of America* —
24. *Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa* —
25. *Aerial Incident of 10 March 1953* —
26, 27. *Antarctica* —
28. *Aerial Incident of 7 October 1952* —
29. *Certain Norwegian Loans* —
30. *Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against Unesco* —
31. *Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa* —
32. *Right of Passage over Indian Territory* —
33. *Application of the Convention of 1902 Governing the Guardianship of Infants* —
34. *Interhandel* —
35. *Aerial Incident of 27 July 1955 (Israel* v. *Bulgaria)* —
36. *Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America* v. *Bulgaria)* —
37. *Aerial Incident of 27 July 1955 (United Kingdom* v. *Bulgaria)* —
38. *Sovereignty over Certain Frontier Land* —
39. *Arbitral Award Made by the King of Spain on 23 December 1906* —
40. *Aerial Incident of 4 September 1954* —
41. *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited* —
42. *Compagnie du Port, des Quais et des Entrepôts de Beyrouth and Société Radio-Orient* —
43. *Constitution of the Maritime Safety Committee of the Inter-Governmental Maritime Consultative Organization* —
44. *Aerial Incident of 7 November 1954* —
45. *Temple of Preah Vihear* —
46, 47. *South West Africa* —
48. *Northern Cameroons* —
49. *Certain Expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter)* —
50. *Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962)* —
51, 52. *North Sea Continental Shelf* —
53. *Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)* —
54. *Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council* —
55, 56. *Fisheries Jurisdiction* 714
57. *Application for Review of Judgement No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal* —
58, 59. *Nuclear Tests* —
60. *Trial of Pakistani Prisoners of War* —

Page

61. *Western Sahara* . . . . —
62. *Aegean Sea Continental Shelf* . . . . —
63. *Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)* . . . . . —
64. *United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran* . . . . —
65. *Interpretation of the Agreement of 25 March 1951 between the WHO and Egypt* . . . . —
66. *Application for Review of Judgement No. 273 of the United Nations Administrative Tribunal* . . . . —
67. *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area* . . . . —
68. *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)* . . . . . . —
69. *Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)* . . . . —
70. *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua* . —
71. *Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the* Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) *(Tunisia* v. *Libyan Arab Jamahiriya)* . . . . —
72. *Application for Review of Judgement No. 333 of the United Nations Administrative Tribunal* . . . . —
73. *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua* v. *Costa Rica)* . . . . —
74. *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua* v. *Honduras)* . . . . —
75. *Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)* . . . . —
76. *Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI)* . . . . —
77. *Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947* . . . . —
78. *Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen* 714
79. *Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America)* 714
80. *Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru* v. *Australia)* . . . . —
81. *Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations* . . . . —
82. *Arbitral Award of 31 July 1989* . . . . —
83. *Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad)* . . . . . . —
84. *East Timor (Portugal* v. *Australia)* 714
85. *Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal* . —
86. *Passage through the Great Belt (Finland* v. *Denmark)* . . . . —
87. *Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain* 715
88, 89. *Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United Kingdom) (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United States of America)* 715
90. *Oil Platforms (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America)* 715
91. *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide* 716
92. *Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)* 716

Page
93. *Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict* . . . 717
94. *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria* 719
95. *Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons* . . . 719
96. *Fisheries Jurisdiction (Spain v. Canada)* . . . —
97. *Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the* Nuclear Tests (New Zealand v. France) *Case* . . . 722
98. *Kasikili/Sedudu Island (Botswana/Namibia)* . . . —

G. Proposals for reference of matters to the Court . . . —

H. Writings containing references to the Court . . . 723
1. International law in general . . . 723
2. Sources of international law . . . 724
3. Subjects of international law . . . 724
4. State jurisdiction . . . 725
5. Diplomatic and consular law . . . 727
6. Law of treaties . . . 728
7. Law of the sea . . . 728
8. Air and space law . . . 730
9. Human rights . . . 730
10. International criminal law . . . 731
11. Economic and social questions, law of development, environmental law . . . 732
12. International responsibility . . . 734
13. Peaceful settlement of disputes . . . 734
14. United Nations Organization . . . 736
15. Other international organizations . . . 739
16. Miscellaneous . . . 739

Alphabetical index of names.

Alphabetical index of subjects.

A. OUVRAGES SUR LA COUR EN GÉNÉRAL

A. WRITINGS ON THE COURT IN GENERAL

1. **Bibliographie de la Cour internationale de Justice** — Bibliography of the International Court of Justice. N° 49, 1995. La Haye, Cour internationale de Justice — The Hague, International Court of Justice, 1996. 39+LXIII pages. [N° de vente, sales number: 686.]

2. **La Cour internationale de Justice**. 4^{e} éd. La Haye, Cour internationale de Justice, 1996. 233 pages.

3. **The International Court of Justice**. 4th ed. The Hague, International Court of Justice, 1996. 231 pages.

4. **Rapport de la Cour internationale de Justice**, 1er août 1996-31 juillet 1997. Assemblée générale. Documents officiels: cinquante-deuxième session. Supplément n° 4 (A/52/4). New York, Nations Unies, 1997. IV+49 pages. [Aussi en anglais, arabe, chinois, espagnol et russe.]

5. **Report of the International Court of Justice**, 1 August 1996-31 July 1997. General Assembly: Fifty-second Session. Supplement No. 4 (A/52/4). New York, United Nations, 1997. IV+50 pages. [Also in Arabic, Chinese, French, Russian and Spanish.]

6. **Yearbook 1995-1996 [of the] International Court of Justice**. No. 50. The Hague, International Court of Justice, 1996. XIII+325 pages. [Sales number, n° de vente: 689.]

---

7. **Abi-Saab, Georges**: The International Court as a World Court. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 3-16.)

8. **Allott, Philip**: The International Court and the Voice of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 17-39.)

9. **Bedjaoui, Mohammed**: Le cinquantième anniversaire de la Cour internationale de Justice. (Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1996, tome 257 de la collection, p. 9-34.)

10. **Ceremonial Sitting of the International Court of Justice on the Occasion of Its 50th Anniversary/Séance solennelle de la Cour internationale de Justice à l'occasion de son 50^{e} anniversaire.** (in: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 501-519.)

11. **Contributions of the Court to the Resolution of International Tensions.** (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 77-100.)

12. **Danelius, Fredrik**: De Maximis non Curat Praetor or Judicial Review: The Hague Court in a Time of Transition. (Asian Yearbook of International Law, Vol. 5, 1995, p. 3-13.)

13. **Increasing the Use and Appeal of the Court.** (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 42-76.)

14. **The International Court of Justice at Fifty.** (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 1-41.)

15. **Khan, Rahmatullah**: 50th Anniversary of the International Court of Justice. (Indian Journal of International Law, Vol. 36, 1996, p. 80-83.)

16. **Mendelson, Maurice**: The International Court of Justice and the Sources of International Law. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 63-89.)

17. **Modernizing the Conduct of the Court's Business.** (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 101-125.)

18. **Reisman, W. Michael**: The Supervisory Jurisdiction of the International Court of Justice: International Arbitration and International Adjudication. (Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1996, tome 258 de la collection, p. 9-394.)

19. **Rosenne, Shabtai**: The Law and Practice of the International Court of Justice, 1920-1996. 3rd ed. in 4 volumes. The Hague [etc.], Martinus Nijhoff, 1997. XXXVI+1960 pages.

20. **Shaw, Malcolm N.**: The International Court of Justice: A Practical Perspective. (International and Comparative Law Quarterly, Vol. 46, 1997, p. 831-865.)

21. **Strengthening the Role of the Court as the Principal Judicial Organ of the UN.** (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 233-279.)

22. **Thirlway, Hugh**: The Role of the International Court of Justice in the Development of International Law. (The African Society of International and Comparative Law/La société africaine de droit international et comparé. Seventh Annual Conference, Johannesburg, 21-24 August 1995. London, 1996, p. 103-144.)

B. INSTITUTION DU SYSTÈME JUDICIAIRE INTERNATIONAL

B. ESTABLISHMENT OF THE INTERNATIONAL JUDICIAL SYSTEM

2. Cour internationale de Justice — International Court of Justice

23. **Abou-el-Wafa, Ahmed**: La Cour internationale de Justice et le problème des lacunes du droit international public. (Revue égyptienne de droit international, vol. 51, 1995, p. 1-25.)

24. **Amerasinghe, C. F.**: Cases of the International Court of Justice relating to Employment in International Organizations. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1396, p. 193-209.)

25. **Arangio-Ruiz, Gaetano**: The Plea of Domestic Jurisdiction before the International Court of Justice: Substance or Procedure. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 440-464.)

26. **Bedjaoui, Mohammed**: Africa and Asia Respond to the International Court of Justice. [Statement by the President of the International Court of Justice to the Asian-African Legal Consultative Committee, New York, 19 October 1995.] (Indian Journal of International Law, Vol. 36, 1996, p. 146-150.)

27. **Cassese, Antonio**: The International Court of Justice and the Right of Peoples to Self-Determination. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 351-363.)

28. **Charney, Jonathan I.**: International Lawmaking: Article 38 of the ICJ Statute Reconsidered. (In: New Trends in International Lawmaking — International "Legislation" in the Public Interest. Proceedings of an International Symposium of the Kiel Walther-Schücking-Institute of International Law, March 6 to 8, 1996. Ed. by Jost Delbrück. Berlin, 1997, p. 171-191; and discussion, p. 192-228.)

29. **Collier, J. G.**: The International Court of Justice and the Peaceful Settlement of Disputes. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 364-372.)

30. **The Court and Other International Tribunals.** (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 280-323.)

31. **Couvreur, Philippe**: A propos de l'effectivité de la Cour internationale de Justice dans le règlement pacifique des différends internationaux. (African Yearbook of International Law/Annuaire africain de droit international, vol. 4, 1996, p. 103-134.)

32. **Crawford, James**: The General Assembly, the International Court and Self-Determination. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 585-605.)

33. **Equipping the Court to Deal with Developing Areas of International Law: Space Law**. (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 445-465.) [I.C.J., *passim*.]

34. **Fitzmaurice, Malgosia**: Environmental Protection and the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 293-315.)

35. **Francioni, Francesco**: International "Soft Law": A Contemporary Assessment. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 167-178.)

36. **Greenwood, Christopher**: The International Court of Justice and the Use of Force. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 373-385.)

37. **Guillaume, Gilbert**: Transformations du droit international et jurisprudence de la Cour internationale de Justice. (Dans: Les nouveaux aspects du droit international. Colloque des 14, 15 et 16 avril 1994 sous la direction de Rafâa Ben Achour et Slim Laghmani. Paris, 1994, p. 175-192.)

38. **Kwiatkowska, Barbara**: The International Court of Justice and the Law of the Sea: Some Reflections. (International Journal of Marine and Coastal Law, Vol. 11, 1996, p. 491-532.)

39. **Lessons of the Past and Needs of the Future**. (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 466-500.)

40. **Marston, Geoffrey**: The London Committee and the Statute of the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 40-60.)

41. **The Post-Adjudicative Phase**. (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 324-369.)

42. **Schwebel, Stephen M.**: The Treatment of Human Rights and of Aliens in the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 327-350.)

43. **Shahabuddeen, M.**: Municipal Law Reasoning in International Law. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 90-103.)

44. **Shubber, Sami**: The Contribution of the International Court of Justice to Air Law. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 316-326.)

45. **Skubiszewski, Krzysztof**: The International Court of Justice and the Security Council. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 606-629.)

46. **Vierdag, E. W.**: The International Court of Justice and the Law of Treaties. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 145-166.)

47. **Watts, Arthur**: Nationality of Claims: Some Relevant Concepts. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 424-439.)

48. **Weeramantry, Christopher G.**: The Function of the International Court of Justice in the Development of International Law. (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 309-340.)

49. **Weil, Prosper**: L'équité dans la jurisprudence de la Cour internationale de Justice: un mystère en voie de dissipation? (Dans: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 121-144.)

C. ORGANISATION DE LA COUR

C. ORGANIZATION OF THE COURT

1. La Cour (composition, présidence, chambres) — The Court (Composition, Presidency, Chambers)

50. **Bedjaoui, Mohammed**: L'Afrique et l'Asie face à la Cour internationale de Justice. (African Yearbook of International Law/Annuaire africain de droit international, vol. 4, 1996, p. 251-256.)

51. **Rosenne, Shabtai**: The President of the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 406-423.)

52. **Valencia-Ospina, Eduardo**: The Use of Chambers of the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 503-527.)

2. Membres de la Cour; élection — Members of the Court; Elections

53. **Deharbe, David**: Le rôle politique du juge: l'exemple des rapports entre la France et la Cour internationale de Justice. Mémoire, Université de Picardie Jules Verne, 1992. 183 pages.

54. **Ensuring the Best Bench: Ways of Selecting Judges.** (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 165-206.)

55. **Guillaume, Gilbert**: Les juges français à la Cour internationale de Justice. (Dans: La France et l'ONU depuis 1945. Dir. publ. André Lewin. Condé-sur-Noireau, 1995, p. 217-224.)

56. **Nagaamine, Yasumasa**: Election of the Members of the International Court of Justice, 1996. (Kokusaiho gaiko zassi/The Journal of International Law and Diplomacy, Vol. 96, 1997, p. 117-119.)

57. **Triennial Elections of Five Members of the ICJ.** (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 119-120.)

3. Juges *ad hoc* — Judges *ad hoc*

58. **The Role of *Ad Hoc* Judges.** (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 370-396.)

4. Biographies et nécrologies de juges — Biographies and obituaries of Judges

59. **Brus, Marcel**: Peter Kooijmans: Professor of Public International Law. (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 132-136.)

60. **Flinterman, Cees**: Peter Kooijmans and Human Rights. (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 126-131.)

61. **Herzog, Chaim**: Sir Hersch Lauterpacht: An Appraisal. (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, vol. 8, 1997, p. 299-300.)

62. **Jennings, Robert**: Hersch Lauterpacht: A Personal Recollection. (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, vol. 8, 1997, p. 301-304.)

63. **Kelsen, Hans**: Tributes to Sir Hersch Lauterpacht. (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, Vol. 8, 1997, p. 309-312.)

64. **Koskenniemi, Martii**: Lauterpacht: The Victorian Tradition in International Law. (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, vol. 8, 1997, p. 215-263.) [I.C.J., *passim*.]

65. **Lammers, Johan G.**: Peter Kooijmans: Minister for Foreign Affairs. (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 121-126.)

66. **Lauterpacht, Elihu**: Sir Hersch Lauterpacht: 1897-1960. (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, vol. 8, 1997, p. 313-315.)

67. **Schwebel, Stephen M.**: Hersch Lauterpacht: Fragments for a Portrait. (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, vol. 8, 1997, p. 305-308.)

68. **Scobbie, Iain G. M.**: The Theorist as Judge: Hersch Lauterpacht's Concept of the International Judicial Function. (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, vol. 8, 1997, p. 264-298.) [I.C.J., *passim*.]

69. **Works by Hersch Lauterpacht**. (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, vol. 8, 1997, p. 316-320.)

5. Greffe — Registry

70. **Guillaume, Gilbert**: L'administration de la justice internationale: l'exemple de la Cour internationale de Justice. (Revue française d'administration publique, n° 57, 1991, p. 135-141.)

71. **Valencia Ospina, Eduardo**: Remarks on "International Law and the Information Age". (In: Contemporary International Law Issues: Conflicts and Convergence. Proceedings of the Third Joint Conference held in The Hague, The Netherlands, July 13-15, 1995. The Hague, 1996, p. 145-153.)

8. Finances — Finances

72. **Financing, Administering and Making Known the Work of the Court.** (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 207-232.)

D. COMPÉTENCE

D. JURISDICTION

1. Etats admis à ester devant la Cour — States entitled to appear before the Court

73. **Perez, Antonio F.**: The Passive Virtues and the World Court: Pro-Dialogic Abstention by the International Court of Justice. (Michigan Journal of International Law, Vol. 18, 1996-1997, p. 399-444.)

2. Compétence de la Cour en matière contentieuse — Jurisdiction of the Court in contentious cases

74. **Ajibola, Bola**: The International Court of Justice and Absent Third States. (African Yearbook of International Law/Annuaire africain de droit international, vol. 4, 1996, p. 85-102.)

75. **Fox, Hazel**: Jurisdiction and Immunities. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 210-236.)

76. **Sinclair, Ian**: Estoppel and Acquiescence. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 104-120.)

3. Acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour — Acceptance of the compulsory jurisdiction of the Court

77. **Guillaume, Gilbert**: De l'exécution des décisions de la Cour internationale de Justice. (Schweizerische Zeitschrift für internationales und europäisches Recht, Vol. 7, 1997, p. 431-447.)

78. **Pazartzis, Photini**: La Grèce et la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice. (Revue hellénique de droit international, vol. 48, 1995, p. 109-125.)

5. Compétence de la Cour en matière consultative — Advisory jurisdiction of the Court

79. **Bowett, D. W.**: The Court's Role in Relation to International Organizations. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 181-192.)

80. **Waart, P. J. I. M. de**: Role of the International Court of Justice within the UN System and the Significance of Advisory Opinions. (In: World Court Project. International Launch, Geneva, 14-15 May 1992, p. 31-36.)

E. PROCÉDURE DEVANT LA COUR

E. PROCEDURE BEFORE THE COURT

81. **Thirlway, Hugh**: The Law and Procedure of the International Court of Justice 1960-1989: Part Seven. (British Year Book of International Law, Vol. 66, 1995, p. 1-96.)

82. **Thirlway, H. W. A.**: Procedural Law and the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 389-405.)

1. Procédure contentieuse en général — Contentious procedure in general

83. **Brownlie, Ian**: Remedies in the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 557-566.)

84. **Problems in the Preparation of a Case: Perceptions of the Parties and the Court.** (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 126-164.)

85. **White, Gillian**: The Use of Experts by the International Court. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 528-540.)

2. Procédures incidentes — Incidental procedures

86. **Evans, Malcolm D.**: Intervention, the International Court of Justice and the Law of the Sea. (Revue hellénique de droit international, vol. 48, 1995, p. 73-94.)

87. **Oda, Shigeru**: Provisional Measures: The Practice of the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 541-556.)

88. **Ruda, J. M.**: Intervention before the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 487-502.)

89. **Torres Bernárdez, Santiago**: L'intervention dans la procédure de la Cour internationale de Justice. (Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1995, tome 256 de la collection, p. 193-458.)

3. Procédure consultative — Advisory procedure

90. **Higgins, Rosalyn**: A Comment on the Current Health of Advisory Opinions. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 567-581.)

F. AFFAIRES PORTÉES DEVANT LA COUR

F. CASES BROUGHT BEFORE THE COURT

91. **Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances**. 1993. [Volume relié contenant les fascicules du Recueil qui ont paru en 1993: n^{os} de vente 631, 632, 633, 634, 635, 636, 638, 639, 640, 641, 642, 670.] — Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders. 1993. [Bound volume containing the Reports published in 1993: Sales numbers 631, 632, 633, 634, 635, 636, 638, 639, 640, 641, 642, 670.] [La Haye] Cour internationale de Justice — [The Hague] International Court of Justice. [1997.] 471+471+86 pages.

92. **Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances**. 1994. Index. — Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders. 1994. Index. [La Haye] Cour internationale de Justice — [The Hague] International Court of Justice. [1997.] 64 pages. [N° de vente, sales number: 671.]

93. **Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances**. 1994. [Volume relié contenant les fascicules du Recueil qui ont paru en 1994: n^{os} de vente 647, 648, 649, 650, 651, 655, 671.] — Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders. 1994. [Bound volume containing the Reports published in 1994: Sales numbers 647, 648, 649, 650, 651, 655, 671.] [La Haye] Cour internationale de Justice — [The Hague] International Court of Justice. [1997.] 152+152+64 pages.

94. **Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances**. 1995. Index. — Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders. 1995. Index. [La Haye] Cour internationale de Justice — [The Hague] International Court of Justice. [1997.] 76 pages. [N° de vente, sales number: 687.]

95. **Bekker, Peter H. F.**: The 1996 Judicial Activity of the International Court of Justice. (American Journal of International Law, Vol. 91, 1997, p. 554-555.)

96. **Dominicé, Christian**: La jurisprudence de la Cour internationale de Justice en 1995. (Schweizerische Zeitschrift für internationales und europäisches Recht/Revue suisse de droit international et de droit européen, vol. 6, 1996, p. 527-538.)

97. **International Court of Justice**. (Leiden Journal of International Law, Vol. 9, 1996, p. 425-429.)

98. **International Court of Justice**. List of Current Proceedings. (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 111-117; 305-307.)

99. **International Court of Justice: Work in 1995-1996**. Prepared by the Registry of the Court. (Hague Yearbook of International Law/Annuaire de La Haye de droit international, vol. 9, 1996, p. 87-147.)

100. **Ruiz Fabri, Hélène, et Jean-Marc Sorel**: Chronique de jurisprudence de la Cour internationale de Justice (1996). (Journal du droit international, vol. 124, 1997, p. 837-883.)

101. **Sands, Philippe**: International Court of Justice (ICJ). (Yearbook of International Environmental Law, Vol. 6, 1995, p. 531-543.)

102. **Vanda, Lamm**: A nemzetközi bíróság ítéletei és tanácsadó véleményei 1945-1993. Budapest, Közgazdasági és jogi könyvkiadó, 1995. 549 pages.

103. **World Court Digest**. Volume 2: 1991-1995. Prepared by Rainer Hofmann [et al.]. Berlin [etc.], Springer, 1997. XIII+453 pages.

55, 56. *Compétence en matière de pêcheries — Fisheries Jurisdiction*

104. **Yáñez-Barnuevo, Juan Antonio**: The Icelandic Fisheries Cases: Judgments of 25 July 1974 of the International Court of Justice. [Manuscript], 1976. 124 pages.

78. *Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen — Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen*

105. **Case concerning Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen**. (Kokusaiho gaiko zassi/Journal of International Law and Diplomacy, Vol. 95, 1996-1997, p. 579-607.)

79. *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique) — Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America)*

106. **Case concerning the Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. United States of America)**. Order of 22 February 1996. [English text of the Order.] (Indian Journal of International Law, Vol. 36, 1996, p. 84-85.)

84. *Timor oriental (Portugal c. Australie) — East Timor (Portugal* v. *Australia)*

107. **Case concerning East Timor (Portugal v. Australia), 30 June 1995**. [Summary and English text of Judgment of 30 June 1995.] (International Law Reports, Vol. 105. Ed. by E. Lauterpacht, C. J. Greenwood, and A. G. Oppenheimer. Cambridge, 1997, p. 227-418.)

108. **Antonopoulos, C.**: Effectiveness *v.* the Rule of Law Following the East Timor Case. (Netherlands Yearbook of International Law, Vol. 27, 1996, p. 75-111.)

109. **Ramos-Horta, José**: Self-Determination for East Timor: Implications for the Region. (Australian Journal of International Affairs, Vol. 51, 1997, p. 97-102.)

110. **Ruiz Colomé, M.ª Ángeles**: El «tercero indispensable» en el asunto de Timor oriental: una noción a la medida de la Corte internacional de Justicia para la determinación de su propria competencia. (Revista española de derecho internacional, vol. 48, 1996, p. 99-124.)

87. *Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahrein — Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain*

111. **Lauterpacht, E.**: "Partial" Judgments and the Inherent Jurisdiction of the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 465-486.)

88, 89. *Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni) (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique) — Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United Kingdom) (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United States of America)*

112. **Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya *v.* United Kingdom) (Libyan Arab Jamahiriya *v.* United States of America)**. (Netherlands International Law Review, Vol. 44, 1997, p. 448-449.)

90. *Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique) — Oil Platforms (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America)*

113. **Case concerning Oil Platforms (Islamic Republic of Iran *v.* United States of America)**. Judgment of 12 December 1996. [English text of the Judgment.] (Indian Journal of International Law, Vol. 37, 1997, p. 108-127.)

---

114. **Bekker, Peter H. F.**: Oil Platforms (Iran *v.* United States), Preliminary Objections, Judgment. December 12, 1996. (American Journal of International Law, Vol. 91, 1997, p. 518-523.)

115. **Evans, Malcolm D.**: Oil Platforms (Islamic Republic of Iran *v.* United States of America), Preliminary Objection. (International and Comparative Law Quarterly, Vol. 46, 1997, p. 693-699.)

116. **Kwiatkowska, Barbara**: Case concerning Oil Platforms (Islamic Republic of Iran *v.* United States of America). (Hague Yearbook of International Law/Annuaire de La Haye de droit international, Vol. 9, 1996, p. 55-75.)

91. *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide — Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide*

117. **Applicazione della Convenzione per la prevenzione e la repressione del crimine di genocidio — Bosnia-Erzegovina c. Iugoslavia**. Sentenza del 11 luglio 1996. (Rivista di diritto internazionale, vol. 80, 1997, p. 183-210.)

118. **Case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia-Herzegovina v. Yugoslavia)**. Preliminary Objections. [Judgment of 11 July 1996.] (Indian Journal of International Law, Vol. 36, 1996, p. 117-145.)

---

119. **Bekker, Peter H. F., and Paul C. Szasz**: Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia-Herzegovina *v.* Yugoslavia), Preliminary Objections, Judgment. (American Journal of International Law, Vol. 91, 1997, p. 121-126.)

120. **Chua, Adrian, and Rohan Hardcastle**: Retroactive Application of Treaties Revisited: *Bosnia-Herzegovina* v. *Yugoslavia*. (Netherlands International Law Review, Vol. 44, 1997, p. 414-420.)

121. **Gray, Christine**: Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Bosnia and Herzegovina *v.* Yugoslavia), Admissibility and Jurisdiction. (International and Comparative Law Quarterly, Vol. 46, 1997, p. 688-693.)

122. **Maljean-Dubois, Sandrine**: L'arrêt de la CIJ du 11 juillet 1996 en l'affaire relative à l'application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (exceptions préliminaires). (L'observateur des Nations Unies, n° 2, 1997, p. 107-117.)

123. **Muller, A. S.**: To Rule or Not to Rule: Part Two. (Leiden Journal of International Law, Vol. 9, 1996, p. 265-271.)

124. **Sugihara, Takane**: Case concerning Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide — Requests for the Indication of Provisional Measures. (Kokusaiho gaiko zassi/The Journal of International Law and Diplomacy, Vol. 95, 1996-1997, p. 454-468.)

125. **Szasz, Paul C.**: Comment on the *Genocide* Case (Preliminary Objections). (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 163-172.)

92. *Projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie) — Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)*

126. **Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances**. 1997. Affaire relative au projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie). Ordonnance du 5 février 1997. — Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders. 1997. Case concerning the Gabčíkovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia). Order of 5 February 1997. [La Haye] Cour interna-

tionale de Justice — [The Hague] International Court of Justice. [1997.] [3-5] 6+6 pages. [N° de vente; sales number: 685.]

127. **Case concerning Gabčikovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia): Judgment.** (Netherlands International Law Review, Vol. 44, 1997, p. 447-448.)

128. **The Robbed River.** The Danube Case at the United Nations' International Court of Justice. Budapest, Danube Circle, 1997. 24 pages.

129. **Schwabach, Aaron**: Diverting the Danube: The Gabčikovo-Nagymaros Dispute and International Freshwater Law. (Berkeley Journal of International Law, Vol. 14, 1996, p. 290-343.)

93. *Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé — Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict*

130. **Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances.** 1996. Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé. Avis consultatif du 8 juillet 1996. — Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders. Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict. Advisory Opinion of 8 July 1996. [La Haye] Cour internationale de Justice — [The Hague] International Court of Justice. [1997.] [66-224] 162+162 pages. [N° de vente, sales number: 678.]

131. **Bekker, Peter H. F.**: Legality of the Use by a State of Nuclear Arms in Armed Conflict: Advisory Opinion. (American Journal of International Law, Vol. 91, 1997, p. 134-138.)

132. **The Case against the Bomb: Marshall Islands, Samoa, and Solomon Islands before the International Court of Justice in Advisory Proceedings on the Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons.** Questions Posed by the General Assembly and the World Health Organization. Ed. by Roger S. Clark and Madeleine Sann. Camden, New Jersey, Rutgers University School of Law, 1996. VI+354 pages.

133. **David, Eric**: L'avis de la Cour internationale de Justice sur la licéité de l'emploi des armes nucléaires. (Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 79, n° 823, 1997, p. 22-36.)

134. **David, Eric**: L'avis de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi des armes nucléaires. (L'observateur des Nations Unies, n° 2, 1997, p. 11-22.)

135. **David, Eric**: The Opinion of the International Court of Justice on the Legality of the Use of Nuclear Weapons. (International Review of the Red Cross, Vol. 37, No. 316, 1997, p. 21-34.)

136. **Elkind, Jerome B.**: Nuclear Weapons: The World Court's Decision. (Revue hellénique de droit international, vol. 49, 1996, p. 401-435.)

137. **Elkind, Jerome B.**: The Pacific Nations and the World Court Project. (Indian Journal of International Law, Vol. 36, 1996, p. 1-35.)

138. **Gill, T. D.**: Internationaal Gerechtshof, 8 juli 1996, zaak nr. 93. Rechtmatigheid van het gebruik door een staat van nucleaire wapens in een gewapend conflict. (Militair Rechterlijk Tijdschrift, Vol. 89, 1996, p. 399-401.)

139. **Grief, Nicholas**: Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons. (International and Comparative Law Quarterly, Vol. 46, 1997, p. 681-688.)

140. **Grief, Nicholas**: The World Court Project on Nuclear Weapons and International Law. A Joint Project of the International Association of Lawyers against Nuclear Arms, the International Peace Bureau, and the International Physicians for the Prevention of Nuclear War. Northampton, MA, Aletheia Press, 1992. XVI+44 pages.

141. **Grief, Nicholas**: The World Court Project on Nuclear Weapons and International Law. A Joint Project of the International Association of Lawyers against Nuclear Arms, the International Peace Bureau, and the International Physicians for the Prevention of Nuclear War. 2nd ed. Northampton, MA, Aletheia Press, 1993. XV+42 pages.

142. **Herbst, Jochen**: Nukleare Konflikte im Visier des Internationalen Gerichtshofs: die Beschlüsse vom 8. Juli 1996. (Neue Zeitschrift für Wehrrecht, Vol. 38, 1996, p. 177-188.)

143. **Implications of the Advisory Opinion by the International Court of Justice on the Legal Status of Nuclear Weapons.** A Discussion Paper by the World Court Project. Twyford, Berkshire: World Court Project, 1996. 30 pages.

144. **Lanfranchi, Marie-Pierre, et Théodore Christakis**: La licéité de l'emploi d'armes nucléaires devant la Cour internationale de Justice: analyse et documents. Paris, Economica, 1997. 328 pages.

145. **Mahmoudi, Said**: The International Court of Justice and Nuclear Weapons. (Nordic Journal of International Law, Vol. 66, 1997, p. 77-100.)

146. **Matheson, Michael J.**: The Opinions of the International Court of Justice on the Threat or Use of Nuclear Weapons. (American Journal of International Law, Vol. 91, 1997, p. 417-435.)

147. **Millet, Anne-Sophie**: Les avis consultatifs de la Cour internationale de Justice du 8 juillet 1996: licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé; licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires. (Revue générale de droit international public, vol. 101, 1997, p. 141-175.)

148. **Post, H. H. G.**: Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict (Request for Advisory Opinion by the World Health Organization). (Nederlands Juristenblad, Vol. 71, 1996, p. 1636-1637.)

149. **Queneudec, Jean-Pierre**: E.T. à la C.I.J.: méditations d'un extra-terrestre sur deux avis consultatifs. (Revue générale de droit international, vol. 100, 1996, p. 907-914.)

150. **Ronzitti, Natalino**: La Corte internazionale di Giustizia e la questione della liceità della minaccia o dell'uso delle armi nucleari. (Rivista di diritto internazionale, vol. 79, 1996, p. 861-881.)

94. *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria — Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria*

151. **Case concerning the Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria (Cameroon *v.* Nigeria).** Request for the Indication of Provisional Measures. Order of 15 March 1996. [English text of the Order.] (Indian Journal of International Law, Vol. 36, 1996, p. 86-97.)

152. **Frontiera terrestre e marittima tra il Camerun e la Nigeria — Camerun c. Nigeria.** Ordinanza sulla domanda di misure cautelari del 15 marzo 1996. [Texte français de l'ordonnance.] (Rivista di diritto internazionale, vol. 79, 1996, p. 983-994.)

153. **Bekong, Njinkeng Julius**: International Dispute Settlement: Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria: Origins of the Dispute and Provisional Measures. (African Journal of International and Comparative Law/Revue africaine de droit international et comparé, vol. 9, 1997, p. 287-310.)

154. **Merrills, J. G.**: The Land and Maritime Boundary Case (Cameroon *v.* Nigeria), Order of 15 March 1996. (International and Comparative Law Quarterly, Vol. 46, 1997, p. 676-681.)

155. **Sztucki, Jerzy**: Case concerning Land and Maritime Boundary (Cameroon *v.* Nigeria): Provisional Measures, Order of 15 March 1996. (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 341-358.)

95. *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires — Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons*

156. **Reports of Judgments, Advisory Opinions and Orders.** 1996. Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons. Advisory Opinion of 8 July 1996. — Recueil des arrêts, avis consultatifs et ordonnances. 1996. Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires. Avis consultatif du 8 juillet 1996. [The Hague] International Court of Justice — [La Haye] Cour internationale de Justice. [1997.] [226-593] 371+371 pages. [Sales number, n° de vente: 679.]

157. **Advisory Opinion on the Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons.** Declarations and Separate Opinions Not Reproduced at 35 I.L.M. 809 (1996). (International Legal Materials, Vol. 35, 1996, p. 1343-1358.)

158. **Legalität der Bedrohung durch oder Anwendung von Atomwaffen.** Rechtsgutachten (Advisory Opinion) des IGH, 8. Juli 1996. [German translation of Advisory Opinion of 8 July 1996.] (In: Atomwaffen vor dem Internationalen Gerichtshof: Dokumentation — Analysen — Hintergründe. Münster, 1997, p. 29-305.)

159. **Bekker, Peter H. F.**: Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons: Advisory Opinion. (American Journal of International Law, Vol. 91, 1997, p. 126-133.)

160. **Chesterman, Simon**: The International Court of Justice, Nuclear Weapons and the Law. (Netherlands International Law Review, Vol. 44, 1997, p. 149-167.)

161. **Christakis, Théodore**: *De maximis non curat praetor?* L'affaire de la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires devant la CIJ. (Revue hellénique de droit international, vol. 49, 1996, p. 355-399.)

162. **Condorelli, Luigi**: La Cour internationale de Justice sous le poids des armes nucléaires: *jura non novit curia?* (Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 79, n° 823, 1997, p. 9-21.)

163. **Condorelli, Luigi**: Nuclear Weapons: A Weighty Matter for the International Court of Justice: *Jura non novit curia?* (International Review of the Red Cross, Vol. 37, No. 316, 1997, p. 9-20.)

164. **Déclaration du CICR devant l'Assemblée générale des Nations Unies relative à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires.** (Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 79, n° 823, 1997, p. 127-128.)

165. **Deiseroth, Dieter**: Atomwaffen vor dem Internationalen Gerichtshof: Konsequenzen für die Praxis? (In: Atomwaffen vor dem Internationalen Gerichtshof: Dokumentation — Analysen — Hintergründe. Münster, 1997, p. 351-365.)

166. **Doswald-Beck, Louise**: Le droit international humanitaire et l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires. (Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 79, n° 823, 1997, p. 37-59.)

167. **Doswald-Beck, Louise**: International Humanitarian Law and the Advisory Opinion of the International Court of Justice on the Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons. (International Review of the Red Cross, Vol. 37, No. 316, 1997, p. 35-55.)

168. **Falk, Richard A.**: Nuclear Weapons, International Law and the World Court: A Historic Encounter. (American Journal of International Law, Vol. 91, 1997, p. 64-75.)

169. **Falk, Richard**: Nuklearwaffen, Völkerrecht und der Internationale Gerichtshof: ein historisches Zusammentreffen. (In: Atomwaffen vor dem Internationalen Gerichtshof: Dokumentation — Analysen — Hintergründe. Münster, 1997, p. 325-340.)

170. **Fujita, Hisakazu**: The Advisory Opinion of the International Court of Justice on the Legality of Nuclear Weapons. (International Review of the Red Cross, Vol. 37, No. 316, 1997, p. 56-64.)

171. **Fujita, Hisakazu**: Au sujet de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice rendu sur la licéité des armes nucléaires. (Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 79, n° 823, 1997, p. 60-69.)

172. **Gill, T. D.**: Internationaal Gerechtshof, 8 juli 1996, zaak nr. 95. Rechtmatigheid van de dreiging met of gebruik van nucleaire wapens. (Militair Rechterlijk Tijdschrift, Vol. 89, 1996, p. 401-410.)

173. **Greenwood, Christopher**: The Advisory Opinion on Nuclear Weapons and the Contribution of the International Court to International Humanitarian Law. (International Review of the Red Cross, Vol. 37, No. 316, 1997, p. 65-75.)

174. **Greenwood, Christopher**: L'avis consultatif sur les armes nucléaires et la contribution de la Cour internationale de Justice au droit international humanitaire. (Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 79, n° 823, 1997, p. 70-81.)

175. **ICRC Statement to the United Nations General Assembly on the Advisory Opinion of the International Court of Justice on the Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons.** (International Review of the Red Cross, Vol. 37, No. 316, 1997, p. 118-119.)

176. **International Court of Justice**: **Small but Significant Step towards Disarmament.** (Secretariat News, December 1996, p. 10.)

177. **Kohen, Marcelo G.**: L'avis consultatif de la CIJ sur la *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires* et la fonction judiciaire. (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, vol. 8, 1997, p. 336-362.)

178. **Liebert, Wolfgang, Jürgen Scheffran, and Martin Kalinowski**: Vom Urteil des Weltgerichtshofs zur Nuklearwaffenkonvention: Verhandlungen zur Abschaffung der Kernwaffen beginnen. (In: Atomwaffen vor dem Internationalen Gerichtshof: Dokumentation — Analysen — Hintergründe. Münster, 1997, p. 367-385.)

179. **McCormack, Timothy L. H.**: A *non liquet* on Nuclear Weapons: The ICJ Avoids the Application of General Principles of International Humanitarian Law. (International Review of the Red Cross, Vol. 37, No. 316, 1997, p. 76-91.)

180. **McCormack, Timothy L. H.**: Un *non liquet* sur les armes nucléaires: la Cour internationale de Justice élude l'application des principes généraux du droit international humanitaire. (Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 79, n° 823, 1997, p. 82-98.)

181. **McNeill, John H.**: L'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en l'*affaire des armes nucléaires*: première évaluation. (Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 79, n° 823, 1997, p. 110-126.)

182. **McNeill, John H.**: The International Court of Justice Advisory Opinion in the *Nuclear Weapons Cases:* A First Appraisal. (International Review of the Red Cross, Vol. 37, No. 316, 1997, p. 103-117.)

183. **Mohr, Manfred**: Advisory Opinion of the International Court of Justice on the Legality of the Use of Nuclear Weapons under International Law: A Few Thoughts on Its Strengths and Weaknesses. (International Review of the Red Cross, Vol. 37, No. 316, 1997, p. 92-102.)

184. **Mohr, Manfred**: Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de l'emploi d'armes nucléaires: quelques réflexions sur ses points forts et ses points faibles. (Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 79, n° 823, 1997, p. 99-109.)

185. **Mohr, Manfred**: Das IGH-Gutachten zur Völkerrechtswidrigkeit des Kernwaffeneinsatzes: einige Reflexionen über Stärken und Schwächen. (In: Atomwaffen vor dem Internationalen Gerichtshof: Dokumentation — Analysen — Hintergründe. Münster, 1997, p. 341-350.)

186. **Post, H. H. G.**: Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons (Request for Advisory Opinion by the General Assembly of the United Nations). (Nederlands Juristenblad, Vol. 71, 1996, p. 1637-1640.)

187. **Sandoz, Yves**: Advisory Opinion of the International Court of Justice on the Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons. (International Review of the Red Cross, Vol. 37, No. 316, 1997, p. 6-8.)

188. **Sandoz, Yves**: Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires. (Revue internationale de la Croix-Rouge, vol. 79, n° 823, 1997, p. 6-8.)

189. **Weiss, Peter**: Anmerkung zu einer verkannten Entscheidung: das fast perfekte Rechtsgutachten des Internationalen Gerichtshofes zur Kernwaffenfrage. (In: Atomwaffen vor dem Internationalen Gerichtshof: Dokumentation — Analysen — Hintergründe. Münster, 1997, p. 315-323.)

97. *Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des* Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France) — *Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the* Nuclear Tests (New Zealand v. France) *Case*

190. **Bracegirdle, A. M.**: Case to the International Court of Justice on Legality of French Nuclear Testing. (Leiden Journal of International Law, Vol. 9, 1996, p. 431-443.)

191. **The Case concerning a Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests Case (New Zealand *v.* France) — Dissenting Opinion of Judge Weeramantry**. (Indian Journal of International Law, Vol. 36, 1996, p. 77-116.)

192. **La Cour internationale de Justice face aux questions politiquement sensibles**: **l'affaire des essais nucléaires (1973-1995)**. Entretien avec Raymond Ranjeva. (L'observateur des Nations Unies, n° 2, 1997, p. 5-9.)

193. **Kwiatkowska, Barbara**: *New Zealand* v. *France Nuclear Tests*: The Dismissed Case of Lasting Significance. (Virginia Journal of International Law, Vol. 37, 1996-1997, p. 107-190.)

194. **New Zealand at the International Court of Justice**: **French Nuclear Testing in the Pacific**. Nuclear Tests Case, New Zealand *v.* France (1995). Wellington, New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade, 1996. 352 pages.

195. **Sands, Philippe**: L'affaire des essais nucléaires II (Nouvelle-Zélande c. France): contribution de l'instance au droit international de l'environnement. (Revue générale de droit international public, vol. 101, 1997, p. 447-474.)

196. **Siskin, M. Keith**: Does International Law Reflect International Opinion? French Nuclear Testing in the Twentieth Century. (Georgia Journal of International and Comparative Law, Vol. 26, 1996-1997, p. 187-214.)

H. OUVRAGES CONTENANT DES RÉFÉRENCES À LA COUR

H. WRITINGS CONTAINING REFERENCES TO THE COURT

1. Droit international en général — International law in general

197. **Carty, Anthony**: Theory of/or Theory instead of/International Law. [Review Essay of: Higgins, Rosalyn: Problems and Process: International Law and How We Use It. New York, Oxford University Press, 1994.] (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, vol. 8, 1997, p. 181-191.) [P.C.I.J. and I.C.J., *passim.*]

198. **Contemporary Practice of Public International Law**. Ed. by Ellen G. Schaffer and Randall J. Snyder. Dobbs Ferry, N.Y., Oceanaa, 1997. XXIII+297 pages. [I.C.J., *passim.*]

199. **D'Amato, Anthony**: International Law Studies. Collected Papers: Volume Two. The Hague [etc.], Kluwer Law International, 1997. X+394 pages. [I.C.J., p. 33, 62-65, 325, 330.]

200. **Decaux, Emmanuel**: Droit international public. Paris, Dalloz, 1997. VI+230 pages. [C.I.J., p. 158-171 et voir index p. 220.]

201. **Dominicé, Christian**: L'ordre juridique international entre tradition et innovation: recueil d'études. Sous la direction de Jeanne Belhumeur et Luigi Condorelli. Paris, Presses universitaires de France, 1997. XLI+534 pages. [C.I.J., *passim.*]

202. **Dugard, John**: International Law: A South African Perspective. Kenwyn, South Africa, Juta & Co., 1994. XXXVIII+372 pages. [P.C.I.J., see index p. 363; I.C.J., see index p. 360, 361.]

203. **Fernández de Casadevante Romaní, Carlos**: La interpretación de las normas internacionales. Pamplona, Editorial Aranzadi, 1996. 351 pages. [C.I.J., p. 203-230 et voir index p. 329-342.]

204. **Gutiérrez Posse, Hortensia D. T.**: Moderno derecho internacional y seguridad colectiva. Buenos Aires, Zavalia, 1995. 427 pages. [C.I.J., *passim.*]

205. **Higgins, Rosalyn**: Time and the Law: International Perspectives on an Old Problem. (International and Comparative Law Quarterly, Vol. 46, 1997, p. 501-520.) [I.C.J., *passim.*]

206. **Lascombe, Michel**: Le droit international public. Paris, Dalloz, 1996. XII+134 pages. [C.P.J.I., p. 6, 44, 116; C.I.J., voir index p. 131.]

207. **Okafor, Obiora Chinedu**: The Concept of Legitimate Governance in the Contemporary International Legal System. (Netherlands International Law Review, Vol. 44, 1997, p. 33-60.) [P.C.I.J. and I.C.J., *passim.*]

208. **Ortega Carcelén, Martín C.**: Naturaleza y evoluciones de los principios fundamentales del derecho internacional. (Revista española de derecho internacional, vol. 48, n° 2, 1996, p. 45-70.) [C.I.J., *passim.*]

209. **Rubin, Alfred P.**: Ethics and Authority in International Law. Cambridge, Cambridge University Press, 1997. XXVI+228 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., see index p. 219.]

210. **Shaw, Malcolm N.**: International Law. 4th ed. Cambridge, Cambridge University Press, 1997. XLVI+939 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*; notably p. 745-776.]

211. **Simma, Bruno**: From Bilateralism to Community Interest in International Law. (Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1994: VI, tome 250 de la collection, p. 217-384.) [I.C.J., *passim*.]

212. **Ziegler, Karl-Heinz**: Völkerrechtsgeschichte: ein Studienbuch. München, C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1994. XIII+320 pages. [P.C.I.J., see index p. 319; I.C.J., p. 317.]

2. Sources du droit international — Sources of international law

213. **Degan, V. D.**: Sources of International Law. The Hague [etc.], Martinus Nijhoff, 1997. XV+564 pages. [P.C.I.J., see index p. 537, 538; I.C.J., see index p. 538-541.]

214. **Fidler, David P.**: Challenging the Classical Concept of Custom: Perspectives on the Future of Customary International Law. (German Yearbook of International Law/Jahrbuch für internationales Recht, Vol. 39, 1996, p. 198-248.) [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*.]

215. **Fombad, Charles Manga**: Equity in Current International Practice. (Revue égyptienne de droit international, vol. 45, 1989, p. 1-27.) [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*.]

216. **Mendelson, Maurice**: Remarks on "The Contemporary Role of Customary International Law". (In: Contemporary International Law Issues: Conflicts and Convergence. Proceedings of the Third Joint Conference held in The Hague, The Netherlands, July 13-15, 1995. The Hague, 1996, p. 25-31.) [I.C.J., *passim*.]

217. **Mendelson, Maurice**: The Subjective Element in Customary International Law. (British Year Book of International Law, Vol. 66, 1995, p. 177-208.) [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*.]

218. **Piotrowicz, Ryszard**: The Time Factor in the Creation of Rules of Customary International Law. (Polish Yearbook of International Law, Vol. 21, 1994, p. 69-85.) [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*.]

219. **Teboul, Gérard**: A propos d'un livre: réflexions sur l'élaboration et le devenir du droit international. (Dans: Héctor Gros Espiell Amicorum Liber: Persona humana y derecho internacional — Personne humaine et droit international — Human Person and International Law. Vol. 2. Bruxelles, 1997, p. 1555-1580.) [C.I.J., p. 1569.]

3. Sujets du droit international — Subjects of international law

220. **Carillo-Salcedo, Juan-Antonio**: Droit international et souveraineté des Etats: cours général de droit international public. (Recueil des cours de l'Académie de droit international, 1996, tome 258 de la collection, p. 35-222.) [C.I.J., *passim*.]

221. **Cosnard, Michel**: La soumission des Etats aux tribunaux internes: face à la théorie des immunités des Etats. Paris, Pedone, 1996. 478 pages. [C.I.J., *passim.*]

222. **Guruswamy, Menaka, N. S. Nigam, and Vikram Raghavan**: The Contemporary Character of the Principle of Self-Determination. (Indian Journal of International Law, Vol. 37, 1997, p. 105-107.) [I.C.J., *passim.*]

223. **Kohen, Marcelo G.**: Possession contestée et souveraineté territoriale. Paris, Presses universitaires de France, 1997. XXV+579 pages. [C.P.J.I., voir index p. 563; C.I.J., voir index p. 563-566.]

224. **McCorquodale, Robert**: Negotiating Sovereignty: The Practice of the United Kingdom in Regard to the Right of Self-Determination. (British Year Book of International Law, Vol. 66, 1995, p. 283-331.) [I.C.J., *passim.*]

225. **Musgrave, Thomas D.**: Self-Determination and National Minorities. Oxford, Clarendon Press, 1997. XXXV+290 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., see index p. 281.]

226. **Naldi, Gino J.**: The Contribution of the International Court of Justice towards the Development of the Right of Peoples to Self-Determination. (The African Society of International and Comparative Law/La société africaine de droit international et comparé. Seventh Annual Conference, Johannesburg, 21-24 August 1995. London, 1996, p. 93-102.)

227. **Rubio Garcia, Leandro**: Rucuerdo de un experimento fallido en el proceso de humanización del derecho internacional: el fracaso del sistema internacional de protección de las mimorfas. *[Sic!]* (Dans: Héctor Gros Espiell Amicorum Liber: Persona humana y derecho internacional — Personne humaine et droit international — Human Person and International Law. Vol. 2. Bruxelles, 1997, p. 1329-1350.) [C.P.J.I., p. 1338, 1339.]

228. **Savadogo, L.**: Sur le contentieux entre la Grèce et la Macédoine. (Revue de droit international et de droit comparé, vol. 74, 1997, p. 248-297.) [C.I.J., *passim.*]

229. **Schrijver, Nico**: Sovereignty over Natural Resources: Balancing Rights and Duties. Cambridge, Cambridge University Press, 1997. XXIX+452 pages. [I.C.J., see index p. 449.]

230. **Spiliopoulou Åkermark, Athanasia**: The Åland Islands in International Law and Cooperation: The Legal Capacity of an Autonomous Region. (In: Autonomy and Demilitarisation in International Law: The Åland Islands in a Changing Europe. Ed. by Lauri Hannikainen and Frank Horn. The Hague [etc.], 1997, p. 257-279.) [P.C.I.J. and I.C.J, p. 260, 261.]

231. **Spiliopoulou Åkermark, Athanasia**: Justifications of Minority Protection in International Law. London [etc.], Kluwer Law International, 1997. 331 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*, and see table of cases p. 323-324.]

4. Compétences de l'Etat — State jurisdiction

232. **Akweenda, S.**: International Law and the Protection of Namibia's Territorial Integrity: Boundaries and Territorial Claims. The Hague [etc.], Kluwer Law International, 1997. XV+370 pages. [I.C.J., p. 35, 51, 191-193, 232-234.]

233. **Bruhács, J.**: The Law of Non-Navigational Uses of International Watercourses. Dordrecht [etc.], Martinus Nijhoff, 1993. 251 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., *passim* and see table of cases p. 239-240.]

234. **Economidès, Constantin P.**: Les îlots d'Imia dans la mer Egée: un différend créé par la force. (Revue générale de droit international public, vol. 101, 1997, p. 323-352.) [C.P.J.I. et C.I.J., *passim*.]

235. **Economidès, Constantin P.**: Quelques commentaires sur l'article de Mr. H. Pazarci. (Revue générale de droit international public, vol. 101, 1997, p. 379-389.) [C.P.J.I. et C.I.J., *passim*.]

236. **Gros Espiell, Héctor**: El llamado «derecho de injerencia humanitaria» en un mundo interdependiente. (Dans: Las Naciones Unidas a los cincuenta años. Dir. publ. Modesto Seara Vázquez. México, 1995, p. 200-220.)

237. **Gunn, Geoffrey C.**: East Timor and the United Nations: The Case for Intervention. Lawrenceville, N.J. [etc.], The Red Sea Press, 1997. VI+241 pages. [I.C.J., p. 44, 57-68, 88, 211-217.]

238. **Hilaire, Max**: International Law and the United States Military Intervention in the Western Hemisphere. The Hague [etc.], Kluwer Law International, 1997. X+148 pages. [I.C.J., see index p. 145.]

239. **Irving, Karl J.**: The United Nations and Democratic Intervention: Is "Swords into Ballot Boxes" Enough? (Denver Journal of International Law and Policy, Vol. 25, 1996-1997, p. 41-70.) [I.C.J., p. 45, 46.]

240. **Joyner, Christopher C., and Ethel R. Theis**: Eagle over the Ice: The U.S. in the Antarctic. Hanover-London, University Press of New England, 1997. XIV+303 pages. [I.C.J., *passim*.]

241. **Kamto, Maurice**: Le contentieux de la frontière maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal. (Revue générale de droit international public, vol. 101, 1997, p. 695-735.) [C.I.J., *passim*.]

242. **Korman, Sharon**: The Right of Conquest: The Acquisition of Territory by Force in International Law and Practice. Oxford, Clarendon Press, 1996. XII+342 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*.]

243. **Mazzawi, Musa E.**: Palestine and the Law: Guidelines for the Resolution of the Arab-Israel Conflict. Reading, Berkshire, Ithaca Press, 1997. VIII+433 pages. [I.C.J., *passim*, and see index p. 427.]

244. **Pazarci, Hüseyin**: Différend gréco-turc sur le statut de certains îlots et rochers dans la mer Égée: une réponse à Mr. C. P. Economidès. (Revue générale de droit international public, vol. 101, 1997, p. 353-378.) [C.I.J., p. 373, 374.]

245. **Post, Harry**: Adjudication as a Mode of Acquisition of Territory? Some Observations on the Iraq-Kuwait Boundary Demarcation in Light of the Jurisprudence of the International Court of Justice. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 237-263.)

246. **Sepúlveda Amor, Bernardo**: No intervención y derecho de injerencia: el imperio o la decadencia de la Soberanía. (Dans: Las Naciones Unidas a los cincuenta años. Dir. publ. Modesto Seara Vázquez. México, 1995, p. 173-199.) [C.I.J., *passim.*]

247. **Sharma, Surya P.**: Territorial Acquisition, Disputes and International Law. The Hague [etc.], Martinus Nijhoff, 1997. XVII+353 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., *passim.*]

248. **Stormont, William G.**: Confidence Building for Cooperation in an Environment of Conflicting Claims to Jurisdiction. (In: International Boundaries and Environmental Security: Frameworks for Regional Cooperation. Ed. by Gerald Blake [et al.]. London [etc.], 1997, p. 29-40.) [I.C.J., p. 31.]

249. **Valencia, Mark J., Jon M. Van Dyke, and Noel A. Ludwig**: Sharing the Resources of the South China Sea. The Hague [etc.], Martinus Nijhoff, 1997. XI+280 pages. [I.C.J., see index p. 274, 275.]

250. **Vargas Carreño, Edmundo**: La intervencion humanitaria. (Dans: Héctor Gros Espiell Amicorum Liber: Persona humana y derecho internacional — Personne humaine et droit international — Human Person and International Law. Vol. 2. Bruxelles, 1997, p. 1617-1648.) [C.P.J.I., p. 1621; C.I.J., *passim.*]

5. Droit diplomatique et consulaire — Diplomatic and consular law

251. **Breutz, Iris**: Der Protest im Völkerrecht. Berlin: Duncker & Humblot, 1997. 202 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., *passim.*]

252. **Doehring, Karl**: Handelt es sich bei einem Recht, das durch diplomatischen Schutz eingefordert wird, um ein solches, das dem die Protektion ausübenden Staat zusteht, oder geht es um die Erzwingung von Rechten des betroffenen Individuums? (In: Der diplomatische Schutz im Völker- und Europarecht: aktuelle Probleme und Entwicklungstendenzen. Ed. by Georg Ress and Torsten Stein. Baden-Baden, 1996, p. 13-26.) [I.C.J., *passim.*]

253. **Hailbronner, Kay**: Diplomatischer Schutz bei mehrfacher Staatsangehörigkeit. (In: Der diplomatische Schutz im Völker- und Europarecht: aktuelle Probleme und Entwicklungstendenzen. Ed. by Georg Ress and Torsten Stein. Baden-Baden, 1996, p. 27-43.) [I.C.J., *passim.*]

254. **Herdegen, Matthias**: Diplomatischer Schutz und die Erschöpfung von Rechtsbehelfen. (In: Der diplomatische Schutz im Völker- und Europarecht: aktuelle Probleme und Entwicklungstendenzen. Ed. by Georg Ress and Torsten Stein. Baden-Baden, 1996, p. 63-82.) [I.C.J., *passim.*]

255. **Kokott, Juliane**: Zum Spannungsverhältnis zwischen nationality rule und Menschenrechtsschutz bei der Ausübung diplomatischer Protektion. (In: Der diplomatische Schutz im Völker- und Europarecht: aktuelle Probleme und Entwicklungstendenzen. Ed. by Georg Ress and Torsten Stein. Baden-Baden, 1996, p. 45-61.) [I.C.J., *passim.*]

256. **Ress, Georg**: Diplomatischer Schutz und völkerrechtliche Verträge. (In: Der diplomatische Schutz im Völker- und Europarecht: aktuelle Probleme und Entwicklungstendenzen. Ed. by Georg Ress and Torsten Stein. Baden-Baden, 1996, p. 83-96.) [I.C.J., *passim.*]

257. **Seidl-Hohenveldern, Ignaz**: Der diplomatische Schutz für juristische Personen und Aktionäre. (In: Der diplomatische Schutz im Völker- und Europarecht: aktuelle Probleme und Entwicklungstendenzen. Ed. by Georg Ress and Torsten Stein. Baden-Baden, 1996, p. 115-124.) [I.C.J., *passim*.]

6. Droit des traités — Law of treaties

258. **Chinkin, Christine**: A Mirage in the Sand? Distinguishing Binding and Non-Binding Relations between States. (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 223-247.) [I.C.J., *passim*.]

259. **Guardia, Ernesto de la**: Derecho de los tratados internacionales. Buenos Aires, Editorial Ábaco de Rodolfo Depalma, 1997. 565 pages. [C.P.J.I. et C.I.J., *passim* et voir index p. 561.]

260. **Hilpold, Peter**: Das Vorbehaltsregime der Wiener Vertragskonvention: Notwendigkeit und Ansatzpunkt möglicher Reformen unter besonderer Berücksichtigung der Vorbehaltsproblematik bei menschenrechtlichen Verträgen. (Archiv des Völkerrechts, Vol. 34, 1996, p. 376-425.) [I.C.J., *passim*.]

261. **Khan, Daniel-Erasmus**: Die Vertragskarte: völkerrechtliche Untersuchung zu einem besonderen Gestaltungsmittel in der internationalen Rechtsetzung. München, C. H. Beck'sche Verlagsbuchhandlung, 1996. XVII+217 pages+14 maps. [P.C.I.J. and I.C.J., p. 175-183.]

262. **Scott, Gary L., and Craig L. Carr**: Multilateral Treaties and the Formation of Customary International Law. (Denver Journal of International Law and Policy, Vol. 25, 1996-1997, p. 71-94.) [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*.]

263. **Villiger, Mark E.**: Customary International Law and Treaties: A Manual on the Theory and Practice of the Interrelation of Sources. Fully rev. 2nd ed. The Hague [etc.], Kluwer Law International, 1997. XXIV+346 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*, and see table of cases p. 329-331.]

7. Droit de la mer — Law of the sea

264. **Anand, R. P.**: Navigation through Territorial Sea and Straits — Revisited. (Indian Journal of International Law, Vol. 36, 1996, p. 13-38.) [I.C.J., p. 26, 27.]

265. **Bakhashab, Omar A.**: The Delimitation of Submarine Boundaries between the Kingdom of Saudi Arabia and Opposite and Adjacent States in the Arabian Gulf. (Revue égyptienne de droit international, vol. 44, 1988, p. 31-53.) [I.C.J., p. 42, 45.]

266. **Boyle, Alan E.**: Dispute Settlement and the Law of the Sea Convention: Problems of Fragmentation and Jurisdiction. (International and Comparative Law Quarterly, Vol. 46, 1997, p. 37-54.) [I.C.J., *passim*.]

267. **Dipla, Haritini**: The Greek-Turkish Dispute over the Aegean Sea Continental Shelf: Attempts at Resolution. (In: Greece and the Law of the Sea. Ed. by Theodore C. Kariotis. The Hague [etc.], 1997, p. 155-185.) [I.C.J., *passim*.]

268. **Ioannou, Krateros M.**: The Greek Territorial Sea. (In: Greece and the Law of the Sea. Ed. by Theodore C. Kariotis. The Hague [etc.], 1997, p. 117-152.) [I.C.J., *passim.*]

269. **Kariotis, Theodore C.**: Greek Fisheries and the Role of the Exclusive Economic Zone. (In: Greece and the Law of the Sea. Ed. by Theodore C. Kariotis. The Hague [etc.], 1997, p. 189-217.) [I.C.J., *passim.*]

270. **Kaye, Stuart B.**: The Torres Strait. The Hague [etc.], Martinus Nijhoff, 1997. XIV+201 pages. [I.C.J., *passim.*]

271. **Kozyris, Phaedon John**: Equity, Equidistance, Proportionality at Sea: The Status of Island Coastal Fronts and a Coda for the Aegean. (In: Greece and the Law of the Sea. Ed. by Theodore C. Kariotis. The Hague [etc.], 1997, p. 23-65.) [I.C.J., *passim.*]

272. **Kwiatkowska, Barbara**: Equitable Maritime Boundary Delimitation: As Exemplified in the Work of the World Court during the Presidency of Sir Robert Yewdall Jennings. (In: Fifty Years of the International Court of Justice. Essays in Honour of Sir Robert Jennings. Ed. by Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice. Cambridge, 1996, p. 264-292.)

273. **Kwiatkowska, Barbara**: Equitable Maritime Boundary Delimitation, as Exemplified in the Work of the International Court of Justice During the Presidency of Sir Robert Yewdall Jennings and Beyond. (Ocean Development & International Law, Vol. 28, 1997, p. 91-145.) [I.C.J., *passim.*]

274. **Lara Brozzesi, Claude**: La doctrina latinoamericana y el sistema maritimo del Pacifico sudeste. Casilla, El Duende, 1993. XIII+540 pages. [C.I.J., *passim.*]

275. **Lara Brozzesi, Claude**: El territorialismo latinoamericano en el derecho internacional del mar. Quito, Banco Central del Ecuador, 1991. 218 pages. [C.I.J., *passim.*]

276. **The Law of the Sea: Official Texts of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982 and of the Agreement Relating to the Implementation of Part XI of the United Nations Convention on the Law of the Sea of 10 December 1982 with Index and Excerpts from the Final Act of the Third United Nations Conference on the Law of the Sea.** New York, United Nations, 1997. III+294 pages. [I.C.J., see index p. 261.]

277. **Pannatier, Serge**: Problèmes actuels de la pêche en haute mer. (Revue générale de droit international public, vol. 101, 1997, p. 421-446.) [C.I.J., p. 432, 443, 444.]

278. **Politakis, George P.**: The Aegean Dispute in the 1990s: Naval Aspects of the New Law of the Sea Convention. (In: Greece and the Law of the Sea. Ed. by Theodore C. Kariotis. The Hague [etc.], 1997, p. 293-323.) [I.C.J., *passim.*]

279. **Rozakis, Christos L.**: The Greek Continental Shelf. (In: Greece and the Law of the Sea. Ed. by Theodore C. Kariotis. The Hague [etc.], 1997, p. 69-113.) [I.C.J., *passim.*]

280. **Sohn, Louis B.**: The Greek Contribution to the Development of the International Law of the Sea. (In: Greece and the Law of the Sea. Ed. by Theodore C. Kariotis. The Hague [etc.], 1997, p. 3-20.) [I.C.J., *passim.*]

281. **Sohn, Louis B.**: The Role of Dispute Settlement in Ocean Governance. (In: Ocean Governance: Strategies and Approaches for the 21st Century. Proceedings of the 28th Annual Conference of the Law of the Sea Institute. Honolulu, Hawaii, July 11-14, 1994. Ed. by Thomas A. Mensah. Honolulu, 1996, p. 235-250.) [I.C.J., p. 238, 239.]

282. **Soons, Alfred H. A.**: The United Nations Security Council and the Law of the Sea. (In: Ocean Governance: Strategies and Approaches for the 21st Century. Proceedings of the 28th Annual Conference of the Law of the Sea Institute. Honolulu, Hawaii, July 11-14, 1994. Ed. by Thomas A. Mensah. Honolulu, 1996, p. 279-288.) [I.C.J., *passim.*]

283. **Talaei, Farhad**: Final Chapter in a Conflict over the Breadth of the Territorial Sea: Recognition of the Twelve Nautical Mile Limit as Declaratory of Customary International Law. (Indian Journal of International Law, Vol. 36, 1996, p. 36-67.) [I.C.J., *passim.*]

284. **Yturriaga, José A. de**: The International Regime of Fisheries: From UNCLOS 1982 to the Presential Sea. The Hague [etc.], Martinus Nijhoff, 1997. XVIII+326 pages. [I.C.J., *passim* and see index p. 316.]

285. **Yu Hui**: Remarks on China's Ratification of the 1982 UN Convention on the Law of the Sea. (Asian Yearbook of International Law, Vol. 5, 1995, p. 211-230.) [I.C.J., p. 222.]

8. Droit aérien et droit de l'espace — Air and space law

286. **Böckstiegel, Karl-Heinz**: The Settlement of Disputes regarding Space Activities after 30 Years of the Outer Space Treaty. (In: Outlook on Space Law over the Next 30 Years. Essays Published for the 30th Anniversary of the Outer Space Treaty. Ed. by Gabriel Lafferranderie and Daphné Crowther. The Hague [etc.], 1997, p. 237-249.) [I.C.J., p. 247-249.]

287. **Shubber, Sami**: The Destruction of Aircraft in Flight over Scotland and Niger: The Questions of Jurisdiction and Extradition under International Law. (British Year Book of International Law, Vol. 66, 1995, p. 239-282.) [I.C.J., *passim.*]

9. Droits de l'homme — Human rights

288. **Evans, Malcolm D.**: Religious Liberty and International Law in Europe. Cambridge, Cambridge University Press, 1997. XXXI+394 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., *passim* and see table of cases p. XVIII.]

289. **Higgins, Rosalyn**: Introduction. (In: Human Rights as General Norms and a State's Right to Opt Out: Reservations and Objections to Human Rights Conventions. Ed. by J. P. Gardner. London, 1997, p. XV-XXIX.) [I.C.J., p. XVIII-XX, XXV-XXVII.]

290. **McCorquodale, Robert**: Human Rights and Self-Determination. (In: The New World Order: Sovereignty, Human Rights, and the Self-Determination of Peoples. Ed. by Mortimer Sellers. Oxford [etc.], 1996, p. 9-34.) [I.C.J., p. 20, 21.]

291. **Nacimiento, Grace**: Die Amerikanische Deklaration der Rechte und Pflichten des Menschen: Zum Prozeß der Rechtserzeugung durch Resolutionen internationaler Organisationen. Berlin [etc.], Springer, 1997. XII+208 pages. [I.C.J., *passim.*]

292. **Rama-Montaldo, Manuel**: Human Rights Conventions and Reservations to Treaties. (Dans: Héctor Gros Espiell Amicorum Liber: Persona humana y derecho internacional — Personne humaine et droit international — Human Person and International Law. Vol. 2. Bruxelles, 1997, p. 1261-1277.) [I.C.J., *passim.*]

293. **Vijapur, Abdulrahim P.**: The United Nations at Fifty: Studies in Human Rights. New Delhi, South Asian Publishers, 1996. VIII+236 pages. [I.C.J., p. 3, 5, 8, 67, 94, 95.]

294. **Villagrán Kramer, Francisco**: Retorsión y represalias por violaciones a los derechos humanos. (Dans: Héctor Gros Espiell Amicorum Liber: Persona humana y derecho internacional — Personne humaine et droit international — Human Person and International Law. Vol. 2. Bruxelles, 1997, p. 1765-1799.) [C.I.J., p. 1769, 1779, 1780, 1788.]

295. **Weeramantry, C. G.**: Justice without Frontiers: Furthering Human Rights. Vol. 1. The Hague [etc.], Kluwer Law International, 1997. X+453 pages. [I.C.J., p. 167, 168, 245, 246.]

10. Droit criminel international — International criminal law

296. **Fernández Liesa, Carlos R.**: El Tribunal para la antigua Yugoslavia y el desarrollo del derecho internacional (decisión de la Sala de apelación de 2 de octubre de 1995, en el asunto Tadic-competencia). (Revista española de derecho internacional, vol. 48, n° 2, 1996, p. 11-44.) [C.I.J., *passim.*]

297. **Hogan-Doran, Justin, and Bibi T. van Ginkel**: Aggression as a Crime under International Law and the Prosecution of Individuals by the Proposed International Criminal Court. (Netherlands International Law Review, Vol. 43, 1996, p. 321-351.) [I.C.J., *passim.*]

298. **International Criminal Law: A Collection of International and European Instruments.** Ed. by Christine van den Wyngaert and Guy Stessens. The Hague [etc.], Kluwer Law International, 1996. XI+630 pages. [I.C.J., see index p. 626.]

299. **La Rosa, Anne-Marie**: Réflexions sur l'apport du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie au droit à un procès équitable. (Revue générale de droit international public, vol. 101, 1997, p. 945-986.) [C.I.J., *passim.*]

300. **McCormack, Timothy L. H., and Gerry J. Simpson**: Achieving the Promise of Nuremberg: A New International Criminal Law Regime? (In: The Law of War Crimes: National and International Approaches. Ed. by Timothy L. H. McCormack and Gerry J. Simpson. The Hague [etc.], 1997, p. 229-254.) [I.C.J., *passim.*]

301. **Nouvel, Yves**: La preuve devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. (Revue générale de droit international public, vol. 101, 1997, p. 905-943.) [C.I.J., *passim.*]

302. **Paust, Jordan J. [et al.]**: International Criminal Law: Cases and Materials. Durham, North Carolina, Carolina Academic Press, 1996. XIV+1438 pages. [I.C.J., p. 4, 82, 575, 935, 1020, 1189.]

303. **Scharf, Michael P.**: Balkan Justice: The Story behind the First International War Crimes Trial since Nuremberg. Durham, North Carolina, Carolina Academic Press, 1997. [I.C.J., p. 16, 35, 42, 65, 104.]

304. **Sunga, Lyal S.**: The Emerging System of International Criminal Law: Developments in Codification and Implementation. The Hague [etc.], Kluwer Law International, 1997. XII+486 pages. [I.C.J., see index p. 481.]

305. **Vinuesa, Raúl Emilio**: La jurisdiccion del Tribunal penal internacional para la ex Yugoslavia segun la decision de la Camara de apelaciones en el caso Tadic (sobre competencia). (Dans: Héctor Gros Espiell Amicorum Liber: Persona humana y derecho internacional — Personne humaine et droit international — Human Person and International Law. Vol. 2. Bruxelles, 1997, p. 1801-1848.) [C.I.J., p. 1808-1810, 1815, 1838.]

11. Questions économiques et sociales, droit du développement, droit de l'environnement — Economic and social questions, law of development, environmental law

306. **Al-Aiban, Mosaad Mohammed**: The Environment and Development in International Law: Problems and Prospects. (Revue égyptienne de droit international, vol. 46, 1990, p. 49-92.) [I.C.J., *passim*.]

307. **Assetto, Valerie J., and Hans Bruyninckx**: Environment, Security and Social Conflict: Implications of the Gabcikovo-Nagimaros Controversy. (In: International Boundaries and Environmental Security: Frameworks for Regional Cooperation. Ed. by Gerald Blake [et al.]. London [etc.], 1997, p. 349-370.) [I.C.J., p. 356, 359, 363.]

308. **Barboza, Julio**: The ILC and Environmental Damage. (In: Harm to the Environment: The Right to Compensation and the Assessment of Damages. Ed. by Peter Wetterstein. Oxford, 1997, p. 73-81.) [P.C.I.J., p. 78-79.]

309. **Beyerlin, Ulrich, and Thilo Marauhn**: Rechtsetzung und Rechtsdurchsetzung im Umweltvölkerrecht nach der Rio-Konferenz 1992. Berlin, Erich Schmidt Verlag, 1997. VII+175 pages. [I.C.J., *passim*.]

310. **Biermann, Frank**: "Common Concern of Humankind": The Emergence of a New Concept of International Environmental Law. (Archiv des Völkerrechts, Vol. 34, 1996, p. 426-481.) [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*.]

311. **Boyle, Alan E.**: Remedying Harm to International Common Spaces and Resources: Compensation and Other Approaches. (In: Harm to the Environment: The Right to Compensation and the Assessment of Damages. Ed. by Peter Wetterstein. Oxford, 1997, p. 83-100.) [I.C.J., p. 84, 88, 94.]

312. **Cameron, James, and Juli Abouchar**: The Status of the Precautionary Principle in International Law. (In: The Precautionary Principle and International Law. Ed. by David Freestone and Ellen Hey. The Hague [etc.], 1996, p. 29-52.) [I.C.J., *passim*.]

313. **Contri, Valérie**: La crise actuelle de l'Unesco. Thèse, Université d'Orléans, 1986. 403 pages. [C.I.J., *passim*.]

314. **Dupuy, Pierre-Marie**: Où en est le droit international de l'environnement à la fin du siècle? (Revue générale de droit international public, vol. 101, 1997, p. 873-903.) [C.I.J., *passim*.]

315. **Ebbesson, Jonas**: Compatibility of International and National Environmental Law. The Hague [etc.], Kluwer Law International, 1996. XXVII+301 pages. [I.C.J., p. 22, 43.]

316. **Equipping the Court to Deal with Developing Areas of International Law: Environmental Law**. (In: Increasing the Effectiveness of the International Court of Justice. Proceedings of the ICJ/UNITAR Colloquium to Celebrate the 50th Anniversary of the Court. Ed. by Connie Peck and Roy S. Lee. The Hague [etc.], 1997, p. 397-444.) [I.C.J., *passim*.]

317. **Graditzky, Thomas**: La licéité de l'emploi des armes nucléaires et la protection de l'environnement. (L'observateur des Nations Unies, n° 2, 1997, p. 23-38.) [C.I.J., *passim*.]

318. **Häde, Ulrich**: Der völkerrechtliche Schutz von Direktinvestitionen im Ausland: vom Fremdenrecht zum multilateralen Investitionsabkommen. (Archiv des Völkerrechts, Vol. 35, 1997, p. 181-212.) [I.C.J., *passim*.]

319. **Longchamps de Bérier, Franciszek**: The Role of International Dispute Resolution in Transboundary Air Pollution Law. (Polish Yearbook of International Law, Vol. 21, 1994, p. 249-267.) [I.C.J., p. 262-265.]

320. **Martha, Rutsel Silvestre J.**: Precedent in World Trade Law. (Netherlands International Law Review, Vol. 44, 1997, p. 346-377.) [P.C.I.J. and I.C.J., *passim*.]

321. **Peters, Paul**: Exhaustion of Local Remedies: Ignored in Most Bilateral Investment Treaties. (Netherlands International Law Review, Vol. 44, 1997, p. 233-243.) [I.C.J., *passim*.]

322. **Petersmann, Ernst-Ulrich**: The GATT/WTO Dispute Settlement System: International Law, International Organizations and Dispute Settlement. London [etc.], Kluwer Law International, 1997. XVII+344 pages. [I.C.J., see index p. 343.]

323. **Riedel, Eibe**: International Environmental Law — A Law to Serve the Public Interest? — An Analysis of the Scope of the Binding Effect of Basic Principles (Public Interest Norms). (In: New Trends in International Lawmaking — International "Legislation" in the Public Interest. Proceedings of an International Symposium of the Kiel Walther-Schücking-Institute of International Law, March 6 to 8, 1996. Ed. by Jost Delbrück. Berlin, 1997, p. 61-98; and discussion, p. 99-143.) [I.C.J., p. 71, 72, and *passim*.]

324. **Schmulow, Andrew D.**: Diplomatic Intervention in the Event of Expropriation of a Company without Compensation. (South African Yearbook of International Law/Suid-Afrikaanse Jaarboek vir Volkereg, Vol. 21, 1996, p. 73-95.) [I.C.J., *passim*.]

325. **Verdirame, Guglielmo**: The Definition of Developing Countries under GATT and Other International Law. (German Yearbook of International Law/Jahrbuch für internationales Recht, Vol. 39, 1996, p. 164-197.) [I.C.J., *passim*.]

12. Responsabilité internationale — International responsibility

326. **Coffman, Peter D.**: Obligationes Erga Omnes and the Absent Third State. (German Yearbook of International Law/Jahrbuch für internationales Recht, Vol. 39, 1996, p. 285-333.) [I.C.J., *passim.*]

327. **Pauwelyn, Joost**: The Concept of a "Continuing Violation" of an International Obligation: Selected Problems. (British Year Book of International Law, Vol. 66, 1995, p. 415-450.) [I.C.J., *passim.*]

328. **Terwiesche, Michael**: International Responsibility arising from the Implementation of a Security Council Resolution: The 2nd Gulf War and the Rule of Proportionality. (Polish Yearbook of International Law, Vol. 22, 1995-1996, p. 81-93.) [I.C.J., *passim.*]

329. **Tinker, Catherine**: State Responsibility and the Precautionary Principle. (In: The Precautionary Principle and International Law. Ed. by David Freestone and Ellen Hey. The Hague [etc.], 1996, p. 53-71.) [I.C.J., p. 60, 62.]

330. **Vadapalas, Vilenas**: Aspects de processus de la responsabilité internationale. (Polish Yearbook of International Law, Vol. 21, 1994, p. 87-104.) [C.I.J., *passim.*]

331. **Wolf, Joachim**: Die Haftung der Staaten für Privatpersonen nach Völkerrecht. Berlin, Duncker & Humblot, 1997. 817 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., *passim.*]

13. Règlement pacifique des différends — Peaceful settlement of disputes

332. **Aghahosseini, Mohsen**: The Claims of Dual Nationals before the Iran-United States Claims Tribunal: Some Reflections. (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 21-47.) [I.C.J., *passim.*]

333. **Al-Muslemani, A. A.**: The Legal Aspects of the Gulf Cooperation Council. Thesis University of London, 1989. V+503 pages. [I.C.J., *passim.*]

334. **Bedjaoui, Mohammed**: The Reception by National Courts of Decisions of International Tribunals. (New York University Journal of International Law and Politics, Vol. 28, 1995-1996, p. 45-113.) [I.C.J., *passim.*]

335. **Christakis, Théodore**: Les relations entre la CIJ et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie: les premières fissures à l'unité du droit? (L'observateur des Nations Unies, n° 1, 1996, p. 45-73.) [C.I.J., *passim.*]

336. **Craven, Matthew C. R.**: The European Community Arbitration Commission on Yugoslavia. (British Year Book of International Law, Vol. 66, 1995, p. 333-413.) [I.C.J., *passim.*]

337. **Fix-Zamudio, Héctor**: Los organismos jurisdiccionales de solución de controversias jurídicas internacionales y comunitarias. (Dans: Héctor Gros Espiell Amicorum Liber: Persona humana y derecho internacional — Personne humaine et droit international — Human Person and International Law. Vol. 1. Bruxelles, 1997, p. 337-374.) [C.I.J., *passim.*]

338. **Giardina, Andrea**: ICSID: A Self-Contained, Non-National Review System. (In: International Arbitration in the 21st Century: Towards "Judicialization" and Uniformity? Ed. by Richard B. Lillich and Charles N. Brower. Irvington, New York, 1994, p. 199-219.) [I.C.J., p. 202.]

339. **Highet, Keith**: Maritime Boundary Disputes and Settlement. (In: Sustainable Development and Preservation of the Oceans: The Challenges of UNCLOS and Agenda 21. Proceedings of the Law of the Sea Institute Twenty-Ninth Annual Conference, Denpasar, Bali, Indonesia, June 19-22, 1995. Ed. by Mochtar Kusuma-Atmadja, Thomas A. Mensah and Bernard H. Oxman. Honolulu, Hawaii, 1997, p. 745-777.) [I.C.J., *passim.*]

340. **Jonkman, Hans, and Laurence de Block van Scheltinga**: La Cour permanente d'arbitrage: rôle et avenir d'une institution à l'aube de son centenaire. (African Yearbook of International Law/Annuaire africain de droit international, vol. 4, 1996, p. 135-152.) [C.P.J.I. et C.I.J., p. 142, 143.]

341. **Kuijer, Martin**: Voting Behaviour and National Bias in the European Court of Human Rights and the International Court of Justice. (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 49-67.) [I.C.J., *passim.*]

342. **Omara, O. K.**: The Applicable Law in the Islamic Court of Justice: Emphasis on the Creative Power of Judges. (Revue égyptienne de droit international, vol. 46, 1990, p. 1-48.) [I.C.J., *passim.*]

343. **Reilly, David M., and Sarita Ordóñez**: Effect of the Jurisprudence of the International Court of Justice on National Courts. (New York University Journal of International Law and Politics, Vol. 28, 1995-1996, p. 435-483.) [I.C.J., *passim.*]

344. **Schwebel, Stephen M.**: May the Majority Vote of an International Arbitral Tribunal Be Impeached?: The 1996 Freshfields Lecture. (Arbitration International, Vol. 13, 1997, p. 145-153.) [I.C.J., *passim.*]

345. **Treves, Tullio**: Remarks on "Aspects of the Relationship between the Jurisdiction of the International Tribunal for the Law of the Sea and of the International Court of Justice". (In: Contemporary International Law Issues: Conflicts and Convergence. Proceedings of the Third Joint Conference held in The Hague, The Netherlands, July 13-15, 1995. The Hague, 1996, p. 305-309.) [I.C.J., *passim.*]

346. **Tubman, Pippa**: National Jurisprudence in International Tribunals. (New York University Journal of International Law and Politics, Vol. 28, 1995-1996, p. 115-174.) [I.C.J., *passim.*]

347. **Weeramantry, J. R. G.**: Estoppel and the Preclusive Effects of Inconsistent Statements and Conduct: The Practice of the Iran-United States Claims Tribunal. (Netherlands Yearbook of International Law, Vol. 27, 1996, p. 113-141.) [I.C.J., p. 116, 117, 134, 135, 141.]

348. **Zyss, Witold**: Les litiges collectifs devant les tribunaux administratifs des Nations Unies et de l'Organisation internationale du Travail. (Dans: Le contentieux de la fonction publique internationale. Actes des journées d'études des 9-10 décembre 1994, organisées au Sénat, Salle Clemenceau, par la Société française pour le droit international. Paris, 1996, p. 11-56.) [C.I.J., *passim.*]

14. Organisation des Nations Unies — United Nations Organization

349. **Yearbook of the United Nations**. 1994. Vol. 48. New York-Dordrecht [etc.], United Nations-Martinus Nijhoff, 1995. XVI+1564 pages. [I.C.J., see index p. 1549, 1550.]

350. **Yearbook of the United Nations**. 1995. Vol. 49. New York-Dordrecht [etc.], United Nations-Martinus Nijhoff, 1997. XVI+1615 pages. [I.C.J., see index p. 1593.]

351. **Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions**. Second to Fifth Reports on the Proposed Programme Budget for the Biennium 1994-1995 and Sixth to Eighteenth Reports on the Programme Budget for the Biennium 1994-1995. General Assembly. Official Records: Forty-eighth Session. Supplement No. 7A (A/48/7/Add.1-17) New York, United Nations, 1996. IV+82 pages. [I.C.J., p. 17-19.]

352. **Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999**. Volume I: avant-propos, introduction et chapitres 1er à 15. Assemblée générale. Documents officiels: cinquante-deuxième session. Supplément n° 6 (A/52/6/Rev.1). New York, Nations Unies, 1997. XIX+606 pages. [C.I.J., p. 263-272.]

353. **Proposed Programme Budget for the Biennium 1998-1999**. Volume I: Foreword, Introduction and Sections 1 to 15. General Assembly. Official Records: Fifty-second Session. Supplement No. 6 (A/52/6/Rev.1). New York, United Nations, 1997. XIX+544 pages. [I.C.J., p. 241-249.]

354. **Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-neuvième session, 12 mai-18 juillet 1997**. Assemblée générale. Documents officiels: cinquante-deuxième session. Supplément n° 10 (A/52/10). New York, Nations Unies, 1997. IX+138 pages.

355. **Report of the International Law Commission on the work of its forty-ninth session, 12 May-18 July 1997**. General Assembly. Official Records: Fifty-second Session. Supplement No. 10 (A/52/10). New York, United Nations, 1997. IX+160 pages.

356. **Rapport du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur le renforcement du système des Nations Unies**. Assemblée générale. Documents officiels: cinquante et unième session. Supplément n° 24 (A/51/24). New York, Nations Unies, 1997. 18 pages. [C.I.J., p. 6.]

357. **Report of the Open-ended High-level Working Group on the Strengthening of the United Nations System**. General Assembly. Official Records: Fifty-first Session. Supplement No. 24 (A/51/24). New York, United Nations, 1997. 17 pages. [I.C.J., p. 5-6.]

358. **Résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa cinquante et unième session**. Vol. I+II: 17 septembre-18 décembre 1996; vol. III: 19 décembre 1996-15 septembre 1997. Assemblée générale. Documents officiels: cinquante et unième session. Supplément n° 49 (A/51/49). New York, Nations Unies, 1997. 397+42+147 pages. [C.I.J., vol. I, p. 342; vol. II, p. 10.]

359. **Resolutions and Decisions adopted by the General Assembly during its Fifty-first Session**. Vol. I+II: 17 September-18 December 1996; Vol. III: 19 December 1996-15 September 1997. General Assembly. Official Records: Fifty-first Session. Supplement No. 49 (A/51/49). 372+45+141 pages. [I.C.J., Vol. I, p. 320; Vol. II, p. 10.]

---

360. **Abou-el-Wafa, Ahmed**: La pratique ultérieure des organisations internationales. (Revue égyptienne de droit international, vol. 45, 1989, p. 29-82.) [C.I.J., *passim.*]

361. **Akande, Dapo**: The International Court of Justice and the Security Council: Is There Room for Judicial Control of Decisions of the Political Organs of the United Nations? (International and Comparative Law Quarterly, Vol. 46, 1997, p. 309-343.) [I.C.J., *passim.*]

362. **Arangio-Ruiz, Gaetano**: The "Federal Analogy" and UN Charter Interpretation: A Crucial Issue. (European Journal of International Law/Journal européen de droit international, vol. 8, 1997, p. 1-28.) [I.C.J., 12-16.]

363. **Arnold, Guy**: World Government by Stealth: The Future of the United Nations. Basingstoke, Hampshire, Macmillan Press, 1997. IX+233 pages. [I.C.J., p. 66, 69, 211-222.]

364. **Aznar Gómez, Mariano J.**: La determinación de los hechos por el Secretario general de las Naciones Unidas en el ámbito del mantenimiento de la paz y seguridad internacionales (1945-1995). (Revista española de derecho internacional, vol. 48, 1996, p. 71-98.) [C.I.J., *passim.*]

365. **Boutros-Ghali, Boutros**: Confronting New Challenges: 1995 Report on the Work of the Organization from the Forty-ninth to the Fiftieth Session of the General Assembly. New York, United Nations, 1995. VI+380 pages. [I.C.J., see index p. 372.]

366. **Dicke, Klaus**: National Interest *vs.* the Interest of the International Community: A Critical Review of Recent UN Security Council Practice. (In: New Trends in International Lawmaking — International "Legislation" in the Public Interest. Proceedings of an International Symposium of the Kiel Walther-Schücking-Institute of International Law, March 6 to 8, 1996. Ed. by Jost Delbrück. Berlin, 1997, p. 145-169.) [I.C.J., p. 166.]

367. **For a Strong and Democratic United Nations: A South Perspective on UN Reform.** London [etc.], Zed Books; Geneva, South Centre, 1997. XVII+229 pages. [I.C.J., *passim.*]

368. **Herndl, Kurt**: Remarks on "Action by the Security Council: Evolving Practice beyond Traditional Peacekeeping". (In: Contemporary International Law Issues: Conflicts and Convergence. Proceedings of the Third Joint Conference held in The Hague, The Netherlands, July 13-15, 1995. The Hague, 1996, p. 281-284.) [I.C.J., *passim.*]

369. **Hobe, Stephan**: Wir, die Völker der Vereinten Nationen — fest entschlossen, ... Bedingungen zu schaffen, unter denen Gerechtigkeit und die Achtung vor den Verpflichtungen aus Verträgen und anderen Quellen des Völkerrechts gewahrt werden können, ... (In: Die Präambel der UN-Charta im Lichte der aktuellen Völkerrechtsentwicklung. Ed. by Stephan Hobe. Berlin, 1997, p. 59-76.) [I.C.J., *passim*.]

370. **Joyner, Christopher C.**: Conclusion: The United Nations as International Law-Giver. (In: The United Nations and International Law. Ed. by Christopher C. Joyner. Cambridge [etc.], 1997, p. 432-457.) [I.C.J., p. 436, 437, 456.]

371. **Key Resolutions of the United Nations General Assembly 1946-1996**. Ed. by Dietrich Rauschning, Katja Wiesbrock, and Martin Lailach. Cambridge, Cambridge University Press, 1997. XX+600 pages. [I.C.J., *passim*.]

372. **Manin, Aleth**: L'ONU. I. Le système institutionnel. (Dans: Documents d'études, n° 3.02, édition 1996.) [C.I.J., p. 43-46.]

373. **Monterde de Fez, Cecilio**: Las Naciones Unidas: un gigante con pies de barro. Valencia, Ediciones Bonet Sichar, 1996. 190 pages. [I.C.J., p. 23-25.]

374. **Reforming the United Nations**: **New Initiatives and Past Efforts**. 3 vols. Ed. by Joachim Müller. The Hague [etc.], Kluwer Law International, 1997. [I.C.J., *passim* and notably p. IV.1/33-48, IV.2/13-15.]

375. **Riedel, Eibe**: Wir, die Völker der Vereinten Nationen — fest entschlossen, ... künftige Geschlechter vor der Geißel des Krieges zu bewahren, die zweimal zu unseren Lebzeiten unsagbares Leid über die Menschheit gebracht hat, ... (In: Die Präambel der UN-Charta im Lichte der aktuellen Völkerrechtsentwicklung. Ed. by Stephan Hobe. Berlin, 1997, p. 34-46.) [I.C.J., *passim*.]

376. **Schachter, Oscar**: The UN Legal Order: An Overview. (In: The United Nations and International Law. Ed. by Christopher C. Joyner. Cambridge, 1997, p. 3-26.) [I.C.J., *passim*.]

377. **Seara Vázquez, Modesto**: La Organización de Naciones Unidas: diagnóstico y tratamiento. (Dans: Las Naciones Unidas a los cincuenta años. Dir. publ. Modesto Seara Vázquez. México, 1995, p. 9-39.) [C.I.J., p. 34, 35.]

378. **Tomuschat, Christian**: L'adaptation institutionnelle des Nations Unies au nouvel ordre mondial. (Dans: Les nouveaux aspects du droit international. Colloque des 14, 15 et 16 avril 1994 de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis. Dir. publ. Rafâa Ben Achour et Slim Laghmani. Paris, 1994, p. 159-173.) [C.I.J., *passim*.]

379. **The United Nations at 50**: **Proposals for Improving Its Effectiveness**. Ed. by John E. Noyes. [s.l.], Section of International Law and Practice of the American Bar Association, 1997. VIII+257 pages. [I.C.J., *passim*, notably p. 11-15.]

380. **United Nations Handbook 1996**. Wellington, New Zealand, Ministry of Foreign Affairs and Trade/Manatū Aorere, 1996. 361 pages. [I.C.J., p. 153-155.]

381. **United States Participation in the United Nations**. Report by the President to the Congress for the Year 1995. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1996. IX+109 pages. [I.C.J., p. 51-53.]

382. **White, N. D., and Özlem Ülgen**: The Security Council and the Decentralised Military Option: Constitutionality and Function. (Netherlands International Law Review, Vol. 44, 1997, p. 378-413.) [I.C.J., *passim.*]

383. **Yoder, Amos**: The Evolution of the United Nations System. 3rd ed. London [etc.], Taylor & Francis, 1997. XII+287 pages. [I.C.J., p. 119, 120, 124-127.]

15. Autres organisations internationales — Other international organizations

384. **Bederman, David J.**: The Souls of International Organizations: Legal Personality and the Lighthouse at Cape Spartel. (Virginia Journal of International Law, Vol. 36, 1996, p. 275-377.) [P.C.I.J. and I.C.J., *passim.*]

385. **Fumagalli Meraviglia, Marinella**: Studi sulle organizzazioni internazionali: costituzione e vicende. Milano, Giuffrè, 1997. X+170 pages. [C.P.J.I. et C.I.J., *passim.*]

386. **Joseph, Essombe Edimo**: Les résolutions 1279 (LII) et 1580 (LXII) de l'OUA et la question du pouvoir de sanctions des organisations internationales. (African Journal of International and Comparative Law/Revue africaine de droit international et comparé, vol. 9, 1997, p. 1-14.) [C.I.J., *passim.*]

387. **Lister, Frederick K.**: The European Union, the United Nations, and the Revival of Confederal Governance. Westport, Connecticut [etc.], Greenwood Press, 1996. XI+182 pages. [I.C.J., p. 102, 143-145.]

388. **Semuhire, Innocent**: Les organisations internationales, le régionalisme international, le régionalisme international africain: présentation générale, évolution et perspectives d'avenir. Bern [etc.], Peter Lang, 1996. [I.C.J., *passim.*]

389. **White, N. D.**: The Law of International Organisations. Manchester [etc.], Manchester University Press, 1996. XIV+285 pages. [I.C.J., see index p. 282.]

16. Divers — Miscellaneous

390. **Armas Barea, Calixto A.**: Las perspectivas del uso de la fuerza armada en el derecho internacional contemporaneo. (Anuario hispano-luso-americano de derecho internacional, vol. 13, 1997, p. 259-284.) [C.I.J., p. 266.]

391. **Attanasio, John B.**: Rapporteur's Overview and Conclusions: Of Sovereignty, Globalization, and Courts. (New York University Journal of International Law and Politics, Vol. 28, 1995-1996, p. 1-33.) [I.C.J., *passim.*]

392. **Carillo Salcedo, Juan Antonio**: La nocion de estados amantes de la paz, cincuenta años despues de la entrada en vigor de la Carta de las Naciones Unidas. (Anuario hispano-luso-americano de derecho internacional, vol. 13, 1997, p. 157-179.) [C.I.J., p. 157, 158.]

393. **Daudet, Yves**: International Action against State Terrorism. (In: Terrorism and International Law. Ed. by Rosalyn Higgins and Maurice Flory. London [etc.], 1997, p. 201-216.) [I.C.J., p. 202, 210.]

394. **David, Eric**: Méthodes et formes de participation des Nations Unies à l'élaboration du droit international humanitaire. (Dans: Les Nations Unies et le droit international humanitaire/The United Nations and International Humanitarian Law. Actes du colloque international à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ONU; Genève, 19, 20 et 21 octobre 1995. Paris, 1996, p. 87-113.) [C.I.J., p. 93-95.]

395. **Dupuy, Pierre-Marie**: Droit humanitaire et maintien de la paix: harmonie ou contradiction? (Dans: Les nouveaux aspects du droit international. Colloque des 14, 15 et 16 avril 1994 de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis. Dir. publ. Rafâa Ben Achour et Slim Laghmani. Paris, 1994, p. 87-107.) [C.I.J., p. 100-103.]

396. **Emanuelli, Claude**: Les forces des Nations Unies et le droit international humanitaire. (Dans: Les Nations Unies et le droit international humanitaire/The United Nations and International Humanitarian Law. Actes du colloque international à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ONU; Genève, 19, 20 et 21 octobre 1995. Paris, 1996, p. 345-370.) [C.I.J., p. 349, 360, 361.]

397. **Falk, Richard**: Some International Law Implications of the Oslo/Cairo Framework for the PLO/Israeli Peace Process. (Palestine Yearbook of International Law, Vol. 8, 1994/95, p. 19-53.) [I.C.J., *passim.*]

398. **Flory, Maurice**: International Law: An Instrument to Combat Terrorism. (In: Terrorism and International Law. Ed. by Rosalyn Higgins and Maurice Flory. London [etc.], 1997, p. 30-39.) [I.C.J., p. 35, 37.]

399. **Gamio, José María**: Intervenciones humanitarias: balance de las experiencias recientes. (Dans: Héctor Gros Espiell Amicorum Liber: Persona humana y derecho internacional — Personne humaine et droit international — Human Person and International Law. Vol. 1. Bruxelles, 1997, p. 405-428.) [C.I.J., *passim.*]

400. **Gasser, Hans-Peter**: Collective Economic Sanctions and International Humanitarian Law: An Enforcement Measure under the United Nations Charter and the Right of Civilians to Immunity: An Unavoidable Clash of Policy Goals? (Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht, Vol. 56, 1996, p. 871-904.) [I.C.J., p. 880-882, 889, 904.]

401. **Higgins, Rosalyn**: The General International Law of Terrorism. (In: Terrorism and International Law. Ed. by Rosalyn Higgins and Maurice Flory. London [etc.], 1997, p. 13-29.) [I.C.J., p. 20.]

402. **Koplow, David A.**: Testing a Nuclear Test Ban: What Should Be Prohibited by a "Comprehensive" Treaty? Aldershot [etc.], Dartmouth, 1996. VIII+176 pages. [P.C.I.J. and I.C.J., *passim.*]

403. **Koskenniemi, Martti**: Faith, Identity, and the Killing of the Innocent: International Lawyers and Nuclear Weapons. (Leiden Journal of International Law, Vol. 10, 1997, p. 137-162.) [I.C.J., *passim.*]

404. **Laghmani, Slim**: Vers une légitimité démocratique? (Dans: Les nouveaux aspects du droit international. Colloque des 14, 15 et 16 avril 1994 de la Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis. Dir. publ. Rafâa Ben Achour et Slim Laghmani. Paris, 1994, p. 249-278.) [C.P.J.I. et C.I.J., p. 251-256.]

405. **Murphy, Sean D.**: Humanitarian Intervention: The United Nations in an Evolving World Order. Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 1996. XIX+427 pages. [I.C.J., see index p. 422.]

406. **Politakis, G. P.**: Enforcing International Humanitarian Law: The Decision of the Appeals Chamber of the War Crimes Tribunal on the *Duško Tadić* Case (Jurisdiction). (Zeitschrift für öffentliches Recht, Vol. 52, 1997, p. 283-329.) [I.C.J., *passim.*]

407. **Provost, René**: Problems of Indeterminacy and Characterization in the Application of Humanitarian Law. (In: The New World Order: Sovereignty, Human Rights, and the Self-Determination of Peoples. Ed. by Mortimer Sellers. Oxford [etc.], 1996, p. 177-236.) [I.C.J., *passim.*]

408. **Toman, Jiří**: The Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict: Commentary on the Convention for the Protection of Cultural Property in the Event of Armed Conflict and Its Protocol, Signed on 14 May 1954 in The Hague, and on Other Instruments of International Law concerning Such Protection. Aldershot [etc.], Dartmouth-Unesco Publishing, 1996. XVI+525 pages. [I.C.J., p. 23, 126, 130, 161, 250, 251, 303.]

409. **Veida, Vilma, et José Luis Bruno**: Bosnia y Herzegovina: un perfil del Islam en Europa. (Dans: Héctor Gros Espiell Amicorum Liber: Persona humana y derecho internacional — Personne humaine et droit international — Human Person and International Law. Vol. 2. Bruxelles, 1997, p. 1681-1721.) [C.I.J., *passim.*]

410. **Weisburd, A. Mark**: Use of Force: The Practice of States since World War II. University Park, Pennsylvania, Pennsylvania State University Press, 1997. XVII+396 pages. [I.C.J., see index p. 384.]

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS

ALPHABETICAL INDEX OF NAMES

(Les chiffres en gras indiquent l'année de la *Bibliographie* — Bold figures refer to the year of the *Bibliography*)

Abdulah, F.: **92**: 210, 211.
Abdus Salam, M.: **86**: 27.
Abellán Honrubia, V.: **93**: 403.
Abendroth, W.: **82/83**: 242.
Abi-Saab, G.: **91**: 471; **92**: 6, 212, 213; **93**: 20; **94**: 147; **96**: 192, 224; **97**: 7.
Abi-Saab, R.: **87**: 202, 203.
Abla, W.: **92**: 514.
Abo Al-Wafa, A.: **88**: 51, 53, 68; **89**: 317; **91**: 61; **97**: 23, 360.
Abouchar, J.: **97**: 312.
Abramovsky, A.: **91**: 208.
Acevedo, D. E.: **89**: 318.
Aceves, W. J.: **96**: 281.
Acosta Estévez, J. B.: **96**: 89, 479.
Adams, C. F.: **91**: 64.
Adede, A. O.: **87**: 224, 225; **96**: 5, 353.
Ader, W.: **89**: 377.
Adler, D. G.: **91**: 236.
Adler, M. H.: **90**: 84.
Adloff, R.: **82/83**: 324.
Aggelen, J. G. C. van: **87**: 204.
Aghahosseini, M.: **97**: 332.
Ago, R.: **87**: 216; **88**: 38, 42, 43, 144, 145, 194, 210, 215, 220, 229, 241, 247, 307, 326, 332, 334, 341, 391; **89**: 148; **90**: 26, 39; **91**: 57, 58; **92**: 36, 67; **95**: 23, 28-30; **96**: 83.
Agrawal, K. B.: **94**: 267.
Agrawala, S. K.: **91**: 209.
Aguilar Mawdsley, A.: **93**: 363; **94**: 52; **96**: 67, 70.
Agyemang, A. A.: **89**: 282.
Ahnish, F. A.: **93**: 238.
Ajibola, B. A.: **92**: 31, 37, 66, 73; **96**: 71, 72; **97**: 74.
Ajomo, M. A.: **86**: 28; **91**: 31.
Akande, D.: **96**: 6; **97**: 361.
Akehurst, M.: **88**: 69, 112; **94**: 146, 152, 170, 176, 226, 235.
Akinjide, R.: **89**: 154.
Akkerman, R. J.: **93**: 287, 351, 461.
Akweenda, S.: **91**: 210, 237; **97**: 232.
Al-Aiban, M. M.: **97**: 306.
Al-Bayati, A.: **87**: 166.
Al-Khasawneh, A.: **92**: 387.
Al-Muslemani, A. A.: **97**: 333.
Al-Nauimi, N.: **96**: 73, 85, 233, 234, 347, 387, 389, 409, 480.
Alade, C. A.: **91**: 43.
Alashaal, A.: **82/83**: 118; **84**: 61, 74.
Albaharna, H. M : **95**: 137.
Albiol Biosca, G. de: **94**: 193.
Alcázar, J. R.: **91**: 59.
Alexander, L. M.: **82/83**: 222; **87**: 167; **89**: 208; **90**: 205, 217; **91**: 75, 253; **93**: 50, 51, 53, 54, 57, 239, 241, 246, 247, 252, 259, 263, 266, 273, 282, 283, 293.
Alexandrov, S. A.: **95**: 35, 37; **96**: 481.
Alexiades, P.: **85**: 181; **94**: 78.
Ali, A.: **91**: 246; **94**: 194.
Alibert, C.: **82/83**: 312; **84**: 210.
Alland, D.: **88**: 116, 265; **95**: 301.
Allen, C. A.: **90**: 261.
Allen, S.: **91**: 253.
Allott, P.: **82/83**: 223; **97**: 8.
Allsebrook, M.: **86**: 221.
Almond, H. H.: **86**: 250; **87**: 63; **90**: 58; **93**: 321.
Alston, P.: **92**: 205; **96**: 337.
Altamira y Crevea, R.: **96**: 65.
Alvarez, J. E.: **93**: 39; **96**: 148, 149.
Alves Pereira, A. C.: **82/83**: 175.
Aman, A. C.: **94**: 242.
Amankwah, H. A.: **81**: 120; **82/83**: 250; **91**: 309.
Amerasinghe, C. F.: **88**: 369; **89**: 375; **90**: 327; **91**: 390, 465; **93**: 342, 364; **94**: 309; **95**: 215, 298; **96**: 470, 471; **97**: 24.
Ameri, H.: **96**: 422.
Amin, S. H.: **82/83**: 313; **90**: 148.
Anand, R. P.: **86**: 190; **87**: 112, 168; **88**: 157; **93**: 6; **95**: 252; **96**: 7; **97**: 264.
Anaya, S. J.: **93**: 162; **96**: 239.
Andem, M. N.: **92**: 356; **93**: 130.
Anderson, D. H.: **88**: 197; **91**: 287; **93**: 239; **95**: 166.
Anderson, K.: **93**: 163.
Andreopoulos, G. J.: **95**: 199.
Andrés Saénz de Santa Maria, M. P.: **89**: 209; **93**: 102, 164; **94**: 268.
Andrysek, O.: **90**: 262.
Anghel, V. I.: **91**: 343.
Anghie, A.: **93**: 81, 82.
Annacker, C.: **94**: 8, 254; **95**: 212.
Antinori, C. M.: **91**: 247.
Antoniou, C. T.: **95**: 313.
Antonopoulos, C.: **97**: 108.

Anzilotti, D.: **92**: 36, 38-41, 44.
Apollis, G.: **88**: 312; **93**: 361, 375.
April, S.: **91**: 30.
Aquarone, M.-C.: **95**: 57.
Aquino, Fr. Ranhilio Callangan: **94**: 269.
Arangio-Ruiz, G.: **88**: 38, 198; **91**: 62; **92**: 74; **93**: 439; **97**: 25, 362.
Arbour, J.-M.: **81**: 163; **87**: 113.
Arcari, M.: **93**: 404.
Arenas Garcia, R.: **96**: 377.
Arend, A. C.: **88**: 27, 31, 32, 34; **93**: 443.
Argent, P. d': **93**: 405.
Arguello-Gomez, C. J.: **96**: 116.
Aristodemou, M.: **93**: 86.
Armas Barea, C. A.: **97**: 390.
Arnold, G.: **97**: 363.
Arrow, D. W.: **81**: 134, 135.
Arts, K.: **91**: 451.
Arzt, D. E.: **96**: 240.
Asrat, B.: **91**: 452.
Assetto, V. J.: **97**: 307.
Atherton, T.-A.: **92**: 357.
Atherton, T. C.: **92**: 357.
Attanasio, J. B.: **97**: 391.
Attar, F.: **95**: 95.
Attard, D. J.: **87**: 169; **88**: 199, 200.
Aubert, J.-F.: **90**: 136.
Auburn, F. M.: **92**: 317; **94**: 91.
Auer, M. R.: **91**: 344.
Austin, J.: **93**: 133.
Axt, H.-J.: **91**: 211.
Aznar Gomez, M. J.: **97**: 364.

Baade, H. W.: **87**: 242.
Babanari, G. A. N.: **91**: 138.
Bacot, G.: **81**: 57; **90**: 427.
Badaruddin, S. S.: **90**: 328.
Badia Marti, A.: **91**: 106; **95**: 216, **96**: 112, 125.
Baehr, P. R.: **87**: 257, 258; **91**: 461; **94**: 310.
Baer, G. W.: **84**: 208.
Baer, S.: **96**: 241.
Baez, J. A.: **93**: 310.
Bailey, S. D.: **88**: 354; **94**: 311; **95**: 253.
Baker, B.: **93**: 322, 365.
Bakhashab, O. A.: **88**: 201; **97**: 265.
Ballarino, T.: **91**: 363, 364.
Ballesteros, A.: **90**: 174.
Barberis, J. A.: **86**: 186; **87**: 160; **90**: 137, 428; **92**: 185; **93**: 131, 155; **96**: 194, 261, 291.
Barbier, M.: **82/83**: 191.
Barboza, J.: **89**: 305; **90**: 317; **95**: 213; **97**: 308.
Bardonnet, D.: **81**: 117; **82/83**: 225; **89**: 166; **90**: 21, 175; **91**: 212, 392; **92**: 15, 64, 281, 305, 368, 441, 451, 461, 488, 492, 498; **96**: 195.
Barmeyer, P. T.: **89**: 210.
Barnhoorn, L. A. N. M.: **95**: 152; **96**: 222, 279, 288, 324, 356, 364, 511.
Barreda Valenzuela, E. D.: **88**: 49.
Barrie, G. N.: **85**: 31.
Barron, J.: **88**: 298.
Barsegov, Y. G.: **88**: 202.
Bartolomei de la Cruz, H.: **96**: 326.
Bassiouni, M. C.: **88**: 281; **90**: 138; **91**: 335; **92**: 381; **96**: 340.
Bastianelli, F.: **84**: 155; **88**: 203.
Bastid, S.: **96**: 69.
Bauer, A. F.: **96**: 423.
Bautista, A. D.: **90**: 429.
Baxter, R. R.: **81**: 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25; **82/83**: 31, 44; **84**: 28.
Bayefsky, A. F.: **91**: 310; **93**: 295.
Beaglehole, S.: **85**: 182.
Beat, J. A.: **84**: 118.
Beauchamp, K. P.: **86**: 191.
Beazley, P. B.: **87**: 170; **88**: 204.
Becerra Ramirez, M.: **90**: 59.
Becher, K.: **90**: 291.
Becirevic, N.: **93**: 366.
Beck, P.: **88**: 158; **89**: 167.
Beck, R. J.: **93**: 443.
Bederman, D. J.: **89**: 101; **90**: 207; **92**: 433, 434; **97**: 384.
Bedjaoui, M.: **87**: 15; **89**: 28; **90**: 22; **91**: 63, 248; **92**: 153-156, 186, 187, 189-192, 206, 207, 210-213, 216, 217, 219, 220, 239, 240, 242-245, 247, 248, 251, 252, 257, 258, 274, 275, 289, 290, 294, 295, 335, 336, 340, 341, 345, 346, 351-354, 388, 389, 405, 406, 426, 427, 466, 467, 481, 482, 489, 490, 496, 497, 547, 548, 552-555, 584-587; **94**: 9, 270, 312; **95**: 254-256; **96**: 8, 9, 262, 424; **97**: 9, 26, 50, 334.
Beeley, B. W.: **90**: 208.
Beer-Gabel, J.: **93**: 240; **95**: 167.
Beigbeder, Y.: **88**: 355; **91**: 453; **92**: 557.
Beirlaen, A.: **85**: 50.
Bekhechi, M. A.: **87**: 150; **88**: 148; **93**: 209, 325, 336.
Bekker, P. H. F.: **93**: 7, 8, 406; **94**: 330; **95**: 44; **96**: 94, 126, 182; **97**: 95, 114, 119, 131, 159.
Bekong, N. J.: **97**: 153.
Belaid, S.: **95**: 97; **96**: 196.
Belfiglio, V. J.: **89**: 168.
Belhumeur, J.: **97**: 201.
Bellinger, E. G.: **94**: 248.
Bello, E. G.: **85**: 160; **92**: 31, 37, 66, 73.
Belsky, M. H.: **92**: 307.
Ben Achour, R.: **95**: 47, 97, 291, 304, 312; **96**: 25, 196, 463, 492, 504; **97**: 37, 378, 395, 404.
Ben Achour, Y.: **82/83**: 101; **95**: 121.
Benedek, W.: **89**: 283; **94**: 243.
Benia, M.: **94**: 271.

Benmessaoud Tredano, A.: **90**: 149.
Benneh, E. Y.: **93**: 323; **94**: 72; **95**: 204.
Bennett, A. L.: **91**: 466; **96**: 425.
Bennett, M.: **92**: 308.
Bennett, T. W.: **88**: 205.
Benniou, A.: **89**: 211.
Bennouna, M.: **88**: 206.
Benvenisti, E.: **93**: 208.
Benvenuti, P.: **87**: 32.
Berat, L.: **90**: 150; **91**: 182, 183; **92**: 214.
Bercovitz y Rodríguez-Cano, R.: **84**: 25.
Beres, L. R.: **90**: 288; **93**: 311.
Bergh, A. L. van den: **85**: 155.
Berglin, R. H.: **85**: 171.
Berković, S.: **94**: 174.
Berlia, G.: **81**: 130, 148.
Berman, N.: **88**: 159; **92**: 215.
Bermejo García, R.: **85**: 156, 157; **88**: 47, 129; **90**: 176; **93**: 209; **94**: 338; **96**: 354.
Bernardini, A.: **82/83**: 90, 102; **86**: 75, 81, 92, 93, 120-122; **88**: 59, 60.
Bernhardt, J. P. A.: **94**: 216; **96**: 292.
Bernhardt, R.: **82/83**: 16, 22, 54, 56, 60, 61, 69, 77, 78, 91, 253, 255, 263, 270, 271, 272, 299; **87**: 226; **89**: 76, 78, 81, 212, 217, 235, 256, 261; **94**: 61, 148; **95**: 9, 19, 120, 129, 143, 201, 215, 217, 263, 310, 324.
Bernier, C.: **90**: 209.
Berridge, G. R.: **92**: 286.
Berrisch, G. M.: **94**: 114.
Berstermann, J.: **92**: 256.
Bertrand, M.: **89**: 359; **90**: 402; **92**: 515.
Bettati, M.: **88**: 370; **91**: 213; **96**: 263.
Bettems, D.: **91**: 345.
Beveridge, F.: **93**: 89, 103.
Beyerlin, U.: **89**: 284; **95**: 9, 19, 120, 129, 143, 201, 215, 263, 310, 324; **97**: 309.
Bhalla, S. L.: **94**: 121.
Bhuinya, N.: **82/83**: 300.
Bianchi, A.: **92**: 390; **93**: 210, 343; **94**: 222, 255.
Bien-Aimé, T.: **91**: 46.
Biermann, F.: **97**: 310.
Bierzanek, R.: **90**: 430.
Biessen, P. van der: **96**: 170.
Bilder, R. B.: **89**: 320, 321; **90**: 329; **92**: 435-437; **95**: 218.
Bilderbeek, S.: **92**: 413.
Bilge, S.: **82/83**: 176.
Billingsley, A. V.: **82/83**: 247.
Billion, J.: **84**: 7.
Binder, G.: **89**: 190; **93**: 165.
Bindschedler, R.: **82/83**: 176, 189, 267.
Birnie, P. W.: **82/83**: 224; **86**: 222; **87**: 171; **88**: 207; **90**: 330; **93**: 324.
Bishop, W. W.: **88**: 113.
Blake, G. H.: **87**: 171, 175, 178; **88**: 207, 208, 219, 233, 236, 237; **97**: 248, 307.
Blakesley, C. L.: **92**: 381.
Blakesley, M. R.: **92**: 309.
Blanco, E.: **91**: 311.
Blay, S. K. N.: **91**: 285; **92**: 310.
Bleckmann, A.: **87**: 142.
Bleimaier, J. K.: **90**: 151.
Block van Scheltinga, Laurence de: **97**: 340.
Bloed, A.: **89**: 9, 13, 18, 21, 53, 62-64; **92**: 438, 439; **94**: 313.
Blokker, N. M.: **96**: 477.
Blond, N. C.: **93**: 132.
Blum, Y. Z.: **93**: 407.
Bobbio, N.: **95**: 23.
Boczek, B. A.: **91**: 249; **95**: 219.
Bodie, T. J.: **96**: 10.
Böckstiegel, K.-H.: **81**: 142; **88**: 313, 372, 373; **97**: 286.
Bogaert, E. R. C. van: **84**: 126; **90**: 339.
Boggiano, A.: **95**: 220.
Boisson de Chazournes, L.: **91**: 472; **92**: 391; **95**: 205.
Bokatola, I. O.: **93**: 408.
Bokor-Szegö, H.: **86**: 54; **92**: 186, 187, 394, 598; **96**: 80, 508.
Bolintineanu, A.: **88**: 209.
Bondzi-Simpson, P. E.: **92**: 392.
Bonet Pérez, J.: **96**: 282.
Bontems, C.: **85**: 161.
Boparai, S.: **90**: 421.
Borgese, E. M.: **84**: 64; **96**: 293.
Borzi Alba, M. A. T.: **82/83**: 209.
Bos, A.: **87**: 26, 123, 138-140, 187, 201; **96**: 341.
Bos, M.: **81**: 131, 149; **82/83**: 177; **85**: 137; **88**: 122, 130; **89**: 16, 153; **93**: 133, 211.
Bosco, G.: **89**: 191; **91**: 393, 394; **92**: 440.
Bosma, D.: **91**: 238.
Bossuyt, M. J.: **90**: 263.
Botha, N.: **82/83**: 119; **91**: 115; **93**: 312.
Bothe, M.: **87**: 212, 275; **91**: 473; **92**: 441; **93**: 409, 444; **96**: 171.
Bou Franch, V.: **96**: 354.
Bouchez, L. J.: **85**: 183; **90**: 331, 351.
Bouony, L.: **93**: 325.
Bourguignon, H. J.: **89**: 192.
Bourloyannis, M.-C.: **93**: 410.
Bourne, C. B.: **92**: 393.
Boutros-Ghali, B.: **93**: 411; **95**: 45; **96**: 11, 426-428; **97**: 365.
Boven, Th. C. van: **91**: 474; **96**: 12.
Bowett, D. W.: **84**: 181; **88**: 210, 211; **92**: 67; **93**: 226, 241, 367; **94**: 314; **96**: 13, 378, 379, 482; **97**: 79.
Bowring, B.: **95**: 122.
Boyle, A. E.: **90**: 292, 318; **91**: 346; **93**: 324, 344; **94**: 256; **97**: 266, 311.

Boyle, F. A.: **87**: 64, 276; **90**: 120.
Bracegirdle, A. M.: **97**: 190.
Bragdon, S. H.: **92**: 417.
Brauer, R. H.: **82/83**: 147.
Bravender-Coyle, P.: **91**: 250.
Breitenmoser, S.: **88**: 147.
Bretton, P.: **81**: 82; **91**: 49; **92**: 7, 538; **94**: 156.
Breutz, I.: **97**: 251.
Bridge, J. W.: **92**: 382, 442.
Briggs, H. W.: **85**: 109; **87**: 65.
Brillon, H. M.: **87**: 172.
Brilmayer, L.: **93**: 445.
Bring, O.: **94**: 177.
Brink, J.: **87**: 212.
Briscoe, J.: **89**: 213, 214.
Brody, R.: **87**: 66.
Brolmann, C.: **93**: 176, 182, 185, 189, 207, 444.
Broms, B.: **84**: 182; **88**: 314; **90**: 142, 323, 442; **92**: 216, 217, 517; **93**: 296; **95**: 138; **96**: 342.
Brose, K.: **87**: 67; **94**: 183.
Brower, C. N.: **93**: 368; **94**: 272; **97**: 338.
Brown, B. S.: **93**: 326; **94**: 244.
Brown, C.: **88**: 375.
Brown, E. D.: **82/83**: 103; **87**: 173; **88**: 204, 216; **89**: 80, 147, 215, 309, 316, 329, 361, 378, 385; **92**: 348; **95**: 168, 169.
Brown, J.: **88**: 174.
Brownlie, I.: **81**: 150; **84**: 26, 175; **88**: 122; **89**: 378; **90**: 121, 332, 431; **92**: 363, 559; **93**: 166, 369; **94**: 315; **95**: 96; **96**: 197, 198, 294; **97**: 83.
Brubaker, D.: **93**: 242.
Bruhacs, J.: **92**: 394; **93**: 243; **97**: 233.
Brunnée, J.: **90**: 293, 294.
Bruno, J. L.: **97**: 409.
Brus, M. M. T. A.: **91**: 139, 158; **95**: 221; **96**: 14; **97**: 59.
Bruyninckx, H.: **97**: 307.
Buhler, P. A.: **90**: 152.
Buergenthal, T.: **82/83**: 31, 245; **87**: 115; **93**: 227; **96**: 402, 489.
Buffet-Tchakaloff, M.-F.: **91**: 92.
Bugnion, F.: **95**: 302.
Buirette, P.: **91**: 169.
Bula-Bula, S.: **94**: 175; **95**: 222.
Bulajic, M.: **85**: 167.
Bull, H.: **90**: 146.
Bulterman, M. K.: **96**: 72.
Bunck, J. M.: **96**: 247.
Bunge, C. A.: **88**: 286.
Burci, G. L.: **92**: 518.
Burdeau, G.: **90**: 153, 333; **91**: 214; **92**: 157.
Burke, W. T.: **87**: 192; **96**: 295.
Busia, N. K. A.: **93**: 167; **95**: 188.
Butler, W. E.: **86**: 222; **88**: 114; **90**: 12, 64, 135, 140, 177, 197, 255, 298, 330, 374, 375, 431, 433, 446, 447, 453; **92**: 443.
Byers, M.: **96**: 225.

Cadoux, C.: **90**: 154.
Caffi, M. T. I.: **89**: 216; **90**: 210.
Caflisch, L.: **81**: 136; **82/83**: 225; **84**: 156; **89**: 217; **91**: 251; **93**: 228, 244, 370; **94**: 196; **96**: 73, 380-382.
Cahier, P.: **89**: 187; **91**: 252, 253; **92**: 158; **95**: 162; **96**: 343.
Calogeropoulos-Stratis, S.: **90**: 432.
Calvo, M. A.: **89**: 196.
Calvo-Goller, N. K.: **93**: 187.
Camargo, P. P.: **85**: 138.
Cameron, I.: **94**: 234.
Cameron, J.: **96**: 369; **97**: 312.
Caminos, H.: **85**: 158; **89**: 218; **93**: 245.
Campbell, A. I. L.: **82/83**: 305.
Camponovu, C.: **96**: 355.
Canal-Forgues, E.: **94**: 273; **95**: 223.
Canelas de Castro, P.: **96**: 259.
Cannizzaro, E.: **93**: 412.
Cannone, A.: **92**: 444.
Capotorti, F.: **89**: 202, 409; **96**: 199.
Caracciolo, I.: **91**: 365.
Carbonneau, T. E.: **90**: 334.
Cardona Llorens, J.: **93**: 345; **96**: 372.
Carleton, C. M.: **90**: 211.
Caron, D. D.: **86**: 223; **90**: 335; **94**: 285; **96**: 383.
Carpenter, G.: **92**: 560.
Carpentier, C.: **93**: 168.
Carr, C. L.: **81**: 15; **87**: 31; **97**: 262.
Carreau, D.: **82/83**: 162; **86**: 154; **96**: 368, 375.
Carrillo Salcedo, J. A.: **88**: 266; **92**: 159; **93**: 297, 413; **94**: 122; **97**: 220, 392.
Carroz, J.: **88**: 180, 206.
Carter, B.: **92**: 445.
Carter, J.: **82/83**: 304.
Carty, A.: **90**: 122, 123, 129, 133, 276, 313, 336, 376, 382, 433; **91**: 140; **92**: 561; **95**: 139; **97**: 197.
Carver, J.: **90**: 337.
Casadevante Romani, C. F. de: **94**: 245.
Casadio, F. A.: **92**: 562.
Casado Raigon, R.: **84**: 70; **85**: 253; **88**: 21, 22; **89**: 52; **90**: 60; **92**: 188.
Cass, D. Z.: **92**: 218.
Cassese, A.: **85**: 208; **87**: 36, 116, 281; **88**: 115, 300, 309; **89**: 379, 380; **90**: 434; **92**: 38; **94**: 157; **95**: 123; **97**: 27.
Castermans-Holleman, M. C.: **91**: 461.
Castillio Daudi, M. V.: **82/83**: 178.
Castro-Rial Garrone, F.: **94**: 223.
Castro y Bravo, F. de: **84**: 25.

Cataldi, G.: **91**: 254.
Cavelier, G.: **96**: 264.
Cavicchia, J.: **92**: 383.
Cecchetti, M.: **94**: 339.
Cellamare, G.: **84**: 48; **85**: 51; **94**: 56.
Cepelka, C.: **95**: 86.
Cerna, C. M.: **90**: 264; **92**: 446.
Chadwick, E.: **96**: 483.
Chan, J.: **91**: 312.
Chandrahasan, N.: **84**: 139; **93**: 446.
Chao, K. T.: **84**: 157; **89**: 219.
Charlesworth, H. C. M.: **91**: 475; **92**: 91.
Charney, J. I.: **81**: 137; **84**: 158; **86**: 192; **88**: 28, 70; **89**: 149, 220, 322; **91**: 255; **93**: 50, 51, 53, 54, 57, 134, 239, 241, 246, 247, 252, 259, 263, 266, 273, 282, 283, 293, 327; **94**: 80, 197, 246; **95**: 170; **96**: 200, 297, 384; **97**: 28.
Charvin, R.: **88**: 161; **96**: 484.
Chatterjee, C.: **92**: 447.
Chatterjee, S. K.: **90**: 194.
Chaudri, M. A.: **88**: 356; **93**: 371.
Chauhan, B. R.: **81**: 164; **88**: 315.
Chayes, A.: **87**: 68; **92**: 563; **96**: 242.
Chayes, A. H.: **96**: 242.
Chebeleu, T.: **91**: 395.
Chee, C. I.: **89**: 221.
Chemillier-Gendreau, M.: **82/83**: 179; **86**: 123; **89**: 160; **92**: 189, 190.
Chen, D.: **92**: 311.
Chen, L.: **89**: 137.
Chenevert, D. J.: **93**: 447.
Cheng, B.: **81**: 142; **82/83**: 11, 170, 187; **87**: 131; **89**: 80, 147, 309, 316, 329, 361, 378, 385; **90**: 339; **91**: 306; **92**: 219, 220.
Chessman, S.: **84**: 140.
Chesterman, S.: **97**: 160.
Chew, J. F.: **94**: 357.
Chimni, B. S.: **86**: 124.
Chinkin, C. M.: **82/83**: 214; **86**: 57; **89**: 150; **91**: 383, 396, 475; **93**: 92, 169, 229; **94**: 274; **95**: 124, 171; **96**: 127; **97**: 258.
Chircop, A. E.: **86**: 193.
Chiu, H.: **85**: 184; **87**: 174; **88**: 212, 376; **92**: 327; **94**: 198.
Choi, W.: **85**: 42.
Chopra, J.: **95**: 140.
Chopra, S. K.: **93**: 23.
Chornet, C. R.: **96**: 485.
Choung, I. C.: **90**: 265.
Chowdhury, S. R.: **89**: 285; **90**: 266, 295.
Christakis, T.: **97**: 144, 161, 335.
Christenson, G. A.: **87**: 69; **88**: 131.
Christie, D. R.: **82/83**: 104; **86**: 194.
Christopher, W.: **85**: 252.
Chua, A.: **97**: 120.
Chubb, P.: **89**: 10, 22.
Chueca Sancho, A. G.: **92**: 546.
Church, K. J.: **86**: 170.
Churchill, R. R.: **84**: 159; **86**: 195; **87**: 175; **88**: 204, 216; **89**: 222; **92**: 313.
Ciciriello, M. C.: **88**: 213; **91**: 256; **92**: 314.
Clain, L. E.: **85**: 72.
Clark, B.: **91**: 313.
Clark, I.: **92**: 221.
Clark, M. W.: **95**: 172.
Clark, R. S.: **82/83**: 192; **91**: 336; **92**: 126, 291; **95**: 66, 125; **97**: 132.
Clausen, U.: **84**: 145.
Clements, K.: **96**: 493.
Clements, R. J.: **88**: 29.
Clingan, T. A.: **87**: 176; **88**: 214; **89**: 330.
Coate, R. A.: **95**: 295.
Coates, K.: **88**: 71.
Cocca, A. A.: **94**: 221.
Coccia, M.: **85**: 172; **91**: 314.
Cockram, G.-M.: **82/83**: 193.
Cocuzza, C.: **89**: 381.
Coffman, P. D.: **97**: 326.
Cogen, M.: **88**: 316.
Coghlin, J. H.: **91**: 476.
Cohen, M.: **89**: 323; **91**: 36; **94**: 54.
Cohen, S. M.: **89**: 382.
Cohen-Jonathan, G.: **90**: 267; **91**: 366.
Cohn, C. A.: **89**: 193.
Cohn, I. R.: **86**: 38.
Colard, D.: **87**: 277.
Cole, C. V.: **95**: 154.
Colella, A.: **91**: 315.
Coll, A. R.: **96**: 255.
Colliard, C.-A.: **84**: 169; **87**: 34; **88**: 215; **90**: 212; **93**: 240, 269, 277, 292.
Collier, J. G.: **91**: 65; **97**: 29.
Collignon, J.: **90**: 155.
Collins, E.: **86**: 82.
Collins, L.: **93**: 372; **94**: 123.
Colson, D. A.: **85**: 80; **88**: 216; **89**: 223; **93**: 247.
Combacau, J.: **81**: 102, 111; **86**: 196; **88**: 116; **91**: 477; **94**: 124.
Condorelli, L.: **87**: 227; **88**: 299; **91**: 397; **92**: 191, 192; **95**: 4, 5; **97**: 162, 163, 201.
Conforti, B.: **86**: 94; **88**: 117, 217; **92**: 161, 257, 258; **93**: 374, 414; **95**: 258; **96**: 429.
Conrad, J. P.: **88**: 367.
Constantopoulos, D. S.: **82/83**: 303.
Contri, V.: **97**: 313.
Cook, B. A.: **91**: 257.
Cook, C.: **88**: 218.
Cooker, C. de: **91**: 5, 453, 465, 469, 470.
Cooper, C. A.: **88**: 317.
Cooper, J.: **86**: 83; **87**: 47.
Coquia, J. R.: **87**: 117.
Cordovez, D.: **88**: 318.

Corr, E. G.: **92**: 594.
Corten, O.: **91**: 215; **92**: 259; **93**: 212; **94**: 340.
Corts Grau, J.: **82/83**: 178, 319.
Cosnard, M.: **89**: 224; **97**: 221.
Costi, A.: **86**: 84.
Cot, J.-P.: **85**: 243; **91**: 454.
Côte, R.: **91**: 258.
Cottereau, G.: **81**: 38; **90**: 178; **91**: 367; **92**: 115, 418; **93**: 90.
Couratier, J.: **93**: 213.
Coussirat-Coustère, V.: **81**: 60, 83; **84**: 56; **87**: 228; **93**: 375.
Couvreur, P.: **96**: 17; **97**: 31.
Cowen, L.: **82/83**: 30.
Craven, J. P.: **90**: 216, 236, 237, 254.
Craven, M. C. R.: **95**: 189; **96**: 183, 243; **97**: 336.
Crawford, J.: **81**: 39; **89**: 161; **91**: 142; **95**: 98, 99, 171; **96**: 13; **97**: 32.
Crilly, S. R.: **84**: 38.
Crowley, J.: **92**: 315.
Crowther, D.: **97**: 286.
Csajko, K. D.: **89**: 59.
Cummings, R.: **90**: 93.
Curtis, C. E.: **86**: 197.
Curtis, L. L.: **85**: 73.
Curtis, M.: **93**: 214.
Cutler, L. N.: **85**: 7.
Czapiewska, M.: **91**: 259.
Czaplinski, W.: **89**: 84, 85; **91**: 170; **92**: 260; **95**: 80.

D'Amato, A. A.: **82/83**: 226; **85**: 34, 168; **86**: 42; **87**: 114; **88**: 33; **91**: 143; **95**: 104; **96**: 201, 223; **97**: 199.
D'Angelo, J. R.: **81**: 165.
Dabin, J.: **91**: 347, 364, 372, 381.
Daes, E.-I.: **93**: 298.
Dahm, G.: **89**: 138.
Daillier, P.: **85**: 243; **91**: 454; **93**: 147.
Dale, R.: **90**: 403.
Dallal, S. J.: **92**: 520.
Dallmeyer, D. G.: **89**: 208, 210, 214, 220, 223, 234, 250, 265-267.
Dalton, L.: **91**: 171.
Damrosch, L. F.: **87**: 6; **89**: 54, 169; **92**: 98, 261-264, 267-269, 272, 284, 436, 445, 449, 464, 563, 569, 576, 597, 607, 608, 610, 617; **95**: 141, 303; **96**: 200, 240, 383, 507.
Danelius, F.: **97**: 12.
Daniel, R.: **92**: 162.
Daniele, L.: **93**: 122; **94**: 57, 109; **96**: 184.
Danilenko, G. M.: **87**: 132; **88**: 132; **89**: 151; **90**: 12, 122, 123, 129, 133, 139, 140, 276, 313, 336, 376, 382; **91**: 170, 172; **92**: 8, 449, 564; **93**: 135, 449; **96**: 200, 240, 383, 507.
Danilowicz, W.: **82/83**: 163; **85**: 8.
Daoudi, R.: **92**: 547, 548.
Darrow, M.: **96**: 430.
Dauchy, J.: **90**: 404.
Daudet, Y.: **96**: 431; **97**: 393.
Davi, A.: **86**: 58.
David, E.: **86**: 215; **87**: 177; **91**: 116, 216; **93**: 313; **94**: 331, 341; **97**: 133-135, 394.
David, V.: **90**: 405.
Davies, P. G. G.: **95**: 224.
Davis, B. G.: **81**: 103.
Davis, G.: **96**: 158.
Daws, S.: **95**: 253.
Day, A. J.: **88**: 160.
De Cara, J.-Y.: **87**: 236.
De Clément, Z. D.: **90**: 156.
De Guttry, A.: **89**: 383; **96**: 486.
De Lupis, I. D.: **87**: 118; **88**: 149, 377; **92**: 395; *voir aussi/see also* Detter, I.
De Pasquale, P.: **91**: 260.
De Vorsey, L.: **86**: 85; **87**: 178; **88**: 219; **89**: 208, 210, 214, 220, 223, 234, 250, 265-267; **90**: 213.
De Vorsey, M. C.: **86**: 85.
Decaux, E.: **82/83**: 105, 106; **86**: 86, 95; **87**: 35, 100; **88**: 61; **90**: 77; **91**: 368, 398; **92**: 130, 316; **97**: 200.
Degan, V.-D.: **82/83**: 314; **87**: 179; **88**: 133, 179, 220; **92**: 193; **93**: 136, 170, 415; **94**: 158; **97**: 213.
Degenhardt, H. W.: **88**: 221.
Deharbe, D.: **97**: 53.
Dehaussy, J.: **90**: 406.
Dehnert, T.: **91**: 261.
Deiseroth, D.: **97**: 165.
Dekker, I. F.: **87**: 143; **89**: 112; **92**: 131.
Del Ponts, K. G.: **82/83**: 180.
Del Vecchio, A.: **85**: 185; **88**: 222; **91**: 262.
Delaney, T. A.: **91**: 455.
Delbrück, J.: **89**: 138; **92**: 366, 377; **93**: 150, 359, 419, 450; **96**: 385, 400, 403, 407, 487; **97**: 28, 323, 366.
Delcourt, B.: **96**: 128.
Delissen, A. J. M.: **91**: 205, 228, 471, 473, 474, 480, 486, 490, 503, 513.
Dellapenna, J. W.: **94**: 184.
Deloukas, N. A.: **86**: 68.
Deman, C.: **91**: 369.
Dembinski, L.: **88**: 175.
Denters, E.: **89**: 86, 113, 285; **90**: 287, 295, 309, 310, 314; **96**: 18.
Detter, I.: **95**: 100, 101; *voir aussi/see also* De Lupis, I. D.
Devine, D. J.: **91**: 263; **96**: 144.
DeVine, S. W.: **89**: 152.
Dhokalia, R. P.: **93**: 6, 11, 12, 15, 18, 29, 32, 37, 140, 156, 369, 474.
Di Blase, A.: **84**: 204; **91**: 351.

Diaz, L. M.: **82/83**: 248, 306.
Diaz Albónico, R.: **90**: 365.
Diaz Barrado, C. M.: **88**: 378; **90**: 435; **93**: 230; **94**: 182; **96**: 227.
Dicke, K.: **85**: 56; **90**: 109; **93**: 416; **97**: 366.
Diederiks-Verschoor, I. H. Ph.: **92**: 358.
Diez de Velasco Vallejo, M.: **86**: 181; **87**: 217; **93**: 20, 21, 30, 40, 45, 133, 145, 148, 156, 158, 164, 166, 170, 201, 275, 297, 299, 333, 345, 353, 363, 364, 367, 380, 403, 433, 435, 442, 451, 454; **94**: 125; **96**: 386.
Dijk, P. van: **82/83**: 252; **88**: 289, 291, 297; **89**: 9, 13, 18, 21, 53, 62-64, 153, 286; **90**: 436; **92**: 439.
Dijk, R. van: **95**: 173.
Dillard, H. C.: **81**: 7, 167; **82/83**: 30, 32, 34, 35, 37, 39, 42, 43, 45, 48.
Dimitriou, E.: **93**: 250; **94**: 275.
Dinstein, Y.: **86**: 155; **89**: 11, 15, 25, 26, 31, 33, 40, 46, 56, 65, 72, 87, 89, 158, 163, 201, 204, 205, 230, 254, 271, 276, 310, 323, 334, 338, 376, 384, 414; **92**: 375, 376, 379; **93**: 451; **96**: 327, 342, 344, 350-352, 488.
Dioukhane, A.: **96**: 117.
Dipla, H.: **89**: 24; **94**: 81; **97**: 267.
Distefano, G.: **95**: 142; **96**: 283.
Dixon, M.: **92**: 163; **93**: 72; **96**: 202.
Dobbert, J. P.: **88**: 180.
Dock, M.-C.: **96**: 432.
Doddy, P. L.: **89**: 36.
Doehring, K.: **82/83**: 61; **87**: 20; **89**: 200, 237, 284, 287, 328, 387, 394, 403; **93**: 157; **96**: 280, 489, 490; **97**: 252.
Dörr, O.: **96**: 244.
Dolzer, R.: **82/83**: 56; **87**: 151; **89**: 287; **94**: 159; **95**: 54.
Domestici-Met, M.-J.: **91**: 478.
Dominicé, C.: **81**: 124, 146; **91**: 370, 467; **93**: 299, 452; **94**: 65; **95**: 46; **96**: 95, 203; **97**: 96, 201.
Donaghue, S.: **96**: 102.
Donders, D.: **90**: 214.
Dongen, Y. van: **92**: 565.
Donner, M.: **96**: 491.
Donner, R.: **87**: 152; **88**: 134; **89**: 49; **93**: 10; **96**: 19.
Donoho, D. L.: **93**: 300.
Doo Kingué, M.: **92**: 521.
Dore, I. I.: **85**: 162; **88**: 379; **93**: 171.
Dormoy, D.: **87**: 213.
Dorward, D.: **90**: 157.
Doswald-Beck, L.: **93**: 172; **97**: 166, 167.
Doxey, M. P.: **89**: 385; **90**: 437.
Draper, G. I. A. D.: **81**: 18; **96**: 344.
Drew, C. J.: **96**: 133.
Dreyfus, S.: **82/83**: 164; **93**: 137.
Driessen, B.: **93**: 173.
Drigot, D. C.: **87**: 180.
Dubner, B. H.: **91**: 479.
Dugard, J.: **84**: 124; **87**: 259; **88**: 118, 150; **92**: 566; **93**: 301; **95**: 190; **96**: 129; **97**: 202.
Dugosevic, D.: **88**: 223.
Dumas, N.: **90**: 268.
Dunné, J. M. van: **92**: 419.
Dunne, M.: **89**: 23.
Dunning, N. P.: **84**: 64; **87**: 48.
Dunoff, J. L.: **94**: 12.
Dupuy, B.: **90**: 296.
Dupuy, P.-M.: **85**: 215; **87**: 181; **88**: 267; **90**: 319; **91**: 173, 372, 399; **92**: 40, 88; **93**: 138, 453; **94**: 126; **95**: 304; **96**: 204, 492; **97**: 314, 395.
Dupuy, R.-J.: **85**: 186; **87**: 120; **88**: 329; **90**: 52; **91**: 269, 480, 481; **92**: 29, 30, 305, 410; **93**: 454.
Duran Bachler, S.: **88**: 135; **89**: 171.
Dutheil de la Rochère, J.: **91**: 400.
Duursma, J.: **96**: 245.
Dzurek, D. J.: **89**: 265.

Ebbesson, J.: **97**: 315.
Eckhard, F.: **85**: 245.
Economidès, C. P.: **90**: 141; **97**: 234, 235.
Edgerton, L.: **92**: 420.
Edwards, R. W.: **89**: 194.
Eggleston, E. K.: **82/83**: 148.
Eichhorn, B. W.: **93**: 314.
Eisemann, P.-M.: **81**: 60; **84**: 56; **86**: 125; **87**: 228; **88**: 72.
El-Ashaal, A.: **81**: 51.
El-Baghdadi, M. A.: **89**: 226.
El-Enani, I. M.: **81**: 151.
El-Erian, A.: **81**: 8; **89**: 42.
El-Erian, M. A.: **89**: 42.
El Kadiri, A.: **82/83**: 181.
El Kouhene, M.: **87**: 205.
El Ouali, A.: **85**: 219.
El Sayegh, S.: **94**: 342.
El Sheikh, F. E. R. A.: **93**: 329.
El-Wady Romahi, S. A.: **91**: 145.
El-Wafa, A. A.: **84**: 65, 82, 88.
Elagab, O. Y.: **88**: 319.
Elaraby, N.: **88**: 320; **89**: 360.
Elegoet, Y.: **93**: 24.
Elias, O.: **95**: 113; **96**: 228.
Elias, T. O.: **81**: 9, 26; **82/83**: 10, 11, 38, 71, 165; **84**: 39; **85**: 139; **86**: 28, 32; **89**: 154, 361; **91**: 5, 31, 33, 34, 43; **92**: 31, 37, 42, 45, 66, 73; **93**: 27, 139, 140; **94**: 51.
Elinger, A. D.: **92**: 421.
Elkind, J. B.: **81**: 52, 53; **84**: 45; **88**: 39, 380; **89**: 54, 55; **97**: 136, 137.

Elkordy, A.-H. M.: **82/83**: 301.

Elrasheed, K. M. A.: **93**: 455.

Elsen, T. J. H.: **89**: 50.

Emanuelli, C.: **82/83**: 149; **97**: 396.

Empell, H.-M.: **94**: 343.

Engel, C.: **88**: 136.

Epiney, A.: **92**: 422.

Erasmus, G.: **87**: 153; **88**: 225; **91**: 184.

Ergec, R.: **88**: 268.

Erickson, R. J.: **90**: 438.

Escher, R.: **85**: 220.

Escobar Hernández, C.: **93**: 21.

Espada Ramos, M. L.: **88**: 119.

Esplugues Mota, C.: **96**: 179.

Esposito, C. D.: **96**: 84.

Evans, G.: **96**: 493.

Evans, M. D.: **89**: 227; **91**: 264; **93**: 61; **94**: 82, 199; **95**: 75, 175; **96**: 135; **97**: 86, 115, 288.

Evensen, J.: **84**: 8; **92**: 9.

Evgenieva, E.: **86**: 224.

Eyffinger, A.: **88**: 381, 382; **91**: 6, 7, 141; **96**: 20, 501.

Fachiri, A. P.: **82/83**: 21.

Fahmy, A. M.: **81**: 67.

Falcoff, M.: **90**: 182, 452.

Falk, R. A.: **85**: 11; **86**: 8; **87**: 72, 114; **90**: 124; **91**: 185, 401; **92**: 396, 526, 567; **93**: 174; **94**: 349, 353, 361; **95**: 89; **96**: 173, 223; **97**: 168, 169, 397.

Farer, T. J.: **87**: 73; **88**: 77; **89**: 416; **90**: 179; **92**: 261.

Farhangi, L. S.: **86**: 182.

Fassbender, B.: **86**: 164.

Fastenrath, U.: **91**: 147; **93**: 141.

Fatouros, A. A.: **84**: 176.

Fawcett, J. E. S.: **81**: 43.

Feder, N. M.: **87**: 278.

Fedorow, V. N.: **92**: 568.

Feinstein, B. A.: **88**: 383; **93**: 175, 251.

Feld, W. J.: **91**: 468.

Feldman, M. B.: **82/83**: 107.

Feltham, R. G.: **88**: 176.

Fensterheim, G. D.: **81**: 143.

Fentress, M. A.: **86**: 198.

Ferencz, B. B.: **87**: 279; **92**: 10, 21, 160, 262, 384; **94**: 316.

Ferguson-Brown, K. W.: **90**: 439.

Fermann, G.: **93**: 376.

Fernández de Casadevante Romani, C.: **97**: 203.

Fernández Liesa, C. R.: **97**: 296.

Fernández Pons, D. X.: **96**: 121, 123.

Fernández Sánchez, P. A.: **88**: 269; **94**: 37.

Ferrari Bravo, L.: **82/83**: 120; **86**: 162; **91**: 402.

Ferrer-Correia, A.: **86**: 52.

Ferrer Vieyra, E.: **86**: 251.

Fidler, D. P.: **97**: 214.

Fife, R. E.: **94**: 66.

Findeklee, A.: **92**: 523.

Finkelstein, C.: **96**: 345.

Finkelstein, L. S.: **89**: 369.

First, R.: **82/83**: 86.

Fisas, V.: **96**: 433.

Fish, J.: **84**: 146.

Fisher, R.: **81**: 166; **85**: 254; **94**: 257.

Fisher, T.: **95**: 111, 265, 290.

Fitschen, T.: **89**: 114.

Fitzgerald, B. F.: **95**: 67; **96**: 130.

Fitzgerald, E. A.: **91**: 217.

Fitzmaurice, G.: **81**: 19; **82/83**: 40, 47, 62; **84**: 27; **85**: 23; **86**: 9.

Fitzmaurice, M. A.: **92**: 224, 573, 613, 615; **96**: 356; **97**: 7, 8, 16, 24, 25, 27, 29, 32, 34-36, 40, 42-47, 49, 51, 52, 75, 76, 79, 82, 83, 85, 87, 88, 90, 111, 245, 272.

Fitzpatrick, J.: **93**: 295.

Fix-Zamudio, H.: **97**: 337.

Fleck, D.: **89**: 386.

Flegenheimer, A.: **86**: 173.

Fleischer, C. A.: **86**: 157; **88**: 226.

Fleischhauer, C.-A.: **95**: 259; **96**: 434.

Flinterman, C.: **96**: 159; **97**: 60.

Flory, M.: **97**: 393, 398, 401.

Focarelli, C.: **89**: 362; **93**: 346.

Fois, P.: **94**: 185.

Folz, H.-E.: **82/83**: 210.

Fombad, C. M.: **90**: 343; **97**: 215.

Fonteyne, J.-P. L.: **91**: 128.

Forbes, I.: **95**: 139.

Forbes, V. L.: **92**: 317; **94**: 91.

Ford, C. A.: **96**: 205.

Foriers, P.: **81**: 44.

Forner i Delaygua, J.-J.: **90**: 297.

Forster, I.: **93**: 24.

Forsythe, D. P.: **90**: 403, 411, 412; **91**: 316; **93**: 469; **95**: 295; **96**: 21.

Foucher, M.: **89**: 172.

Fowler, M. R.: **96**: 247.

Fox, G. H.: **95**: 305.

Fox, H.: **88**: 321; **89**: 176, 290, 303; **93**: 456; **97**: 75.

Fox, W. T. R.: **86**: 29.

Francalanci, G.: **90**: 215; **95**: 181.

Francioni, F.: **89**: 149, 191, 206, 264, 288, 292, 296, 297; **93**: 327, 343, 344, 347, 350, 355, 356, 360, 362; **97**: 35.

Francis, L. B.: **87**: 144; **94**: 242, 246, 255, 256, 258, 261, 263, 265.

Franck, T. M.: **85**: 110, 244; **86**: 10; **87**: 74, 75; **89**: 73, 139, 363; **91**: 26, 456, 482, 483; **92**: 72, 143, 263, 364; **93**: 25, 176, 417; **94**: 127; **96**: 229, 230, 387, 435.

Franckx, E.: **91**: 265; **92**: 318; **93**: 215, 252, 253; **94**: 41.

Frankowska, M.: **88**: 181; **91**: 337.
Freedman, W.: **93**: 315.
Freeman, G. C.: **82/83**: 32.
Freestone, D.: **92**: 319, 322, 403; **94**: 235; **97**: 312, 329.
Frenzke, D.: **89**: 140.
Freudenschuß, H.: **93**: 418.
Frey, D.: **95**: 126.
Friedlander, R. A.: **85**: 255; **86**: 126.
Friedman, E. E.: **82/83**: 266.
Fritzemeyer, W.: **84**: 49, 50.
Froberville, M. de: **96**: 248.
Fromuth, P. J.: **89**: 359.
Frowein, J. A.: **82/83**: 33; **87**: 229; **89**: 387; **90**: 422; **92**: 222; **93**: 177, 419; **96**: 206, 265.
Fry, E. M.: **92**: 320.
Fu, K.: **89**: 228; **91**: 266.
Fürst, W.: **91**: 469.
Fujita, H.: **89**: 388; **97**: 170, 171.
Fumagalli Meraviglia, M.: **97**: 385.
Furukawa, T.: **81**: 10; **89**: 51.
Fyodorov, V.: **84**: 205.

Gaertner, M. P.: **82/83**: 227.
Gaeta, P.: **96**: 328.
Gaines, R. L.: **94**: 317.
Gaja, G.: **88**: 300; **89**: 195; **90**: 24; **92**: 41; **93**: 104, 420; **96**: 494.
Galaz, R. C.: **90**: 61.
Galindo Pohl, R.: **84**: 66; **85**: 65; **94**: 200.
Gallup, D.: **96**: 160.
Gamarra, Y.: **96**: 65.
Gamble, J. K.: **95**: 306.
Gamio, J. M.: **96**: 231; **97**: 399.
Garcia-Lozano, M. S. T.: **96**: 60.
Gardiner, R. K.: **90**: 255.
Gardner, J. P.: **97**: 289.
Gardner, R. N.: **86**: 43; **88**: 357; **92**: 569.
Garrett, S. M.: **89**: 325.
Garzón Clariana, G.: **87**: 161.
Gassama, I. J.: **94**: 318.
Gasser, H.-P.: **93**: 456; **97**: 400.
Gattini, A.: **91**: 373; **92**: 423.
Gautier, P.: **91**: 347; **93**: 330; **94**: 186; **95**: 176.
Gautron, J.-C.: **88**: 62; **91**: 121.
Gaviria Lievano, E.: **85**: 140; **96**: 207.
Gavouneli, M.: **96**: 357.
Gayim, E.: **93**: 178; **95**: 127.
Geamanu, G.: **84**: 183.
Gehring, T.: **92**: 397.
Geiger, R.: **87**: 121.
Geistlinger, M.: **94**: 160.
Gelberg, L.: **88**: 120.
Gellhorn, W.: **86**: 30.
Genoni, M. A. M.: **88**: 384.
Gentili, A.: **91**: 324.
Georgier, D.: **93**: 457.
Gerbet, P.: **96**: 436.
Gerson, A.: **86**: 44, 47; **92**: 287, 575.
Ghali, M.: **93**: 421.
Ghebali, V.-Y.: **89**: 115, 364.
Gherari, H.: **89**: 229; **90**: 72; **91**: 403.
Ghosh, S.: **94**: 201.
Ghozali, N.-E.: **93**: 377.
Gianelli, A.: **87**: 218; **93**: 254.
Giardina, A.: **82/83**: 254; **97**: 338.
Gibson, J. S.: **92**: 549.
Giegerich, T.: **91**: 317.
Gilas, J.: **88**: 288; **94**: 202.
Gilbert, G.: **92**: 385; **93**: 179.
Gill, T. D.: **85**: 163; **86**: 127; **87**: 76; **88**: 73; **89**: 8, 87; **90**: 85, 110, 344; **93**: 180; **96**: 437; **97**: 138, 172.
Gillott, R.: **96**: 298.
Gilson, B.: **85**: 164.
Ginkel, B. T. van: **97**: 297.
Ginsburg, N.: **84**: 64.
Ginsburgs, G.: **91**: 336, 341, 342.
Ginther, K.: **89**: 283; **95**: 99, 118, 164, 202, 217, 269, 307.
Gioia, A.: **85**: 187; **91**: 267; **94**: 203.
Giuffrida, R.: **96**: 22.
Giuliano, M.: **82/83**: 206; **84**: 127; **92**: 164.
Glahn, G. von: **82/83**: 166.
Glavanis, P.: **92**: 550.
Glennon, M. J.: **85**: 35; **87**: 77; **88**: 36; **92**: 450.
Glick, R. D.: **96**: 495.
Godana, B. A.: **86**: 225.
Goebel, C. M.: **94**: 344.
Goesel-Le Bihan, V.: **95**: 155.
Gogia, S. P.: **96**: 358.
Goldie, L. F. E.: **84**: 141, 160; **85**: 188; **87**: 182; **89**: 389.
Goldklang, J. M.: **82/83**: 58.
Goldstein, G.: **91**: 219.
Goller-Calvo, N. K.: **89**: 196.
Gomaa, M. M.: **96**: 284.
Gomula, J.: **90**: 44; **91**: 60.
Gomulkiewicz, R. W.: **90**: 440.
González Campos, J. D.: **91**: 52; **96**: 389.
González Vega, J. A.: **93**: 458; **96**: 496.
Goodwin-Gill, G. S.: **96**: 329.
Góralczyk, W.: **89**: 9; **92**: 451.
Gordenker, L.: **87**: 257, 258; **90**: 403, 411, 412; **94**: 310, 320.
Gordon, E.: **81**: 84; **87**: 78.
Gordon, T. C.: **82/83**: 34.
Gordon, W.: **95**: 260.
Gormley, W. P.: **81**: 147; **86**: 216; **89**: 289; **91**: 348; **93**: 11.
Gounaris, E.: **93**: 255.
Gowlland-Debbas, V.: **91**: 484; **94**: 100, 259; **96**: 208, 376.

Goy, R.: **90**: 158; **92**: 223.
Grabowska, G. M.: **92**: 68.
Graditzky, T.: **97**: 317.
Graefrath, B.: **87**: 79; **90**: 62, 320; **92**: 570; **93**: 105; **95**: 261.
Grahl-Madsen, A.: **84**: 135, 139.
Grammond, S.: **95**: 156.
Grand, C.: **96**: 174.
Grasern, L.: **88**: 40.
Grauciuc, O.: **91**: 239.
Gray, C. D.: **82/83**: 128; **87**: 230; **88**: 322; **92**: 452; **93**: 100; **94**: 110, 276, 345; **96**: 497; **97**: 121.
Graz, L.: **91**: 485.
Green, L. C.: **81**: 125, 126, 145; **82/83**: 211; **85**: 141; **89**: 230, 279, 390; **93**: 316; **94**: 346.
Greenfield, J.: **93**: 256.
Greenwood, C. J.: **91**: 86, 90, 100, 105, 391, 486; **92**: 110; **93**: 90, 91; **94**: 74, 84, 94, 99, 106, 347; **96**: 115, 138, 140, 141, 143, 394, 439; **97**: 36, 173, 174.
Greig, D. W.: **82/83**: 228; **84**: 173; **91**: 457; **92**: 78, 93; **94**: 187; **95**: 157; **96**: 285.
Grewe, W. G.: **85**: 142.
Grief, N.: **88**: 385; **95**: 177; **97**: 139-141.
Griffin, J. P.: **87**: 110.
Grimaldi, M. A.: **85**: 169.
Grimes, D. M.: **90**: 119.
Grisel, E.: **86**: 53.
Groeneveld, M.: **96**: 61.
Gromacki, J. P.: **92**: 365.
Gros, A.: **82/83**: 35, 63; **89**: 26.
Gros Espiell, H.: **86**: 52; **88**: 358; **89**: 391; **90**: 341, 345, 346; **91**: 318; **94**: 21; **96**: 498; **97**: 219, 227, 236, 250, 292, 294, 337, 399, 409.
Gross, L.: **81**: 167; **82/83**: 167; **84**: 9-13, 37, 46, 55, 57, 59, 60, 62, 71, 184, 185; **89**: 65; **94**: 128.
Grossen, J.-M.: **96**: 203.
Grotius, H.: **90**: 146; **91**: 324.
Grovogui, S. N.: **96**: 249.
Grundy-Warr, C.: **90**: 180, 205, 208, 211, 215, 247, 337.
Guardia, E. de la: **97**: 259.
Gudmundsson, T.: **96**: 299.
Guedira, A. R.: **90**: 159.
Gunther, K.: **92**: 79.
Guest, I.: **91**: 319.
Guilds, J. C.: **92**: 28.
Guilhaudis, J.-F.: **87**: 277.
Guillaume, G.: **87**: 231; **90**: 441; **91**: 307; **92**: 453; **95**: 7, 18, 47; **96**: 23-25, 390; **97**: 37, 55, 70, 77.
Guingona, S. V. C.: **96**: 26.
Gunn, G. C.: **97**: 237.
Gunning, I. R.: **92**: 194.
Gurish, J.: **89**: 269.
Guruswamy, L. D.: **96**: 359, 360.
Guruswamy, M.: **97**: 222.
Gutiérrez Espada, C.: **88**: 386; **94**: 129, 348; **96**: 209, 499.
Gutiérrez Posse, H. D. T.: **97**: 204.
Gutman, R.: **89**: 173.
Guttal, G. H.: **93**: 158.
Gutteridge, F.: **91**: 470.
Guyomar, G.: **82/83**: 64, 150; **85**: 243; **91**: 454; **92**: 105.

Haasdijk, S.: **92**: 424.
Häde, U.: **97**: 318.
Hägglund, C.: **96**: 440.
Haerr, R. C.: **89**: 231.
Hafner, G.: **87**: 184; **89**: 392; **93**: 257; **95**: 307.
Hager, R. A.: **91**: 268.
Haggenmacher, P.: **84**: 24; **86**: 11; **89**: 24; **95**: 163.
Hahn, M. J.: **96**: 361.
Haigh, R. H.: **92**: 271.
Hailbronner, K.: **89**: 200, 237, 284, 287, 328, 387, 394, 403; **91**: 487; **92**: 224, 366; **97**: 253.
Hakapää, K.: **88**: 323; **93**: 142.
Hakenberg, M.: **88**: 5; **89**: 393.
Halperin, M. H.: **92**: 225; **93**: 181.
Hamacher, P.: **87**: 33.
Hambro, E.: **84**: 32.
Hammond, G.: **82/83**: 122.
Hampson, F. J.: **92**: 571.
Hamrock, K. J.: **96**: 106.
Hanauer, L. S.: **96**: 99.
Handl, G.: **92**: 398; **93**: 348.
Hanessian, G.: **90**: 347.
Hanga, V.: **89**: 155.
Hankey, B.: **85**: 75; **93**: 266.
Hanneman, A. J.: **95**: 191.
Hannikainen, L.: **89**: 156; **95**: 114; **97**: 230.
Hannum, H.: **92**: 226; **96**: 250, 330.
Hanson, L. C.: **91**: 253.
Hanstein, R. von: **89**: 365.
Hara, R.: **90**: 256.
Hardcastle, R.: **97**: 120.
Harders, J. E.: **91**: 270.
Hare, C.: **96**: 266.
Hargrove, J. L.: **87**: 80; **92**: 264; **95**: 218, 308.
Harndt, R.: **93**: 349.
Harper, K.: **95**: 262.
Harrelson, M.: **90**: 348.
Harris, D. J.: **91**: 148.
Harris, S.: **92**: 265.
Harrod, J.: **88**: 363.
Hart, J. A.: **82/83**: 229.
Hartwig, M.: **94**: 332.
Hartzenbusch, C. A.: **92**: 116; **93**: 62.

Hasbi, A.: **82/83**: 121.
Hassan II: **90**: 159, 162, 166, 175, 190.
Hassan, F.: **82/83**: 194; **86**: 45.
Hassan, T.: **81**: 132.
Hassani-Ould-Derwouich, M.: **88**: 227.
Hasselmann, C. G.: **88**: 228.
Hatchard, J.: **90**: 160.
Haver, P.: **81**: 54.
Hayashi, M.: **87**: 232, 233.
Hazzard, S.: **90**: 407.
Hecker, A. C.: **90**: 33.
Heere, W. P.: **89**: 16, 153.
Heiberg, M.: **95**: 140.
Heintschel von Heinegg, W.: **89**: 232; **96**: 500.
Heinz, U. E.: **92**: 523; **94**: 67.
Heinzman, R. E.: **93**: 231.
Heiskanen, V.: **88**: 162; **90**: 442; **93**: 459.
Hellbeck, E.: **85**: 52.
Helmons, S. M.: **90**: 302.
Henkin, L.: **90**: 125, 443; **91**: 320; **92**: 572, 575, 611, 612; **93**: 143; **95**: 102, 143, 218, 308.
Heraclides, A.: **91**: 186.
Herbst, J.: **89**: 174; **97**: 142.
Herdegen, M.: **86**: 183; **89**: 394; **95**: 263; **97**: 254.
Herman, L. L.: **84**: 67.
Herndl, K.: **91**: 458; **92**: 524; **97**: 368.
Herrera Caceres, H. R.: **89**: 107.
Herrera Marcano, L.: **89**: 233.
Herskovits, I.: **91**: 8.
Herter, C.: **92**: 227.
Herzog, C.: **97**: 61.
Heuser, R.: **89**: 141.
Hevener, N. K.: **86**: 73, 184; **87**: 158.
Hey, E.: **97**: 312, 329.
Heydte, F. A. von der: **82/83**: 255.
Higginbotham, F. M.: **88**: 387.
Higgins, R.: **82/83**: 37; **92**: 42; **93**: 26, 27, 182, 378; **94**: 130; **95**: 264, 309; **96**: 66, 210, 391, 472; **97**: 90, 197, 205, 289, 393, 398, 401.
Highet, K.: **85**: 111; **86**: 128; **87**: 5, 81, 82; **88**: 74, 388; **89**: 234; **90**: 94; **91**: 9, 10, 64; **92**: 19, 102; **93**: 258, 259; **96**: 267; **97**: 339.
Hilaire, M.: **97**: 238.
Hilderbrand, R. C.: **90**: 408.
Hill, R. K.: **90**: 349.
Hilpold, P.: **97**: 260.
Himmer, S. E.: **92**: 228.
Hirobe, K.: **88**: 121.
Hjerner, L.: **92**: 208, 395, 468.
Hobe, S.: **93**: 294; **96**: 232; **97**: 369, 375.
Hocking, B.: **95**: 225.
Hodge, M. H.: **90**: 16.
Hodges, T.: **85**: 256.
Hodgkinson, D.: **95**: 315.
Hodgson, D. C.: **84**: 68.
Hodgson, R. D.: **82/83**: 230.
Hoedt, S.: **92**: 573.
Hoefer-van Dongen, P.: **87**: 111; **96**: 66.
Hoenderkamp, E.: **96**: 157.
Hoffman, M.: **95**: 139.
Hofmann, R.: **94**: 69; **97**: 103.
Hogan-Doran, J.: **97**: 297.
Hohmann, H.: **87**: 83; **92**: 399.
Hollweg, C.: **95**: 200.
Holsti, K. J.: **92**: 574.
Holt, N. V.: **90**: 269.
Holtzmann, H. M.: **95**: 226.
Honein, S. E.: **92**: 321.
Hong, S. Y.: **96**: 308.
Hoof, G. J. H. van: **82/83**: 182.
Hoogh, A. J. J. de: **91**: 174; **93**: 43; **96**: 373.
Hooghoudt, K.: **91**: 187.
Hope, A. F. J.: **82/83**: 195.
Horbach, N. L. J. T.: **91**: 374.
Horensma, P.: **92**: 266.
Horn, F.: **90**: 142, 195; **92**: 293; **97**: 230.
Hornby, R.: **93**: 260.
Hosoya, C.: **88**: 285.
Howard, M. B.: **86**: 39.
Howland, T.: **87**: 206.
Howley, J. D.: **91**: 218.
Howson, N. C.: **88**: 324.
Hoyle, B. J.: **87**: 185.
Hoyos Lemus, F.: **95**: 51.
Hsu, M.: **91**: 37.
Hsu, R. T. S.: **87**: 186.
Huang, D.: **91**: 271.
Huaraka, T.: **82/83**: 85; **86**: 165.
Hubbard, H. K.: **86**: 12.
Huber, H.: **81**: 124.
Huber, M.: **92**: 43.
Hudec, R. E.: **96**: 362.
Huesa Vinaixa, R.: **89**: 197; **92**: 196.
Huey, W.: **93**: 73.
Hughes, V.: **93**: 44, 260.
Hulton, S. C.: **91**: 224; **92**: 231; **95**: 147.
Hummer, W.: **94**: 161.
Hund, J.: **82/83**: 256; **93**: 144.
Hunter, M.: **95**: 233.
Hur, P.: **81**: 60; **84**: 56.
Hurwitz, B. A.: **92**: 425.
Hurwitz, L.: **91**: 468.
Hussain, I.: **84**: 47; **85**: 22.
Hutchinson, D. N.: **85**: 189; **89**: 198; **96**: 392.
Hyde, J. N.: **86**: 31.
Hyndman, P.: **93**: 331.

Iannucci, A. M.: **91**: 272.
Iatropoulos, S. D.: **85**: 190.
Igweike, K. I.: **90**: 196.
Ihraï, S.: **90**: 270.

IJlstra, T.: **88**: 270; **92**: 319, 322, 403.
Imber, M.: **90**: 409.
Infante Caffi, M. T.: **93**: 216; **94**: 277.
Ingber, L.: **82/83**: 317.
Ingelse, C.: **95**: 103.
Ioannou, K. M.: **81**: 40; **84**: 161; **97**: 268.
Iorns, C. J.: **93**: 183.
Iovane, M.: **91**: 375.
Ipsen, K.: **92**: 229; **95**: 310.
Irving, K. J.: **97**: 239.
Irwin, P. C.: **81**: 138.
Isabirye, D. M.: **87**: 219.
Ishimoto, Y.: **88**: 121.
Islam, M. R.: **89**: 395; **90**: 161; **93**: 184.
Isoart, P.: **81**: 121; **90**: 162.
Issraelyan, V.: **92**: 525.
Ito, T.: **94**: 18.
Iwasawa, Y.: **95**: 105.

Jackamo, T. J.: **93**: 217.
Jackson, J. H.: **88**: 289.
Jacob, S.: **96**: 90.
Jacobson, H. K.: **90**: 411.
Jacobson, J. R.: **91**: 226.
Jacqué, J.-P.: **92**: 165.
Jäckel, H.: **96**: 265.
Jaenicke, G.: **82/83**: 231; **86**: 40, 226; **87**: 187; **89**: 235; **90**: 351.
Jagota, S. P.: **82/83**: 232; **85**: 191; **89**: 236; **90**: 218.
Jalkh, G.: **96**: 104.
James, A.: **90**: 412; **92**: 456.
Janis, M. W.: **81**: 85, 86; **82/83**: 183, 184; **87**: 25; **90**: 126; **91**: 149; **92**: 11, 12, 50, 382, 433, 434, 442, 443, 446, 452, 457, 458, 476, 493; **96**: 74.
Jankovic, B. M.: **84**: 128.
Jasentuliyana, N.: **96**: 24, 34, 35, 71, 197, 210, 229, 336.
Jayewardene, H. W.: **90**: 219.
Jean-Paul II, Pape: **85**: 12; **86**: 22; **87**: 13.
Jeancolas, C.: **88**: 116; **90**: 86.
Jeffery, A.: **81**: 168.
Jegede, M. I.: **86**: 32.
Jegede, O.: **82/83**: 38.
Jenisch, U.: **92**: 322.
Jennings, R. Y.: **81**: 21, 26; **82/83**: 185; **84**: 142; **85**: 23; **86**: 159; **87**: 135, 234, 281; **88**: 122, 326; **89**: 11, 12, 237; **90**: 127; **91**: 29; **92**: 13-15, 24, 29, 169, 294, 295; **93**: 332; **94**: 38; **95**: 8; **96**: 27, 28, 393-395; **97**: 7, 8, 16, 24, 25, 27, 29, 32, 34-36, 40, 42-47, 49, 51, 52, 62, 75, 76, 79, 82, 83, 85, 87, 88, 90, 111, 245, 272, 273.
Jensen, E.: **95**: 111, 265, 290.
Jessup, P. C.: **81**: 11, 55; **82/83**: 13, 39, 74, 238; **86**: 29-31, 33, 34.
Jewett, M. L.: **85**: 192.
Jhabak, K. M.: **88**: 359.
Jhabvala, F.: **82/83**: 65; **85**: 48.
Jiménez de Aréchaga, E.: **81**: 112; **82/83**: 72; **84**: 15, 143; **85**: 221, 243; **88**: 229; **89**: 27, 56; **90**: 271; **91**: 454; **92**: 426, 427; **94**: 21; **96**: 27, 33, 46, 70, 82, 83, 195, 217, 224, 231, 254, 262, 267, 280, 289, 290, 294, 343, 382, 386, 482.
Jiménez Piernas, C.: **90**: 321; **92**: 323; **93**: 145; **94**: 260; **96**: 268.
Joffé, G.: **89**: 74; **90**: 180.
Johannes Paulus II, Paus: **85**: 12; **87**: 12.
Johansen, R. C.: **94**: 349, 353, 361; **95**: 266.
John Paul II, Pope: **85**: 12.
Johnson, D. H. N.: **82/83**: 92; **84**: 211; **85**: 112; **91**: 150.
Johnson, J. T.: **96**: 396.
Johnston, D. M.: **87**: 188; **89**: 238; **91**: 274.
Jones, G. F.: **85**: 36.
Jones, R. H.: **88**: 76.
Jong, H. G. de: **81**: 61.
Jonkman, H.: **97**: 340.
Jónsson, H.: **82/83**: 233.
Jordan, R. S.: **91**: 468; **95**: 267.
Jordan-Walker, D. C.: **82/83**: 196.
Jørgensen-Dahl, A.: **90**: 214; **92**: 265, 285.
Joseph, E. E.: **94**: 350; **95**: 144; **97**: 386.
Jouannet, E.: **96**: 131.
Jouve, E.: **87**: 122.
Jovanovic, S.: **89**: 175.
Joyner, C. C.: **81**: 161; **85**: 169; **88**: 282; **92**: 324; **93**: 317, 460; **95**: 133, 178, 184, 187, 211, 259, 267, 283, 285, 288, 320; **97**: 240, 370, 376.
Juda, L.: **91**: 275.
Jürgens, T.: **88**: 301.
Juillard, P.: **91**: 101.
Juste Ruiz, J.: **90**: 220; **93**: 333, 350; **94**: 149.

Kabaalioglu, H. A.: **81**: 68.
Kabbaj, T.: **86**: 66.
Kadam, U. V.: **92**: 359.
Kadelbach, S.: **93**: 146.
Kadritzke, N.: **96**: 101.
Kämmerer, J. A.: **95**: 206.
Kahn, P. W.: **87**: 84.
Kaikobad, K. H.: **84**: 151; **88**: 151; **94**: 351.
Kalaiah, A. B.: **94**: 224.
Kalinowski, M.: **97**: 178.
Kalshoven, F.: **90**: 264, 270, 272, 322; **91**: 205, 228, 376, 471, 473, 474, 480, 486, 490, 503, 513; **93**: 461; **96**: 29.
Kamalu, N. C.: **90**: 221.

Kamayestani, K. A.: **91**: 151.
Kambou, G. B.: **92**: 89.
Kamenov, T.: **90**: 322.
Kamminga, M. T.: **93**: 351.
Kamp, M.: **93**: 106.
Kamto, M.: **88**: 230; **90**: 163; **92**: 325; **97**: 241.
Kanehara, A.: **93**: 334.
Kanter-Van Hettinga Tromp, B. J. A. de: **96**: 501.
Kaplan, W.: **94**: 54.
Kapoor, D. C.: **87**: 189.
Kapoor, S. K.: **94**: 131.
Karacostanoglou, B.: **94**: 70.
Kariotis, T. C.: **90**: 222; **97**: 267-269, 271, 278-280.
Karl, W.: **82/83**: 215.
Kartashkin, V.: **92**: 267.
Kasoulides, G. C.: **92**: 428.
Kassar, N. T.: **81**: 169.
Kasto, J.: **94**: 352.
Katsoufros, T.: **89**: 239.
Kaufmann, C.: **92**: 367.
Kavanagh, R.: **96**: 132.
Kawaley, I.: **93**: 262.
Kaye, S. B.: **90**: 164; **94**: 92; **95**: 145; **97**: 270.
Kaysen, C.: **95**: 141.
Kazazi, M.: **96**: 397.
Keith, K. J.: **85**: 59; **96**: 185.
Kelly, C. R.: **89**: 240.
Kelly, J. P.: **90**: 32.
Kelsen, H.: **87**: 190; **91**: 488; **96**: 216, 519; **97**: 63.
Kempen, B.: **96**: 269.
Kennedy, D.: **88**: 123.
Kennedy, R. F.: **94**: 101.
Kerbrat, Y.: **96**: 441.
Kerr, A. J.: **87**: 189.
Kettunen, P. A.: **92**: 326.
Keuning, C. de: **95**: 76.
Khan, D.-E.: **93**: 237; **97**: 261.
Khan, K.: **90**: 298.
Khan, R.: **97**: 15.
Kherad, R.: **93**: 218.
Khuhalami, Y.: **88**: 308.
Kienle, C.: **82/83**: 197.
Kiggundu, J.: **91**: 489.
Killas, M.: **88**: 231.
Kim, H.-J.: **90**: 223.
Kim, J.-G.: **89**: 241.
Kim, S. S.: **87**: 260; **92**: 526; **94**: 349, 353, 361.
Kimminich, O.: **84**: 129; **88**: 152; **92**: 166.
Kindt, J. W.: **88**: 232; **90**: 352.
Kingsbury, B.: **88**: 48, 365; **90**: 146; **92**: 452; **94**: 276, 322, 326.
Kingue, N.: **87**: 191.
Kirchner, J.: **92**: 198.
Kirgis, F. L.: **85**: 113; **87**: 85; **90**: 299; **91**: 188; **94**: 333; **95**: 178, 187, 268; **96**: 30.
Kirkhope, J. T.: **93**: 460.
Kirkpatrick, J. J.: **92**: 575.
Kirsch, P.: **92**: 400.
Kiss, A.: **88**: 302; **90**: 165, 300; **92**: 401.
Kittichaisaree, K.: **90**: 224-226.
Kiwanuka, R. N.: **92**: 95.
Kiyoshi, H.: **91**: 220.
Klabbers, J.: **92**: 43; **93**: 185; **96**: 145, 286.
Kleckner, S.-M.: **94**: 278.
Klein, E.: **82/83**: 53.
Klein, P.: **89**: 306; **91**: 215; **92**: 259; **93**: 212; **94**: 340.
Kley-Struller, A.: **91**: 221.
Kliot, N.: **88**: 233.
Knight, G.: **92**: 327.
Knipping, F.: **96**: 462.
Knobbe-Keuk, B.: **90**: 444.
Knof, M.: **90**: 63.
Ko, S. S.: **82/83**: 207; **91**: 209, 220, 229, 377; **94**: 22.
Köbler, R.: **92**: 296.
Köchler, H.: **92**: 527.
Köck, H. F.: **88**: 372; **95**: 269.
Koenig, E. S.: **89**: 117.
Koh, H. H.: **88**: 182.
Koh, J. K.: **82/83**: 216.
Koh, K. L.: **82/83**: 315.
Koh, T. T. B.: **88**: 234.
Kohen, M. G.: **88**: 235; **89**: 135; **92**: 101; **94**: 75; **95**: 60, 128; **97**: 177, 223.
Kokott, J.: **94**: 225; **97**: 255.
Kolasa, J.: **88**: 327; **95**: 129.
Kolb, R.: **96**: 301.
Kolosov, Y. M.: **92**: 576.
Kontou, N.: **95**: 158.
Koo, H. K.: **91**: 189.
Koo, V. K. W.: **81**: 27.
Kooijmans, P. H.: **84**: 212; **87**: 26; **89**: 142; **90**: 353; **91**: 404, 490; **92**: 144, 459; **93**: 422; **95**: 24; **96**: 31; **97**: 59, 60, 65.
Kopal, V.: **92**: 64.
Koplow, D. A.: **91**: 491; **97**: 402.
Korman, S.: **97**: 242.
Korman, J. S.: **96**: 473.
Kortteinen, J.: **90**: 142, 323, 442.
Kós, J. S.: **85**: 60.
Koskenniemi, M.: **89**: 143; **91**: 152; **92**: 199, 460; **93**: 186; **94**: 132, 162; **95**: 270; **96**: 85, 118, 136, 211, 302, 502; **97**: 64, 403.
Kouassi, E. K.: **93**: 423.
Koufa, K. K.: **91**: 153.
Koul, A. K.: **88**: 315, 360.
Kozhevnikov, F.: **86**: 224.
Kozyris, P. J.: **97**: 271.

Krafft, M.: **91**: 154; **92**: 461.
Kramer, H.: **91**: 211.
Kranz, J.: **88**: 20; **96**: 251.
Kratochwil, F.: **85**: 11; **86**: 166; **95**: 146.
Kress, C.: **90**: 63; **95**: 311.
Krieger, D.: **96**: 347.
Krieger, H.: **96**: 246.
Krieken, P. J. van: **93**: 287, 351, 461.
Kritsiotis, D.: **96**: 503.
Kropholler, J.: **88**: 194.
Krutzsch, W.: **94**: 354.
Krylov, N. B.: **90**: 423.
Kudriavtsev, V. N.: **91**: 336, 341, 342.
Kuhl, H.: **94**: 204.
Kuhl, L.: **95**: 192.
Kühner, R.: **87**: 162.
Kuijer, M.: **96**: 72; **97**: 341.
Kummer, K.: **93**: 352.
Kuner, C. B.: **91**: 240.
Kuokkanen, T.: **90**: 323.
Kuper, L.: **87**: 210.
Kuribayashi, T.: **92**: 338, 344.
Kurjiaka, K. M.: **91**: 492.
Kusuma Atmadja, M.: **97**: 339.
Kusumowidagdo, J. U.: **85**: 173.
Kuttab, J.: **93**: 302.
Kuyper, P. J.: **90**: 354; **95**: 207; **96**: 364.
Kwakwa, E. K.: **88**: 290; **89**: 396; **92**: 577; **95**: 106.
Kwiatkowska, B.: **86**: 200; **89**: 9, 13, 242; **91**: 222; **92**: 328; **93**: 263; **94**: 23; **95**: 179, 209; **96**: 32, 186; **97**: 38, 116, 193, 272, 273.

La Pradelle, G. de: **92**: 145.
La Rocca, U.: **95**: 23.
La Rosa, A. M.: **97**: 299.
La Rose, M.-C.: **86**: 172.
Labayle, H.: **88**: 390.
Labouz, M.-F.: **82/83**: 108; **86**: 130.
Lacerda, J. B. de: **90**: 25.
Lacharrière, G. de: **82/83**: 316; **89**: 10; **90**: 22, 28, 131, 178, 212, 356.
Lachs, M.: **81**: 12, 44, 45; **82/83**: 40, 186, 257, 317, 318; **84**: 16, 17, 22, 30, 35, 39, 43, 51, 130, 143, 154, 177, 182, 183, 186, 187, 213; **86**: 31; **87**: 14, 123, 282; **88**: 17, 20, 291, 328-330, 373; **89**: 10, 144; **90**: 20, 46, 301, 332, 355, 356; **91**: 155, 493, 494; **92**: 16, 30, 73, 167, 578; **93**: 23, 25, 26, 28, 33-36, 40; **94**: 19, 24, 163, 279; **95**: 24-26, 115; **96**: 68.
Ladan, A. M.: **93**: 264.
Lafferranderie, G.: **97**: 286.
Laghmani, S.: **95**: 47, 97, 291, 304, 312; **96**: 25, 196, 463, 492, 504; **97**: 37, 378, 395, 404.
Lagoni, R.: **82/83**: 83; **84**: 162; **90**: 227; **91**: 276; **96**: 303.
Lailach, M.: **96**: 175; **97**: 371.
Laing, E. A.: **92**: 230.
Lambert, J. J.: **90**: 445.
Lambert, Y.: **94**: 247.
Lamberti Zanardi, P.: **88**: 391.
Lamm, V.: **81**: 62; **86**: 54; **96**: 79, 80.
Lammers, J. G.: **81**: 118; **92**: 429; **93**: 335, 336; **97**: 65.
Lampe, W. H.: **92**: 329.
Landis, E. S.: **88**: 153.
Lanfranchi, M.-P.: **97**: 144.
Lang, C.: **91**: 82; **95**: 52.
Langavant, E.: **82/83**: 234; **86**: 201.
Langeraar, W.: **86**: 202, 203; **89**: 243.
Langford, S. R.: **88**: 236, 237; **90**: 228.
Langkeit, J.: **91**: 190.
Lanz, M.: **86**: 55.
Lapidoth, R.: **87**: 242; **88**: 137; **93**: 187, 379.
Lara Brozzesi, C.: **97**: 274, 275.
Laroui, A.: **90**: 166.
Larschan, B.: **86**: 227.
Larson, D. L.: **91**: 191, 277; **94**: 205.
Lascombe, M.: **97**: 206.
Lasswell, H. D.: **92**: 579; **94**: 188.
Latham Brown, D. J.: **94**: 133.
Lattanzi, F.: **92**: 117; **94**: 236.
Lattion, R.: **86**: 204.
Lau, K.: **91**: 312.
Laursen, F.: **92**: 330; **93**: 265.
Lauterpacht, E.: **81**: 22, 65, 77; **86**: 77, 89; **87**: 45; **88**: 66; **90**: 56, 71; **91**: 86, 90, 100, 105, 391, 405; **92**: 110; **93**: 90, 91; **94**: 74, 84, 94, 99, 106; **96**: 115, 138, 140, 141, 143, 394; **97**: 66, 111.
Lauterpacht, H.: **81**: 19; **87**: 21; **97**: 61-64, 66-69.
Lavalle, R.: **85**: 69; **93**: 424.
Laveissiere, J.: **85**: 194.
Laviec, J.-P.: **85**: 211.
Lawless, R.: **89**: 73, 74.
Lawrey, A.: **93**: 188.
Lawson, E.: **96**: 331.
Lawson, K. L.: **82/83**: 235.
Le Bouthillier, Y.: **92**: 580.
Le Jeune, P.: **95**: 314.
Leanza, U.: **88**: 56, 198, 199, 203, 211, 213, 217, 222, 244, 250, 251, 260, 261; **89**: 245; **90**: 229; **91**: 256, 260, 262, 305; **93**: 248; **94**: 206-208; **95**: 180.
LeBlanc, L. J.: **87**: 211; **89**: 280; **91**: 338; **92**: 386.
Leben, C.: **90**: 26.
Lee, E. G.: **88**: 18.
Lee, L. T.: **86**: 219; **91**: 233.
Lee, R. S.: **92**: 462; **97**: 10, 11, 13, 14, 17, 21, 30, 33, 39, 41, 54, 58, 72, 84, 316.
Lee, S.-H.: **91**: 279.
Lee, W.: **91**: 280.
Leech, N. E.: **84**: 137; **88**: 126, 127.

Lefeber, R.: **91**: 223; **92**: 224, 573, 613, 615; **93**: 176, 182, 185, 189, 207, 444; **96**: 252, 365.
Legault, L. H.: **85**: 74-76; **93**: 266.
Lehrman, J. M.: **87**: 74.
Lehto, M.: **96**: 302.
Leibler, A.: **93**: 462.
Leich, M. N.: **88**: 50; *voir aussi/see also* Nash (Leich), M.
Leigh, K.: **96**: 374.
Leigh, M.: **81**: 75; **82/83**: 44; **84**: 115; **85**: 114; **86**: 96; **87**: 56, 61; **92**: 200.
Lejeune, Y.: **87**: 145.
Lemoine, J.: **95**: 271.
Lenze, F.: **93**: 52.
Lerner, N.: **91**: 321; **93**: 189.
Lester, A.: **88**: 271.
Leuprecht, P.: **92**: 368.
Leven, E.: **93**: 441.
Levi, W.: **84**: 131.
Levie, H. S.: **84**: 147; **92**: 582.
Levrat, N.: **90**: 272.
Lew, J. D. M.: **88**: 313.
Lewin, A.: **90**: 196; **97**: 55.
Lewin, D. B.: **82/83**: 258.
Li, Y.: **94**: 209.
Li, Z.: **85**: 19.
Licari, T.: **82/83**: 74.
Liebert, W.: **97**: 178.
Lieblich, W. C.: **91**: 349.
Lijnzaad, L.: **95**: 193.
Lilje-Jensen, J.: **96**: 304.
Lillich, R. B.: **81**: 167; **84**: 176; **88**: 303; **89**: 307, 313; **92**: 72, 76, 88, 102, 369, 435; **93**: 39; **96**: 332, 333; **97**: 338.
Liñan Nogueras, D. J.: **93**: 380.
Lindemann, H. H.: **84**: 172.
Linnan, D. K.: **91**: 378; **92**: 583.
Lippman, M.: **94**: 238.
Lister, F. K.: **97**: 387.
Lizares, E. P.: **85**: 212.
Lizzi, M.: **92**: 63.
Llanos Mansilla, H.: **81**: 113; **85**: 144; **94**: 334.
Lloyd, A. M.: **95**: 130.
Lloyd, D. O.: **95**: 272.
Lloyd, L.: **85**: 17.
Lloyd, S.: **91**: 79.
Loaeza Tovar, E. M.: **84**: 40.
Loeper, S.: **85**: 115.
Logan, R. G.: **88**: 389.
Logue, J. J.: **82/83**: 304.
Longchamps de Bérier, F.: **97**: 319.
Lorinser, B.: **96**: 442.
Lotilla, R. P. M.: **91**: 350.
Loucaides, L. K.: **89**: 273.
Louis-Jacques, L.: **96**: 473.
Low, L.: **95**: 315.
Lowe, A. V.: **84**: 159; **88**: 238; **89**: 176, 222; **90**: 446, 447; **92**: 118; **93**: 267.
Lowe, J. C.: **91**: 352.
Lowe, V.: **89**: 247; **92**: 201; **94**: 146, 152, 170, 176, 226, 235, 282, 345; **95**: 81; **96**: 305, 398; **97**: 7, 8, 16, 24, 25, 27, 29, 32, 34-36, 40, 42-47, 49, 51, 52, 75, 76, 79, 82, 83, 85, 87, 88, 90, 111, 245, 272.
Lowenfeld, A. F.: **93**: 381.
Luard, E.: **89**: 367; **90**: 448; **94**: 319.
Lucchini, L.: **91**: 281; **93**: 268, 269.
Ludwig, N. A.: **97**: 249.
Lujan Flores, M. del: **96**: 233.
Lukashuk, I. I.: **89**: 199; **92**: 268; **96**: 240.
Lumb, R. D.: **82/83**: 236.
Lutz, R. E.: **91**: 11; **92**: 17.
Lyall, F.: **90**: 257.
Lynch, T. P.: **84**: 125.
Lyons, G. M.: **95**: 146.
Lysén, G.: **94**: 177.
Lyster, S.: **87**: 214.

Ma, Y. J.: **84**: 163; **85**: 195.
Maas Geesteranus, G. W.: **90**: 193.
Mabie, J.: **85**: 170.
McAuliffe, C.: **94**: 15.
McCaffrey, S. C.: **91**: 175; **93**: 270.
McCarney, R. A.: **82/83**: 259.
McClanahan, G. V.: **90**: 191.
McClane, J. B.: **91**: 176.
McCormack, T. L. H.: **91**: 496; **97**: 179, 180, 300.
McCorquodale, R.: **89**: 177; **90**: 87; **92**: 163; **94**: 164; **96**: 202; **97**: 224, 290.
McCoubrey, H.: **90**: 273; **91**: 512; **93**: 463.
McCoy, B. J.: **81**: 87.
McDade, P. V.: **85**: 174; **88**: 243; **89**: 290.
MacDonald, C. G.: **84**: 164.
MacDonald, R. St. J.: **88**: 78, 138; **91**: 36, 459; **92**: 463, 584, 585; **93**: 44; **94**: 38, 52, 137, 140, 163, 196, 198, 274, 290, 315; **95**: 273; **96**: 33.
McDonald, S.: **91**: 282.
McDorman, T. L.: **85**: 77; **88**: 54; **89**: 248; **90**: 230.
McDougal, M.: **86**: 131; **87**: 192; **90**: 449; **92**: 579; **94**: 188.
McGarity, T. O.: **94**: 261.
McGaw, R. L.: **91**: 257.
MacGibbon, I.: **82/83**: 86, 187.
McGinley, G. P.: **85**: 94; **86**: 187; **93**: 107, 382.
McGoldrick, D.: **91**: 322; **94**: 226; **96**: 334.
McHugh, P. D.: **86**: 87.
Mack, C. E.: **95**: 131.
McKeon, R. W.: **91**: 122.
McKibben, L. A.: **93**: 190.

McKinnon, F.: **91**: 497.
McLaughlin, W. T.: **84**: 41; **85**: 43.
McLean, R. M.: **91**: 156.
McLean, W. O.: **89**: 249.
McLoughlin, J.: **94**: 248.
McNamara, P.: **85**: 213.
McNeill, J. H.: **92**: 464; **97**: 181, 182.
MacPherson, B. F.: **94**: 13.
McRae, D. M.: **82/83**: 151; **84**: 90, 165; **85**: 76; **94**: 54.
McWhinney, E.: **81**: 114; **82/83**: 14, 168; **84**: 213; **85**: 29, 78, 145, 246; **86**: 26; **87**: 7, 261, 262; **88**: 18, 24, 124; **89**: 30, 44, 89, 413; **90**: 8, 289; **91**: 12-14, 30, 460; **92**: 31, 393, 465, 528, 586, 587; **93**: 30, 31, 108; **94**: 280; **95**: 9, 25, 227; **96**: 34, 68.
Madakou, A.: **89**: 66.
Maffei, M. C.: **93**: 93.
Magiera, S.: **82/83**: 84.
Magliveras, K. D.: **92**: 551.
Maguire, J. R.: **82/83**: 198.
Mahajan, H.: **86**: 166.
Mahalu, C. R.: **91**: 323.
Mahinga, J.-G.: **92**: 370.
Mahmoudi, S.: **91**: 177, 283; **92**: 288, 333; **94**: 177; **97**: 145.
Maidoka, A.: **95**: 10.
Maier, H. G.: **87**: 86, 115.
Maison, R.: **94**: 111.
Majid, A. A.: **87**: 163.
Major, M.-F.: **92**: 588.
Makarczyk, J.: **84**: 17; **88**: 292; **94**: 24; **96**: 35.
Makonnen, Y.: **84**: 148; **88**: 154.
Malanczuk, P.: **93**: 464; **96**: 324.
Malawer, S. S.: **88**: 79.
Malekian, F.: **87**: 124; **94**: 239.
Malintoppi, A.: **90**: 47.
Malinverni, G.: **92**: 466, 467.
Maljean-Dubois, S.: **97**: 122.
Malkassian, R. M.: **82/83**: 307.
Malloy, M. P.: **85**: 9, 116; **86**: 185.
Malone, L. A.: **96**: 366.
Maluwa, T.: **88**: 183; **89**: 326; **90**: 357; **91**: 107; **93**: 219; **95**: 116.
Malvia, R. A.: **90**: 324.
Mangård, N.: **92**: 468.
Mango, A.: **87**: 44.
Mangoldt, H. von: **82/83**: 66; **96**: 461.
Mangone, G. J.: **85**: 257; **89**: 250; **91**: 284.
Mani, V. S.: **81**: 46; **87**: 260, 262; **92**: 469; **94**: 134; **96**: 325, 443, 505.
Manin, A.: **90**: 413; **97**: 372.
Manin, P.: **88**: 184.
Mann, F. A.: **90**: 128; **92**: 103.
Manner, E. J.: **88**: 239.
Mapp, W.: **93**: 383.
Marafino, J.: **93**: 132.
Marauhn, T.: **92**: 589; **94**: 355; **97**: 309.
Marchán, J.: **92**: 360.
Marchisio, S.: **91**: 351.
Marin López, A.: **87**: 235; **88**: 240; **94**: 210.
Marino Menéndez, F. M.: **87**: 220; **93**: 353, 384.
Marion, L. C.: **95**: 38.
Maris, G. L.: **85**: 146.
Marotta Rangel, V.: **81**: 13; **85**: 222; **88**: 241, 242; **89**: 88.
Marriott, A.: **95**: 233.
Marsh, J. E.: **85**: 196.
Marston, G.: **90**: 129; **94**: 281; **97**: 40.
Martenczuk, B.: **96**: 444.
Martha, R. S. J.: **85**: 175; **97**: 320.
Martin, P.-M.: **86**: 107; **95**: 107.
Martin, W.: **93**: 232.
Martin Martinez, M. M.: **96**: 474.
Martinez Sanseroni, L.: **85**: 249.
Mascle, G.: **86**: 97.
Mason, C. M.: **82/83**: 224.
Massey, S. C.: **92**: 402.
Mastanduno, M.: **95**: 146.
Mastrojeni, G.: **93**: 385.
Matheson, M. J.: **97**: 146.
Mathys, F. A.: **88**: 163.
Matlin, D. F.: **91**: 192.
Matscher, F.: **82/83**: 54; **88**: 267, 272, 276.
Matsui, Y.: **90**: 325; **95**: 316.
Matsuura, K.: **93**: 425.
Mattarollo, R.: **87**: 87.
Mattler, M. J.: **95**: 317.
Mavroidis, P. C.: **95**: 208.
Mavungu, M.-di N.: **88**: 331; **92**: 472.
Mayall, J.: **92**: 590.
Mazilu, D.: **90**: 109, 111; **91**: 116; **92**: 111.
Mazzawi, M. E.: **97**: 243.
Mbaye, K.: **88**: 23; **90**: 302.
Medina Quiroga, C.: **88**: 272.
Meese, R.: **96**: 73, 85, 233, 234, 347, 387, 389, 409, 480.
Mehdi, R.: **96**: 275.
Meijers, H.: **88**: 139.
Meinardus, R.: **88**: 155.
Meindersma, C.: **95**: 318.
Melo, A. L.: **85**: 197.
Mendelson, M. H.: **87**: 36; **88**: 245; **90**: 64, 197; **91**: 224, 379; **92**: 96, 231; **95**: 147; **96**: 253; **97**: 16, 216, 217.
Mendlovitz, S. H.: **85**: 11; **92**: 526; **95**: 89.
Menefee, S. P.: **93**: 271.
Meng, Q.: **88**: 293.
Mengel, H.-J.: **82/83**: 260.
Menk, T. M.: **92**: 465.
Menon, P. K.: **86**: 167; **88**: 185; **90**: 451; **92**: 232, 297; **93**: 233; **94**: 335; **95**: 132.

Mensah, T. A.: **97**: 281, 282, 339.
Merchant, A.: **84**: 75.
Merciai, P.: **94**: 249.
Meron, T.: **86**: 217; **87**: 136, 207, 263; **90**: 274; **91**: 324; **92**: 269; **96**: 348, 506.
Merrills, J. G.: **81**: 41, 139; **84**: 27; **85**: 223; **92**: 473; **93**: 303; **94**: 282; **95**: 36, 42; **97**: 154.
Meyer, L. H.: **90**: 17.
Meyer, M. A.: **93**: 456.
Meyrowitz, E. L.: **88**: 392.
Meyrowitz, H.: **92**: 591.
Mfodwo, S. K. B.: **91**: 285.
Miaja de la Muela, A.: **82/83**: 319.
Miall, H.: **93**: 386.
Michael, H.: **91**: 225.
Michaels, P. S.: **88**: 164.
Michalska, A.: **90**: 275.
Mico, J.: **95**: 163.
Migliorino, L.: **92**: 474.
Mijs, W.: **94**: 10, 279, 280.
Mik, C.: **95**: 194.
Mikołajczyk, B.: **95**: 195.
Milan, S. S.: **91**: 286.
Miles, E. L.: **92**: 338, 344; **94**: 207, 220; **96**: 308.
Millan Moro, L.: **92**: 168; **94**: 20.
Miller, A. J.: **96**: 399.
Miller, J.: **93**: 220.
Miller, J. C.: **94**: 188.
Milles, J.: **89**: 14.
Millet, A.-S.: **97**: 147.
Minagawa, T.: **81**: 74, 101; **84**: 83, 91; **85**: 67.
Mindaoudou, D. A.: **95**: 148.
Mirfendereski, G.: **86**: 227.
Mitra, B.: **88**: 360.
Mitterrand, F.: **84**: 20.
Miyoshi, M.: **95**: 117.
Mo, S.: **88**: 246.
Modabber, Z.: **89**: 90.
Mohr, M.: **92**: 570; **97**: 183-185.
Molitor, M. R.: **85**: 158.
Moller, E. K.: **89**: 291.
Monaco, R.: **81**: 63; **82/83**: 261; **84**: 186; **87**: 272; **90**: 27.
Monahan, L.: **89**: 73, 74.
Moncayo, G. R.: **89**: 292; **95**: 228.
Money, R. E.: **93**: 234.
Monnier, J.: **82/83**: 262.
Monterde de Fez, C.: **97**: 373.
Montero, E.: **89**: 91.
Montiel Argüello, A.: **94**: 58.
Moore, A. F.: **94**: 16.
Moore, J. B.: **90**: 25.
Moore, J. N.: **86**: 252, 253; **87**: 88, 154; **88**: 77; **90**: 181, 452; **92**: 270, 369, 592-594; **94**: 283; **96**: 306, 318, 319, 323.
Morales Paul, I.: **89**: 327.
Morell, J. B.: **92**: 334.
Morelli, E.: **89**: 251.
Morelli, G.: **81**: 88; **82/83**: 55, 75; **84**: 51, 52; **85**: 118; **88**: 30, 332; **90**: 23, 24, 27; **92**: 475.
Morgan, C. A.: **89**: 398.
Morgan, E. M.: **88**: 165; **89**: 162.
Morgan, J. R.: **89**: 269; **90**: 217.
Morgenstern, F.: **87**: 273.
Morin, J.-Y.: **88**: 166; **89**: 145; **94**: 227.
Morin, M.: **92**: 580.
Morris, D. S.: **92**: 271.
Morris, G. T.: **87**: 146.
Morris, M. A.: **89**: 252.
Morris, V.: **96**: 349.
Morrison, F. L.: **86**: 46; **87**: 99; **88**: 31; **91**: 406; **96**: 400.
Mosconi, F.: **90**: 358.
Mosler, H.: **81**: 14, 47; **82/83**: 14, 33, 36, 46, 53, 63, 66, 67, 71, 72, 76, 186, 217, 263, 264, 269, 302; **84**: 35; **85**: 147; **86**:163; **87**: 20, 137; **89**: 31, 328, 329; **90**: 444; **95**: 22.
Mosquera Irurita, T.: **90**: 9.
Moss, J. J.: **91**: 407.
Moss, R. S.: **86**: 205; **87**: 193.
Mostafa, M. M.: **84**: 152.
Mothersson, K.: **95**: 319.
Motshabi, K.: **92**: 595.
Mouelle Kombi, N.: **96**: 119.
Mouri, A.: **94**: 284.
Mouton, J.-D.: **94**: 165.
Moyano Bonilla, C.: **86**: 188.
Moynihan, D. P.: **86**: 47, 50; **91**: 157.
Mrázek, J.: **88**: 393; **91**: 498.
Mtango, E. E. E.: **87**: 194.
Mthombeni, M.: **93**: 304.
Mtopa, A. M.: **92**: 234.
Mubiala, M.: **95**: 11, 149, 150.
Muller, H.: **96**: 176.
Müller, J. W.: **93**: 425; **97**: 374.
Muller, A. S.: **95**: 274; **96**: 5, 9, 17, 21, 28, 31, 36, 39, 45, 47-49, 74-77, 86, 208; **97**: 123.
Muller, S.: **91**: 158; **94**: 10, 279, 280.
Mullerson, R. A.: **88**: 81; **89**: 157; **90**: 133, 276, 453; **92**: 272, 596, 597; **93**: 191, 192; **94**: 150; **96**: 200, 240, 383, 507.
Munavvar, M.: **89**: 293; **95**: 182.
Munnelly, R. J.: **89**: 274.
Munson, V. J.: **81**: 89.
Murphy, C.: **93**: 426.
Murphy, J. F.: **82/83**: 320; **95**: 320.
Murphy, S. D.: **95**: 275; **97**: 405.
Murthy, C. S. R.: **87**: 260, 262.
Murty, B. S.: **89**: 188.
Murty, T. S.: **94**: 166.
Musgrave, T. D.: **97**: 225.
Mushkat, R.: **88**: 394; **92**: 235; **93**: 337.
Mussehl, R. C.: **90**: 33.

Myers, P. R.: **93**: 440; **94**: 336.
Myier, E. P. J.: **91**: 499; **96**: 401.
Myren, R. S.: **91**: 500.

Nacimiento, G.: **97**: 291.
Nafziger, J. A. R.: **85**: 10; **86**: 160; **88**: 273; **90**: 277; **92**: 236.
Nagaamine, Y.: **97**: 56.
Nagy, K.: **90**: 454; **92**: 598; **96**: 508.
Nahlik, S. E.: **88**: 140; **91**: 234, 241.
Naldi, G. J.: **86**: 108; **87**: 57; **90**: 424; **91**: 327; **95**: 61; **97**: 226.
Nanda, V. P.: **85**: 119; **91**: 352; **92**: 273.
Nandan, S. N.: **89**: 253; **91**: 287; **92**: 335, 336; **93**: 286.
Napel, H.-M. ten: **89**: 312; **91**: 339.
Narasimhan, C. V.: **90**: 414.
Nash (Leich), M.: **96**: 212, *voir aussi see also* Leich, M. N.
Nathan, E.: **89**: 163.
Naumovic, N. B.: **93**: 47.
Nawaz, M. K.: **96**: 103.
Neale, A. D.: **89**: 294.
Neff, S. C.: **89**: 295; **91**: 353.
Nelson, L. D. M.: **81**: 140; **89**: 254; **90**: 231.
Nelson, R. W.: **86**: 245.
Nelson, S. C.: **90**: 33.
Nesi, G.: **92**: 337; **96**: 270.
Nettesheim, M.: **96**: 271.
Neuhaus, M.: **82/83**: 122.
Neuhold, H.: **88**: 194.
Newman, F. C.: **92**: 371, 372; **96**: 333.
Newsom, D. D.: **92**: 483.
Newton, W. F.: **82/83**: 237.
Ney, M. C.: **89**: 399.
Ngantcha, F.: **89**: 255; **90**: 232.
Nguyen, H. T.: **91**: 354.
Nguyen, Q. D.: **93**: 147.
Ni, Z.: **89**: 10; **91**: 40.
Nichols, D. B.: **87**: 195.
Nichols, S.: **85**: 79.
Nied, G. D.: **82/83**: 152.
Nieto-Navia, R.: **88**: 274; **93**: 387; **94**: 228; **96**: 402.
Nigam, N. S.: **97**: 222.
Nikken, P.: **90**: 278.
Nirmal, B. C.: **90**: 279; **91**: 41; **93**: 32.
Nishida, T.: **89**: 38.
Niyungeko, G.: **94**: 53.
Nollkaemper, A.: **94**: 211.
Nolte, G.: **93**: 193.
Noortmann, M.: **95**: 12, 82.
Nordquist, M. H.: **90**: 251; **96**: 306, 318, 319, 323.
Norman, A.: **85**: 258.
Norton, J. J.: **88**: 25, 113, 286.
Norton, P. M.: **87**: 90; **91**: 408.
Nouvel, Y.: **97**: 301.
Nowak, J.: **88**: 182.
Nowak, M.: **92**: 373.
Noyes, J. E.: **89**: 308; **91**: 501; **95**: 159; **96**: 306; **97**: 379.
Nyangoni, W. W.: **87**: 264.

O'Brien, J. C.: **93**: 388.
O'Connell, D. P.: **82/83**: 239.
O'Connell, M. E.: **91**: 83; **92**: 50; **93**: 338, 466; **96**: 403.
O'Connor, J. F.: **91**: 178.
O'Keefe, C.: **90**: 303.
O'Meara, R. L.: **85**: 120.
Obradovic, K.: **88**: 275.
Oda, S.: **82/83**: 41, 76; **84**: 28, 29, 32, 132, 187; **85**: 53; **87**: 27, 125; **88**: 7, 8, 11, 247; **89**: 57, 256; **92**: 338; **93**: 17, 30, 31; **94**: 23; **95**: 13, 183; **97**: 87.
Oellers-Frahm, K.: **81**: 56, 81; **82/83**: 77, 109, 153, 265; **84**: 97; **85**: 218, 224; **87**: 28; **89**: 76, 78, 81; **90**: 34; **91**: 96, 409; **92**: 476; **93**: 76, 123, 124; **94**: 90, 98; **95**: 201, 229.
Oeser, E.: **92**: 481, 482.
Oestboel, R.: **84**: 84.
Oestreich, G.: **90**: 280.
Østreng, W.: **92**: 265, 285.
Oeter, S.: **86**: 168; **89**: 400; **92**: 237; **93**: 467.
Özgur, Ö. A.: **85**: 259.
Ofodile, A. C.: **95**: 151.
Ofosu-Amaah, G. K. A.: **91**: 288; **92**: 339.
Ofuatey-Kodjoe, W.: **94**: 320; **95**: 133.
Okafor, O. C.: **97**: 207.
Okuda, Y.: **88**: 186.
Okwu-Okafor, O. C.: **95**: 134.
Olivares, G.: **92**: 69.
Oliver, C. T.: **82/83**: 42; **84**: 137; **88**: 25, 126, 127; **92**: 274, 275.
Olivier, M.: **90**: 167.
Olmstead, C. J.: **86**: 171; **87**: 265.
Olwan, M. Y.: **92**: 340, 341.
Omara, O. K.: **97**: 342.
Oomen, A. L. C. M.: **90**: 168.
Oppenheimer, A. G.: **96**: 115, 138, 140, 141, 143, 394.
Oraison, A.: **91**: 193; **96**: 37.
Ord, J. S.: **96**: 255.
Ordoñez, S.: **97**: 343.
Orford, A.: **96**: 509.
Orihuela Calatayud, E.: **88**: 55; **89**: 58; **91**: 289, 410; **93**: 468; **96**: 307.
Orkin, M.: **92**: 566, 595, 600.
Orrego Vicuña, F.: **89**: 178, 257; **90**: 234; **91**: 411; **93**: 272, 427.
Ortega, D.: **90**: 182.
Ortega Carcelén, M. C.: **88**: 141; **92**: 601; **96**: 446; **97**: 208.
Ortiz Ahlf, L.: **90**: 65.

Osieke, E.: **82/83**: 308.
Osintsev, Yu. V.: **88**: 52.
Osmańczyk, E. J.: **92**: 529.
Ostrihansky, R.: **88**: 12, 82; **90**: 40; **91**: 15; **92**: 111, 477.
Othman-Chande, M.: **92**: 602.
Otis, G.: **86**: 246.
Ott, D. H.: **87**: 126.
Otto, D.: **94**: 356.
Oude Elferink, A. G.: **94**: 212.
Ouguergouz, F.: **93**: 305; **94**: 229.
Owada, H.: **84**: 132; **85**: 123; **86**: 132; **87**: 125; **96**: 308.
Oxman, B. H.: **89**: 330; **92**: 430; **93**: 273; **95**: 184; **96**: 309; **97**: 339.
Ozaeta, H. S.: **90**: 429.

Paasivirta, E.: **91**: 194; **92**: 478.
Paik, J.-H.: **90**: 235, 236.
Pak, C. Y.: **88**: 248.
Palchetti, P.: **96**: 447.
Palmer, G. W. R.: **89**: 331; **91**: 495; **92**: 404; **96**: 359, 360.
Palmisano, G.: **94**: 262.
Pambou Tchivounda, G.: **90**: 304.
Panhuys, H. F. van: **81**: 45, 118.
Pannatier, S.: **97**: 277.
Pannenborg, Ch. O.: **93**: 287, 351, 461.
Panzera, A. F.: **81**: 170.
Paolillo, F.: **93**: 274.
Papachristou, A.: **81**: 90.
Papacostas, A.-B. N.: **89**: 332.
Papakosta, E.: **88**: 249.
Pardo López, D.: **95**: 49.
Parisi, N.: **88**: 374; **94**: 240.
Park, C.: **89**: 221, 241, 258; **90**: 236; **96**: 308.
Park, J. K.: **89**: 221, 241, 258.
Park, K.-G.: **91**: 195.
Park, N.: **87**: 127.
Parker, K.: **89**: 275; **94**: 357.
Parra Aranguren, G.: **96**: 63.
Parry, C.: **86**: 156.
Parsons, A.: **96**: 448.
Partan, D. G.: **85**: 11.
Partington, E. A.: **89**: 179.
Pasternak, S.: **95**: 276.
Pastor, R. A.: **89**: 180.
Pastor Ridruejo, J. A.: **85**: 148; **93**: 275; **94**: 42, 213.
Patel, F.: **91**: 340, 483.
Pathak, R. S.: **93**: 6, 11, 12, 15, 18, 29, 32, 37, 140, 156, 158, 369, 474.
Patil, A. V.: **92**: 530.
Paton, P. D.: **96**: 213.
Patterson, C.: **96**: 449.
Pattyn, E.: **94**: 43.
Paust, J. J.: **91**: 179, 337; **92**: 202; **96**: 214, 335; **97**: 302.
Pauw, F. de: **94**: 44.
Pauwels, A.: **94**: 45.
Pauwelyn, J.: **97**: 327.
Pax, T. J.: **85**: 124; **86**: 133.
Paye, O.: **96**: 510.
Payne, B. A.: **94**: 167.
Pazarci, H.: **84**: 166; **85**: 198; **88**: 250, 251; **89**: 181; **97**: 235, 244.
Pazartzis, P.: **92**: 479; **97**: 78.
Pazzanita, A. G.: **85**: 250; **94**: 168.
Pease, K.-K.: **93**: 469.
Peck, C.: **96**: 404; **97**: 10, 11, 13, 14, 17, 21, 30, 33, 39, 41, 54, 58, 72, 84, 316.
Peeters, A. M.: **85**: 199.
Peláez Marón, J. M.: **93**: 148; **94**: 178, 358.
Pellet, A.: **82/83**: 309, 310; **85**: 149, 243; **89**: 15; **91**: 454; **92**: 170, 405, 406, 480; **93**: 147; **94**: 250; **95**: 277, 278; **96**: 254, 450, 451.
Pellonpää, M.: **94**: 285.
Peñaranda, A.: **86**: 249; **90**: 144.
Penna, D. R.: **92**: 604.
Pentz, P. A.: **88**: 167.
Perelman, Ch.: **81**: 44.
Perez, A. F.: **96**: 452; **97**: 73.
Pérez de Cuéllar, J.: **91**: 462; **92**: 18.
Pérez Montero, J.: **89**: 28, 32, 88, 327, 408.
Perkins, J. A.: **87**: 155.
Pernice, I.: **88**: 187.
Perrin, G.: **86**: 16, 20, 53.
Perritano, J. A.: **90**: 326.
Perruchoud, R.: **84**: 24; **89**: 24.
Pescatore, P.: **86**: 228; **87**: 37; **89**: 202, 409.
Peter, C. M.: **88**: 333.
Peters, M. B.: **90**: 305.
Peters, P.: **84**: 167; **89**: 285, 401; **90**: 287, 295, 309, 310, 314; **92**: 298; **97**: 321.
Petersmann, E.-U.: **97**: 322.
Peterson, M. J.: **88**: 361, 395.
Petzold, H.: **88**: 267, 272, 276.
Pfirter de Armas Barea, F. M.: **89**: 184.
Pharand, D.: **85**: 200; **86**: 206; **88**: 252; **89**: 182; **93**: 248.
Pheko, S. E. M.: **92**: 238.
Philip, C.: **87**: 236.
Philipp, C.: **93**: 63; **95**: 293.
Phillips, M. C.: **90**: 169.
Pickersgill, D.: **93**: 232.
Picone, P.: **96**: 152, 278.
Pieterse, H.: **91**: 196.
Pigrau i Solé, A.: **90**: 170; **94**: 241.
Piguet, C.: **88**: 304.
Pilgrim, C. M.: **92**: 407.
Pillepich, A.: **85**: 243; **87**: 16; **91**: 454.
Pineschi, L.: **89**: 296.
Pingel-Lenuzza, I.: **96**: 146.

Piñol i Rull, J. L.: **88**: 83; **96**: 479.
Pinto, M. C. W.: **90**: 360, 371, 384; **96**: 234.
Pinto, R.: **86**: 173; **89**: 118, 183.
Piotrowicz, R. W.: **92**: 310; **97**: 218.
Piran, H.: **96**: 367.
Pisana, S. M.: **86**: 98.
Pisillo Mazzeschi, R.: **85**: 176; **93**: 354, 355.
Pistorius, T.: **88**: 188.
Piza Escalante, R. E.: **94**: 151.
Plano, J. C.: **94**: 321.
Plant, G.: **87**: 29; **92**: 387, 396, 400, 408.
Plantey, A.: **82/83**: 212; **87**: 159; **95**: 7.
Playfair, E.: **93**: 221, 301, 302.
Plender, R.: **88**: 189; **93**: 41.
Plesmann, W.: **93**: 276.
Poblador, A. J.: **82/83**: 321.
Pocar, F.: **88**: 334; **96**: 336.
Poe Leggette, L.: **86**: 214.
Poeggel, W.: **92**: 481, 482.
Pogany, I. S.: **88**: 385, 396; **95**: 279.
Pogge, T. W.: **92**: 605.
Polakiewicz, J. G.: **91**: 380; **94**: 230.
Politakis, G. P.: **91**: 502; **93**: 470; **94**: 83, 104; **97**: 278, 406.
Politi, M.: **91**: 381; **93**: 356.
Pomerance, M.: **82/83**: 199; **89**: 25; **96**: 38, 86.
Pons Rafols, F.-X.: **92**: 112; **95**: 280.
Ponte Iglesias, M. T.: **93**: 357.
Pontecorvo, G.: **88**: 255.
Poort, T.: **91**: 328.
Popa, R.: **91**: 510.
Post, H. H. G.: **87**: 143; **90**: 361; **95**: 322; **96**: 120, 511; **97**: 148, 186, 245.
Potobsky, G. von: **96**: 326.
Pott, H.: **92**: 299.
Poulantzas, N. M.: **85**: 20; **94**: 214.
Powell, L. F.: **82/83**: 43.
Pradhan, G. M.: **92**: 342.
Pratt, V. A.: **91**: 329.
Prattas, Z. J. C.: **91**: 290.
Prémont, D.: **88**: 308.
Prescott, J. R. V.: **86**: 207; **89**: 259; **90**: 237; **91**: 282.
Prieß, H.-J.: **90**: 363.
Prince, H. G.: **90**: 183.
Probst, R. R.: **88**: 335; **92**: 483.
Prott, L. V.: **84**: 18, 30; **90**: 306.
Provost, R.: **96**: 512; **97**: 407.
Przetacznik, F.: **82/83**: 213; **84**: 72; **86**: 74; **88**: 397; **91**: 235.
Puchala, D. J.: **85**: 245.
Puech, H.: **86**: 76.
Puente Egido, J.: **92**: 171.
Pueyo Losa, J.: **94**: 359.
Pugh, R. C.: **93**: 143.
Puri, R.: **85**: 201.

Qadeer, A.: **82/83**: 15.
Quaye, C. O.: **91**: 197.
Quel Lopez, J.: **92**: 300.
Queneudec, J.-P.: **82/83**: 110; **85**: 243; **88**: 63; **90**: 238, 239; **91**: 413, 454; **92**: 121; **93**: 194, 277; **96**: 405; **97**: 149.
Quigley, J.: **88**: 283, 305; **90**: 455; **91**: 159, 198; **92**: 172; **93**: 471; **95**: 323; **96**: 453.
Quintana Aranguren, J. J.: **91**: 53, 97; **92**: 19, 20, 65, 484; **94**: 135; **95**: 108; **96**: 39.
Qureshi, A. H.: **91**: 160.

Rabel, E.: **90**: 456.
Rabow, G.: **91**: 414.
Raby, J.: **89**: 402.
Rafat, A.: **82/83**: 123; **84**: 73.
Raftopoulos, E.: **95**: 160.
Raghavan, V.: **97**: 222.
Rahman, M.: **90**: 184.
Raić, D.: **96**: 5, 9, 17, 21, 28, 31, 36, 39, 45, 47-49, 74-77, 86, 208, 252.
Raileanu, I.: **91**: 76.
Rajan, M. S.: **87**: 260, 262.
Rajower, F.: **90**: 457.
Rama-Montaldo, M.: **97**: 292.
Rama Rao, S.: **81**: 64.
Ramcharan, B. G.: **87**: 221; **89**: 276, 309; **90**: 281; **92**: 173, 374, 531.
Ramon Chornet, C.: **96**: 156.
Ramonet, I.: **87**: 156.
Ramos-Horta, J.: **97**: 109.
Randelzhofer, A.: **88**: 310; **89**: 403.
Ranjeva, R.: **92**: 239, 240; **96**: 62.
Rashkow, B. C.: **85**: 80; **86**: 14.
Rasmussen, H.: **87**: 22, 23.
Ratner, S. R.: **91**: 98; **96**: 272.
Rauschning, D.: **88**: 310; **97**: 371.
Razavi, A.: **96**: 310.
Reagan, R.: **87**: 97.
Redden, K. R.: **95**: 17.
Redding, F. W.: **84**: 168.
Redgwell, C.: **95**: 161.
Reed, K. D.: **89**: 404.
Reed, L. W.: **95**: 141.
Rees, G. J.: **88**: 182.
Regout, R.: **88**: 278, 328.
Reichler, P. S.: **86**: 174; **88**: 77.
Reilly, D. M.: **97**: 343.
Reinisch, A.: **96**: 375.
Reisman, M.: **88**: 362.
Reisman, W. M.: **82/83**: 266; **84**: 149; **86**: 135; **87**: 30; **88**: 32; **89**: 16, 17, 185, 398, 406; **90**: 282; **92**: 343, 485, 607; **93**: 149, 428; **95**: 230, 313; **96**: 255, 454; **97**: 18.
Reismann, J.: **94**: 39.
Reiterer, M.: **86**: 220.

Rekik, M. H.: **85**: 68.
Remacha, J. R.: **85**: 18, 47.
Remiro Brotons, A.: **88**: 190.
Renninger, J. P.: **92**: 515, 521, 525.
Renteln, A. D.: **88**: 336.
Reshetov, Iu. A.: **91**: 341.
Ress, G.: **85**: 260; **89**: 200, 237, 284, 287, 328, 387, 394, 403; **97**: 252-257.
Reuland, R. C. F.: **90**: 185.
Reuter, P.: **81**: 10, 117; **84**: 133; **85**: 177; **86**: 208; **88**: 191; **89**: 201; **90**: 198; **91**: 477; **95**: 162, 163; **96**: 235.
Rey Caro, E. J.: **89**: 184; **94**: 59.
Reyes, R. V.: **90**: 429.
Reynaud, A.: **86**: 209.
Rezek, J. F.: **87**: 157.
Rhee, S.-M.: **81**: 110.
Rials, S.: **88**: 168.
Ribeiro, R.: **81**: 119, 127.
Rich, R.: **93**: 195.
Richardson, E. L.: **88**: 338.
Richardson, H. J.: **84**: 150.
Riedel, E.: **91**: 161; **93**: 159; **97**: 323, 375.
Riehl, F.: **91**: 472.
Rieman, A. M.: **90**: 199.
Riesenfeld, S. A.: **81**: 24.
Rigaldies, F.: **82/83**: 154, 188; **89**: 145.
Rigaux, F.: **93**: 306; **94**: 9, 147; **95**: 135.
Riggs, R. E.: **89**: 369; **94**: 321.
Righter, R.: **95**: 281.
Rijpkema, P. P.: **90**: 66.
Riphagen, W.: **87**: 26, 123, 138-140, 187, 201; **89**: 202; **94**: 22.
Riquelme Cortado, R. M.ª: **93**: 64; **94**: 76; **95**: 19.
Ris, M.: **91**: 242.
Risse, H.: **89**: 407.
Rittberger, V.: **96**: 461.
Riveros Marín, E.: **90**: 365.
Rivkin, D. B.: **92**: 608.
Rivlin, B.: **94**: 320.
Rizzo Romano, A. H.: **89**: 408.
Roach, J. A.: **96**: 311.
Robert, E.: **94**: 116; **96**: 368.
Roberts, A.: **88**: 48, 365; **90**: 146; **93**: 221; **94**: 322, 326.
Roberts, L. D.: **94**: 323.
Robertson, B.: **90**: 366.
Robertson, H. B.: **96**: 215, 312.
Robinson, D. R.: **85**: 80, 125; **88**: 33, 77.
Rocha, G. M.: **86**: 169.
Rochester, J. M.: **93**: 429.
Roderick, P.: **96**: 369.
Rodgers, P. E. J.: **82/83**: 240.
Rodley, N. S.: **87**: 208; **89**: 277; **93**: 307.
Rodriguez Carrion, A. J.: **94**: 73.
Rodriguez Cedeño, V.: **96**: 40.
Rodriguez Iglesias, G. C.: **87**: 128; **89**: 409.
Rodriguez Sastre, A.: **85**: 49, 221; **86**: 17, 181.
Roben, V.: **89**: 278; **90**: 13; **93**: 276, 365.
Roelandt, M.: **90**: 240.
Röling, B. V. A.: **81**: 91.
Roelofsen, C. G.: **96**: 513.
Roff, S. R.: **91**: 226.
Rogers, W. D.: **84**: 118.
Rogoff, M. A.: **86**: 82; **91**: 16; **95**: 231.
Rohrlich, P.: **86**: 166.
Roht-Arriaza, N.: **91**: 382; **95**: 196.
Roldán Barbero, J.: **90**: 67.
Ronzitti, N.: **85**: 165; **89**: 297, 391, 410; **90**: 450; **93**: 472; **97**: 150.
Rosas, A.: **92**: 431; **93**: 196.
Rose, S. A.: **91**: 291; **96**: 255.
Rosenbaum, A. S.: **93**: 318.
Rosenberg, D.: **89**: 119.
Rosenne, S.: **81**: 16, 48; **82/83**: 28, 29, 68, 217, 267; **85**: 13; **86**: 189; **87**: 10, 38; **88**: 9; **89**: 11, 15, 18, 19, 21, 25, 26, 31, 33, 40, 46, 56, 65, 72, 87, 89, 136, 158, 163, 201, 203-205, 230, 254, 271, 276, 310, 323, 334, 338, 376, 414; **90**: 10, 30, 251, 368; **91**: 4; **92**: 32; **93**: 150, 286; **94**: 10, 54, 60; **95**: 14, 77; **96**: 41-44, 82, 313, 350; **97**: 19, 51.
Rosenstock, R.: **95**: 202.
Ross, J. F. L.: **90**: 458.
Rossi, C. R.: **94**: 136.
Rossi, J. S.: **93**: 430.
Rossitto, A. M.: **88**: 177.
Rostow, N.: **86**: 175, 176; **96**: 475.
Rothbaum, W. P.: **93**: 317.
Rothwell, D. R.: **88**: 253; **95**: 145, 171; **96**: 273, 314.
Rottem, G.: **93**: 65.
Roucounas, E.: **91**: 243; **92**: 174; **94**: 286; **96**: 315, 351.
Rousseau, C.: **82/83**: 169; **86**: 16, 109; **87**: 49; **88**: 125; **91**: 17, 42; **92**: 146.
Rovine, A. W.: **88**: 33.
Rowe, P.: **94**: 347.
Rowles, J. P.: **86**: 136, 137, 177, 253; **87**: 154; **92**: 609.
Rowny, K.: **89**: 260.
Roy, N.: **91**: 292.
Royal, R.: **90**: 182, 452.
Royen, J. H. van: **91**: 493.
Royer, K. F.: **90**: 241.
Rozakis, C. L.: **84**: 8, 161; **87**: 196; **89**: 261; **97**: 279.
Rub, A.: **96**: 216.
Rubenstein, P.: **93**: 358.
Rubin, A. P.: **81**: 171; **82/83**: 124; **85**: 81, 119; **91**: 503; **92**: 375; **97**: 209.
Rubin, S. J.: **87**: 29.
Rubino-Sammartano, M.: **90**: 369, 370.
Rubinton, D. S.: **93**: 339.
Rubio Garcia, L.: **97**: 227.

Rucz, C.: **85**: 126; **96**: 256.
Ruda, J. M.: **89**: 37, 204; **90**: 462; **91**: 18; **92**: 22; **95**: 27, 109; **97**: 88.
Ruderman, B. L.: **89**: 262.
Rudolf, D.: **88**: 254.
Rudolf, W.: **88**: 142.
Ruf, W.: **96**: 257.
Ruiz, J. J.: **90**: 145.
Ruiz Colomé, M.ª A.: **94**: 95; **97**: 110.
Ruiz Fabri, H.: **92**: 203, 487; **93**: 278; **96**: 98; **97**: 100.
Ruiz Miguel, C.: **96**: 258.
Russbach, O.: **95**: 282.
Rutherford, J. P.: **81**: 167.
Ruzie, D.: **82/83**: 133; **87**: 129; **88**: 91; **89**: 46; **90**: 111; **92**: 175; **93**: 197, 431; **95**: 110; **96**: 406.
Ryan, K.: **92**: 276.
Ryan, K. W.: **84**: 134.
Ryan, S.: **92**: 241.
Rybakov, Y.: **89**: 146.

Saavedra Muguelar, A. de: **81**: 49; **86**: 17; **89**: 32.
Sabourin, P.: **85**: 30.
Sacerdoti, G.: **89**: 72, 298.
Sachariew, K.: **88**: 192, 306; **90**: 62, 307; **92**: 409.
Sadurska, R.: **88**: 398; **89**: 185; **91**: 383, 396.
Sahurie, E. J.: **92**: 277.
Saito, Y.: **84**: 135.
Saksena, K. P.: **93**: 432.
Salazar Sánchez, M.: **90**: 186.
Salkiewicz, E. S. A.: **86**: 59.
Salmon, J. J. A.: **82/83**: 322; **88**: 307, 399; **90**: 171; **91**: 384; **93**: 198.
Salo, J.: **93**: 199.
Sambo, D.: **93**: 200.
Sánchez, M. A.: **82/83**: 200.
Sánchez Rodriguez, L. I.: **82/83**: 111, 268; **88**: 64; **93**: 201; **94**: 179.
Sand, P. H.: **93**: 328.
Sanders, K.: **96**: 162.
Sandoz, Y.: **90**: 264, 270, 272, 322; **97**: 187, 188.
Sands, P.: **88**: 287; **93**: 48; **94**: 251; **96**: 369, 370; **97**: 101, 195.
Sanger, C.: **87**: 197.
Sanjosé Gil, A.: **91**: 385.
Sann, M.: **97**: 132.
Santiago, M. D.: **87**: 117.
Santis-Arenas, H.: **90**: 242.
Santos, A. Marques dos: **90**: 308.
Santoscoy, B.: **95**: 137.
Sapienza, R.: **92**: 278.
Sarin, M. L.: **82/83**: 201.
Sarpong, G. A.: **95**: 83.
Sassoli, M.: **91**: 162; **92**: 204.
Sathirathai, S.: **84**: 136; **87**: 131.
Sato, T.: **96**: 476.
Saunders, P. M.: **85**: 77.
Saura Estapà, J.: **96**: 316.
Sauvant, K. P.: **93**: 425.
Savadogo, L.: **97**: 228.
Saxena, J. N.: **88**: 315, 360.
Sbolci, L.: **96**: 287.
Schabas, W. A.: **93**: 473.
Schachte, W. L.: **93**: 279; **94**: 215, 216.
Schachter, O.: **81**: 25; **82/83**: 45, 269; **84**: 214; **85**: 150; **86**: 33, 34; **87**: 283; **88**: 255; **89**: 158, 411; **91**: 163, 227, 463; **92**: 176, 242, 243, 410; **93**: 34, 143, 202, 474; **94**: 287, 324; **95**: 133, 178, 184, 187, 211, 259, 267, 283, 285, 288, 320; **96**: 455; **97**: 376.
Schaffer, E. G.: **97**: 198.
Schaffer, R. P.: **82/83**: 218.
Scharf, M. P.: **96**: 349; **97**: 303.
Schaus, A.: **94**: 325.
Scheffer, D. J.: **90**: 459; **91**: 50; **92**: 98, 225, 261-264, 267-269, 272, 279, 284, 436, 445, 449, 464, 563, 569, 576, 597, 607, 608, 610-612, 617; **93**: 181, 475; **96**: 507.
Scheffran, J.: **97**: 178.
Schermers, H. G.: **88**: 276; **91**: 228, 415; **92**: 552, 553; **96**: 45, 72, 477.
Schiedermair, H.: **82/83**: 46.
Schindler, D.: **87**: 20, 280; **92**: 532; **95**: 324.
Schlag, M.: **92**: 280.
Schlochauer, H. J.: **82/83**: 16, 22, 67, 210, 246.
Schmal, S.: **95**: 284.
Schmandt, L. L.: **96**: 514.
Schmidt, M. G.: **90**: 243; **93**: 308.
Schmidt am Busch, B.: **93**: 235.
Schmulow, A. D.: **97**: 324.
Schneider, A. R. H.: **81**: 122.
Schneider, J.: **85**: 82; **90**: 216, 236, 237, 254.
Schoenberg, H. O.: **93**: 476.
Schofield, R. N.: **88**: 208, 237.
Schooley, H.: **87**: 147.
Schouten, E. van: **82/83**: 17.
Schrank, W. E.: **91**: 292.
Schreuder, W.: **88**: 284; **91**: 504.
Schreuer, C.: **85**: 151; **92**: 533; **94**: 169; **95**: 300.
Schrijver, N. J.: **88**: 156, 363; **89**: 112; **90**: 309; **92**: 131; **96**: 150; **97**: 229.
Schrijvers, N.: **94**: 288.
Schrötter, H. J.: **95**: 126, 200, 284.
Schulte-Beerbühl, H.: **82/83**: 219.
Schulte Nordholt, H.: **85**: 202.
Schultz, G. P.: **87**: 27; **89**: 57.
Schultze, T.: **94**: 360.
Schulz, K. T.: **86**: 254.

Schulze, E. M.: **90**: 48.
Schuppert, S.: **90**: 48; **92**: 84.
Schutter, B. de: **94**: 46.
Schwabach, A.: **97**: 129.
Schwartz, B.: **93**: 441.
Schwarzenberger, G.: **82/83**: 23, 170; **86**: 18; **87**: 237, 238; **89**: 80, 147, 309, 316, 329, 361, 378, 385; **90**: 146.
Schwebel, S. M.: **81**: 167; **82/83**: 18, 44, 171; **84**: 19, 42-44; **86**: 19, 31; **87**: 138, 239, 240; **88**: 10, 13, 193; **89**: 10, 30, 33, 36; **90**: 371, 372; **91**: 19, 20; **92**: 23, 70, 76, 98; **93**: 12, 13, 35, 389; **95**: 27, 232, 233; **96**: 41, 67, 217, 515; **97**: 42, 67, 344.
Schweigman, D.: **93**: 222.
Schweisfurth, T.: **82/83**: 241; **84**: 144; **88**: 143; **91**: 54.
Schweppe, A. J.: **81**: 92.
Sciso, E.: **88**: 169, 364; **90**: 200; **91**: 355; **93**: 109; **94**: 112.
Scobbie, I. G. M.: **93**: 42, 84; **95**: 39; **96**: 133; **97**: 68.
Scott, G. L.: **81**: 15; **87**: 31; **89**: 59; **97**: 262.
Scott, Shirley: **96**: 100, 218.
Scott, Sterling: **85**: 216.
Scott, S. V.: **93**: 280.
Scovazzi, T.: **84**: 127; **85**: 203; **86**: 210; **89**: 149, 191, 206, 264, 288, 292, 296, 297; **90**: 215; **91**: 293; **92**: 164; **94**: 242, 246, 255, 256, 258, 261, 263, 265; **95**: 181, 185; **96**: 317.
Seara Vazquez, M.: **84**: 209; **93**: 282, 328, 343, 344, 347, 350, 355, 356, 360, 362; **96**: 274, 456, 498; **97**: 236, 246, 377.
Seeberg-Elverfeldt, N. J.: **87**: 241.
Seerden, R.: **92**: 301.
Segal, R.: **82/83**: 86.
Seger, P.: **96**: 458.
Seidl-Hohenveldern, I.: **85**: 143; **87**: 215; **88**: 372, 373; **89**: 47, 299, 333; **90**: 85, 425; **92**: 488, 613; **93**: 442; **95**: 126, 200, 284; **96**: 75; **97**: 257.
Seifi, J.: **93**: 66.
Sekino, S.: **81**: 50.
Selby, J. M.: **92**: 432.
Sellers, M.: **97**: 290, 407.
Semuhire, I.: **97**: 388.
Sen, B.: **88**: 178.
Sepulveda, C.: **91**: 164.
Sepúlveda Amor, B.: **96**: 274; **97**: 246.
Serres, J.: **89**: 189.
Sette-Camara, J.: **90**: 201; **92**: 489, 490; **96**: 46.
Seung, H. C.: **92**: 534.
Severaid, R. H.: **85**: 57.
Seyersted, F.: **92**: 177, 178, 535; **93**: 433.
Shachor-Landau, C.: **89**: 334.
Shahabuddeen, M.: **93**: 14, 15; **94**: 137; **96**: 47, 91; **97**: 43.
Shain, Y.: **92**: 214.
Sharma, S. P.: **82/83**: 242; **91**: 294; **97**: 247.
Shaw, M. N.: **82/83**: 208; **89**: 281; **92**: 179, 376; **93**: 67; **96**: 48, 368, 375; **97**: 20, 210.
Shaw, S. H.: **89**: 265.
Shearer, I. A.: **82/83**: 239; **88**: 277; **92**: 344; **94**: 138; **95**: 15.
Shelley, A. F.: **86**: 88.
Shelton, D.: **88**: 308; **92**: 401; **94**: 289.
Shenk, M. D.: **92**: 536.
Shetreet, S.: **90**: 367.
Shihata, I. F. I.: **88**: 294.
Shinkaretskaya, G. G.: **88**: 170, 171, 256; **90**: 374-376; **91**: 416; **92**: 491, 492; **93**: 390; **96**: 383; **97**: 44, 287.
Shubber, S.: **92**: 614.
Shusterich, K. M.: **86**: 211.
Siblesz, H.: **87**: 26, 123, 138-140, 187, 201.
Sicart-Bozec, M.: **87**: 19.
Sicault, J.-D.: **89**: 120; **90**: 415; **91**: 108.
Sicilianos, C.: **85**: 127.
Sicilianos, L.-A.: **88**: 400; **90**: 460; **91**: 386; **93**: 236; **95**: 325.
Sico, L.: **85**: 178; **88**: 244; **91**: 256, 260, 262, 305.
Siekmann, R. C. R.: **87**: 267; **89**: 412; **92**: 537, 615.
Silagi, M.: **81**: 37; **86**: 247.
Silva, G. E. do Nascimento e: **89**: 205; **90**: 202; **91**: 505, 506; **92**: 289, 290.
Silvestrini, A.: **95**: 23.
Simma, B.: **82/83**: 172, 246; **85**: 154; **88**: 309; **89**: 206, 310; **92**: 205, 529; **93**: 237, 359; **95**: 118, 257; **97**: 211.
Simmonds, K. R.: **87**: 242; **90**: 233; **91**: 295.
Simon, A. M.: **90**: 187.
Simon, D.: **81**: 104, 162; **85**: 251; **88**: 400.
Simonds, S. N.: **93**: 340.
Simpson, G. J.: **94**: 93; **95**: 68; **97**: 300.
Sinclair, I.: **81**: 152; **85**: 179; **87**: 139, 164, 268; **92**: 281; **94**: 152; **95**: 111; **96**: 13, 236; **97**: 76.
Singer, M.: **96**: 478.
Singh, G.: **86**: 212; **88**: 315, 360; **91**: 80.
Singh, J. N.: **90**: 188; **93**: 16.
Singh, N.: **84**: 177; **85**: 14; **86**: 13; **87**: 11, 12, 209, 284; **88**: 278, 295, 296, 365; **89**: 10, 43-45, 413; **90**: 11, 29, 310; **91**: 32, 35, 40, 41, 44, 330; **93**: 6, 11, 12, 15, 18, 29, 32, 37, 140, 156, 158, 369, 474; **94**: 326.
Singh Segal, B. P.: **91**: 296.

Sinkondo, M. H.: **90**: 172.
Sintalova, J.: **90**: 461.
Siriski, S.: **89**: 60.
Siskin, M. K.: **97**: 196.
Sizani, R. K.: **91**: 297.
Skoda, B.: **91**: 292.
Skotnikov, L.: **89**: 146.
Skourtos, N. S.: **96**: 318.
Skubiszewski, K.: **82/83**: 302; **88**: 366; **89**: 376; **92**: 244, 245; **94**: 337; **97**: 45.
Slim, H.: **90**: 73.
Slinn, P.: **90**: 160.
Sloan, B.: **91**: 199; **92**: 538.
Sloan, S.: **92**: 594.
Slomanson, W. R.: **95**: 112.
Small, P. L.: **92**: 225; **93**: 181.
Smit, H.: **93**: 143.
Smith, B. D.: **82/83**: 243; **89**: 308, 311.
Smith, I. O.: **91**: 43.
Smith, J. M.: **90**: 258.
Smith, R. W.: **87**: 198; **89**: 266; **90**: 244; **96**: 311.
Smith, W. S.: **92**: 227, 250.
Snippe, M. C.: **96**: 459.
Snyder, F. E.: **87**: 131.
Snyder, R. J.: **97**: 198.
Sobarzo, A.: **90**: 245.
Sobrino Heredia, J. M.: **96**: 386.
Sochor, E.: **92**: 361.
Sofaer, A. D.: **85**: 37; **88**: 182; **89**: 20; **92**: 616.
Sohn, L. B.: **82/83**: 48, 59; **85**: 10, 42, 214; **86**: 20; **87**: 140; **88**: 34, 35; **89**: 267, 414; **90**: 35, 251, 353, 377; **91**: 417; **92**: 180, 493; **93**: 283; **94**: 40, 41, 43-48; **95**: 285; **96**: 319; **97**: 280, 281.
Somers, E.: **85**: 204.
Sondaal, H. H. M.: **87**: 165.
Soni, R.: **87**: 199.
Sonnenfeld, R.: **89**: 370.
Soons, A. H. A.: **90**: 331, 332, 344, 351, 353-355, 360, 361, 371, 377, 384, 436; **91**: 222; **95**: 209; **97**: 282.
Sorel, J.-M.: **93**: 110; **96**: 98, 275; **97**: 100.
Sorensen, C. E.: **90**: 246.
Soubeyrol, J.: **91**: 331.
Sourang, M.: **92**: 206, 207.
Souza, I. M. Lobo de: **95**: 119.
Sperduti, G.: **85**: 95; **86**: 60; **87**: 39; **88**: 41, 43; **93**: 45.
Spiliopoulou Åkermark, A.: **97**: 230, 231.
Spinedi, M.: **88**: 300, 309; **93**: 360; **94**: 263.
Spinnato, J. M.: **87**: 200.
Springer, A. L.: **84**: 174.
Sreenivasa Rao, P.: **96**: 460.
Stagos, P. N.: **87**: 196.
Staker, C.: **89**: 164; **92**: 411.
Stamatelos, K.: **93**: 284.
Stanczyk, J.: **87**: 40; **88**: 26, 36; **89**: 63, 67; **90**: 31, 44.
Stari, A.: **96**: 276.
Starke, J. G.: **81**: 17; **82/83**: 112, 134, 155; **84**: 20, 53; **85**: 83, 128; **86**: 99, 139; **87**: 58; **88**: 92; **89**: 300; **90**: 43, 86, 112, 130, 462.
Starkman, P.: **85**: 210.
Stassen, H.: **95**: 286.
Stavropoulos, C. J.: **88**: 279.
Stavros, S.: **93**: 309.
Stearns, M.: **92**: 246.
Steele, D.: **87**: 269.
Stein, E.: **87**: 243.
Stein, T.: **89**: 200, 237, 284, 287, 328, 387, 394, 403; **96**: 151, 403, 407; **97**: 252-257.
Stein, T. L.: **82/83**: 19.
Steinberger, H.: **82/83**: 270.
Steiner, H. J.: **96**: 337.
Steiner, R. J.: **90**: 311.
Stenberg, G.: **91**: 356.
Stepan, S.: **91**: 245.
Stephanou, C. A.: **84**: 8, 161.
Stephens, M. L.: **89**: 294.
Stern, B.: **84**: 58; **86**: 65; **88**: 172; **89**: 70, 71; **90**: 49-51, 95; **91**: 67, 102; **92**: 85; **93**: 49, 361; **94**: 68, 264.
Stessens, G.: **97**: 298.
Stimson, C.: **90**: 216, 236, 237, 254.
Stokke, O. S.: **90**: 214.
Stoll, J.: **82/83**: 220.
Stone, C. D.: **92**: 412; **94**: 252.
Stone, D.: **87**: 21.
Stone, J.: **82/83**: 202.
Stormont, W. G.: **97**: 248.
Stromseth, J. E.: **92**: 617.
Strati, A.: **95**: 186; **96**: 320.
Strozzi, G.: **93**: 160.
Strydom, H. A.: **88**: 86; **90**: 147; **91**: 200; **92**: 181.
Stuesser, L.: **90**: 463.
Sturgess, G.: **89**: 10, 22.
Sturies, R.: **81**: 141.
Stuyt, A. M.: **90**: 378.
Suárez, F.: **91**: 324.
Subedi, S. P.: **95**: 287; **96**: 516.
Sucharitkul, S.: **89**: 249; **91**: 229, 507; **92**: 247, 248.
Suchocka, H.: **92**: 377.
Sudre, F.: **90**: 283.
Sugihara, T.: **86**: 21; **89**: 79, 82, 83, 92, 94, 121; **90**: 57, 68, 74; **91**: 88, 103; **92**: 113, 122; **93**: 68, 101; **94**: 87, 102; **96**: 49, 105; **97**: 124.
Sukovic, O.: **82/83**: 125.
Sultan, A.: **86** 255.
Sumitra, S.: **88**: 311.
Sunga, L. S.: **92**: 378; **97**: 304.

Sur, S.: **81**: 111; **91**: 180; **92**: 282; **94**: 124.
Sutherland, W. M.: **91**: 298.
Sutton, L. v. B.: **91**: 332.
Suy, E.: **88**: 109; **89**: 335, 371; **93**: 151; **96**: 219.
Suzuki, E.: **81**: 144.
Sweeney, J. M.: **84**: 137; **88**: 126, 127.
Swepston, L.: **96**: 326.
Syatauw, J. J. G.: **95**: 326.
Sybesma-Knol, N.: **84**: 119; **94**: 40, 41, 43-48; **96**: 87.
Symmons, C. R.: **88**: 257; **90**: 247; **92**: 283.
Symonides, J.: **85**: 205; **88**: 258; **90**: 248, 249; **92**: 25, 345, 346; **93**: 285.
Szafarz, R.: **89**: 53, 62; **91**: 55, 56; **92**: 302; **93**: 38; **96**: 50.
Szasz, P. C.: **91**: 244; **92**: 539; **95**: 288; **96**: 76; **97**: 119, 125.
Székely, A.: **85**: 152.
Sztucki, J.: **84**: 54; **85**: 129; **92**: 208; **94**: 177; **96**: 77; **97**: 155.

Tabory, M.: **92**: 375, 376, 379; **96**: 342, 344, 350-352.
Tacsan, J.: **92**: 494, 495.
Tadic, D.: **97**: 406.
Taeger, J.: **84**: 215.
Taha, M. M. A.: **85**: 15.
Taishoff, M. N.: **87**: 222.
Takane, S.: **88**: 44.
Takano, Y.: **85**: 153.
Talaei, F.: **97**: 283.
Tama, N. M.: **86**: 61.
Tanca, A.: **90**: 464; **92**: 39.
Tandon, M. P.: **94**: 139.
Tandon, R.: **94**: 139.
Tange, E.: **89**: 372.
Tanja, G. J.: **84**: 167; **90**: 250; **91**: 205, 228, 299, 471, 473, 474, 480, 486, 490, 503, 513.
Tanzi, A.: **88**: 87; **92**: 426, 427; **93**: 225, 434; **96**: 51.
Taoka, R.: **90**: 465.
Tarasofsky, R. G.: **94**: 253.
Tarassov, N. K.: **89**: 10; **92**: 496, 497.
Tavernier, P.: **82/83**: 135; **89**: 48, 95; **90**: 416; **91**: 464.
Taverniers, D.: **85**: 16.
Teboul, G.: **91**: 181; **97**: 219.
Teles, M. Galvão: **96**: 259.
Tennant, C. C.: **92**: 249.
Terres, N. T.: **88**: 259.
Terry, J. P.: **82/83**: 323; **96**: 517.
Terwiesche, M.: **97**: 328.
Tesfagiorgis, G. H.: **87**: 148.
Tesón, F. R.: **87**: 94; **88**: 173; **91**: 387.
Tessitore, J.: **89**: 366; **90**: 410.
Thakur, R.: **88**: 325.
Thamsborg, M.: **96**: 107, 304.
Theis, E. R.: **97**: 240.
Theodoropoulos, C.: **90**: 312.
Theutenberg, B. J.: **87**: 130.
Thierry, H.: **81**: 111; **82/83**: 311; **86**: 7, 64; **87**: 119; **90**: 131; **91**: 165; **92**: 153, 154; **96**: 408.
Thirlway, H. W. A.: **82/83**: 60, 69, 78, 271; **84**: 188; **85**: 38; **90**: 41, 42; **91**: 21; **92**: 26; **94**: 55, 61, 290; **95**: 40; **96**: 88, 92; **97**: 22, 81, 82.
Thomas, A. J.: **88**: 25, 113, 286.
Thomas, D.: **92**: 250.
Thomas, J. A.: **91**: 166; **94**: 140; **95**: 289.
Thomas, L.: **93**: 58.
Thomas, M. A.: **90**: 417.
Thompson, V.: **82/83**: 324.
Thorme, M.: **91**: 357.
Thornberry, P.: **91**: 201; **93**: 203.
Thorpe, A. G. Y.: **91**: 508.
Thuránszky, J. M.: **96**: 5, 9, 17, 21, 28, 31, 36, 39, 45, 47-49, 74-77, 86, 208.
Tiberg, H.: **89**: 268.
Tichelaar, J. L. G.: **91**: 22.
Tickell, C.: **95**: 290.
Tietje, C.: **96**: 163, 232.
Tikriti, A.-K.: **91**: 358.
Tinker, C.: **91**: 359; **97**: 329.
Tolly, H. B.: **90**: 418; **95**: 198.
Toman, J.: **84**: 135, 139; **95**: 327; **97**: 408.
Tomuschat, C.: **82/83**: 272; **88**: 194; **90**: 444; **91**: 333; **92**: 540; **93**: 112, 177, 196, 198, 203, 204, 362; **94**: 265, 266; **95**: 291; **96**: 220, 352, 353, 376, 435, 439, 451, 460, 463, 494, 518; **97**: 378.
Tonme, J.-C.: **81**: 129.
Toope, S. J.: **91**: 23, 418.
Torres Bernárdez, S.: **85**: 49; **87**: 274; **88**: 42; **89**: 40; **90**: 36; **92**: 66, 251, 252, 498; **93**: 435; **94**: 49, 50; **95**: 164; **96**: 52, 409; **97**: 89.
Torrione, H.: **89**: 159.
Tounsi, B. A.: **86**: 67.
Tournaye, C.: **96**: 519.
Touscoz, J.: **88**: 401; **93**: 152.
Traa-Engelman, H. van: **91**: 308.
Trapp, R.: **94**: 354.
Traßl, M.: **94**: 231.
Treves, T.: **84**: 127; **87**: 201; **90**: 379; **91**: 300; **92**: 164, 347; **94**: 207, 220; **95**: 234; **96**: 302, 305, 315, 321, 322; **97**: 345.
Triffterer, O.: **92**: 379.
Trifunovska, S.: **94**: 107.
Triggs, G. D.: **87**: 149.
Trindade, A. A. Cançado: **82/83**: 251; **86**: 161, 229; **87**: 244; **88**: 37, 280; **89**: 336; **90**: 69, 284-286, 380, 426; **94**: 153.
Truyol Serra, A.: **87**: 14, 128, 137, 160, 161, 217, 220, 235, 238, 274; **92**: 183.
Tsamenyi, B. M.: **91**: 285; **92**: 310.

Tsoa, E.: **91**: 292.
Tubman, P.: **97**: 346.
Tunnermann Bernheim, C.: **86**: 178.
Türk, D.: **88**: 402.
Türk, V.: **92**: 380.
Tung, W. L.: **81**: 27.
Tunkin, G. I.: **88**: 124, 132, 142, 170; **89**: 147, 415; **93**: 477; **94**: 141.
Turner, R. F.: **87**: 95; **89**: 186.
Turp, D.: **89**: 145.
Turpel, M. E.: **92**: 249.
Tuttle, J. C.: **85**: 57.
Tyagi, Y. K.: **86**: 230; **93**: 18.
Tyranowski, J.: **85**: 166.
Tzou, B. N.: **91**: 230.

Uche, U. U.: **92**: 45.
Uchigasaki, Y.: **85**: 96.
Udina, M.: **82/83**: 303.
Ulgen, Ö: **97**: 382.
Uerpmann, R.: **96**: 464.
Ulfstein, G.: **91**: 301; **92**: 313.
Umbricht, V. H.: **90**: 381.
Uribe Vargas, D.: **89**: 337.
Ustor, E.: **89**: 338.

Vadapalas, V.: **95**: 214; **97**: 330.
Vagts, D. F.: **90**: 132; **93**: 205; **94**: 142, 189; **96**: 520.
Valencia, M. J.: **91**: 274; **92**: 349; **94**: 217; **97**: 249.
Valencia-Ospina, E.: **90**: 28; **94**: 11; **97**: 52, 71.
Valenti, A. M.: **88**: 56.
Valticos, N.: **95**: 28, 29.
Vamvoukos, A.: **85**: 180.
Van den Haag, E.: **88**: 367; **89**: 416.
Van der Vyver, J. D.: **91**: 202, 203.
Van Dyke, J. M.: **89**: 269; **90**: 217; **91**: 302; **94**: 217, 218; **97**: 249.
Van Minh, T.: **84**: 189.
Van Walt van Praag, M. C.: **89**: 165.
Vance, R. T.: **81**: 123; **82/83**: 203.
Vanda, L.: **85**: 58; **90**: 37, 38; **97**: 102.
VanderZwaag, D. L.: **85**: 77.
Vaner, S.: **89**: 239.
Varennes, F. de: **96**: 338.
Vargas Carreño, E.: **97**: 250.
Vasciannie, S. C.: **89**: 270; **90**: 252.
Vasquez, J. A.: **96**: 396.
Vassalli di Dachenhausen, T.: **88**: 260.
Veeder, V. V.: **95**: 233.
Veida, V.: **97**: 409.
Veiter, T.: **91**: 204.
Velos, J.: **91**: 68.
Velten, R.: **86**: 340.
Venturini, G.: **89**: 417.
Verdirame, G.: **97**: 325.
Verdross, A.: **82/83**: 172; **85**: 154.
Vereshchetin, V. S.: **87**: 132; **90**: 133.
Verhoeven, J.: **81**: 115, 116; **84**: 190; **88**: 88; **91**: 509; **94**: 190.
VerLoren van Themaat, P.: **88**: 10.
Verma, D. P.: **85**: 61.
Vermaat, J. A. E.: **81**: 172.
Verosta, S.: **81**: 12, 47, 146.
Versan, R.: **91**: 419.
Verwey, D. R.: **94**: 219.
Verwey, W. D.: **93**: 36, 287; **95**: 210; **96**: 177.
Verzijl, J. H. W.: **90**: 331, 332, 344, 351, 353-355, 360, 361, 371, 377, 384, 436; **96**: 513.
Viejobueno, S. A. M.: **92**: 253.
Vierdag, E. W.: **85**: 132; **89**: 207; **90**: 193, 203; **92**: 224, 573, 613, 615; **95**: 165; **96**: 288; **97**: 46.
Vignes, D.: **85**: 186; **89**: 271; **91**: 269; **93**: 288, 289; **96**: 69.
Vijapur, A. P.: **94**: 232; **97**: 293.
Vila Masot, O.: **93**: 290.
Vilegjanina, E. E.: **90**: 382.
Viles, T.: **95**: 99.
Villagrán Kramer, F.: **93**: 291; **94**: 180; **96**: 289; **97**: 294.
Villani, U.: **85**: 206; **88**: 261, 341; **94**: 291; **96**: 278, 521.
Villar, F.: **82/83**: 204.
Villiger, M. E.: **85**: 159; **87**: 141; **97**: 263.
Vincent, J. E.: **92**: 543.
Vincent-Daviss, D.: **91**: 510.
Vinogradov, S. V.: **90**: 313.
Vinuesa, R. E.: **84**: 191; **89**: 184; **90**: 383; **94**: 154; **97**: 305.
Virally, M.: **82/83**: 20, 225; **88**: 144; **90**: 21, 134; **91**: 19, 38, 39, 42, 57, 63, 173, 227, 252, 303, 334, 379, 384, 392, 397, 400, 467, 481, 494; **92**: 554, 555.
Vismara, M.: **88**: 262.
Visscher, P. De: **82/83**: 189; **84**: 22; **91**: 334.
Vitanyi, B.: **82/83**: 190.
Vitas, R. A.: **92**: 254.
Vives Chillida, J. A.: **93**: 74.
Vœlckel, M.: **91**: 281; **93**: 292.
Vollenhoven, C. van: **96**: 501.
Volman, D.: **94**: 167, 168, 173.
Volterra, R.: **96**: 187.
Vukas, B.: **86**: 213; **89**: 246.
Vukasovic, V.: **89**: 301.
Vulliemin, J.-M.: **91**: 420.

Waardenburg, J. G.: **89**: 302.
Waart, P. J. I. M. de: **81**: 61, 93; **87**: 83; **88**: 297; **89**: 64, 285; **90**: 287, 295, 309, 310, 314; **91**: 205; **92**: 618; **96**: 55, 260; **97**: 80.

Waelbroeck, O.: **91**: 360.
Wagner, A.: **93**: 223.
Wagner, M. L.: **87**: 24.
Wald, M.: **89**: 93.
Waldock, H.: **81**: 26; **84**: 23, 26, 29.
Walker, G. K.: **92**: 619.
Wallace, R. M. M.: **87**: 133.
Wallace-Bruce, N. L.: **90**: 189.
Waller, D. C.: **90**: 204.
Waller, S. W.: **90**: 187; **91**: 421.
Walter, C.: **96**: 467.
Waltz, K. L.: **86**: 214.
Wan, M.: **86**: 158.
Wang, E. B.: **82/83**: 273.
Wang, T.: **86**: 158; **91**: 167; **94**: 38, 52, 137, 140, 163, 196, 198, 274, 290, 315.
Wang, T. Y.: **84**: 138.
Warbrick, C. J.: **90**: 135; **94**: 143, 146, 152, 170, 176, 226, 235, 282, 345; **96**: 468.
Wasilkowski, A.: **89**: 21.
Wasum, S.: **85**: 225.
Watson, G. R.: **93**: 19.
Watts, A. D.: **91**: 168; **92**: 169; **93**: 224; **94**: 144; **95**: 153; **96**: 13; **97**: 47.
Webb, G.: **85**: 261.
Webb, J.: **93**: 319.
Weber, H.: **91**: 469.
Webster, W.: **95**: 17.
Weckel, P.: **92**: 544.
Wecker, M.: **90**: 253.
Wedgwood, R.: **92**: 284.
Weeramantry, C. G.: **89**: 10; **90**: 29; **91**: 511; **93**: 37, 206, 478; **96**: 56, 57; **97**: 48, 295, 347.
Wegen, G.: **82/83**: 70; **87**: 41.
Weil, P.: **82/83**: 173, 174; **84**: 169; **88**: 145; **89**: 272; **91**: 303; **93**: 293; **96**: 221, 290; **97**: 49.
Weiler, J. H. H.: **88**: 115, 300, 309.
Weiner, R. L.: **85**: 217.
Weisburd, A. M.: **88**: 146; **96**: 237, 339; **97**: 410.
Weiss, E. B.: **85**: 214; **90**: 315.
Weiss, F.: **87**: 194.
Weiss, P.: **95**: 89, 90; **97**: 189.
Weiss, T. G.: **95**: 295.
Weissbrodt, D.: **92**: 371, 372.
Wellens, K. C.: **87**: 266; **90**: 384; **96**: 58, 222, 279, 288, 324, 356, 364, 511.
Weller, M.: **91**: 231; **92**: 147, 148.
Wells, R. N.: **92**: 329, 361.
Wembou, M.-C. D.: **93**: 438; **95**: 296.
Wenckstern, M.: **92**: 556.
Wengler, W.: **81**: 94, 105; **82/83**: 244; **86**: 41; **87**: 96.
Wenig, M.: **96**: 411.
Werksman, J.: **96**: 369, 370.
Westberg, J. A.: **91**: 361.
Westbrook, D. A.: **94**: 145.
Westerman, G. S.: **88**: 263; **92**: 343.
Weston, B. H.: **87**: 97, 114; **88**: 303; **91**: 206; **93**: 174; **94**: 361; **95**: 89; **96**: 223, 359, 360.
Weston, M.: **91**: 114.
Wetterstein, P.: **97**: 308, 311.
Whelan, A.: **94**: 171.
White, G.: **89**: 303, 314; **94**: 146; **97**: 85.
White, N. D.: **90**: 70; **91**: 512; **92**: 545; **93**: 463; **94**: 292, 329; **97**: 382, 389.
Whitfield, J. H.: **90**: 173.
Whitt, R. S.: **88**: 342.
Whittaker, D. J.: **96**: 469.
Wiarda, G. J.: **88**: 267, 272, 276.
Widdows, K.: **81**: 133; **82/83**: 221.
Wiechers, M.: **91**: 207.
Wiemers, S.: **92**: 255.
Wier, K.: **86**: 23.
Wieruszewski, R.: **94**: 233.
Wiesbrock, K.: **97**: 371.
Wiessner, S.: **90**: 259.
Wilberforce, Lord: **88**: 122.
Wilde, D.: **91**: 245.
Wildhaber, L.: **86**: 179; **88**: 147.
Wilhelm, R.-J.: **91**: 513.
Willard, A. R.: **89**: 185, 398, 406.
Williams, C. D.: **86**: 50.
Williams-Vedder, P.: **95**: 136.
Willisch, J.: **87**: 223.
Wilson, A.: **86**: 180.
Wilson, C.: **96**: 493.
Wilson, H. A.: **88**: 403.
Wilson, R.: **92**: 413.
Wintermeyer, C. A.: **82/83**: 129.
Wippman, D.: **86**: 174.
Wirth, D. A.: **92**: 414.
Wiseman, H.: **88**: 343.
Wisnumurti, N.: **90**: 254.
Witteveen, A. T.: **81**: 28; **96**: 20, 59.
Wlosowicz, Z.: **85**: 98.
Wodié, V. F.: **92**: 351, 352.
Woehrling, J.: **88**: 264.
Wolf, C.: **84**: 118.
Wolf, J.: **82/83**: 249; **84**: 178; **89**: 315; **97**: 331.
Wolfke, K.: **88**: 128; **93**: 161; **94**: 155.
Wolfrum, R.: **82/83**: 113, 136, 156; **84**: 92; **85**: 97, 133; **86**: 51, 72; **87**: 104; **88**: 132, 142, 170; **89**: 102, 110, 138, 371, 419; **91**: 161, 333; **92**: 123, 285, 522; **93**: 63, 391; **94**: 181, 220; **95**: 293; **96**: 322, 323, 362.
Wong, J.: **96**: 266.
Woodliffe, J.: **93**: 479.
Wooldridge, F.: **81**: 66.
Woolfson, S.: **89**: 366; **90**: 410.
Wortley, B. A.: **87**: 17.
Wright, S.: **91**: 475; **93**: 169.
Wühler, N.: **85**: 218, 226.
Wünsche-Pietzka, H.: **88**: 171.

Wyler, E.: **91**: 232, 388.
Wyngaert, C. van den: **97**: 298.
Wyrozumska, A.: **88**: 195; **94**: 191.

Xaashi Jaamac, I.: **81**: 42.

Yachi, S.: **85**: 21.
Yahi, A.: **94**: 192.
Yakemtchouk, R.: **91**: 514; **95**: 297.
Yakimetz, V. V.: **87**: 102, 104; **89**: 95; **91**: 86.
Yamamoto, R.: **89**: 374.
Yambrusic, E. S.: **85**: 207; **88**: 196.
Yañez-Barnuevo, J. A.: **97**: 104.
Yankov, A.: **94**: 293.
Yarnold, B. M.: **91**: 137.
Yasseen, M. K.: **84**: 207.
Yin, J.: **84**: 216.
Yoder, A.: **90**: 420; **97**: 383.
Youakim, Y. I.: **85**: 262.
Young, A. J.: **90**: 260.
Young, D. J.: **84**: 170.
Youngblood, P. J.: **81**: 84.
Yoxall, T.: **91**: 515.
Yturriaga, J. A. de: **91**: 304; **97**: 284.
Yu, Hui: **97**: 285.
Yuan, P. C.: **84**: 171.

Zaccaro, T. A.: **84**: 153.
Zacklin, R.: **82/83**: 205; **90**: 385; **91**: 389.
Zafrulla Khan, M.: **84**: 31; **85**: 22; **86**: 27.
Zamora, S.: **90**: 316; **95**: 211.
Zayas, A. M. de: **93**: 207.
Zedalis, R. J.: **91**: 516.
Zedda, L.: **91**: 305.
Zeiler, J. E.: **90**: 290.
Zeller, K.: **91**: 51.
Zemanek, K.: **84**: 154; **87**: 245; **89**: 316; **95**: 99, 118, 120, 164, 202, 217, 269, 307.
Zhang, H. Z.: **92**: 353, 354.
Ziccardi, P.: **95**: 23, 30.
Ziccardi Capaldo, G.: **90**: 466; **95**: 50; **96**: 152.
Zieck, M.: **93**: 176, 182, 185, 189, 207, 444.
Ziegler, K.-H.: **97**: 212.
Zimmerman, J. M.: **92**: 355.
Zimmermann, A.: **90**: 18, 19; **93**: 341; **95**: 41; **96**: 134.
Zmeyevsky, A.: **89**: 146.
Zoller, E.: **81**: 95; **82/83**: 114, 157; **87**: 271; **90**: 192; **91**: 362; **93**: 320; **94**: 172.
Zoubir, Y. H.: **94**: 167, 168, 173.
Zwaan, T. L.: **90**: 259.
Zyss, W.: **96**: 412; **97**: 348.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

(Les chiffres en gras indiquent l'année de la *Bibliographie*)

Acte général de 1928: **82/83**: 92, 225.

Actes unilatéraux
  des Etats: **82/83**: 11, 175, 188; **84**: 22; **92**: 244, 245; **93**: 155.
  des organisations internationales: **92**: 554, 555.

Actio popularis: **81**: 37; **85**: 214.

Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Costa Rica)
  Mémoires, plaidoiries et documents: **92**: 99.
  Ordonnance(s) de la Cour: **86**: 148; **87**: 105-106.
  Requête introductive d'instance: **86**: 147, 149; **90**: 75.
  Commentaires: **91**: 88.

Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)
  Arrêt (texte): **88**: 94; **89**: 99, 100; **91**: 90, 91.
  Demande en indication de mesures conservatoires: **91**: 89.
  Ordonnance(s) de la Cour: **86**: 151; **88**: 93; **89**: 96-98; **91**: 89; **92**: 100.
  Requête introductive d'instance: **86**: 150, 152; **90**: 76.
  Commentaires: **88**: 95; **89**: 101, 102; **90**: 77; **91**: 92.

Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci
  Appel par le Président de la Cour: **84**: 107.
  Arrêt(s) (texte): **84**: 105, 113; **85**: 103, 107; **86**: 110, 112, 115, 117-119; **87**: 60-62; **88**: 65-67.
  Déclaration d'intervention par El Salvador: **84**: 103; **85**: 105, 106; **88**: 66.
  Demande en indication de mesures conservatoires: **84**: 101; **86**: 113, 114.
  Désistement: **92**: 90, 92.
  Ordonnance(s) de la Cour: **84**: 101, 102, 104, 106, 108-112; **85**: 102, 104, 106; **86**: 113, 114, 116; **87**: 59; **88**: 66; **91**: 81; **92**: 90.
  Publications du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique: **84**: 36; **85**: 121, 122, 130, 131; **86**: 56.
  Requête introductive d'instance: **84**: 100; **86**: 111.
  Commentaires: **84**: 114-119; **85**: 7, 35, 36, 40, 108-134, 168, 216; **86**: 14, 38, 39, 41, 60, 120-140, 170, 174-176, 178, 250, 254, 255; **87**: 63-98; **88**: 68-88; **89**: 84-93, 343, 344; **90**: 58-70; **91**: 82, 83; **92**: 91-98; **94**: 72, 73; **95**: 51, 52; **96**: 102, 103.

Admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain
  Commentaires: **81**: 122; **82/83**: 205, 256; **86**: 165.

Afrique du Sud
  et le droit international: **82/83**: 218; **85**: 259; **88**: 118; **91**: 196; **95**: 190; **97**: 202.

Allemagne (République fédérale d')
  et la Cour
    Clause facultative: **85**: 226.
  et le droit de la mer: **96**: 322.

Amérique centrale
  et la Cour: **89**: 416.
  Règlement pacifique des différends: **89**: 336.

Amérique latine
  et la Cour: **96**: 42.

Andorre
  Admission à l'ONU: **94**: 35, 36.

Annuaires de la Cour: **81**: 2, 3; **82/83**: 2-5; **84**: 2, 3; **85**: 2, 3; **86**: 2, 3; **87**: 1, 2; **88**: 1, 2; **89**: 3, 4; **90**: 4, 5; **92**: 2, 3; **93**: 2, 3; **94**: 2-5; **96**: 3, 4; **97**: 6.

Antarctique: **85**: 257; **86**: 226; **87**: 149; **88**: 158, 395; **89**: 149, 178, 191, 206, 264, 288, 292, 296, 297; **90**: 176; **91**: 355; **92**: 265, 277, 324, 326; **93**: 209, 213, 216, 224; **94**: 181, 191; **95**: 145, 206; **96**: 262, 273, 354; **97**: 240.

Appel concernant la compétence du Conseil de l'OACI
  Commentaires: **85**: 176.

Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies
  Avis consultatif (texte): **88**: 104-106; **89**: 111; **90**: 91; **91**: 105.
  Mémoires, plaidoiries et documents: **91**: 104.
  Ordonnance(s) de la Cour: **88**: 103, 106; **90**: 92.
  Requête pour avis consultatif: **88**: 102.
  Commentaires: **88**: 107-109; **89**: 112-121; **90**: 93-95; **91**: 106-108; **94**: 78.

Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies
  Avis consultatif (texte): **89**: 131; **90**: 102-107; **92**: 110; **94**: 86.
  Mémoires, plaidoiries et documents: **93**: 85.
  Ordonnance(s) de la Cour: **89**: 130.
  Requête pour avis consultatif: **89**: 129.
  Commentaires: **89**: 132; **90**: 108-112; **91**: 115, 116; **92**: 111-113; **93**: 86.

Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide
  Arrêt (texte): **97**: 117, 118.
  Demande en indication de mesures conservatoires: **93**: 115; **94**: 106-108; **96**: 153, 154.
  Ordonnance(s) de la Cour: **93**: 115-121; **94**: 105-108; **95**: 84, 85.
  Requête introductive d'instance: **93**: 114.
  Commentaires: **93**: 122; **96**: 155, 156; **97**: 119-125.

Archipels: **81**: 141; **82/83**: 240; **86**: 204; **88**: 231, 264; **90**: 221; **91**: 277; **92**: 323; **95**: 182; **96**: 292, 307.
  Voir aussi *Pêcheries*.

Armes chimiques
  Convention: **94**: 354; **96**: 401.
  Emploi: **94**: 355; **96**: 488.

Armes nucléaires: **88**: 380, 385, 392, 396; **89**: 390, 413; **90**: 451; **91**: 352; **93**: 128, 129, 478; **94**: 117, 120, 343; **95**: 87-90; **96**: 158-163; **97**: 130-150, 156-189, 317, 403.
  Voir aussi *Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé*; *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*.

Asile: **86**: 219, 220; **88**: 177; **91**: 332; **93**: 341; **94**: 174.

Assemblée générale, *voir* Nations Unies: Assemblée générale.

Australie
  et la Cour: **84**: 134; **95**: 15; **96**: 100.
  et le droit international: **84**: 134; **87**: 195; **90**: 189; **95**: 124, 145, 225; **96**: 193.

Autodétermination: **82/83**: 37, 192, 198-200, 202; **87**: 146, 148; **88**: 159, 331, 403; **89**: 162; **90**: 155, 156, 170; **91**: 182, 185, 198, 205, 455; **92**: 218, 230, 236, 237, 249, 253, 276; **93**: 162, 165, 167, 169, 171, 172, 177, 178, 181, 183-185, 189, 196, 198, 199, 203, 204; **94**: 93, 157, 162, 164, 171; **95**: 68, 122-127, 131, 133-135; **96**: 99, 125-134, 245, 246, 248-250, 253, 254, 256, 259, 260, 483; **97**: 27, 31, 109, 222, 225, 226, 290.

Baies: **88**: 263; **91**: 293; **92**: 355; **95**: 185.
  historiques: **85**: 188; **87**: 200; **88**: 237; **93**: 63, 290; **94**: 203; **95**: 172.

Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (nouvelle requête: 1962)
  Commentaires: **85**: 212; **86**: 246; **89**: 72.

Barents, mer de —: **92**: 313; **96**: 299.

Beagle, canal de —: **82/83**: 228; **85**: 197; **88**: 312; **93**: 223; **95**: 228.

Beaufort, mer de —: **96**: 298.

Belgique
  et les Nations Unies: **95**: 297.

Belize
  Admission à l'ONU: **82/83**: 49-50.

Bibliographies sur la Cour: **81**: 1; **82/83**: 1; **84**: 1; **85**: 1; **86**: 1; **89**: 1, 2; **90**: 2, 3; **91**: 1; **92**: 1; **93**: 1; **94**: 1; **95**: 1; **97**: 1.

Biographies et nécrologies de juges: **81**: 18-27; **82/83**: 30-48; **84**: 25-31; **85**: 22, 23; **86**: 27-34; **87**: 20-21; **88**: 20; **89**: 36, 42-45; **90**: 21-29; **91**: 31-44; **92**: 36-45; **93**: 23-37; **94**: 21-24; **95**: 23-30; **96**: 66-69; **97**: 59-69.

Bonne foi: **81**: 132; **91**: 178; **94**: 146.

Bons offices: **88**: 335; **92**: 483.

Brunéi Darussalam
  Admission à l'ONU: **85**: 26, 27.

Cameroun septentrional
  Commentaires: **84**: 59.

Canada
  Conflit territorial avec les Etats-Unis d'Amérique: **81**: 110; **82/83**: 273.
  et la Cour: **82/83**: 273.
    Clause facultative: **85**: 32.
  et le droit international: **85**: 141; **95**: 136, 156, 224.

Certaines dépenses des Nations Unies (article 17, paragraphe 2, de la Charte)
  Commentaires: **81**: 63; **82/83**: 301; **84**: 60; **86**: 245.

Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)
  Arrêt (texte): **92**: 106; **93**: 79, 80; **94**: 84, 85.
  Exceptions préliminaires: **92**: 106; **94**: 84, 85; **96**: 111.
  Ordonnance(s) de la Cour: **89**: 127; **90**: 101; **91**: 112; **92**: 107; **93**: 77, 78.
  Requête introductive d'instance: **89**: 126; **90**: 100.
  Commentaires: **89**: 128; **91**: 113, 114; **92**: 108, 109; **93**: 81, 84; **96**: 112, 113.

Chambres de la Cour: **82/83**: 147, 150, 153-157; **85**: 19, 20, 78; **87**: 15-16; **88**: 11-13, 62; **89**: 28, 30-33, 106; **90**: 16-19; **91**: 23; **92**: 28-30, 102; **93**: 21; **94**: 14-16; **95**: 19; **96**: 60, 62; **97**: 52.
  Voir aussi *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine; Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali); Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)); Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI).*

Charte africaine des droits de l'homme: **93**: 305.

Charte des Nations Unies, *voir:* Nations Unies.

Chose jugée: **81**: 149.

Clause facultative (article 36 du Statut): **81**: 38-42; **82/83**: 55, 267; **85**: 17, 29, 31-41, 118, 124, 132; **87**: 25-31, 69, 83; **88**: 24, 27-37; **89**: 49, 52-62; **90**: 32-38, 69; **91**: 52-56; **92**: 64-66; **93**: 38; **94**: 40-50; **95**: 35, 36; **96**: 78-81; **97**: 77.
  Etats acceptant la —
    Canada: **85**: 32.
    Espagne: **89**: 58; **91**: 52.
    Etats-Unis d'Amérique: **82/83**: 304; **85**: 31, 33-37, 39-41; **86**: 38, 39, 41-51, 131, 133; **87**: 25-26, 28-31, 69, 83; **88**: 24, 27-37; **94**: 47.
      Réserves: **82/83**: 56, 304; **84**: 36, 37.
    Finlande: **89**: 49.
    France: **81**: 38.
    Grande-Bretagne: **85**: 17; **90**: 336.
    Grèce: **97**: 78.
    Nicaragua: **85**: 118.
    Pologne: **91**: 55, 56.
    URSS: **89**: 61; **91**: 49, 54.

  Réciprocité: **85**: 38; **90**: 36; **92**: 66; **94**: 49.
  Réserves: **81**: 39, 40; **82/83**: 56; **87**: 27; **94**: 44; **95**: 35.

Codification, *voir* Droit international: Codification, Développement.

Colombie
  et la Cour: **92**: 20.

Commission du droit international, *voir* Nations Unies: Commission du droit international.

Commission interaméricaine des droits de l'homme: **95**: 197.

Commission internationale des juristes: **95**: 198.

Compétence de l'Etat: **82/83**: 206-208; **84**: 151; **85**: 167-170; **86**: 170-180; **87**: 150-157; **88**: 157-173, 263, 264, 266; **89**: 166-186, 377; **90**: 174-189; **91**: 208, 214, 222, 223, 279; **92**: 157, 256-285; **93**: 208-224; **94**: 165, 174-181; **95**: 137-151; **96**: 261-278; **97**: 232-250.

Compétence de la Cour: **81**: 35-42, 148, 150, 161; **82/83**: 11, 53, 54, 259; **84**: 35-44, 207; **85**: 24-44, 69, 113; **86**: 23, 38, 40, 133, 135; **87**: 22-32, 78, 227-230, 236; **88**: 21-37, 322; **89**: 49-51; **90**: 31-38; **91**: 13, 14, 47-60, 88, 91, 92; **92**: 63; **94**: 37-39; **95**: 33-36; **96**: 70-77, 134; **97**: 74-78.
  Compétence exclusive des Etats: **82/83**: 56; **84**: 37; **86**: 229; **88**: 170, 171; **97**: 25.
  En matière consultative: **81**: 166; **82/83**: 48, 57-60, 304; **84**: 38-44, 207; **85**: 42-44, 243; **87**: 32; **90**: 39, 40; **91**: 57-60; **92**: 67-70, 93; **94**: 51; **96**: 83-88; **97**: 79, 80.

Compétence en matière de pêcheries
  Commentaires: **81**: 64; **82/83**: 229, 233, 240; **85**: 178, 203; **86**: 190; **97**: 104.

Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada)
  Ordonnance(s) de la Cour: **95**: 93.
  Requête introductive d'instance: **95**: 92; **96**: 178.
  Commentaires: **96**: 179.

Composition de la Cour: **82/83**: 23; **84**: 18; **87**: 17, 19; **89**: 29, 36; **92**: 31; **97**: 50-52.

Conciliation: **93**: 380; **94**: 291; **95**: 223.

Conseil de sécurité, *voir* Nations Unies: Conseil de sécurité.

Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité
  Commentaires: **81**: 122; **82/83**: 205, 256; **85**: 176; **86**: 165.

Consultation: **90**: 343.

Convention des Nations Unies sur le droit de la mer: **82/83**: 226, 227, 241; **84**: 161, 171; **86**: 212, 213; **87**: 173, 182; **88**: 205, 212, 238, 240, 242, 258; **89**: 212, 218, 225, 226, 241, 244, 248, 253, 260, 270, 330; **90**: 225, 226, 229, 232, 248, 250, 251, 253, 254; **91**: 261, 269, 272, 276, 287, 288, 297; **92**: 310, 328, 334, 348; **93**: 245, 274, 284, 286, 287, 292, 366; **94**: 195, 205, 209, 213, 214, 219; **95**: 166, 170, 173, 174, 229; **96**: 293, 295, 297, 301, 306, 309, 314, 318-323, 384.

Costa Rica
  et la Cour: **96**: 53, 54.

Cour criminelle internationale: **92**: 381-384; **93**: 310; **96**: 341, 342, 346-348, 447, 468; **97**: 297.

Cour de justice des Communautés européennes: **92**: 442; **94**: 39; **96**: 45, 370, 386.

Cour européenne des droits de l'homme: **92**: 457; **93**: 303; **94**: 230; **96**: 328; **97**: 341.

Cour interaméricaine des droits de l'homme: **92**: 446; **93**: 387; **96**: 402.

Cour internationale des sentences arbitrales: **95**: 233.

Cour permanente d'arbitrage: **92**: 443; **97**: 340.

Cour permanente de Justice internationale: **82/83**: 21, 22; **85**: 17; **88**: 382, 383; **89**: 59; **96**: 65.
  Commentaires sur des affaires: **81**: 115, 171; **82/83**: 219, 253, 306, 321; **84**: 24; **86**: 18, 171; **89**: 23-25; **92**: 44, 70; **96**: 58.

Coutume, *voir* Droit international coutumier.

Date critique: **82/83**: 260, 268.

Décennie pour le droit international: **90**: 392; **91**: 144, 158, 433, 459; **92**: 177, 178, 505, 506; **93**: 433; **95**: 289; **96**: 389, 409, 438, 459, 465.

Décision à titre préjudiciel: **89**: 136.

Décolonisation: **86**: 165; **87**: 55; **89**: 73, 367; **90**: 150, 157, 162, 403; **91**: 331; **92**: 210, 211, 214, 223; **94**: 320; **95**: 125; **96**: 44, 99, 100, 125-134, 499.

Défaut: **81**: 152; **82/83**: 10, 62, 66, 67; **84**: 45; **85**: 30, 111; **86**: 54-56; **87**: 34; **88**: 38-40; **89**: 63-65; **90**: 41, 42; **91**: 61, 62; **92**: 74, 75; **95**: 37.
  Voir aussi *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci; Compétence en matière de pêcheries; Plateau continental de la mer Egée; Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran.*

Défense légitime: **86**: 176, 253; **88**: 169, 379, 384, 387, 396; **89**: 90, 384, 410, 411, 414; **90**: 447, 454, 460, 463, 465; **91**: 378, 386, 457, 496-498; **92**: 569, 576, 583, 597, 600, 604, 608; **93**: 472; **94**: 351; **95**: 311, 325; **96**: 481, 482, 503, 508.

Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine
  Arrêt (texte): **84**: 86, 87; **85**: 70, 71; **86**: 80; **87**: 45.
  Compromis: **81**: 109; **82/83**: 142; **86**: 78; **89**: 77; **90**: 53; **91**: 69-74.
  Mémoires, plaidoiries et documents: **89**: 77; **90**: 53.
  Ordonnance(s) de la Cour: **82/83**: 137-141, 143-146; **84**: 85; **86**: 79; **87**: 45.
  Commentaires: **81**: 110; **82/83**: 147-157; **84**: 88-92; **85**: 19, 20, 72-87, 199; **86**: 81-88, 194, 198; **87**: 46-50; **88**: 47, 51, 52; **91**: 75, 76; **93**: 54.

Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen
  Arrêt (texte): **93**: 75; **94**: 79; **95**: 55.
  Ordonnance(s) de la Cour: **88**: 111; **90**: 96; **91**: 109.
  Requête introductive d'instance: **88**: 110.
  Commentaires: **89**: 122; **93**: 76; **94**: 80-83, 199; **96**: 107; **97**: 105.

Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal
  Requête introductive d'instance: **91**: 129.
  Ordonnance(s) de la Cour: **95**: 69.
  Commentaires: **96**: 135.

Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn
  Arrêt (texte): **94**: 96, 97; **95**: 71-74; **96**: 138-140, 142.
  Ordonnance(s) de la Cour: **91**: 135; **92**: 132; **96**: 137, 141.
  Requête introductive d'instance: **91**: 134.
  Commentaires: **91**: 136; **94**: 98; **95**: 75-77; **96**: 143-146; **97**: 111.

Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France)
  Ordonnance(s) de la Cour: **95**: 94; **96**: 180, 181.
  Commentaires: **96**: 182-187; **97**: 190-196.

Demande de réformation du jugement n° 158 du Tribunal administratif des Nations Unies
  Commentaires: **86**: 52.

Demande de réformation du jugement n° 273 du Tribunal administratif des Nations Unies
  Avis consultatif (texte): **82/83**: 130, 132; **86**: 77.
  Mémoires, plaidoiries et documents: **82/83**: 131.
  Ordonnance(s) de la Cour: **81**: 107, 108.
  Suite donnée à l'arrêt: **84**: 76-81.
  Commentaires: **82/83**: 133-136, 303; **84**: 82-84; **86**: 52.

Demande de réformation du jugement n° 333 du Tribunal administratif des Nations Unies
  Avis consultatif (texte): **87**: 101, 102; **88**: 89, 90; **91**: 86, 87.
  Documents officiels: **86**: 146.
  Mémoires, plaidoiries et documents: **91**: 85.

  Ordonnance(s) de la Cour: **84**: 122, 123.
  Requête pour avis consultatif: **84**: 121.
  Commentaires: **87**: 103, 104; **88**: 91, 92; **89**: 95; **90**: 74.

Demande en révision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) (Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne)
  Arrêt (texte): **85**: 135; **86**: 142-144; **90**: 71.
  Mémoires, plaidoiries et documents: **91**: 84.
  Requête introductive d'instance: **84**: 120; **86**: 141; **87**: 99.
  Commentaires: **87**: 100; **88**: 47; **89**: 94; **90**: 72, 73.

Démission des juges: **89**: 40.

Dépositaires: **92**: 293.

Désistement: **82/83**: 70; **88**: 24; **92**: 90, 92, 127; **93**: 42.

Détroit de Corfou
  Commentaires: **82/83**: 243; **86**: 206; **94**: 360.

Détroits: **82/83**: 315; **86**: 206; **87**: 166, 168, 196, 201; **88**: 240, 248; **89**: 218, 224, 245, 250, 252, 260; **90**: 249; **91**: 130-133, 283, 284, 286, 287, 304; **93**: 250, 279, 289; **94**: 210, 215, 216, 220, 360; **97**: 264, 270.

Développement durable: **96**: 324.

Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali)
  Arrêt (texte): **87**: 55; **88**: 57, 58.
  Compromis: **84**: 98, 99; **86**: 104.
  Demande en indication de mesures conservatoires: **86**: 100, 105, 106; **89**: 83, **90**: 56.
  Ordonnance(s): **85**: 99-101; **86**: 100-103, 105-107; **87**: 53, 54.
  Commentaires: **86**: 107-109; **87**: 56-58; **88**: 59-64; **89**: 83; **90**: 57; **91**: 80; **92**: 88, 89.

Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant))
  Arrêt(s) (texte): **90**: 79; **91**: 93, 95; **93**: 59, 60; **94**: 74.
  Compromis: **88**: 96.
  Ordonnance(s): **88**: 97-99; **89**: 103, 105, 106; **90**: 78, 80-82; **91**: 94; **94**: 74-76.
  Requête du Nicaragua à fin d'intervention: **89**: 104; **90**: 19, 78, 79, 81, 82; **91**: 95; **95**: 53.
  Commentaires: **90**: 19; **91**: 96-98; **92**: 101; **96**: 104, 105.

Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad)
  Arrêt (texte): **94**: 88, 89; **96**: 114, 115.
  Compromis: **90**: 117.
  Ordonnance(s) de la Cour: **90**: 118; **91**: 120; **92**: 124.
  Commentaires: **91**: 121; **94**: 90; **95**: 60, 61; **96**: 116-120.
  Exécution de l'arrêt: **95**: 58-60, 62-64.

Différends justiciables: **84**: 35, 73, 185.

Diligence raisonnable: **93**: 354.

Discrimination: **90**: 106, 107; **91**: 310.

Droit aérien et droit de l'espace: **81**: 142; **88**: 265; **89**: 123-125; **90**: 97-99, 188, 255-260; **91**: 110, 111, 306-308, 378; **92**: 141-148, 356-362, 425, 581; **93**: 102-112, 294, 343, 468; **94**: 99-102, 221, 255; **95**: 187; **96**: 108-110, 147-152, 324, 325; **97**: 33, 44, 108, 112, 286, 287, 319.
  Voir aussi *Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique); Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni) (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique).*

Droit criminel international: **81**: 145; **85**: 209, 210; **86**: 218; **87**: 210, 211; **88**: 281-285, 300, 309; **89**: 279-281, 312; **90**: 288-290; **91**: 174, 335-342; **92**: 381-386; **93**: 114-124, 310-320; **94**: 234-241, 262, 359; **95**: 199-202; **96**: 153-156, 340-352; **97**: 296-305.
  Voir aussi *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.*

Droit de la guerre: **81**: 18, 171; **87**: 143, 275; **88**: 73, 238, 377, 394, 397; **89**: 9, 13, 247, 382, 384, 389-391, 396, 399, 400, 403, 407, 410, 413; **90**: 427, 457; **92**: 38; **93**: 340, 460-463, 465-478; **94**: 338-352, 354, 355, 357-360; **95**: 305, 313, 315, 317, 318, 322, 327.
  Voir aussi *Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé; Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires.*

Droit de la mer: **81**: 13, 134-141; **82/83**: 222-244; **84**: 143, 144, 155-171, 187; **85**: 158, 174, 181-207, 225; **86**: 190-214, 222, 226, 230; **87**: 44-52, 99, 100, 166-201, 220, 224, 225, 235, 241; **88**: 197-264, 323, 324, 338, 339; **89**: 208-272; **90**: 205-254; **91**: 246-305; **92**: 303-355; **93**: 238-293, 366, 367; **94**: 23, 193-220; **95**: 166-186, 299; **96**: 32, 39, 268, 281, 291-323; **97**: 38, 86, 264-285.

Droit de passage sur territoire indien
  Commentaires: **82/83**: 201.

Droit diplomatique et consulaire: **81**: 124-129; **82/83**: 209-213; **84**: 152; **86**: 181-185; **87**: 158-159; **88**: 174-178; **89**: 187-189; **90**: 190-192; **91**: 145, 233-235; **92**: 286-290, 481, 482, 525, 531; **93**: 225; **94**: 182; **95**: 152, 153, 280; **96**: 85, 279, 280; **97**: 251-257.
  Voir aussi *Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies; Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran.*

Droit humanitaire: **85**: 208; **87**: 202, 203, 205; **88**: 173, 278, 378; **89**: 277; **90**: 261, 264, 270, 272-274, 279, 284, 322; **91**: 471, 473, 474, 478, 480, 486, 503, 513; **92**: 557, 560, 564; **93**: 388, 413, 446, 450, 451, 454, 456, 464, 467; **94**: 340, 343, 344, 347, 350, 352, 358; **95**: 302, 304, 308, 318, 324; **96**: 351, 352, 441, 480, 483, 492, 495, 506, 508, 510, 512, 515; **97**: 166, 167, 173, 174, 179, 180, 394-396, 399, 400, 405-407.
  et la Cour: **96**: 29.
  Voir aussi Intervention: Politique, Humanitaire.

Droit international
  Codification, Développement: **81**: 166; **82/83**: 14, 291-298; **84**: 16, 200-203; **85**: 145, 147, 158, 240-242, 246; **86**: 160, 239, 240; **87**: 141; **88**: 140, 241, 256, 300, 309, 341, 350-353, 363, 365; **89**: 148, 150, 154, 159; **90**: 134; **91**: 138, 144, 149, 150, 153, 160-162, 164, 165, 241, 306, 339, 373; **92**: 9, 22, 158, 165, 204, 347; **93**: 20, 156, 303; **94**: 241; **96**: 200, 227, 234-236, 238, 336, 393, 394; **97**: 22, 23, 35, 48, 306.
  En général: **81**: 8, 11, 111-116; **82/83**: 162-174; **84**: 15, 126-138; **85**: 15, 137-154; **86**: 18, 154-161; **87**: 112-133; **88**: 112-128; **89**: 137-147; **90**: 120-135; **91**: 138-168; **92**: 153-184; **93**: 130-154; **94**: 13, 121-146, 264; **95**: 95-112; **96**: 192-223; **97**: 197-212.
  et droit interne: **81**: 115; **82/83**: 163; **85**: 8, 151; **87**: 145, 150; **88**: 75, 118, 139, 142, 143, 147, 170, 172, 181, 186; **89**: 200, 216, 221, 241, 409; **90**: 93, 120, 122, 129, 132; **91**: 154, 166-168; **95**: 105, 109.
  Sujets divers: **81**: 163-172; **82/83**: 312-324; **84**: 210-216; **85**: 252-262; **86**: 250-255; **87**: 275-284; **88**: 375-403; **89**: 377-419; **90**: 8, 427-466; **91**: 471-516; **92**: 557-619; **93**: 443-479; **94**: 353, 356, 361; **95**: 301-327; **96**: 501, 513; **97**: 23.

Droit international coutumier: **81**: 15, 134; **82/83**: 177, 180, 187, 241; **84**: 139, 140, 143, 144, 160, 165, 173; **85**: 155, 159; **86**: 11, 162, 177, 200; **87**: 67, 72, 85, 136, 138-140, 201; **88**: 70, 130, 132, 133, 139, 142, 143, 145-147; **89**: 149, 151, 158, 159, 212; **90**: 64, 66, 137, 139, 143, 144, 316, 405; **91**: 136, 171, 173, 176, 177, 179-181, 486; **92**: 91, 96, 185, 191-194, 198-200, 203, 205, 208, 209, 292, 331; **93**: 161, 226; **94**: 141, 183, 191, 205, 347; **95**: 113, 116, 118, 119, 158; **96**: 102, 225, 228, 231, 233, 322, 335, 339, 506; **97**: 214, 216-218, 262, 263, 283.
  Voir aussi Sources du droit international.

Droit international de l'environnement: **82/83**: 224, 234, 247, 248; **84**: 174; **85**: 213, 217; **87**: 214; **88**: 216, 232, 255, 287, 293, 295, 296, 311, 317; **89**: 284, 285, 288, 289, 291-293, 296, 297, 300, 301, 304, 311, 325, 330; **90**: 292-295, 299-301, 303-307, 309, 311, 313, 324, 326, 352; **91**: 268, 343, 344, 346-348, 352, 357, 359; **92**: 14, 307, 322, 387, 393-404, 407-410, 412-414, 417, 419, 420, 429, 431, 460; **93**: 82, 206, 242, 263, 321, 322, 324, 325, 327, 328, 330, 332-336, 338-340, 343, 344, 347, 348, 350, 352, 355, 357, 360, 362, 460, 462; **94**: 11, 12, 15, 242, 245, 246, 248, 251-253, 255, 256, 258, 261, 263; **95**: 205, 206, 209, 210, 315, 321; **96**: 62, 233, 271, 353, 354, 356, 357, 359, 360, 363, 365, 366, 369-371; **97**: 34, 295, 306-319, 323.

Droit international de l'occupation: **93**: 208, 221.

Droit international du développement: **88**: 290, 295-297; **89**: 282; **90**: 302, 310, 314; **91**: 238, 323; **94**: 137; **95**: 203, 211; **97**: 313, 322, 325.

Droit international économique: **85**: 211, 212; **86**: 246; **87**: 212, 213, 215; **88**: 286, 288, 289, 291, 292, 294; **89**: 282, 283, 286, 287, 290, 294, 295, 298, 299, 303; **90**: 233, 291, 295-298, 308, 309, 311, 312, 316; **91**: 345, 349-351, 353, 355, 358, 360, 362, 407; **92**: 390-392, 405-407, 411; **93**: 130, 263, 326, 329; **94**: 12, 243, 244, 247, 249, 250; **95**: 19, 204, 206-208, 211; **96**: 58, 106, 355, 358, 361, 362, 364, 367, 368, 375; **97**: 318, 321, 322.

Droit interne
  et droit international: **82/83**: 264.

Droit intertemporel: **84**: 213.

Droits de l'homme: **81**: 143, 144; **82/83**: 245, 246; **84**: 124, 172; **85**: 144, 168, 208; **86**: 136, 215-217; **87**: 94, 202-209; **88**: 266-280, 295, 296, 308; **89**: 61, 273-278, 309; **90**: 261-287, 345, 346, 366, 380, 418; **91**: 49, 54, 153, 203, 309-334, 348, 356, 357, 366, 382, 404; **92**: 23, 95, 194, 205, 267, 268, 363-380, 446, 457, 461, 463, 549, 575; **93**: 47, 295-309, 316, 330, 351; **94**: 164, 222-233; **95**: 165, 188-198; **96**: 260, 288, 326-339, 376, 478, 512; **97**: 42, 60, 255, 260, 288-295, 341.
  et la Cour: **93**: 12.
  Etats-Unis d'Amérique: **87**: 206.

Eaux internationales non maritimes: **81**: 164; **82/83**: 315; **86**: 206, 225; **87**: 166, 168, 196, 200, 201; **88**: 223, 240, 248; **91**: 169; **92**: 340, 341; **93**: 243, 244, 270, 447; **94**: 196; **95**: 149, 150; **96**: 157; **97**: 233.

Effet de jugements du Tribunal administratif des Nations Unies accordant indemnité
  Commentaires: **82/83**: 303.

Election des juges: **81**: 16, 17; **82/83**: 24-29; **85**: 21; **86**: 24-26; **87**: 18, 19; **88**: 14-19, 346, 347; **89**: 34, 35, 37-39, 41, 345, 346; **90**: 20; **91**: 24-30; **92**: 33-35; **93**: 22; **94**: 17-19; **95**: 20-22; **96**: 63, 64; **97**: 54-57.

Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI)
  Arrêt (texte): **89**: 108, 109; **90**: 83; **91**: 100; **93**: 71.
  Mémoires, plaidoiries et documents: **93**: 69, 70; **94**: 77.
  Ordonnance(s): **87**: 108, 109; **88**: 100, 101; **91**: 99.
  Requête introductive d'instance: **87**: 107.
  Commentaires: **89**: 110; **90**: 84-90; **91**: 101-103; **92**: 102, 103; **93**: 72-74; **95**: 54; **96**: 106.

Emoluments des juges: **81**: 29, 30; **84**: 33, 34; **86**: 35-37; **95**: 31, 32.

Emploi de la force: **81**: 163, 165, 168-170, 172; **82/83**: 19, 320, 321; **84**: 153, 210-212, 214, 216; **86**: 178, 250, 253; **87**: 278, 280, 281; **88**: 73, 88, 378, 383, 386, 387, 390, 391, 398, 400, 402, 403; **89**: 84-93, 209, 378-382, 384, 386, 388, 395, 398, 402, 415, 417; **90**: 12, 62, 63, 375, 431-433, 435, 443, 453, 459, 464; **91**: 80, 288, 452, 463, 490-492, 498, 502, 503, 508-510, 512, 514-516; **92**: 8, 339, 436, 437, 449, 491, 559, 561, 563, 565, 568, 570, 572, 574, 576, 577, 581, 582, 584, 591, 596, 599, 602, 606, 607, 610, 612, 616, 617; **93**: 443, 444, 446, 458, 464, 465; **94**: 45, 176, 338-342, 345, 346, 348, 351, 359; **95**: 125, 126, 310, 311, 313, 315, 318, 320, 322, 325, 327; **96**: 479, 481-483, 485, 486, 490, 491, 494-497, 499, 500, 503, 507, 508, 511; **97**: 36, 130-150, 156-189, 242, 390, 408, 410.
  Voir aussi *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci.*

Epuisement des voies de recours internes: **82/83**: 61, 251; **86**: 229; **88**: 334; **90**: 84, 87, 327, 366, 372; **91**: 390; **93**: 364; **97**: 321.
  Voir aussi *Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI).*

Equidistance: **90**: 205.

Equité *(Ex aequo et bono)*: **81**: 117, 140; **82/83**: 175, 176, 178, 179, 181, 183, 184, 267; **84**: 141, 161; **85**: 82, 156, 157, 181, 214; **86**: 20, 87; **87**: 135, 141; **88**: 47, 56, 129, 134, 135, 137, 144, 145, 220, 229, 247, 260, 288; **89**: 9, 13, 18, 21, 152, 153, 226, 228, 286; **90**: 145, 231, 315; **91**: 76, 248, 250, 266; **92**: 189, 190, 197, 201; **94**: 127, 136, 149, 154, 202, 279; **95**: 115, 117; **96**: 229, 230, 285; **97**: 49, 215, 271-273.

Erythrée
  Admission à l'ONU: **94**: 31, 32.
  Autodétermination: **95**: 127.

Espagne
  et la Cour: **91**: 52; **96**: 52.

Essais nucléaires
  Commentaires: **82/83**: 10, 234, 247; **85**: 59-61, 213; **88**: 49, 380, 385, 392, 396; **95**: 94; **96**: 182-187; **97**: 192, 193, 196, 402.
  Voir aussi *Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des* Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France).

Estonie
  Admission à l'ONU: **92**: 57.

Estoppel: **85**: 262; **87**: 24; **89**: 408; **97**: 347.

Etablissement de faits: **86**: 14; **92**: 71, 72, 76, 88; **96**: 90.

Etats admis à ester devant la Cour: **81**: 35, 36; **82/83**: 49-52; **85**: 24-27, 243; **89**: 48; **91**: 47, 48; **92**: 51-62; **94**: 25-36.

Etats africains
  et la Cour: **81**: 9; **86**: 225; **88**: 331; **89**: 326; **95**: 11; **97**: 26, 50.
  et le droit international: **84**: 148; **89**: 154, 174; **95**: 149, 150, 179, 188, 222; **97**: 388.
  Règlement pacifique des différends: **82/83**: 250; **89**: 326.

Etats arabes du Golfe
  et le droit international: **95**: 137.

Etats asiatiques: **97**: 26, 50.

Etats sans littoral: **91**: 246; **92**: 342; **93**: 271; **94**: 194.

Etats-Unis d'Amérique
  Conflit territorial avec le Canada: **81**: 110; **82/83**: 273.
  et l'ONU: **86**: 245; **90**: 192; **91**: 188, 329.
  et la Cour: **82/83**: 273, 304; **85**: 28, 43, 44, 209; **86**: 39, 55, 120-140, 255; **87**: 25-31, 33-34, 59-98; **88**: 27, 29, 39, 71, 74, 77, 79, 84, 357; **89**: 8, 23, 25, 84-93, 173, 180, 186; **91**: 10, 11, 16, 17, 188; **92**: 17; **95**: 159; **96**: 38, 212, 214.
    Clause facultative: **82/83**: 56; **84**: 36, 37; **85**: 31, 33-37, 39-41; **86**: 38, 42-51, 128; **87**: 25-31, 69, 83; **88**: 24, 27-37, 74, 82, 337; **90**: 35.
  et le droit de la mer: **96**: 311.

Europe
  et la Cour: **96**: 19.

Europe orientale
  et la Cour: **91**: 15.

Ex aequo et bono, voir Equité.

Ex-République yougoslave de Macédoine
  Admission à l'ONU: **94**: 29, 30.

Examen du rôle de la Cour: **81**: 12, 157, 158; **84**: 10, 11; **87**: 5-7; **91**: 137; **96**: 6, 8, 13-17, 20, 21, 23, 28, 31, 34, 37, 43, 47, 58, 88; **97**: 2, 3, 7-22, 39, 80.

Exceptions préliminaires: **82/83**: 78; **92**: 106; **97**: 113.

Excès de pouvoir: **82/83**: 308; **96**: 103.

Exécution des décisions de la Cour: **94**: 39; **95**: 58-60, 62-64.

Experts: **97**: 85.

Expropriation: **89**: 164; **90**: 87; **91**: 349, 354, 361, 408; **92**: 421; **95**: 208; **96**: 367; **97**: 324.

Extradition: **88**: 281; **91**: 328; **92**: 385; **93**: 312, 317, 365; **94**: 240; **97**: 287.

Extraterritorialité: **93**: 210.

Finances de la Cour: **81**: 29-34; **82/83**: 279-288; **84**: 33, 34, 196, 199; **85**: 232-239; **86**: 35-37, 235-238; **87**: 249-250; **89**: 347-350; **90**: 350, 373; **91**: 45, 46, 426-431, 438, 439; **92**: 46-50; **95**: 31, 32; **97**: 72.

Finlande
  et la Cour: **89**: 49.
  et le droit de la mer: **96**: 302.

Fonctionnaires internationaux: **82/83**: 307, 309, 310; **88**: 175, 355, 369, 373, 374; **90**: 363; **91**: 469; **92**: 533, 534; **93**: 442; **94**: 309; **95**: 267, 271, 280.

Fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général: **90**: 350, 373; **91**: 45, 46; **92**: 46-50; **93**: 7.

Fonds marins, *voir* Ressources naturelles.

Force obligatoire et exécution
  Décisions de la Cour: **81**: 57, 92, 169; **85**: 50, 52, 150, 243; **96**: 24, 51, 72; **97**: 41, 77.
  Décisions de tribunaux internationaux: **82/83**: 254; **85**: 219; **87**: 226-228, 234.
  Droit international: **81**: 163, 166; **82/83**: 171; **85**: 254; **88**: 162; **89**: 295, 381, 383, 385, 393, 404; **90**: 429, 439, 442, 458; **92**: 141, 142, 566, 598, 600; **95**: 303; **96**: 486, 487; **97**: 386, 400.

Forces pour le maintien de la paix: **92**: 537.

Frais de voyage et de mission des membres de la Cour: **86**: 35-37.

France
  et la Cour: **84**: 20, 21; **95**: 7; **97**: 53, 55.
    Clause facultative: **81**: 38.

Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria
  Demande en indication de mesures conservatoires: **96**: 165-167.
  Ordonnance(s) de la Cour: **94**: 119; **96**: 164; **97**: 151, 152.
  Requête introductive d'instance: **94**: 118.
  Commentaires: **97**: 153-155.

Frontières: **81**: 117; **82/83**: 181, 260; **84**: 151; **85**: 9, 166, 224, 257, 260; **86**: 14; **87**: 53-58, 105, 106; **88**: 57-64, 95, 97, 160; **89**: 83, 96-107, 172, 174, 177, 183, 317; **90**: 57, 78-82, 117, 118, 175, 180, 337, 338, 383; **91**: 80, 88-98, 210, 212, 224, 230, 231, 237, 294, 392; **92**: 280, 281; **93**: 59-68, 175, 194; **94**: 74, 88-90, 96-98, 118, 119, 135, 166; **95**: 117, 142, 144; **96**: 104, 105, 116-120, 165-167, 188-191, 276, 277, 379; **97**: 153-155, 245.
  Voir aussi *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras); Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali); Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)); Différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad); Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria.*
  Frontières maritimes: **81**: 136-138, 140; **82/83**: 114, 222, 225, 230-232, 235, 236, 238,242, 244, 313; **84**: 8, 155, 156, 158, 162, 166, 167, 169, 170; **85**: 72, 73, 75, 77, 181-184, 189-191, 194-196, 200, 205, 206; **86**: 172, 191, 195, 198, 202, 203, 207-209, 213, 214; **87**: 44-52, 99, 100, 167, 168, 170-172, 174-175, 177, 178, 183-187, 189, 191, 200; **88**: 47, 51-56, 96-99, 144, 145, 197-199, 201-204, 206-210, 212, 213, 215, 216, 218-220, 222, 224, 225, 227, 229-231, 233, 236, 237, 244, 246, 247, 249, 250, 253, 257, 259-264, 338; **89**: 9, 13, 77-79, 103-107, 122, 133, 134, 208, 210, 213, 214, 217, 219, 220, 223, 227-229, 233, 234, 237-239, 245, 250, 257-259, 266-268, 272; **90**: 78-82, 96, 116, 205, 208, 210, 213-215, 220, 226, 228, 230, 231, 235, 237, 241, 242, 244, 250; **91**: 68-79, 109, 129, 134-136, 211, 212, 247, 248, 250, 253, 255, 256, 260, 263-266, 278, 289, 294, 299, 302, 303, 391; **92**: 115-123, 130, 131, 260, 308, 309, 313, 314, 316-319, 337, 338, 343, 349; **93**: 54, 59-68, 75, 76, 238-241, 246, 247, 252-255, 258-264, 266, 273, 278, 291, 293, 366, 367; **94**: 23, 74, 80-83, 96-98, 118, 119, 197-200, 202, 207, 208, 212, 219; **95**: 55, 69, 71-77, 117, 154, 175, 176, 181, 183; **96**: 39, 101, 104, 105, 107, 135, 137-146, 165-167, 188-191, 294, 296, 307, 313, 316; **97**: 105, 111, 153-155, 241, 265, 272, 273, 339.
    Voir aussi *Compétence en matière de pêcheries; Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine; Délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen; Délimitation maritime entre la Guinée-Bissau et le Sénégal; Délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn;*

Demande en revision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) *(Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne); Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)); Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria; Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie);* Mer territoriale; *Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark); Pêcheries;* Plateau continental; *Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte); Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne); Plateau continental de la mer du Nord; Plateau continental de la mer Egée; Sentence arbitrale du 31 juillet 1989; Timor oriental (Portugal c. Australie);* Zone économique.

Génocide: **85**: 209, 210; **86**: 218; **87**: 210, 211; **88**: 282; **89**: 280, 281; **90**: 288, 290; **91**: 337, 338; **92**: 249, 386; **93**: 114-124, 315, 319, 320; **94**: 105-112; **95**: 84, 85, 199; **96**: 153-156; **97**: 117-125.
Voir aussi *Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.*

Gibraltar: **84**: 147; **92**: 271.

Golfes: **88**: 227; **89**: 231, 245; **94**: 203; **96**: 104.

Grande-Bretagne, *voir* Royaume-Uni.

Grèce
et le droit de la mer: **96**: 315, 320; **97**: 267-269, 271, 278-280.

Greffe: **89**: 46, 47; **97**: 70, 71.
Bibliothèque: **81**: 28.

Greffier de la Cour
Biographies et nécrologies: **84**: 32.

Guerre civile: **95**: 276, 305, 317.

Hong Kong: **91**: 312; **92**: 235.

Hongrie
Règlement pacifique des différends: **89**: 338.

Ile de Kasikili/Sedudu (Botswana/Namibie)
Compromis: **96**: 188.
Ordonnance(s) de la Cour: **96**: 189.
Commentaires: **96**: 190, 191.

Iles: **84**: 166; **85**: 194; **87**: 181; **88**: 213, 249, 257; **89**: 161, 213, 214, 232, 269, 293; **90**: 219; **91**: 136, 256, 263, 273, 302; **92**: 308, 309, 314; **93**: 241, 262; **96**: 188-191, 269; **97**: 234.
artificielles: **92**: 309, 321; **94**: 74.

Iles Åland: **97**: 230.

Iles Marshall
Admission à l'ONU: **92**: 55.

Immunité des Etats: **92**: 247, 248.

Incident aérien du 27 juillet 1955 (Etats-Unis d'Amérique c. Bulgarie)
Commentaires: **84**: 37.

Incident aérien du 3 juillet 1988 (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)
Ordonnance(s) de la Cour: **89**: 124; **90**: 97-99; **91**: 110, 111; **92**: 104; **96**: 108-110; **97**: 106.
Requête introductive d'instance: **89**: 123.
Commentaires: **89**: 125; **92**: 105.

Incidents internationaux: **89**: 406.

Indépendance des juges: **92**: 455; **94**: 19.

Individus
Devant les tribunaux internationaux: **84**: 55.

Institut de droit international: **91**: 334.
Résolutions: **92**: 182.

Institution du système judiciaire international: **81**: 8; **85**: 17, 142; **87**: 14; **89**: 22; **90**: 12-15; **93**: 20; **94**: 12, 13; **95**: 18; **97**: 23-49.

Institutions spécialisées de l'ONU: **84**: 204; **89**: 364, 365, 368; **90**: 409.

Intérêt juridique: **82/83**: 54, 252; **88**: 23; **96**: 74-77; **97**: 73.
Voir aussi Intervention.

Interprétation: **85**: 49.

Interprétation de l'accord du 25 mars 1951 entre l'OMS et l'Egypte
Avis consultatif (texte): **81**: 99-101; **82/83**: 126, 127.
Mémoires, plaidoiries et documents: **81**: 98.
Commentaires: **81**: 102-106; **82/83**: 128, 129; **84**: 74, 75; **86**: 75, 76.

Intervention
Politique: **85**: 167, 169, 170; **86**: 170, 174, 177, 178; **87**: 79, 155; **88**: 164, 167, 169, 173; **89**: 169, 170, 184, 277, 414; **90**: 58-70, 263, 464; **91**: 213, 215, 216, 225; **92**: 98, 256-259, 261, 263, 264, 267-269, 272, 273, 276, 278, 279, 284; **93**: 217, 220, 466; **94**: 72, 175, 176, 178; **95**: 139, 141, 151; **96**: 263, 265, 271, 274, 278; **97**: 238, 239, 246.
Voir aussi *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci.*
Humanitaire: **92**: 261, 264, 267-269, 272, 273, 279, 284; **93**: 222, 450, 454, 464, 469, 475; **94**: 223, 226, 340, 350; **95**: 146, 148, 308; **96**: 448, 480, 485, 489, 498, 505; **97**: 236, 237, 250, 399, 405-407.

Intervention (procédurale): **81**: 55, 56, 69, 71-75, 97, 103, 104, 118; **82/83**: 71-76, 96, 97; **84**: 48-53, 93, 95, 96, 118; **85**: 51, 53, 91-95, 98, 104-106, 129; **86**: 57, 58, 60, 89, 91, 92, 98; **87**: 35, 38-40; **88**: 43, 66, 271; **89**: 66, 67, 92; **90**: 19, 75, 79, 81, 82; **91**: 65, 93, 95-98; **92**: 78, 79, 101; **93**: 43-45, 61, 64, 66; **94**: 16, 56, 58-60, 76; **96**: 386; **97**: 86, 88, 89.
Voir aussi *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci; Différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (El Salvador/Honduras; Nicaragua (intervenant)); Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte); Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne).*

Investissements à l'étranger: **82/83**: 220; **85**: 211, 212; **87**: 107-109; **88**: 294, 333; **92**: 103.

Irak
Différend frontalier: **95**: 147.

Italie
et le droit de la mer: **96**: 321.

Japon
et le droit international: **84**: 132.

Jugements: **82/83**: 263; **84**: 186; **85**: 10; **88**: 42; **90**: 31; **91**: 63.
Interprétation: **85**: 49; **88**: 42; **90**: 31; **95**: 41.

Jugements déclaratoires: **84**: 186; **88**: 332.

Jugements du Tribunal administratif de l'OIT sur requêtes contre l'Unesco
Commentaires: **82/83**: 303.

Juges, *voir* Biographies et nécrologies de juges; Composition de la Cour; Démission des juges; Election des juges; Emoluments des juges; Indépendance des juges; Juges *ad hoc.*

Juges *ad hoc:* **94**: 20; **97**: 58.

Juridiction, *voir* Compétence de la Cour.

Juridiction obligatoire, *voir* Clause facultative.

Jurisprudence de la Cour
Recueils: **81**: 58-62; **82/83**: 79-84, 253, 306; **84**: 56-58; **85**: 54-58; **86**: 62-65; **87**: 42, 43; **88**: 45-48; **89**: 26, 27, 68-71; **90**: 44-51; **91**: 66, 67; **92**: 80-87, 163, 171; **93**: 16, 20, 46-49; **94**: 62-69; **95**: 43-50; **96**: 22, 25, 58, 93-98; **97**: 24, 37, 38, 44, 46, 49, 79, 91-103.
Pour les affaires individuelles, voir la table des matières ou l'index sous les noms des affaires.

Jus cogens: **89**: 156, 275; **90**: 147; **91**: 172, 174, 503; **92**: 188, 202; **94**: 352; **95**: 114; **96**: 232, 237.

Jus standi, voir Intérêt juridique.

Lettonie
  Admission à l'ONU: **92**: 59.

Libéria
  et le droit international: **95**: 151.

Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé
  Avis consultatif (texte): **96**: 158, 169; **97**: 130.
  Ordonnance(s) de la Cour: **93**: 129; **94**: 117.
  Requête pour avis consultatif: **93**: 128.
  Commentaires: **95**: 87-90; **96**: 158-163; **97**: 131-150.
  Voir aussi *Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires.*

Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires
  Avis consultatif (texte): **96**: 168, 169; **97**: 156-158.
  Requête pour avis consultatif: **94**: 120.
  Commentaires: **95**: 87, 88, 90; **96**: 158-162, 170-177; **97**: 131-150, 159-189.
  Voir aussi *Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un Etat dans un conflit armé.*

Liechtenstein
  Admission à l'ONU: **91**: 47.

Lignes de base: **82/83**: 222; **86**: 199, 208, 210; **88**: 237; **89**: 225, 234, 244, 263, 271; **91**: 267, 282, 293; **92**: 343; **93**: 281, 283; **94**: 204; **95**: 181; **96**: 304.

Litispendance: **82/83**: 53; **89**: 50.

Lituanie
  Admission à l'ONU: **92**: 61.

Macédoine, *voir* Ex-République yougoslave de Macédoine.

Malouines (îles): **82/83**: 194, 195, 200; **84**: 149; **85**: 165; **88**: 235, 257; **89**: 135, 167; **91**: 187; **92**: 227, 250, 253; **94**: 159; **95**: 128.

Médiation: **95**: 228.

Membres de la Cour, *voir* Biographies et nécrologies de juges; Composition de la Cour; Démissions des juges; Election des juges; Emoluments des juges; Juges *ad hoc.*

Mer Egée: **97**: 234, 244, 267, 271, 278.

Mer territoriale: **81**: 136; **85**: 198; **86**: 210; **88**: 148, 201, 202, 237; **89**: 263; **91**: 121, 122, 134, 135, 218, 219, 226-228, 303, 392; **92**: 338; **94**: 201; **97**: 268.

Mers fermées ou semi-fermées: **89**: 246.

Mesures conservatoires: **81**: 51-54, 68, 79; **82/83**: 10, 77, 119; **84**: 54, 101, 111-115, 162; **85**: 50, 52, 60, 116, 123, 126, 127, 129; **86**: 59, 61, 100, 105-108, 113, 114, 130, 223, 228; **87**: 36-37, 54; **88**: 44, 59, 62, 66, 93; **89**: 65, 83; **90**: 43, 56, 113-115; **91**: 89, 118, 119, 131; **92**: 77, 115, 130, 463; **93**: 372; **94**: 57, 61, 106-109; **95**: 42; **97**: 87.
  Voir aussi *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras); Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci; Compétence en matière de pêcheries; Différend frontalier (Burkina Faso/République du Mali); Essais nucléaires; Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria; Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark); Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran; Plateau continental de la mer Egée; Procès de prisonniers de guerre pakistanais; Sentence arbitrale du 31 juillet 1989.*

Micronésie (Etats fédérés de)
  Admission à l'ONU: **92**: 53.

Minorités: **92**: 374-377, 379, 380; **93**: 179, 189, 207, 408, 416; **95**: 121, 195; **96**: 338; **97**: 225, 227, 230.

Monaco
  Admission à l'ONU: **94**: 33, 34.

Mouvement non aligné: **95**: 326.

Mouvements nationaux de libération: **92**: 239, 240; **94**: 157.

Namibie: **81**: 122; **82/83**: 85, 86, 193, 196, 197, 205; **84**: 124, 150; **85**: 160, 162, 163; **86**: 165, 169, 247; **87**: 144; **88**: 150, 153, 156; **89**: 396; **90**: 154, 160, 163, 170, 403; **91**: 22, 182-184, 200, 207, 210, 244, 263, 323, 451; **92**: 214, 223, 234; **93**: 171; **94**: 288, 320; **96**: 188-191; **97**: 232.
Voir aussi *Admissibilité de l'audition de pétitionnaires par le Comité du Sud-Ouest africain; Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité; Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain; Statut international du Sud-Ouest africain; Sud-Ouest africain (Ethiopie [et] Libéria c. Afrique du Sud).*

Nationalité: **82/83**: 207; **84**: 124; **86**: 173; **87**: 152, 157; **91**: 209, 220, 221, 229, 232; **95**: 143; **97**: 255.

Nations Unies: **81**: 153-161; **82/83**: 274-304; **84**: 192-207, 209; **85**: 14, 220, 221, 227-248; **86**: 12, 221, 231-248; **87**: 246-271; **88**: 344-368; **89**: 111-121, 318, 339-374; **90**: 386-420; **91**: 306, 393, 394, 422-464; **92**: 499-545; **93**: 384, 392-438; **94**: 146, 294-329; **95**: 4, 17, 216, 235-297; **96**: 198, 213, 404, 413-469, 494, 495, 521; **97**: 80, 349-383, 387.
Accord de siège: **89**: 111-121; **91**: 104-108; **94**: 78.
Voir aussi *Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies.*
Admission de nouveaux Membres: **81**: 35, 36; **82/83**: 49-52; **85**: 24-27; **89**: 362; **92**: 51-62; **93**: 415; **94**: 25-36; **95**: 33, 34.
Annuaires: **81**: 154; **82/83**: 274, 275; **87**: 246, 270; **88**: 368; **89**: 373; **90**: 386, 419; **91**: 425; **92**: 499; **93**: 392; **94**: 294; **95**: 235-237; **97**: 349, 350.
Annuaires juridiques: **81**: 153; **82/83**: 276; **84**: 192, 193; **85**: 227; **86**: 231, 232; **90**: 400, 401; **91**: 434, 435; **92**: 500-502; **93**: 393; **94**: 295, 296; **96**: 413-415.
Assemblée générale: **85**: 245; **88**: 360; **89**: 366; **90**: 404, 405, 410; **93**: 423, 437; **95**: 45, 192, 294; **97**: 31, 356, 357.
Résolutions: **81**: 155, 156; **82/83**: 277, 278, 299; **84**: 194, 195; **85**: 228-231; **87**: 138, 247-248; **88**: 344, 345, 366; **89**: 341-346; **90**: 398, 399; **91**: 199, 449, 450; **92**: 509, 510; **93**: 396, 397; **94**: 303-306; **95**: 244-249, 296; **96**: 420, 421; **97**: 358, 359.
Effets des —: **81**: 161; **82/83**: 187, 189, 311; **88**: 360, 361; **89**: 374; **92**: 538.
Charte des Nations Unies
Texte allemand: **92**: 519.
Texte anglais: **90**: 1.
Texte français: **90**: 1.
Comité spécial de la —: **91**: 442, 443.
Commentaires non officiels: **85**: 221, 243; **87**: 278; **88**: 364, 379; **89**: 361, 386; **91**: 452, 454, 455, 496; **92**: 519, 544, 580; **93**: 407, 418; **95**: 257, 263, 269, 284; **96**: 8, 392, 423, 441, 452, 454, 467; **97**: 362, 369, 375, 392.
Commentaires officiels: **81**: 157, 158.
Interprétation par la Cour: **81**: 114; **82/83**: 168, 302.
Revision: **82/83**: 289, 290; **93**: 434.
Commission du droit international: **90**: 317, 406; **91**: 373; **92**: 18, 35; **93**: 375, 406; **94**: 287; **96**: 226, 238, 431; **97**: 308.
Annuaires: **82/83**: 295-298; **84**: 202, 203; **85**: 242; **86**: 241, 242; **87**: 253-254; **88**: 352, 353; **89**: 357, 358; **92**: 512, 513; **93**: 399-402; **94**: 307, 308; **95**: 250, 251.
Rapports: **82/83**: 291-294; **84**: 200, 201; **85**: 240, 241; **86**: 239, 240; **87**: 251, 252; **88**: 300, 309, 350, 351; **89**: 355, 356; **90**: 395, 396; **91**: 440, 441; **92**: 415, 416, 423, 507, 508, 523; **93**: 394, 395; **94**: 301, 302; **95**: 212, 242, 243; **96**: 343, 418, 419; **97**: 354, 355.
Conseil de sécurité: **81**: 160; **82/83**: 53; **87**: 91-93; **88**: 26, 346, 347, 354, 359; **89**: 50; **90**: 412; **91**: 457, 458; **92**: 418, 517, 518, 524, 527, 530, 536, 544, 589; **93**: 403, 404, 409, 413, 414, 417-420, 422-424, 426, 427, 468; **94**: 259, 311-315, 325; **95**: 200, 201, 252, 254-256, 261-263, 268, 275, 278, 279, 325; **96**: 257, 366, 423, 430, 446, 447, 497; **97**: 282, 366, 368, 382.
et la Cour: **92**: 143, 144, 147, 148; **93**: 13, 102; **94**: 100; **95**: 262, 273; **96**: 33, 48, 49, 73, 148-152, 409, 437, 443, 515; **97**: 45, 361.
Rapports: **89**: 353, 354.
Répertoire de la pratique: **92**: 511.

    Résolutions: **89**: 370; **92**: 229; **93**: 106, 108, 412, 424, 438; **94**: 323; **95**: 64, 296; **96**: 441-443, 453, 457; **97**: 328.
  Finances: **82/83**: 279-288; **84**: 196-199; **85**: 232-239; **86**: 235-238; **87**: 249-250; **88**: 374; **89**: 347-350, 359; **90**: 388-390, 393, 394; **91**: 45, 46, 426-431, 438, 439; **92**: 503, 504; **94**: 297-300; **95**: 238-241; **96**: 416, 417; **97**: 351-353.
  Manuel: **85**: 248; **86**: 248; **87**: 270; **88**: 368; **89**: 373; **90**: 419; **92**: 522, 541, 542; **94**: 327, 328; **95**: 292; **97**: 380.
  Privilèges et immunités: **89**: 129-132; **91**: 115, 116; **92**: 111-113, 282; **93**: 85, 86.
  Répertoire de la pratique: **81**: 159; **86**: 243, 244; **87**: 255, 256; **90**: 397; **91**: 448; **93**: 398.
  Secrétaire général: **84**: 42, 43; **88**: 320; **89**: 360, 372; **94**: 320; **95**: 276; **97**: 364.
    Rapports: **89**: 351, 352; **91**: 59, 432, 433, 436, 437, 444-447; **92**: 539; **93**: 411; **95**: 62, 63; **96**: 426-428.
  Tribunal administratif: **94**: 51; **96**: 399, 408, 412; **97**: 348.
  Commentaires: **81**: 12; **82/83**: 300, 304; **84**: 204-207; **85**: 14, 220, 221, 244, 246, 247; **86**: 12, 221, 248; **87**: 14, 148, 257-266, 268, 269, 271, 275; **88**: 314, 315, 318, 330, 343, 356, 357, 362, 363, 365, 367; **89**: 365, 367, 369, 371, 407; **90**: 402-420; **91**: 451-464, 474, 483; **92**: 514-545; **93**: 403-438; **94**: 309-329; **95**: 252-297; **96**: 37, 43, 59, 293.

Nauru
  et la Cour: **89**: 48.

Négociations: **90**: 343; **92**: 495; **93**: 377; **94**: 275; **95**: 231.

Negotiorum gestio en droit international: **89**: 394.

Neutralité: **90**: 458; **91**: 473; **92**: 532, 599; **93**: 470; **96**: 490, 500.

Nicaragua
  Clause facultative: **85**: 118.

Nigéria
  Autodétermination: **95**: 134.

Nottebohm
  Commentaires: **82/83**: 206, 207; **86**: 173.

Nouveaux Etats
  et la Cour: **82/83**: 17; **84**: 136, 138; **87**: 5.
  et le droit international: **84**: 136, 138; **87**: 112, 127.

Nouvel ordre mondial: **86**: 252; **87**: 88, 114; **88**: 25, 113; **90**: 181; **91**: 142, 161; **92**: 147, 148, 172, 180, 225, 264, 270, 381, 445, 526, 567, 612; **93**: 287, 323, 429; **94**: 349, 353, 356, 361; **95**: 10, 188, 204, 255, 256, 291; **96**: 197, 257, 424, 463; **97**: 378.

Nullité: **81**: 116; **89**: 204; **92**: 117; **93**: 363.

Objections préliminaires: **82/83**: 78; **92**: 106.

Obligationes erga omnes: **94**: 8, 254; **95**: 324; **96**: 327, 373.

Offense à la Cour: **82/83**: 19.

Opinio juris: **92**: 168, 196; **94**: 151.

Opinions individuelles ou dissidentes: **82/83**: 65; **84**: 47; **85**: 48; **91**: 41; **94**: 23.

Or monétaire pris à Rome en 1943
  Commentaires: **96**: 128, 131.

Organisation de l'unité africaine: **84**: 215; **85**: 250; **97**: 386.

Organisation de la Cour: **81**: 16-34; **82/83**: 23-48; **84**: 25-34; **85**: 18-23; **86**: 24-37; **87**: 15-21; **88**: 11-20; **89**: 28-47; **90**: 16-30; **91**: 23-46; **92**: 28-50; **94**: 14-24; **95**: 19-32; **96**: 60-69; **97**: 50-72.

Organisation de libération de la Palestine: **88**: 107-109; **89**: 341, 342, 362; **90**: 93-95, 171; **91**: 106-108, 198, 199, 205; **93**: 174, 187, 476; **94**: 157; **97**: 397.
  Voir aussi *Applicabilité de l'obligation d'arbitrage en vertu de la section 21 de l'accord du 26 juin 1947 relatif au siège de l'Organisation des Nations Unies.*

Organisation internationale du Travail: **96**: 326, 412.

Organisation mondiale de la Santé: **96**: 371.

Organisations internationales: **81**: 10; **82/83**: 305-311; **84**: 17, 207-209, 215; **85**: 222, 249-251; **87**: 204, 272-274, 276; **88**: 329, 369-374; **90**: 421-426; **91**: 5, 60, 385, 389, 460, 465-470; **92**: 466, 467, 535, 546-556; **93**: 439-442; **94**: 128, 289, 330-337; **95**: 298-300; **96**: 300, 400, 470-478; **97**: 360, 384-389.
  Accès à la Cour: **96**: 75-77; **97**: 24, 79.
  Accords conclus par des —: **81**: 162; **88**: 180, 184, 185, 187; **89**: 195, 197, 375, 376; **92**: 546; **95**: 299, 300.
  et pays hôtes: **95**: 274.
  Immunités: **92**: 556; **96**: 478.
  Traités constitutifs: **85**: 249, 251.
  Tribunaux administratifs des —: **91**: 5, 60, 465, 470; **92**: 514; **96**: 399, 408, 412.
  Voir aussi Succession.

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels: **95**: 189.

Palaos
  Admission à l'ONU: **95**: 33, 34.

Parties devant la Cour: **84**: 55; **89**: 63.

Passage inoffensif: **90**: 232; **91**: 130-133, 177, 254, 277, 283, 286, 378.

Passage par le Grand-Belt (Finlande c. Danemark)
  Demande en indication de mesures conservatoires: **91**: 131, 132; **92**: 128, 129; **93**: 94; **94**: 94.
  Désistement: **92**: 127.
  Mémoires, plaidoiries et documents: **93**: 96.
  Ordonnance(s) de la Cour: **91**: 131, 132; **92**: 127, 129; **93**: 95, 99; **94**: 94.
  Requête introductive d'instance: **91**: 130.
  Commentaires: **91**: 133; **92**: 130, 131; **93**: 97, 98, 100, 101; **94**: 95, 220; **96**: 136.

Patrimoine commun de l'humanité: **89**: 288; **90**: 243, 309; **92**: 305.

Patrimoine culturel (sous-marin): **95**: 186, 327.

Pays baltiques: **95**: 191.

Pêcheries: **85**: 203; **86**: 190; **87**: 188; **88**: 226, 236; **89**: 209, 240, 249; **90**: 239; **91**: 257, 259, 292, 297, 298, 301; **92**: 348; **93**: 272, 275, 280; **94**: 195; **95**: 92, 93, 224; **96**: 178, 179, 299; **97**: 104, 269, 277, 284.
  Voir aussi *Compétence en matière de pêcheries; Compétence en matière de pêcheries (Espagne c. Canada); Pêcheries.*

Pêcheries
  Commentaires: **81**: 141; **86**: 204.

Péninsule de Bakassi
  Différend frontalier: **95**: 144.
  Voir aussi *Frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria.*

Pensions des juges: **81**: 29, 30; **86**: 35-37; **95**: 31, 32.

Personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Téhéran
  Arrêt (texte): **81**: 77, 78, 81; **82/83**: 117; **86**: 73.
  Demande en indication de mesures conservatoires: **90**: 79.
  Mémoires, plaidoiries et documents: **82/83**: 115.
  Ordonnance(s) de la Cour: **81**: 76, 79, 80; **82/83**: 116.
  Commentaires: **81**: 54, 82-97, 124-129, 145, 163, 165, 167, 168, 170, 172; **82/83**: 19, 118-125, 170, 209-211, 249, 323; **84**: 70-73, 152, 153, 178, 214; **85**: 7, 69, 216, 252, 258; **86**: 73, 74, 185; **88**: 50.

Peuples indigènes: **87**: 146; **92**: 249, 255; **95**: 136, 156, 225, 230; **96**: 239.

Plateau continental: **81**: 136, 137, 139; **82/83**: 230, 231, 238, 313; **84**: 8, 166, 167; **85**: 182, 183, 189, 190, 192, 200, 202, 206; **86**: 202, 203, 209, 214; **87**: 45-52, 99, 100, 167, 172, 176, 181, 183, 190; **88**: 47, 51-56, 199, 203, 209, 211, 213, 222, 241, 242, 247, 249, 250, 260, 261; **89**: 75, 76, 80-82, 94, 232, 255, 261; **90**: 72, 73, 211, 215, 235, 247, 248, 250; **91**: 68, 77-79, 84, 127, 128, 252, 270, 272, 280, 290, 296, 300; **92**: 315, 316, 325, 345, 346, 348, 353, 354; **93**: 50, 53, 55-58, 248, 261, 284; **94**: 70, 71, 198, 202, 207, 208, 219; **95**: 176; **96**: 310; **97**: 279.

Voir aussi *Délimitation de la frontière maritime dans la région du golfe du Maine; Demande en revision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du* Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) *(Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne); Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte); Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne); Plateau continental de la mer du Nord; Plateau continental de la mer Egée.*

Plateau continental (Jamahiriya arabe libyenne/Malte)
Arrêt(s) (texte): **84**: 93, 95, 96; **85**: 88-93; **86**: 89-91; **88**: 244; **90**: 54, 55.
Compromis: **82/83**: 160.
Mémoires, plaidoiries et documents: **91**: 77, 78; **93**: 55, 56; **94**: 71.
Ordonnance(s) de la Cour: **82/83**: 158, 159; **84**: 94.
Commentaires: **84**: 97; **85**: 94-98; **86**: 92-97, 99, 193; **87**: 51, 52; **88**: 53-56; **89**: 80-82; **91**: 79; **93**: 57, 58.

Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne)
Arrêt(s) (texte): **81**: 69, 73, 74; **82/83**: 93, 95-98; **84**: 64; **86**: 71; **88**: 244; **89**: 75.
Mémoires, plaidoiries et documents: **84**: 63; **85**: 62-64; **86**: 69, 70.
Ordonnance(s) de la Cour: **81**: 70.
Requête de Malte à fin d'intervention: **81**: 71, 72.
Commentaires: **81**: 55, 56, 75; **82/83**: 101-114; **84**: 64-69; **85**: 65-68, 187; **86**: 72, 193; **88**: 47; **89**: 76; **90**: 72, 73; **93**: 53.

Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne). Demande en revision et en interprétation, voir *Demande en revision et en interprétation de l'arrêt du 24 février 1982 en l'affaire du* Plateau continental (Tunisie/Jamahiriya arabe libyenne) *(Tunisie c. Jamahiriya arabe libyenne).*

Plateau continental de la mer du Nord
Commentaires: **81**: 139; **82/83**: 224, 230-232, 235; **93**: 50, 51.

Plateau continental de la mer Egée
Commentaires: **81**: 53, 67, 68; **82/83**: 90-92; **84**: 61, 62; **86**: 68, 180, 193; **87**: 44; **89**: 181, 232, 239; **91**: 68, 211, 260, 290; **93**: 52; **94**: 70, 214; **96**: 101.

Plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. Etats-Unis d'Amérique)
Arrêt (texte): **97**: 113.
Ordonnance(s) de la Cour: **92**: 150; **93**: 113.
Requête introductive d'instance: **92**: 149.
Commentaires: **94**: 104; **97**: 114-116.

Pollution: **93**: 242, 335; **94**: 211; **96**: 357.
Nucléaire: **88**: 287, 298; **90**: 199, 326; **91**: 381; **93**: 348, 360; **95**: 94; **97**: 319.
Voir aussi *Demande d'examen de la situation au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans l'affaire des* Essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France); *Essais nucléaires.*

Pologne
et la Cour: **91**: 15, 55, 56; **96**: 50.

Pratique interne de la Cour: **82/83**: 11, 63; **89**: 12.

Précédent: **96**: 91; **97**: 320.

Présomptions en droit international: **81**: 43; **82/83**: 271.

Preuve: **81**: 43, 44; **82/83**: 266, 271; **84**: 188; **92**: 73, 102; **93**: 39, 40; **94**: 52, 53, 272; **96**: 397.
Voir aussi Présomptions en droit international.

Principe de précaution: **97**: 312, 329.

Principes généraux du droit: **81**: 118; **82/83**: 190; **86**: 163; **88**: 119; **90**: 138, 347; **92**: 186, 187; **93**: 133, 136, 148; **96**: 195, 210, 229, 230, 237; **97**: 208, 209.

Procédure arbitrale: **81**: 46; **86**: 227; **88**: 327; **89**: 333; **92**: 28, 29, 443, 447, 448, 450, 452, 465, 474, 478, 480, 485, 492, 498; **94**: 10, 276, 279, 280; **95**: 115, 117, 215, 226, 227, 229, 232, 233; **96**: 61, 380, 382, 398; **97**: 18, 336, 344.

Procédure consultative: **81**: 57; **84**: 55; **91**: 21; **92**: 26; **94**: 51, 55; **95**: 40; **96**: 86-89, 92; **97**: 90.

Procédure de vote applicable aux questions touchant les rapports et pétitions relatifs au Territoire du Sud-Ouest africain
  Commentaires: **81**: 122; **82/83**: 205.

Procédure internationale: **81**: 46, 150; **82/83**: 257, 261; **85**: 171.
  Voir aussi Règlement de la Cour — Procédure; Procédure arbitrale.

Procédures incidentes: **81**: 51-56; **82/83**: 71-78; **84**: 48-54; **85**: 50-53; **86**: 57-61, 223; **87**: 34-41; **88**: 43, 44; **89**: 65-67; **90**: 43; **91**: 65; **92**: 77-79; **93**: 43-45; **94**: 56-61; **95**: 42; **97**: 86-89.

Projet Gabčikovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)
  Compromis: **93**: 125, 127.
  Ordonnance(s) de la Cour: **93**: 126; **94**: 113; **97**: 126.
  Commentaires: **94**: 114-116; **95**: 86; **96**: 157; **97**: 127-129.

Proportionnalité: **95**: 157; **96**: 195, 479.

Propositions tendant à porter certaines questions devant la Cour: **81**: 110; **82/83**: 161; **84**: 124, 125, 147; **85**: 136; **86**: 153; **87**: 110, 111; **88**: 10; **89**: 135, 136; **90**: 14, 15, 119; **92**: 151, 152; **96**: 56.

Protection diplomatique: **81**: 147; **86**: 181, 184; **87**: 217-219; **88**: 301; **89**: 306, 402; **90**: 108-112, 191; **91**: 102; **92**: 411; **94**: 182, 260; **96**: 280; **97**: 252-257, 324.

Publications de la Cour: **90**: 30.

Qualification: **82/83**: 322.

Questions d'interprétation et d'application de la convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni) (Jamahiriya arabe libyenne c. Etats-Unis d'Amérique)
  Demande en indication de mesures conservatoires: **92**: 135, 136, 139, 140; **94**: 99.
  Ordonnance(s) de la Cour: **92**: 135-140; **93**: 111; **95**: 78, 79.
  Requête introductive d'instance: **92**: 133, 134.
  Commentaires: **92**: 141-148; **93**: 102-112, 317, 468; **95**: 80-83; **97**: 112.

Rapports sur l'activité de la Cour: **81**: 4-6; **82/83**: 6-9; **84**: 4-6; **85**: 4-6; **86**: 4, 5; **87**: 3, 4; **88**: 3, 4; **89**: 5-7, 343, 344; **90**: 6, 7, 398, 399; **91**: 2, 3, 449, 450; **92**: 4, 5, 46, 47; **93**: 4, 5; **94**: 6, 7; **95**: 2, 3; **96**: 1, 2; **97**: 4, 5.

Réciprocité: **95**: 157.

Reconnaissance: **87**: 259; **92**: 232, 254; **93**: 195, 218; **95**: 132.

Recours exercé devant la Cour: **82/83**: 307, 309, 310; **85**: 42; **86**: 52, 249.

Réfugiés (Protection de —): **86**: 219, 220; **88**: 270, 273, 277; **91**: 137, 315, 356; **93**: 331, 337; **96**: 329, 376.

Régions polaires: **96**: 262, 273.

Règlement de la Cour — Procédure: **81**: 43-57, 152; **82/83**: 61-78, 257, 261; **84**: 45-55; **85**: 45-53, 80; **86**: 6, 9, 53-61; **87**: 33-41, 75, 228; **88**: 11, 38-44, 327; **89**: 8, 11, 12, 63-67; **90**: 41-43; **91**: 20, 21, 61-65; **92**: 26, 71-76; **93**: 39-42; **94**: 52-61; **95**: 37-42; **96**: 13, 61, 89-92; **97**: 81-90, 341.
  Texte anglais: **90**: 1.
  Texte arabe: **85**: 46.
  Texte chinois: **85**: 45.
  Texte espagnol: **82/83**: 306; **85**: 47; **86**: 6.
  Texte français: **90**: 1.
  Voir aussi Procédure consultative.

Règlement pacifique des différends: **81**: 142, 148-152, 163, 164; **82/83**: 227, 250-273; **84**: 72, 73, 179-191; **85**: 212, 218-226, 243; **86**: 18, 212, 221-230; **87**: 224-245; **88**: 225, 312-343, 359; **89**: 191, 208, 210, 223, 267, 317-338; **90**: 186, 327-385; **91**: 11, 13, 14, 308, 390-421, 442, 443; **92**: 97, 433-498; **93**: 363-391, 403, 404, 410, 414, 421, 423, 435; **94**: 221, 267-293; **95**: 215-234, 307; **96**: 5, 6, 8, 12, 17, 19, 20, 40, 297, 320, 377-412; **97**: 29, 31, 332-348.

Réparation: **86**: 251; **88**: 298, 311, 334; **89**: 308, 316; **90**: 303, 318, 326; **91**: 200, 347, 360, 364, 368, 370, 372, 374, 381; **93**: 314; **95**: 261, 315.

Réparation des dommages subis au service des Nations Unies
  Commentaires: **86**: 251.

Représailles: **90**: 429; **91**: 497; **94**: 359.

République de Corée
  Admission à l'ONU: **92**: 51.

République populaire démocratique de Corée
  Admission à l'ONU: **92**: 51.

République slovaque
  Admission à l'ONU: **94**: 27, 28.

République tchèque
  Admission à l'ONU: **94**: 25, 26.

Res judicata: **81**: 149; **86**: 53; **90**: 13; **96**: 378, 398.

Réserves à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide
  Commentaires: **82/83**: 216; **85**: 172; **86**: 218.

Responsabilité internationale: **81**: 146, 147; **82/83**: 248, 249; **84**: 175-178; **87**: 216-223, 226, 229, 234, 243-245; **88**: 298-311; **89**: 305-316; **90**: 317-326, 359, 423; **91**: 200, 363-389; **92**: 40, 262, 285, 415-432; **93**: 328, 342-362, 467; **94**: 8, 19, 254-266, 348; **95**: 194, 212-214; **96**: 290, 350, 365, 369, 372-376; **97**: 326-331.

Ressources naturelles: **81**: 134, 135; **82/83**: 224, 229, 233, 244; **84**: 163, 168; **85**: 195, 199, 203; **86**: 190, 197, 201, 205; **87**: 173, 180, 182, 184, 188, 193; **88**: 200, 211, 226, 235, 236; **89**: 178, 215, 226; **90**: 227, 243; **91**: 271, 305, 355, 365; **92**: 212, 213, 333, 407; **93**: 336; **94**: 181, 193, 209; **96**: 303; **97**: 249.

Royaume-Uni
  et la Cour
    Clause facultative: **85**: 17.
  et le droit de la mer: **96**: 305.
  et les Nations Unies: **95**: 265, 290.

Sahara occidental
  Avis consultatif (texte): **81**: 65.
  Mémoires, plaidoiries et documents: **82/83**: 87-89.
  Commentaires: **81**: 66, 120, 121, 123; **82/83**: 191, 203, 204, 324; **84**: 145, 215; **85**: 161, 256; **86**: 66, 67, 168; **89**: 73, 74; **90**: 52, 155, 159, 162, 166; **94**: 167, 168, 173; **95**: 135; **96**: 99, 110, 248, 256, 258.

Saint-Kitts-et-Nevis (Saint-Christophe-et-Nevis)
  Admission à l'ONU: **85**: 24, 25.

Saint-Pierre-et-Miquelon, délimitation des espaces maritimes: **95**: 154.

Saint-Vincent-et-les Grenadines (Saint-Vincent-et-Grenadines)
  Admission à l'ONU: **81**: 35, 36.

Sanctions, *voir* Force obligatoire et exécution.

Sécession: **95**: 126, 130, 272.

Senkaku (îles): **84**: 157, 163.

Sentence arbitrale: **96**: 379, 388.
  Nullité: **93**: 363.
  Revision: **87**: 191; **92**: 118; **95**: 14.

Sentence arbitrale du 31 juillet 1989
  Arrêt (texte): **91**: 117; **92**: 114; **93**: 87.
  Demande en indication de mesures conservatoires: **90**: 113-115; **93**: 88.
  Ordonnance(s) de la Cour: **89**: 134; **90**: 113-115; **91**: 118, 119; **95**: 56.
  Requête introductive d'instance: **89**: 133.
  Commentaires: **90**: 116; **91**: 403, 413; **92**: 115-123; **93**: 89, 90, **94**: 87; **95**: 57.

Soft law: **95**: 103; **97**: 35.

Sources du droit international: **81**: 117-119, 161; **82/83**: 165, 173, 175-190, 311; **84**: 22, 139-144; **85**: 155-159; **86**: 162, 163; **87**: 134-141; **88**: 119, 128-147; **89**: 148-159; **90**: 136-147; **91**: 147, 169-181, 252, 253; **92**: 238; **93**: 155-161; **94**: 150, 151, 154; **95**: 113-120; **96**: 224-238; **97**: 16, 213-219.

Souveraineté des Etats: **85**: 164; **87**: 149; **88**: 149, 157, 159, 161, 165, 166, 168, 237, 266; **89**: 160, 161, 179, 182; **90**: 172, 180, 187, 282; **91**: 136, 194, 195, 203, 280; **92**: 212, 213, 229, 231, 417; **93**: 219; **94**: 169, 170; **95**: 121, 129, 146; **96**: 242, 247, 249-251, 255, 257, 274, 474; **97**: 220, 223, 224, 229, 246, 391.

Souveraineté sur certaines parcelles frontalières
  Commentaires: **82/83**: 219.

Stare decisis: **81**: 149.

Statut de la Cour
  Texte anglais: **88**: 127, 367; **90**: 1.
  Texte espagnol: **85**: 18, 152; **89**: 337.
  Texte français: **86**: 7; **89**: 145; **90**: 1.
  Texte néerlandais: **89**: 368.
  Commentaires non officiels: **82/83**: 15; **85**: 243; **92**: 32; **97**: 28, 40.
  Commentaires officiels: **81**: 157, 158.

Statut international du Sud-Ouest africain
  Commentaires: **81**: 122; **82/83**: 205.

Stimson, doctrine de —: **92**: 254.

Succession
  Etats: **84**: 148; **85**: 166; **86**: 16; **88**: 154; **89**: 163; **91**: 189, 193; **92**: 214, 251, 252; **93**: 191, 202, 205; **94**: 158, 161; **95**: 272; **96**: 244, 287.
  Organisations internationales: **86**: 247; **93**: 440; **94**: 336; **95**: 272.

Sud-Ouest africain, *voir* Namibie.

Sud-Ouest africain (Ethiopie [et] Libéria c. Afrique du Sud)
  Commentaires: **81**: 122; **82/83**: 205, 256; **86**: 165; **91**: 22; **96**: 129.

Suisse
  et les Nations Unies: **96**: 458.

Sujets du droit international: **81**: 120-123; **82/83**: 191-205; **84**: 24, 145-150; **85**: 160-166; **86**: 164-169; **87**: 142-149; **88**: 148-156; **90**: 148-173; **91**: 181-207; **92**: 210-255; **93**: 162-207; **94**: 156-173, 335; **95**: 121-136; **96**: 239-260; **97**: 220-231.

Tchécoslovaquie: **92**: 64.

Temple de Préah Vihéar
  Commentaires: **82/83**: 219.

Territoire: **82/83**: 208, 260; **86**: 166; **87**: 150; **88**: 148, 195; **90**: 341; **91**: 121, 122, 134, 135, 218, 219, 226-228, 303, 392; **92**: 89; **93**: 201, 214; **94**: 177, 179; **95**: 58-64, 131, 142; **96**: 116-120; **97**: 232, 242, 245, 247.

Terrorisme: **81**: 145; **88**: 284; **89**: 230, 379, 400; **90**: 93-95, 289, 359, 434, 441, 445, 450, 463, 466; **91**: 487, 504; **92**: 420, 576, 609, 614; **93**: 251, 476; **94**: 235, 311; **95**: 78-83; **96**: 325, 483; **97**: 393, 398, 401.

Théorie du droit international: **96**: 216.

Tiao-yu-tai (îles): **84**: 157, 163.

Timor oriental (Portugal c. Australie)
  Arrêt (texte): **95**: 65; **96**: 122-124; **97**: 107.
  Ordonnance(s) de la Cour: **91**: 124; **92**: 125; **93**: 91.
  Requête introductive d'instance: **91**: 123, 125, 126; **96**: 121.
  Commentaires: **91**: 127, 128; **92**: 126; **93**: 92, 93, 232; **94**: 91-93; **95**: 66-68, 124, 125, 135; **96**: 125-134; **97**: 108-110, 237.

Torture: **91**: 311, 314, 325.

Traités internationaux: **81**: 15, 130-133; **82/83**: 214-221; **84**: 140, 153, 154, 172; **85**: 159, 171-180; **86**: 186; **87**: 67, 136, 139-140, 160-165, 232; **88**: 179-196, 214, 306, 395; **89**: 158, 159, 163, 190-207, 212, 296, 309; **90**: 193-204, 349; **91**: 189, 236-245, 278; **92**: 291-302, 334, 362; **93**: 226-237; **94**: 183-192, 229; **95**: 154-165; **96**: 281-290, 339, 354, 402; **97**: 46, 256, 258-263, 321.
  Clausule *rebus sic stantibus:* **85**: 175, 178, 180; **92**: 296, 299.
  Compromis: **95**: 159.
  Conclusion: **81**: 132; **84**: 153; **89**: 207; **91**: 236, 239.
  Dépositaires: **92**: 293.
  Erreur: **82/83**: 219.
  Interprétation: **81**: 130, 131; **82/83**: 218; **85**: 16, 171, 207, 251; **86**: 187, 188; **88**: 196; **91**: 101, 107, 240, 242; **96**: 144, 145, 147.
  Nullité: **89**: 204.
  Pacta sunt servanda: **86**: 189; **87**: 161; **89**: 199; **92**: 302; **94**: 185.
  Pratique: **82/83**: 214, 215; **87**: 165; **88**: 189; **92**: 291.
  Ratification: **85**: 174; **89**: 200, 248; **94**: 188, 189; **96**: 289.
  Réservations: **82/83**: 216; **84**: 154; **85**: 172; **87**: 162; **89**: 192-194; **90**: 195; **92**: 300; **93**: 230; **94**: 190; **95**: 161, 193; **96**: 282, 285; **97**: 292.
  Revision: **93**: 226; **95**: 158.
  Succession: **86**: 247; **91**: 189, 244; **92**: 397; **96**: 287.
  Terminaison: **85**: 176, 180; **88**: 189; **89**: 204; **91**: 236; **95**: 158; **96**: 284.
  Violation: **86**: 189; **88**: 193; **89**: 198; **94**: 192; **96**: 284.

Tribunal international du droit de la mer: **92**: 12, 444, 458; **97**: 345.

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
  et la Cour: **95**: 200, 201; **96**: 12, 340, 348, 349; **97**: 296, 299, 301, 303, 305, 335.

Tribunaux des réclamations: **92**: 432, 433, 468; **93**: 368, 383; **94**: 284, 285; **96**: 367; **97**: 332, 347.

Tribunaux internationaux: **86**: 18, 223; **87**: 134, 191, 237; **89**: 324; **90**: 328, 335, 347; **91**: 342, 361, 391, 408; **92**: 433, 435, 444, 458, 468; **93**: 388, 389; **94**: 123; **95**: 200, 201, 217, 219, 234; **96**: 378, 395, 397, 410; **97**: 30, 334, 345, 346.
  Voir aussi Tribunaux des réclamations.

Ultra vires: **82/83**: 308; **91**: 385.

UNCLOS, *voir* Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Union des Républiques socialistes soviétiques
  et la Cour: **89**: 61, 363; **91**: 49, 54.

Uti possidetis: **89**: 166, 171; **92**: 337; **93**: 185; **94**: 75; **95**: 164; **96**: 261, 270, 272, 275.

Vanuatu
  Admission à l'ONU: **82/83**: 51, 52.

Zone économique: **82/83**: 230; **84**: 8; **85**: 183, 185, 206; **86**: 192, 200, 214; **87**: 169, 173, 184, 194; **88**: 199, 210, 217, 226, 234-236, 247, 254, 257, 261; **89**: 211, 242, 249, 256, 257, 264, 269; **90**: 222, 223, 227, 234, 235, 239, 250; **91**: 249, 256, 259, 262, 275, 285, 291, 298; **92**: 309, 318, 322, 330, 353, 354; **93**: 248, 264; **94**: 198; **96**: 303; **97**: 269.

ALPHABETICAL INDEX OF SUBJECTS

(Bold figures refer to the year of the *Bibliography*)

Actio popularis: **81**: 37; **85**: 214.

Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa
  Commentaries: **81**: 122; **82/83**: 205; **86**: 165.

Advisory procedure: **81**: 57; **84**: 55; **91**: 21; **92**: 26; **94**: 51, 55; **95**: 40; **96**: 86-89, 92; **97**: 90.

Aegean Sea: **97**: 234, 244, 267, 271, 278.

Aegean Sea Continental Shelf
  Commentaries: **81**: 53, 67, 68; **82/83**: 90-92; **84**: 61, 62; **86**: 68, 180, 193; **87**: 44; **89**: 181, 232, 239; **91**: 68, 211, 260, 290; **93**: 52; **94**: 70, 214; **96**: 101.

Aerial Incident of 27 July 1955 (United States of America v. *Bulgaria)*
  Commentaries: **84**: 37.

Aerial Incident of 3 July 1988 (Islamic Republic of Iran v. *United States of America)*
  Application: **89**: 123.
  Order(s) of the Court: **89**: 124; **90**: 97-99; **91**: 110, 111; **92**: 104; **96**: 108-110; **97**: 106.
  Commentaries: **89**: 125; **92**: 105.

African Charter of Human Rights: **93**: 305.

African States
  and international law: **84**: 148; **89**: 154, 174; **95**: 149, 150, 179, 188, 222; **97**: 388.
  and the Court: **81**: 9; **86**: 225; **88**: 331; **89**: 326; **95**: 11; **97**: 26, 50.
  Peaceful settlement of disputes: **82/83**: 250; **89**: 326.

Air and space law: **81**: 142; **88**: 265; **89**: 123-125; **90**: 97-99, 188, 255-260; **91**: 110, 111, 306-308, 378; **92**: 141-148, 356-362, 425, 581; **93**: 102-112, 294, 343, 468; **94**: 99-102, 221, 255; **95**: 187; **96**: 108-110, 147-152, 324, 325; **97**: 33, 44, 108, 112, 286, 287, 319.
  See also *Aerial Incident of 3 July 1968 (Islamic Republic of Iran* v. *United States of America), Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United Kingdom) (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United States of America).*

Åland Islands: **97**: 230.

Andorra
  Admission to membership in the United Nations: **94**: 35, 36.

Antarctica: **85**: 257; **86**: 226; **87**: 149; **88**: 158, 395; **89**: 149, 178, 191, 206, 264, 288, 292, 296, 297; **90**: 176; **91**: 355; **92**: 265, 277, 324, 326; **93**: 209, 213, 216, 224; **94**: 181, 191; **95**: 145, 206; **96**: 262, 273, 354; **97**: 240.

Appeal Relating to the Jurisdiction of the ICAO Council
  Commentaries: **85**: 176.

Appeal to the Court: **82/83**: 307, 309, 310; **85**: 42; **86**: 52, 249.

Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations
  Advisory Opinion (text): **89**: 131; **90**: 102-107; **92**: 110; **94**: 86.
  Order(s) of the Court: **89**: 130.
  Pleadings, Oral Arguments, Documents: **93**: 85.
  Request for Advisory Opinion: **89**: 129.
  Commentaries: **89**: 132; **90**: 108-112; **91**: 115, 116; **92**: 111-113; **93**: 86.

Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947
  Advisory Opinion (text): **88**: 104-106; **89**: 111; **90**: 91; **91**: 105.
  Order(s) of the Court: **88**: 103, 106; **90**: 92.

Pleadings, Oral Arguments, Documents: **91**: 104.
Request for Advisory Opinion: **88**: 102.
Commentaries: **88**: 107-109; **89**: 112-121; **90**: 93-95; **91**: 106-108; **94**: 78.

Application for Review of Judgement No. 158 of the United Nations Administrative Tribunal
Commentaries: **86**: 52.

Application for Review of Judgement No. 273 of the United Nations Administrative Tribunal
Advisory Opinion (text): **82/83**: 130, 132; **86**: 77.
Order(s) of the Court: **81**: 107, 108.
Pleadings, Oral Arguments, Documents: **82/83**: 131.
Post-adjudicative phase: **84**: 76-81.
Commentaries: **82/83**: 133-136, 303; **84**: 82-84; **86**: 52.

Application for Review of Judgement No. 333 of the United Nations Administrative Tribunal
Advisory Opinion (text): **87**: 101, 102; **88**: 89, 90; **91**: 86, 87.
Official documents: **86**: 146.
Order(s) of the Court: **84**: 122, 123.
Pleadings, Oral Arguments, Documents: **91**: 85.
Request for Advisory Opinion: **84**: 121.
Commentaries: **87**: 103, 104; **88**: 91, 92; **89**: 95; **90**: 74.

Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) *(Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya)*
Application: **84**: 120; **86**: 141; **87**: 99.
Judgment (text): **85**: 135; **86**: 142-144; **90**: 71.
Pleadings, Oral Arguments, Documents: **91**: 84.
Commentaries: **87**: 100; **88**: 47; **89**: 94; **90**: 72, 73.

Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide
Application: **93**: 114.
Judgment (text): **97**: 117, 118.
Order(s) of the Court: **93**: 115-121; **94**: 105-108; **95**: 84, 85.
Request for the Indication of Provisional Measures: **93**: 115; **94**: 106-108; **96**: 153, 154.
Commentaries: **93**: 122; **96**: 155, 156; **97**: 119-125.

Arabian Gulf States
and international law: **95**: 137.

Arbitral Award of 31 July 1989
Application: **89**: 133.Judgment (text): **91**: 117; **92**: 114; **93**: 87.
Order(s) of the Court: **89**: 134; **90**: 113-115; **91**: 118, 119; **95**: 56.
Request for the Indication of Provisional Measures: **90**: 113-115; **93**: 88.
Commentaries: **90**: 116; **91**: 403, 413; **92**: 115-123; **93**: 89, 90; **94**: 87; **95**: 57.

Arbitral awards: **96**: 379, 388.
Enforcement: **96**: 358.
Nullity: **93**: 363.
Review of —: **87**: 191; **92**: 118; **95**: 14.

Arbitral procedure: **81**: 46; **86**: 227; **88**: 327; **89**: 333; **92**: 28, 29, 443, 447, 448, 450, 452, 465, 474, 478, 480, 485, 492, 498; **94**: 10, 276, 279, 280; **95**: 115, 117, 215, 226, 227, 229, 232, 233; **96**: 61, 380, 382, 398; **97**: 13, 336, 344.

Archipelagos: **81**: 141; **82/83**: 240; **86**: 204; **88**: 231, 264; **90**: 221; **91**: 277; **92**: 323; **95**: 182; **96**: 292, 307.
See also *Fisheries*.

Asian States
and the Court: **97**: 26, 50.

Asylum: **86**: 219, 220; **88**: 177; **91**: 332; **93**: 341; **94**: 174.

Australia
  and international law: **84**: 134; **87**: 195; **90**: 189; **95**: 124, 145, 225; **96**: 193.
  and the Court: **84**: 134; **95**: 15; **96**: 100.

Bakassi Peninsula
  Border dispute: **95**: 144.
  See also *Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria.*

Baltics: **95**: 191.

Barcelona Traction, Light and Power Company, Limited (New Application: 1962)
  Commentaries: **85**: 212; **86**: 246; **89**: 72.

Barents Sea: **92**: 313; **96**: 299.

Baselines: **82/83**: 222; **86**: 199, 208, 210; **88**: 237; **89**: 225, 234, 244, 263, 271; **91**: 267, 282, 293; **92**: 343; **93**: 281, 283; **94**: 204; **95**: 181; **96**: 304.

Bays: **88**: 263; **91**: 293; **92**: 355; **95**: 185.
  Historic —: **85**: 188; **87**: 200; **88**: 237; **93**: 63, 290; **94**: 203; **95**: 172.

Beagle Channel: **82/83**: 228; **85**: 197; **88**: 312; **93**: 223; **95**: 228.

Beaufort Sea: **96**: 298.

Belgium
  and the United Nations: **95**: 297.

Belize
  Admission to membership in the United Nations: **82/83**: 49, 50.

Bibliographies on the Court: **81**: 1; **82/83**: 1; **84**: 1; **85**: 1; **86**: 1; **89**: 1, 2; **90**: 2, 3; **91**: 1; **92**: 1; **93**: 1; **94**: 1; **95**: 1; **97**: 1.

Binding force and execution
  Decisions of international tribunals: **82/83**: 254; **85**: 219; **87**: 226-228, 234.
  Decisions of the Court: **81**: 57, 92, 169; **85**: 50, 52, 150, 243; **96**: 24, 51, 72; **97**: 41, 77.
  International law: **81**: 163, 166; **82/83**: 171; **85**: 254; **88**: 162; **89**: 295, 381, 383, 385, 393, 404; **90**: 429, 439, 442, 458; **92**: 141, 142, 566, 598, 600; **95**: 303; **96**: 486, 487; **97**: 386, 400.

Biographies and obituaries of Judges: **81**: 18-27; **82/83**: 30-48; **84**: 25-31; **85**: 22, 23; **86**: 29, 30, 32, 33; **87**: 20, 21; **88**: 20; **89**: 36, 42-45; **90**: 21-29; **91**: 31-44; **92**: 36-45; **93**: 23-37; **94**: 21-24; **95**: 23-30; **96**: 66-69; **97**: 59-69.

Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. *Costa Rica)*
  Application: **86**: 147, 149; **90**: 75.
  Order(s) of the Court: **86**: 148; **87**: 105, 106.
  Pleadings, Oral Arguments, Documents: **92**: 99.
  Commentaries: **91**: 88.

Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. *Honduras)*
  Application: **86**: 150, 152; **90**: 76.
  Judgment (text): **88**: 94; **89**: 99, 100; **91**: 90, 91.
  Order(s) of the Court: **86**: 151; **88**: 93; **89**: 96-98; **91**: 89; **92**: 100.
  Request for the Indication of Provisional Measures: **91**: 89.
  Commentaries: **88**: 95; **89**: 101, 102; **90**: 77; **91**: 92.

Boundaries: **81**: 117; **82/83**: 181, 260; **84**: 151; **85**: 9, 166, 224, 257, 260; **86**: 14; **87**: 53-58, 105, 106; **88**: 57-64, 95, 97, 160; **89**: 83, 96-107, 172, 174, 177, 183, 317; **90**: 57, 78-82, 117, 118, 175, 180, 337, 338, 383; **91**: 80, 88-98, 210, 212, 224, 230, 231, 237, 294, 392; **92**: 280, 281; **93**: 59-68, 175, 194; **94**: 74, 88-90, 96-98, 118, 119, 135, 166; **95**: 117, 142, 144; **96**: 104, 105, 116-120, 165-167, 188-191, 276, 277, 379; **97**: 153-155, 245.
  See also *Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua v. Honduras); Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali); Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria; Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening); Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad).*
  Maritime boundaries: **81**: 136-138, 140; **82/83**: 114, 222, 225, 230-232, 235, 236, 238,

242, 244, 313; **84**: 8, 155, 156, 158, 162, 166, 167, 169, 170; **85**: 72, 73, 75, 77, 181-184, 189-191, 194-196, 200, 205, 206; **86**: 172, 191, 195, 198, 202, 203, 207-209, 213, 214; **87**: 44-52, 99, 100, 167, 168, 170-172, 174, 175, 177, 178, 183-187, 189, 191, 198, 200; **88**: 47, 51-56, 96-99, 144, 145, 197-199, 201-204, 206-210, 212, 213, 215, 216, 218-220, 222, 224, 225, 227, 229-231, 233, 236, 237, 244, 246, 247, 249, 250, 253, 257, 259-264, 338; **89**: 9, 13, 77-79, 103-107, 122, 133, 134, 208, 210, 213, 214, 217, 219, 220, 223, 227-229, 233, 234, 237-239, 245, 250, 257-259, 266-268, 272; **90**: 78-82, 96, 116, 205, 208, 210, 213-215, 220, 226, 228, 230, 231, 235, 237, 241, 242, 244, 250; **91**: 68-79, 109, 129, 134-136, 211, 212, 247, 248, 250, 253, 255, 256, 260, 263-266, 278, 289, 294, 299, 302, 303, 391; **92**: 115-123, 130, 131, 260, 308, 309, 313, 314, 316-319, 337, 338, 343, 349; **93**: 54, 59-68, 75, 76, 238-241, 246, 247, 252-255, 258-264, 266, 273, 278, 291, 293, 366, 367; **94**: 23, 74, 80-83, 96-98, 118, 119, 197-200, 202, 207, 208, 212, 219; **95**: 55, 69, 71-77, 117, 154, 175, 176, 181, 183; **96**: 39, 101, 104, 105, 107, 135, 137-146, 165-167, 188-191, 294, 296, 307, 313, 316; **97**: 105, 111, 153-155, 241, 265, 272, 273, 339.
See also *Aegean Sea Continental Shelf; Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the* Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) *(Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya); Arbitral Award of 31 July 1989;* Continental shelf; *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta); Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya); Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area;* Economic zone; *Fisheries; Fisheries Jurisdiction; Kasikili/Sedudu Island (Botswana/Namibia); Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria; Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening); Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain; Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal; Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen; North Sea Continental Shelf; Passage through the Great Belt (Finland v. Denmark);* Territorial sea.

Brunei Darussalam
Admission to membership in the United Nations: **85**: 26, 27.

Canada
and international law: **85**: 141; **95**: 136, 156, 224.
and the Court: **82/83**: 273.
Optional clause: **85**: 32.
Territorial conflict with the United States of America: **81**: 110; **82/83**: 273.

Case law of the Court
Collections: **81**: 58-62; **82/83**: 79-84, 253, 306; **84**: 56-58; **85**: 54-58; **86**: 62-65; **87**: 42-43; **88**: 45-48; **89**: 26, 27, 68-71; **90**: 44-51; **91**: 66, 67; **92**: 80-87, 163, 171; **93**: 16, 20, 46-49; **94**: 62-69; **95**: 43-50; **96**: 22, 25, 58, 93-98; **97**: 24, 37, 38, 44, 46, 49, 79, 91-103.
For individual cases, *see* the table of contents and the index under the name of the case.

Central America
and the Court: **89**: 416.
Peaceful settlement of disputes: **89**: 336.

Certain Expenses of the United Nations (Article 17, paragraph 2, of the Charter)
Commentaries: **81**: 63; **82/83**: 301; **84**: 60; **86**: 245.

Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)
Application: **89**: 126; **90**: 100.
Judgment (text): **92**: 106; **93**: 79, 80; **94**: 84, 85.
Order(s) of the Court: **89**: 127; **90**: 101; **91**: 112; **92**: 107; **93**: 77, 78.
Preliminary objections: **92**: 106; **94**: 84, 85; **96**: 11.
Commentaries: **89**: 128; **91**: 113, 114; **92**: 108, 109; **93**: 81-84; **96**: 112, 113.

Chambers of the Court: **82/83**: 147, 150, 153-157; **85**: 19, 20, 78; **87**: 15, 16; **88**: 11-13, 62; **89**: 28, 30-33, 106; **90**: 16-19; **91**: 23; **92**: 28-30, 102; **93**: 21; **94**: 14-16. **95**: 19; **96**: 60, 62; **97**: 52.
See also *Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area; Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI); Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali); Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening).*

Charter of the United Nations, *see* United Nations.

Chemical weapons
  Convention: **94**: 354; **96**: 401.
  Use of —: **94**: 355; **96**: 488.

Civil war: **95**: 276, 305, 317.

Claims tribunals: **92**: 432, 433, 468; **93**: 368, 383; **94**: 284, 285; **96**: 367; **97**: 332, 347.

Codification, *see* International law: Codification, Development.

Colombia
  and the Court: **92**: 20.

Common heritage of mankind: **89**: 288; **90**: 243, 309; **92**: 305.

Competence, *see* Jurisdiction of the Court.

Compliance, *see* Binding force and execution.

Composition of the Court: **82/83**: 23; **84**: 18; **87**: 17, 19; **89**: 29, 36; **92**: 31; **97**: 50-52.

Compulsory jurisdiction, *see* Optional clause.

Conciliation: **93**: 380, **94**: 291; **95**: 223.

Consultation: **92**: 343.

Contempt of Court: **82/83**: 19.

Continental shelf: **81**: 136, 137, 139; **82/83**: 230, 231, 238, 313; **84**: 8, 166, 167; **85**: 182, 183, 189, 190, 192, 200, 202, 206; **86**: 202, 203, 209, 214; **87**: 45-52, 99, 100, 167, 172, 176, 181, 183, 190; **88**: 47, 51-56, 199, 203, 209, 211, 213, 222, 241, 242, 247, 249, 250, 260, 261; **89**: 75, 76, 80-82, 94, 232, 255, 261; **90**: 72, 73, 211, 215, 235, 247, 248, 250; **91**: 68, 77-79, 84, 127, 128, 252, 270, 272, 280, 290, 296, 300; **92**: 315, 316, 325, 345, 346, 348, 353, 354; **93**: 50-53, 55-58, 248, 261, 284; **94**: 70, 71, 198, 202, 207, 208, 219; **95**: 176; **96**: 310; **97**: 279.
  See also *Aegean Sea Continental Shelf; Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the* Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) *(Tunisia v. Libyan Arab Jamahiriya); Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta); Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya); Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area; North Sea Continental Shelf.*

Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta)
  Judgment(s) (text): **84**: 93, 95, 96; **85**: 88-93; **86**: 89-91; **88**: 244; **90**: 54, 55.
  Order(s) of the Court: **82/83**: 158, 159; **84**: 94.
  Pleadings, Oral Arguments, Documents: **91**: 77, 78; **93**: 55, 56; **94**: 71.
  Special Agreement: **82/83**: 160.
  Commentaries: **84**: 97; **85**: 94-98; **86**: 92-97, 99, 193; **87**: 51, 52; **88**: 53-56; **89**: 80-82; **91**: 79; **93**: 53.

Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya)
  Application by Malta for Permission to Intervene: **81**: 71, 72.
  Judgment(s) (text): **81**: 69, 73, 74; **82/83**: 93, 95-98; **84**: 64; **86**: 71; **88**: 244; **89**: 75.
  Order(s) of the Court: **81**: 70.
  Pleadings, Oral Arguments, Documents: **84**: 63; **85**: 62-64; **86**: 69, 70.
  Commentaries: **81**: 55, 56, 75; **82/83**: 101-114; **84**: 64-69; **85**: 65-68, 187; **86**. 72, 193; **88**: 47; **89**: 76; **90**: 72, 73.

Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya). Application for Revision and Interpretation, see Application for Revision and Interpretation of the Judgment of 24 February 1982 in the Case concerning the Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya) *(Tunisia* v. *Libyan Arab Jamahiriya).*

Corfu Channel
  Commentaries: **82/83**: 243; **86**: 206; **94**: 360.

Costa Rica
  and the Court: **96**: 53, 54.

Court of Justice of the European Communities (CJEC): **92**: 442; **94**: 39; **96**: 45, 370, 386.

Critical date: **82/83**: 260, 268.

Cultural heritage (underwater): **95**: 186, 327.

Customary international law: **81**: 15, 134; **82/83**: 177, 180, 187, 241; **84**: 139, 140, 143, 144, 160, 165, 173; **85**: 155, 159; **86**: 11, 162, 177, 200; **87**: 67, 72, 85, 136, 138-140, 201; **88**: 70, 130, 132, 133, 139, 142, 143, 145-147; **89**: 149, 151, 158, 159, 212; **90**: 64, 66, 137, 139, 143, 144, 316, 405; **91**: 136, 171, 173, 176, 177, 179-181, 486; **92**: 91, 96, 185, 191-194, 198-200, 203, 205, 208, 209, 292, 331; **93**: 161, 226; **94**: 141, 183, 191, 205, 347; **95**: 113, 116, 118, 119, 158; **96**: 102, 225, 228, 231, 233, 322, 335, 339, 506; **97**: 214, 216-218, 262, 263, 283.
See also Sources of international law.

Czech Republic
Admission to membership in the United Nations: **94**: 25, 26.

Decade of international law: **90**: 392; **91**: 144, 158, 433, 459; **92**: 177, 178, 505, 506; **93**: 433; **95**: 289; **96**: 389, 409, 438, 459, 465.

Declaratory judgments: **84**: 186; **88**: 332.

Decolonization: **86**: 165; **87**: 55; **89**: 73, 367; **90**: 150, 157, 162, 403; **91**: 331; **92**: 210, 211, 214, 223; **94**: 320; **95**: 125; **96**: 44, 99, 100, 125-134, 499.

Default: **81**: 152; **82/83**: 10, 62, 66, 67, **84**: 45; **85**: 30, 111; **86**: 54-56; **87**: 34; **88**: 38-40; **89**: 63-65; **90**: 41, 42; **91**: 61, 62; **92**: 74, 75; **95**: 37.
See also *Aegean Sea Continental Shelf; Fisheries Jurisdiction; Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua; United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran.*

Delimitation of the Maritime Boundary in the Gulf of Maine Area
Judgment (text): **84**: 86, 87; **85**: 70, 71; **86**: 80; **87**: 45.
Order(s) of the Court: **82/83**: 137-141, 143-146; **84**: 85; **86**: 79; **87**: 45.
Pleadings, Oral Arguments, Documents: **89**: 77; **90**: 53.
Special Agreement: **81**: 109; **82/83**: 142; **86**: 78; **89**: 77; **90**: 53; **91**: 69-74.
Commentaries: **81**: 110; **82/83**: 147-157; **84**: 88-92; **85**: 19, 20, 72-87, 199; **86**: 81-88, 194, 198; **87**: 46-50; **88**: 47, 51, 52; **91**: 75, 76; **93**: 54.

Democratic People's Republic of Korea
Admission to membership in the United Nations: **92**: 51.

Diplomatic and consular law: **81**: 124-129; **82/83**: 209-213; **84**: 152; **86**: 181-185; **87**: 158-159; **88**: 174-178; **89**: 187-189; **90**: 190-192; **91**: 145, 233-235; **92**: 286-290, 481, 482, 525, 531; **93**: 225; **94**: 182; **95**: 152, 153, 280; **96**: 85, 279, 280; **97**: 251-257.
See also *Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations; United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran.*

Diplomatic protection: **81**: 147; **86**: 181, 184; **87**: 217-219; **88**: 301; **89**: 306, 402; **90**: 108-112, 191; **91**: 102; **92**: 411; **94**: 182, 260; **96**: 280; **97**: 252-257, 324.

Discontinuance: **82/83**: 70; **88**: 24; **92**: 90, 92, 127; **93**: 42.

Discrimination: **90**: 106, 107; **91**: 310.

Dissenting opinions, *see* Separate and dissenting opinions.

Domestic jurisdiction, *see* Jurisdiction of the Court: Domestic jurisdiction.

Due diligence rule: **93**: 354.

East Timor (Portugal v. Australia)
Application: **91**: 123, 125, 126; **96**: 121.
Judgment (text): **95**: 65; **96**: 122-124; **97**: 107.
Order(s) of the Court: **91**: 124; **92**: 125; **93**: 91.
Commentaries: **91**: 127, 128; **92**: 126; **93**: 92, 93, 232; **94**: 91-93; **95**: 66-68, 124, 125, 135; **96**: 125-134; **97**: 108-110, 237.

Eastern Europe
and the Court: **91**: 15.

Economic zone: **82/83**: 230; **84**: 8; **85**: 183, 185, 206; **86**: 192, 200, 214; **87**: 169, 173, 184, 194; **88**: 199, 210, 217, 226, 234-236, 247, 254, 257, 261; **89**: 211, 242, 249, 256, 257, 264, 269; **90**: 222, 223, 227, 234, 235, 239, 250; **91**: 249, 256, 259, 262, 275, 285, 291, 298; **92**: 309, 318, 322, 330, 353, 354; **93**: 248, 264; **94**: 198; **96**: 303; **97**: 269.

Effect of Awards of Compensation Made by the United Nations Administrative Tribunal
  Commentaries: **82/83**: 303.

Election of Judges: **81**: 16, 17; **82/83**: 24-29; **85**: 21; **86**: 24-26; **87**: 18, 19; **88**: 14-19, 346, 347; **89**: 34, 35, 37-39, 41, 345, 346; **90**: 20; **91**: 24-30; **92**: 33-35; **93**: 22; **94**: 17-19; **95**: 20-22; **96**: 63, 64; **97**: 54-57.

Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI)
  Application: **87**: 107.
  Judgment (text): **89**: 108, 109; **90**: 83; **91**: 100.
  Order(s): **87**: 108, 109; **88**: 100, 101; **91**: 99.
  Pleadings, Oral Arguments, Documents: **93**: 69, 70; **94**: 77.
  Commentaries: **89**: 110; **90**: 84-90; **91**: 101-103; **92**: 102, 103; **93**: 72-74; **95**: 54; **96**: 106.

Emoluments of Judges: **81**: 29, 30; **84**: 33, 34; **86**: 35-37; **95**: 31, 32.

Enclosed or semi-enclosed seas: **89**: 246.

Equidistance: **90**: 205.

Equity *(Ex aequo et bono)*: **81**: 117, 140; **82/83**: 175, 176, 178, 179, 181, 183, 184, 267; **84**: 141, 161; **85**: 82, 156, 157, 181, 214; **86**: 20, 87; **87**: 135, 141; **88**: 47, 56, 129, 134, 135, 137, 144, 145, 220, 229, 247, 260, 288; **89**: 9, 13, 18, 21, 152, 153, 226, 228, 286; **90**: 145, 231, 315; **91**: 76, 248, 250, 266; **92**: 189, 190, 197, 201; **94**: 127, 136, 149, 154, 202, 279; **95**: 115, 117; **96**: 229, 230, 285; **97**: 49, 215, 271-273.

Eritrea
  Admission to membership in the United Nations: **94**: 31, 32.
  Self-determination: **95**: 127.

Establishment of the international judicial system: **81**: 8; **85**: 17, 142; **87**: 14; **89**: 22; **90**: 12-15; **93**: 20; **94**: 12, 13; **95**: 18; **97**: 23-49.

Estonia
  Admission to membership in the United Nations: **92**: 58.

Estoppel: **85**: 262; **87**: 24; **89**: 408; **97**: 347.

Europe
  and the Court: **96**: 19.

European Court of Human Rights: **92**: 457; **93**: 303; **94**: 230; **96**: 328; **97**: 341.

Evidence: **81**: 43, 44; **82/83**: 266, 271; **84**: 188; **92**: 73, 102; **93**: 39, 40; **94**: 52, 53, 272; **96**: 397.
  See also Presumptions in international law.

Ex aequo et bono, see Equity.

Excess of jurisdiction: **96**: 103.

Exhaustion of local remedies: **82/83**: 61, 251; **86**: 229; **88**: 334; **90**: 84, 87, 327, 366, 372; **91**: 390; **93**: 364; **97**: 321.
  See also *Elettronica Sicula S.p.A. (ELSI)*.

Experts: **97**: 85.

Expropriation: **89**: 164; **90**: 87; **91**: 349, 354, 361, 408; **92**: 421; **95**: 208; **96**: 367; **97**: 324.

Extradition: **88**: 281; **91**: 328; **92**: 385; **93**: 312, 317, 365; **94**: 240; **97**: 287.

Extraterritoriality: **93**: 210.

Fact-finding: **86**: 14; **92**: 71, 72, 76, 88; **96**: 90.

Falkland Islands (Malvinas): **82/83**: 194, 195, 200; **84**: 149; **85**: 165; **88**: 235, 257; **89**: 135, 167; **91**: 187; **92**: 227, 250, 253; **94**: 159; **95**: 128.

Federated States of Micronesia
  Admission to membership in the United Nations: **92**: 54.

Finances of the Court: **81**: 29-34; **82/83**: 279-288; **84**: 33, 34, 196-199; **85**: 232-239; **86**: 35-37, 235-238; **87**: 249-250; **89**: 347-350; **90**: 350, 373; **91**: 45, 46, 426-431, 438, 439; **92**: 46-50; **95**: 31, 32, 238-241; **97**: 72.

Finland
  and the Court: **89**: 49.
  and the law of the sea: **96**: 302.

Fisheries: **85**: 203; **86**: 190; **87**: 188; **88**: 226, 236; **89**: 209, 240, 249; **90**: 239; **91**: 257, 259, 292, 297, 298, 301; **92**: 348; **93**: 272, 275, 280; **94**: 195; **95**: 92, 93, 224; **96**: 178, 179, 299; **97**: 104, 269, 277, 284.
  See also *Fisheries; Fisheries Jurisdiction; Fisheries Jurisdiction (Spain* v. *Canada).*

Fisheries
  Commentaries: **81**: 141; **86**: 204.

Fisheries Jurisdiction
  Commentaries: **81**: 64; **82/83**: 229, 233, 240; **85**: 178, 203; **86**: 190; **97**: 104.

Fisheries Jurisdiction (Spain v. *Canada)*
  Application: **95**: 92.
  Order(s) of the Court: **95**: 93; **96**: 178.
  Commentaries: **96**: 179.

Foreign investment: **82/83**: 220; **85**: 211, 212; **87**: 107-109; **88**: 294, 333; **92**: 103.

Former Yugoslav Republic of Macedonia
  Admission to membership in the United Nations: **94**: 29, 30.

France
  and the Court: **84**: 20, 21; **95**: 7; **97**: 53, 55.
    Optional clause: **81**: 38.

Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali)
  Judgment (text): **87**: 55; **88**: 57, 58.
  Order(s): **85**: 99-101; **86**: 100-103, 105-107; **87**: 53, 54.
  Request for the Indication of Provisional Measures: **86**: 100, 105, 106; **89**: 83; **90**: 56.
  Special Agreement: **84**: 98, 99; **86**: 104.
  Commentaries: **86**: 107-109; **87**: 56-58; **88**: 59-64; **89**: 83; **90**: 57; **91**: 80; **92**: 88, 89.

Gabčikovo-Nagymaros Project (Hungary/Slovakia)
  Order(s) of the Court: **93**: 126; **94**: 113; **97**: 126.
  Special Agreement: **93**: 125, 127.
  Commentaries: **94**: 114-116; **95**: 86; **96**: 157; **97**: 127-129.

General Act of 1928: **82/83**: 92, 255.

General Assembly, *see* United Nations: General Assembly.

General principles of law: **81**: 118; **82/83**: 190; **86**: 163; **88**: 119; **90**: 138, 347; **92**: 186, 187; **93**: 133, 136, 148; **96**: 195, 210, 229, 230, 237; **97**: 208, 209.

Genocide: **85**: 209, 210; **86**: 218; **87**: 210, 211; **88**: 282; **89**: 280, 281; **90**: 288, 290; **91**: 337, 338; **92**: 249, 386; **93**: 114-124, 315, 319, 320; **94**: 105-112; **95**: 84, 85, 199; **96**: 153-156; **97**: 117-125.
  See also *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.*

Germany, Federal Republic of
  and the Court
    Optional clause: **85**: 226.
  and the law of the sea: **96**: 322.

Gibraltar: **84**: 147; **92**: 271.

Good faith: **81**: 132; **91**: 178; **94**: 146.

Good offices: **88**: 335; **92**: 483.

Great Britain, *see* United Kingdom.

Greece
  and the law of the sea: **96**: 315, 320; **97**: 267-269, 271, 278-280.

Gulfs: **88**: 227; **89**: 231, 245; **94**: 203; **96**: 104.

Hong Kong: **91**: 312; **92**: 235.

Human rights: **81**: 143, 144; **82/83**: 245, 246; **84**: 124, 172; **85**: 144, 168, 208; **86**: 136, 215-217; **87**: 94, 202-209; **88**: 266-280, 295, 296, 308; **89**: 61, 273-278, 309; **90**: 261-287, 345, 346, 366, 380, 418; **91**: 49, 54, 153, 203, 309-334, 348, 356, 357, 366, 382, 404; **92**: 23, 95, 194, 205, 267, 268, 363-380, 446, 457, 461, 463, 549, 575; **93**: 47, 295-309, 316, 330, 351; **94**: 164, 222-233; **95**: 165, 188-198; **96**: 260, 288, 326-339, 376, 478, 512; **97**: 42, 60, 255, 260, 288-295, 341.
  and the Court: **93**: 12.
  United States of America: **87**: 206.

Humanitarian law: **85**: 208; **87**: 202, 203, 205; **88**: 173, 278, 378; **89**: 277; **90**: 261, 264, 270, 272-274, 279, 284, 322; **91**: 471, 473, 474, 478, 480, 486, 503, 513; **92**: 557, 560, 564; **93**: 388, 413, 446, 450, 451, 454, 456, 464, 467; **94**: 340, 343, 344, 347, 350, 352, 358; **95**: 302, 304, 308, 318, 324; **96**: 351, 352, 441, 480, 483, 492, 495, 506, 508, 510, 512, 515; **97**: 166, 167, 173, 174, 179, 180, 394-396, 399, 400. 405-407.
  and the Court: **96**: 29.
  See also Intervention: Political, Humanitarian.

Hungary
  Peaceful settlement of disputes: **89**: 338.

Immunity of States: **92**: 247, 248.

Implementation of Judgments of the Court: **94**: 39; **95**: 58-60, 62-64.

Incidental procedures: **81**: 51-56; **82/83**: 71-78; **84**: 48-54; **85**: 50-53; **86**: 57-61, 223; **87**: 34-41; **88**: 43, 44; **89**: 65-67; **90**: 43; **91**: 65; **92**: 77-79; **93**: 43-45; **94**: 56-61; **95**: 42; **97**: 86-89.

Independence of Judges: **92**: 455; **94**: 19.

Indigenous peoples: **87**: 146; **92**: 249, 255; **95**: 136, 156, 225, 230; **96**: 239.

Individual opinions, *see* Separate and dissenting opinions.

Individuals
  before international tribunals: **84**: 55.

Innocent passage: **90**: 232; **91**: 130-133, 177, 254, 277, 283, 286, 378.

Institut de droit international: **91**: 334.
  Resolutions: **92**: 182.

Inter-American Court of Human Rights: **92**: 446; **96**: 402.

Inter-American Human Rights Commission: **95**: 197.

Interim measures: **81**: 51-54, 68, 79; **82/83**: 10, 77, 119; **84**: 54, 101, 111-115, 162; **85**: 50, 52, 60, 116, 123, 126, 127, 129; **86**: 59, 61, 100, 105-108, 113, 114, 130, 223, 228; **87**: 36, 37, 54; **88**: 44, 59, 62, 66, 93; **89**: 65, 83; **90**: 43, 56, 113-115; **91**: 89, 118, 119, 131; **92**: 77, 115, 130, 463; **93**: 372; **94**: 57, 61, 106-109; **95**: 42; **97**: 87.
  See also *Aegean Sea Continental Shelf; Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide; Arbitral Award of 31 July 1989; Border and Transborder Armed Actions (Nicaragua* v. *Honduras); Fisheries Jurisdiction; Frontier Dispute (Burkina Faso/Republic of Mali); Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria; Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua; Nuclear Tests; Passage through the Great Belt (Finland* v. *Denmark); Trial of Pakistani Prisoners of War; United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran.*

Internal judicial practice of the Court: **82/83**: 11, 63; **89**: 12.

International Commission of Jurists: **95**: 198.

International Court of Arbitral Awards: **95**: 233.

International Covenant on Economic, Social, and Cultural Rights: **95**: 189.

International Criminal Court: **92**: 381-384; **93**: 310; **96**: 341, 342, 346-348, 447, 468; **97**: 297.

International criminal law: **81**: 145; **85**: 209, 210; **86**: 218; **87**: 210, 211; **88**: 281-285, 300, 309; **89**: 279-281, 312; **90**: 288-290; **91**: 174, 335-342; **92**: 381-386; **93**: 114-124, 310-320; **94**: 234-241, 262, 359; **95**: 199-202; **96**: 153-156, 340-352; **97**: 296-305.
  See also *Application of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide.*

International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia
  and the Court: **95**: 200, 201; **96**: 12, 340, 348, 349; **97**: 296, 299, 301, 303, 305, 335.

International development law: **88**: 290, 295-297; **89**: 282; **90**: 302, 310, 314; **91**: 238, 323; **92**: 388, 389; **94**: 137; **95**: 203, 211; **97**: 313, 322, 325.

International economic law: **85**: 211, 212; **86**: 246; **87**: 212, 213, 215; **88**: 286, 288, 289, 291, 292, 294; **89**: 282, 283, 286, 287, 290, 294, 295, 298, 299, 303; **90**: 233, 291, 295-298, 308, 309, 311, 312, 316; **91**: 345, 349-351, 353, 355, 358, 360, 362, 407; **92**: 390-392, 405-407, 411; **93**: 130, 263, 326, 329; **94**: 12, 243, 244, 247, 249, 250; **95**: 19, 204, 206-208, 211; **96**: 58, 106, 355, 358, 361, 362, 364, 367, 368, 375; **97**: 318, 321, 322.

International environmental law: **82/83**: 224, 234, 247, 248; **84**: 174; **85**: 213, 217; **87**: 214; **88**: 216, 232, 255, 287, 293, 295, 296, 311, 317; **89**: 284, 285, 288, 289, 291-293, 296, 297, 300, 301, 304, 311, 325, 330; **90**: 292-295, 299-301, 303-307, 309, 311, 313, 324, 326, 352; **91**: 268, 343, 344, 346-348, 352, 357, 359; **92**: 14, 307, 322, 387, 393-404, 407-410, 412-414, 417, 419, 420, 429, 431, 460; **93**: 82, 206, 242, 263, 321, 322, 324, 325, 327, 328, 330, 332-336, 338-340, 343, 344, 347, 348, 350, 352, 355-357, 360, 362, 460, 462; **94**: 11, 12, 15, 242, 245, 246, 248, 251-253, 255, 256, 258, 261, 263; **95**: 205, 206, 209, 210, 315, 321; **96**: 62, 233, 271, 353, 354, 356, 357, 359, 360, 363, 365, 366, 369-371; **97**: 34, 295, 306-319, 323.

International incidents: **89**: 406.

International Labour Organization: **96**: 326, 412; **97**: 348.

International law
  and municipal law: **81**: 115; **82/83**: 163, 264; **85**: 8, 151; **87**: 145, 150; **88**: 75, 118, 139, 142, 143, 147, 170, 172, 181, 186; **89**: 200, 216, 221, 241, 409; **90**: 93, 120, 122, 129, 132; **91**: 154, 166-168; **95**: 105, 109.
  Codification, Development: **81**: 166; **82/83**: 14, 291-298; **84**: 16, 200-203; **85**: 145, 147, 158, 240-242, 246; **86**: 160, 239, 240; **87**: 141; **88**: 140, 241, 256, 300, 309, 341, 350-353, 363, 365; **89**: 148, 150, 154, 159; **90**: 134; **91**: 138, 144, 149, 150, 153, 160-162, 164, 165, 241, 306, 339, 373; **92**: 9, 22, 158, 165, 204, 347; **93**: 20, 156, 303; **94**: 241; **96**: 200, 227, 234-236, 238, 336, 393, 394; **97**: 22, 23, 35, 48, 306.
  In general: **81**: 8, 11, 111-116; **82/83**: 162-174; **84**: 15, 126-138; **85**: 15, 137-154; **86**: 18, 154-161; **87**: 112-133; **88**: 112-128; **89**: 137-147; **90**: 120-135; **91**: 138-168; **92**: 153-184; **93**: 130-154; **94**: 13, 121-146; **95**: 95-112; **96**: 192-223; **97**: 197-212.
  Miscellaneous subjects: **81**: 163-172; **82/83**: 312-324; **84**: 210-216; **85**: 252-262; **86**: 250-255; **87**: 275-284; **88**: 375-403; **89**: 377-419; **90**: 8, 427-466; **91**: 471-516; **92**: 557-619; **93**: 443-479; **94**: 353, 356, 361; **95**: 301-327; **96**: 501, 513; **97**: 23.

International Law Commission, *see* United Nations: International Law Commission.

International law of occupation: **93**: 208, 221.

International legal proceedings: **81**: 46, 150; **82/83**: 257, 261; **85**: 171.
  See also Arbitral procedure; Rules of Court — Procedure.

International officials: **82/83**: 307, 309, 310; **88**: 175, 355, 369, 373, 374; **90**: 363; **91**: 469; **92**: 533, 534; **93**: 442; **94**: 309; **95**: 267, 271, 280.

International organizations: **81**: 10; **82/83**: 305-311; **84**: 17, 207-209, 215; **85**: 222, 249-251; **87**: 204, 272-274, 276; **88**: 329, 369-374; **90**: 421-426; **91**: 5, 60, 385, 389, 460, 465-470; **92**: 466, 467, 535, 546-556; **93**: 439-442; **94**: 128, 289, 330-337; **95**: 298-300; **96**: 300, 400, 470-478; **97**: 360, 384-389.
  Access to the Court: **96**: 75-77; **97**: 24, 79.
  Administrative Tribunals of —: **91**: 5, 60, 465, 470; **92**: 514; **96**: 399, 408, 412.
  Agreements concluded by —: **81**: 162; **88**: 180, 184, 185, 187; **89**: 195, 197, 375, 376; **92**: 546; **95**: 299, 300.
  and host States: **95**: 274.

  Constitutive treaties: **85**: 249, 251.
  Immunities: **92**: 556; **96**: 478.
  See also Succession.

International responsibility: **81**: 146, 147; **82/83**: 248, 249; **84**: 175-178; **85**: 215-217; **87**: 216-223, 226, 229, 234, 243-245; **88**: 298-311; **89**: 305-316; **90**: 317-326, 359, 423; **91**: 200, 363-389; **92**: 40, 262, 285, 415-432; **93**: 328, 342-362, 467; **94**: 8, 192, 254-266, 348; **95**: 194, 212-214; **96**: 290, 350, 365, 369, 372-376; **97**: 326-331.

International Status of South West Africa
  Commentaries: **81**: 122; **82/83**: 205.

International treaties: **81**: 15, 130-133; **82/83**: 214-221; **84**: 140, 153, 154, 172; **85**: 159, 171-180; **86**: 186; **87**: 67, 136, 139, 140, 160-165, 232; **88**: 179-196, 306, 395; **89**: 158, 159, 163, 190-207, 212, 296, 309; **90**: 193-204, 349; **91**: 189, 236-245, 278; **92**: 291-302, 334, 362; **93**: 226-237; **94**: 183-192, 229; **95**: 154-165; **96**: 281-290, 339, 354, 402; **97**: 46, 256, 258-263, 321.
  Breach: **86**: 189; **88**: 193; **89**: 198; **94**: 192; **96**: 284.
  Clausula *rebus sic stantibus*: **85**: 175, 178, 180; **92**: 296, 299.
  Compromissory clauses: **95**: 159.
  Conclusion: **81**: 132; **84**: 153; **89**: 207; **91**: 236, 239.
  Depositaries: **92**: 293.
  Error: **82/83**: 219.
  Interpretation: **81**: 130, 131; **82/83**: 218; **85**: 16, 171, 207, 251; **86**: 187, 188; **88**: 196; **91**: 101, 107, 240, 242; **96**: 144, 145, 147.
  Nullity: **89**: 204.
  Pacta sunt servanda: **86**: 189; **87**: 161; **89**: 199; **92**: 302; **94**: 185.
  Practice: **82/83**: 214, 215; **87**: 165; **88**: 189; **92**: 291.
  Ratification: **85**: 174; **89**: 200, 248; **94**: 188, 189; **96**: 289.
  Reservations: **82/83**: 216; **84**: 154; **85**: 172; **87**: 162; **89**: 192-194; **90**: 195; **92**: 300; **93**: 230; **94**: 190; **95**: 161, 193; **96**: 282, 285; **97**: 292.
  Revision: **93**: 226; **95**: 158.
  Succession: **86**: 247; **91**: 189, 244; **92**: 397; **96**: 287.
  Termination: **85**: 176, 180; **88**: 189; **89**: 204; **91**: 236; **95**: 158; **96**: 284.

International Tribunal for the Law of the Sea: **92**: 12, 444, 458; **97**: 345.

International tribunals: **86**: 18, 223; **87**: 134, 191, 237; **89**: 324; **90**: 328, 335, 347; **91**: 342, 361, 391, 408; **92**: 433, 435, 444, 458, 468; **93**: 388, 389; **94**: 123; **95**: 200, 201, 217, 219, 234; **96**: 378, 395, 397, 410; **97**: 30, 334, 345, 346.
  See also Claims tribunals.

International waters (other than the sea): **81**: 164; **82/83**: 315; **86**: 206, 225; **87**: 166, 168, 196, 200, 201; **88**: 223, 240, 248; **91**: 169; **92**: 340, 341; **93**: 243, 244, 270, 447; **94**: 196; **95**: 149, 150; **96**: 157; **97**: 233.

Interpretation of the Agreement of 25 March 1951 between the WHO and Egypt
  Advisory Opinion (text): **81**: 99-101; **82/83**: 126, 127.
  Pleadings, Oral Arguments, Documents: **81**: 98.
  Commentaries: **81**: 102-106; **82/83**: 128, 129; **84**: 74, 75; **86**: 75, 76.

Intertemporal law: **84**: 213.

Intervention
  Political: **85**: 167, 169, 170; **86**: 170, 174, 177, 178; **87**: 79, 155; **88**: 164, 167, 169, 173; **89**: 169, 170, 184, 277, 414; **90**: 58-70, 263, 464; **91**: 213, 215, 216, 225; **92**: 98, 256-259, 261, 263, 264, 267-269, 272, 273, 276, 278, 279, 284; **93**: 217, 220, 466; **94**: 72, 175, 176, 178; **95**: 139-141, 151; **96**: 263, 265, 271, 274, 278; **97**: 238, 239, 246.
    See also *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua*.
    Humanitarian: **92**: 261, 264, 267-269, 272, 273, 279, 284; **93**: 222, 450, 454, 464, 469, 475; **94**: 223, 226, 340, 350; **95**: 146, 148, 308; **96**: 448, 480, 485, 489, 498, 505; **97**: 236, 237, 250, 399, 405-407.

Intervention (procedural): **81**: 55, 56, 69, 71-75, 97, 103, 104, 118; **82/83**: 71-76, 96, 97; **84**: 48-53, 93, 95, 96, 118; **85**: 51, 53, 91-95, 98, 104-106, 129; **86**: 57, 58, 60, 89, 91, 92, 98; **87**: 35, 38-40; **88**: 43, 66, 271; **89**: 66, 67, 92; **90**: 19, 78, 79, 81, 82; **91**: 65, 93, 95-98; **92**: 78, 79, 101; **93**: 43-45, 61, 64, 66; **94**: 16, 56, 58-60, 76; **96**: 386; **97**: 86, 88, 89.
  See also *Continental Shelf (Libyan Arab Jamahiriya/Malta); Continental Shelf (Tunisia/Libyan Arab Jamahiriya); Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening); Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua.*

Iraq
  Boundary dispute: **95**: 147.

Islands: **84**: 166; **85**: 194; **87**: 181; **88**: 213, 249, 257; **89**: 161, 213, 214, 232, 269, 293; **90**: 219; **91**: 136, 256, 263, 273, 302; **92**: 308, 309, 314; **93**: 241, 262; **96**: 188-191, 269; **97**: 234.
  artificial: **92**: 309, 321; **94**: 74.

Italy
  and the law of the sea: **96**: 321.

Japan
  and international law: **84**: 132.

Judges, *see* Biographies and obituaries of Judges; Composition of the Court; Election of Judges; Emoluments of Judges; Independence of Judges; Judges *ad hoc*; Resignations of Judges.

Judges *ad hoc*: **94**: 20; **97**: 58.

Judgments: **82/83**: 263; **84**: 186; **85**: 10; **91**: 63.
  Interpretation: **85**: 49; **88**: 42; **90**: 31; **95**: 41.

Judgments of the Administrative Tribunal of the ILO upon Complaints Made against Unesco
  Commentaries: **82/83**: 303.

Jurisdiction of the Court: **81**: 35-42, 148, 150, 161; **82/83**: 11, 53, 54, 259; **84**: 35-44, 207; **85**: 24-44, 69, 113; **86**: 23, 38, 40, 133, 135; **87**: 22-32, 78, 227-230, 236; **88**: 21-37, 322; **89**: 49-51; **90**: 31-38; **91**: 13, 14, 47-60, 88, 91, 92; **92**: 63; **94**: 37-39; **95**: 33-36; **96**: 70-77, 134; **97**: 74-78.
  Advisory jurisdiction: **81**: 166; **82/83**: 48, 57-60, 304; **84**: 38-44, 207; **85**: 42-44, 243; **87**: 32; **90**: 39, 40; **91**: 57-60; **92**: 67-70, 93; **94**: 51; **96**: 83-88; **97**: 79, 80.
  Domestic jurisdiction: **82/83**: 56; **84**: 37; **86**: 229; **88**: 170, 171; **97**: 25.

Jus cogens: **89**: 156, 275; **90**: 147; **91**: 172, 174, 503; **92**: 188, 202; **94**: 352; **95**: 114; **96**: 232, 237.

Jus standi, *see* Legal interest.

Justiciability of international disputes: **84**: 35, 73, 185.

Kasikili/Sedudu Island (Botswana/Namibia)
  Order(s) of the Court: **96**: 189.
  Special Agreement: **96**: 188.
  Commentaries: **96**: 190, 191.

Land and Maritime Boundary between Cameroon and Nigeria
  Application: **94**: 118.
  Order(s) of the Court: **94**: 119; **96**: 164; **97**: 151, 152.
  Request for the Indication of Provisional Measures: **96**: 165-167.
  Commentaries: **97**: 153-155.

Land, Island and Maritime Frontier Dispute (El Salvador/Honduras: Nicaragua intervening)
  Application by Nicaragua for permission to intervene: **89**: 104; **90**: 19, 78, 79, 81, 82; **91**: 95; **95**: 53.
  Judgment(s) (text): **90**: 79; **91**: 93, 95; **93**: 59, 60; **94**: 74.
  Order(s): **88**: 97-99; **89**: 103, 105, 106; **90**: 78, 80-82; **91**: 94; **94**: 74-76.
  Special Agreement: **88**: 96.
  Commentaries: **90**: 19; **91**: 96-98; **92**: 101; **96**: 104, 105.

Land-locked States: **91**: 246; **92**: 342; **93**: 271; **94**: 194.

Latin America
  and the Court: **96**: 42.

Latvia
  Admission to membership in the United Nations: **92**: 60.

Law of the sea: **81**: 13, 134-141; **82/83**: 222-244; **84**: 143, 144, 155-171, 187; **85**: 158, 174, 181-207, 225; **86**: 190-214, 222, 226, 230; **87**: 44-52, 99-100, 166-201, 220, 224-225, 235, 241; **88**: 197-264, 323, 324, 338, 339; **89**: 208-272; **90**: 205-254; **91**: 246-305; **92**: 303-355; **93**: 238-293, 366, 367; **94**: 23, 193-220; **95**: 166-186, 299; **96**: 32, 39, 268, 281, 291-323; **97**: 38, 86, 264-285.

Law of war: **81**: 18, 171; **87**: 143, 275; **88**: 73, 238, 377, 394, 397; **89**: 9, 13, 247, 382, 384, 389-391, 396, 399, 400, 403, 407, 410, 413; **90**: 427, 457; **92**: 38; **93**: 340, 460-463, 465-467, 478; **94**: 338-352, 354, 355, 357-360; **95**: 305, 313, 315, 317, 318, 322, 327.
  See also *Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons; Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict.*

Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970)
  Commentaries: **81**: 122; **82/83**: 205, 256; **85**: 176; **86**: 165.

Legal interest: **82/83**: 54, 252; **88**: 23; **96**: 74-77; **97**: 73.
  See also Intervention.

Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons
  Advisory Opinion (text): **96**: 168, 169; **97**: 156-158.
  Request for Advisory Opinion: **94**: 120.
  Commentaries: **95**: 87, 88, 90; **96**: 158-162, 170-177; **97**: 131-150, 159-189.
  See also *Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict.*

Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict
  Advisory Opinion (text): **97**: 130.
  Order(s) of the Court: **93**: 129; **94**: 117.
  Request for Advisory Opinion: **93**: 128.
  Commentaries: **95**: 87-90; **96**: 158-163; **97**: 131-150.
  See also *Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons.*

Liberia
  and international law: **95**: 151.

Liechtenstein
  Admission to membership in the United Nations: **91**: 48.

Lithuania
  Admission to membership in the United Nations: **92**: 62.

Litispendency: **82/83**: 53; **89**: 50.

Local remedies rule: **93**: 364.

Macedonia, *see* Former Yugoslav Republic of Macedonia.

Maritime Delimitation and Territorial Questions between Qatar and Bahrain
  Application: **91**: 134.
  Judgment (text): **94**: 96, 97; **95**: 71-74; **96**: 138-140, 142.
  Order(s) of the Court: **91**: 135; **92**: 132; **96**: 137, 141.
  Commentaries: **91**: 136; **94**: 98; **95**: 75-77; **96**: 143-146; **97**: 111.

Maritime Delimitation between Guinea-Bissau and Senegal
  Application: **91**: 129.
  Order(s) of the Court: **95**: 69.
  Commentaries: **96**: 135.

Maritime Delimitation in the Area between Greenland and Jan Mayen
  Application: **88**: 110.
  Judgment (text): **93**: 75; **94**: 79; **95**: 55.
  Order(s) of the Court: **88**: 111; **90**: 96; **91**: 109.
  Commentaries: **89**: 122; **93**: 76; **94**: 80-83, 199; **96**: 107; **97**: 105.

Marshall Islands
  Admission to membership in the United Nations: **92**: 56.

Mediation: **95**: 228.

Members of the Court, *see* Biographies and obituaries of Judges; Composition of the Court; Election of Judges; Emoluments of Judges; Judges *ad hoc*; Resignations of Judges.

Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua
  Appeal by the President of the Court: **84**: 107.
  Application: **84**: 100; **86**: 111.
  Declaration of Intervention by El Salvador: **84**: 103; **85**: 105, 106; **88**: 66.
  Discontinuance: **92**: 90, 92.
  Judgment(s) (text): **84**: 105, 113; **85**: 103, 107; **86**: 110, 112, 115, 117-119; **87**: 60-62; **88**: 65-67.
  Order(s) of the Court: **84**: 101, 102, 104, 106, 108-112; **85**: 102, 104, 106; **86**: 113, 114, 116; **87**: 59; **88**: 66; **91**: 81; **92**: 90.
  Publications of the Government of the United States of America: **84**: 36; **85**: 121, 122, 130, 131; **86**: 56.
  Request for the Indication of Provisional Measures: **84**: 101; **86**: 113, 114.
  Commentaries: **84**: 114-119; **85**: 7, 35, 36, 40, 108-134, 168, 216; **86**: 14, 38, 39, 41, 60, 120-140, 170, 174-176, 178, 250, 254, 255; **87**: 63-98; **88**: 68-88; **89**: 84-93, 343, 344; **90**: 58-70; **91**: 82, 83; **92**: 91-98; **94**: 72, 73; **95**: 51-52; **96**: 102, 103.

Minorities: **92**: 374-377, 379, 380; **93**: 179, 189, 207, 408, 416; **95**: 121, 195; **96**: 338; **97**: 225, 227, 230.

Monaco
  Admission to membership in the United Nations: **94**: 33, 34.

Monetary Gold Removed from Rome in 1943
  Commentaries: **96**: 128, 131.

Namibia: **81**: 122; **82/83**: 85, 86, 193, 196, 197, 205; **84**: 124, 150; **85**: 160, 162, 163; **86**: 165, 169, 247; **87**: 144; **88**: 150, 153, 156; **89**: 396; **90**: 154, 160, 163, 170, 403; **91**: 22, 182-184, 200, 207, 210, 244, 263, 323, 451; **92**: 214, 223, 234; **93**: 171; **94**: 288, 320; **96**: 188-191; **97**: 232.
  See also *Admissibility of Hearings of Petitioners by the Committee on South West Africa; International Status of South West Africa; Legal Consequences for States of the Continued Presence of South Africa in Namibia (South West Africa) notwithstanding Security Council Resolution 276 (1970); South West Africa (Ethiopia [and] Liberia* v. *South Africa); Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa.*

National liberation movements: **92**: 239, 240; **94**: 157.

Nationalism: **94**: 142.

Nationality: **82/83**: 207; **84**: 124; **86**: 173; **87**: 152, 157; **91**: 209, 220, 221, 229, 232; **95**: 143; **97**: 255.

Nauru
  and the Court: **89**: 48.

Negotiations: **90**: 343; **92**: 495; **93**: 377; **94**: 275; **95**: 231.

Negotiorum gestio in international law: **89**: 394.

Neutrality: **90**: 458; **91**: 473; **92**: 532, 599; **93**: 470; **96**: 490, 500.

New States
  and international law: **84**: 136, 138; **87**: 112, 127.
  and the Court: **82/83**: 17; **84**: 136, 138; **87**: 5.

New world order: **86**: 252; **87**: 88, 114; **88**: 25, 113; **90**: 181; **91**: 142, 161; **92**: 147, 148, 172, 180, 225, 264, 270, 381, 445, 526, 567, 612; **93**: 287, 323, 429; **94**: 349, 353, 356, 361; **95**: 10, 188, 204, 255, 256, 291; **96**: 197, 257, 424, 463; **97**: 378.

Nicaragua
  Optional clause: **85**: 118.

Nigeria
  and self-determination: **95**: 134.

Non-Aligned Movement: **95**: 326.

North Sea Continental Shelf
  Commentaries: **81**: 139; **82/83**: 224, 230-232, 235; **93**: 50, 51.

Northern Cameroons
  Commentaries: **84**: 59.

Nottebohm
  Commentaries: **82/83**: 206, 207; **86**: 173.

Nuclear Tests
  Commentaries: **82/83**: 10, 234, 247; **85**: 59-61, 213; **88**: 49, 380, 385, 392, 396; **95**: 94; **96**: 182-187; **97**: 192, 193, 196, 402.
  See also *Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the* Nuclear Tests (New Zealand v. France) *Case*.

Nuclear weapons: **88**: 380, 385, 392, 396; **89**: 390,-413; **90**: 451; **91**: 352; **93**: 128, 129, 478; **94**: 117, 120, 343; **95**: 87-90; **96**: 158-163; **97**: 130-150, 156-189, 317, 403.
  See also *Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons; Legality of the Use by a State of Nuclear Weapons in Armed Conflict*.

Nullity: **81**: 116; **89**: 204; **92**: 117; **93**: 363.

Obligationes erga omnes: **94**: 8, 254; **95**: 324; **96**: 327, 373.

Oil Platforms (Islamic Republic of Iran v. United States of America)
  Application: **92**: 149.
  Judgment (text): **97**: 113.
  Order(s) of the Court: **92**: 150; **93**: 113; **94**: 103.
  Commentaries: **94**: 104; **97**: 114-116.

Opinio juris: **92**: 168, 196; **94**: 151.

Optional clause (Article 36 of the Statute): **81**: 38-42; **82/83**: 55, 267; **85**: 17, 29, 31-41, 118, 124, 132; **87**: 25-31, 69, 83; **88**: 24, 27-37; **89**: 49, 52-62; **90**: 32-38, 69; **91**: 52-56; **92**: 64-66; **93**: 38; **94**: 40-50; **95**: 35, 36; **96**: 78-81; **97**: 77.
  Reciprocity: **85**: 38; **90**: 36; **92**: 66; **94**: 49.
  Reservations: **81**: 39, 40; **82/83**: 56; **87**: 27; **89**: 57; **94**: 44; **95**: 35.
  States accepting the —
    Canada: **85**: 32.
    Czechoslovakia: **92**: 64.
    Finland: **89**: 49.
    France: **81**: 38.
    Greece: **97**: 78.
    Nicaragua: **85**: 118.
    Poland: **91**: 55, 56; **94**: 42, 50.
    Spain: **89**: 58; **91**: 52.
    United Kingdom: **85**: 17; **90**: 336.
    United States of America: **82/83**: 304; **85**: 31, 33-37, 39-41; **86**: 38, 39, 41-51, 131, 133; **87**: 25, 26, 28-31, 69, 83; **88**: 24, 27-37; **94**: 47.
      Reservations: **82/83**: 56, 304; **84**: 36, 37; **90**: 35.
    USSR: **89**: 61; **91**: 49, 54; **94**: 41.

Organization of African Unity: **84**: 215; **85**: 250; **97**: 386.

Organization of the Court: **81**: 16-34; **82/83**: 23-48; **84**: 25-34; **85**: 18-23; **86**: 24-37; **87**: 15-21; **88**: 11-20; **89**: 28-47; **90**: 16-30; **91**: 23-46; **92**: 28-50; **94**: 14-24; **95**: 19-32; **96**: 60-69; **97**: 50-72.

Palau
  Admission to membership in the United Nations: **95**: 33, 34.

Palestine Liberation Organization: **88**: 107-109; **89**: 341, 342, 362; **90**: 93-95, 171; **91**: 106-108, 198, 199, 205; **93**: 174, 187, 476; **94**: 157; **97**: 397.
  See also *Applicability of the Obligation to Arbitrate under Section 21 of the United Nations Headquarters Agreement of 26 June 1947*.

Parties before the Court: **84**: 55; **89**: 63.

Passage through the Great Belt (Finland v. *Denmark)*
  Application: **91**: 130.
  Discontinuance: **92**: 127.
  Order(s) of the Court: **91**: 131, 132; **92**: 127-129; **93**: 94, 95, 99; **94**: 94.
  Pleadings, Oral Arguments, Documents: **93**: 96.
  Request for the Indication of Provisional Measures: **91**: 131, 132; **92**: 128, 129; **93**: 94; **94**: 94; **95**: 70.
  Commentaries: **91**: 133; **92**: 130, 131; **93**: 97, 98, 100, 101; **94**: 95, 220; **96**: 136.

Peaceful settlement of disputes: **81**: 142, 148-152, 163, 164; **82/83**: 227, 250-273; **84**: 72, 73, 179-191; **85**: 212, 218-226, 243; **86**: 18, 212, 221-230; **87**: 224-245; **88**: 225, 312-343, 359; **89**: 191, 208, 210, 223, 267, 317-338; **90**: 186, 327-385; **91**: 11, 13, 14, 308, 390-421, 442, 443; **92**: 97, 433-498; **93**: 363-391, 403, 404, 410, 414, 421, 423, 435; **94**: 221, 267-293; **95**: 215-234, 307; **96**: 5, 6, 8, 12, 17, 19, 20, 40, 297, 320, 377-412; **97**: 29, 31, 332-348.

Peace-keeping forces: **92**: 537.

Pensions of Judges: **81**: 29, 30; **86**: 35-37; **95**: 31, 32.

Permanent Court of Arbitration: **92**: 443; **97**: 340.

Permanent Court of International Justice: **82/83**: 21, 22; **85**: 17; **86**: 382, 383; **89**: 59; **96**: 65.
  Commentaries on cases: **81**: 115, 117; **82/83**: 219, 253, 306, 321; **84**: 24; **86**: 18, 171; **89**: 23-25; **92**: 44, 70; **96**: 58.

Poland
  and the Court: **91**: 15, 55, 56; **96**: 50.

Polar Regions: **96**: 262, 273.

Pollution: **93**: 242, 335; **94**: 211; **96**: 357.
  Nuclear —: **88**: 287, 298; **90**: 199, 326; **91**: 381; **93**: 348, 360; **95**: 94; **97**: 319.
    See also *Nuclear Tests; Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the* Nuclear Tests (New Zealand *v.* France) *Case.*

Precautionary principle: **97**: 312, 329.

Precedent: **96**: 91; **97**: 320.

Preliminary objections: **82/83**: 78; **92**: 106; **97**: 113.

Preliminary rulings: **89**: 136.

Presumptions in international law: **81**: 43; **82/83**: 271.

Procedure, *see* Arbitral procedure; International legal proceedings; Rules of Court — Procedure.

Proportionality: **95**: 157; **96**: 195, 479.

Proposals for reference of matters to the Court: **81**: 110; **82/83**: 161; **84**: 124, 125, 147; **85**: 136; **86**: 153; **87**: 110, 111; **88**: 10; **89**: 135, 136; **90**: 14, 15, 119; **92**: 151, 152; **96**: 56.

Publications of the Court: **87**: 10; **90**: 30.

Qualification: **82/83**: 322.

Questions of Interpretation and Application of the 1971 Montreal Convention arising from the Aerial Incident at Lockerbie (Libyan Arab Jamahiriya v. *United Kingdom) (Libyan Arab Jamahiriya* v. *United States of America)*
  Application: **92**: 133, 134.
  Order(s) of the Court: **92**: 135-140; **93**: 111; **95**: 78, 79.
  Request for the Indication of Provisional Measures: **92**: 135, 136, 139, 140; **94**: 99.
  Commentaries: **92**: 141-148; **93**: 102-112, 317, 468; **95**: 80-83; **97**: 112.

Reciprocity: **95**: 157.

Recognition: **87**: 259; **92**: 232, 254; **93**: 195, 218; **95**: 132.

Refugees (Protection of —): **86**: 219, 220; **88**: 270, 273, 277; **91**: 137, 315, 356; **93**: 331, 337; **96**: 329, 376.

Registrar of the Court
  Biographies and obituaries: **84**: 32.

Registry: **89**: 46, 47; **97**: 70, 71.
  Library: **81**: 28.

Reparation: **86**: 251; **88**: 298, 311, 334; **89**: 308, 316; **90**: 303, 318, 326; **91**: 200, 347, 360, 364, 368, 370, 372, 374, 381; **93**: 314; **95**: 261, 315.

Reparation for Injuries Suffered in the Service of the United Nations
  Commentaries: **86**: 251.

Reports on the work of the Court: **81**: 4-6; **82/83**: 6-9; **84**: 4-6; **85**: 4-6; **86**: 4, 5; **87**: 3, 4; **88**: 3, 4; **89**: 5-7, 343, 344; **90**: 6, 7, 398, 399; **91**: 2, 3, 449, 450; **92**: 4, 5, 46, 47; **93**: 4, 5; **94**: 6, 7; **95**: 2, 3; **96**: 1, 2; **97**: 4, 5.

Reprisals: **90**: 429; **91**: 497; **94**: 359.

Republic of Korea
  Admission to membership in the United Nations: **92**: 52.

Request for an Examination of the Situation in Accordance with Paragraph 63 of the Court's Judgment of 20 December 1974 in the Nuclear Tests (New Zealand *v.* France) *Case*
  Order(s) of the Court: **95**: 94; **96**: 180, 181.
  Commentaries: **96**: 182-187; **97**: 190-196.

Res judicata: **81**: 149; **86**: 53; **90**: 13; **96**: 378, 398.

Reservations to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide
  Commentaries: **82/83**: 216; **85**: 172; **86**: 218.

Resignations of Judges: **89**: 40.

Resources, natural: **81**: 134, 135; **82/83**: 224, 229, 233, 244; **84**: 163, 168; **85**: 195, 199, 203; **86**: 190, 197, 201, 205; **87**: 173, 180, 182, 184, 188, 193; **88**: 200, 211, 226, 235, 236; **89**: 178, 215, 226; **90**: 227, 243; **91**: 271, 305, 355, 365; **92**: 212, 213, 333, 407; **93**: 336; **94**: 181, 193, 209; **96**: 303; **97**: 249.

Review of the role of the Court: **81**: 12, 157, 158; **84**: 10, 11; **87**: 5-7; **91**: 137; **96**: 6, 8, 13-17, 20, 21, 23, 28, 31, 34, 37, 43, 47, 58, 88; **97**: 2, 3, 7-22, 39, 80.

Right of Passage over Indian Territory
  Commentaries: **82/83**: 201.

Rules of Court — Procedure: **81**: 43-57, 152; **82/83**: 61-78, 257, 261; **84**: 45-55; **85**: 45-53, 80; **86**: 6, 9, 53-61; **87**: 33-41, 75, 228; **88**: 11, 38-44, 327; **89**: 8, 11, 12, 63-67; **90**: 41-43; **91**: 20, 21, 61-65; **92**: 26, 71-76; **93**: 39-42; **94**: 52-61; **95**: 37-42; **96**: 13, 61, 89-92; **97**: 81-90, 341.
  Arabic text: **85**: 46.
  Chinese text: **85**: 45.
  English text: **90**: 1.
  French text: **90**: 1.
  Spanish text: **82/83**: 306; **85**: 47; **86**: 6.
  See also Advisory procedure.

Saint Christopher and Nevis
  Admission to membership in the United Nations: **85**: 24, 25.

St. Pierre and Miquelon maritime boundary case: **95**: 154.

Saint Vincent and the Grenadines
  Admission to membership in the United Nations: **81**: 35, 36.

Sanctions, *see* Binding force and execution.

Seabed, *see* Resources, natural.

Secession: **95**: 126, 130, 272.

Security Council, *see* United Nations: Security Council.

Self-defence: **86**: 176, 253; **88**: 169, 379, 384, 387, 396; **89**: 90, 384, 410, 411, 414; **90**: 447, 454, 460, 463, 465; **91**: 378, 386, 457, 496-498; **92**: 569, 576, 583, 597, 600, 604, 608; **93**: 472; **94**: 351; **95**: 311, 325; **96**: 481, 482, 503, 508.

Self-determination: **82/83**: 37, 192, 198-200, 202; **87**: 146, 148; **88**: 159, 331, 403; **89**: 162; **90**: 155, 156, 170; **91**: 182, 185, 198, 205, 455; **92**: 218, 230. 236, 237, 249, 253, 276; **93**: 162, 165, 167, 169, 171, 189, 196, 198, 199, 203, 204; **94**: 93, 157, 162, 164, 171; **95**: 68, 122-127, 131, 133-135; **96**: 99, 125-134, 245, 246, 248-250, 253, 254, 256, 259, 260, 483; **97**: 27, 31, 109, 222, 225, 226, 290.

Senkaku Islands: **84**: 157, 163.

Separate and dissenting opinions: **82/83**: 65; **84**: 47; **85**: 48; **91**: 41; **94**: 23.

Slovak Republic
  Admission to membership in the United Nations: **94**: 27, 28.

Soft law: **95**: 103; **97**: 35.

Sources of international law: **81**: 117-119, 161; **82/83**: 165, 173, 175-190, 311; **84**: 22, 139-144; **85**: 155-159; **86**: 162, 163; **87**: 134-141; **88**: 119, 128-147; **89**: 148-159; **90**: 136-147; **91**: 147, 169-181, 252, 253; **92**: 238; **93**: 155-161; **94**: 150, 151, 154; **95**: 113-120; **96**: 224-238; **97**: 16, 213-219.

South Africa
  and international law: **82/83**: 218; **85**: 259; **88**: 118; **91**: 196; **95**: 190; **97**: 202.

South West Africa, *see* Namibia.

South West Africa (Ethiopia [and] Liberia v. *South Africa)*
  Commentaries: **81**: 122; **82/83**: 205, 256; **86**: 165; **91**: 22; **96**: 129.

Southern Sudan
  Secession: **95**: 130.

Sovereignty of States: **85**: 164; **87**: 149; **88**: 149, 157, 159, 161, 165, 166, 168, 237, 266; **89**: 160, 161, 179, 182; **90**: 172, 180, 187, 282; **91**: 136, 194, 195, 203, 280; **92**: 212, 213, 229, 231, 417; **93**: 219; **94**: 169, 170; **95**: 121, 129, 146; **96**: 242, 247, 249-251, 255, 257, 274, 474; **97**: 220, 223, 224, 229, 246, 391.

Sovereignty over Certain Frontier Land
  Commentaries: **82/83**: 219.

Spain
  and the Court: **91**: 52; **96**: 52.

Specialized agencies of the United Nations: **84**: 204; **89**: 364, 365, 368; **90**: 409.

Stare decisis: **81**: 149.

State jurisdiction: **82/83**: 206-208; **84**: 151; **85**: 167-170; **86**: 170-180; **87**: 150-157; **88**: 157-173, 263, 264, 266; **89**: 166-186, 377; **90**: 174-189; **91**: 208, 214, 222, 223, 279; **92**: 157, 256-285; **93**: 208-224; **94**: 165, 174-181; **95**: 137-151; **96**: 261-278; **97**: 232-250.

States entitled to appear before the Court: **81**: 35, 36; **82/83**: 49-52; **85**: 24-27, 243; **89**: 48; **91**: 47, 48; **92**: 51-62; **94**: 25-36.

Statute of the Court
  Dutch text: **89**: 368
  English text: **88**: 127, 367; **90**: 1.
  French text: **86**: 7; **89**: 145; **90**: 1.
  Spanish text: **85**: 18, 152; **89**: 337.
  Official commentaries: **81**: 157, 158.
  Unofficial commentaries: **82/83**: 15; **85**: 243; **92**: 32; **97**: 28. 40.

Stimson doctrine: **92**: 254.

Straits: **82/83**: 315; **86**: 206; **87**: 166, 168, 196, 201; **88**: 240, 248; **89**: 218, 224, 245, 250, 252, 260; **90**: 249; **91**: 130-133, 283, 284, 286, 287, 304; **93**: 250, 279, 289; **94**: 210, 215, 216, 220, 360; **97**: 264, 270.

Subjects of international law: **81**: 120-123; **82/83**: 191-205; **84**: 24, 145-150; **85**: 160-166; **86**: 164-169; **87**: 142-149; **88**: 148-156; **90**: 148-173; **91**: 182-207; **92**: 210-255; **93**: 162-207; **94**: 156-173, 335; **95**: 121-136; **96**: 239-260; **97**: 220-231.

Succession
  International organizations: **86**: 247; **93**: 440; **94**: 336; **95**: 272.
  States: **84**: 148; **85**: 166; **86**: 167; **88**: 154; **89**: 163; **91**: 189, 193; **92**: 214, 251, 252; **93**: 191, 202, 205; **94**: 158, 161; **95**: 272; **96**: 244, 287.

Suez Canal
  Legal status: **95**: 138.

Sustainable development: **96**: 324.

Switzerland
  and the United Nations: **96**: 458

Temple of Preah Vihear
  Commentaries: **82/83**: 219.

Territorial Dispute (Libyan Arab Jamahiriya/Chad)
  Judgment (text): **94**: 88, 89; **96**: 114, 115.
  Order(s) of the Court: **90**: 118; **91**: 120; **92**: 124.
  Special Agreement: **90**: 117.
  Commentaries: **91**: 121; **94**: 90; **95**: 60, 61; **96**: 116-120.
  Implementation of Judgment: **95**: 58-60, 62-64.

Territorial sea: **81**: 136; **85**: 198; **86**: 210; **88**: 148, 201, 202, 237; **89**: 263; **91**: 121, 122, 134, 135, 218, 219, 226-228, 303, 392; **92**: 338; **94**: 201; **97**: 268.

Territory: **82/83**: 208, 260; **86**: 166; **87**: 150; **88**: 148, 195; **90**: 341; **91**: 121, 122, 134, 135, 218, 219, 226-228, 303, 392; **92**: 89; **93**: 201, 214; **94**: 177, 179; **95**: 58-64, 131, 142; **96**: 116-120; **97**: 232, 242, 245, 247.

Terrorism: **81**: 145; **88**: 284; **89**: 230, 379, 400; **90**: 93-95, 289, 359, 434, 441, 445, 450, 463, 466; **91**: 487, 504; **92**: 420, 576, 609, 614; **93**: 251, 476; **94**: 235, 311; **95**: 78-83; **96**: 325, 483; **97**: 393, 398, 401.

Theory of international law: **96**: 216.

Tiao-yu-tai Islands: **84**: 157, 163.

Torture: **91**: 311, 314, 325.

Travel and subsistence regulations of the Court: **86**: 35-37.

Trust Fund: **90**: 350, 373; **91**: 45, 46; **92**: 46-50; **93**: 7.

Ultra vires: **82/83**: 308; **91**: 385.

Unilateral acts
  of international organizations: **92**: 554, 555.
  of States: **82/83**: 11, 175, 188; **84**: 22; **92**: 244, 245; **93**: 155.

Union of Soviet Socialist Republics
  and the Court: **89**: 61, 363; **91**: 49, 54.

United Kingdom
  and the Court
    Optional clause: **85**: 17; **90**: 336.
  and the law of the sea: **96**: 305.
  and the United Nations: **95**: 265, 290.

United Nations: **81**: 153-161; **82/83**: 274-304; **84**: 192-207, 209; **85**: 14, 220, 221, 227-248; **86**: 12, 221, 231-248; **87**: 246-271; **88**: 344-368; **89**: 111-121, 318, 339-374; **90**: 386-420; **91**: 306, 393, 394, 422-464; **92**: 499-545; **93**: 384, 392-438; **94**: 146, 294-329; **95**: 4, 17, 216, 235-297; **96**: 198, 213, 404, 413-469, 494, 495, 521; **97**: 80, 349-383, 387.
  Administrative Tribunal: **94**: 51; **96**: 399, 408, 412; **97**: 348.

- Admission of new Members: **81**: 35, 36; **82/83**: 49-52; **85**: 24-27; **89**: 362; **92**: 51-62; **93**: 415; **94**: 25-36; **95**: 33, 34.
- Charter
  - English text: **90**: 1.
  - French text: **90**: 1.
  - German text: **92**: 519.
  - Interpretation by the Court: **81**: 114; **82/83**: 168, 302.
  - Official commentaries: **81**: 157, 158.
  - Revision: **82/83**: 289, 290; **93**: 434.
  - Special Committee on the —: **91**: 442, 443.
  - Unofficial commentaries: **85**: 221, 243; **87**: 278; **88**: 364, 379; **89**: 361, 386; **91**: 452, 454, 455, 496; **92**: 519, 544, 580; **93**: 407, 418; **95**: 257, 263, 269, 284; **96**: 8, 392, 423, 441, 452, 454, 467; **97**: 362, 369, 375, 392.
- Finances: **82/83**: 279-288; **84**: 196-199; **85**: 232-239; **86**: 235-238; **87**: 249, 250; **88**: 374; **89**: 347-350, 359; **90**: 388-390, 393, 394; **91**: 45, 46, 426-431, 438, 439; **92**: 503, 504; **94**: 297-300; **95**: 238-241; **96**: 416, 417; **97**: 351-353.
- General Assembly: **85**: 245; **88**: 360; **89**: 366; **90**: 404, 405, 410; **93**: 423, 437; **95**: 45, 192, 294; **97**: 31, 356, 357.
  - Resolutions: **81**: 155, 156; **82/83**: 277, 278, 299; **84**: 194, 195; **85**: 228-231; **87**: 138, 247-248; **88**: 344, 345, 366; **89**: 341-346; **90**: 398, 399; **91**: 199, 449, 450; **92**: 509, 510; **93**: 396, 397; **94**: 303-306; **95**: 244-249, 296; **96**: 420, 421; **97**: 358, 359.
    - Effects of —: **81**: 161; **82/83**: 187, 189, 311; **88**: 360, 361; **89**: 374; **92**: 538.
- Handbook: **85**: 248; **86**: 248; **87**: 270; **88**: 368; **89**: 373; **90**: 419; **92**: 522, 541, 542; **94**: 327, 328; **95**: 292; **97**: 380.
- Headquarters Agreement: **89**: 111-121; **91**: 104-108; **94**: 78.
  - See also *Applicability of Article VI, Section 22, of the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations.*
- International Law Commission: **90**: 317, 406; **91**: 373; **92**: 18, 35; **93**: 375, 406; **94**: 287; **96**: 226, 238, 431; **97**: 308.
  - Reports: **82/83**: 291-294; **84**: 200, 201; **85**: 240, 241; **86**: 239, 240; **87**: 251, 252; **88**: 300, 309, 350, 351; **89**: 355, 356; **90**: 395, 396; **91**: 440, 441; **92**: 415, 416, 423, 507, 508, 523; **93**: 394, 395; **94**: 301, 302; **95**: 212, 242, 243; **96**: 343, 418, 419; **97**: 354, 355.
  - Yearbooks: **82/83**: 295-298; **84**: 202, 203; **85**: 242; **86**: 241, 242; **87**: 253, 254; **88**: 352, 353; **89**: 357, 358; **92**: 512, 513; **93**: 399-402; **94**: 307, 308; **95**: 250, 251.
- Privileges and immunities: **89**: 129-132; **91**: 115, 116; **92**: 111-113, 282; **93**: 85, 86.
- Repertory of practice: **81**: 159; **86**: 243, 244; **87**: 255, 256; **90**: 397; **91**: 448; **93**: 398.
- Secretary-General: **84**: 42, 43; **88**: 320; **89**: 360, 372; **94**: 320; **95**: 276; **97**: 364.
  - Reports: **89**: 351, 352; **91**: 59, 432, 433, 436, 437, 444-447; **92**: 539; **93**: 411; **95**: 62, 63; **96**: 426-428.
- Security Council: **81**: 160; **82/83**: 53; **87**: 91-93; **88**: 26, 346, 347, 354, 359; **89**: 50; **90**: 412; **91**: 457, 458; **92**: 418, 517, 518, 524, 527, 530, 536, 544, 589; **93**: 403, 404, 409, 413, 414, 417-420, 422-424, 426, 427, 468; **94**: 259, 311-315, 325; **95**: 200, 201, 252, 254-256, 261-263, 268, 275, 278, 279, 325; **96**: 257, 366, 423, 430, 446, 447, 497; **97**: 282, 366, 368, 382.
  - and the Court: **92**: 143, 144, 147, 148; **93**: 13, 102; **94**: 100; **95**: 262, 273; **96**: 33, 48, 49, 73, 148-152, 409, 437, 443, 515; **97**: 45, 361.
  - Repertoire of the practice: **92**: 511.
  - Reports: **89**: 353, 354.
  - Resolutions: **89**: 370; **92**: 229; **93**: 106, 108, 412, 424, 438; **94**: 323; **95**: 64, 296; **96**: 441-443, 453, 457; **97**: 328.
- Yearbooks: **81**: 154; **82/83**: 274, 275; **87**: 246, 270; **88**: 368; **89**: 373; **90**: 386, 419; **91**: 425; **92**: 499; **93**: 392; **94**: 294; **95**: 235-237; **97**: 349, 350.
  - Juridical yearbooks: **81**: 153; **82/83**: 276; **84**: 192, 193; **85**: 227; **86**: 231, 232; **90**: 400, 401; **91**: 434, 435; **92**: 500-502; **93**: 393; **94**: 295, 296; **96**: 413-415.
- Commentaries: **81**: 12; **82/83**: 300, 304; **84**: 204, 207; **85**: 14, 220, 221, 244, 246, 247; **86**: 12, 221, 248; **87**: 14, 148, 257-266, 268, 269, 271, 275; **88**: 314, 315, 318, 330, 343, 356, 357, 362, 363, 365, 367; **89**: 365, 367, 369, 371, 407; **90**: 402-420; **91**: 451-464, 474, 483; **92**: 514-545; **93**: 403-438; **94**: 309-329; **95**: 252-297; **96**: 37, 43, 59, 293.

United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS): **82/83**: 226, 227, 241; **84**: 161, 171; **86**: 212, 213; **87**: 173, 182; **88**: 205, 212, 238, 240, 242, 258; **89**: 212, 218, 225, 226, 241, 244, 248, 253, 260, 270, 330; **90**: 225, 226, 229, 232, 248, 250, 251, 253, 254; **91**: 261, 269, 272, 276, 287, 288, 297; **92**: 310, 328, 334, 348; **93**: 245, 274, 284, 286, 287, 292, 366; **94**: 195, 205, 209, 213, 214, 219; **95**: 166, 170, 173, 174, 229; **96**: 293, 295, 297, 301, 306, 309, 314, 318-323, 384.

United States Diplomatic and Consular Staff in Tehran
  Judgment (text): **81**: 77, 78, 81; **82/83**: 117; **86**: 73.
  Order(s) of the Court: **81**: 76, 79, 80; **82/83**: 116.
  Pleadings, Oral Arguments, Documents: **82/83**: 115.
  Request for the Indication of Provisional Measures: **90**: 79.
  Commentaries: **81**: 54, 82-97, 124-129, 145, 163, 165, 167, 168, 170, 172; **82/83**: 19, 118-125, 170, 209-211, 249, 323; **84**: 70-73, 152, 153, 178, 214; **85**: 7, 69, 216, 252, 258; **86**: 73, 74, 185; **88**: 50.

United States of America
  and the Court: **82/83**: 273, 304; **85**: 28, 43, 44, 209; **86**: 39, 55, 120-140, 255; **87**: 25-31, 33, 34, 59-98; **88**: 27, 29, 39, 71, 74, 77, 79, 84, 357; **89**: 8, 23, 25, 84-93, 173, 180, 186; **91**: 10, 11, 16, 17, 188; **92**: 17; **95**: 159; **96**: 38, 212, 214.
    Optional clause: **82/83**: 56; **84**: 36, 37; **85**: 31, 33-37, 39-41; **86**: 38, 42-51, 128; **87**: 25-31, 69, 83; **88**: 24, 27-37, 74, 82, 337; **90**: 35; **91**: 188, 329.
  and the law of the sea: **96**: 311.
  and the United Nations: **86**: 245; **90**: 192; **91**: 188, 329.
  Territorial conflict with Canada: **81**: 110; **82/83**: 273.

Use of force: **81**: 163, 165, 168-170, 172; **82/83**: 19, 320, 321; **84**: 153, 210-212, 214, 216; **86**: 178, 250, 253; **87**: 278, 280, 281; **88**: 73, 88, 378, 383, 386, 387, 390, 391, 398, 400, 402, 403; **89**: 84-93, 209, 378-382, 384, 386, 388, 395, 398, 402, 415, 417; **90**: 12, 62, 63, 375, 431-433, 435, 443, 453, 459, 464; **91**: 80, 288, 452, 463, 490-492, 498, 502, 503, 508-510, 512, 514-516; **92**: 8, 339, 436, 437, 449, 491, 559, 561, 563, 565, 568, 570, 572, 574, 576, 577, 581, 582, 584, 591, 596, 599, 602, 606, 607, 610, 612, 616, 617; **93**: 443, 444, 446, 458, 464, 465; **94**: 45, 176, 338-342, 345, 346, 348, 351, 359; **95**: 125, 126, 310, 311, 313, 315, 318, 320, 322, 325, 327; **96**: 479, 481-483, 485, 486, 490, 491, 494-497, 499, 500, 503, 507, 508, 511; **97**: 36, 130-150, 156-189, 242, 390, 408-410.
  See also *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua*.

Uti possidetis: **89**: 166, 171; **92**: 337; **93**: 185; **94**: 75; **95**: 164; **96**: 261, 270, 272, 275.

Vanuatu
  Admission to membership in the United Nations: **82/83**: 51, 52.

Voting Procedure on Questions relating to Reports and Petitions concerning the Territory of South West Africa
  Commentaries: **81**: 122; **82/83**: 205.

Western Sahara
  Advisory Opinion (text): **81**: 65.
  Pleadings, Oral Arguments, Documents: **82/83**: 87-89.
  Commentaries: **81**: 66, 120, 121, 123; **82/83**: 191, 203, 204, 324; **84**: 145, 215; **85**: 161, 256; **86**: 66, 67, 168; **89**: 73, 74; **90**: 52, 155, 159, 162, 166; **94**: 167, 168, 173; **95**: 135; **96**: 99, 100, 248, 256, 258.

World Health Organization: **96**: 371.

Yearbooks of the Court: **81**: 2, 3; **82/83**: 2-5; **84**: 2, 3; **85**: 2, 3; **86**: 2, 3; **87**: 1, 2; **88**: 1, 2; **89**: 3, 4; **90**: 4, 5; **92**: 2, 3; **94**: 2-5; **96**: 3, 4; **97**: 6.

On peut acquérir les publications de la COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE auprès des librairies spécialisées du monde entier. Pour tous renseignements, prière de s'informer aux adresses suivantes :

Organisation des Nations Unies, Section de vente et commercialisation, Bureau C-115, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse. Tél. (+4122) 917 26 14. Télécopie (+4122) 917 00 27. Adresse électronique : unpubli@unog.ch

ou :

United Nations, Sales and Marketing Section, Room DC2-853, New York 10017, Etats-Unis d'Amérique. Tél. (+1-212) 963 83 02. Télécopie (+1-212) 963 34 89. Adresse électronique : publications@un.org

Pour toutes questions autres que l'achat de publications, s'adresser à *Monsieur le Greffier de la Cour internationale de Justice, Palais de la Paix, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas.* Tél. (+3170) 302 23 23. Télécopie (+3170) 364 99 28. Adresse électronique : mail@icj-cij.org

The publications of the INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE may be ordered from any bookseller. For information regarding the sale of the Court's publications please write to the following:

United Nations, Sales and Marketing Section, Room DC2-853, New York, NY 10017, United States of America. Tel. (+1-212) 963 83 02. Fax (+1-212) 963 34 89. E-mail: publications@un.org

or:

Organisation des Nations Unies, Section de vente et commercialisation, Bureau C-115, Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Switzerland. Tel. (+4122) 917 26 14. Fax (+4122) 917 00 27. E-mail: unpubli@unog.ch

All enquiries other than with regard to purchase of publications should be addressed to the *Registrar of the International Court of Justice, Peace Palace, 2517 KJ The Hague, Netherlands.* Tel. (+3170) 302 23 23. Fax (+3170) 364 99 28. E-mail: mail@icj-cij.org

PRINTED IN THE NETHERLANDS

ISSN 0085-2139
ISBN 92-1-070965-9